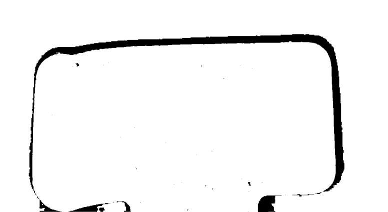


Louis LÉGER

HISTOIRE DE L'AUTRICHE HONGRIE

LIBRAIRIE HACHETTE

Histoire

DE

L'AUTRICHE-HONGRIE

DU MÊME AUTEUR

La Russie intellectuelle, librairie Maisonneuve . . .	10 »
Serbes, Croates et Bulgares, études historiques et littéraires, librairie Maisonneuve	7 50
Les Racines de la langue russe, librairie Maisonneuve	5 »
Grammaire russe, librairie Challemel.	5 »
Chrestomathie russe, librairie Colin	4 50
La Littérature russe, librairie Colin	4 »
La Mythologie slave, librairie Leroux.	7 50
Études slaves, 3 vol., librairie Leroux	10 »
Russes et Slaves, 2e et 3e série, librairie Hachette, le vol.	3 50
Le Monde slave, 2 vol., librairie Hachette, le vol. . .	3 50
Souvenirs d'un slavophile, 1 vol., librairie Hachette, le vol.	3 50
Nicolas Gogol, 1 vol., librairie Bloud	2 50
Histoire de Russie, librairie Larousse.	0 80
Histoire de la littérature russe, librairie Larousse .	1 »
La race slave, librairie Alcan.	3 50
La Renaissance tchèque, librairie Alcan	3 50
Moscou, librairie Laurens.	3 50
Prague, librairie Laurens.	3 50
La liquidation de l'Autriche-Hongrie, librairie Alcan	1 25
Les luttes séculaires des Germains et des Slaves, librairie Maisonneuve	2 50
Le panslavisme et l'intérêt français (2e édition), librairie Flammarion	4 75

85589. — Imprimerie Lahure, 9, rue de Fleurus, à Paris.

LOUIS LEGER
Professeur au Collège de France,
Membre de l'Institut

Histoire

DE

L'AUTRICHE-HONGRIE

DEPUIS LES ORIGINES JUSQU'EN 1918

NOUVELLE ÉDITION ENTIÈREMENT REFONDUE

LIBRAIRIE HACHETTE
79, BOUL. SAINT-GERMAIN, PARIS

1920


BODLEIAN
2 4 NOV 1934
LIBRARY

AVANT-PROPOS

Il y a plus d'un demi-siècle que j'ai commencé à me préoccuper du problème autrichien. Dès 1866, je faisais paraître dans une librairie, depuis longtemps disparue[1], une brochure sous ce titre significatif : *L'État Autrichien, Bohême, Hongrie, Habsbourgs.* Ce titre était accompagné d'une épigraphe dont on peut apprécier aujourd'hui la portée prophétique : *Ave Cæsar, resurrecturi te salutant.* Bien avant moi, en 1846, au lendemain de l'annexion de Cracovie, Montalembert avait à la tribune de la Chambre de Paris prononcé ces paroles non moins prophétiques :

« La monarchie autrichienne est un composé bizarre de vingt nations que la justice aurait pu maintenir et que l'iniquité fera tomber en dissolution ».

On ne fit guère attention à mon pessimisme; on n'y vit qu'une fantaisie paradoxale; on était alors, on est encore aujourd'hui hélas! tellement ignorant des conditions ethnographiques et de l'histoire réelle des peuples inclus dans l'ex-État autrichien.

J'ai raconté ailleurs comment au cours de l'année 1869[2] un illustre homme d'État, le Tchèque Rieger, vint à Paris tout exprès pour expliquer à nos politiciens des problèmes dont ils n'avaient pas la moindre notion Il sera question au chapitre XXXIX de ce livre de son audience chez Napoléon III. Même à la veille de l'année terrible on ne soupçonnait ni les dangers que faisait courir à notre pays l'insatiable ambition de la Prusse

1. Librairie du Luxembourg.
2. *Souvenirs d'un Slavophile*, p. 55-58 (Hachette, 1906), et la *Renaissance tchèque* (Alcan, 1911) p. 188 et suiv.

et la servilité de l'Autriche officielle vis-à-vis du vainqueur de Sadowa, ni l'intérêt qu'il y avait pour nous à nous rapprocher des Slaves dont l'indépendance était le contrepoids nécessaire des visées germaniques.

J'avais eu l'occasion de constater cette ignorance chez nos intellectuels dans deux circonstances que je demande la permission de rappeler ici. La première fois, c'était en 1868, à l'occasion de mes thèses de doctorat. L'une d'entre elles avait pour objet : *Les apôtres Slaves Cyrille et Méthode, et la conversion des Slaves au Christianisme*. Au cours d'un épisode qui remonte au neuvième siècle, j'avais été obligé de signaler dès cette époque la mauvaise foi des Allemands dans leurs rapports avec les Slaves et leur esprit de domination insatiable, même dans le domaine religieux. Parmi mes juges figuraient le futur doyen de la Faculté, l'Alsacien Auguste Himly. Il me reprocha vivement d'avoir émis un réquisitoire antigermanique pour être agréable aux Slaves, notamment à mon illustre ami l'évêque Strossmayer dont le nom figurait à la première page du volume. Il ne se figurait guère que deux ans après, sa patrie l'Alsace tomberait aux mains de ces Germains dont j'avais flétri les insatiables appétits.

On savait si peu de chose en ce temps-là! Thiers proclamait à la tribune que l'Autriche comptait quinze millions d'Allemands. Il prenait pour des Allemands les Tchèques et les Slovènes. Quand Rieger vint à Paris en 1869 pour essayer de dissiper ces nuages il demanda audience non seulement au souverain, mais aux représentants de la presse et de l'opinion ; il vit notamment Guéroult qui dirigeait alors un journal influent, *l'Opinion Nationale*. Il lui expliqua que l'État autrichien était une mosaïque de nations et mit sous ses yeux la carte ethnographique de l'Allemand Kiepert. « Ma foi, lui avoua loyalement Guéroult, je n'avais pas la moindre

idée de ça! » Rieger s'en fut ensuite chez une dame qui était la sœur de lait de Napoléon III et qui passait pour son Égérie, Madame Cornu, et entreprit de l'intéresser à la cause qu'il défendait : C'est grand dommage, lui dit son interlocutrice, que nous n'ayons personne pour nous éclairer sur ces questions. Rieger s'avisa de lui signaler mon nom. — M. Leger, répliqua Madame Cornu effarée, mais vous ne savez donc pas que c'est un agent Russe! » J'avais eu l'idée singulière d'aller voyager en Serbie et d'apprendre le russe. Dieu sait ce que j'avais encaissé de roubles et dans quelle limite on pouvait se fier à moi!

Duruy, nourri des souvenirs de l'antiquité classique, de l'unité Romaine, « Urbem fecisti quod prius orbis erat », ne comprenait par l'immoralité du centralisme autrichien et ne soupçonnait pas les périls que ce régime délétère mis au service de la Prusse ferait un jour courir à l'équilibre européen et à l'existence même de notre pays.

L'issue tragique de la guerre de 1870 lui ouvrit les yeux. Cette fois, il saisit l'intérêt que nous avions à connaître désormais ce qu'il pouvait y avoir derrière l'Allemagne et il me chargea d'écrire pour sa collection cette histoire d'Autriche-Hongrie. Il me laissa toute liberté. Mon livre surprit plus d'un lecteur quand il parut. « On cherche l'Autriche dans votre livre et on ne la trouve pas, me disait Gaston Paris ». Mais il s'est imposé peu à peu, non seulement en France mais en Angleterre où il fut naturalisé par une traduction publiée sous les auspices d'un illustre historien, Freeman. Récemment encore, j'en ai découvert sur les quais une traduction polonaise faite sans mon autorisation et que personne ne m'avait signalée.

Même après 1870, il n'était pas toujours facile de dire la vérité sur les choses autrichiennes. Le Gouvernement

de Vienne et celui de Berlin étaient également intéressés à la dissimuler. Il y avait alors à Berlin et à Vienne un certain fond de reptiles dont la rosée bienfaisante rejaillissait au besoin jusqu'à Paris. Elle agissait de diverses façons, tantôt en suggérant des faits imaginaires ou des opinions inexactes, tantôt en faisant taire celles qui semblaient contraires à l'intérêt germanique. J'en ai fait personnellement l'expérience. Je collaborais, il y a une trentaine d'années, à un répertoire collectif, *la Grande Encyclopédie*, auquel j'ai donné des articles d'une certaine importance, notamment l'article Bohême. J'y expliquais le droit public du Royaume dans ses rapports avec les autres pays de l'État autrichien et j'avais imprimé cette phrase : Le royaume de Bohême ne fait partie de l'État autrichien qu'en vertu d'un certain nombre de conventions conclues avec la dynastie et si, par une suite de circonstances impossibles à prévoir, cette dynastie venait à disparaître le royaume recouvrerait *de facto* son indépendance. Les circonstances comme on sait, ont complètement justifié mon diagnostic. Mais à ce moment il ne pouvait qu'être mal vu à Vienne, et surtout à Berlin. Le secrétaire du répertoire en question me fit inviter à supprimer cette phrase. Si elle était maintenue, disait-il, il était informé que l'Encyclopédie serait interdite dans tout l'ensemble des États autrichiens. Informé par qui? A qui avait-il communiqué les épreuves? Je désirais dans l'intérêt de mes clients slaves continuer ma collaboration. Je supprimai la phrase malencontreuse, mais, comme je voulais en avoir le cœur net, je l'introduisis tout entière dans l'édition subséquente de cette histoire où elle passa complètement inaperçue, sans provoquer dans les pays autrichiens la moindre mesure de rigueur. Les événements qui se sont accomplis depuis l'abdication du dernier empereur m'ont ab-

solument donné raison. Mais à ce moment-là on s'imaginait à Berlin que la Prusse pourrait bien succéder à l'Autriche intégrale.

Mon diagnostic je l'ai commenté et précisé dans une brochure publiée au cours de l'année 1915 : *La liquidation de l'Autriche-Hongrie* (Librairie ALCAN). Cette brochure est assez récente pour que je puisse encore y renvoyer le lecteur. Je me contenterai d'en citer deux ou trois fragments.

« L'Autriche, disais-je, étant devenue l'avant-garde de l'Allemagne, n'a déchaîné la guerre actuelle que pour satisfaire les convoitises prussiennes. Elle doit donc disparaître. Elle a manqué à sa vocation historique, aux lois de l'honneur et de l'humanité. Sur le fronton du palais impérial de Vienne on lit cet exergue : *Justitia ergo omnes nationes est fundamentum Austriæ.* Jamais devise ne fut plus menteuse. Si l'Autriche actuelle vient à diparaître, deux peuples seulement en regretteront l'existence : ceux qui ont vécu de l'exploitation des autres, les Allemands et les Magyars.... »

Dès la première édition de ce livre, publiée en 1879, j'avais d'ailleurs fait entendre de sinistres avertissements dont malheureusement on n'a tenu compte ni à Vienne ni à Budapest. Voici ce que j'écrivais en 1878 (p. 583) :

« Guidée par une politique plus équitable envers tous les éléments qui la composent, plus respectueuse de tous les intérêts légitimes, l'Autriche-Hongrie aurait pu offrir un cadre toujours ouvert à des annexions honorables, un abri désirable aux peuples fatigués du joug musulman ; elle aurait pu constituer une fédération puissante et vigoureuse entre les deux États russe et germanique qui l'écrasent et l'étouffent aujourd'hui. Livrée à l'égoïsme aveugle des Allemands et des Magyars, *elle n'a pas su résoudre la question d'Orient à*

son profit; elle la verra résolue contre ses intérêts. Elle a laissé à d'autres le soin de fonder sur le Danube inférieur le véritable empire de l'Est; à moins d'un revirement imprévu sa situation reste absolument précaire, et son avenir inspire les plus grosses inquiétudes à ceux qui croient l'existence d'un grand État danubien nécessaire à l'équilibre de l'Europe (p. 583) ».

Je réitérais ce diagnostic dans l'édition de 1889 et je le faisais précéder de ces paroles : « Quel que doive être dans un avenir plus ou moins lointain le successeur de François-Joseph sa tâche sera difficile.... Assurément l'ancienne Autriche de François I[er] et de Metternich n'existe plus; néanmoins de sourds orages grondent encore dans son sein. Incapable de suivre une politique indépendante, elle reste à la merci des redoutables voisins qui lui imposent leur alliance en attendant qu'ils essayent de lui enlever quelques lambeaux de son territoire ».

Ces prévisions, justes pour l'Allemagne, ne l'étaient malheureusement pas pour la Russie. D'ailleurs, quand je parlais de la tâche difficile qui incomberait au successeur de François-Joseph, je ne pouvais vraiment pas prévoir l'abîme où le jetterait le banditisme de l'empereur allemand, et l'imbécillité criminelle de son sénile prédécesseur.

Aujourd'hui le sort en est jeté, *alea jacta est*. Souhaitons que les États qui vont refleurir sur les ruines de la défunte Autriche-Hongrie sachent comprendre l'intérêt qu'ils ont à se grouper en une solide fédération et à se maintenir dans l'alliance des pays latins. Leur avenir est à ce prix.

PRÉFACE

DE LA QUATRIÈME ÉDITION

Lors de son apparition ce livre a quelque peu déconcerté le public. Il rompait avec les traditions. A l'histoire synthétique et unitaire de l'Autriche telle qu'on l'imaginait volontiers depuis 1815, telle que M. de Metternich avait voulu la faire, il substituait l'étude analytique d'un certain nombre de groupes; il ne parlait pas de l'empire autrichien, mais de l'État austro-hongrois, remettait au premier plan la Bohême et la Hongrie jusqu'alors trop dédaignées. Aux dénominations germaniques en usage dans la diplomatie et dans la presse il substituait les noms indigènes trop longtemps traduits ou défigurés par les Allemands. On s'est d'abord étonné de cette innovation; mais en lisant le volume on en a compris la raison d'être; les événements qui se sont accomplis depuis 1878 ont confirmé le point de vue de l'auteur, et des idées qui semblaient, il y a une vingtaine d'années, paradoxales ou révolutionnaires sont entrées dans le courant de l'enseignement et des polémiques quotidiennes.

Parmi les bons témoignages qui ont été rendus à ce livre, l'un de ceux qui m'ont le plus touché a été celui d'un illustre historien anglais. M. Freeman l'a fait traduire sous sa direction, et il a tenu à justifier

les idées de l'auteur dans la préface qu'il a mise en tête de l'édition anglaise.

« Je ne connais pas, dit-il, un sujet sur lequel la moyenne des lecteurs ait plus besoin d'être éclairée par une exposition nette. Les faits en eux-mêmes exigent pour être saisis un effort de pensée, une façon de pensée vigoureuse et claire, et la difficulté est encore rehaussée par la confusion populaire des idées et du langage. Bien des accidents ont été dus à une manière vicieuse de s'exprimer....

« Si l'on parle des intérêts de l'Angleterre ou de la France, on entend les intérêts du peuple anglais ou français. Mais quand on dit un ami de la Turquie, veut-on dire un ami des peuples qui habitent le pays appelé Turquie, ou de l'oppresseur étranger, qui est le Turc? Les intérêts de la Turquie sont-ils les intérêts du Turc ou les intérêts absolument opposés des nations qu'il tient asservies? Il en est de même de l'Autriche. On entend parler des intérêts de l'Autriche, de la politique de l'Autriche. J'ai rencontré des personnes qui croyaient que l'Autriche était un pays habité par des Autrichiens qui parlaient la langue autrichienne. Ce sont là de grosses erreurs.

« Il n'y a ni langue autrichienne, ni nation autrichienne, par conséquent il ne peut être question d'un honneur national autrichien. Il n'y a pas une politique autrichienne comme il y a une politique anglaise ou française, c'est-à-dire une politique que le gouvernement anglais ou français pratique pour exécuter la volonté de la nation anglaise ou française. Il n'y a pas d'intérêt autrichien commun pour tous les pays gouvernés par le souverain d'Autriche. Car les intérêts des

Allemands et des Hongrois d'un côté, des Slaves et des Roumains de l'autre, sont toujours différents et souvent opposés. En réalité, ces expressions intérêts autrichiens, politique autrichienne et autres similaires, ne s'appliquent ni à une nation, ni à un pays. Ils désignent tout simplement les intérêts et la politique d'une famille régnante; ils peuvent être souvent d'accord avec les intérêts et les vœux de certaines parties de ses domaines, mais non pas avec les intérêts et les vœux communs de l'ensemble.

« C'est faire une confusion que de personnifier ainsi l'Autriche et la Turquie. Nos pères évitaient ces confusions. Ils disaient le Turc, le grand Turc, le Grand Seigneur, et distinguaient ainsi soigneusement l'oppresseur étranger des pays et des peuples qu'il tenait en servage. Ils disaient la Maison d'Autriche et distinguaient ainsi soigneusement la famille régnante des différents royaumes, duchés et comtés sur lesquels régnait le chef de la famille. N'oublions jamais que l'État de la Maison d'Autriche est tout simplement une collection de royaumes, de duchés, etc., réunis par des causes accidentelles, mais qui n'ont en réalité rien de commun, ni la langue, ni les sentiments, ni les intérêts. »

M. Freeman écrivait ceci en 1889 : à ce moment, l'éducation de notre public en ce qui concerne l'État autrichien était un peu plus avancée que celle du public anglais auquel s'adressait le savant professeur. Elle laissait encore néanmoins à désirer, même dans des sphères assez cultivées. Qu'on me permette de citer un curieux exemple. La municipalité de Prague avait eu vers ce temps-là l'idée d'adresser ses publica-

tions officielles, en langue tchèque, à l'un de nos Corps constitués. Le président fit répondre par une lettre courtoise où il regrettait de ne pouvoir, vu son ignorance de la *langue hongroise* (sic), prendre connaissance de cet envoi intéressant. Ces ignorances sont encore plus fréquentes qu'on ne l'imagine, même dans les milieux où l'on serait le moins tenté de les soupçonner.

C'est à nos professeurs d'histoire qu'il appartient de prévenir le retour de pareilles aberrations. Elles sont plus graves et ont un retentissement beaucoup plus fâcheux que nous ne pouvons l'imaginer.

Cette quatrième édition a été soigneusement revue et mise au courant des derniers événements. Toutefois je n'ai pas cru devoir combler certaines lacunes qui m'ont été reprochées. On s'est parfois étonné que je n'aie pas insisté longuement sur le rôle joué par les Habsbourgs en Allemagne. On a même vu dans ma discrétion l'effet d'un parti pris systématique. On s'est trompé. La collection où ce volume a paru doit comprendre une histoire d'Allemagne. La publication de cette histoire a été retardée par des causes indépendantes de la volonté des éditeurs et de la mienne. Quand elle aura paru, on y trouvera les épisodes qui manquent dans mon livre et qui n'avaient d'ailleurs aucun titre à y figurer. Encore une fois, j'ai voulu écrire l'histoire de l'État austro-hongrois et non pas celle de la Maison d'Autriche.

Paris, janvier 1895.

1. Ce président, je puis le nommer aujourd'hui, c'était Floquet.

BIBLIOGRAPHIE

Nous ne saurions prétendre donner ici une bibliographie complète de l'histoire de l'Autriche-Hongrie. Le lecteur curieux de renseignements trouvera tous, ou presque tous, les détails nécessaires dans l'ouvrage capital de M. Krones, professeur d'histoire à l'Université de Graz; *Manuel de l'histoire de l'Autriche depuis les origines jusqu'à nos jours* (*Handbuch der Geschichte Œsterreichs*, etc., 4 vol. in-8. Berlin, Théobald Grieben, années 1876 et suivantes). On trouvera également des indications fort utiles dans l'*Histoire d'Autriche* de Pœlitz, revue par Ottokar Lorenz, Vienne 1871. Ces deux ouvrages, le premier surtout, sont indispensables à quiconque voudra entreprendre, sur l'histoire de l'état autrichien ou d'une de ses provinces, des études approfondies. Ils donnent le titre des principales publications dans la langue originale. On peut consulter encore Schmit de Tavera, *Bibliographie de l'histoire de l'état autrichien* (en all. Vienne, 1858). Nous nous contentons de reproduire ici en français les titres des ouvrages qui peuvent être utilement consultés, en indiquant à côté en quelle langue ils sont écrits. Il va de soi que cette liste ne saurait avoir la prétention d'être absolument complète.

Histoire générale de la monarchie et de la maison d'Autriche.

Coxe, *Histoire de la maison d'Autriche depuis Rodolphe de Habsbourg jusqu'à la mort de Léopold II*, traduite de l'anglais par F. Henri (5 vol. in-8, Paris 1809). — Mailath, *Histoire de l'empire d'Autriche* (en all. 5 vol. in-8, Hambourg 1834-1550). — Lichnowski, *Histoire de la maison de Habsbourg* (en all., 8 vol. Vienne 1845). — Mayer, *Histoire de l'Autriche, exposée spécialement au point de vue de la civilisation* (en all., 2 vol. in-8, 1874).

— Cockelberghe-Dützèle, *Histoire de l'empire d'Autriche jusqu'au règne de Ferdinand I* (en franç., 6 vol Vienne 1845). — Himly, *Histoire de la formation territoriale des États de l'Europe centrale* (2 vol. in-8. Paris 1876). — Bidermann, *Histoire de l'idée de l'État autrichien* (en all., un vol. Insbruck 1867). — Palacky, l'*Idée de l'État autrichien* (en all. et en tchèque, un vol. Prague, 1865). — Tomek, *Manuel de l'histoire d'Autriche* (en all., 2 vol. Prague 1858). — Krones, ouvrage cité. — Le même. *Esquisse de l'histoire de l'Autriche-Hongrie* (en all. Vienne 1881-1883). — Pœlitz, ouvrage cité. — Terstyanszky, *Histoire des provinces de l'empire autrichien, depuis leur origine jusqu'à leur entrée dans la monarchie* (en all., un vol. Vienne 1863). — Hornyanszky, *Histoire de l'empire d'Autriche* (en all., un vol. Pesth 1863). — Neuhauser, *Manuel de l'histoire de la monarchie austro-hongroise* (en all., un vol. Vienne 1872). — Meynert, *Résumé de l'histoire de l'empire autrichien* (en all., un vol. Vienne 1866). — Křižek, *Tableaux synchroniques de l'histoire universelle et de l'histoire autrichienne* (en tchèque, un vol. Prague 1869). — Le même : *Tableaux synchroniques de l'histoire des peuples slaves* (en tchèque, un vol. Tabor 1871). — Büdinger, *Histoire d'Autriche jusqu'au commencement du treizième siècle* (en all., un vol. Leipzig 1858). — *Histoire autrichienne pour le peuple* (en all. Vienne, année 1864 et suiv.). Cette collection, due à la collaboration de plusieurs écrivains, renferme des volumes excellents, notamment ceux de MM. Jireček, Zeissberg, Krones, etc...). — M. Smets, *Histoire de la monarchie austro-hongroise depuis les origines jusqu'à nos jours* (en all., un vol. Vienne 1878). — Gregorowicz, *Histoire de l'Autriche-Hongrie* (en all. Vienne, 1883 et années suivantes). — Huber, *Histoire de l'Autriche* (en all. Gotha, 1884 et années suivantes). — Würzbach, *Dictionnaire biographique de l'empire d'Autriche* (en all. Vienne, années 1856 et suivantes). — Brockhaus, *Dictionnaire de la conversation* (Leipzig, en all.). — Rieger, *Encyclopédie* (en tchèque, 11 vol. Prague 1860-1873 ; très précieux pour l'histoire des peuples slaves). — Prochazka, *Les peuples de l'Autriche-Hongrie* (en all. Teschen, 11 vol. 1881 et années suivantes). — *Archives pour les sources de l'Histoire autrichienne* (en all., publié par l'Académie des sciences de Vienne depuis 1848). — *Fontes rerum Austriacarum*, publié depuis 1855. — Lavisse et Rambaud, *Histoire générale* (Paris, en cours de publication). — *L'Autriche décrite et dépeinte* (en all. Vienne, en cours de publication. Ouvrage commencé sous les auspices de l'archiduc Rodolphe).

Temps primitifs.

Sprünner *Atlas historique et géographique de l'État autrichien* (en all. Gotha 1866). — Desjardins, *La table de Peutinger* (un vol. in-folio. Paris, 1869 et années suivantes). — Zeuss, *Les Allemands et les peuples voisins* (en all. Munich 1837). — Safařik, *Antiquités slaves* (en tchèque, 2e édition, 2 vol. Prague 1862; traduction allemande par Mosig et Wuttke, 2 vol. Leipzig 1843). — Mullenhoff, *L'Antiquité allemande* (en all. vol. I, 1870), — Wocel, *La Bohême prehistorique* (en tchèque, un vol. Prague 1869). — Krek, *Introduction à l'histoire littéraire des Slaves* (en all., 2e édition, Graz 1887). — J. Jung, *Les Romains et les Romans dans le bassin du Danube* (en all. un vol. Innsbrück 1877). — Boguslawskt, *Histoire des Slaves primitifs* (en polonais; Cracovie 1888). — E. de Muralt, *Essai de chronologie byzantine* (en français, St-Pétersbourg 1855). - Consulter en outre les historiens allemands de la Bavière (notamment Quitzmann), ceux de l'Église, et ceux de la Bohême, de la Moravie et de la Hongrie.

Migration des Slaves.

Rambaud, *Constantin Porphyrogénète et l'empire byzantin au dixième siècle* (un vol. Paris 1870). — Račkі, *Cyrille et Méthode* (un vol. Zagreb 1857). — L. Leger, *Cyrille et Méthode, essai sur la conversion des slaves au christianisme* (un vol. Paris 1868). — Račkі, *Fragments du droit politique croate au onzième siècle* (en croate, un vol Vienne 1861). — Du même, un grand nombre de dissertations sur l'histoire des Slaves méridionaux dans les Mémoires de l'Académie jougo-slave de Zagreb (Agram). — Uspensky, *Les premières monarchies Slaves du nord-ouest* (en russe, St-Pétersbourg 1872). — Jos. Const. Jireček, *Histoire des Bulgares* (en tchèque et en allemand, un vol. Prague 1876). — Anonyme, *Les Slaves du Sud,* étude ethnographique et littéraire (en tchèque, un vol. Prague 1864). — Jagić, *Histoire de la littérature du peuple serbe et croate* (en serbo-croate, Zagreb 1867). — Safařik, *Histoire de la littérature des Slaves méridionaux* (en all. 3 vol. Prague 1864-65). — Pypine et Spasovitch, *Résumé de l'histoire littéraire des peuples slaves* (en russe, 2e édition, Saint-Pétersbourg, 1879). — Traduction française du 1er vol. par Denis, Paris 1881. — L. Leger, *Chronique dite de Nestor* (Paris, 1884).

Origines du groupe autrichien.

Krones, *Esquisse de l'histoire du groupe allemand autrichien* (un vol. 1863). — A. Huber, *Les villes forestières Uri, Schwyz, Unterwalden jusqu'à l'établissement de la Confédération* (en all., un vol. 1861). — A. Rilliet, *Les origines de la Confédération suisse, histoire et légende* (un vol. 2ᵉ édition, 1869). — Zingerle, *Les légendes de Marguerite Maultasche* (en all., un vol. 1863.) — Egger, *Histoire du Tirol* (en all., 3 vol. Innsbruck 1873). — A. Huber, *Histoire de la réunion du Tirol à l'Autriche* (un vol. 1864). — Berthold, *Histoire de la Landeshoheit* (en all., un vol. 1863). — Kandler, *Histoire du conseil des patriciens de Trieste* (en italien, un vol. 1858). — Lœwenthal, *Histoire de Trieste* (en all., 2 vol. 1859). — Aschbach, *Histoire de l'empereur Sigismond* (4 vol. 1838-1845). — Muchar, *Histoire de la Styrie* (en all., 7 vol. 1844-1886. — Ilwof, *Histoire de la Styrie* (en all.. Gratz, 1866). — Ign. Orožen, *Chronique de Cilly* (en slovène, un vol. Cilly, 1853). — Valvasor, *L'honneur du duché de Carniole* (en all., nouvelle édition Wiener Neustadt, 1877). — Dimitz, *Histoire de la Carniole* (en all). — Trdina, *Histoire du peuple slovène* (en slovène, un vol. Ljublanija 1866). — *Le sixième anniversaire séculaire des Habsbourgs dans les pays slovènes* (en slovène. Ljublanija 1866).

Bohême et Moravie jusqu'au dix-neuvième siècle.

On trouvera une bibliographie détaillée de l'histoire de la Bohême au moyen âge en tête du livre de M. Denis, *Huss et la guerre des Hussites* (un vol. in-8, Paris 1878). Les principaux ouvrages à consulter sont les suivants :

Palacky, *Histoire du peuple tchèque depuis les origines jusqu'en* 1526 (en all. et en tchèque, 5 vol, in-8, Prague). — Tomek, *Histoire du royaume de Bohême* (en tchèque, un vol. 3ᵉ édition, Prague 1876), — Tomek, *Histoire de la ville de Prague* (en tchèque, 9 volumes de parus). — Zap, *La Chronique de Bohême et de Moravie* (en tchèque, 4 vol.). — Palacky, *Documents mag. Johannis Hus vitam, doctrinam, causam.... anno* 1403-1418 *illustrantia* (un vol. Prague 1866). — Helfert, *Huss und Hieronymus* (en all., un vol. Prague 1863). — Saint-René Taillandier, *Bohême et Hongrie* (un vol. Paris 1869). — L. Leger et Joseph Fricz, *la*

Bohême *historique, pittoresque et littéraire* (un vol. Paris 1867). — L. Leger, *Chants héroïques et Chansons populaires des Slaves de Bohême* (un vol. Paris 1866). — L. Leger. *Nouvelles études slaves* (2. vol. Paris 1880-86). — Jos. Jirecek. *Manuel de l'histoire de la littérature bohême* (en tchèque, 2 vol. Prague 1875-76). — Tieftrunk *Histoire de la littérature bohême* (en tchèque, 2 vol. Prague 1874-76). — Gindely, *Histoire des Frères Bohême* (en all., 2 vol. Prague 1857). — Gindely. *Histoire de la guerre de Trente ans* (4 vol. 1869-1880). — Rodolphe Reuss, *La destruction du protestantisme en Bohême* (un vol. Strasbourg et Paris 1868). — Dudik, *Histoire générale de Moravie* (en all. Brünn 5 vol. 1860 et années suivantes). — Stengel, *Histoire de Silésie* (en all. Breslau 1853). — Brandl, *La patrie morave* (en tchèque. Brünn 1859). — Kalousek, *Le droit public du royaume de Bohême* (en tchèque. Prague 1891). — Kalousek, *Charles IV* (en tchèque. Prague 1878). — Toman. *Le droit public de la Bohême et le développement de l'idée de l'État autrichien* (en all. Prague 1872). — Rieger, *La Bohême, le pays et les habitants* (en allemand et en tchèque. Prague 1863). — E. Denis, *Fin de l'indépendance bohême* (2 vol. Paris 1890). — Gindely, *Histoire de la contre-réformation en Bohême* (Leipzig 1894). — *Fontes rerum bohæmicarum* (5 vol. Prague 1873-1893). — Dacicky, *Mémoires* (en tchèque. Prague 1878). — Turwald, *Le partage administratif de la Bohême* (en all. Reichenberg 1891).

Hongrie (jusqu'à la fin du dix-huitième siècle).

La Notice bibliographique qui précède l'excellente *Histoire générale des Hongrois* de M. Édouard Sayous (2 vol. in-8, Paris 1876) fournit de nombreuses indications qui peuvent être utilement complétées par celles de Krones.

Les principaux ouvrages sont les suivants :

Horvat, *Histoire de la Hongrie* (en hongrois, 6 vol. in-8. Pesth, 1860 et années suivantes). — Horvat, *Histoire abrégée de la Hongrie* (en all., 2 vol. Pesth 1863). — Szalay, *Histoire de Hongrie* (traduction allemande. Pesth, 1866 et années suivantes). — Fessler, *Histoire des Hongrois* (en all., 12 vol. 1812-1825, nouvelle édition revue par Klein. Leipzig 1875-80). — Boldenyi, *La Hongrie ancienne et moderne* (1 vol. Paris 1850). — Teutsch, *Histoire des Saxons de Transylvanie* (en all., 2ᵉ édition. Leipzig 1874) — Picot, *Les Serbes de Hongrie* (un vol. Paris et Prague 1874). —

Sasinek, *Histoire des peuples de la Hongrie* (en slovaque). — Toldy, *Manuel de la poésie hongroise* (en hongrois, 2 vol. Pesth 1855). — Toldy, *Histoire de la poésie hongroise* (en allemand). — Smičiklas, *Histoire de la Croatie* (en croate, 2 vol. Zagreb 1882). — Chassin, *La Hongrie* (Paris 18 5). — Fraknoi, *Histoire de Mathias Corvin* (en all. Fribourg 1891). — Le même, *Pázmány et son temps* (en hongrosi, 3 vol.) — Schwicker, *Histoire de la Littérature hongroise* (en all. Leipzig 1889). — Szilagyi, *Histoire de Transylvanie* (en hongrois). — Vambery, *La Hongrie* (en anglais. Londres 1889). — *La question roumaine en Transylvanie et en Hongrie* (Vienne 1892). — Gaidoz. *Les Roumains de Transylvanie* (*Revue de Paris*, 1894).

Les empereurs autrichiens.

Les empereurs autrichiens, leurs ministres et leurs généraux ont été l'objet d'un grand nombre de monographies qui appartiennent pour la plupart à la bibliographie de l'histoire allemande. Nous citerons seulement : Gindely, *Rodolphe II et son temps* (en all., 2 vol. Prague 1862-1865). — Hurter, *Histoire de Ferdinand II* (en all., 11 vol. Schaffhouse 1853-64). — Hammer Purgstall, *Vie du cardinal Khlesl* (en all., 4 vol. 1847). — Ranke, *Histoire de Waldstein* (en all. Leipzig 1869). — E. Charvériat, *Histoire de la guerre de Trente ans* (2 vol. Paris 1878). — Alfred d'Arneth, *Le prince Eugène de Savoie* (3 vol. 1857-1858). — Wolf, *La Pragmatique Sanction* (en all., un vol. 1849). — Alfred d'Arneth, *Histoire de Marie-Thérèse* (en all.; ouvrage capital, 8 vol. Vienne 1862 et années suivantes). — D'Haussonville, *Histoire de la réunion de la Lorraine à la France* (Paris 1854-59). — Wolf, *L'Autriche sous Marie-Thérèse* (en all. Vienne 1855). — L'histoire de Coxe est fort complète pour ce qui concerne le règne de Marie-Thérèse et de ses successeurs. — Consulter encore : Alb. Sorel, *La question d'Orient au dix-huitième siècle, les origines de la triple alliance* (un vol. Paris 1878). — De Broglie, *Le Secret du roi* (2 vol. Paris 1878). — Le même, *Marie-Thérèse* (Paris, 2 vol. 1888). — *Mémoires du cardinal de Bernis* (2 vol. Paris 1878). — *Correspondance de Marie-Thérèse avec le comte de Merci-Argenteau*, publiée par MM. d'Arneth et Geoffroy (3 vol. in-8. Paris 1874). — D'Arneth, *Marie-Thérèse et Joseph II* (en all., 3 vol. 1867 et 1868). — Paganel, *Histoire de Joseph II* (Paris 1843). — H. Meynert, *L'empereur Joseph II* (en all. Vienne 1862). — O. Lorenz, *Joseph II*

et la révolution belge (en all. Vienne 1862). — A. Borgnet, *Histoires des Belges à la fin du dix-huitième siècle* (2 vol. 1861, 1862, Bruxelles). — Tratchevsky, *Le Fürstenbund et la politique allemande de Catherine II* (en russe, 1 vol. in-8. Saint-Pétersbourg 1877). — Léopold Neumann, *Recueil de traités et conventions conclus par l'Autriche avec les puissances étrangères depuis 1763 jusqu'à nos jours* (en franç., 6 vol. Leipzig 1855-1859).

L'histoire de la monarchie pendant les guerres contre la République et l'Empire se confond le plus souvent avec celle de la France, de l'Allemagne, de l'Italie. Consulter spécialement : Hæusser, *Histoire de l'Allemagne depuis la mort de Frédéric le Grand jusqu'à l'établissement de la Confédération germanique* (en all., 4 vol. 1854 et années suivantes). — Thiers, *Le Consulat et l'Empire*. — Sybel, *Histoire de la Révolution* (traduction française, 3 vol. in-8. Paris, Germer Baillière). — Sybel, *L'Autriche et l'Allemagne dans les guerres de la Révolution* (en all. Düsseldorf 1868). — Hüffer, *La lutte de l'Autriche et de la Prusse contre la Révolution jusqu'au traité de Campo Formio* (en all. Bonn 1868). — Schneidawind, *La guerre de l'Autriche contre la France en* 1809 (en all., 4 vol. 1842-1849). — Hormayr, *Le Tirol et la guerre de* 1809 (en all., 2 vol. 1845). — Wendinger, *André Hofer et ses compagnons d'armes* (1 vol. 1861). — Hormayr, *Tableaux de la guerre de délivrance* (en all., 3 vol.; 1841-1844). — Beer, *Dix années de l'histoire autrichienne* 1801-1810 (en all. Leipzig 1875). — Pisani, *La Dalmatie sous la domination française* (Paris 1892). — Heller, *Vie de Radetzky* (en all. Stuttgart 1859). — Flassan, *Histoire du congrès de Vienne* (3 vol. Paris 1828). — Sayous, *Histoire des Hongrois et de leur littérature politique de 1790 à 1815* (1 vol. Paris 1872). — Vivenot, *Sources pour l'histoire de la politique allemande de l'Autriche de 1790 à 1801* (en all. Vienne 1873-74). — Oncken, *L'Autriche et la Prusse dans la guerre de l'indépendance* (Berlin 1876-79, en all., 2 vol.). — Wertheimer, *Histoire de l'Autriche et de la Hongrie dans les dix premières années du dix-neuvième siècle* (en all.). — De Mazade, *Un chancelier d'ancien régime*, Metternich (Paris 1889). — A. Sorel, *L'Europe* et la Révolution française (4 vol. Paris, 1885-92).

Période moderne (de 1815 à 1889).

M. Asseline a donné un bon résumé de l'*Histoire d'Autriche depuis Marie-Thérèse jusqu'à nos jours* (un vol. Paris 1877). Il y a

joint la liste des ouvrages français dont il s'est servi. L'ouvrage capital sur l'Autriche de 1815 à 1859 est celui de M. Springer, *Histoire de l'Autriche depuis le traité de Vienne* (en all., 2 vol. Leipzig 1863-65). Il est écrit au point de vue purement allemand. — Consulter encore : H. Maynert, *François Ier empereur d'Allemagne* (en all. Leipzig 1834). — Hormayr, *L'empereur François et Metternich* (en all. Leipzig 1848). — Schmidt von Wessenfels, *Le prince de Metternich, sa vie et son temps* (en all., 2 vol. Prague 1860). — Mendelssohn Bartholdi, *Vie de Gentz* (en all. Leipzig 1847). —Gervinus, *Histoire du dix-neuvième siècle depuis le traité de Vienne* (traduction française par Minssen, 16 vol. in-8. Paris, 1864 et années suivantes). — Vehse, *Histoire de la cour autrichienne* (en all., 9 vol.). — Léonard Chodzko, *Les Massacres de Galicie et Cracovie confisquée par l'Autriche* (Paris 1861).—Chevée, *Histoire de Pologne* (2 vol., Paris 1863). — Helfert, *Histoire de l'Autriche depuis la révolution d'octobre* 1848 (en all., 6 volumes in-8. Prague 1869-86). — *La situation présente de l'Autriche* (en all., 1 vol. Leipzig 1846). — Metternich, *Mémoires* (Paris 1880).

Sur la Bohême, la Hongrie contemporaine et les peuples slaves : H. Desprez, *Les peuples de l'Autriche* (2 vol. Paris 1850). —Saint-René Taillandier, *Tchèques et Magyars* (Paris 1869).—De Gérando, *La Transylvanie et ses habitants* (2 vol. 1850). — Louis Leger, *Le monde slave, voyages et littérature* (un vol. 1873).—Du même, *Études slaves* (3 vol. 1875, 1880, 1886).—*L'État autrichien* (Paris 1866).—Du même, *La Bohême historique, pittoresque et littéraire* (Paris 1867). — Du même, *La Diète de Bohême et le Fédéralisme* (Paris 1868). — Du même, *Notice sur Fr. Palacky et Fr. Deak* dans les *Nouvelles études Slaves* (Paris 1890). — Daniel Iranyi et Ch. Louis Chassin, *Histoire politique de la Révolution de Hongrie* (2 vol. Paris 1859).—Alexandre Szilagyi, *Histoire de la Révolution hongroise en 1848 et 1849* (en hongrois. Pesth 1850). — Gœrgei, *Ma vie et mon action en Hongrie* (en all., 2 vol. 1855).—Boldenyi, ouvrage déjà cité. — Anonyme, *La Hongrie politique et religieuse* (un vol. Bruxelles 1860). — Id., *La Hongrie et les Slaves* (un vol. Bruxelles 1830), curieux comme expression du point de vue hongrois, mais sans critique. — Chassin, *Le poète de la révolution hongroise, Alexandre Petœfi* (Bruxelles 1860). — De Ujfalvy, *La Hongrie, son histoire, sa langue, sa littérature* (1 vol. 1872). — Arthur Patterson, *Les Magyars, leur pays et leurs institutions* (en anglais, 2 vol. Londres 1869). — Csengery, *Les orateurs et les hommes d'État de la Hongrie* (en allemand). —Bourgeois, *Études sur l'Europe orientale. La Hongrie.* Cet intéressant travail, écrit

pour la conférence Tocqueville, n'a pas été mis dans le commerce. — Hubner, *Une année de ma vie* (1848-49) (Paris 1891).

Sur les rapports entre les Magyars et les Slaves : *La Croatie et la Confédération italienne* (Paris 1859). — *Les Slaves d'Autriche et les Magyars*, études ethnographiques, politiques et littéraires (un vol. Paris 1861. Cet ouvrage anonyme est attribué à M. Rieger). — *Histoire de l'Illyrisme* (en all. Leipzig 1849). — Perwolf, *Les Magyars et la question d'Orient* (en tchèque. Prague 1869). — H. Jovanovics, *Les Serbes et la mission de la Serbie dans l'Europe d'Orient* (Paris 1870). — Sulek, *Le Droit public croate* (en croate. Zagreb 1868). — Racki, *Fiume* (Rieka) *et la Croatie* (Zagreb 1867). — Sur les Serbes de Hongrie, l'ouvrage déjà cité de M. Picot, sur les Slovaques, la brochure de M. Sasinek (en all. Prague 1876) et les excellents articles de l'*Encyclopédie tchèque* sur les divers peuples slaves. — Sur la question tchèque, Palacky, *Mélanges et souvenirs* (trois volumes en tchèque et un en allemand. Prague 1872-1874). — Rieger, *Le royaume de Bohême et l'État autrichien* (en français. Prague 1867). — *Le voyage des Slaves en Russie* (en tchèque. Prague 1867). — Saint-René Taillandier, *La question tchèque et l'intérêt français* (*Revue des Deux Mondes* 1869). — Defert, *Études sur les peuples slaves de l'Europe orientale, les Tchèques* (Rapport à la conférence Tocqueville ; — n'a pas été mis dans le commerce) et les ouvrages de M. Leger sur la Bohême.

Pour les dernières années : Émile de Laveleye, *La Prusse et l'Autriche depuis Sadowa* (2 vol. Paris 1870). — *L'empire austro-hongrois et la politique du comte de Beust*, par un Anglais (1 vol. Paris 1868). — Velfrey, *L'empire constitutionnel d'Autriche et ses lois fondamentales* (1 vol. Paris 1868). — Rogge, *L'Autriche de Vilagos jusqu'à nos jours* (en all., 3 vol. Leipzig 1872-73). — Rogge, *L'Autriche depuis la dissolution de la Diète hongroise en* 1868 (série d'articles dans la Revue de Leipzig, *Unsere Zeit*, années 1871 à 1877). — Le même : *L'Autriche depuis la catastrophe Hohenwart-Beust* (Leipzig 1879). — Louis Leger, *La Save, le Danube, le Balkan* (Paris 1884). — *Mémoires du comte de Beust* (édition française, 2 vol. in-8. Paris 1888). — A. de Bertha, *François-Joseph et son règne* (Paris 1848). — Comte Vasili, *La Société de Vienne* (Paris 1886). — Jules Preux, *La question des langues en Autriche* (Paris 1890). — L. Leger, *Russes et Slaves* (Paris 1891, notamment l'étude sur Kollar et la poésie panslaviste). — *Le combat pour le droit* (en tchèque, Prague, sans date).

Galicie.

Szujski, *Les Polonais et les Ruthènes en Galicie* (en all. Teschen 1882). — Dachkievitch, *Daniel de Galicie* (en russe. Kiev 1874-75). — Kupczanko, *Les destinées des Ruthènes* (en all. Leipzig 1887). — Bobrzinski, *Résumé d'histoire de Pologne* (en pol. Cracovie 1890). — *Les histoires générales de Pologne et de Russie* (voir la bibliographie qui accompagne l'histoire de Russie de M. Rambaud et les ouvrages indiqués par M. Bobrzinski).

Bosnie et Herzégovine.

Hilferding, *La Bosnie, l'Herzégovine et la vieille Serbie* (en russe); 1859, réimprimé dans les œuvres complètes de l'auteur. — Petranovitch, *Coutumes des Serbes de Bosnie*, dans *Glasnik* de Belgrade, t. XXVIII, XXIX, XXX. — Sime Ljubich, *La Numismatique des Slaves méridionaux* (en serbo-croate; Agram 1875. — Roskiewicz, *Étude sur la Bosnie et l'Herzégovine* (Leipzig 1868). — Blau, *Voyages en Bosnie et en Herzégovine* (Berlin 1877). — Raczki, *Études historiques* dans les *Mémoires de l'Académie d'Agram* (notamment vol. II, III, IV, VII, VIII, X, en serbo-croate. Prague 1879). — *L'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine par les troupes autrichiennes* (publication officielle. Vienne 1880). — Vjekoslav Klaic, *Géographie de la Bosnie* (en croate. Zagreb 1878). — Du même, *Histoire de la Bosnie*, traduite en allemand : *Geschichte Bosniens* (Leipzig 1885). — Yriarte, *Bosnie et Herzégovine* (Paris 1876). — Vicomte de Caix de Saint-Aymour, *Les Pays sud-slaves de l'Autriche-Hongrie* (Paris 1882). — Ém. de Laveleye, *La Péninsule des Balkans* (Paris 1888, 2e édition). — Strauss, *La Bosnie* (en all. Vienne, 2 vol.). — *Statistique de la Bosnie et de l'Herzégovine* — (Vienne 1886). — Asboth, *La Bosnie et l'Herzégovine* (Vienne 1888). — Publications du Musée de Saraievo, *Glasnik* (en serbo-croate. Sarajevo) et Mittheilungen (en all. Vienne 1893).

Pour ce qui concerne les rapports de l'Autriche avec l'Italie, nous ne pouvons que renvoyer le lecteur à l'*Histoire d'Italie* de M. Zeller et aux travaux des historiens italiens; sur la question d'Orient, voir Boukharow *La Russie et la Turquie* (Amsterdam 1877). — Rambaud, *Histoire de Russie*, et la bibliographie détaillée qui l'accompagne (p. 711-720). — Sur les rapports avec la Pologne, les historiens polonais et ruthènes, Morawski, Szujski, Szaranievicz, Bobrzynski, etc. Il est inutile d'indiquer ici les histoires générales de l'Allemagne, de la Belgique et de la Suisse.

GÉOGRAPHIE

ET STATISTIQUE CONTEMPORAINES

M. Élisée Reclus a donné dans le troisième volume de sa *Nouvelle Géographie universelle* un excellent tableau de l'Autriche-Hongrie (p. 130-482). Les indications bibliographiques qu'il fournit dans ses notes seront consultées avec fruit. Une bibliographie détaillée nous entraînerait fort loin. En dehors des ouvrages généraux en allemand, chaque province a publié un grand nombre de monographies en des langues le plus souvent inaccessibles à la masse des lecteurs français. Nous citerons seulement :

Czœrnig, *Ethnographie de la monarchie autrichienne* (en all., 3 vol. Vienne 1855-57). — Brachelli, *Esquisse statistique de la monarchie austro-hongroise* (11e édition. Leipzig 1887). — Klun, *Statistique de l'Autriche-Hongrie* (Vienne 1876). — Wiener et Demeny, *L'Autriche-Hongrie à l'Exposition de* 1878 (un vol. Paris, Delagrave, 1878). — Umlauft, *Esquisses statistiques de la monarchie austro-hongroise* (en all., 2e édition. Vienne 1883). — Le même, *Les pays de l'Autriche-Hongrie* (en all. Vienne 1880-83, 13 vol.). — *La monarchie austro-hongroise décrite et dépeinte* (publication allemande éditée sous les auspices de S. A. le prince impérial Rodolphe).

M. Brachelli a résumé la statistique de l'Autriche-Hongrie en tête du *Catalogue des produits de l'Autriche*, publié par la Commission officielle, à l'occasion de l'Exposition de 1878, et traduit en français par M. Ferdinand Silas. M. Brachelli évaluait la population totale de l'Autriche en 1878 à 37 418 000. Comme tous les statisticiens allemands, il tendait à augmenter la proportion de l'élément germanique dans la monarchie au détriment des non-Allemands. Il comptait, par exemple, comme Allemands tous les Israélites de l'empire. D'après ce système, il faudrait également considérer comme Allemands ceux des pays voisins, comme la Roumanie, la Pologne et la Lithuanie. On voit quelles armes

ce procédé d'évaluation peut prêter à la politique pangermaniste. Voici les chiffres de M. Brachelli :

Allemands	10 781 000	Polonais	2 730 000
Tchèques—Slovaques.	6 629 000	Slovènes	1 226 000
Magyars	5 919 000	Italiens	620 000
Ruthènes	3 346 000	Divers	222 600
Croates et Serbes	3 026 000		
Roumains	2 918 000	Total	37 418 000

La meilleure carte ethnographique de l'empire austro-hongrois est celle de Kiepert (en allemand). Il en existe également une en tchèque, publiée à Prague par la *Matice Lidu* (en 1868), et une en russe par Zariapko, Saint-Pétersbourg 1892. M. Křižek a donné en tchèque un excellent petit atlas de l'Autriche-Hongrie (Tabor 1873). Voir encore : Chavannes, *Atlas physique et statistique de l'Autriche-Hongrie*, fréquemment réimprimé. — Colonel Niox, *Géographie militaire de l'Autriche-Hongrie* (Paris 1881). — *Statistique autrichienne* (publiée annuellement). — Collection des Guides Joanne, *États du Danube et des Balkans*, par Léon Rousset (1 vol. Paris 1888).

RÉCENTES PUBLICATIONS

A. de Bertha. *La Hongrie moderne de 1840 à 1901* (Paris, Plon 1901). — Raoul Chelard, *La Hongrie millénaire* (Paris, Chaillcy 1896). — Ernest Denis, *Les Slovaques* (Paris, Delagrave 1917). — N. Jorga, *Histoire des Roumains de Transylvanie et de Hongrie* (Paris 1918). — Mircea Sirianu, *La question de Transylvanie et l'unité politique Roumaine* (Paris, Jouve 1916). — Jorga, *Histoire du peuple roumàin* (en all., Gotha 1905). — Widmann, *Histoire de Salzbourg* (en all., Gotha 1917). — Bachmann, *Histoire de Bohême* (en all., Gotha 1905, écrit au point de vue allemand). — Kaindl, *Histoire des Allemands dans la région des Carpathes* (en all., 2 vol., Gotha 1907). — Chéradame (André), *Douze ans de propagande en faveur des peuples slaves* (Paris, Plon 1893). — *L'Allemagne, la France et la question d'Autriche* (Paris, Plon-Nourrit 1902). — *L'Europe et la question d'Autriche* (Paris, Plon, plusieurs éditions). —Grouchinsky (Michel), *Histoire de l'Ukraine*, 8 vol. (Kiev-Lviv), en ukrainien). — *La Bosnie et l'Herzégovine*, ouvrage publié sous la direction de Louis Olivier (librairie Armand Colin). — Debidour, *Histoire diplomatique de l'Europe* (librairie Alcan). — Louis de Voinovitch, *La Monarchie française dans l'Adriatique* (Paris, Bloud 1817). — *La Dalmatie, l'Italie et l'unité yougoslave* (1797-1917), Genève 1917. — *Yougoslavie et Autriche* (Paris, Bloud 1918). — Jovan Cviić, *La Péninsule balkanique*, géographie humaine (Paris, Colin 1918). — Louis Eisenman, *Le Compromis austro-hongrois* (Paris, société de librairie et d'édition 1914). — L. Niederlé (traduction Louis Leger), *La race slave* (2e édition, Paris, Alcan 1917). — Whitney Warren. *Les justes revendications de l'Italie* (Paris, la Renaissance 1917). — Edvard Benes Détruisz, *l'Autriche-Hongrie* (Paris, Delagrave 1916). *Le problème autrichien et la question tchèque* (Paris, Girard Brière 1888). — Jules Chopin, *Le complot de Sarajevo* (édition Bossard, Paris 1819). — Jules Chopin et Stanislas Osusky, *Magyars et Pangermanistes* (édition Bossard, Paris 1917). — H. Jelinek, *La littérature tchèque contemporaine* (Paris 1912). — Archibald P. Colqhoun, *Le tourbillon de l'Europe; l'Autriche-Hongrie* (Londres 1907). — A. Chervin, *L'Autriche et la Hongrie de demain* (Paris 1915). — *De Prague à l'Adriatique* (Paris 1919). — René Geri, *La Hongrie au vingtième siècle* (Paris 1908). — *Entre Drave et Save* (Paris 1911). — Gaetano Salveminis, *Delenda Austria* (Paris, Bossard 1917). — Angelo Vivante, *L'Irrédentisme adriatique* (Genève

1917). — Jules Chopin, *L'Autriche-Hongrie brillant second* (Paris, Bossard 1917). — S. R. (Salomon Reinach), *Chronologie de la guerre*, 10 vol. (Paris 1914-1919). — Serajevo. *La Conspiration serbe contre la Monarchie austro-hongroise* (Ferdinand Wyss, Berne 1917). — Étienne Fournol. *De la succession d'Autriche* (2ᵉ édition, Paris 1918). — Gottfried Beck, *Le rôle de la Hongrie dans la guerre mondiale* (édition française, Paris, Payot 1917). — Gay (Ernest), *La Bohème à vol d'oiseau* (Paris). — H. Hantich, *La Bohême d'aujourd'hui* (Paris, Plon). — Louis Leger, *Prague* (Paris, Laurens 1907; — *La renaissance tchèque au XIXᵉ siècle* (Paris, Alcan 1911); — *Souvenirs d'un slavophile* (Paris, Hachette 1906; — *Russes et Slaves* (2 vol., Paris, Hachette 1899); — *Le Panslavisme et l'intérêt français*, voir notamment les chapitres VI, XI, XII, XIII, XV, XVI, XVIII (Paris, 2ᵉ édition, Flammarion 1918). — *La liquidation de l'Autriche-Hongrie* (1905). — Régamey, *Nos frères de Bohême* (Paris, Nouvelle librairie 1908). — Weis (René), *Relation officielle du voyage et des réceptions du bureau du Conseil municipal de Paris à Prague* (Paris 1912). — Henri Wickham Steed, *La Monarchie des Habsbourg* (librairie A. Colin). — Friedjung, *La Lutte pour la suprématie en Allemagne* (en all., Stuttgart 1902). — Rauter, *Histoire de l'Autriche de* 1848 *à* 1891 (en all., Vienne 1891). — Ad. Srb, *Histoire politique de la nation tchèque depuis* 1861 (en tchèque, Prague 1899-1901). — Tobolka, *Le congrès slave de Prague en* 1848 (en tchèque, Prague 1901. — Henri Grapin, *La question de la Silésie de Teschen* (Paris 1919). — N. Wendel, membre du Reichstag, *Question de l'Europe méridionale* (en all., Berlin, Fischer 1918). — J. Beck, *La responsabilité de la Hongrie* (Paris, Payot 1918). — P. Comnène, *Notes sur la guerre roumaine* (Paris, Payot 1910). — Dedecek, *La Tchéco-Slovaquie et les Tchéco Slovaques* (Paris, Bossard 1919). — Comte Begouen, *Chez les Yougoslaves il y a trente-deux ans, Préface de* Louis Leger (Paris, Bossard 1919). — Les pays tchèques, *Leur passé, leur présent, leur avenir par un groupe de Français* (édition de la Ligue franco-tchèque, Paris 1817). — Bogumil Vosniak, *Un rempart contre l'Allemagne. Les Slovènes* (Paris, Chapelot 1918). — Draghicesco, *Les Roumains* (édition Bossard 1918). — Adolphe Cerny, *Le monde slave pendant la guerre* (en tchèque, Pilsen 1919).

NOTE SUR L'ORTHOGRAPHE DES NOMS PROPRES

Les dénominations reproduites sur les cartes allemandes — les seules que nos géographes puissent consulter — ont été copiées machinalement dans nos atlas et sont encore aujourd'hui presque les seules que le public français connaisse. Elles ont singulièrement contribué à faire regarder l'Autriche comme un État germanique. En lisant sur la carte de Bohême Jung Bunzlau au lieu de Mlada Boleslav, Kœniggratz au lieu de Kralovehradec, sur celle de Hongrie Stuhlweissenbourg au lieu de Szekes Feervar, sur celle de Croatie Kreutz au lieu de Križevac, sur celle de Carniole Laybach au lieu de Lublania, sur celle de Moravie Brünn au lieu de Brno, sur celle de Galicie Lemberg au lieu de Lwow, on s'est tout naturellement habitué à prendre toutes ces localités pour des villes allemandes, et à n'attribuer aux populations réelles du pays qu'un rôle tout à fait secondaire, analogue tout au plus à celui que jouent aujourd'hui vis-à-vis de la nationalité française les Basques et les Bas-Bretons. Chose curieuse! les géographes de notre temps, pourtant si favorables à l'idée de nationalité, sont moins bien informés que ne l'étaient leurs prédécesseurs français, il y a plus d'un siècle et demi. Sur une carte de l'Empire d'Allemagne dressée en 1713 par Sanson, géographe du roi, on trouve en Bohême les noms à peine déformés de Mlada Boleslav, Svinibrod, Letomeritz, Czaslaw, Slany, etc..., en Hongrie, ceux de Szekes-Fehevar, Petsche, Colosvar (*sic*), en Croatie, ceux de Zagrabia, de Zegna, etc..., noms beaucoup plus voisins des formes réelles que ne le sont les

dénominations allemandes qu'on leur a substituées depuis; la ville de Raguse est même désignée par son nom slave de Dubrovnik (sous la forme légèrement défigurée de Dobronika). Ainsi, sur ce point, la géographie du dix-neuvième siècle, bien loin de progresser, a reculé.

Tant que l'Autriche a été, par un pacte fatal, soudée à l'Allemagne, la terminologie allemande a été maintenue à dessein sur des cartes mensongères. Depuis que l'empire a été par le dualisme partagé entre deux nationalités, un certain nombre de cartographes, se conformant à la politique officielle, ont, eux aussi, partagé l'empire entre deux transcriptions : la transcription allemande pour la Cisleithanie, la transcription hongroise pour la Transleithanie. Ainsi, la carte de l'Institut géographique de Weimar, dressée par M. Charles Græf[1], germanise tous les noms slaves de la Bohême, de la Moravie et de la Silésie, et magyarise tous ceux du royaume de Hongrie. Elle ne connaît à côté de la transcription allemande que les transcriptions polonaise et magyare. Elle y ajoute pour la langue serbe une prétendue transcription dans une orthographe qui n'est plus en usage depuis plus de trente ans. Il est évident que les géographes français qui copieront la carte de Weimar donneront à notre public une idée très fausse de l'ethnographie des pays en question. M. Élisée Reclus, dans le troisième volume de son admirable *Géographie universelle*, est le premier qui ait osé rompre avec la tradition et présenter les noms géographiques sous la forme que leur ont donnée les peuples indigènes. Nous n'avons pas hésité à suivre son exemple; nous ne pouvions dans

1. Hand und Eisenbahnkarte von Œsterreichisch-Hungarisch monarchie bearbeitet von C. Græf.

un ouvrage de ce genre déployer le luxe typographique qui distingue celui de M. Élisée Reclus. Les lettres accentuées que réclament les mots magyars, tchèques, croates, polonais, slovènes, sont trop nombreuses pour que nous ayons songé à les faire graver toutes. On ne trouvera dans ce volume que les plus importantes. Voici quelle en est la valeur :

ě = ié.	Ex. Poděbrad,	prononcez	Podiébrad,
ć = tch ou tj.	Ex. Stratimirović,	—	Stratimirovitch,
č = tch.	Ex. čech,	—	Tchekh,
ř = rj.	Ex. Břetislav,	—	Brjétislav,
š = ch.	Ex. Libuše,	—	Libouché.

Nous n'avons donné que ces cinq lettres. Des considérations d'ordre purement typographique ne nous ont pas permis de les faire graver en majuscules. Il aurait fallu élargir les interlignes et par suite modifier la justification de l'ouvrage tout entier. On trouvera sur nos cartes l'orthographe définitive de certains noms qui ne se présentent que sous une forme approximative dans le texte imprimé. Nous avons également restitué aux noms des personnages historiques l'orthographe nationale, toutes les fois qu'elle n'exige pas l'emploi de certains signes qui font défaut à notre imprimerie et dont la gravure nous eût entraîné trop loin. Il y aurait pédantisme à exiger que le lecteur apprenne à prononcer d'une façon absolument correcte les noms tchèques, slovènes, polonais ou hongrois. On ne peut exiger pour ces langues peu connues ce qu'on n'oserait même pas demander pour l'allemand, l'anglais, l'italien ou l'espagnol. L'important, c'est que le lecteur, mis en garde contre le mensonge souvent volontaire de certaines transcriptions, s'habitue à reconnaître aux noms en question une physionomie propre,

un caractère vraiment national. Pour ce qui est des nuances mêmes de la prononciation, nous ne pouvons que renvoyer aux explications de M. Élisée Reclus.

Il est fort utile de s'habituer à savoir reconnaître dans l'histoire ou dans la géographie ces nuances ethnographiques, trop longtemps dédaignées. Nous avons à les rétablir le même intérêt que certains publicistes allemands ont à les dissimuler. Il faut que nous apprenions à tracer avec précision les limites dans lesquelles la race germanique est circonscrite, et qu'il ne lui est pas permis de dépasser; il faut que nous cessions de nous faire les complices de ceux qui germanisent les noms en attendant qu'ils puissent germa niser les provinces ou les cités. Pendant longtemps encore les imprimeries françaises ne seront pas outillées de manière à pouvoir reproduire avec précision toutes les nuances que nous signalons. Mais la gravure dispose d'autres procédés que la typographie; il serait temps d'introduire dans les cartes ethnographiques — malheureusement encore trop rares aujourd'hui — une orthographe plus rationnelle que celle qui est maintenant en usage et plus propre à donner au public, surtout à la jeunesse, une juste idée des éléments divers qui se partagent et se disputent depuis des siècles le centre de l'Europe. D'ailleurs, nous avons la satisfaction de constater que, depuis une trentaine d'années, des progrès considérables ont été accomplis par la cartographie française. Les atlas édités par MM. Niox et Levasseur, Schrader, Vidal-Lablache, les cartes publiées par la Grande Encyclopédie, attestent le soin avec lequel on s'applique à distinguer aujourd'hui les éléments allemands de ceux qui leur sont étrangers. Il est à souhaiter que ces exemples soient suivis.

HISTOIRE

DE

L'AUTRICHE-HONGRIE

CHAPITRE PREMIER

L'ÉTAT AUSTRO-HONGROIS ET SES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS.

Comment s'est formé l'état austro-hongrois. — L'Autriche-Hongrie n'a ni unité géographique, ni frontières naturelles, ni unité nationale. — Statistique des diverses nationalités. — Prépondérance faussement attribuée aux Allemands; leur répartition dans les diverses provinces — Les Magyars, les Slaves et les Latins. — Persistance et vitalité des langues nationales; la Bohême et la Hongrie.

Comment s'est formé l'état austro-hongrois.

L'État austro-hongrois était, malgré les grands souvenirs historiques qui se rattachent au nom de la maison d'Autriche, un des plus jeunes entre les états européens; il n'a été réellement fondé qu'en 1804, le jour où François II, sentant vaciller sur sa tête la couronne germanique, et voyant Napoléon créer pour sa race un empire héréditaire, résolut de s'assurer un titre auguste pour le cas où l'Allemagne viendrait à lui échapper. Jusqu'à cette date les divers éléments de l'Etat austro-hongrois avaient con-

servé une individualité historique, plus ou moins respectée de fait par les Habsbourgs, mais qui en principe n'avait jamais été sérieusement contestée.

C'est à tort que l'on a confondu avec l'histoire de la maison d'Autriche celle des états qui composent aujourd'hui son domaine; cette erreur excusable dans un temps où l'histoire des peuples se résumait en celle des souverains est inadmissible aujourd'hui; on sait maintenant que les nations ont une existence indépendante de celle des familles princières et que ces familles, si illustres que soient leurs origines, finissent toujours en somme par se subordonner aux aspirations nationales.

La Révolution française ne connaissait point d'état austro-hongrois quand elle déclarait la guerre au roi de Bohême et de Hongrie. Les royaumes de Hongrie et de Bohême en offrant au début du XVIe siècle leur couronne à Ferdinand I d'Autriche (1526), n'avaient point entendu subordonner leur individualité à une agglomération factice d'états étrangers; après avoir vécu d'une vie glorieuse et libre sous des monarques nationaux, ils avaient cherché dans une union purement personnelle une force de résistance contre les invasions ottomanes; mais ils n'avaient songé à s'anéantir ni dans l'unité d'une monarchie autrichienne, ni dans celle du Saint Empire germanique. Ferdinand I n'apportait avec lui que les Etats héréditaires d'Autriche (Haute et Basse), la Styrie, la Carinthie, la Carniole, Gorica, Gradiska, une partie de l'Istrie et le Tirol, c'est-à-dire un groupe de populations allemandes slaves et italiennes dont le total ne dépassait guère cinq millions d'habitants, soit un septième à peine de la population totale de l'état austro-hongrois. Ce groupe ne pouvait ni par son importance, ni par l'éclat de son histoire ou la supériorité de sa civilisation prétendre à absorber ou à assimiler les deux royaumes de Bohême et de Hongrie. En acceptant les deux couronnes de Saint-Vacslav et de Saint-Étienne, l'empereur Ferdinand s'était engagé à respecter les droits et priviléges qui y étaient attachés; il avait pris un engagement analogue envers la Croatie annexe de

la couronne de Hongrie. Ainsi ce fut par suite d'un contrat bilatéral et librement consenti que la Bohême, Hongrie, et le groupe des provinces héréditaires autrichiennes passèrent sous la domination commune du même souverain. Il ne faut pas oublier qu'à l'époque dont il s'agit ici plusieurs provinces de l'Autriche future appartenaient encore à des états voisins. La Galicie par exemple faisait partie du royaume de Pologne dont elle ne fut détachée qu'en 1773, la Dalmatie était soumise à la république de Venise et ne lui fut arrachée qu'en 1797. La Lombardo-Vénétie occupée pendant plus d'un demi-siècle a été perdue à la suite des guerres de 1859 et de 1866. Quant à la Galicie et à la Dalmatie, la maison d'Autriche a invoqué pour les *réannexer* les droits antérieurs que possédait sur ces contrées le royaume de Hongrie, ou son annexe le royaume de Croatie.

Comme on peut le voir par ce rapide exposé, l'Autriche-Hongrie était essentiellement un état de droit historique; ce droit n'a été prescrit ni par la conquête, ni par l'insuccès de révolutions avortées; les chancelleries en ont respecté les formules, alors même qu'elles en méconnaissaient l'esprit.

L'Autriche-Hongrie n'avait ni unité géographique, ni frontières naturelles, ni unité nationale.

On ne trouve donc dans l'histoire de cet État complexe ni le lumineux développement d'une grande race comme en France, ou en Allemagne, ni l'unité géographique comme en Italie, ni l'unité constante de volontés et d'aspirations comme dans la Suisse républicaine.

L'Autriche n'avait point de frontières naturelles, point de configuration déterminée d'avance par des mers, des cours d'eau ou des montagnes. Le bassin du Danube semble à vrai dire, destiné à devenir le siége d'un grand empire; mais le Danube n'appartient pas tout entier à l'Autriche-Hongrie; il prend ses sources en Allemagne; après avoir ar-

rosé Linz, Vienne et Pesth, il baigne la Serbie, la Roumanie, la Bulgarie et se perd dans la mer Noire. Grâce à lui, néanmoins, Vienne a conquis une des premières places parmi les grandes cités européennes; elle est à peu près au point central de l'Europe; elle s'élève à égale distance de Madrid et de Moscou, de Stockholm, de Londres et de Constantinople, de Hambourg et de Bucharest.

« Au point de vue hydrographique le Danube et ses affluents unissent bien en un même bassin les montagnes de l'Autriche et les plaines de la Hongrie, mais en dehors de ces régions danubiennes une partie considérable de la monarchie se trouve aussi dans les bassins de l'Elbe, de la Vistule, du Dnieper et de l'Adige (El Reclus). »

La mer baigne certaines parties du littoral austro-hongrois; mais elle ne lui appartient pas en réalité; la possession intégrale de l'Adriatique devait être réclamée par l'Italie ou par la population qui organiserait les groupés slaves de la péninsule slavo-hellénique (Dalmates, Bosniaques, Monténégrins).

Quant aux chaînes de montagnes, elles ne traçaient presque nulle part à l'Autriche une frontière bien définie : la grande chaîne des Carpathes qui la couvre au nord-est et au sud-est laisse en dehors la Bukovine, la Galicie et la Silésie entièrement ouvertes du côté du nord aux attaques de l'Allemagne et de la Russie. La Bohême est protégée par les chaînes des monts des Géants, des monts métalliques (Erzgebirge) et du Bœhmerwald (Sumava), et par les monts de Moravie. Elle forme une véritable unité géographique que l'on peut très-bien détacher par la pensée de l'unité factice austro-hongroise. Vers le sud-ouest, la frontière autrichienne est mieux dessinée par les massifs des Alpes (qui, toutefois, laissent l'Istrie en dehors), par la mer Adriatique, par le cours parallèle de la Save et de la Drave.

Si du moins cette région mal délimitée avait appartenu, comme sa voisine, l'Allemagne, à une race unique, ferme, compacte, obéissant à de communes traditions et prête à

tous les sacrifices pour arriver à un même avenir; mais il n'en est rien; sans unité géographique, l'Austro-Hongrie offrait au point de vue ethnographique la plus complète anarchie.

Nous avons déjà signalé plus haut les trois groupes fondamentaux de l'empire : les provinces allemandes-slaves dites *héréditaires*, le royaume de Bohême, le royaume de Hongrie avec son annexe, le royaume de Croatie; le partage de 1772 y a ajouté un nouvel élément, la Galicie polonaise et ukranienne ou, comme disent les Polonais, ruthène Mais ces individualités historiques sont loin d'être encore de véritables unités; aux conflits que provoquent entre elles des revendications fondées sur les textes du droit historique écrit, il faut ajouter ceux qu'a fait surgir dans notre siècle l'idée plus récente de la race et de la nationalité.

Statistique des diverses nationalités.

On ne saurait se rendre compte de l'histoire de ces divers groupes, de leurs mutuelles relations et comprendre bien la situation de l'Autriche-Hongrie sans connaître à fond la statistique des nationalités qui se partagent l'État qui nous occupe.

Les divers peuples de l'État autrichien appartiennent à quatre races différentes, la race slave, la race germanique, la race touranienne ou finnoise, la race latine; on peut approximativement répartir ces races de la façon suivante :

Race slave. . . .	10 000 000	Tchèques et Slovaques.
	4 2 0 000	Polonais.
	3 400 400	Ruthènes.
	1 200 000	Slovènes.
	3 000 000	Serbo-Croates.
Race germanique.	9 millions	d'Allemands.
Race latine . . .	700 000	Italiens et Latins.
	3 000 000	Roumains.
Race hongroise (touranienne) . . .	10 000 000	Magyars.

Ces chiffres ne sont qu'approximatifs ; car les races dominantes se plaisent à enfler leur nombre et à diminuer celui des peuples moins favorisés.

Il faut joindre à ces divers groupes un million et demi de Juifs disséminés dans tout l'empire et qui dans certaines parties conservent les principaux traits caractéristiques de leur race, même l'usage de la langue hébraïque. Ils exercent une influence considérable sur les conditions économiques des contrées où ils vivent.

Ces éléments disparates ne se sont pas fusionnés avec le temps, comme chez nous par exemple, les Celtes et les Gallo-Romains, les Francs et les Ibères. Ils avaient gardé leurs langues, leurs traditions; ils vivaient juxtaposés sans se confondre. La vie des corps organisés consiste dans l'équilibre des éléments simples qui les composent. Si cet équilibre vient à se rompre, c'est la mort. De même la vie de l'État austro-hongrois dépendait uniquement de l'équilibre toujours instable de ces groupes ethnographiques.

Prépondérance faussement attribuée aux Allemands; leur répartition dans les diverses provinces.

On attribuait généralement aux Allemands un rôle beaucoup trop considérable, faute de bien connaître, non seulement leur nombre, mais aussi leur répartition géographique. L'Autriche considérée comme État allemand était, ainsi qu'on l'a dit, une véritable mystification.

Le chiffre des Allemands de l'empire tel que nous l'avons donné était de sept à huit millions (on peut le porter à neuf en y ajoutant les Juifs dont l'allemand est la langue maternelle, à plus même, en recensant les Allemands étrangers à la nationalité politique autrichienne); mais ces huit millions étaient bien loin de former un groupe compact et homogène. Les seules provinces entièrement allemandes de l'État austro-hongrois étaient les deux Autriches et le duché de Salzbourg. A cette masse compacte se rattachent les Allemands de Styrie, de Carinthie et du Tirol qui dans ces

provinces sont mêlés aux Italiens et aux Slovènes. Les villes de Marbourg (Maribor) en Styrie, de Klagenfurth (Celovec) en Carinthie, de Neumarkt dans le Tirol, étaient les dernières villes allemandes vers le midi. Le groupe formé par ces cinq provinces comprenait au maximum 4 000 000 d'Allemands, et c'était réellement le seul qui pût être considéré comme se rattachant à la grande Allemagne des pangermanistes. En supposant qu'ils entrassent un jour dans cette grande Allemagne en vertu du principe des nationalités, ce principe ne leur permettait pas d'y entraîner ni les Italiens du Tirol, ni les Slaves. Trente lieues environ séparaient les Allemands de Trieste qu'ils regardaient comme leur grand port sur l'Adriatique.

Viennent ensuite les Allemands de Bohême; ils forment à peine les deux cinquièmes de la population totale du royaume; ils sont répandus le long des frontières de la Bavière et de la Saxe, et ne constituent point un groupe géographique; les villes de Budweiss (en tchéque Budějovice) de Pilsen (Plzen) de Leitmeritz (Litoměřice) et de Reichenberg indiquent la ligne qui sépare ces Allemands des Tchèques. En Moravie un groupe d'environ 500 000 Allemands occupe le nord de la province dont la majorité est slave (près de 1 500 000); on peut admettre que la population allemande de la Bohême et de la Moravie dépasse deux millions et plus; mais ce chiffre est peu de chose en comparaison de la majorité tchèque qui est d'au moins 6000 000 âmes. Les Allemands de Bohême, colons ou conquérants venus d'Allemagne, comme on le verra plus tard, séparés de la mère patrie par la frontière géographique la mieux dessinée, ne sauraient avoir la prétention d'entraîner dans leurs destinées celles de la majorité slave qui a créé et organisé l'état où ils sont venus vivre, les uns comme des hôtes bien accueillis, les autres comme des envahisseurs détestés. Les Allemands ne peuvent même pas réclamer la Bohême, comme par exemple l'Alsace en vertu de la nationalité; ils invoquent un prétendu droit historique de l'empire germanique. La Bohême, disent-ils, pénètre au cœur de l'Allemagne; elle altère la pureté des lignes que

ses frontières devraient dessiner; c'est un pieu dans la chair allemande. Conclusion : il faut l'arracher.

Dans toutes les autres parties de l'empire les Allemands forment des groupes insignifiants, des colonies sans droits politiques spéciaux (sauf chez les Saxons de Transylvanie qui ont des privilèges historiques) et qui ne doivent les avantages dont ils jouissent qu'à l'universalité de la langue allemande, à certaines traditions politiques, ou à leur supériorité scientifique et industrielle. On compte par exemple 234 343 Allemands en Silésie, 114 000 dans la Galicie, 27 000 dans la Bukovine, 29 700 dans la Carniole, 200 000 dans la Transylvanie et 2 millions en Hongrie. Ces divers chiffres réunis donnent sans doute un total respectable; mais l'importance de ce total diminue singulièrement si l'on songe à la façon dont ceux qui le composent sont répartis, disloqués au milieu des populations slaves, magyares et roumaines. Ne peuvent compter comme Allemands au point de vue politique que ceux qui forment un groupe compact doué d'une individualité historique.

Les Magyars, les Slaves et les Latins

Les Hongrois, ou Magyars, comme ils s'appellent eux-mêmes en leur langue, sont loin d'occuper toute l'étendue du royaume de Hongrie. Ils le partagent avec les Slaves et les Roumains. Ils se divisent en deux groupes compacts. Le premier comprend environ cinq ou six millions de Magyars ou d'allogènes magyarisés. Il y a au nord pour frontière une ligne dont les points principaux sont Pressbourg (Pozony), Kaschau (Kasso) et Munkacs. Cette ligne sépare les Hongrois des Slovaques et des Ruthènes. A l'est une ligne partant de Munkacs sépare les Magyars des Ruthènes et des Roumains; au sud ils pénètrent jusqu'à Arad et à Szombor et confinent aux Serbes et aux Croates. Leur position centrale sur le Danube, l'homogénéité d'un groupe plus considérable que chacun de ceux qui l'avoisinent, de sérieuses qualités politiques et militaires, un

orgueil indomptable, un esprit de domination incoercible expliquent pourquoi les Hongrois ont pu se subordonner les populations moins unies, moins nombreuses qui les entourent. Le deuxième groupe magyar, celui des Szeklers improprement appelés Sicules (environ 500 000 âmes) est enveloppé par les Roumains et sera plus tard sans doute absorbé par eux : mais il reçoit incessamment une vie nouvelle du groupe principal qui constitue le noyau véritable du royaume de Hongrie.

La race slave occupe le nord et le sud-ouest de l'empire ; les Tchèques habitent la plus grande partie de la Bohême, de la Moravie et un coin de la Silésie ; les Slovaques, le nord-ouest de la Hongrie ; les Polonais, le nord-ouest de la Galicie ; les Ruthènes, le reste de la Galicie, une partie de de la Bukovine et quelques districts au nord-est de la Hongrie.

Les Slaves du nord sont séparés des Slaves du sud par les Allemands, les Magyars et les Roumains ; cette division géographique, jointe à l'esprit anarchique de la race slave, suffit à expliquer pourquoi malgré leur supériorité numérique ils n'ont pu arriver, ni à dominer les Allemands ou les Magyars, ni même à se faire admettre par eux sur un pied d'absolue égalité. Les Slaves méridionaux se divisaient en deux groupes : le groupe serbo-croate qui occupe la Croatie, la Slavonie, la Dalmatie, la Syrmie, le sud-ouest de l'ancien Banat de Temesvar, les provinces récemment annexées de Bosnie et d'Herzégovine et les régions naguère encore désignées sous le nom de Frontière militaire ; et les Slovènes qui habitent la Carinthie, la Carniole et une partie de l'Istrie et de la Styrie.

Les Roumains sont établis dans le sud-ouest de la Hongrie, dans la Transylvanie, dans la Bukovine ; les Italiens ne formaient un groupe compact que dans le Tirol méridional, ils avaient des colonies dans les principales villes de l'Istrie et du littoral dalmate, où ils ne constituaient d'ailleurs qu'une infime minorité.

Persistance et vitalité des langues nationales, la Bohême et la Hongrie.

La vitalité et la diversité de ces éléments était attestée par la variété des langues littéraires ; il ne s'agit point ici d'idiomes subalternes, comme peuvent l'être chez nous le basque, par exemple, ou le bas-breton ; il ne s'agit point de dialectes populaires comme ceux de l'Allemagne et de l'Italie ; mais bien d'idiomes arrêtés, fixés par la littérature, employés par l'Église, consacrés par l'usage des assemblées politiques, maniés chaque jour par la presse, qui est l'expression vivante de l'opinion publique. L'Autriche était une véritable tour de Babel européenne ; il s'y publiait des journaux en allemand, en hongrois, en polonais, en ruthène, en tchèque, en slovaque, en serbo-croate, en slovène, en roumain et en italien. Ces journaux écrits en des langues le plus souvent inintelligibles pour d'autres que pour les indigènes représentaient des intérêts fort opposés ; car par suite des traditions historiques ou du principe moderne des nationalités, certaines populations étaient amenées à graviter plus ou moins ouvertement vers des centres placés en dehors de l'Empire ; les Allemands vers la grande Allemagne ; les Polonais vers la Pologne ; les Italiens vers l'Italie ; les Slaves méridionaux vers leurs congénères de Serbie ; les Roumains vers la Roumanie ; seuls les Tchèques et les Magyars trouvaient dans l'empire l'asile de leur nationalité tout entière et le centre de leur destinée.

Pour les autres éléments, c'est dans l'antagonisme même des attractions exercées sur eux, dans une certaine loyauté traditionnelle à la dynastie, qu'il fallait chercher les deux grandes forces morales qui les maintenaient dans l'orbite de la monarchie austro-hongroise. Il y faut ajouter l'esprit de caste qui chez les fonctionnaires et dans l'armée renforçait un patriotisme artificiel et au besoin y suppléait.

L'empereur d'Autriche dans les protocoles des chancelleries prenait les titres suivants :

Empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, de Dalmatie, Croatie et Slavonie, de Galicie et de Lodomérie (partie de la Galicie), roi d'Illyrie, grand duc d'Autriche, de Bukovine, de Styrie, de Carniole, de Carinthie, grand prince de Silésie, Margrave de Moravie, comte princier de Habsbourg et du Tirol, etc.

Au milieu de tous ces titres, ceux du roi de Bohême et de Hongrie étaient les seuls à justifier la puissance du souverain qui les portait : la Bohême entraîne avec elle la Moravie et la Silésie; la Croatie, la Slavonie et la Dalmatie ne sont que des annexes de la Hongrie. L'histoire des deux royaumes de Saint-Vacslav et de Saint-Étienne, la constitution ethnographique des provinces qui ont été groupées sous le sceptre des Habsbourg, ont été presque absolument ignorées ou dédaignées par les historiens de l'ancienne école ou par les politiques de cabinet. Nous engageons donc le lecteur à méditer sérieusement les pages précédentes et à donner toute son attention à la carte ethnographique qui les accompagne; on ne peut, sans l'avoir étudiée, se faire aucune idée de l'Autriche-Hongrie et de ses destinées.

CHAPITRE II

ÉPOQUE PRIMITIVE : LES BARBARES ET LA DOMINATION ROMAINE ; INVASIONS GERMANIQUES.

Temps préhistoriques ; les Celtes et les Illyriens ; conquêtes des Romains. — Les Daces ; les Marcomans en Bohême ; organisation de la conquête romaine ; les Goths ; Dioclétien et le christianisme. — Les Huns ; Attila ; les Lombards.

Temps préhistoriques ; les Celtes ; les Illyriens ; conquêtes des Romains.

Ce qui nous intéresse surtout dans les origines de l'État austro-hongrois, ce sont les éléments qui ont laissé des traces dans l'organisation ultérieure de cet État, ou exercé une influence sur ses destinées.

On sait peu de chose sur les populations qui ont habité le sol de l'Autriche-Hongrie antérieurement à l'ère chrétienne. Leur histoire ne commence qu'à partir du moment où les conquêtes des Romains mirent le peuple-roi en rapport avec ces régions jusqu'alors inconnues. Mais les notions qu'ils nous ont transmises sont le plus souvent vagues ou peu exactes ; les Romains appréciaient, comme les Grecs, les peuples barbares au point de vue de leurs préjugés et répétaient le plus souvent sans les contrôler des renseignements plus ou moins authentiques ; ils se souciaient peu des origines, acceptaient les légendes les plus fantastiques et ne tenaient aucun compte des idiomes qu'ils ne comprenaient pas.

En laissant de côté les légendes grecques relatives à l'Illyrie et au littoral adriatique, la première race qui apparaisse avec certitude sur le sol de la future Autriche est la race celtique. Après s'être établis à la suite des grandes

migrations primordiales dans les régions de l'extrême occident, les Celtes refluent vers le centre et l'orient européens; suivant une tradition qu'il est plus facile d'enregistrer que de contrôler, au quatrième siècle, sous la conduite d'un chef nommé Sigovèse, ils s'étendirent dans l'espace compris entre le Rhin et la Vistule, occupèrent les massifs des Alpes et le bassin du Danube. On sait qu'en l'an 335 avant J.-C. Alexandre le Grand reçut sur le Danube inférieur des députés celtes qui lui offrirent paix et amitié. Que devinrent les habitants du pays envahi par les Celtes? Les uns se réfugièrent dans les montagnes, les autres se fondirent avec la race conquérante; d'autres (peut-être des Slaves) se réfugièrent derrière les Carpathes, d'où nous les verrons plus tard revenir.

Des populations celtiques se fixèrent sous différents noms dans les diverses régions : les Boïens occupèrent la Bohême à laquelle ils donnèrent leur nom (Bojohemum); les Taurisques s'établirent dans le pays de Salzbourg, la Styrie, la Carinthie; les Scordisques dans la Croatie et la Slavonie; les Ambrons vers les bouches de la Vistule. Les sangliers en bronze, que l'on a trouvés en Bohême, sont regardés comme des vestiges de la civilisation celtique.

Sur les côtes de l'Adriatique, les populations désignées sous le nom d'Illyriennes ne se confondirent pas avec les Celtes; telles sont, par exemple, les Venètes (que l'on a tenté d'assimiler aux Slaves), les Karnes, les Japodes. Les pirateries de ces populations maritimes appelèrent sur elles l'attention des Romains. Agron, leur roi, et plus tard sa veuve Teuta furent vaincus et obligés à payer tribut. En l'an 180 avant J.-C., Aquilée fut construite; l'Istrie devint province romaine, et la ville de Trieste (Tergeste) s'éleva pour tenir les vaincus en échec. En l'an 168, Genthius, roi des Illyriens, s'étant allié avec Persée de Macédoine, fut fait prisonnier; l'Illyrie et la Dalmatie devinrent provinces romaines en l'an 129 avant J.-C. La persistance de la culture classique et encore aujourd'hui de la langue italienne sur le littoral dalmate se rattache par une tradition non interrompue à cette conquête romaine.

Une fois maîtres du littoral adriatique, les Romains pénétrèrent peu à peu dans l'intérieur des terres et se trouvèrent en rapport avec les populations qui vivaient isolées dans leurs montagnes, les Taurisques, par exemple, les Rhétiens, parents des Étrusques, qui occupaient le Tirol actuel. Étant donné l'esprit conquérant et rapace des Romains, ces relations ne pouvaient être pacifiques. En l'an 115, le consul Marius Emilius Scaurus mettait le pied sur la terre des Taurisques. Mais en s'avançant vers le nord, les Romains allaient rencontrer les populations germaniques. Vers l'an 115, les Cimbres fuyant, dit-on, un débordement de la Baltique, descendent vers le midi et sont repoussés par les Boïens ; ils ravagent les contrées des Scordisques et des Taurisques. Les Romains essayent de s'opposer au torrent dévastateur ; ils sont vaincus à Noreja (Carinthie, près Klagenfurth, 113) par les barbares qui vont se briser dix ans après sous les murs d'Aix et de Verceil (101). Depuis ce moment la race germanique ne cessera plus de menacer les massifs des Alpes, le quadrilatère de la Bohême, le bassin du Danube. Les Suèves, les Marcomans, les Quades, les Hermundures attaquent sans relâche les Celtes, pressés d'une part par les Teutons, de l'autre par les Romains. Mais loin de savoir s'unir pour conjurer le danger, les Celtes se divisent et s'affaiblissent de plus en plus. Plus tard les Slaves ont malheureusement suivi leur exemple.

Les Daces; les Marcomans en Bohême: organisation de la conquête romaine.

Tandis que les Marcomans pénétraient dans le pays des Boïens, un peuple situé sur les rives du Danube inférieur, les Daces, organisait un État puissant dans les provinces qui comprennent aujourd'hui la Hongrie orientale, le Banat, la Valachie, la Moldavie, la Bukovine et la Transylvanie. On n'est pas encore fixé sur la nationalité des Daces. On sait que c'était un peuple guerrier, agriculteur, habile à travailler les métaux et chez lequel une idée en-

thousiaste de l'immortalité de l'âme avait développé une énergie toute particulière. Au milieu du premier siècle avant J.-C., les Daces avaient pour roi un certain Berebistas, homme ambitieux, avide de conquêtes, et qui ne demandait qu'à profiter des discordes de ses voisins pour intervenir dans leurs affaires. Les Celtes lui fournirent une occasion favorable; un conflit éclata entre les Scordisques et les Boïens. Les Scordisques implorèrent l'alliance de Berebistas; ils marchèrent contre les Boïens, qui malgré l'alliance des Taurisques furent complètement défaits. Ils durent évacuer les régions habitées par eux; elles gardèrent longtemps encore après cette catastrophe le nom de *deserta Boiorum*. Les Marcomans et les Quades occupèrent peu à peu les régions qu'ils avaient abandonnées. Berebistas, enivré par son triomphe, se préparait à marcher contre Rome elle-même quand il fut assassiné dans une sédition populaire (45 avant J.-C.). La puissance de sa nation tomba avec lui.

Après la mort de César, les populations du littoral adriatique crurent pouvoir reconquérir leur indépendance. Elles attaquèrent les colonies romaines; mais Octave n'était pas homme à laisser ces injures impunies; Dalmates, Liburnes, Japodes, Karnes, Pannoniens, Scordisques, Taurisques succombèrent tour à tour; Sissia (auj. Sisek), sur la Save, reçut une garnison romaine et fut reliée à Aquilée par une voie militaire; elle devint plus tard la grande place d'armes des Romains, le port de leur flotte de guerre sur la Save et leur centre d'action contre la Pannonie. On désignait sous le nom de Pannonie la région comprise entre la Save, le Danube et les Alpes. Peu de temps après, les Dalmates furent soumis à leur tour.

Rome triomphait; mais la paix n'était pas définitivement assurée à l'empire, tant que les populations des Alpes restaient indépendantes dans leurs montagnes, tant qu'elles pouvaient donner la main aux Germains pour marcher avec eux contre le grand ennemi des barbares. La Pannonie conquise fournit aux Romains une large et solide base d'opérations. Les Rhétiens, habitants du Tirol

actuel, les Vindeliciens, entre l'Inn et le Lech, furen attaqués par deux armées romaines, sous la conduite de Drusus et de Tibère; après des luttes sanglantes, ils succombèrent; la Rhétie et la Vindélicie furent annexées à l'empire (13 av. J.-C.); la plupart des habitants valides furent incorporés dans les légions romaines ou transportés dans d'autres contrées; les montagnards durent descendre dans la plaine pour la cultiver. A ces nouvelles provinces fut adjointe, sans lutte et sans résistance, la Norique.

Le Danube était désormais la frontière de l'empire romain. Derrière cette frontière, il organisa les pays conquis, y fit pénétrer ses institutions et sa langue, qui devint par la suite l'instrument de la propagation du christianisme.

De fortes garnisons (60 à 70 000 nommes) assuraient la soumission des indigènes : les villes fortifiées les plus importantes, et qui servaient en même temps de résidence aux autorités, étaient : en Pannonie, Sirmium (aujourd'hui Mitrovica), sur la Save; Aquincum (Bude), sur le Danube; Siscia (Sisek), au confluent de la Kulpa et de la Save; Vindomina ou Vindobona (Vienne) sur le Danube — la future capitale était occupée par une légion, et eut, vers la fin de l'empire, une escadre de la flotte danubienne —; dans la Norique : Celeja (Cilly); Pœtovium (Pettau); Laureacum (Lœrch). Cette ville, située au confluent de l'Enns et du Danube, avait une importance particulière; elle commandait le débouché des vallées des Alpes tiroliennes.

Une flotte protégeait la Save et le Danube; on en constate l'existence dès l'an 51 de notre ère. Vespasien lui donna de grands développements et en établit le commandement suprême à Vindobona.

Trois voies capitales partaient d'Aquilée : l'une se dirigeait vers l'est par Emona (Lubljania, Laybach), Pœtovium (Pettau), Sabaria, (Steinmanger) vers Carnuntum (Haimburg); l'autre allait vers le nord, traversait Virunum, Noreja, Surontium et Ovilabis (Wels ?); la troisième, celle

de l'ouest, gagnait Aguntum (Innichen) et, par le Pusterthal, Veldidena (Witten, près Innsbrück); elle regagnait ensuite la grande voie du Brenner, qui allait de Verone à Augusta Vindelicorum (Augsbourg). Emona (Laybach) était le point de croisement d'un grand nombre de routes secondaires. On rencontre encore aujourd'hui beaucoup de bornes milliaires; les distances partent d'Aquilée, de Milan, de Sirmium, de Bregantia (Bregenz), d'Augusta Vindelicorum (Augsbourg).

Par la soumission de la Pannonie, les Marcomans se trouvèrent en contact immédiat avec les Romains. Les rapports des deux parties furent d'abord assez pacifiques. Le fils du prince des Marcomans, Marobode fut même élevé à la cour d'Auguste; mais, après la conquête de la Norique et de la Rhétie, ces relations amicales firent place à une défiance réciproque. Marobode résolut de tenir en échec ses dangereux voisins. Il occupa fortement la Bohême et la Moravie, et s'allia avec les Quades, peuple germanique établi dans cette province. Marobode, instruit à l'école des Romains, retourne contre eux les arts qu'il avait appris sous ces grands maîtres. Il fortifie sa capitale, Maroboduum; elle devient l'asile de tous ceux qui conspirent contre la domination étrangère. Comme Marobode aspire à devenir lui-même conquérant, il lance ses armées sur la plus grande partie de l'Allemagne. Mais Rome ne peut tolérer longtemps cet inquiet voisin; elle lui déclare la guerre. Tibère marche contre lui (6 av. J. C.). Une révolte des Pannoniens et des Dalmates l'oblige à rebrousser chemin après avoir conclu la paix. Ce furent les Germains eux-mêmes qui se chargèrent de détruire la puissance de Marobode. Après une lutte sanglante il fut vaincu par Arminius (17 ap. J. C.). Il vit, deux ans après, ses États envahis par le chef goth Kathvalda, et se réfugia chez les Romains. L'empereur Tibère lui assigna pour résidence la ville de Ravenne (19 ap. J. C.).

Jusqu'ici, les Romains n'ont point encore pénétré sur la rive gauche du Danube inférieur. Ils attendront quelques temps encore. Le royaume de Dacie était tombé dans

l'anarchie depuis la mort de Berebistas. Dans les plaines du bassin de la Tisza on voit apparaître des populations nomades dont la race est difficile à déterminer; des Sarmates, des Alains, des Roxolans, des Jazyges qui, peu à peu, s'établissent jusqu'au Danube. Vers la fin du premier siècle, le roi Décébale réunit ces éléments épars en une solide fédération. Il attire à lui des artisans et des architectes romains, construit des places de guerre, exploite les riches mines de la Transylvanie. Enhardi par le succès de quelques entreprises heureuses, il attaque les Romains, détruit deux armées envoyées par Domitien, l'oblige à conclure une paix honteuse, par laquelle Rome s'engage à payer tribut au barbare et à lui fournir les ouvriers dont il aura besoin (90 ap. J. C.).

Les Goths; Dioclétien et le christianisme.

Le successeur de Domitien, Trajan, n'était pas homme à supporter cette domination; il refuse le tribut, jette deux ponts sur le Danube (non loin de la ville moderne d'Orsova), traverse le fleuve et bat Décébale dans les plaines du Banat actuel; puis il pénètre dans la Transylvanie, oblige Décébale à livrer une seconde bataille devant les murs de sa capitale, Sarmizegethusa. Le roi dace est obligé de consentir à la paix et de céder les pays conquis, y compris sa capitale (101). Trois ans après il essaie de renouveler la guerre; vaincu pour la seconde fois, il s'ôte la vie; la Dacie devient province romaine. Les colons que Rome y laissa sont considérés comme les ancêtres de la nation roumaine.

La conquête de Trajan marque l'apogée de la puissance romaine dans ces contrées. A partir du deuxième siècle, les peuples germaniques, un instant intimidés par les armes de Rome, vont commencer leurs invasions. Dès la seconde moitié du deuxième siècle, leurs flots commencent à battre les frontières de l'empire qu'ils doivent submerger. L'histoire de ces luttes appartient à celle de la race germanique; nous n'avons à retracer ici que les résultats qui intéressent

l'histoire de l'Autriche-Hongrie, c'est-à-dire à signaler les éléments germaniques déposés tour à tour sur les territoires qui nous occupent. Les Goths descendent vers le midi et entraînent avec eux les tribus suèves. Vers l'an 165 de notre ère, les barbares attaquent de tous les côtés les frontières de l'empire romain; ils envahissent la Norique, la Pannonie, la Rhétique et pénètrent jusqu'à Aquilée (166) En l'an 170, le légat Vindex éprouve une défaite qui ne lui coûte pas moins de 20 000 hommes. Marc Aurèle réussit pourtant à repousser l'invasion (175), et même à imposer une paix avantageuse (175). Cette paix ne dura pas longtemps. Deux ans après, les Marcomans et les Quades se révoltent. Marc Aurèle meurt à Vindobona, dans une expédition contre eux (180). « Après trois ans de lutte, dit Marcus Capitolinus, il aurait probablement vaincu les barbares, s'il avait vécu une année de plus ». Son fils, Commode, laisse les Vandales s'établir sur les bords du Danube supérieur, dans les régions qui correspondent à la Bavière actuelle et à la Haute-Autriche. Pendant quelques années le courant barbare parut vouloir refluer vers le haut Danube et le Main. Mais le prestige de Rome s'affaiblissait dans des luttes incessantes; le temps était venu où les armées faisaient ou défaisaient les empereurs. Les Marcomans recommencèrent leurs attaques contre la Rhétie et la Norique; les Goths menaçaient la Dacie; l'empereur Maxime essaya en vain de leur résister. Les Goths s'établirent dans une partie de la Dacie; les Gépides et les Burgondes occupèrent le nord de la Hongrie et la Transylvanie. Les Goths fixés sur les bords de la mer Noire ravagent la Mésie, la Thrace, la Macédoine. L'empereur Claude les bat à Nissa (Nich), en Mésie (269), c'est-à-dire dans la Serbie actuelle. Malgré les efforts d'Aurélien, l'empire, en 274, se vit obligé d'abandonner complètement la Dacie. Les Goths restèrent définitivement les maîtres, et sur les bords du Danube et de la mer Noire, ils formèrent un double royaume; celui des Westgoths (Visigoths), comprenant la Transylvanie, la Valachie, la Moldavie, et la Bessarabie; et celui des Estgoths (Ostrogoths), qui s'étendit du

Dniester au Dnieper. L'élément germanique semblait alors devoir triompher dans ces contrées destinées à devenir slaves.

Le sol de l'Autriche-Hongrie fournit à Rome plus d'un souverain. Decius était Pannonien ; Probus, originaire de Sirmium, planta les vignobles de Pannonie; Dioclétien était Dalmate. On sait qu'il se retira dans son pays natal, à Salone, où les ruines de son palais subsistent encore et enveloppent une partie de la cité moderne ; le nom de Spalato (en slave Spljet), dérivé de *Palatium* suffirait, à à défaut de ces ruines, à rappeler les splendeurs de la retraite impériale. Son règne fut signalé par les persécutions qu'il exerça contre les chrétiens. Dès le premier siècle, le christianisme avait trouvé sur les bords de l'Adriatique, de la Save et du Danube, de fervents adhérents. D'après la tradition, saint Marc avait évangélisé Aquilée et consacré dans cette ville, comme premier évêque, saint Hermagoras, dont le nom est encore populaire chez les Slovènes ; l'apôtre saint Luc avait prêché en Dalmatie. Andronic, l'un des soixante-dix disciples du Christ, aurait été le premier évêque de Sirmium. Quoiqu'il en soit, au commencement du quatrième siècle on trouvait des communautés chrétiennes et un clergé organisé dans les villes les plus importantes de la Rhétie, de la Norique, de la Pannonie et de la Dalmatie. On cite sous Dioclétien, Lauriacum, Siscia, Sabaria, Pœtovium, Sirmium, qui se firent particulièrement remarquer par l'ardeur de leur foi et la constance de leurs martyrs.

Nous n'avons point à raconter ici comment l'empire, partagé d'abord entre Constantin et Licinius, échut tout entier après la mort de ce dernier à Constantin (323). Constantin, par l'édit de Milan, garantit le libre exercice du christianisme. L'Église put s'organiser publiquement. Dans le courant du quatrième siècle, Aquilée et Sirmium devinrent le siège d'archevêchés auxquels furent soumis les évêques des régions environnantes. A Sirmium (380), à Aquilée (381), furent tenus des conciles qui condamnèrent la doctrine d'Arius ; elle avait fait de grands progrès en Pannonie.

On sait que Constantin divisa l'empire en quatre préfectures : celles d'Orient, d'Illyrie, d'Italie et de Gaule. Les deux Rhéties furent rattachées à la préfecture d'Italie; la Dalmatie, la Pannonie, la Norique à la préfecture d'Illyrie. Le préfet résidait à Sirmium (Mitrovica).

Sous le règne de Constantin, plusieurs bandes de Sarmates, conduites par le roi Rausimond, vinrent des bords de la mer d'Azov, s'établirent sur le Danube inférieur et soutenues par les Iazyges, ravagèrent plusieurs fois les provinces romaines de l'empire (319-322). L'empereur les repoussa. Dans une lutte postérieure entre les Sarmates et les Goths, les Sarmates réclamèrent l'appui des Romains. Constantin les aida à repousser les Goths. Un peu plus tard, nous voyons une partie des Iazyges, chassés par les Sarmates, traverser le Danube et s'établir à titre d'hôtes et de colons dans la Thrace et la Macédoine; dès maintenant recommencent ces immigrations, ces infiltrations lentes des barbares qui précèdent la grande invasion des Slaves, des Avares et des Hongrois. Sous le règne de Constance (356), les Allemanni, les Quades, les Sarmates ravagent la Rhétie et la Pannonie; Constance leur inflige de graves échecs (358-359).

En 364 un Pannonien, Valentinien, fut encore choisi pour empereur. Il partagea l'empire avec son frère Valens; Valentinien garda les trois préfectures d'Occident et prit Milan et Sirmium pour capitales; Valens eut l'Orient et résida à Constantinople; il eut à repousser les invasions du roi des Goths, Athanarich; Valentinien, celles des Quades; les Goths et les Quades s'unirent pour ravager les provinces pannoniennes; Sirmium put à grand'peine se défendre contre eux. Valentinien mourut d'apoplexie tandis qu'il négociait avec les barbares.

Les Huns; Attila; les Lombards.

Grâce à la force supérieure de son organisation et à l'extension du christianisme et de sa civilisation, l'empire romain serait peut-être venu à bout de contenir et d'assimiler les populations qui le pressaient de tous côtés; mais à ces populations allait se joindre un élément jusqu'alors inconnu, étranger à l'Europe, doué d'un élan et d'une discipline formidable, plus redoutable que tout ce qu'on avait vu jusqu'alors. Les Huns avaient vécu pendant longtemps dans les grandes plaines qui s'étendent entre la Don et la mer Caspienne. En 375, l'année même de la mort de Valentinien, ils se précipitent sur leurs voisins les Ostrogoths, franchissent le Dniester, inondent le royaume des Wisigoths et les refoulent vers le Danube. Les Wisigoths implorent un asile sur les terres de l'empire; on les y admet: mais maltraités par les officiers romains, ils payent l'hospitalité par la révolte et marchent contre Valens, qui périt à la bataille d'Andrinople (378). Théodose arrêta leurs succès, et par des traités habiles incorpora les uns dans l'armée, dissémina les autres dans la Thrace, la Mœsie et l'Asie mineure. Ceux de la Thrace demeurèrent fidèles et défendirent l'empire contre les Huns. Après la destruction des deux royaumes des Goths, les Huns avaient occupé tout le pays compris entre le Dniéper et le Danube. Ils finirent par passer ce fleuve et s'emparèrent d'une partie de la Pannonie; leur invasion avait déplacé la plupart des populations qu'ils avaient rencontrées sur leur passage; mais dans le flux et le reflux perpétuel de cette époque, elles n'eurent pas le temps de créer de nouveaux états et allèrent s'abattre sur l'Italie. A la mort de Théodose, l'empire fut partagé entre ses deux fils Honorius et Arcadius, pour n'être jamais rétabli dans son unité (395). La discorde se mit entre les deux moitiés rivales, et les Huns en profitèrent pour proposer leurs services au plus offrant. L'empereur Théodose II dut leur

payer un tribut annuel de trois cent-cinquante livres d'or qui fut plus tard élevé à sept cents.

En l'an 437, à la mort du roi Ruja, ou Roas, le commandement échut à son neveu Attila, ou Etzel, à celui que le moyen âge, dans sa terreur, devait appeler le fléau de Dieu. Il donna à ses peuplades une nouvelle cohésion; il préluda à son invasion en Italie et en Gaule par de foudroyantes expéditions en Pannonie en Mésie, en Thrace, en Macédoine. Par lui Sirmium fut détruite, et depuis, elle ne s'est jamais relevée de ses ruines. En l'an 447, l'empire lui abandonna la possession de la Sirmie et s'engagea à lui payer un tribut onéreux. On connaît ses deux expéditions en Gaule et en Italie. Il revint mourir dans son campement, entre le Danube et la Theiss (Tisza).

Les Hongrois qui, comme on sait, se rattachent à la même famille que les Huns, voient dans Attila un de leurs plus glorieux ancêtres. Quelques-uns de leurs historiens l'exaltent avec enthousiasme. Au treizième siècle, le chroniqueur Kezai divise ses Gesta Hungarorum en deux livres : *l'Arrivée*, qui est celle d'Attila; *le Retour*, qui est celui d'Arpad (voir le chap. V). L'historien moderne Boldenyi s'écrie : « Qui ne reconnaîtrait en lui un précurseur de Napoléon... Quand un prince manque d'un Homère, dit Fénelon, c'est qu'il n'est pas digne d'en avoir un. Si cela est vrai, que dire d'Attila, qui eut vingt Homères, que toutes les langues européennes célébrèrent à l'envi et que Raphaël lui-même ne dédaignait pas d'illustrer de son pinceau? » Aujourd'hui encore *l'Attila* est le vetement national de la noblesse magyare. Par une singulière ironie de la fortune, Attila eut pour secrétaire un provincial, un bourgeois de Pœtovium, qui fut le père du dernier des Césars, Romulus Augustule.

L'empire d'Attila ne lui survécut pas; ses fils ne surent pas défendre leur héritage contre les Germains; ils furent contraints de regagner les demeures primitives de leur race, sur les bords de la mer Noire. Les Ostrogoths restèrent maîtres de la Pannonie; les Visigoths et les Gépides du bassin de la Tisza et de la Transylvanie.

L'empire romain allait bientôt disparaître; il ne lui restait plus, outre l'Italie, que la Dalmatie, la Rhétie et la Norique; les Allemani et les Thuringiens ravageaient ses provinces et s'y établissaient au delà du Danube; les populations germaniques continuaient leurs mouvements alternatifs d'invasion et de retraite. Les Marcomans et les Quades ont disparu; les Rugiens les remplacent dans la Moravie et la Basse-Autriche; les Hérules s'emparent de la Haute-Hongrie; les Ostrogoths de Pannonie passent en Mésie (473). En 476, Odoacre détruit l'empire d'Occident.

Théodoric s'établit en Italie (493), et étend sa domination sur la Dalmatie, la Norique et la Rhétie; les Germains établis dans cette dernière province reconnurent son autorité; sans eux ces contrées n'eussent été peuplées que de ruines. Justinien, au siècle suivant, vengea l'empire d'Occident, et conquit avec l'Italie les provinces qui en dépendaient (535-555). Un peuple nouveau, les Lombards, lui avait prêté secours dans ces expéditions; il les établit dans la Pannonie et la Norique, qu'ils eurent à défendre contre les Gépides. Leur roi Alboin trouva pour cette lutte des alliés dans les Avares, parents des Huns (565). Ils occupèrent les provinces habitées par les Gépides. Peu de temps après, l'émigration des Lombards vers l'Italie laissa les Avares maîtres absolus des régions danubiennes.

Cette émigration des Lombards en Italie mit un terme aux voyages incessants de la race germanique dans le bassin du Danube. Comme un ouragan dévastateur les tribus germaniques avaient tour à tour passé sur ces contrées sans y créer ni un empire ni une civilisation; elles avaient anéanti la culture romaine, puis elles étaient descendues vers le midi chercher le pays « où les citronniers fleurissent ». Seules quelques contrées riantes, le Tirol avec ses montagnes, Salzbourg et la Haute-Autriche les avaient retenues et fixées. Les Avares auraient peut-être réussi à fonder quelque chose; mais derrière les Germains arrivait une migration importante, celle des Slaves qui va prêter une vie nouvelle au bassin de l'Elbe et du Danube.

CHAPITRE III

LES MIGRATIONS SLAVES.

Origines de la race slave. Les Tchèques; les Slaves du Danube. — Les Slaves et les Avares. Samo (627-662). — Les Serbes et les Croates (634-638). — Mœurs, coutumes, religions des Slaves.

Origines de la race slave; les Tchèques; les Slaves du Danube.

Malgré les nombreux travaux dont elles ont été l'objet dans notre siècle, les origines de la race slave sont encore fort obscures. On s'est efforcé d'en retrouver les traces dans le bassin du Danube et de l'Elbe supérieur bien longtemps avant l'époque où elle apparaît réellement dans l'histoire; de simples inductions philologiques ne nous permettent pas d'établir dans un livre de ce genre tout un système de conjectures. Un fait certain, c'est qu'au début les Slaves n'apparaissent pas comme un peuple conquérant. Ils occupent et défendent contre les Finnois les plaines immenses qui s'étendent derrière les Carpathes, les bassins de la Vistule et du Dnieper; fractionnés en tribus diverses, peu soucieux d'entrer en rapports belliqueux ou pacifiques avec les Romains ou les Teutons, ils restèrent longtemps ignorés; ils n'eurent point de César comme les Gaulois, point de Tacite comme les Germains,

pour raconter leurs mœurs et scruter leurs annales. Peut-être furent-ils connus du monde ancien sous les noms mystérieux de Vénètes et de Sarmates, peut-être se trouvèrent-ils mêlés à certaines populations d'une autre race sur lesquelles nous possédons des renseignements plus ou moins incomplets, aux Goths, aux Huns, etc... Le dédain des anciens pour l'ethnographie et la linguistique ne nous permet pas de rien affirmer à cet égard. Tout ce qu'on peut admettre c'est que peu à peu, à mesure que les Germains avançaient vers l'est et vers le sud, les Slaves se mirent en marche pour occuper les régions abandonnées. C'est ainsi que les pays situés entre l'Elbe et l'Oder se trouvèrent habités par des Slaves qui devaient eux-mêmes disparaître plus tard devant les revendications des conquérants allemands.

A une époque indéterminée, sans doute vers le milieu du cinquième siècle, une autre branche des Slaves, les Tchèques (Čechy), appelés à tort Bohêmes ou Bohémiens, quittèrent les contrées de la Galicie actuelle et pénétrèrent dans l'intérieur du quadrilatère de la Bohême. L'histoire réelle a peu de chose à démêler dans les légendes qui racontent cette migration. Mais ces légendes sont si chères au cœur du peuple tchèque, elles jouent un si grand rôle dans les luttes qu'il soutient encore aujourd'hui pour son existence, que l'on ne saurait absolument les passer sous silence. D'après elles, il y avait naguère trois frères, Čech, Lech et Rous. Čech, à la tête d'une tribu slave, quitta la patrie commune de sa race ; il arriva dans l'intérieur de la Bohême et donna son nom à la patrie nouvelle. Une tradition que rien ne justifie d'ailleurs veut que le mont Rip, près la ville de Roudnice (Roudnitz) ait été la première étape définitive de la nationalité slave en Bohême. Les croyants indiquent même l'endroit où le grand aïeul (praotec) Čech aurait été enterré.

D'après la même tradition, Čech était originaire de la grande Croatie, c'est-à-dire des contrées situées au pied des Carpathes, vers la Galicie actuelle. On fait remonter à ce personnage mythique un nom ethnographique que

personne n'est parvenu jusqu'ici à expliquer; par une singularité bizarre les textes latins du moyen âge, ne connaissent pas ce nom et s'obstinent à désigner le peuple qui le porte par l'épithète de Bohémiens. Les Slaves de la Bohême héritèrent ainsi du nom des Boïens, qui les avaient précédés. A leur suite évidemment durent s'avancer leurs congénères de Moravie; puis les Slaves débordant de tous côtés par-dessus les Carpathes derrière lesquels ils semblent jusque là être restés immobiles, envahirent peu à peu la Hongrie supérieure et la Basse-Autriche, abandonnée par les Hérules (494), puis les contrées de la Valachie, de la Moldavie, de la Transylvanie; là ils rencontrèrent les débris des Daces romanisés par les colons romains, se fondirent avec eux et constituèrent les premiers éléments de la nationalité roumaine. Ces migrations slaves dont l'histoire reste fort obscure paraissent cependant se distinguer par des caractères bien précis des migrations germaniques.

Les Slaves et les Avares; Samo (627-662).

Les Allemands envahissent les pays conquis par les Romains et imposent leur domination aux peuples qu'ils y trouvent : les Slaves s'avancent dans des régions abandonnées; ils n'ont point à s'en emparer les armes à la main; leur invasion est toute pacifique. Toutefois, ils ne resteront pas longtemps paisibles possesseurs des régions qu'ils ont occupées sans lutte, et ils seront obligés de les défendre contre des envahisseurs impitoyables; tels sont par exemple les Avares (Obres). Les Avares soumirent d'abord le peuple slave des Dudlebes dans la Galicie actuelle, entre le Bug et le Styr, puis sous la conduite de leur Chagan, le terrible Bajan, nouvel Attila, ils franchirent les Carpathes et soumirent les Slaves de Moravie et de Bohême. Encouragés par le succès, ils poussèrent des pointes hardies jusque sur l'empire franc et la Pannonie (563-568). Les Slaves eurent cette fois à souffrir des Avares ce que les Ger-

mains avaient enduré des Huns. Les plaines de la Hongrie sur les deux rives du Danube et de la Theiss devinrent le siége de la puissance avare ; de grands camps fortifiés appelés Hrings servaient d'abri à ces envahisseurs. Les Slaves durent leur payer tribut et fournir des soldats à leurs armées; parfois ils furent réduits à se laisser transplanter d'une région à l'autre.

C'est ainsi que la Pannonie et la Norique reçurent des colons slaves qui devinrent les ancêtres des Slovènes; ces Slaves avarisés descendirent jusqu'au Frioul où leurs descendants subsistent encore aujourd'hui et parlent un idiome qui paraît se ressentir d'une influence touranienne. Les Slaves établis dans le bassin de l'Enns et de la Mur reçurent le nom de Slaves Carentins.

Assuré de la soumission et du concours des Slaves, Bajan ne craignit pas de s'attaquer à l'empire grec; en 584 il conquit la Sirmie et en fit une base d'opération contre Byzance, puis plus tard la Dalmatie et l'Istrie. En 599 il poussa jusque vers Constantinople et l'eût peut être prise sans une peste qui se déclara dans son armée. Ce nouvel Attila mourut en 603 et la discorde se mit parmi ses héritiers; les Slaves qui s'étaient laissés subjuguer par les Avares réclamèrent leur indépendance et se préparèrent à la révolte; c'est alors qu'apparut un mystérieux personnage, le marchand Samo. C'était dit Frédégaire, un Franc venu pour affaire de commerce chez les Slaves. Un écrivain postérieur, l'historien anonyme de la conversion des Bavarois et des Carentins, l'appelle un Slave Carentin. Aucun document sérieux ne permet de se prononcer sur sa nationalité. Il était, dit Frédégaire originaire *de pago Sennonago* (environs de Soignies en Hainaut?) Tout au plus pourrait-on conjecturer qu'il appartenait à quelque tribu slave soumise aux Francs et par erreur identifiée avec eux. C'est ainsi, par exemple que de notre temps, les Tchèques sont souvent confondus avec les Allemands d'Autriche, ou les Croates avec les Hongrois. Quoi qu'il en soit, Slave, Franc ou Romain d'origine, Samo s'associa complétement à la destinée du peuple qui lui avait offert le su-

prême commandement ; il étendit son empire sur toutes les tribus vendes ou slaves, et, « dit Frédégaire, il les gouverna pendant trente-cinq ans avec bonheur. Sous son règne les Vénèdes soutinrent contre les Huns plusieurs combats, et par sa prudence et son courage, ils furent toujours vainqueurs ; Samo avait douze femmes de la nation des Vénèdes et il en eut vingt-deux fils et quinze filles. »

Peu à peu Samo devint pour les Francs un voisin dangereux ; un conflit ne pouvait manquer d'éclater. « En l'année 630, les Slaves, rapporte Frédégaire, tuèrent un grand nombre de négociants francs dans le royaume de Samo et les dépouillèrent de leurs biens. Ce fut le commencement de la querelle entre Dagobert et Samo. Dagobert envoya Sichaire auprès de ce roi pour lui demander justice. « Samo ne voulut point voir Sichaire et ne l'admit pas en sa présence ; mais celui-ci, revêtu d'habits slaves, parvint auprès de Samo et lui transmit tout ce qu'il avait ordre de lui déclarer; mais Samo ne répara rien du mal qui avait été commis, disant seulement qu'il avait l'intention de tenir un plaid pour que justice fût faite touchant ces contestations et d'autres qui s'étaient produites en même temps. L'envoyé Sichaire, comme un insensé, fit à Samo des menaces, disant que son peuple et lui devaient soumission à Dagobert. Samo offensé répondit : « La terre que nous habitons est à Dagobert et nous sommes ses hommes, mais à condition qu'il voudra conserver amitié avec nous. » Sichaire répondit : « Il n'est pas possible que des chrétiens serviteurs de Dieu fassent amitié avec des chiens. » Samo lui répliqua alors : « Si vous êtes les serviteurs de Dieu, nous sommes les chiens de Dieu, et puisque vous agissez continuellement contre lui, nous avons reçu la permission de vous déchirer à coups de dents. » En même temps Sichaire fut chassé de la présence de Samo. » Dagobert déclara la guerre à Samo avec l'alliance des Lombards ; il attaqua les Tchèques, tandis que les Lombards s'en prenaient aux Slovènes, du côté des Alpes Juliennes. Samo rassembla ses principales forces à Wogastibourg (sans doute à Tugost, (Taus) sur la frontière occidentale de la

Bohême). Là se livra une bataille de trois jours où, de l'aveu même de Frédégaire, les Austrasiens furent taillés en pièces « et ils s'en retournèrent dans leurs pays, abandonnant pour fuir, leurs tentes et leurs équipages ».

Ce succès augmenta encore le prestige de Samo. Un prince des Sorabes ou Slaves de l'Elbe se plaça avec ses sujets sous sa domination. Il régna jusqu'en 658. Mais à sa mort l'édifice qu'il avait élevé s'écroula; les princes slaves ne reconnurent plus de chef suprême, et l'anarchie recommença à régner parmi eux. Les historiens slaves modernes ont une tendance à exagérer l'importance de ce personnage mystérieux; ils voient volontiers en lui le premier représentant de cette unité slave qu'ils sont contraints à deviner dans le passé ou à rêver dans l'avenir. Ce qui semble prouver que Samo n'était pas un Slave, c'est qu'il eut un véritable génie politique et un talent d'organisation qui paraissent étrangers à cette race pendant les premiers siècles de son histoire. Il aurait joué dans l'histoire des Tchèques et des Slovènes le même rôle que les Varègues normands dans celle de la Russie primitive.

Cependant les triomphes de Samo n'avaient pas complétement brisé la puissance des Avares; contenus par ses armes du côté de l'Occident, ils se retournèrent contre l'empire grec avec une nouvelle vigueur. Ils s'attaquèrent à Constantinople, ravagèrent la Dalmatie, dont ils détruisirent les villes et massacrèrent les habitants.

Les Serbes et les Croates (634-638).

Dans ces régions ils se heurtèrent à un ensemble de tribus slaves venues des régions des Carpathes et qui sont aujourd'hui connues sous le nom de Croates et de Serbes. Ces tribus constituaient un peuple de même langue; mais les Croates, établis au bord de la mer, embrassèrent le catholicisme. Les Serbes, soumis aux influences byzantines, se rattachèrent à l'Église grecque. Les circonstances historiques les ont pendant longtemps séparés. Les Croates citent, d'après Constantin Porphyrogénète, ceux de leurs princes

qui présidèrent à leur nouvel établissement. C'étaient cinq frères nommés Kluka, Lobel, Kosenec, Muhlo, Hervat, et deux sœurs, Tuga et Vuga. Si nous rappelons ces noms, c'est qu'ils ont été popularisés par la poésie chez une nation où le présent plonge de si profondes racines dans le passé. Ces deux peuples, dans leur langue, s'appellent Serbi et Hervati. Le terrain qu'ils occupèrent peut se délimiter à grands traits, par la mer Adriatique d'une part, et de l'autre par trois rivières, la Drin au sud, la Drave au nord, le Timok à l'est. La frontière entre les Serbes et les Croates était flottante et incertaine, leur langue identique; les différences minimes d'ailleurs qui les distinguent aujourd'hui ont été introduites par les circonstances historiques.

Il y avait dans la Dalmatie un élément romain que les Avares n'avaient pas complètement réussi à détruire; il recula devant les nouveaux colons et se concentra dans les îles ou dans quelques villes du littoral, à Raguse, (Rausium), à Spalato, construite sur les ruines de l'antique Salone, détruite par les Avares, à Zara (Jadera), à Trau (Tragurium). Quand les Croates s'affranchirent de la suzeraineté nominative de Byzance, les villes maritimes et les îles restèrent seules soumises à sa domination. Aujourd'hui encore la tradition romaine, continuée par la tradition italienne, a persisté dans ces villes. De là des conflits politiques et littéraires avec la population slave de l'intérieur. L'empereur et le pape s'empressèrent de convertir au christianisme les nouveaux colons; ils y parvinrent plus aisément qu'on n'aurait pu l'espérer; dans l'espace d'environ vingt-cinq ans les Croates acceptèrent la religion romaine, et, si l'on en croit Constantin Porphyrogénète, ils prirent un engagement solennel, en jurant par saint Pierre de ne jamais attaquer le pays d'autrui, de vivre en paix avec les pacifiques; en revanche le pape menaçait de sa malédiction tous ceux qui les attaqueraient. Spalato fut leur première métropole. Toutefois les Croates de la Save ne durent pas être convertis aussitôt que ceux de Dalmatie; ils avaient à lutter encore contre les Francs et les Avares, et ils ressortissaient de la lointaine Église d'Aquilée.

Avec l'arrivée des Serbes et des Croates se clôt la série des migrations slaves sur le territoire de l'État austro-hongrois. Ces migrations, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, se distinguent toutes par leur caractère pacifique : les Slaves ne se précipitent point sur les pays cultivés, attirés par les richesses du sol, la soif des conquêtes ou la douceur du climat. Ils s'avancent paisiblement et occupent en général des pays abandonnés par leurs habitants : descendus des régions transcarpathiennes, des bassins de la Vistule ou du Dnieper, ils viennent succéder en Bohême aux Marcomans, en Moravie aux Hérules et aux Gépides; parfois, comme les Slovènes qui peuplent la Carinthie et la Carniole, ils se laissent enrôler dans les armées des conquérants. Nulle part on ne voit chez eux l'esprit germanique de conquête, la préméditation du pillage; nulle part, sauf chez Samo, l'idée d'une puissante organisation appuyée sur l'unité de race ou sur l'idée religieuse. A l'époque où nous sommes arrivés, c'est-à-dire vers le milieu du septième siècle, ils possèdent à peu près tout le sol de l'Autriche-Hongrie : le bassin de l'Elbe, le bassin central du Danube, le littoral de l'Adriatique. Ils vont avoir à défendre ces domaines contre les Avares et les Germains, en attendant ce peuple magyar, venu des steppes de l'Oural, qui introduira dans ces régions où on ne l'attendait guère un élément nouveau. Malheureusement les Slaves, s'ils n'ont ni le génie de la guerre, ni le génie de l'organisation, ont en revanche l'instinct de l'anarchie. Avant d'entrer dans le détail de leur histoire, d'exposer leurs tentatives plus ou moins heureuses pour fonder des États indépendants, nous devons donner une idée sommaire de leurs mœurs, de leurs coutumes, de leur constitution primitive et de leur religion.

Mœurs, coutumes, et religion des Slaves.

Comme on vient de le voir, les Slaves n'occupaient primitivement qu'une très faible partie de l'Autriche actuelle, la province de Galicie, qui se partage, encore aujourd'hui, entre les Russes, ou Ruthènes, et les Polonais . Le nom

que nous donnons aujourd'hui aux Slaves n'était pas primitivement celui de toute la race; il s'appliquait à des *tribus* du nord, vivant sur le sol de la Russie actuelle, vers le plateau de Valdaï. Les Slaves, voisins des Carpathes, s'appelaient Serbes; pour juger de l'importance de ce nom, il suffit de rappeler les *Sorabes*, si souvent nommés dans l'histoire germanique; ce nom est encore porté aujourd'hui par les Serbes balkaniques et par leurs lointains congénères de la Lusace saxonne et prussienne. Les idiomes qui se parlent à Bautzen et à Belgrade ont tellement différé, que deux Slaves de ces deux villes, mis tout à coup en face l'un de l'autre, ne pourraient se comprendre. Pourtant l'un et l'autre se disent encore *Serbi*. L'histoire nous a gardé les noms plus ou moins déformés d'une foule de tribus slaves qu'il n'y a point lieu d'énumérer ici. Toutefois il ne faut pas ignorer que les Allemands, dans les chroniques latines, donnent aux Slaves le nom de Vendes (Wenden, Veneti), qu'ils leur appliquent encore aujourd'hui dans certaines contrées. L'épithète de *Windisch*, accolée à certains noms géographiques, rappelle une origine slave.

La constitution de la famille slave, d'après les documents écrits et les observations que l'on peut faire encore aujourd'hui dans certains pays, était toute patriarcale. La famille vivait en commun autour de son chef, de son ancien (starechina). Les hommes cultivaient la terre; les femmes s'occupaient des travaux domestiques. L'*ancien* représentait les intérêts de la tribu, offrait les sacrifices aux dieux, partageait les travaux entre ses subordonnés. Les membres de la tribu portaient un nom patronymique dérivé de celui du fondateur de la tribu.

Ce nom était terminé en *ici* (prononcez itsi ou itchi). Cette terminaison joue encore aujourd'hui un grand rôle dans les dénominations géographiques (indiquées en itz sur les cartes allemandes ou françaises); par exemple les descendants de Lobek s'appelaient les Lobkovici, d'où le nom de la famille historique bien connue en Bohême, les Lobkowitz. Ce nom de famille devenait parfois celui du village habité par la tribu. Quand une famille se multipliait trop,

elle envoyait au dehors des colonies qui prenaient à leur tour le nom de leur chef, et fondaient une nouvelle communauté. La réunion d'un certain nombre de familles constituait la tribu; la tribu empruntait le plus souvent son nom à la constitution physique du sol où elle vivait; ainsi les Polanes étaient les habitants de la plaine (*pole*); les Rietchanes, les voisins du fleuve (*rieka*); les Drevlianes les habitants des forêts (*drevo, bois*); d'autres fois, ce nom était emprunté à l'industrie qui florissait dans la tribu, par exemple, *Roudnici*, les mineurs. Les intérêts communs de la tribu étaient discutés dans des réunions où se rassemblaient les pères de famille. Le chef de la tribu remplissait les fonctions les plus élevées; celles de prêtre, de juge et de chef d'armée. Certains chefs privilégiés (*Lechs*, *Vladykas*, etc.) constituaient une sorte d'aristocratie dont les attributions sont difficiles à définir. L'instinct de la liberté paraît avoir été, chez les Slaves, supérieur au besoin d'ordre et d'autorité. Ils ne sont pas gouvernés par un seul homme, mais vivent en démocratie, dit Procope. —Ils sont anarchiques, et se haïssent les uns les autres, dit l'empereur Maurice. On peut leur appliquer le mot célèbre de Tacite: J'aime mieux une liberté périlleuse qu'une paisible servitude.

On connaît les misères auxquelles la Pologne fut entraînée par l'usage du *liberum veto*, c'est-à-dire par l'obligation imposée aux diètes de ne prendre leurs décisions qu'à une unanimité absolue, qu'une seule voix opposante suffisait à paralyser. On retrouve la trace de cette institution chez d'autres peuples slaves. Chaque tribu avait une enceinte fortifiée qui servait de retraite ou de point d'appui en cas de guerre. On l'appelait *grad* (le fort). On retrouve ce nom dans celui de villes allemandes primitivement slaves et peu à peu germanisées, comme la ville de Gratz, en Styrie. Les noms géographiques des villes, des fleuves, des tribus, des accidents de terrain sont presque identiques à d'énormes distances dans les pays les plus reculés de la Slavie actuelle.

Peu à peu les tribus s'agglomèrent, soit pour résister à

l'ennemi, soit par suite des guerres intestines qui entraînent la soumission des vaincus. Ainsi se forment les peuples; ainsi la tribu des Tchèques subjugue toute la Bohême. Ainsi les Russes de Novgorod finissent par donner leur nom à un immense empire. Avec cette formation des peuples naît l'institution du principat qui finit par devenir l'apanage d'une famille dominante; les femmes mêmes sont admises aux honneurs de la royauté; des dynasties nationales se fondent. Mais l'idée de l'égalité si chère aux Slaves ne permet pas un développement aisé aux institutions monarchiques. Les membres de la famille princière obtiennent des apanages où ils s'efforcent de garder la plus large indépendance. De là ces guerres intérieures qui ouvrent l'histoire des premières monarchies slaves. L'idée du droit de primogéniture n'apparaît point à cette époque.

Nous avons constaté tout à l'heure que les Slaves primitifs n'étaient pas une nation conquérante; ils devaient être surtout agriculteurs. La nature même des grandes plaines qu'ils occupaient les invitait aux travaux rustiques, à la culture du blé, à l'élève du bétail. Ils paraissent avoir eu peu de goût pour la vie des montagnes. De bonne heure ils connurent les principaux instruments aratoires, la charrue et la bêche, l'éducation des abeilles et la fabrication de la bière et de l'hydromel.

L'étude comparative des dialectes slaves nous permet de deviner à quel degré de perfection étaient arrivés les arts de la vie domestique. Les mots communs à ces différents dialectes constituent — ceci n'a pas besoin d'être démontré — le fond primitif de la langue slave, telle qu'elle était parlée avant la division des différents peuples, c'est-à-dire à l'époque préhistorique. Ils suffisent à faire voir que les Slaves ne s'adonnaient pas uniquement à l'agriculture, mais qu'ils savaient encore pratiquer, d'une façon grossière sans doute, des industries inconnues aux peuples considérés comme sauvages. Ils connaissent le fer et les principaux instruments qu'on en forge, les outils, les armes, l'or, l'argent, le cuivre, le plomb, et les usten-

siles qui se fabriquent avec ces métaux ; ils n'ignoraient point l'art de tisser des vêtements de lin ; le verre même ne leur était pas étranger. Peut-être quelques-uns d'entre eux connaissaient-ils une sorte d'écriture rudimentaire. « Ils lisaient et comptaient avec des traits et des entailles, » dit un ancien témoignage. Toutefois ils n'entrent réellement dans la civilisation littéraire que sous l'influence du christianisme occidental. Ils avaient peu d'aptitude pour le commerce qu'ils laissaient plus volontiers exploiter par les étrangers ; c'est là un phénomène qu'on observe encore aujourd'hui chez eux.

Bien qu'ils aimassent peu la guerre, ils savaientla faire. Nous avons vu plus haut qu'ils construisaient pour défendre leurs frontières des enceintes fortifiées (grad, gorodistché). Ils connaissaient l'usage des armes telles que l'épée, la lance, l'arc, le casque et le bouclier. Les tribus conquérantes furent rares parmi eux ; les récits des anciens historiens nous présentent les mœurs de ces peuples pacifiques sous un jour généralement favorable ; ils nous les montrent bons, laborieux, hospitaliers, chastes, passionnés pour la musique et pour le chant. Les femmes étaient respectées ; elles pouvaient être appelées à l'honneur de diriger la tribu, la famille ou la nation même. La polygamie se rencontre quelquefois, mais comme une exception. Il existait des lois, des tribunaux et des jugements de Dieu. Toutefois la vengeance individuelle, telle qu'elle existe encore en Corse et au Montenegro, paraît avoir eu dans la Slavie primitive la force d'une institution sanctionnée par la coutume.

La conversion des Slaves d'Autriche-Hongrie au christianisme, ainsi que nous le verrons bientôt, s'opéra sans lutte et presque sans difficultés. Ils avaient pourtant un système religieux assez développé, mais qui ne paraît point avoir été de nature à inspirer le fanatisme. Il devait facilement céder la place au christianisme dès qu'il leur serait présenté par des apôtres pacifiques et non par des missionnaires conquérants. Nous avons déjà vu comment les Croates s'étaient laissé baptiser dès leur arrivée dans

leur nouvelle patrie. Chez les Slaves de l'Elbe et chez ceux de Russie, le paganisme slave prit un développement considérable, une organisation savante, et ce serait un long travail que d'étudier tous les dieux de leur Panthéon (Peroun et Veles, Triglav et Svatovit, Stribog et Radgost). Leurs noms nous ont été conservés par les anciennes chroniques russes et par les chroniqueurs de l'Allemagne ou du Danemark, Helmold, Thietmar, les biographes de l'évêque Otto de Bamberg, Saxo Grammaticus. La trace de ces divinités n'apparaît pas chez nos Slaves de Bohême, de Moravie, de Carniole ou de Croatie. Le premier annaliste de la Bohême Cosmas passe sur la période païenne sans même se douter que les premiers Tchèques aient pu avoir une religion. Arrivé à la fin du onzième siècle, il se contente de mentionner certaines superstitions ou certains rites abolis par le duc de Bohême Bretislav : « Il chassa de ses États les sorciers et les magiciens, brûla les bois ou les arbres que le peuple adorait en maint endroit. De même il mit fin à des rites superstitieux que le peuple pratiquait encore vers la Pentecôte; il offrait des présents aux sources, immolait des victimes aux démons. Le prince interdit encore les sépultures dans les champs et dans les forêts, les scènes païennes qu'on faisait dans les carrefours, comme pour le repos des âmes, les jeux profanes qu'on célébrait sur les morts, la figure masquée, en invoquant leurs mânes. »

On ne voit nulle part que les Slaves aient adoré des hommes divinisés ou qu'ils aient connu la force aveugle du Destin.

Ils n'avaient ni temples, ni castes de prêtres (sauf toutefois les Slaves de l'Elbe).

Cette circonstance nous explique pourquoi le christianisme s'introduit sans difficulté chez les Tchèques, les Croates, les Slovènes. Les résistances qu'il rencontra s'expliquent surtout par la répugnance qu'inspirèrent les prédicateurs allemands.

CHAPITRE IV

LA GRANDE MORAVIE ET LES APOTRES SLAVES.

Les Tchèques, les Moraves et les Carentins; origines légendaires de la Bohême. — La grande Moravie, Rostislav (846), Cyrille et Méthode (863-885); l'église slave. — Svatopluk; ruine de la Moravie et de l'église slave (870-907). — Les Slovènes; les Croates sous la dynastie nationale (780-1090).

Les Tchèques, les Moraves et les Carentins. Origines légendaires de la Bohême.

L'établissement des Slaves dans les bassins de l'Elbe supérieur, du moyen Danube et de la Save ne termine pas encore la série des migrations successives qui s'accomplirent sur le sol du futur état austro-hongrois. Nous aurons bientôt à compter avec un nouvel élément qui jouera un rôle décisif dans l'histoire de ces régions : l'élément magyar. Puis nous verrons comment la race germanique, conduite par des chefs habiles et heureux, arrivera, peu à peu, à dominer tout ensemble Slaves et Hongrois. Pour le moment, cette race n'occupe encore que l'extrémité occidentale de l'empire. Elle lutte tour à tour avec les Slaves de Bohême, de Moravie, de Carinthie, d'Istrie, et les Avares. Nous reviendrons sur son histoire au moment où elle prend, dans ces régions danubiennes, un rôle prépondérant. Toutefois, nous laissons à dessein de côté tous

les détails qui appartiennent à l'histoire de l'Allemagne proprement dite. Les annales des Tchèques, des Moraves et de leurs congénères slaves nous offrent, pendant les deux siècles qui s'écoulent de la mort de Samo à l'invasion hongroise, un certain nombre d'épisodes intéressants et généralement assez mal connus. Nous allons les résumer en peu de mots.

A la mort de Samo, l'empire slave qu'il avait improvisé se divisa en trois parties principales : 1° la Bohême, que sa configuration géographique destinait évidemment à constituer un État indépendant et homogène ; 2° la Moravie, comprenant, outre la province de ce nom, les pays habités aujourd'hui par les Slovaques, et la région du moyen Danube ; 3° le pays des Slaves Korutans ou Carentins, habitant la Carinthie, la Carniole, le nord de la Styrie et quelques cantons de l'Autriche inférieure, sur la rive droite du Danube.

L'histoire de ces diverses nations, pendant la seconde moitié du septième siècle et la première moitié du huitième, est fort obscure. Les origines de la Bohême, telles que nous les présentent les chroniques latines et tchèques, ont un caractère fabuleux et ne doivent sans doute leur réalité qu'à la foi religieuse que leur prêtent le patriotisme et la poésie. Chose curieuse, la légende bohême ne connaît point le nom de Samo, qui joua un si grand rôle dans les annales de ces régions. Le premier prince qu'elle mentionne est un certain Krok, lequel aurait régné dans la seconde moitié du septième siècle; ce personnage mythique offre une analogie évidente avec le Krakus des Polonais. Krok eut trois filles, chères encore au souvenir populaire : Kazi, experte dans la connaissance des secrets de la nature, Téta, familière avec les rites sacrés et les choses religieuses, Libuše, qui reçut après la mort de son père l'honneur de gouverner ses domaines. Malgré la sagesse dont la tradition lui fait honneur, elle se sentit trop faible pour diriger seule un peuple turbulent, et choisit pour époux le laboureur Přemysl, de Stadice; il accepta la main de la princesse et se rendit au château de Vyšehrad, près Prague,

emportant avec lui les sandales rustiques dont ses pieds étaient chaussés. La tradition désigne encore le champ où ce Cincinnatus slave reçut l'invitation de quitter sa charrue: on y a, au début de notre siècle, élevé un monument. Přemysl devint le chef de la dynastie princière et royale qui régna en Bohême jusqu'en l'an 1306. Les chroniques louent sa sagesse et celle de sa femme Libuše. C'est à elle qu'elles attribuent la fondation de Prague sur la rive droite de la rivière Vltava, appelée Moldau par les Allemands. La chronique nous donne aussi, mais sans indications sérieuses, les noms des premiers successeurs de Přemysl : les princes Nézamysl, Mnata, Vojen, Unislav, Kresomysl, Neklan, Hostivit. Les détails de leurs règnes échappent complétement à la critique. Les annales germaniques fournissent quelques faits positifs. En 791, les Tchèques s'allient avec Charlemagne contre les Avares; vers l'an 806, les Francs envahissent la Bohême avec trois armées et l'obligent à payer tribut; en 845, quatorze nobles bohêmes se font baptiser à Regensbourg. Mais la Bohême n'entre réellement dans l'histoire qu'avec le règne de Bořivoj, qui reçoit le baptême vers la fin du neuvième siècle. C'est par la Moravie que le christianisme entra en Bohême. On peut s'étonner que depuis trois siècles il n'eût fait dans ce pays aucun progrès; la raison de ce phénomène est facile à comprendre: les Tchèques avaient eu de nombreuses luttes à soutenir contre les Allemands ; ils devaient être peu tentés d'accueillir avec bienveillance les apôtres germaniques qui venaient leur apporter l'évangile; aux mains de ces apôtres, le christianisme était d'ailleurs un instrument de conquête et d'asservissement. Depuis l'avénement de Charlemagne, une alliance offensive et défensive avait éte conclue entre l'église romaine et l'empire germanique; l'empereur prêtait au pape l'appui de ses armes, le pape prêtait à l'empereur le prestige de son autorité spirituelle. Tous deux s'étaient entendus pour conquérir le monde par le glaive et par la croix. Il est tout naturel que le glaive ait fait détester la croix; l'exemple des Saxons et des Slaves de l'Elbe était peu fait pour en-

couragers les Tchèques à embrasser la foi nouvelle. Présentée au contraire par des missionnaires slaves, sans aucune arrière-pensée de domination, elle pouvait aisément exercer sur eux le prestige salutaire qui avait subjugué les nations de l'occident et du midi.

La grande Moravie; Rostislav (846). Cyrille et Methode (863-885); l'église slave.

Moins heureuse que la Bohême, la Moravie, sa voisine, n'a pas même eu d'histoire légendaire. Son nom n'apparaît pour la première fois qu'au début du neuvième siècle; sous sa forme slave *Morava* (en allemand March, Mœhren), il s'applique tout à la fois à une rivière, affluent du Danube et au pays qu'elle arrose; il se rencontre encore dans le bassin inférieur de ce fleuve, en Serbie, et paraît d'origine slave. La Moravie, pendant le septième et le huitième siècle, fut sans doute partagée entre plusieurs princes et eut à lutter contre les Avares. Le premier prince connu est Moïmir, qui apparaît au début du neuvième siècle. Comme le tchèque Přemysl, il donne son nom à une dynastie. Sous son règne, le christianisme fit quelques progrès chez les Moraves. Adalram, archevêque de Salzbourg, métropolitain de Passau, consacra l'église de Nitra, le plus ancien temple chrétien dont il soit question chez les Moraves. Il fut en lutte avec un autre prince morave, Privina, lequel obtint plus tard, de Louis le Germanique, un fief sur le lac Balaton; (Blato, la boue, en slave, allemand Plattensee) Privina, sans doute par haine de Moïmir, se montra très-sympathique aux Allemands et à leurs missionnaires; on sait qu'il s'était converti au christianisme. Il fut assassiné en 860. Son fils Kocel lui succéda. Moïmir essaya de tenir tête aux Allemands, mais il n'y réussit point. Louis le Germanique entra en 846 dans ses états, le fit déposer et fit confier le pouvoir à son neveu Rostislav, que les chroniques appellent Rastiz.

Le christianisme avait commencé à pénétrer en Moravie,

toutefois les progrès de l'Évangile étaient lents ; le peuple slave, ainsi qu'on l'a vu plus haut, se défiait des prédicateurs allemands; étranger à la culture latine, il ne comprenait ni les sermons tudesques, ni la liturgie romaine. En 852, le concile de Mayence signalait la Moravie comme une terre encore mal dégrossie pour le christianisme : « rudis adhuc christianitatis ».

Pour que la Moravie pût devenir aisément chrétienne, il lui fallait un clergé national. Le prince Rostislav résolut d'assurer tout à la fois l'indépendance politique et morale de son pays. Il fortifia ses frontières et entra en lutte contre l'empereur germanique; il en sortit victorieux. Assuré de la paix intérieure, il entreprit la conversion régulière de ses états; c'est ici que se place un des grands épisodes de l'histoire de l'église et du monde slave, la mission des apôtres Cyrille et Méthode en Moravie.

Les Slaves du bassin du Danube se trouvaient en contact et en rapport avec les deux grands centres de la chrétienté, Rome et Constantinople; le schisme n'avait pas encore éclaté. Mais Rome, malgré tout son zèle, ne pouvait envoyer aux Slaves que des missionnaires étrangers, ignorants ou mal vus du peuple : au contraire, Constantinople était entourée de Slaves chrétiens qui avaient déjà un clergé indigène. Rostislav s'adressa donc à l'empereur Michel III. Peut-être espérait-il aussi trouver en lui un allié intéressé à balancer la prépondérance des Allemands. « Notre peuple, écrivait-il au césar byzantin, a renoncé au paganisme et accepté la loi chrétienne; mais nous n'avons pas de maître qui puisse nous prêcher la vérité chrétienne en sa langue. Envoie-nous en un. » A Constantinople, vivaient alors deux prêtres déjà célèbres par leur science et leurs missions, les deux frères Constantin, en religion Cyrille et Méthode. Étaient-ils d'origine grecque ou slave ? on ne sait; mais ils étaient nés à Thessalonique, dans une cité polyglotte où leur père remplissait une haute fonction de l'État. Ils avaient étudié les sciences et les langues, et s'étaient fait distinguer parmi les savants, même à la cour de Byzance. Entraînés par leur vocation religieuse, ils étaient devenus

l'un moine et l'autre prêtre. Des missions religieuses, l'une chez les Arabes, l'autre chez les Khazares avaient encore augmenté leur réputation. A Kherson, durant leur séjour chez les Khazares, ils avaient eu la bonne fortune de retrouver les reliques vraies ou supposées du pape saint Clément, naguère martyrisé dans ces régions. Ils avaient opéré de miraculeuses conversions; les idiomes les plus divers leur étaient familiers. Cyrille avait reçu le surnom de philosophe; Méthode avait refusé un archevêché que l'empereur et le patriarche lui offraient : tous ces titres les désignaient au choix de l'empereur. Ils acceptèrent l'honneur d'aller évangéliser les Moraves; Cyrille entreprit, avant de partir pour sa mission, de créer pour la langue slave l'alphabet qu'elle ne possédait pas encore, et auquel son nom est resté attaché (alphabet cyrillique); il traduisit l'évangile en slave et emporta cette traduction dans les pays inconnus où l'appelait son zèle apostolique. Les deux frères arrivèrent en Moravie à la fin de l'année 863 ou au début de l'année 864; ils furent reçus avec les plus grands honneurs par Rostislav; ils réunirent autour d'eux les jeunes gens qu'une vocation destinait au sacerdoce, leur enseignèrent l'alphabet nouveau et continuèrent à traduire les livres sacrés et la liturgie. « Alors, dit une légende slave, suivant la parole du prophète, les oreilles des sourds s'ouvrirent et la langue des muets se délia[1]. »

Le souverain pontife entendit parler des nouveaux apôtres et du succès de leur prédication : il les manda à Rome et ils se rendirent à son appel; en traversant la Pannonie inférieure, ils visitèrent le prince slave Kocel qui leur confia un certain nombre de jeunes ecclésiastiques. A Rome, ils furent reçus avec les plus grands honneurs; le pape Adrien II leur conféra la dignité épiscopale et fit consacrer comme prêtres, diacres et sous-diacres, plusieurs des disciples qu'ils avaient amenés avec eux; en outre, il leur donna l'autorisation de célébrer la liturgie en langue slave, et

[1] Consulter sur cet épisode mon livre : Cyrille et Méthode. Étude sur la conversion des Slaves au christianisme. Paris, Franck, 1868.

approuva leur traduction des écritures. Saint Cyrille mourut à Rome le 14 février 869, et y fut enseveli. Méthode, son frère, retourna seul sur le théâtre de leur apostolat : le pape lui assigna pour diocèse tous les pays slaves et lui remit une lettre pour le prince Rostislav et les princes ses voisins, Svatopluk et Kocel. Il approuvait l'usage de la langue slave dans la liturgie et recommandait seulement que pour attester l'unité de l'église, l'évangile fût lu en latin. A son retour de Rome, l'évêque Méthode séjourna de nouveau chez Kocel en Pannonie.

Svatopluk; ruine de la Moravie et de l'église slave (870-907).

Il ne devait pas retrouver Rostislav en Moravie ; ce prince, après avoir lutté avec succès contre les invasions des Allemands, avait été trahi par son neveu et vassal le prince Svatopluk, et livré à Karloman, duc de Carinthie et fils de Louis le Germanique. Rostislav eut les yeux crevés et fut jeté dans un cloître. Svatopluk croyait succéder à son oncle grâce à cette trahison. Il en fut mal récompensé par les Allemands. Karloman, peu rassuré sur sa fidélité, le retint en captivité. Mais les Moraves supportaient avec impatience le joug germanique ; ils se révoltèrent ; Karloman crut conjurer le danger en relâchant son prisonnier et en lui confiant le commandement d'une armée. Svatopluk marcha contre les Moraves, puis il se joignit brusquement à eux et se retourna contre les Allemands. Cette fois, l'indépendance de la Moravie était assurée. Elle fut reconnue par le traité de Forcheim (874).

Cependant les évêques allemands n'avaient pas vu sans jalousie les succès de Cyrille et de Méthode, et les faveurs que le Saint-Siége leur avait octroyées L'étendue de leur juridiction et la valeur des dîmes perçues se trouvaient singulièrement diminuées par la création d'un nouveau diocèse slave. Ils considéraient Méthode comme un usurpateur ; ils le citèrent devant eux, et le jetèrent dans un

couvent où il resta deux ans enfermé. A partir de cette époque, la vie de Méthode ne fut plus qu'une longue lutte contre le clergé germanique, dont les intrigues tendaient sans cesse à lui aliéner la bienveillance du Souverain Pontife. Néanmoins, il persista dans son œuvre Vers 874, il donna le baptême au prince de Bohême, Bořivoj : la liturgie slave fut ainsi introduite en Bohême. Mais les dénonciations arrivaient sans relâche auprès du Saint-Siége ; tantôt on reprochait à Méthode la langue liturgique qu'il employait, tantôt on l'accusait d'hérésie. Svatopluk le soutenait faiblement. Méthode dut se rendre de nouveau à Rome pour se justifier; il sortit vainqueur de cette épreuve; le pape Jean VIII reconnut l'orthodoxie de sa doctrine et confirma les priviléges naguère accordés à la liturgie slave. Il serait trop long de raconter ici comment les ennemis de Méthode substituèrent de faux documents à ceux que le pape avait lui-même rédigés. Méthode dut de nouveau s'adresser au Souverain Pontife, qui lui donna raison par une lettre lue publiquement au peuple assemblé. Il passa les dernières années de sa vie agitée à continuer et à compléter la traduction des livres saints. Il mourut le 6 avril 885. Après sa mort, ses disciples restèrent livrés, sans défense, aux persécutions de leurs ennemis. Ils durent se réfugier chez les Bulgares; là, ils trouvèrent une hospitalité empressée.

L'Eglise slave se trouvait désorganisée par le départ des disciples de Méthode; les évêques allemands des diocèses voisins de Salzbourg, de Freisingen, d'Eichsstadt, de Ratisbonne et de Passau rédigèrent et adressèrent au pape, Jean IX 900), un factum où ils revendiquaient pour leur juridiction le pays des Moraves, pays, disaient-ils, qui a été soumis à nos rois et à notre peuple, tant au point de vue du culte chrétien qu'au point de vue des tributs matériels.... Bon gré, mal gré, ajoutait ce factum évangélique, ils nous seront soumis: *sive velint, sive nolint, regno nostro subacti erunt.* L'arrivée des Magyars apporta un dénouement inattendu et sanglant à ces controverses dont la religion était l'objet, mais qu'elle n'animait guère de

son esprit; la Moravie fut bouleversée de fond en comble; la liturgie slave périt dans cette catastrophe. On en trouve à peine quelques traces dans l'histoire des régions où elle était née; désormais proscrite elle alla fleurir dans la Bulgarie, qui la transmit aux Serbes et aux Russes, et chez les Croates, où elle eut à soutenir de longues luttes contre le clergé romain et où elle subsiste encore dans quelques diocèses.

Aujourd'hui, l'idiome latin est la langue du catholicisme. La liturgie slave n'était plus pratiquée que par quatre millions environ de Ruthènes uniates en Galicie, et par quelques Serbes. Les Roumains, après l'avoir pratiquée, ont introduit dans l'Église la langue nationale. Mais, ni les uns ni les autres ne sont les héritiers directs de l'œuvre de Cyrille et de Méthode; ils l'ont reçue par l'intermédiaire de la Bulgarie et de la Serbie. Leur alphabet s'appelle la Cyrilica, et conserve le nom de son glorieux inventeur. Sur les bords de l'Adriatique, dans les diocèses actuels de Veglia, Zara, Spalato, Sibenico, environ quatre-vingt mille catholiques gardent aussi la liturgie slave; mais ils se servent d'un autre alphabet appelé la *glagolica*. Ce n'est pas ici le lieu de discuter les questions qui se rattachent à l'histoire de ces deux alphabets. Du reste, malgré leur retour plus ou moins volontaire à la liturgie latine, les Slaves du rite occidental n'ont pas oublié les grands apôtres de leur race; en 1863, leur millénaire a été l'occasion d'imposantes solennités; ils restent dans le passé les représentants de cette unité littéraire et religieuse que certains patriotes se plaisent à rêver pour l'avenir. L'histoire religieuse doit à Cyrille et à Méthode une place plus grande que celle qu'elle leur a faite jusqu'ici; pour la science, pour le zèle de l'Évangile, pour l'indomptable persévérance au milieu des persécutions, leur mémoire n'a à redouter aucune comparaison avec les apôtres de la Germanie.

Revenons à Svatopluk et à son empire éphémère.

Le traité de Forcheim, ainsi que nous l'avons dit plus haut, assurait l'indépendance de la Moravie : désormais la paix régna entre Svatopluk et Louis le Germanique. Maître dans ses États, Svatopluk, grâce à la puissance de

ses armes et à la prédication slave, pouvait se poser en représentant et en défenseur des Slaves vis-à-vis de l'Allemagne. Il ne comprit qu'à moitié ce rôle; il avait pour les étrangers des sympathies qui devaient être funestes à lui-même et à son peuple; il les attirait volontiers près de lui, et tout en aidant à répandre la liturgie slave dans ses États, il pratiquait lui-même la liturgie romaine; il ouvrit par là la porte aux prétentions du clergé allemand. Il avait commencé son règne par un crime; il le termina par des fautes; il eut de grands talents, mais un médiocre caractère. Sa politique fut peut-être plus heureuse qu'habile. Pendant un moment, il se trouva être le plus puissant monarque des Slaves : Rome traitait avec lui, la Bohême gravitait dans l'orbite de la Moravie; la Moravie faisait échec à l'empire. En 883, il profita des compétitions qui se produisaient sur ses frontières, dans l'Ostmark, pour intervenir dans les affaires du monde germanique. Arnulf, duc de Pannonie, prêta secours à ses ennemis, et la guerre éclata entre ces deux voisins, tous deux braves, puissants et ambitieux; Svatopluk ravagea à deux reprises, sans rencontrer de résistance, la Pannonie supérieure. D'après la chronique, son armée était si nombreuse qu'elle ne cessait de défiler du lever au coucher du soleil. Charles-le-Gros vint lui-même dans l'Ostmark pour tâcher de mettre fin à la lutte; il reçut en 884 la visite et les hommages de Svatopluk; le prince morave promit de respecter les terres de l'empire. En 888, il conclut avec Arnulf un traité d'alliance et d'amitié. Ce traité fut renouvelé en 891. L'empire de Svatopluk était alors un puissant état; il comprenait, outre la Moravie actuelle, la Silésie autrichienne, la Bohème vassale, les tribus slaves de l'Elbe et de la Vistule jusqu'aux environs de Magdebourg, une partie de la Galicie occidentale, les pays slovaques, la Pannonie inférieure. Cependant ces deux ambitieux devaient se défier l'un de l'autre; leur amitié n'était guère fondée que sur une crainte réciproque. Dès qu'il se crut sûr d'avoir des alliés assez redoutables, Arnulf attaqua de nouveau Svatopluk; il s'allia avec un prince slovène, Braclav, envoya

solliciter le roi des Bulgares et, ce qui était plus grave, il appela comme auxiliaires les Magyars, qui, à cette époque, venaient de s'établir sur le Danube inférieur. Alamans, Bavarois, Franks, Magyars et Slovènes fondirent à la fois sur la Moravie. Accablé par le nombre, Svatopluk n'essaya même pas de résister ; il renferma ses troupes dans les forteresses et abandonna la plaine aux ennemis qui la ravagèrent durant quatre semaines entières (892). Les hostilités cessèrent; mais une amitié durable ne se rétablit pas entre les deux adversaires. La guerre recommença l'année suivante; la mort délivra Arnulf de Svatopluk. Toutefois le peuple, qui aime à entourer les grands hommes d'une auréole légendaire, ne voulut pas croire que Svatopluk fût mort comme un personnage ordinaire. Dès le dixième siècle, on racontait un récit merveilleux : une nuit, le grand chef morave avait, sans être vu de personne, abandonné son camp; monté sur son fidèle coursier, il avait gagné sur les flancs boisés du mont Zobor, près de Nitra, un hermitage renommé; là, il avait tué son cheval, enterré son glaive, et était allé se présenter aux hermites de la montagne: il s'était fait moine et avait longtemps vécu sans faire connaître sa condition; il ne l'avait révélée qu'au moment de rendre le dernier soupir. A travers diverses vicissitudes, son nom resta populaire en Moravie. Encore aujourd'hui, il existe dans ces contrées une locution proverbiale : Chercher Svatopluk, c'est-à-dire chercher la justice. Nous avons jugé assez sévèrement ce prince; toutefois il ne faut pas oublier que nous ne le connaissons guère que par les récits de ses ennemis « C'était un vase de perfidie, écrivent les annales de Fulda; il bouleversait les contrées voisines par son avidité et avait soif de sang humain. » « C'était un homme de grand génie et de grande habileté, » écrit Regino. « Il était vaillant, fort et redoutable à ses voisins, » dit de lui Constantin Porphyrogénète. Les historiens slaves modernes lui assignent un grand rôle dans l'histoire de sa race et signalent en lui le successeur direct de Samo, le deuxième fondateur de l'unité slave en occident.

Svatopluk laissait en mourant trois fils : il désigna pour son héritier, l'ainé, Moïmir II, et assigna aux deux autres des apanages.

Il leur recommanda la concorde à son lit de mort; mais ses conseils furent mal suivis : la Moravie était loin de former un tout homogène; la Bohême se détacha des liens de vassalité où Svatopluk l'avait tenue engagée; les Magyars envahirent la Pannonie morave, obligèrent Moïmir à s'allier avec eux; Arnulf fomenta la discorde entre Moïmir II et Svatopluk II; en l'an 900, les Bavarois, unis avec les Tchèques, envahirent la Moravie. En 903, le nom de Moïmir disparaît : comment mourut-il? Comment le royaume de Moravie lui-même fut-il tout à coup anéanti à jamais? Les chroniques sont muettes sur ce grand désastre. Cosmas de Prague nous montre la Moravie ravagée à la fois par les Allemands, les Tchèques, les Hongrois. Puis l'histoire se tait; les villes, les châteaux s'écroulent : les églises sont renversées, le peuple dispersé. « Sur la désolation universelle plane un morne silence, sans qu'on puisse deviner quand et comment cette œuvre d'épouvante s'est accomplie » (Palacky). On a justement comparé la destinée éphémère de l'empire morave à celle de ces monceaux de sable formés par le souffle de la tempête, et qu'une autre tempête suffit à enlever. Cet empire d'un jour ne nous a pas même légué de ruines; on sait à peine, même aujourd'hui, où était cette capitale de Svatopluk, cette merveilleuse cité de Velehrad (*ineffabilis munitio*), où Méthode aurait baptisé le prince de Bohême. Seule la poésie populaire pleure encore sur le souvenir d'un monde évanoui : « Près du large Danube, près des flots écumants de la Morava... saigne le cœur blessé des Slaves. O patrie de nos nobles aïeux, théâtre retentissant de nos anciennes luttes, tu gis ensevelie dans ta vaste étendue; la flèche du malheur a transpercé ta poitrine. Ton temps est passé : ta gloire s'est endormie d'un sommeil éternel. Les fils ne trouvent plus que l'ombre de la gloire de leurs aïeux.

« L'épée de Moïmir sommeille : les rochers et les ruines couvrent le casque de Svatopluk. Parfois seulement, du

sein de l'oubli, un souvenir s'envole au ciel dans une chanson.

« Nitra, chère Nitra! haute Nitra! où sont les temps où tu fleurissais? Nitra, chère Nitra! mère des Slaves, quand je te contemple, il me faut pleurer. Tu étais jadis la mère de tout le Danube, la Vistule et la Morava. Tu étais le siège de Svatopluk quand régnait sa main puissante. Tu étais la ville sainte de Méthode quand il prêchait à nos pères la parole de Dieu. Aujourd'hui, ta gloire est voilée d'ombre. Ainsi le temps change, ainsi va le monde! »

Au temps des épreuves les souvenirs de cette glorieuse période ont consolé les Slovaques de leur misère et préparé leur avenir.

Les Slovènes; les Croates sous la dynastie nationale (780-1080).

Les Slovènes ou Slaves Korutanes (Carinthie, Carniole) ne jouent dans la période que nous venons de parcourir qu'un rôle assez effacé. Après la mort de Samo, ils se séparent des Tchèques; mais ils n'arrivent à former ni une nation, ni un état. Au septième siècle, divisés en quelques principautés, ils ont des luttes nombreuses à soutenir contre les Frioulans, les Bavarois et les Avares. Leur premier prince connu, Borut, réclama en 748 le secours de Pépin le Bref contre les Avares; il l'obtint en échange d'une soumission à peu près absolue à la monarchie franque. Son successeur, Karat, dut renouveler ses engagements de vassalité. Chotimir, cousin de Borut, élevé en Bavière, était chrétien et fut parmi les Slovènes le fervent propagateur de l'évangile; avec l'aide de Virgile, évêque de Salzbourg, il travailla énergiquement à convertir son peuple: cette conversion n'eut cependant pas lieu sans quelque résistance. Elle fut due uniquement aux soins du clergé germanique; elle eut pour premier résultat la germanisation complète des Slaves de Salzbourg et du Tirol; on cite le nom d'un chef païen Droh, qui se souleva contre le prince Valduch. Valduch se mit sous la protection de Tassillon, duc de Bavière, et fut dépouillé de ses États par Charlemagne; les pays slovènes furent partagés entre le duc de

Bavière et le duc de Frioul. Plus tard, Arnulf, devenu roi des Romains, confia une partie de la Pannonie à un prince indigène Braclav : l'histoire de ces Slaves appartient en somme à celle de l'Ostmark et de l'empire germanique. Un seul trait mérite d'être relevé ici : c'est la façon curieuse dont les Slaves Corutanes (ou Carinthiens) installaient leurs princes. C'est près de la ville de Celovec (Klagenfurt) qu'avait lieu la cérémonie. Un paysan monté sur un rocher attendait le nouveau prince qui s'avançait revêtu d'un costume rustique. Le paysan demandait : « Qui est celui qui s'avance ? » — Le peuple répondait : « C'est le prince du pays. » — Le paysan demandait encore : « Est-ce un bon juge, est-ce un ami de la vérité ? » — Sur l'affirmation des témoins, le paysan rendait sa place au nouveau venu qui montait sur le rocher et brandissait son épée en jurant de défendre la terre slovène Cette coutume dura jusqu'au XVII[e] siècle. Le peuple qui l'avait imaginée méritait une plus brillante destinée.

Les Croates présentent une individualité historique bien plus nettement accusée que celle des Slovènes. Nous avons vu qu'en arrivant dans leur nouvelle patrie, ils avaient adopté sans difficulté le christianisme. Il leur vint à la fois des deux évêchés de Salone et d'Aquilée et fut accepté sans résistance par les populations. Les Allemands n'eurent donc pas le prétexte d'une conversion à invoquer pour justifier leurs entreprises conquérantes chez les Croates. Mais il suffisait pour légitimer les ambitions germaniques que les Croates confinassent à l'empire. En 796, Charlemagne anéantit les Avares par la prise de leur camp retranché. A partir de 822, le nom même des Avares ne se montre plus dans les chroniques ; il reste dans la langue slave (sous la forme Obr) comme synonyme de géant. Un proverbe russe que la chronique de Kiev cite avec complaisance, disait : Disparaître comme les Obres ; c'est-à-dire sans laisser aucune trace derrière soi. Charlemagne une fois maître des pays entre le Danube et la Tisza, sa domination enveloppait les pays croates, sans toutefois les assujettir. Le Margrave de Frioul fut d'abord chargé d'attaquer le

littoral croate; les Croates de la Dalmatie et de la Slavonie passèrent du joug byzantin sous le joug occidental. Les Francs débordèrent sur le pays; on connait le nom de Frankochorion donné par les Byzantins à la Sirmie: ce nom se retrouve encore aujourd'hui dans celui de la *Frouchka* (fronchka) *Gora*, ou montagne des Francs, en Slavonie.

La civilisation croate se modela sur celle des pays latins; malgré leur origine byzantine, les Croates n'ont gardé aucune trace d'hellénisme. Néanmoins, ils n'acceptèrent pas avec résignation le joug des Francs. Leur chef Ljudevit (823) se révolta contre la domination étrangère. Il échoua et dut s'enfuir en Serbie où il fut assassiné; nous n'entreprendrons pas d'éclaircir ici les annales très-embrouillées des Croates de la Dalmatie et de la Save. Les deux tribus tour à tour divisées et réunies, furent définitivement réunies vers la fin du neuvième siècle. A cette époque, le grand joupan Mutimir (892-900) se proclame chef des Croates par la grâce de Dieu (divino munere juvatus Croatorum dux) et organise sa cour à l'instar des cours européennes. Tomislav (914-940) prit le titre de roi: désormais les Croates de la Dalmatie et de la Save partageront les mêmes destinées. L'empereur byzantin, Constantin, ne pouvant s'opposer à l'émancipation de Tomislav lui accorda pour la Dalmatie le titre de consul (914-940). Sous son règne eut lieu le concile de Spalato qui interdit dans le royaume la liturgie slave et proclama l'évêché de Spalato comme métropole de la Croatie.

En Croatie, comme en Moravie, la liturgie slave fut bannie par les influences occidentales. Ainsi les Serbes et les Croates s'isolèrent de plus en plus les uns des autres, et l'introduction de la langue latine prépara les voies à la domination vénitienne qui peu à peu s'étendit sur tout le littoral de l'Adriatique. Držislav (970-1001) fit reconnaître son titre de roi par la cour de Byzance, qui se contenta pour rappeler son protectorat d'établir à Zara un agent (protospathare). Il fut moins heureux contre les Vénitiens qui, sous le doge Pierre Urseolus II, soumirent les villes

du littoral, Zara, Trogir (Trau), Spalato, etc. Les doges vénitiens prirent le titre de ducs de Dalmatie. Le roi Kresimir III s'efforça vainement de reconquérir les villes perdues (1018). Le roi Étienne Ier (1035-1050) vécut en relations amicales avec Venise et épousa même la fille du doge. Son fils, Pierre Kresimir dit le Grand, enleva aux Vénitiens les villes dalmates et les îles, et prit le titre de roi de Dalmatie; il conquit sur les Bulgares la Sirmie dont ils s'étaient emparés, sur les Serbes une partie de la Bosnie; il s'empara d'une partie de la Carniole, de la Styrie et de l'Istrie.

Sous son règne, un nouveau concile fut tenu à Spalato pour combattre la liturgie slave qui, malgré les anathèmes dont elle avait été frappée, continuait à jouir de la faveur populaire. Kresimir soutint le pape Nicolas II dans les mesures qu'il prit pour chasser de l'église la langue nationale. Persécutée comme un instrument d'hérésie, elle se réfugia dans quelques îles de l'Adriatique où elle subsiste encore aujourd'hui. Le roi Svinimir où Zvonimir (1075-1087), est célèbre par les relations qu'il entretint avec le pape Grégoire VII. Ce pontife, qui soutint contre l'empire une lutte si énergique, méditait de rattacher directement au Saint-Siége les états secondaires qui ne dépendaient ni de l'Allemagne, ni de Byzance. Il envoya en Croatie le cardinal Gebizon qui apporta à Zvonimir les insignes royaux. Le 9 octobre 1076, dans la basilique de Saint-Pierre à Spalato, Zvonimir fut sacré au nom du pape et reçut des mains de son représentant le bandeau royal, l'épée et le sceptre. En échange de cet honneur, il promettait d'être fidèle et obéissant au Saint-Siége apostolique, de faire payer les dîmes, de faire vivre le clergé dans le respect des bonnes mœurs et d'empêcher les mariages défendus par les lois ecclésiastiques ainsi que le trafic des esclaves. Il s'engageait en outre à payer par an deux cents ducats au Saint-Siége. Les chroniques croates regardent le règne de Zvonimir comme l'apogée de la puissance nationale : « Sous le bon roi Zvonimir, le pays était en joie, les villes pleines d'or et d'argent. Le pauvre

ne craignait point que le riche lui fît tort. Le serviteur ne redoutait point les iniquités de son maître. Le roi les défendait; le pays n'avait rien à craindre sauf la colère de Dieu! » Zvonimir mourut sans enfants : la noblesse de Croatie et de Dalmatie élut un de ses parents, Étienne II, qui régna peu de temps et fut le dernier roi de la dynastie nationale des Deržislavić. C'est alors que le peuple croate, après de longs débats, offrit la couronne au roi de Hongrie, Ladislas, qui l'accepta. On verra plus loin comment et à quelles conditions s'accomplit l'union de la Croatie avec la Hongrie. Résumons en deux mots ce que l'on sait de l'organisation du royaume de Croatie et de sa constitution intérieure pendant sa période indépendante.

La constitution de la famille était chez les Croates analogue à celle que nous avons signalée chez les autres Slaves. Un certain nombre de familles constituait une *joupa*, (župa), à la tête de laquelle se trouvait un *joupan*; l'un d'entre eux fut primitivement reconnu pour chef de la nation tout entière avec le titre de grand joupan : il n'avait pas toutefois une autorité absolue et tenait conseil avec ses collègues. Ces joupans, appelés dans les textes latins Zuppani, sont nommés par les étrangers, *duces*, *comites*, *principes* [1]. Autour du grand joupan ou du roi, se groupe une noblesse de comtes et de barons. Les attributions du grand joupan ne différaient pas de celles qu'exercèrent par la suite les rois; la dignité suprême était héréditaire. Toutefois nous voyons, en l'absence d'héritier légitime, le peuple exercer le droit d'élection : c'est ainsi que le *ban* Zvonimir fut élu *concordi totius cleri et populi electione.* Le roi exerçait les fonctions législatives, administratives et judiciaires d'accord avec l'Assemblée du peuple. La ville capitale était Belgrade en Dalmatie La cour du roi comprenait un nombre considérable de dignitaires analogues à ceux des monarchies occidentales: le joupan du

1. Leur nom passa dans les pays voisins; en Autriche, sous le règne de Ferdinand Ier (1522-1526), les juges de village sont encore désignés sous le nom de *Suppanen*.

palais, appelé aussi *comes curialis*, *comes curiæ regiæ*, le *curiæ regiæ judex*, le *aulæ regiæ cancellarius*, le *cubicularius* ou chambellan, l'échanson, le panetier, l'écuyer, etc.

Après le roi, les magistrats les plus importants de l'État étaient les bans : le ban était au début un fonctionnaire unique, une sorte de lieutenant général ; plus tard il y en eut jusqu'à sept, distingués chacun par le nom de la province qu'ils gouvernaient, *ban de Sirmie*, *ban de Dalmatie*, etc. Aujourd'hui encore, le lieutenant royal pour la Croatie (ou si l'on aime mieux le gouverneur général) s'appelle *ban* : au-dessous des bans venaient les joupans, les sous-joupans et les centeniers. Les grandes questions de législation, de paix ou de guerre, d'élections royales étaient traitées dans des diètes dont l'organisation est mal définie. Les villes du littoral en Dalmatie avaient gardé des institutions municipales d'origine romaine et indépendantes de celles du royaume.

D'après Constantin Porphyrogénète, sous le grand joupan Trpimir, l'armée croate comprenait déjà cent mille fantassins et soixante mille cavaliers ; la flotte était de cent quarante vaisseaux montés par cinq mille marins.

A la tête de l'église se trouvait l'archevêché de Spalato, qui était la métropole des évêchés dalmates ; l'évêché de Nin servait de métropole au reste du royaume ; l'orthodoxie byzantine ne fit pas de progrès en Croatie ; nous avons vu avec quelle défiance le clergé romain et le Saint-Siege traitaient la liturgie slave, même catholique. La cour de Rome resta toujours toute-puissante en Croatie ; l'église était riche et les monastères fort nombreux, notamment ceux des bénédictins ; la langue latine devint par suite de l'influence romaine l'idiome officiel de la religion, de la politique et de la littérature. Toutefois, certains documents prouvent que l'idiome national était parfois employé dans les actes juridiques.

CHAPITRE V

FORMATION DE L'ÉTAT MAGYAR (892-1038)

Les Magyars; leur origine, leur arrivée dans le bassin du Danube; leurs invasions (892-955). — Mœurs et religion des Magyars païens. — Les premiers princes de la dynastie d'Arpad; la Hongrie chrétienne; saint Étienne (997-1038). — Les institutions de saint Étienne.

Les Magyars; leur origine; leur arrivée dans le bassin du Danube; leurs invasions (892-955).

Nous avons déjà prononcé plusieurs fois le nom de Magyars; ce peuple apparaît dans l'histoire sous un double nom, celui de Magyars qu'il se donne lui-même, celui de Hongrois (Hungari, Οὐγγροὶ), que lui donnent les peuples étrangers et qui semble rappeler son origine *hunno-ougrienne;* les premiers documents nous montrent les Hongrois vivant de leur chasse dans les régions de l'Oural, non loin du Volga. Ces tribus nomades errant dans les plaines immenses de la Russie orientale, se rapprochèrent peu à peu de l'Occident, et s'établirent d'abord vers les bords de la mer Noire : là, sept tribus auraient conféré le commandement suprême à un jeune chef, *Arpad* qui devint le fondateur d'une dynastie. Évidemment la richesse de l'Europe attirait ces nomades comme l'Italie avait jadis attiré les Germains. L'imprudence des souverains occidentaux allait leur ouvrir une route facile jusqu'au centre de ces régions fortunées.

D'abord, l'empereur de Constantinople implora leur alliance contre les Bulgares, puis ce fut Arnulf qui les appela contre Svatopluk.

La région danubienne où ils arrivaient avait depuis deux siècles été ravagée et occupée par leurs ancêtres et leurs congénères. Les Huns d'Attila y avaient campé, puis les Avares s'y étaient établis depuis la fin du sixième siècle jusqu'à l'époque où Charlemagne avait détruit le grand *hring* situé entre le Danube et la Tisza où leur khan s'abritait (796).

Les Magyars firent une première expédition, peu heureuse d'ailleurs, en 892, contre la Moravie. Deux ans plus tard, ils revinrent, et cette fois avec la ferme résolution de s'établir dans les pays qu'ils pourraient conquérir. «Dans toute l'histoire des invasions barbares, on trouverait peu d'exemples d'une aussi grande migration. Deux cent seize mille hommes en âge de porter les armes, ce qui supposerait une population totale de près d'un million, tels sont les chiffres adoptés par la tradition nationale, et l'on ajoute que cette multitude mit près de trois ans à traverser les Carpathes. On ne doit s'étonner ni de cette lenteur, ni de ce nombre immense, quand on songe d'une part à tous les chariots, à tous les ustensiles, à tout le butin que traînait cette population mouvante, d'autre part aux fréquents déplacements des masses ouralo-altaïques....

Cette nation était conduite avec une exacte et savante discipline admirée par un illustre connaisseur byzantin. Ces corps vigoureux, habitués à toutes les privations du désert, ne succombaient ni au froid, ni à la chaleur, ni à la faim, ni à la soif. Durs au mal, aucune tâche ne leur semblait impossible.... Toutes les armes leur étaient bonnes, l'épée, l'arc, la lance, car ils savaient lutter à cheval et à pied; mais, cavaliers bien plus que fantassins, ils préféraient combattre sur leurs montures petites, rapides, infatigables; les flèches étaient leurs armes favorites. Dans leur ordre de bataille, ils étaient divisés en troupes de mille hommes chacune, également prêtes à se rapprocher pour former une seule masse ou à fondre sur l'ennemi en

escadrons mobiles de tous les côtés à la fois. Une nuée de flèches lancées d'une seule bordée préludait à l'attaque furieuse, irrésistible et souvent une fuite simulée achevait par une folle confiance la déroute de l'ennemi » (Sayous).

L'histoire légendaire des Magyars nous donne les noms de petits princes slaves qui cédèrent les premiers devant cette formidable invasion, le slovaque Zalan, le bulgare Menmarot dans l'est et le sud de la Hongrie actuelle. Mais elle ne nous dit rien sur la façon dont l'empire morave succomba. La fin du dixième siècle vit à la fois la ruine de cet empire et la domination des Magyars succéder à celle des Slaves, dans toute la contrée baignée au centre par le cours moyen du Danube et enveloppée au nord et à l'est par la chaîne des Carpathes. Cette invasion devait avoir pour l'histoire de cette région les plus graves conséquences : « Ce n'était pas la simple immigration d'un nouveau peuple finnois destiné à disparaître comme les Huns et les Avares, ou à être absorbé comme les Bulgares par la population vaincue. Les qualités intellectuelles des Magyars, élite des races altaïques, leur vigueur physique, leur nombre immense, leur patriotisme déjà vivace devait les garantir contre toute chance de destruction lente ou rapide. »

L'établissement de ce peuple nouveau et la ruine de la Moravie furent un coup mortel pour les Slaves : « L'invasion des Hongrois, dit l'historien tchèque Palacky, est le plus cruel malheur que notre race ait jamais subi. Du Holstein au Péloponèse s'étendaient des peuples slaves peu unis et de mœurs différentes, mais partout actifs et préparés à la civilisation. Au milieu de cette ligne étendue, un noyau se formait par les efforts de Svatopluk De même que sous l'influence latine la monarchie franque s'était formée en Occident, de même un empire slave pouvait sous l'influence byzantine se former en Orient ; la destinée de l'Europe orientale fut devenue tout autre ; l'arrivée des Magyars au cœur de l'organisme naissant anéantit toutes ces espérances. »

Cependant les contrées où ils s'étaient établis ne suffisaient pas aux nouveaux conquérants: le pays danubien n'était pour eux qu'une étape, une base d'opérations pour des envahissements futurs. Les diverses hordes avaient apporté des instincts nomades et guerriers, que le temps et l'influence de la religion chrétienne pouvaient seuls transformer et mettre au service de la civilisation[1].

L'Italie, « à qui le ciel a fait le don malheureux de la beauté », attira tout d'abord leurs convoitises. Ils envahirent le pays vénitien, mais échouèrent devant la cité des lagunes qui avait déjà défié les Huns En 907, Arpad mourut et, suivant la tradition, ses restes reposent au pied du rocher de Bude où il avait établi sa capitale ou son campement. Sous son jeune fils Zoltan, les excursions continuèrent : les Allemands subirent une sanglante défaite à Presbourg en 907, puis près d'Augsbourg (910), mais ils repoussèrent les Magyars devant Wels. S'il faut en croire leurs récits, quatre-vingt-six Magyars auraient seuls échappé : une vieille poésie allemande célèbre superbement cette victoire. « On combattit un combat terrible; maint Hongrois perdit la vie : les Bavarois vengèrent leurs femmes et leurs enfants. On tua tellement de Hongrois que personne ne peut le dire, ni compter les morts. Ils s'enfuirent nuit et jour jusqu'à la Leitha. Cependant ils n'étaient pas encore las de combattre »

Ils ne l'étaient pas, en effet, et leurs hordes indomptées poussèrent jusqu'en Alsace et en Lorraine. En 924, ce fut de nouveau le tour de l'Italie; la Provence, la Champagne même virent apparaître ces terribles cavaliers. A la fin cependant, Henri de Saxe les repoussa devant Mersebourg (933). Le mouvement d'invasion continua encore sous le successeur de Zoltan : après des alternatives qu'il serait trop long de raconter ici, la bataille d'Augsbourg arrêta définitivement leurs invasions (955). Dès lors, les Magyars

[1] On a cru longtemps que le souvenir de l'épouvante où les Hongrois jetaient les populations était l'origine de notre mot *ogre*. Malheureusement la philologie romane démontre que ce mot vient du latin *orcus* (voir le dictionnaire de Littré.)

durent se replier sur eux-mêmes et se contenter des domaines qu'ils s'étaient assurés dans la vallée du Danube. Le roi Geiza (972-997) fut le premier souverain pacifique de la Hongrie païenne; sous son règne, les Hongrois essayèrent d'intervenir dans une querelle entre Henri de Bavière et l'empereur Oton II. L'empereur détacha de la Bavière l'Autriche actuelle en faveur de Léopold de Babenberg, qui vainquit les Hongrois et les rejeta près de Vienne. Un nouvel état militaire apparaissait, qui devait jouer un grand rôle dans l'histoire de ces contrées. La Hongrie était enfermée dans les limites qu'elle ne devait plus franchir; toutefois les Magyars n'étaient pas seuls dans ces régions; presque partout ils étaient entourés par des Slaves dont la langue et les institutions allaient exercer sur eux une durable influence : au sud-est, ils confinaient à l'élément romain ou valaque qui depuis les Colonies romaines de Trajan s'était développé dans ces contrées. De nombreux mariages avec ces peuples voisins modifièrent peu à peu le type primitif des Magyars ; ils ont perdu depuis longtemps les pommettes saillantes et les yeux obliques des Mongols. Leur type perfectionné par des croisements successifs est devenu un des plus beaux, le plus beau peut-être de l'Europe.

Mœurs et religion des Magyars païens.

La religion des Hongrois païens a laissé peu de traces, et il est difficile de dégager un système mythologique des superstitions populaires. Un dieu suprême (Isten) paraît les dominer : il est le père des hommes; au-dessous de lui, on trouve un certain nombre de génies secondaires, le démon *ördög*, le *mano* esprit sinistre, puis les *tünder*, les merveilles, les fées, les apparitions, agissant de diverses manières sur la destinée des hommes. « Quelque part dans les montagnes de Transylvanie se trouve le palais du roi des *tünder* avec la reine et de belles jeunes filles, palais d'argent et de cuivre protégé par un lion d'or, se mirant

dans un lac resplendissant et entouré de grands bois où les oiseaux font entendre des mélodies ravissantes. Une tradition du comitat de Hont rapporte que dans un endroit aujourd'hui désert et pierreux, avec quelques vieilles racines, vivaient des fées qui au lever de l'aurore peignaient leurs cheveux d'or sur le pays, de telle sorte que tout le monde était riche ; mais un avare ayant saisi une de ces fées pour lui couper sa chevelure, toutes s'enfuirent et la misère, la désolation succédèrent à l'abondance. Dans la ville de Deva, la fée bienfaisante apparaissait tous les sept ans ; d'autres fées bâtissaient les murs pour les mortels et les enrichissaient de leurs trésors ; mais toujours l'ingratitude humaine les décourageait et leur faisait quitter la place » (Sayous). A côté des fées de la terre, il y avait les fées de l'air et les fées des eaux. Une des plus poétiques et des plus originales fantaisies de l'imagination magyare était Delibab, la fée du Midi, la personnification du mirage, fille de la plaine, sœur de la mer et amante du vent. Les lacs et les fleuves étaient peuplés de génies mystérieux. Les divers éléments étaient l'objet d'un culte. Un ordre sacerdotal partageait le pouvoir avec le prince. Les prêtres offraient à la divinité des chants, des prières, des sacrifices même humains dans les bois sacrés sur les autels. « Dans l'ensemble des choses, l'âme humaine conservait son existence indestructible et immortelle ; mais elle pouvait revenir sur la terre, surtout si elle avait appartenu à un illustre guerrier. L'âme passait à cheval sous la voûte de la mort et traversait un pont qui la conduisait au bonheur de l'autre monde : bonheur guerrier, comme les funérailles étaient guerrières » (Sayous).

Un peuple nomade, comme l'étaient les Magyars avant leur conversion au christianisme, ne pouvait nécessairement avoir qu'une organisation très-imparfaite. Elle était plus militaire que politique. La puissance du chef suprême ne reconnaissait d'autres limites que l'autonomie relative des tribus. Elle procédait d'une élection par acclamation, élection qui paraît avoir été héréditaire dans la famille d'Arpad, mais sans que l'ordre de primogéniture

fût rigoureusement consacré par l'usage ou par la loi. Cette élection était consacrée par le suprême pouvoir judiciaire et par l'assemblée générale des chefs assistés de nombreux hommes libres.

Tous les membres de la famille et même de la tribu se regardaient comme frères ; ils étaient tous libres et tous nobles. C'est là l'origine de la nombreuse petite noblesse qui a toujours été le nerf de la Hongrie. « Les chefs de famille et de tribu étaient, comme les ducs eux-mêmes, à moitié héréditaires, à moitié électifs ou acclamés. Les terres assignées à la tribu et à la famille par le duc ou par l'Assemblée de la nation étaient la propriété de tous, même lorsque les diverses branches de la famille se les étaient partagées pour y construire des huttes qui devinrent peu à peu des maisons, et pour y faire paître leurs troupeaux en attendant la culture. Les chefs n'avaient pas encore de domaine à part : ce n'est que plus tard, quand la Hongrie devint agricole, que les propriétés furent bien délimitées et que les chefs devinrent propriétaires pour une partie et seigneurs pour le reste. Dans les premiers temps, la tribu ducale, celle qui vivait sous l'autorité immédiate du prince, s'établit au centre de la contrée du côté de Pesth et d'Albe royale. »

Les anciens Magyars devaient naturellement goûter peu le séjour des villes ; ils les abandonnaient soit aux habitants qui les avaient précédés, soit aux colons étrangers qu'ils appelèrent dans leur empire. Cette vie nomade était peu favorable au développement de la culture intellectuelle et artistique ; l'archéologie nationale n'a retrouvé que fort peu de débris de l'époque païenne ; pas un vers ne nous est arrivé des rapsodies chantées par les bardes en l'honneur des héros ou à l'occasion des fêtes et des mariages. On sait seulement que la musique jouait un grand rôle dans ces solennités. Les fameuses mélodies des Tsiganes nous ont peut-être gardé un écho affaibli de ces chants primitifs.

Les premiers princes de la dynastie d'Arpad; la Hongrie chrétienne; saint Etienne (997-1038).

Geiza Ier avait épousé en secondes noces une sœur du duc de Pologne Mieczyslaw, déjà converti au christianisme. Cette princesse sut, comme Clotilde chez les Francs, exercer son influence au profit de la religion chrétienne; elle rendit son époux favorable aux missionnaires qui venaient prêcher l'évangile dans le pays des Magyars. Pilgrim, archevêque de Lorch, entreprit la conversion systématique de cette nation. C'est sans doute en souvenir de cet apostolat qu'on le retrouve dans les Nibelungen en rapports avec Etzel (Attila), roi des Huns. Il envoya en Hongrie des prêtres de son diocèse : en 974 il annonçait déjà au pape cinq mille conversions; les étrangers qui jusque là pratiquaient en secret leur religion se mirent à la professer ouvertement, firent baptiser publiquement leurs enfants et bâtirent des églises. Geiza lui-même consentit à recevoir le baptême; mais pendant longtemps il mêla encore aux rites chrétiens le souvenir des cérémonies païennes Le grand apôtre tchèque, l'évêque de Prague, Saint Adalbert ou Vojtěch continua l'œuvre commencée par l'évêque Pilgrim. Vers 994 il se rendit à Gran (Esztergom) où séjournait alors le duc de Hongrie et baptisa solennellement le fils de Geiza, qui reçut le nom d'Etienne. La cour du duc devint désormais le rendez-vous d'une foule de chevaliers des pays voisins, notamment de l'Allemagne, qui se fondirent avec la noblesse indigène; les relations pacifiques se resserrèrent de plus en plus entre la Hongrie et l'Empire germanique, et l'héritier présomptif du trône, le prince Etienne, épousa la fille du duc de Bavière, la princesse Giselle. Une fille de Geiza épousait le duc polonais Boleslaw; une autre, le doge de Venise, Urseolus ; par toutes ces alliances la Hongrie prenait rang dans la famille des états européens; à Etienne était réservé l'honneur de l'y faire entrer tout à fait et d'achever par

la conversion du royaume tout entier l'œuvre que Geiza avait heureusement commencée. A l'époque où ce prince succéda à son père (997) tous les pays avoisinant la Hongrie avaient pour chefs des princes distingués : Othon III en Allemagne, Boleslaw III en Bohême, Boleslaw le Vaillant en Pologne, Vladimir le Grand en Russie, Basile à Constantinople. Pour maintenir l'existence de l'état hongrois au milieu de ces états florissants, il fallait l'amener au degré de civilisation qu'ils avaient eux-mêmes atteint. Ce fut l'œuvre de Saint Etienne. Les Hongrois honorent en lui, après le légendaire Arpad, le deuxième fondateur de leur patrie.

Dès le début de son règne il eut à combattre les révoltes d'un chef païen Koppany qui voyait dans l'introduction du christianisme un danger pour les institutions nationales. Il le vainquit sous les murs de Veszprim. Débarrassé de ce redoutable adversaire, Etienne put donner librement tous ses soins à la propagation du christianisme dans ses états. Il y apporta un zèle remarquable. « Ce n'est pas, dit un écrivain magyar, par la prédication apostolique ou par l'invitation du Saint-Siège, mais par les institutions du roi Etienne que la Hongrie est devenue catholique ». (Verbœczy). Il ne se contenta pas toujours de la persuasion pour conduire ses sujets à la foi nouvelle et ne recula point devant les menaces. Toutefois il était à craindre que la Hongrie en entrant dans le sein de la chrétienté ne fournît matière à l'ambition du clergé germanique. La Pannonie dépendait des évêchés allemands de Lorch et de Salzbourg ; ils réclamaient leurs droits spirituels et leurs dîmes ; il fallait affranchir la Hongrie de cette domination et obtenir pour elle un clergé national ; il fallait ôter au saint Empire tout prétexte d'intervenir dans les affaires de l'état hongrois et de réclamer sur lui une suzeraineté plus ou moins onéreuse. Etienne envoya une ambassade au Saint-Siège pour traiter directement avec lui. Le pape Sylvestre accueillit avec bienveillance l'hommage qu'Etienne lui faisait de son royaume et, par une lettre datée du 27 mars de l'an 1000, il déclara prendre le peuple hongrois sous la protection de la sainte

église. Par cette même lettre, il accordait à Etienne la couronne royale et autorisait l'érection de l'archevêché de Gran et des évêchés que le nouveau roi établirait. Il lui conférait en outre le privilége de faire porter la croix devant lui; c'était un symbole du pouvoir apostolique qu'il lui accordait. On a contesté l'authenticité de cette lettre pontificale. Quoi qu'il en soit l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie, a porté jusqu'à ces derniers temps le titre de Majesté apostolique.

Le 15 août de la même année, le roi fut couronné à Gran avec la couronne que le pontife lui envoyait. Le couronnement d'Etienne assurait désormais à la dynastie d'Arpad la perpétuité du pouvoir. Cependant il rencontra encore quelques résistances, notamment chez le prince de Transylvanie, Giulay, qui refusait de laisser le christianisme pénétrer dans cette province. Il marcha contre lui, le vainquit et confia la Transylvanie à un Voïévode[1] du sang d'Arpad; il défit et tua aussi un prince des Petchenègues qui refusait également d'embrasser le christianisme. Il reconquit sur la Bohême une partie de la Moravie. Il ne craignit même point de s'attaquer à l'Allemagne, envahit la Bavière; mais envahi à son tour il dut conclure la paix; la March devint la frontière du nord-ouest entre la Hongrie et l'Allemagne.

Les institutions de Saint Étienne.

La Hongrie forma sous ce grand roi un état absolument indépendant entre l'empire d'Orient et l'empire d'Occident, et maintenu peut-être dans cette indépendance par l'équilibre qui s'établit entre deux ambitions rivales. Cet état possède une parfaite unité et n'est point divisé en apanages. Le roi en est le chef suprême, mais il s'entoure d'un Conseil auquel prennent part les anciens et les sages. « Car, dit Étienne dans les instructions qu'il écrivait pour son

[1] Le mot voïévode d'origine slave veut dire duc (chef d'armée).

fils Emerich, il est juste que chacun s'occupe de ce qui lui convient : les jeunes du métier des armes, les anciens des délibérations. » Il appelle lui même cette institution *regalis senatus*, *regale concilium*, *primatum conventus*, *commune concilium*. Les historiens nationaux y voient le premier élément de leur Diète nationale. Élément grossier sans doute et aussi peu soumis à des règles fixes que l'étaient autrefois les réunions des tribus dans la Puszta.

Au point de vue ecclésiastique, le royaume était divisé en dix diocèses dépendants de l'archevêché de Gran (Esztergom) ; ils étaient établis à Kalocsa, Veszprim, Cinq-Églises (Fünfkirchen), Bacs, Raab, Erlau (Agria) Csanad, Nagy Varad et Belgrade en Transylvanie. Etienne érigea aussi plusieurs abbayes qui furent confiées à des Bénédictins. Des écoles y furent ouvertes ; des artistes italiens et byzantins construisirent les édifices religieux.

Étienne se plaisait aux fondations pieuses : le butin trouvé dans le camp des Petchénègues, lui servit à bâtir la grande église de Fejervar. Il exigeait avec rigueur le paiement des dîmes ; il obligeait les villages ou domaines d'une certaine étendue à se cotiser dix par dix pour construire une église. Des châtiments sévères assuraient l'accomplissement des devoirs religieux. Les biens du clergé étaient placés sous la protection du roi (sub defensione regis) au même titre que les biens de la couronne.

Au point de vue politique, le pays fut divisé en comitats. Le germe de ces comitats existait déjà chez les Slaves soumis ou chassés par les Magyars. Leur nom, — comme la plupart des mots de la langue politique hongroise) — est emprunté au slave : c'est du mot joupan (chef de la joupa) que vient le magyar *ispan* qui joue un si grand rôle dans l'histoire du pays. Le comitat avait pour chef-lieu une place fortifiée (var) ; l'ensemble de ces places constituait un système de défense générale. On ne sait pas quel était le nombre de ces comitats. Le comitat était administré par le comte (*Ispan*, d'où l'allemand Gespann) qui au nom du roi, exerçait les pouvoirs civils et militaires : il était assisté d'un chef d'armée, *major*

exercitus, d'un castellan ou gouverneur de la place, de centurions et de décurions.

Au début du règne d'Étienne, il y avait deux espèces de propriété, la propriété de l'état et la propriété de la tribu. La propriété de l'individu n'existait pas. Étienne conserva la propriété de l'état, mais supprima celle des tribus ; il déclara que chaque citoyen pourrait détenir et léguer à ses enfants les biens qu'il aurait acquis ou ceux qu'il recevrait du roi. Toutefois, par ces donations royales, il ne faut pas entendre des fiefs héréditaires. L'aristocratie se compose de ceux qui occupent les plus hautes fonctions ; elle se divise en deux classes. La première comprend les comtes, les évêques, les chefs supérieurs de l'armée, peut-être les descendants des chefs des anciennes tribus magyares. La seconde est plus spécialement composée des guerriers Enfin, après ces deux classes, viennent les soldats de villes fortifiées, les bourgeois. Parmi les habitants de certaines villes (Vieux Bude, Gran, Raab, Szathmar, Nemethi) on voit de bonne heure figurer un grand nombre d'Allemands; ils sont désignés sous le nom d'hospites. Les villes avaient leur autonomie municipale sous la tutelle de l'ispan et de l'évêque. Le peuple ne possédait aucune propriété immobilière. Les gens de métiers manuels, *Udvornici* (du slave *dvor*, cour) formaient la transition entre la classe nobiliaire et les serfs. Étienne ne supprima pas l'esclavage, mais il en adoucit les rigueurs.

Le roi était le chef suprême de la justice et dans certaines circonstances, il la rendait en personne. Les évêques et les abbés, les dignitaires civils et militaires comparaissaient devant la cour royale, présidée par le souverain lui-même ou par le comte palatin (*Nador*, slave *Nadvor*, chef de la cour). Elle servait de cour d'appel pour les jugements rendus par les comtes des bourgs, des évêchés, ou des abbayes. Le témoignage oral était admis ainsi que le combat singulier. Le système pénal est fort rigoureux. Le droit d'asile dans l'église est refusé à celui qui conspire contre le roi ou contre le royaume ; celui qui sème la discorde parmi les sujets est condamné à perdre la langue.

Le faux témoin a le bras coupé ; le meurtrier paye une amende considérable ; toutefois le meurtrier d'un esclave n'est tenu qu'à en restituer la valeur ; le meurtre d'une épouse est tarifé suivant la condition du meurtrier ; un comte paye à la famille de sa femme cinquante jeunes bœufs ; un guerrier dix. C'est faire assez bon marché de la vie humaine. La perte d'un membre coûte plus cher ; elle s'expie par la perte du membre similaire ; c'est la mise en pratique du vieux précepte biblique : œil pour œil, dent pour dent ; le rapt se paye dix ou cinq bœufs suivant la condition du ravisseur. Le voleur qui ne peut restituer la valeur de l'objet volé est vendu comme esclave. Ainsi dans cette législation imparfaite se combinent les mœurs chrétiennes avec l'antique barbarie.

Les revenus du roi comprennent les contributions des *udvornici* et du bas peuple, les impôts des villes, le produit des salines et des mines, le monopole de la monnaie, une part à prélever dans les amendes et les compositions, et le droit de se faire héberger chez les particuliers. Le service militaire était obligatoire ; personne ne songeait à s'en dispenser ; il suffisait pour rassembler tous les guerriers qu'une épée sanglante fut portée par tous les comitats ; les châteaux étaient le rendez-vous de la noblesse. Les diverses lois d'Etienne forment cinquante-six articles divisés en deux livres. Les idées personnelles de ce souverain sur les matières du gouvernement se trouvent en outre exposées dans les conseils, qu'il rédigea ou fit rédiger pour son fils Emerich. Ce livre est intéressant à plus d'un titre. Parmi les conseils que le souverain donne à son fils, l'un des plus remarquables semble porter un caractère prophétique. Etienne engage son successeur à bien traiter les étrangers et les hospites : *nam unius linguæ uniusque moris regnum imbecille est*. Les Magyars du dix-neuvième siècle qui prétendaient imposer leur langue et leur domination aux peuples divers du royaume ont malheureusement oublié le précepte du roi apostolique.

CHAPITRE VI

LA HONGRIE SOUS LES SUCCESSEURS DE SAINT ÉTIENNE (1038-1301)

Les premiers successeurs de saint Étienne; Ladislas le saint (1077-1095). — Koloman (1095-1114); la Croatie unie à la Hongrie (1102); colonies allemandes; guerres avec la Galicie et Venise. — Lutte contre les Mongols (1239-1241) et la maison d'Autriche; les derniers rois de la dynastie arpadienne (1235-1301). — Progrès de la civilisation

Les premiers successeurs de saint Étienne; Ladislas le saint (1077-1095).

Le fils pour lequel le grand roi écrivait ces maximes mourut avant son père (1031). L'église l'honore comme un saint. Les dernières années du règne d'Etienne furent troublées par des compétitions et des complots qui affligèrent sa vieillesse. Il mourut le 15 août 1038, trente-huit ans, jour pour jour, après son couronnement. Il fut enseveli à Szekes Fejervar (Alba regia, Stuhl-Weissembourg). Etienne avait désigné pour son successeur son neveu Pierre, fils du doge Urséolus. Ce prince étranger à la Hongrie se rendit impopulaire par son insolence, par la façon brutale dont il traita la veuve de son prédécesseur ; les Hongrois se soulevèrent contre lui et proclamèrent à sa place un ancien chef de tribu, Samuel Ala. Pierre se réfugia en Allemagne et implora le secours de l'empereur Henri III. Il consentit à se reconnaître tributaire à condition que l'empereur le replaçât sur le trône. La Diéte germanique dé-

clara la guerre à la Hongrie; l'armée impériale pénétra jusqu'à Gran (Esztergom) : l'anti-roi dut acheter la paix à des conditions humiliantes. Plus heureux dans une autre campagne il repoussa les Allemands; mais sa tyrannie, aussi cruelle que celle de Pierre, provoqua une insurrection. Pierre eut recours à ses anciens alliés : dans une fête solennelle il fit hommage à l'empereur du royaume de Hongrie et en reçut l'investiture. Cette humiliation ne pouvait lui assurer le trône; une assemblée populaire réunie à Csanad le déclara déchu de la royauté et proclama à sa place, André, fils de Ladislas le Chauve (1046-1061). Le début de son règne fut signalé par une violente réaction des païens contre les chrétiens et les étrangers. Il réussit néanmoins à se faire sacrer, et finit par interdire sous peine de mort l'exercice du paganisme. Attaqué par l'empereur, il parvint à lui résister avec l'aide de son frère Bela et à conclure une paix honorable. Il fut bientôt après détrôné par Bela lui-même (1061) et mourut dans un combat sur les bords de la Tisza. Bela au début de son règne eut à réprimer une nouvelle conjuration des païens contre l'Eglise : il y réussit et s'efforça par de sages mesures économiques de remédier à l'état désastreux où les luttes civiles avaient réduit la Hongrie; il mourut par accident en 1063. Conformément aux usages asiatiques (qui prévalent encore aujourd'hui en Turquie), son neveu Salomon (1063-1074) lui succéda. Ce prince était âgé de douze ans. L'empereur Henri IV profita de sa jeunesse pour lui imposer une tutelle humiliante. Le royaume fut ravagé par les Polovtses ou Cumans, qui en 1067 envahirent la Transylvanie. Ils furent défaits à la bataille de Cserhalom où, suivant l'expression d'un contemporain, les têtes rases des Polovtses roulèrent comme des citrouilles. Les Petchenègues furent également battus sur les bords du Danube. Malheureusement, la maison royale était en proie à des luttes intestines, sans cesse renaissantes. Les ennemis de Salomon lui reprochaient d'être la créature des Allemands et d'avoir fait hommage à l'empereur d'un état qui appartenait à Saint-Pierre. Le pape Grégoire VII, alors en lutte contre l'em-

pereur, soutenait les rebelles. « Le Royaume de Hongrie, disait-il, ne doit obéissance à personne, hormis à l'église.» Le prince Geiza fut proclamé roi à la place de Salomon, mais il mourut sans avoir régné (1077).

Ladislas le Saint, qui lui succéda, sut se rendre également indépendant du pape et de l'empereur. Il repoussa avec succès toutes les tentatives de l'infortuné Salomon pour reconquérir la couronne qu'on lui avait enlevée. Il assura son indépendance ; il sut se faire bien venir de la cour de Rome qui consentit à canoniser le roi Étienne et son fils Émerich. Ladislas ne fut pas moins heureux dans ses luttes contre les Cumans et les Petchenègues qui continuaient d'envahir la Hongrie. Après les avoir vaincus sur les bords de la Temes, il leur offrit de s'établir définitivement dans son royaume à condition de se faire chrétiens. Ils acceptèrent et colonisèrent une partie du bassin de la Tisza; ils avaient pour obligation principale de fournir des archers aux armées royales. D'autre part, à la mort du roi croate Étienne II (1090), Ladislas réussit à imposer à ce pays le prince magyar Almos, fils de Geiza I. Il préparait ainsi l'union des deux couronnes qui ne tarda pas à s'effectuer.

Il fut comme saint Étienne le législateur de son pays; dans une grande assemblée des prélats, des nobles et du peuple, tenue à Szabolcz, en 1092, il promulgua des lois, dont les plus importantes ont trait aux affaires religieuses. Elles autorisent les ecclésiastiques à se marier contrairement aux récentes décisions de Grégoire VII sur le célibat ecclésiastique ; la perception de la dîme est rigoureusement régularisée. Des mesures pénales sont prises contre les derniers adhérents du paganisme. Celui qui a sacrifié auprès d'un arbre ou d'une source est condamné à payer un bœuf; le juif qui travaille le dimanche, le musulman converti, qui retourne au mahométisme, sont également persécutés.

D'autres lois de saint Ladislas réglent l'organisation de la justice, édictent des peines pour le vol et organisent la protection de la propriété. Elles sont fort sévères; le vol

d'une oie est puni de la perte d'un œil; les actes de violence sont réprimés avec une rigueur draconienne. L'Église s'est montrée reconnaissante envers le souverain qui lui avait manifesté tant d'attachement et de déférence, elle l'a placé au nombre des Saints.

Koloman (1095-1114); la Croatie unie à la Hongrie (1102); Colonies allemandes; guerres avec la Galicie et Venise.

Ladislas en mourant (1095), désigna pour son successeur son neveu Koloman. Ce jeune prince destiné d'abord à l'état écclésiastique, était fort instruit pour son temps. Ses contemporains l'ont surnommé le libraire (Kœnyves). Peu de temps après son avénement, Koloman vit son royaume traversé par les croisés; les excès de ces bandes dévotes mais peu disciplinées n'étaient guère faits pour inspirer aux Magyars l'enthousiasme des croisades. Koloman, après avoir laissé passer les premiers corps d'armée, dut armer ses sujets, non pas pour délivrer le saint-sépulcre, mais pour lutter contre les pillards qui ravageaient son royaume. Quand Godefroy de Bouillon arriva aux frontières, il fit demander une entrevue à Koloman. Elle eut lieu non loin de Soprony, sur les bords du lac Neusiedl (Fertœ tàva). Koloman, pour s'assurer le bon ordre et la tranquillité de ses sujets, fixa l'itinéraire des croisés et réclama des otages dont le premier fut Baudouin. Ainsi furent évités les désordres et les vexations qui avaient marqué le passage des premières armées.

L'acte le plus important du règne de Koloman fut l'annexion de la Croatie. Ladislas le saint avait été appelé en 1090 au trône de Croatie; il avait laissé le gouvernement de ce royaume à son fils Almos. Ce prince s'était promptement rendu impopulaire; Koloman le chassa de la Croatie et se fit reconnaître roi. Il entreprit aussi d'enlever aux Vénitiens la Dalmatie. Il s'empara des villes principales, Spalato, Zara (Zadar), Trogir (Trau) et leur accorda les franchises les plus étendues. Puis il se fit (1102) couron-

ner à Belgrade, roi de Croatie et de Dalmatie. La Croatie se trouva dès lors vis à vis de la Hongrie dans le même rapport où la Hongrie elle-même fut plus tard vis à vis de l'Autriche. Désormais les destinées des deux royaumes de saint Etienne et de Zvonimir se confondent; mais la Croatie conserve une individualité plus ou moins définie. La personne du *ban* ou vice-roi, personnifie l'autonomie de l'état slave associé depuis cette époque à l'état magyar. Les Croates avaient librement choisi le roi qui s'était engagé à respecter leurs institutions; ils conservaient le droit de régler comme ils l'entendaient leur administration intérieure, de nommer les évêques, les joupans, d'accorder l'indigénat à qui il leur convenait. La Croatie gardait sa monnaie, son armée nationale et ses impôts. Le pacte conclu alors a réglé en principe les rapports des deux royaumes et les Croates invoquaient avec orgueil cette maxime de droit public : *Regnum regno non prœscribit leges.*

Koloman reprit et continua l'œuvre législative d'Étienne et de Ladislas; il améliora et adoucit les lois pénales de son prédécesseur. Il eut l'esprit assez libéral, assez éclairé pour supprimer les procès de sorcellerie, « attendu qu'il n'existe pas de sorcières : *De strigis quæ nullæ sunt, ne ulla quæstio fiat.* » Il multiplia les tribunaux, restreignit les duels judiciaires, s'efforça d'établir une distinction rigoureuse entre la discipline laïque et ecclésiastique. Le célibat des prêtres devint obligatoire.

La fin du règne de Koloman fut troublée par les révoltes et les conspirations de son frère Almos, mécontent d'avoir perdu le gouvernement de la Croatie. Après lui avoir plus d'une fois pardonné, Koloman cédant à l'esprit barbare du temps, fit crever les yeux à son frère et à son neveu âgé de cinq ans. Cet acte de brutalité est le seul que l'histoire reproche à ce souverain éclairé qui agrandit le territoire du royaume, étendit ses limites jusqu'à la mer et le fit définitivement entrer dans l'Europe civilisée.

Parmi les rois qui pendant le douzième siècle occupent le trône de la Hongrie, aucun ne saurait se comparer à

Koloman ni à Ladislas le saint. Étienne II, fils de Koloman, n'avait que treize ans lors de son avénement. Il mourut à trente ans sans avoir rendu de grands services à son pays. Il désigna pour lui succéder ce même fils d'Almos que Koloman avait fait aveugler, et qui régna sous le nom de Bela II l'Aveugle (1131-1141); il exerça de cruelles représailles contre ceux qu'il soupçonnait d'avoir été les auteurs de sa misère; on raconte qu'en un seul jour, à la diète d'Arad (1132) il fit tuer soixante-huit de ses ennemis. Geiza II, (1141-1161) fils aîné de Bela, lui succéda à l'âge de dix ans: son règne fut relativement heureux; il est marqué par un événement considérable au point de vue de l'histoire intérieure de la Hongrie: l'arrivée des colons saxons dans la Hongrie septentrionale et la Transylvanie. Fidèle aux doctrines de saint Étienne, Geiza II les établit dans le comitat de Zips (Szepes) au pied des Carpathes et dans le bassin de la Maros sur la rive gauche de la Tisza inférieure. Les Allemands s'entendaient à merveille à défricher les forêts qui couvrent les flancs du Tatra; ils y fondèrent vingt-quatre villes qui eurent le droit d'élire leurs magistrats et leurs prêtres d'après des statuts rédigés en leur langue.

Ils n'avaient envers le roi que des obligations fort restreintes: lui fournir un certain nombre de soldats, reconnaître dans les procès sa juridiction suprême. Les Saxons de Transylvanie jouissaient d'une véritable autonomie. Uniques propriétaires du sol, ils avaient le droit d'empêcher un Magyar ou un Szekely (Sicule) de s'y établir: ils rédigeaient eux-mêmes leurs lois dans des assemblées nationales (*universitas nationis saxonicæ*). Il est fort important de noter au moment où elles s'établissent ces institutions qui dans un pays de droit historique et de nationalités diverses comme la Hongrie ont encore aujourd'hui un intérêt politique.

Le règne d'Étienne III, fils de Geiza II (1161-1173), fut troublé par la compétition de ses deux oncles Étienne IV et Ladislas. L'empereur de Byzance, Manuel, favorisa Étienne IV son gendre et put espérer un instant d'imposer à

la Hongrie le protectorat de l'empire grec. La Hongrie repoussa la tutelle de l'étranger; Étienne III mourut sur le trône de son père. Son frère, Bela III (1173-1196) élevé en partie à Constantinople, fut accueilli avec défiance par la nation hostile aux Byzantins; le primat de la Hongrie se refusa à le couronner et il dut recourir à l'évêque de Kalocsa. Il triompha de ces défiances et montra une habileté et une modération qui lui concilièrent le cœur de ses sujets et l'estime de ses voisins. Il épousa la princesse Marguerite de France, fille de Philippe-Auguste et veuve du prince Henri d'Angleterre. A l'occasion de ce mariage, il fit dresser pour le roi de France un curieux document, un état des revenus du royaume de Hongrie.

Les règnes de ces trois princes furent signalés par des guerres avec les Russes de Galicie et avec Venise. Koloman avait vu son empire ravagé par les Cumans avec la complicité de Volodar, prince de la Galicie orientale, dont la capitale était Premysl. Il avait attaqué Volodar, mais avait échoué au siége de cette ville. Étienne III, entreprit de venger son père; il conquit Premysl (1127) mais plus tard il fut refoulé par les Polonais unis aux Russes. Un peu plus tard, Geiza II prêta le secours de ses armes à son beau-frère le grand prince de Kiev, contre les princes de Souzdal et de Zvenigorod; sous le règne de Bela III, le prince de Premysl, Vladimir dut s'enfuir en Hongrie: Bela profita de cette circonstance pour établir son fils André en Galicie d'où il fut bientôt chassé avec l'aide des Polonais. Cependant Bela avait obligé une partie de la Galicie à lui prêter hommage; cette intervention fut le point de départ des prétentions hongroises sur la Galicie, prétentions qu'André II crut pouvoir justifier en prenant le titre de roi de Galicie et de Lodomerie. L'Autriche les a reprises depuis, lors du premier partage de la Pologne.

La république de Venise en voyant la domination hongroise définitivement établie sur le littoral de l'Adriatique avait pris ombrage de ce redoutable voisinage. Le doge Falieri réclama l'alliance et les subsides de la cour de Constantinople, également menacée par l'agrandissement de la

Hongrie. Il équipa une flotte et attaqua les places fortes du littoral; les Vénitiens occupèrent Zara, Spljet (Spalato), Trogir (Trau), Belgrade et Sibenico. Dans les guerres qui suivirent, la ville de Belgrade, où Koloman s'était fait couronner, fut entièrement détruite; Zara resta aux Vénitiens. La Dalmatie retomba au pouvoir de Bela III; il traita libéralement cette province et en confia la défense à la famille désormais historique des Frangipans ou Frankopans (1181).

Les rapports de la Hongrie avec les deux empires voisins d'Allemagne et de Byzance établirent dans toute l'Europe la renommée de sa puissance. Le roi Louis VII et l'empereur Conrad allant à la croisade traversèrent la Hongrie (1147). Louis VII dans ses lettres à Suger se loue fort du bon accueil qu'il a reçu : le chroniqueur allemand Otto de Freisingen fait de la Hongrie un tableau assez peu flatteur et représente les Magyars comme des barbares bien disciplinés. « On peut, dit-il, accuser la fortune ou s'étonner de la patience divine qui a donné à de tels monstres une terre aussi agréable. » Les relations nouées avec la France aboutirent au mariage de Bela III avec la princesse Marguerite. Les étudiants hongrois commencèrent à venir à Paris. En 1189 l'empereur Frédéric Barberousse traversa le pays à la tête de la troisième croisade; il fut reçu avec une grande pompe : des fêtes magnifiques eurent lieu en son honneur; Constance, fille de Bela fut fiancée au duc de Souabe. Les relations avec l'empire byzantin furent moins amicales; à diverses reprises Constantinople essaya d'imposer sa tutelle à la Hongrie; la Hongrie soutenue par le roi de Bohême Vladislav repoussa énergiquement ces prétentions (1165).

André II (1205-1235); la bulle d'Or (1222).

Les deux fils de Bela III, Emerich (Imré) et André, régnèrent tous les deux, le premier de 1196 à 1203, le second de 1205 à 1235. Bela III empêché par la mort d'ac-

complir le vœu qu'il avait fait d'aller en Palestine, avait fait promettre à André d'accomplir l'engagement paternel. André réunit des troupes et de l'argent ; mais il les tourna contre son frère dont sa jalouse ambition ne pouvait admettre la souveraineté. Le pape Innocent III dut intervenir : André se contenta du gouvernement de la Croatie et de la Dalmatie. Mais il ne réussit point à conserver Zara que les Vénitiens reprirent avec l'aide des croisés (1203). Emerich mourut en 1204; son fils le jeune Ladislas III ne régna qu'un an. En 1205, André II (1205-1235) monta sur ce trône, objet de ses convoitises. Les débuts de son règne ne furent pas heureux ; il avait épousé Gertrude de Méran qui fit venir à la cour de Hongrie son frère Berthold, prélat de mœurs débauchées et obtint pour lui l'évêché de Kalocsa. Berthold et sa sœur s'entourèrent de créatures scandaleuses. Non content du siège de Kalocsa, l'évêque étranger entassait sur sa tête les dignités les moins méritées. Ban de Slavonie, voïévode de Transylvanie, il prétendait être l'égal du primat ; un crime inouï porta à son comble l'indignation publique ; Berthold osa attenter à l'honneur de la femme du Palatin. Le peuple se souleva ; Berthold eut le temps de quitter le royaume ; la reine Gertrude fut massacrée avec quelques-uns de ses favoris. Ce fut pourtant cette reine si justement impopulaire qui donna le jour à la pieuse princesse, Elisabeth de Hongrie, mariée en 1221, au landgrave de Thuringe, l'une des mystiques héroïnes du christianisme, celle dont Montalembert à écrit l'histoire.

André était en Galicie à l'époque où ces évènements tragiques s'accomplirent ; il s'efforçait vainement d'imposer à cette province russe et orthordoxe la souveraineté de sa maison et l'union avec l'église romaine. Sa douleur ne paraît pas avoir été fort vive : car peu de temps après il épousa Yolande de Courtenay, parente des empereurs latins de Constantinople. Peut-être espérait-il arriver luimême au trône de Byzance ; mais il fallait se montrer au monde latin et se poser en défenseur de la religion chrétienne. André se décida à partir pour la croisade ; le départ

de l'expédition devait avoir lieu à Spalato; mais les vaisseaux manquaient. Venise consentit à en louer; cette fois encore elle justifia sa devise : *Siam Veneziani, poi cristiani*; elle exigea que Zara lui fût cédée à perpétuité. André eut en outre à payer des sommes considérables. Il dut mettre en gage jusqu'aux trésors des églises. Il partit au mois d'août 1217; malade durant l'expédition, il revint sans gloire dans son pays; à son retour il assura aux chevaliers hospitaliers de larges revenus sur les biens de la Hongrie. Le seul résultat sérieux de son voyage, ce furent les alliances qu'il conclût avec les princes de la chrétienté; il maria son fils aîné Bela avec la fille de l'empereur Lascaris, son fils cadet à la fille du roi Léon d'Arménie, sa fille au roi de Bulgarie, Asen.

A son retour il trouva la Hongrie dans de grands désordres; depuis la mort de Koloman l'autorité royale avait fort diminué dans le Royaume; une féodalité oligarchique s'y était développée; le clergé avait acquis des biens séculiers. La royauté arpadienne pour être héréditaire n'était pas incontestable; la primogéniture n'était pas reconnue par les princes de la famille et nous avons déjà vu se produire sous différents règnes de redoutables compétitions. Le souverain était donc obligé de s'assurer l'appui des grands seigneurs terriens, laïques ou ecclésiastiques. Il se dépouillait peu à peu de ses domaines au profit d'une minorité avide et puissante. La petite noblesse était dédaignée; les diètes se réunissaient moins souvent. Les hauts dignitaires de l'église enrichis par ces donations, formaient un état dans l'état et s'appuyaient sur le pape pour mieux résister à la volonté royale. Le Saint-Siége, fidèle aux traditions de Grégoire VII, s'efforçait d'exercer dans le royaume une autorité parallèle ou supérieure à l'autorité royale. Le clergé offrait de scandaleux exemples de corruption. Le mal du royaume appelait un prompt remède. Bien loin d'oser prendre des mesures énergiques, André cédait de plus en plus au torrent qui avait entraîné ses prédécesseurs; en 1219, il accordait l'hérédité et l'inviolabilité des donations et dignités de toute sorte qui

vaient été concédées par ses prédécesseurs ; c'était créer une véritable oligarchie, dont la royauté et le menu peuple dépendaient désormais. La majorité de la nation s'inquiéta de cette mesure et une diète fut convoquée pour l'année 1222. Cette diète vota la constitution nommée *bulle d'or*, qui est la grande charte de la Hongrie. André II, prenant le titre de roi héréditaire de Hongrie, Dalmatie, Croatie, Serbie (Rascia), Galicie et Lodomérie, promulguait solennellement les privilèges de la nation ou plutôt de la petite noblesse. Il s'engageait à tenir chaque année une diète solennelle dans la ville d'Albe Royale (Székes Fejervar). — A n'emprisonner aucun noble qu'il n'eût été poursuivi régulièrement et condamné — A ne lever sur les terres des nobles ou gens d'église, aucun impôt. — Les nobles désormais ne seraient pas tenus d'accompagner le roi à leurs frais au dehors des frontières du royaume. — Un procès qui entraîne pour un noble la perte de la tête ou des biens, ne peut être jugé par le Palatin, sans que le roi en soit informé — Le roi s'engage à indemniser les familles nobles dont un membre périt à la guerre — Les hôtes (ou colons) qui s'établissent en Hongrie, ne peuvent être admis à aucune dignité sans l'approbation de la diète. — Désormais les comitats et les emplois ne seront plus donnés à titre héréditaire — Les dîmes doivent être levées en nature et non en argent. — Les étrangers ne peuvent devenir possesseurs de terres. — Telles sont les principales dispositions de cette constitution qui compte trente et un articles ; le dernier porte que sept copies identiques de la bulle d'or seront déposées chez le pape, chez les hospitaliers, au Temple, chez le roi, au chapitre de Gran, au chapitre de Kalocsa et aux mains du Palatin, qui doit veiller spécialement à ce que le roi et les nobles observent cette charte : si le roi venait à la violer, « les évêques, les nobles du royaume ont le droit de faire remontrance, de résister au souverain, *sine nota alicujus infidelitatis* ; » c'est-à-dire sans s'exposer à l'accusation de haute trahison.

Ce dernier article devait jouer un grand rôle dans l'histoire de la Hongrie ; par lui s'expliquent les rébellions qui

donnent à l'histoire de ce pays, essentiellement conservateur, un caractère révolutionnaire. On le retrouve plus tard dans la déclaration des Droits de l'homme. La constitution d'André II est loin de répondre à l'idéal des états modernes; elle fut cependant un progrès considérable; elle maintint l'unité de la Hongrie en empêchant le morcellement du pays de se produire par l'hérédité des fonctions. Elle assurait à la nation — à la noblesse bien entendu — une part sérieuse dans l'examen des affaires publiques; elle obligeait le roi à respecter le droit de la nation en plaçant ses actes sous le contrôle du Palatin; le rôle du Palatin est la mise en pratique de la responsabilité ministérielle, telle qu'on la comprend aujourd'hui. C'est un véritable chef de cabinet.

Peu de temps après la promulgation de la bulle d'or, les Saxons de la Transylvanie reçurent une charte spéciale qui réglementa leurs priviléges; leur autonomie politique et religieuse fut confirmée; ils durent ne reconnaître d'autre autorité qu'un comte nommé par le roi. Ils devaient en échange fournir cinq cents hommes armés au souverain, en cas de guerre défensive, cent pour les expéditions à l'étranger. En 1231 la bulle d'or fut de nouveau jurée solennellement; elle était augmentée de dispositions supplémentaires: Les prélats sont tenus de figurer aux diètes annuelles d'Albe royale. – Si le Palatin a mal gouverné, les états peuvent en désigner un plus digne. — Les emplois publics sont interdits aux Juifs et aux Musulmans.

Lutte contre les Mongols (1239-1241) et la maison d'Autriche; les derniers rois de la dynastie arpadienne (1235-1301).

La bulle d'or a assuré à André II une place notable dans l'histoire de la Hongrie; au fond ce fut un assez triste souverain. Comme Jean-sans-Terre, il a attaché son nom à un document législatif d'une haute importance; mais comme lui il a laissé la réputation d'un prince médiocre et sans caractère. Son fils Bela IV (1235-1270) s'annonça

sous de meilleurs auspices. Il tint tête aux ennemis du dedans et du dehors, notamment à l'empereur Frédéric II, qui prétendait réclamer un tribut de la Hongrie. Malheureusement il eut bientôt affaire à un adversaire plus impitoyable que les Allemands : le khan tartare ou mongol Batou, suivi d'une armée formidable, pénétra à travers les défilés des Carpathes et déboucha dans le bassin de la Tisza. Ces Mongols appartenaient à la même race que les Magyars; mais les Magyars étaient devenus chrétiens et européens : les Mongols païens arrivaient en Europe avec un fanatisme de conquête qui ne peut se comparer qu'à celui des Sarrasins; mais les Musulmans ont fondé des états et représentaient en somme une forme élevée de la civilisation ; les Mongols, eux, ne savaient que détruire.

Terribles cavaliers, ils traînaient avec eux des armes à feu empruntées aux Chinois, et de redoutables machines de siége. Leur courage indomptable était secondé par une inflexible discipline. A l'arrivée de ces barbares, l'alarme fut grande dans tout le pays : l'épée sanglante fut promenée de ville en ville et de château en château. Les Cumans, qui formaient l'avant-garde de la résistance nationale, ne réussirent point à arrêter le flot dévastateur; Vacz (Waizen), tomba aux mains des Mongols. Le roi Bela ne trouva de secours qu'auprès de son voisin Frédéric d'Autriche. Dans l'affolement général, les Cumans furent accusés de trahison ; leur chef et les principaux d'entre eux furent exécutés; cette population indignée passa du côté des envahisseurs. L'armée royale atteignit l'armée de Batou sur les bords du Sajo (affluent de la Tisza). Elle y éprouva une défaite épouvantable. Cent mille hommes périrent, suivant les uns, soixante mille suivant les autres. *Fere extinguitur militia regni Hungariæ*, écrit l'empereur Frédéric. La Hongrie était jusqu'au Danube en proie aux barbares. Pest fut prise; Varad succomba après une héroïque résistance; Csanad fut détruite. Les Mongols poussèrent jusqu'en Croatie; les Croates les arrêtèrent sur le champ de bataille de Grobnik (1241). Bela, à travers mille aventures s'enfuit en Autriche. Le duc Frédéric, au-

quel il avait confié sa famille et ses trésors, abusa malhonnêtement de la misère du roi vaincu. En échange de l'hospitalité qu il lui offrait, il se fit céder trois comitats hongrois les plus voisins des états autrichiens. Bela échappa heureusement à ce perfide voisin et se retira en Croatie. Cependant la chrétienté commençait à s'émouvoir; le roi Vacslav de Bohême invoquait pour la Hongrie le secours des princes; le pape faisait prêcher la croisade. L'empereur, avec le désintéressement habituel aux souverains allemands, s'offrait à sauver la Hongrie, à condition d'en recevoir l'hommage. Cependant l'hiver était arrivé; en gelant la surface des fleuves, il devenait l'auxiliaire des envahisseurs; les Mongols passèrent le Danube, prirent Gran, dont tous les habitants furent massacrés; Albe Royale et Nitra (la Nitra de Svatopluk) résistèrent. Les Mongols voulaient à tout prix s'emparer de la personne du roi: Bela s'enfuit jusqu'en Dalmatie, à Spalato d'abord, à Trau (Trogir) ensuite. Les barbares arrivèrent jusque sous les murs de cette ville; mais ils ne réussirent pas à s'en emparer; les Slaves de Dalmatie et les colons italiens leur livrèrent de rudes combats; refoulés, les assiégeants poussèrent jusqu'à Raguse. Ils auraient pénétré plus loin encore, mais soudain leur chef Kadan reçut l'ordre de revenir sur ses pas; les hordes asiatiques retournèrent en Asie : on ne sait au juste quel motif les y rappela. Peut-être Batou avait-il appris la mort du grand khan Ogdaï. Peut-être ne trouvant plus rien à détruire, les envahisseurs craignaient-ils de succomber à la famine au milieu d'un pays ravagé. D'affreuses cruautés marquèrent les derniers jours de leur éphémère domination.

La Hongrie répara peu à peu ses ruines; des colons allemands comblèrent les vides de la population; les villes se rebâtirent; elles furent entourées de remparts plus solides, ornées de plus remarquables édifices. L'état magyar n'était pas encore assez civilisé pour avoir beaucoup perdu dans la tourmente.

Il allait désormais avoir à lutter contre un ennemi plus tenace et peut-être plus dangereux, contre la maison

d'Autriche, habile à profiter du malheur de ses voisins pour agrandir son patrimoine. Nous avons vu plus haut, comment le peu chevaleresque Frédéric avait exploité les misères de la Hongrie pour lui arracher trois comitats. Bela, une fois libre du côté des Mongols, entreprit de les reconquérir. Il marcha contre Frédéric et le vainquit sur les bords de la Leitha. Frédéric périt dans le combat. Avec ce prince s'éteignit la race des Babenberg (1246). La Bohême et la Hongrie se disputèrent son héritage ; Bela ne put empêcher le roi de Bohême d'occuper l'Autriche, mais il réussit à établir en Styrie son fils Etienne. La guerre éclata entre les deux royaumes et se termina en faveur de la Bohême. Přemysl Otokar II se montra généreux. Il ne voulait pas, suivant ses propres paroles, « en affaiblissant le grand royaume de Hongrie, ouvrir de nouveau aux Tartares l'accès des deux royaumes. » Il épousa même une fille du roi de Hongrie. Sous le règne fort court d'Etienne II (1270-1272), la guerre éclata entre la Bohême et la Hongrie, et se termina sans grand avantage de part et d'autre. Un troisième personnage allait apparaître, qui saurait exploiter habilement cette rivalité des deux royaumes, Rodolphe de Habsbourg. Rodolphe entraîna Ladislas IV dans son alliance : cinquante-six mille Hongrois et Cumans figuraient dans cette bataille de Marchfeld, où succomba Přemysl Otokar. Ainsi la Hongrie, en ruinant la Bohême, fondait la puissance de l'Autriche qui devait se retourner contre elle. Rodolphe montre dans ses lettres la plus vive tendresse pour les Hongrois : « ses fils bien-aimés, la chair de sa chair et l'os de ses os. » Douze ans plus tard, en sa qualité d'empereur il prétendait disposer en suzerain de la couronne de Hongrie.

Les dernières années du règne de Bela IV avaient été affligées par les révoltes de son fils Etienne. De fait, c'était ce prince qui était le roi véritable : c'est à lui que s'adressèrent les envoyés du duc d'Anjou pour négocier les mariages qui devaient assurer la Hongrie à la maison d'Anjou. Il jouit peu du fruit de ses intrigues. Il ne régna que deux ans. Son jeune fils Ladislas (1272-1290), prince

bizarre et débauché, s'attira la haine de son peuple par la préférence qu'il accorda aux Cumans. Cette nation nomade et à demi païenne était encore à peu près étrangère au reste de la nation. Ladislas entreprit de les convertir au christianisme et à la vie sédentaire : il leur assigna entre le Danube et la Theiss les pays qu'on appelle encore aujourd'hui la grande et la petite Cumanie ; mais ils restèrent longtemps encore barbares. Ladislas, qui montrait pour leurs femmes une faiblesse peu digne d'un législateur, fut assassiné par eux (1290). Il ne laissait pas d'enfant mâle. Il avait adopté un petit fils d'André II, qui fut couronné sous le nom d'André III. Ce prince résista énergiquement aux prétentions des Habsbourg et au Saint-Siége. Il repoussa une invasion d'Albert d'Autriche et alla mettre le siége devant Vienne. La cour de Rome favorable aux princes napolitains de la maison d'Anjou, affecta de ne point reconnaître André III. Charles Robert d'Anjou pénétra dans le royaume et se fit même couronner à Agram par le légat du pape. La mort d'André III (1301) mit fin à ces compétitions. Avec lui finit la dynastie nationale.

Progrès de la civilisation.

La Hongrie est restée reconnaissante à ces souverains d'une époque de transition qui tracèrent le cadre dans lequel la nation magyare devait désormais se mouvoir. A diverses reprises ils essayèrent d'étendre leur domination sur les états voisins, mais les titres de roi de Serbie, de Rama (Bosnie), de Galicie et Lodomérie, de Bulgarie ne correspondirent jamais à une réelle souveraineté ; tout au plus rappellent-ils une protection éphémère ou une occupation momentanée. La seule acquisition importante de la dynastie, fut l'annexion volontaire de la Croatie qui rapprocha la Hongrie de la mer. Nous avons dit plus haut que la Croatie avait gardé son autonomie. A l'extrémité opposée du royaume, la Transylvanie avait, elle aussi, une constitution particulière. La diète transylvaine se divisait en trois nations ; les Hongrois, les Szeklers ou Sicules et les

Saxons. Les indigènes du pays, les Valaques conquis par les Magyars ou par les colons, étaient de simples paysans et ne comptaient point. Les Szeklers, tous nobles et libres, formaient un corps spécial de cavalerie; chargés de la défense de la frontière, ils étaient exempts de tout impôt.

Nous avons vu les obstacles que la constitution d'André II avait mis au développement de l'oligarchie aristocratique des seigneurs terriens et au morcellement du royaume. La petite noblesse veillait rigoureusement à maintenir ses priviléges et à empêcher les empiétements de la haute. On voyait dès maintenant se dessiner la distinction entre les magnats et les simples députés. Les assemblées des comitats devenaient périodiques et formaient la garantie la plus sûre des libertés publiques. Au point de vue politique la bourgeoisie ne jouait aucun rôle; elle comprenait d'ailleurs un grand nombre d'étrangers, des Juifs, des Allemands, des Italiens. Des priviléges sérieux étaient attribués aux Juifs si maltraités dans d'autres parties de l'Europe : moins un peuple se sent apte au commerce, plus il a besoin d'attirer ces habiles négociants. Dès cette époque, les vignes étaient cultivées et fournissaient des vins estimés.

La noblesse se modelant peu à peu sur celle des autres pays de l'Europe, introduisait dans le pays les mœurs et les usages chevaleresques. On prenait à quelque domaine un nom héréditaire; les armoiries et les duels judiciaires devenaient à la mode.

Les arts qui sont l'expression la plus délicate de la civilisation, étaient beaucoup moins avancés que dans le reste de l'Europe. Le clergé brillait plus par sa bravoure militaire ou par son ardeur à combattre l'hérésie que par son érudition. En 1279, le synode de Bude, effrayé sans doute par les progrès de l'hérésie patarine, limitait les connaissances que les moines pouvaient acquérir, et interdisait de visiter les écoles étrangères. L'école la plus haute du royaume était le *studium generale* de Veszprim qui ne conférait point de grades et qui envoyait des boursiers à l'université de Paris. La langue latine était universellement connue et étudiée; néanmoins les livres étaient assez rares pour qu'une

Bible entière fût vendue pour la moitié d'un village. La langue magyare pâlissait devant le latin qui était l'organe de l'église et de l'administration. Elle était cependant cultivée concurremment avec lui : il ne reste que quelques fragments de cette période primitive, une oraison funèbre, une légende de sainte Marguerite.

CHAPITRE VII

LA BOHÊME SOUS LES PREMYSLIDES

Les premiers princes chrétiens; saint Adalbert (874-997). — Bretislav (1037-1055) et l'institution du seniorat; Vratislav (1061-1092), premier roi de Bohême. — Premysl-Otokar Ier, roi héréditaire (1197-1230); Vacslav Ier (1230-1253); invasion des Tartares (1242). — Premysl-Otokar II (1250-1278); lutte contre Rodolphe de Habsbourg; grandeur et décadence de la Bohême. — Humiliation et mort de Premysl-Otokar II (1278). — Les derniers Premyslides; Vacslav II (1278-1305), roi de Bohême et de Pologne; Vacslav III (1305-1306). — La Bohême sous les Premyslides; la Bohême et l'empire. — Institutions du royaume; colonisation allemande. — Religion, arts, civilisation.

Les premiers princes chrétiens; saint Adalbert (874-997).

Bořivoj fut, comme on l'a vu plus haut, le premier prince chrétien de la Bohême. L'histoire et la légende associent à son nom celui de sainte Ludmila, son épouse. Il bâtit la première église de la Bohême sous le nom de saint Clément, en souvenir sans doute des apôtres Cyrille et Méthode (voyez plus haut). Son fils Spytihněv (894-912) brisa les liens qui rattachaient la Bohême à la Moravie et crut mieux assurer son indépendance en allant à Regensbourg solliciter la protection d'Arnulf et de la Germanie. La Bohême se trouva ainsi rattachée à l'évêché de Ratisbonne et la liturgie latine y prit la place de la liturgie slave qui

n'a laissé que quelques traces dans ce pays. Vratislav, frère de Spytihněv lui succéda (912-925) : il avait épousé une princesse slave, l'ambitieuse Drahomira, fille d'un prince des Lutices, encore païens. Des conflits éclatèrent entre Drahomira et sa belle-mère Ludmila, qui fut massacrée en 921. L'Église l'a canonisée ainsi que son petit-fils, le prince ou voïévode Vacslav le saint (925-934). La Bohême à cette époque était loin d'être encore arrivée à l'unité : comme la France du moyen âge, elle se divisait en petits États qui souvent guerroyaient entre eux et contre lesquels le prince de Prague avait parfois à lutter. Les membres des familles princières recevaient des apanages qui gardaient une véritable indépendance. Les discordes intérieures devaient favoriser l'ambition germanique. En 928, Henri l'Oiseleur, de concert avec Arnulf de Bavière, entra en Bohême ; saint Vacslav dut s'engager à lui payer un tribut annuel de cinq cents pièces d'or et de cent vingt bœufs. Il fonda à Prague la cathédrale de saint Vit. Il fut assassiné par son frère Boleslav, prince de la ville de ce nom (Boleslava, en allemand Alt Bunzlau).

La légende a entouré son souvenir d'une touchante auréole : comme Robert le Pieux ou saint Louis, c'est le prince dévot et charitable par excellence. De son vivant et après sa mort, il eut le don des miracles ; dans un combat singulier qu'il eut avec un prince tchèque, un ange du ciel l'accompagna, et par l'éclat d'une merveilleuse apparition désarma son adversaire. Quand on transporta son corps de Boleslava à Prague, le char qui le portait franchit de lui-même une rivière, qui n'avait point de pont : arrivé devant la maison de justice, il s'arrêta brusquement et refusa d'aller plus avant ; on découvrit qu'il y avait dans la maison un innocent injustement emprisonné et dès qu'on lui eut rendu la liberté, le char continua sa route. Son nom de Vacslav sous la forme latine de Venceslas, Wenceslaus (allemand Wenzel)[1] est devenu populaire dans toute l'Eu-

1. C'est par ce nom que les Allemands désignent volontiers les Tchèques (Das ist ein Wenzel).

rope. La Bohême chante encore aujourd'hui le vieux cantique du moyen âge : Svaty Vacslave, vevodo české zemé. Saint Vacslav, — voïévode de la terre tchèque — notre prince — prie pour nous Dieu — et le Saint-Esprit — kyrie eleison ! Son image orna longtemps les étendards et les monnaies de la Bohême.

Certains historiens ont voulu justifier le crime de Boleslav par des raisons patriotiques; il n'aurait assassiné son frère que pour arracher la Bohême à la suzeraineté allemande. Quoi qu'il en soit, Boleslav devenu prince fut aussitôt attaqué par les Allemands; deux armées entrèrent en Bohême par la Thuringe et par la Saxe (936); la guerre dura longtemps avec des alternatives de succès et de revers En 950, Boleslav dut céder à l'Empereur Othon et s'engager à payer le tribut accoutumé ; il devint l'allié d'Othon et lui envoya mille Tchèques pour combattre les Magyars ; il lutta lui-même contre eux avec succès et leur enleva une partie de la Moravie et du pays slovaque ; ses conquêtes du côté de la Vistule le rendirent voisin de la Pologne. Le prince polonais Mieczyslaw devint son allié et épousa la fille de Boleslav, Dubravka (en polonais, Dombrowka) ; cette princesse convertit son mari au christianisme et fit entrer la Pologne dans le sein de l'Église (966); Boleslav diminua la puissance des princes tchèques qui se partageaient le pays ; il mourut en 967 et laissa le pouvoir à son fils Boleslav II (967-999). Boleslav II continua vers l'Orient les conquêtes de son père ; il s'empara de la Galicie actuelle qui lui fut plus tard reprise par le prince russe Vladimir le Grand (981). La puissance de la Bohême était alors considérable ; Boleslav intervenait comme arbitre dans les conflits entre les margraves allemands et le duc de Pologne. Il obtint de l'empereur et de l'évêque de Ratisbonne (Regensbourg) l'érection d'un siège épiscopal à Prague : ce siège dépendait de l'archevêché de Mayence ; l'évêque était nommé par le prince et le peuple ; mais il recevait l'investiture de l'empereur. Le premier évêque fut un prêtre saxon Thietmar ; il eut pour successeur le célèbre Tchèque, saint Vojtěch plus connu sous le nom de saint

Adalbert. C'est une des grandes figures de l'histoire religieuse du moyen âge

Après avoir organisé l'église de Bohême, il fut appelé en Hongrie par Geiza dont il baptisa le fils, le futur roi saint Etienne; ainsi la Bohême répandait tour à tour la religion chrétienne dans tous les pays voisins. Plus tard saint Vojtěch renonça à son évêché; après être devenu le confesseur d'Othon III, il alla en Pologne: le roi Boleslaw le Vaillant le chargea de convertir les païens des bords de la Baltique; il fut massacré dans ces régions lointaines par les Prussiens (997). Boleslaw le Vaillant, le fit enterrer dans l'église de Gniezno où l'empereur Othon vint trois ans plus tard honorer ses restes. Les Polonais lui attribuent le premier de leurs cantiques religieux et le plus ancien monument de leur langue, l'hymne à la Vierge « *Boga rodzica* ». Le prince Boleslav II eut à soutenir contre les Allemands et les Polonais des luttes qui n'affaiblirent point la puissance de la Bohême; cet État fut aussi sous son règne le théâtre de guerres civiles sans intérêt pour l'histoire générale. C'est à cette époque que les premiers monastères apparaissent en Bohême. Les écoles s'élevèrent autour des églises ; et la civilisation latine chrétienne se répandit de plus en plus dans le pays.

Bretislav (1037-1055) et l'institution du séniorat, Vratislav (1061-1092), premier roi de Bohême.

Sous les successeurs de Boleslav II, la Bohême tomba dans une déplorable anarchie; elle devint tour à tour le jouet des Allemands et des Polonais. En Pologne régnait alors un grand souverain, Boleslaw le Vaillant; il imposa à la Bohême un prince polonais, Vladivoj, qui reconnut la suzeraineté de l'empire et s'en déclara le simple feudataire (1002). Boleslaw le Vaillant essaya de conquérir la Bohême pour lui-même; mais il n'y put réussir. La Bohême ne

commença à respirer qu'après la mort de ce puissant roi (t. 1025); mais ce fut pour tomber sous les coups d'Etienne de Hongrie. Le prince Břetislav (1037 1055) finit par assurer l'indépendance de son pays. Son règne est une période de renaissance pour la Bohême. La Pologne depuis la mort de Boleslaw le Vaillant, était tombée dans l'anarchie Břetislav profita des circonstances; il conquit rapidement la Silésie et la petite Pologne, prit Cracovie d'assaut; puis il entra dans la grande Pologne et pénétra jusque dans la ville de Gniezno où reposaient les restes de l'apôtre national saint Adalbert. Les Tchèques s'emparèrent de ces reliques et après une pénitence rigoureuse et un jeûne de trois jours, ils les ramenèrent dans leur pays. Břetislav fut arrêté au milieu de ses conquêtes par l'intervention de l'empereur allemand Henri II. Il revint à Prague où il fit une entrée triomphale avec les trésors conquis sur l'ennemi et le corps vénéré du martyr. L'empereur exigeait que Břetislav restituât toutes ses conquêtes polonaises; le duc s'y refusa et la guerre éclata de nouveau (1040); les défilés bien défendus de la Bohême furent livrés par la trahison, et les troupes allemandes envahirent le pays; Břetislav dut faire la paix et ne garda de ses conquêtes qu'une partie de la Silésie avec le siége épiscopal de Vratislav (appelé depuis par les Allemands Breslau). En 1054, il céda cette contrée au prince polonais Kazimir, moyennant une redevance annuelle de trente pièces d'or et de cinq cents pièces d'argent. Il fut accusé de sacrilége près du pape pour avoir enlevé de Gniezno les reliques et les objets sacrés; il obtint son absolution à la condition de fonder une église collégiale dans la ville de Stara Boleslava (Alt Bunzlau). Néanmoins les Polonais affirment que par une pieuse fraude on avait substitué aux précieuses reliques des ossements quelconques et que les vraies reliques sont encore en leur possession. A Gniezno et à Prague, le tombeau de saint Adalbert est toujours l'objet de la dévotion populaire.

Břetislav avait cinq fils; redoutant les conflits qui pourraient se produire entre eux, il décida que désormais dans

la dynastie des Přemyslides, le droit d'aînesse en ligne directe assurerait la couronne; les princes puînés devaient continuer à recevoir des apanages. C'est ce qu'on appelle l'institution du *séniorat*. Ce sage règlement fut peu respecté et le successeur de Břetislav, Spytihněv II, eut tout d'abord à lutter contre un de ses frères, prince de Moravie. Son règne est peu important; il chassa de Bohême les moines slaves qui y possédaient encore un monastère où la liturgie se faisait dans la langue de Cyrille et de Méthode et assura par là le triomphe définitif du latinisme dans ce pays. Il mourut sans enfants (1061). Vratislav II (1061-1092), fut le premier roi de Bohême. Il assigna la Moravie à ses deux frères dont l'un reçut en partage Olomouc (Olmütz) et l'autre Brno (Brünn). Il fonda un évêché à Olomouc. Le début de son règne fut marqué par un incident qui jette une certaine lumière sur les rapports des Allemands et des Tchèques. A cette époque reculée, les Allemands s'étaient peu à peu introduits dans les hautes fonctions civiles et religieuses, grâce aux mariages princiers qui rattachaient la Bohême à l'Allemagne, et à la hiérarchie ecclésiastique qui enveloppait cette contrée dans le diocèse archiépiscopal de Ratisbonne. Sur dix-sept évêques que la Bohême avait eus depuis la fondation de l'évêché de Prague, sept avaient été Allemands. La différence des nationalités semblait moins choquante à une époque où le latin était la langue universelle des gens cultivés. Toutefois le peuple commençait à murmurer et se lassait d'obéir à des étrangers. Vratislav le vit bien quand il voulut nommer pour évêque de Prague, l'Allemand Lanzon (1068); les seigneurs, les chefs militaires rassemblés autour de lui dans son camp près de Nachod, se soulevèrent et réclamèrent pour évêque le prince Jaromir qui fut en effet nommé; suivant l'usage il dut aller demander l'investiture à l'évêque de Mayence. Vratislav prêta le concours de ses armes à l'empereur Henri IV, dans sa lutte contre les Saxons; en récompense de ses services, il obtint la possession de la Lusace, pays slave, qui fut réuni à la Bohême Plus tard, il aida l'empereur dans ses expéditions contre l'Italie:

trois cents guerriers tchèques prirent part au siège de Rome. L'empereur reconnaissant accorda à Vratislav le titre de roi (1086). De plus, en échange d'un prêt de quatre mille marcs d'argent, il abolit l'ancien tribut que la Bohême payait à l'empire. A partir de cette époque, la Bohême ne fut plus tenue de fournir à l'empereur que trois cents chevaliers armés et équipés pour les expéditions d'Italie. Le 15 juin 1086, Vratislav et sa femme Svatova furent solennellement couronnés à Prague par l'évêque Egilbert dans la cathédrale de saint Vit. Ainsi fut constitué le royaume de Bohême qui devait avec le royaume de Hongrie, former l'élément essentiel de l'état autrichien. Il est nécessaire pour comprendre les conflits de la politique moderne de rappeler la double origine des deux royaumes; l'un fondé par l'initiative du Saint-Siége, l'autre par celle de l'empire. De là, les prétentions rétrospectives des Allemands sur la Bohême. Cependant, le titre de roi donné à Vratislav, était purement personnel; il ne fut pas transmis à ses héritiers. En échange peut être de la couronne qu'il avait reçue, ce prince accorda certains priviléges aux Allemands de Bohême.

Les règnes des successeurs immédiats de Vratislav offrent peu d'intérêt: Břetislav II (1092-1111), abolit le sage réglement qui avait établi le séniorat dans la famille des Přemyslides; il s'adressa même à l'empereur Henri IV, pour demander l'investiture en faveur de son frère Bořivoï. C'était lui reconnaître le droit de traiter la Bohême comme un fief de l'empire. C'était ramener l'anarchie dans les états de la couronne de Bohême; c'était confirmer les éternelles prétentions de l'Allemagne sur les pays voisins. De là, toute une série de luttes entre les princes de Prague, d'Olomouc, de Brno, luttes où l'empire eut plus d'une fois l'occasion d'intervenir et de vendre sa protection; c'est dans ces troubles que périt massacrée la célèbre et turbulente famille des Vršovici dont l'ambition avait souvent troublé les pays et fait trembler les princes (1108). Nous passons rapidement sur cette période fort embrouillée et médiocrement intéressante. L'Allemagne, la Bohême, la

Moravie, la Pologne s'y heurtent dans des luttes incessantes. L'empereur revendique le droit de disposer de la Bohême comme d'un fief.

Ses prétentions rencontrent plus d'une fois d'énergiques protestations. Ainsi le prince Soběslav Ier, (1125-1140), n'hésita point à déclarer la guerre à Lothaire qui prétendait disposer de la Bohême à son gré et la donner au prince Otto d'Olomouc. Il refusa de se rendre devant le tribunal où le citait l'empereur, et répondit ces fières paroles : « J'espère en la miséricorde de Dieu et dans le secours des saints Vacslav et de saint Vojtěch, que ce pays ne sera pas livré au pouvoir des étrangers. » La Bohême se rangea autour de l'étendard de saint Vacslav; l'empereur vaincu à Chlumec, fut obligé de renoncer à ses prétentions et de reconnaître Soběslav comme prince de Bohême (126). Il lui conféra même le titre de grand échanson de l'empire. Soběslav fut plus tard l'allié de l'empereur Lothaire, dans ses luttes contre les Hohenstaufen.

A la mort de Lothaire, il se déclara cependant pour Konrad III de Hohenstaufen. Il conclut alliance avec Léopold IV duc d'Autriche, auquel il donna même sa fille en mariage (1138). Sous le règne de Soběslav II, par suite de l'extension de la famille des Přemyslides en ligne collatérale, la Bohême et la Moravie se trouvaient divisées en une foule d'apanages. De là des luttes intérieures et des révoltes que Soběslav dut réprimer les armes à la main. Il essaya d'assurer la couronne à son fils en le faisant élire par la diète de Sadzka. Mais aussitôt après sa mort, les joupans offrirent le trône à son neveu Vladislav II qu'ils croyaient pouvoir diriger à leur guise.

Vladislav II (1140-1173) ne répondit pas à leurs espérances : il eut à déjouer plus d'une conspiration. Les princes moraves, les membres de la haute noblesse, se liguèrent contre lui, levèrent une armée et le forcèrent à demander le secours de l'empereur d'Allemagne. Il fut vainqueur, repoussa les ennemis en Moravie et leur enleva les principautés de Znoïm, de Brno (Brünn) et d'Olomouc. Sous son règne un légat pontifical vint en Bohême pour veiller à

l'organisation de l'église catholique; le célibat fut imposé au clergé, qui jusqu'alors ne le pratiquait point : le cardinal Guido réconcilia Vladislav avec les princes moraves et obtint que leurs apanages leur fussent restitués. Vladislav fut le premier prince tchèque qui prit part aux croisades; il laissa le gouvernement à son frère Diepolt (1147), et suivit l'empereur Konrad sur le chemin de Jérusalem. La croisade eut peu de succès : beaucoup de Tchèques y périrent. Vladislav revint dans ses états par Constantinople, Kiev et Cracovie. Il eut bientôt à lutter contre l'empereur Frédéric Barberousse. L'empereur s'était emparé de la Silésie, fief de la Bohême. A cette occasion, le prince de Bohême refusa pour une expédition contre Rome les trois cents hommes armés que la Bohême était tenue de fournir, d'après les anciennes conventions. En 1156 la Silésie fut rendue à la Bohême; enfin Frédéric accorda à Vladislav le titre de roi pour lui et ses successeurs. Le nouveau roi, pour sceller sa réconciliation avec l'empereur, lui offrit le secours de ses armes dans l'expédition qu'il allait entreprendre contre Milan. Il dut rassembler des troupes à ses frais, la diète lui ayant refusé le droit de lever des hommes pour une expédition lointaine et peu utile. Il réunit dix mille hommes et franchit avec eux les Alpes. Les Tchèques se firent remarquer par leur vaillance, notamment au siége de Milan. On montre encore dans la cathédrale de Prague l'un des trophées de cette expédition.

Plus tard, Vladislav vint au secours du roi de Hongrie, Etienne III, dont ses fils avaient épousé les deux filles. Cette fois encore la diète de Bohême refusa des hommes au roi, qui partit avec des volontaires, et remporta de nouveaux succès contre l'empereur de Constantinople. Ces succès, qui le firent redouter au dehors, ne découragèrent pas à l'intérieur les tentatives des princes apanagés. L'empereur, peu reconnaissant des services rendus, favorisa ces tentatives. Vladislav, dégoûté du pouvoir, abdiqua et se retira dans un couvent (1178). Plusieurs concurrents se disputèrent le pouvoir suprême; Barberousse s'arrogea le droit de décider entre eux, les cita devant son tribunal

à Nuremberg, et supprima le titre de roi qu'il avait accordé à Vladislav. La Bohême retomba dans l'anarchie; l'empire en profita pour intervenir de plus en plus dans ses affaires. L'espace nous manque pour entrer dans le détail de ces luttes sans gloire où le sang coula plus d'une fois sur les champs de bataille. L'église elle-même s'en mêla, et en 1187 on vit l'évêque de Prague alléguer sa qualité de prince du saint empire pour refuser l'obéissance au prince de Bohême. Le pays ne commença à respirer qu'avec l'avénement de Přemysl Otokar I (1197).

Premysl Otokar I roi héréditaire; (1197-1230). Vaclav I (1230-1253); invasion des Tartares (1241.)

Cette période d'anarchie fut fatale à la Bohême. Les querelles des princes augmentèrent l'importance de la noblesse, qui se crut appelée à décider de l'élection au trône, et facilitèrent l'immixtion de l'empire dans les affaires intérieures du pays. La noblesse profita de la situation privilégiée qui lui était faite pour exploiter le peuple, pour exiger des impôts exagérés et des corvées. Les petits propriétaires, pour échapper à ces exactions, durent se mettre sous la protection des seigneurs les plus puissants et leur créèrent une clientèle. Les seigneurs se firent octroyer des terres en échange de l'appui qu'ils prêtaient au prince lors de son élection. Peu à peu se forma une noblesse héréditaire dont la puissance se fondait non pas sur les fonctions remplies auprès du prince, mais sur la grande propriété territoriale; les maîtres de ces grandes possessions réclamèrent le droit souverain, celui de rendre la justice, de lever des troupes et de les conduire au combat sous un étendard particulier. C'est surtout vers la fin du douzième siècle que commence à se constituer la grande noblesse héréditaire. Cette noblesse territoriale était naturellement beaucoup plus indépendante du prince que l'aristocratie des fonctionnaires; ses réunions constituaient de véritables diètes dans lesquelles la volonté du prince

était discutée et contrôlée. Déjà au douzième siècle, c'était un principe généralement admis — bien que non écrit — que le prince ne peut ordonner une levée générale, sauf pour la défense du territoire, sans le consentement de la diète; la législation était aussi élaborée de concert avec elle. Le prince ne levait d'impôts que dans les circonstances extraordinaires; il possédait de grands biens qui suffisaient largement à ses dépenses ; comme dans tout le reste de l'Europe, le clergé avait acquis une influence considérable; on comptait en Bohême six chapitres, neuf monastères de Bénédictins; on y trouvait en outre des couvents de Prémontrés, de Cisterciens, de Johannites (chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem). Depuis le pontificat de Grégoire VII, des légats avaient fréquemment visité le pays. Les paysans étaient en général assujettis au servage de la glèbe; des priviléges et une certaine liberté étaient accordés à ceux qui défrichaient les antiques forêts du pays. Le commerce était peu développé; il était en grande partie aux mains des Juifs et des étrangers, surtout des Allemands. Dès le temps du roi Vratislav, les Allemands formaient à Prague une colonie avec un tribunal spécial. Les relations perpétuelles de la Bohême avec l'empire leur assuraient en outre d'importantes situations parmi les dignitaires de l'État et de l'église; les princes épousaient en général des princesses allemandes qui contribuaient à maintenir l'influence de leurs compatriotes; on voit souvent l'héritier du trône porter à la fois deux noms, l'un slave, l'autre allemand. Par exemple Přemysl-Otokar, Vladislav-Heinrich; la politique de ces princes, moitié slaves, moitié allemands, était plus dynastique que nationale.

A la mort de l'empereur Henri VI, (1197)Philippe de Souabe fut élu empereur d'Allemagne : on lui opposait Othon de Brunswick. Přemysl se rangea du côté de Philippe de Souabe; il obtint en échange de ses services de sérieux avantages pour son pays. L'empereur s'engagea à ne plus se mêler des affaires intérieures de la Bohême et à confir-

mer purement et simplement le choix du pays ; il restituait à la Bohême le titre royal ; il renonçait au droit de donner l'investiture à l'évêque de Prague. Přemysl se fit couronner solennellement ; plus tard, le pape Innocent III, par une bulle spéciale, confirma le titre royal accordé aux princes de Bohême (1204). D'ailleurs l'amitié dura peu entre l'empereur et le nouveau roi ; elle fut bientôt troublée par de sanglants conflits ; ils aboutirent à un traité à la suite duquel la fille de l'empereur, Cunégonde, fut fiancée à l'héritier du roi de Bohême (1206). Plus tard, Přemysl se fit encore payer l'appui qu'il prêta à Frédéric II pour assurer son élection à l'empire. Les rois de Bohême étaient désormais dispensés de fournir trois cents chevaliers pour les expéditions de Rome ; ils pouvaient remplacer ce tribut par le paiement de trois cents marcs d'or ; ils étaient aussi dispensés de prendre part aux diètes de l'empire, sauf à celles qui se tiendraient près des frontières du royaume, à Bamberg, à Nuremberg ou à Mersebourg. Frédéric donna en outre à Přemysl quelques villes de la Misnie (en 1216) ; Přemysl fit élire et proclamer son fils Vacslav par la diète nationale ; cette élection fut immédiatement reconnue par l'empereur. La succession par droit de primogéniture en ligne directe devint ainsi la loi définitive du royaume. Přemysl, en plus d'une occasion, fit sentir son pouvoir avec une énergie que n'avaient point montrée ses prédécesseurs ; ainsi à la mort de Vladislav, margrave de Moravie, il assigna cette province comme apanage à ses deux fils puînés, et de son vivant il fit sacrer son fils Vacslav I roi de Bohême. Pour la première fois, dans cette cérémonie on oublia de montrer au nouveau prince les chaussures et le sac du laboureur Přemysl, le fondateur de la dynastie ; sans doute devant une princesse étrangère, on rougissait de cet usage national. Le peuple vit dans ce fait un symptôme fâcheux de l'ascendant que les étrangers tendaient de plus en plus à prendre dans le pays. En effet le nombre des Allemands augmentait de plus en plus en Bohême, surtout dans la capitale ; dans les provinces ils avaient colonisé certaines villes et commençaient même

à fonder des villages entiers vers la frontière nord-ouest de la Bohême. L'empereur Frédéric avait choisi la fille de Přemysl Otokar pour épouse à son premier né; plus tard, infidèle à la parole donnée, il lui substitua la fille de Léopold II d'Autriche. Cet incident amena entre la Bohême et l'Autriche une guerre qui n'eut point de résultats.

Vacslav I, dit le Borgne, succéda paisiblement à son père (1230-1253); son éducation avait été toute allemande et son règne fut pour les Allemands un véritable âge d'or; ils obtinrent le privilége de fortifier les villes qu'ils habitaient; les seigneurs indigènes prirent aussi l'habitude de se construire des châteaux-forts qui pour la plupart reçurent des noms allemands: Steinberg, Lichtenburg, etc.; des ordres allemands, les Hospitaliers, les Templiers, établirent des commanderies en Bohême. Les dominicains et les moines mendiants se multiplièrent dans le royaume. Le luxe s'y développa et les mœurs chevaleresques devinrent à la mode; le roi Vacslav fut un des souverains les plus brillants de l'Europe; il attira les minnesingers à sa cour et composa lui-même des chansons d'amour sur le modèle de leurs productions.

Le règne de ce prince galant et voluptueux fut pourtant loin d'être paisible. L'inimitié toujours croissante de la maison des Přemyslides et de la maison d'Autriche, amena entre la Bohême et l'Autriche une série de guerres où la Bavière et la Hongrie se rangèrent du côté de la Bohême.

Cette lutte se termina heureusement pour Vacslav; Frédéric d'Autriche lui céda une partie de ses domaines au nord du Danube, et la princesse autrichienne Gertrude, héritière du duc d'Autriche, fut fiancée au prince héritier de Bohême, Vladislav; ce mariage préparait l'annexion de l'Autriche et de la Styrie à la couronne de Bohême.

Un incident plus grave, fut l'invasion des Tartares ou Mongols en Moravie: on a vu comment ces hordes redoutables s'étaient précipitées sur l'Europe; l'une d'entre elles marcha sur la Silésie. Ce fut une grande terreur dans toute la chrétienté; le pape Grégoire IX fit prêcher la croisade mais les conflits alors pendants entre le Saint-Siége et l'em-

pire paralysaient toute grande entreprise. Les états menacés durent songer avant tout à se défendre par eux-mêmes. Le roi Vacslav essaya virilement de faire tête à l'orage; quarante mille hommes d'infanterie et six mille cavaliers se rassemblèrent sous les drapeaux. L'ennemi avait déjà pénétré en Moravie; il pillait, ravageait, brûlait villes, châteaux et monastères. Le peuple fuyait dans les bois. Seules, les villes fortes, Olomouc, Brno avaient résisté à ce torrent humain qui renversait tout sur son passage. C'est sous les murs d'Olomouc, (Olmutz) que les Tchèques auraient rencontré les Tartares et les auraient vaincus. Les textes qui racontent cette victoire paraissent d'une authenticité douteuse. Quoi qu'il en soit, les Tartares, soit par suite de la terreur que leur inspirait la défaite, soit en vertu de cette mobilité capricieuse propre aux envahisseurs asiatiques, tournèrent bride et se rejetèrent sur la Hongrie (1242).

Le danger commun avait rapproché les maisons d'Autriche et de Bohême : le danger passé, leur alliance se relâcha; Frédéric d'Autriche voulut rompre le mariage projeté entre la princesse Gertrude et le jeune Vladislav. Il fallut une guerre entre les deux pays pour que la parole donnée fût enfin exécutée (1246). Le jeune prince reçut pour dot de son père la Moravie, apanage devenu disponible depuis l'année 1239. Peu de temps après, la mort du prince Frédéric, le dernier des Babenberg, assura à Vladislav, malgré la résistance de l'empereur, la possession de l'Autriche et de la Styrie; mais Vladislav mourut lui-même en 1247, et l'empereur s'empressa d'imposer à ces deux provinces un lieutenant de son choix.

Vacslav ne put intervenir dans ces circonstances difficiles; il avait à lutter contre les conspirations qui menaçaient son trône. Ses aventures galantes, ses prodigalités excessives, ses faveurs mal distribuées avaient irrité contre lui la plus grande partie de la noblesse. Les mécontents s'étaient groupés autour du fils de Vacslav, Přemysl Otokar; ils exigeaient qu'il fût associé aux fonctions royales. La guerre éclata entre le père et le fils; Vacslav dut im-

plorer le secours des princes allemands; il ne parvint qu'à grand'peine, en employant tour à tour la ruse et la force, à désarmer l'insurrection qui avait si mal à propos troublé sa vie de chasse et d'aventures. En 1251, les états d'Autriche appelèrent d'eux-mêmes Přemysl Otokar à régner sur ce pays. La possession de la Styrie lui fut disputée par le roi de Hongrie, Bela, allié au grand prince de Galicie, Daniel; mais le prince de Bohême garda la meilleure partie de ses domaines. Vacslav le Borgne, qui n'avait point secouru son fils dans ces circonstances difficiles, mourut en 1253. C'est sous le règne de ce prince chevaleresque que la Bohême adopta les armes qu'elle a gardées jusqu'à nos jours : un lion d'argent couronné, à double queue, sur champ de gueules.

Premysl Otokar II. (1253-1278); lutte contre Rodolphe de Habsbourg; grandeur et décadence de la Bohême.

Přemysl Otokar II, dès son avènement au trône de Bohême, se trouva être l'un des plus puissants souverains de la chrétienté. La Bohême, la Moravie, la Haute-Lusace, la Haute et la Basse-Autriche étaient réunies sous son sceptre. Le caractère du nouveau roi était à la hauteur d'une telle fortune; il avait eu le tort de prendre les armes contre son père; mais la conduite de Vacslav et l'intérêt de l'état avaient justifié sa révolte. Laborieux et juste, vaillant à la guerre, Přemysl Otokar était aussi bon administrateur qu'habile capitaine. Les historiens nationaux lui reprochent d'avoir été, comme son père et son oncle, trop favorable aux mœurs étrangères, et d'avoir contribué à développer l'influence des Allemands dans le royaume. « Quel malheur, s'écrie la chronique rimée de Dalemil, qu'un roi si noble ne reste pas fidèle à sa langue maternelle. — Par elle, il aurait acquis un nom glorieux, une grande richesse. — Il aurait détruit tous ses ennemis. » Le premier soin de Přemysl Otokar II fut de reconstituer le domaine royal démembré et appauvri par les libéralités mal calculées de son

père et par les guerres intestines ; il se fit rendre les terres illégalement occupées, fonda dans ses domaines des châteaux-forts administrés par des burgraves royaux, chargés de tenir en échec les révoltes possi les de la noblesse, de maintenir l'ordre et la sécurité publique. Il multiplia les colonies allemandes en Bohême et en Moravie, et créa un certain nombre de villes royales qui payaient directement l'impôt au souverain et s'administraient sous sa tutelle. Certaines de ces villes pratiquaient le droit allemand de Magdebourg. Une partie des forêts de la frontière fut encore défrichée par des colons allemands, ce qui explique comment la nationalité germanique a prévalu et prévaut même aujourd'hui dans ces contrées. Grâce à ces mesures, la richesse du pays et celle du domaine royal s'accrurent d'une façon considérable sous le règne de Přemysl Otokar II ; mais d'un autre côté l'invasion des étrangers et l'introduction d'une législation nouvelle préparèrent pour l'avenir de nombreux conflits.

Jamais prince n'était monté sur le trône dans des circonstances aussi favorables. Frédéric II venait de mourir en Italie. Le grand interrègne avait commencé en Allemagne ; les électeurs mettaient la couronne aux enchères : Otokar était en relations de parenté ou d'amitié avec les plus puissants de ses voisins. Il n'avait d'ennemis que dans la maison de Bavière, qui avait convoité la Haute-Autriche. Le roi de Hongrie, appuyé sur les princes de Cracovie et de Galicie, était le seul voisin à redouter. Le pape Innocent IV était favorable à Otokar ; dès le début de son règne, il l'invita à entreprendre une croisade contre les païens prussiens des bords de la Baltique, que les chevaliers teutoniques n'avaient pas encore réussi à soumettre, ni à convertir. Une telle entreprise avait pour la Bohême un intérêt presque national. C'était dans ces régions lointaines qu'avait été martyrisé saint Vojtěch, le grand apôtre tchèque. Soixante mille hommes, commandés par Přemysl Otokar, par les margraves de Brandebourg et de Misnie, se dirigèrent vers le nord, passèrent les fleuves sur la glace, pénétrèrent chez les païens,

brûlèrent les arbres sacrés et les statues des dieux et défirent les Prussiens, dont un grand nombre se firent baptiser. Otokar fonda dans le pays conquis la ville de Kralovec, en allemand Kœnigsberg (Regiomons, la ville du roi). Ainsi, par un jeu bizarre de la fortune, un roi de Bohême fonda en pays païen la ville où, plus tard, les souverains de la Prusse allemande devaient se faire couronner. Ces exploits répandirent dans toute l'Europe le nom de Přemysl Otokar. En 1256, l'évêque de Cologne vint à Prague lui offrir la couronne impériale. Il refusa, et les électeurs choisirent le frère du roi d'Angleterre, Richard de Cornouailles, souverain peu redoutable, qui n'avait pas un pouce de terre en Allemagne. Přemysl Otokar était pourtant loin de se désintéresser des affaires des pays voisins. Peu de temps après, nous le voyons intervenir en faveur de son parent l'archevêque de Salzbourg, que les princes de Bavière voulaient priver du siége épiscopal. Cette intervention entraîne Otokar dans une lutte contre la Hongrie ; la Styrie profite de cette circonstance pour s'émanciper de la suzeraineté hongroise, et Otokar établit à Gratz un de ses lieutenants. Le conflit entre la Bohême et la Hongrie prend des proportions considérables. Bela IV et ses alliés mettent sur pied une armée de cent quarante mille hommes, chiffre formidable pour le temps : Otokar marche contre elle avec l'appui du margrave de Brandebourg et de Misnie, des princes de Silésie et de Carniole. Les deux adversaires s'attendirent dans les plaines de l'Autriche, sur les deux rives de la Morava (March), près du confluent de cette rivière avec le Danube. Aucune des deux armées n'osait passer la rivière pour engager l'action : Otokar, suivant la mode des temps chevaleresques, envoya un messager au roi de Hongrie pour lui demander de passer la rivière ou de laisser passer en paix les troupes tchèques, afin que l'action pût commencer dans les formes. Bela accepta de traverser lui-même, et Otokar fit reculer ses troupes pour lui laisser le champ libre. La bataille s'engagea près du village de Cressennbrünn. La lourde cavalerie bohême, toute bardée de fer, repoussa vigoureusement l'attaque impétueuse des Hon-

grois; les Cumans tournèrent bride; le prince Étienne, héritier présomptif de la couronne de Hongrie, fut gravement blessé; bientôt la déroute des Hongrois devint générale; dix-huit mille hommes furent tués; on prétend que quatorze mille se noyèrent dans la Morava; les Tchèques poursuivirent l'ennemi jusqu'à Pozony (Presbourg). Bela demanda la paix et renonça à ses droits sur la Styrie. Peu de temps après, Richard de Cornouailles accorda à Přemysl Otokar l'investiture de cette province autrichienne.

Ce succès augmenta encore la gloire d'Otokar; les Tartares l'appelaient le roi de fer, en souvenir des pesants chevaliers qu'il avait conduits au combat; les princes chrétiens l'appelaient le roi d'or à cause de la magnificence de sa cour. Mais ce roi si puissant n'avait point d'héritier: il obtint du pape la permission de divorcer avec sa femme Marguerite d'Autriche veuve du dernier Babenberg, qu'il n'avait épousée que par ambition; il demanda la main de la princesse Cunegonde, fille du prince russe Michel Vsevolodovitch, qui à la suite des invasions tartares, s'était réfugié en Hongrie; elle était petite-fille de Bela et ce mariage resserrait l'alliance conclue entre les deux royaumes. Il fut célébré en grande pompe dans cette même plaine de la Morava qui naguère avait vu le choc des deux nations. Peu de temps après, une guerre heureuse avec la Bavière, à propos de l'évêché de Salzbourg, valut à la Bohême l'acquisition de quelques nouveaux districts, notamment du pays de Cheb (Eger où plus tard Waldstein fut assassiné). Otokar était désormais plus puissant qu'aucun souverain d'Allemagne; capable de leur dicter à tous des lois, il voulut aussi affranchir ses états de la suzeraineté spirituelle de l'archevêque de Mayence. Il méditait de créer un archevêché à Olomouc; il n'y put réussir. Ulrich duc de Carinthie et de Carniole, mort sans enfants, légua ses états au roi de Bohême qui s'en empara malgré les résistances du patriarche d'Aquilée Philippe et du roi de Hongrie Étienne V (1269). Les possessions du roi de Bohême s'étendaient maintenant du Mont des Géants jusqu'à la mer Adriatique. La guerre éclata de nouveau entre la Bohême et la Hongrie: les

Magyars ravagèrent l'Autriche et emmenèrent seize mille personnes en captivité.

Otokar envahit la Hongrie, s'empara de Presbourg, de Nitra, traversa le Danube et défit les Hongrois sur les bords de la Leitha. Le manque de vivres et une attaque inattendue du duc Henri de Bavière l'obligèrent à faire la paix. En 1271, l'archevêque de Cologne vint encore au nom de quelques princes allemands lui offrir la couronne impériale ; Otokar crut politique de la refuser. La couronne de saint Vacslav pour être moins brillante, lui parut sans doute plus solide.

Cette résolution devait être fatale à la Bohême et à son roi : Rodolphe de Habsbourg fut élu (1273). Il ne pouvait exercer dignement les fonctions impériales tant qu'il aurait devant lui un rival aussi puissant que le roi de Bohême. D'ailleurs, l'élection avait eu lieu sans le consentement d'Otokar et au mépris de ses droits d'électeur. Dès qu'il connut l'avénement du nouveau souverain, il s'empressa de conclure la paix avec la Hongrie, à laquelle il avait déclaré la guerre, à la suite de l'assassinat de son beau-père Bela.

Il protesta ouvertement contre l'élection de son rival ; il réclama d'abord auprès du pape Grégoire X ; mais le souverain pontife reconnut le nouvel empereur. (1274.) Rodolphe de Habsbourg se prépara à lutter contre son redoutable adversaire par les armes juridiques et par la force. Il fit décider par l'assemblée des princes réunis à Nuremberg que le roi des Romains devait rentrer en possession de tous les fiefs de l'empire devenus vacants depuis l'excommunication prononcée contre Frédéric II, que tout vassal qui dans le délai d'an et jour n'aurait pas reçu une nouvelle investiture, serait déchu de ses fiefs. C'était réclamer à Otokar tout l'héritage des maisons de Carinthie et d'Autriche. Le comte palatin Ludwig assigna Otokar devant le tribunal de l'empire, attendu que depuis un an et un jour il n'avait pas fait hommage de ses domaines. D'autre part Rodolphe excitait les sujets d'Otokar en Autriche, en Carinthie, en Styrie, à se révolter contre leur souverain ; il invitait l'archevêque de Salzbourg et l'évêque de Passau à

leur prêter appui, il s'entendait en secret avec quelques seigneurs de Bohême qui ne pouvaient pardonner à leur souverain de les avoir dépouillés des biens de la couronne qu'ils avaient injustement acquis.

Les ennemis d'Otokar se groupaient autour de l'empereur. Le roi de Bohême se crut assez fort pour tenir tête à son adversaire. Il contint les mutins en Autriche et en Styrie et envahit même les domaines de l'église de Salzbourg. Rodolphe, de son côté, se préparait à la guerre avec le concours de Frédéric, burgrave de Nuremberg, du comte de Tirol Menhardt, et de Ludwig de Bavière.

Humiliation et mort de Premysl Otokar II (1278).

Le 15 mai 1275, Otokar fut mis au ban de l'empire et déclaré déchu de ses domaines et dignités si dans le délai d'un an il ne faisait sa soumission. Le délai expiré, une armée allemande se rassembla à Nuremberg pour envahir la Bohême. Les Hongrois, qui s'étaient laissé gagner par Rodolphe, devaient attaquer l'Autriche et la Moravie; le comte de Tirol, la Styrie et la Carinthie. Ainsi la Hongrie imprévoyante, affaiblissait au profit de l'empire le seul état qui pût lui offrir un appui contre les convoitises allemandes. Le duc de Bavière qui d'abord s'était rangé du côté d'Otokar, l'abandonnait. Rodolphe se jeta brusquement sur l'Autriche et s'empara de Vienne. Cette ville bien que très-attachée à Otokar, finit par capituler devant la menace faite par Rodolphe d'arracher toutes les vignes qui l'environnaient. Menhardt, comte de Tirol, enleva de son côté la Carinthie et la Styrie.

Otokar avait concentré son armée du côté de la frontière de Bavière où il attendait l'ennemi. Surpris par une attaque imprévue, il se dirigea à marche forcée sur l'Autriche. Pendant ce temps la famille des Vitkovici, l'une des plus puissantes du royaume et qui avait alors pour chef Zaviša de Falkenstein, abandonna la cause de Přemysl Otokar et se mit à ravager les domaines royaux. L'armée d'Otokar

se trouva réduite à vingt mille hommes; les forces de son adversaire étaient beaucoup plus considérables. Le roi de Bohême demanda la paix. Il dut abandonner à Rodolphe la Carinthie, la Carniole, l'Autriche et la Styrie (c'est-à-dire les pays qui devaient à côté des couronnes de Hongrie et de Bohême former la partie la plus importante de l'état autrichien) et le territoire de Cheb (Eger). En outre, son fils unique, Vacslav, devait épouser une fille de Rodolphe, et Hartmann, fils de Rodolphe, épousait la fille d'Otokar. Le premier des Habsbourg, inaugurait déjà la politique matrimoniale qui devait faire un jour la fortune de sa maison: non content d'avoir dépouillé et humilié le roi de Bohême, il réservait à sa race l'héritage de la couronne de saint Vacslav pour le cas où la race des Přemyslides viendrait à s'éteindre naturellement ou par accident. Rodolphe donnait à sa fille en dot la basse Autriche et quarante mille ducats d'or; il donnait une somme égale à la fille d'Otokar. Le roi de Hongrie intervenait aussi au traité comme tierce partie; Otokar lui rendait les conquêtes qu'il avait faites dans la dernière guerre.

Le traité portait en outre qu'Otokar en reconnaissant Rodolphe comme empereur, acceptait de ses mains l'investiture pour les royaumes de Bohême et le landgraviat de Moravie. Cette clause, telle que la comprenait le roi de Bohême, ne portait atteinte ni à l'indépendance du royaume, ni à son autonomie intérieure. Mais Rodolphe, au contraire, prétendait regarder la Bohême comme partie intégrante de l'empire; il prétendait intervenir dans les conflits qui s'étaient élevés entre Otokar et les seigneurs bohêmes qui avaient trahi sa cause; bref, il entendait réduire le roi de Bohême à un véritable vasselage. Otokar résistait à ces prétentions; de longues négociations s'engagèrent entre les rois de Bohême et des Romains; elles n'aboutirent pas; ces deux ambitions rivales n'étaient guère faites pour se réconcilier, et l'une d'elles devait fatalement se briser contre l'autre. La guerre recommença : Otokar n'avait qu'une petite armée de trente mille hommes pour lutter contre l'empire, et d'autres alliés que les princes de

Silésie. Ici se place un épisode sur lequel il convient particulièrement d'attirer l'attention. C'est un épisode de lutte incessante du monde slave et du monde germanique. Les princes de la Silésie appartenaient à la dynastie des Piasts, c'est-à-dire qu'ils étaient polonais. Dans l'appel qu'il leur avait adressé, Premysl Otokar invoquait les origines communes les affinités de race. « De tous les peuples, disait-il, les Polonais sont nos plus proches parents. Nous parlons presque la même langue. S'il nous arrivait d'être écrasés par le roi Rodolphe l'insatiable rapacité des Teutons se répandrait plus librement. »

Notez ce mot : l'insatiable rapacité des Teutons et encore je traduis bien mal le pittoresque brutal du texte latin, *Insatiabiles Teutonicorum hiatus*. La voyez-vous s'ouvrir cette gueule de l'Allemagne prête à dévorer tous ses voisins.

Mais il y a autre chose encore dans la lettre de Premysl Otokar. Il y a la prescience et la prédiction des malheurs dont l'Allemagne doit un jour accabler la Pologne.

« Nous sommes, ajoute-t-il, l'ouvrage avancé de votre pays. De combien de maux ne serait pas accablée votre nation trop nombreuse pour les Allemands qui la détestent, à quel dur joug de servitude la Pologne ne serait-elle pas soumise,? Quelles catastrophes fondraient alors sur vous! » Ces paroles constituent, si je ne me trompe, la première prophétie des misères de la Pologne, et ce n'est pas, hélas! la moins vraisemblable. Le roi entra néanmoins en campagne : durant l'été de 1278, il pénétra par la Moravie dans la basse Autriche et arriva jusqu'à Marchegg, près du champ de bataille naguère si glorieux de Kressenbrünn, sur la rive droite de la rivière appelée March par les Allemands et Morava par les Slaves. Rodolphe, qui depuis ses dernières victoires avait établi son siège à Vienne, partit de cette dernière ville et alla au-devant de l'ennemi. Otokar dut reculer devant des forces supérieures. L'action s'engagea le 26 août. Rodolphe s'était assuré l'alliance du roi de Hongrie : ce furent les cavaliers cumans montés sur leurs chevaux rapides qui s'élancèrent les premiers sur les flancs de l'armée bohême. Ce fut une des plus terribles batailles

du moyen âge et l'une des plus considérables par ses résultats.

Les deux rois ennemis payèrent plus d'une fois de leur personne; la fortune des armes resta longtemps indécise ; tout à coup l'arrière-garde bohême, commandée par Milota de Dědic, tourna bride au moment où elle allait donner à son tour. Otokar se précipita au milieu des ennemis et se rendit prisonnier; mais il fut tué par deux chevaliers autrichiens. Son cadavre, dépouillé de ses armes, fut livré aux plus grossiers outrages. Rodolphe, qui arriva trop tard pour lui sauver la vie, fit recueillir ses restes et les fit porter à Vienne où le corps, revêtu de la pourpre royale, fut exposé pendant quatre-vingts jours. La cour de Rome, alliée de Rodolphe, avait lancé sur le roi de Bohême l'interdit pontifical : il n'eut point de funérailles chrétiennes.

A certains moments de son existence, Premysl Otokar fut un des plus puissants souverains de la chrétienté. Il savait admirablement profiter des circonstances pour réaliser ses projets ambitieux, mais il manquait d'esprit de suite. Les deux croisades qu'il entreprit en Prusse contre les païens et les Lithuaniens (en 1254-55 et 1266-68) lui valurent la réputation d'un chevalier chrétien, mais lui rapportèrent peu de profit et ne contribuèrent point à l'expansion du christianisme. Il s'appliqua surtout à réunir à ses États ceux des pays voisins, pays allemands qui devenaient disponibles par suite de l'extinction des familles princières. Du vivant de son père, lorsque s'éteignit la dynastie des Babenberg, il était devenu duc d'Autriche (1251). En 1260 il avait occupé l'autre partie de l'héritage des Babenberg, la Styrie. En 1265 il avait occupé la région d'Eger en profitant de la minorité du prince. En 1269 il avait acquis par un traité avec le dernier duc de Carinthie et une guerre avec le patriarche d'Aquilea le duché de Carinthie, la Carniole et même une partie du Frioul. Dans son royaume il favorisait les Allemands dont les congénères voyaient sans trop de répugnance ces diverses acquisitions; sa destinée n'est pas sans rapports avec celle du Svatopluk morave dont la carrière fut si brillante et si éphémère.

Les derniers Přemyslides ; Vacslav II (1278-1305), roi de Bohême et de Pologne ; Vacslav III (1305-1306.)

La mort du roi de Bohême ne désarma pas Rodolphe. A la tête de son armée victorieuse, il pénétra en Moravie; les campagnes furent horriblement ravagées; les villes étaient habitées pour la plupart par des colonies allemandes qui firent bon accueil à l'empereur. Il traita la Moravie en pays conquis et en pays d'empire; il accorda à certaines cités d'importants privilèges : Brünn (Brno) devint ville libre impériale. Les seigneurs se soumirent et la veuve du roi de Bohême, Cunégonde, se mit, elle et son fils, à la merci de Rodolphe. La Bohême était plongée dans une profonde anarchie; les seigneurs qui autrefois avaient été infidèles à Otokar et qu'il avait chassés du royaume y étaient revenus et songeaient à offrir le pouvoir à Rodolphe; les patriotes entendaient maintenir l'indépendance de l'état et se préparaient à la défendre. L'héritier d'Otokar, le jeune Vacslav, n'avait que sept ans; deux princes s'offraient à lui servir de tuteurs : Henri de Vratislav (Breslau) et Othon, margrave de Brandebourg, neveu du feu roi, qui amena quelques troupes pour défendre la Bohême. Rodolphe entra en Bohême et ravagea tout le pays jusqu'aux environs de Caslav (Czaslau) et de Kutna Hora (Kuttenberg). La noblesse bohême l'attendait avec une armée près de la ville de Kolin, sur l'Elbe (depuis célèbre par une défaite de Frédéric II). Rodolphe ne se sentit pas de taille à achever la conquête du pays et entreprit par un traité habile de réserver l'avenir. Par ce traité, il gardait la Moravie en sa puissance pendant cinq années; l'administration du royaume de Bohême était pour une égale période confiée à Othon de Brandebourg; les anciennes conventions relatives aux mariages entre les familles des Habsbourg et des Přemyslides étaient renouvelées. Le jeune Vacslav épousait la princesse Guta, fille de Rodolphe; le jeune Rodolphe, fils de l'empereur, Aneska, fille d'Otokar.

L'aîné de ces enfants sacrifiés d'avance à l'ambition paternelle par des unions quasi-sacriléges n'avait pas dix ans! Ce n'était pas une simple promesse de mariage qu'il fallait à Rodolphe; l'Église dut prêter sa sanction à ces unions ridicules, et les deux mariages furent bénis le même jour dans la ville de Jihlava (Iglau, en Moravie). Après quoi, les nouveaux mariés retournèrent auprès de leurs parents pour y continuer leur éducation à peine commencée. La reine-mère de Bohême et le nouveau régent s'établirent à Prague. Rodolphe rentra en Autriche après avoir confié le gouvernement intérimaire de la Moravie à l'évêque d'Olomouc, naguère confident dévoué d'Otokar et aujourd'hui serviteur non moins zélé de son heureux adversaire.

Ce n'était point uniquement par dévouement que le duc de Brandebourg avait réclamé la tutelle de son jeune cousin. A peine installé à Prague, il s'entendit avec les principaux membres de la colonie allemande, saisit les revenus de la reine-mère et la fit enfermer avec son fils dans un château de province. Une fois libre, il s'appliqua consciencieusement à dépouiller le pays qu'il était chargé de gouverner; ansi il fit transporter en Brandebourg les trésors de la cathédrale de Prague. Des désordres éclatèrent dans le royaume; des conflits eurent lieu entre les Allemands et les Tchèques, les villes royales et les seigneurs. La diète du royaume s'efforça en vain d'obtenir la liberté du roi et de sa mère. La reine réussit à s'échapper de sa captivité et à se sauver en Moravie. Mais le jeune prince resta enfermé et soumis à de durs traitements : la noblesse tchèque finit par s'indigner de l'insolence de cet étranger et des affronts infligés à l'héritier des rois nationaux. Othon de Brandebourg se hâta de quitter la Bohême et de retourner dans son pays; il emmenait avec lui le jeune roi et laissa l'administration du pays à l'évêque de Brandebourg, Eberhardt. Une insurrection éclata; l'évêque Eberhardt lui résista, appuyé non-seulement sur les Allemands déjà établis en Bohême, mais aussi sur des aventuriers de toute espèce, venus de la Saxe, et qui s'empressèrent de fondre sur la Bohême comme sur une proie. La Bohême

devint le théâtre de luttes acharnées. Cette invasion eut du moins le mérite de réveiller le sentiment de la nationalité chez la noblesse, qui s'était laissé gagner par les mœurs étrangères. Rodolphe d'Autriche finit par s'intéresser au sort de son gendre, qui ne l'avait guère ému jusque là. Si Othon de Brandebourg supprimait le jeune Vacslav et gardait la Bohême pour lui, les espérances en vue desquelles avaient été conclus les mariages de Jihlava étaient fort compromises. Au mois de septembre 1280, Rodolphe entra en Bohême et obtint une trêve; les seigneurs et les représentants des villes consentirent à maintenir la régence à Othon de Brandebourg, mais à condition qu'en son absence il ne pourrait laisser le gouvernement à des étrangers ; il devait renvoyer en Brandebourg les troupes étrangères, et tous les Allemands qui n'étaient pas établis dans le royaume devaient l'évacuer dans le délai de trois jours, sous peine de la vie. Le jeune Vacslav devait être ramené dans la capitale, moyennant une indemnité de quinze mille marcs d'or. Néanmoins Othon trouva le moyen de le garder encore trois ans, mal vêtu, mal nourri, et ne voulut le rendre à son peuple que moyennant une rançon supplémentaire de vingt mille marcs d'or. A défaut de cette somme, il se fit donner un certain nombre de châteaux-forts des plus importants du royaume.

Enfin en 1283, au bout du délai de cinq ans, Vacslav sortit de captivité et monta sur le trône; Rodolphe, fidèle au traité signé, lui rendit la Moravie. Plus tard il intervint même pour faire refuser au margrave de Brandebourg les vingt mille marcs qu'il avait extorqués. La Bohême attendait avec impatience l'avénement du roi qui symbolisait pour ainsi dire le réveil de la nation et la résurrection du royaume; mais ce prince était trop jeune pour gouverner par lui-même. Sa mère Cunégonde vint s'établir auprès de lui à Prague; dans son exil de Moravie, elle avait épousé un gentilhomme tchèque, Zaviša de Falkenstein. C'était un élégant cavalier, un poëte de talent, qui, par l'éclat de ses mérites, avait séduit le cœur de la royale veuve. Il prit à la cour de Vacslav une influence

considérable, qui survécut même à la mort de Cunégonde: il éleva le prince dans le goût des plaisirs et s'enrichit lui-même aux dépens de l'État. Rodolphe le fit éloigner de la cour quand il envoya à Prague la jeune reine Guta. Zaviša se retira dans les terres qu'il possédait sur la frontière de Bohême et de Moravie; toujours puissant et toujours ambitieux, il épousa la sœur du roi de Hongrie, Ladislas. C'était pour le roi de Bohême un sujet trop redoutable. On l'accusa de vouloir ériger dans ses possessions une principauté indépendante. Vacslav II l'attira à Prague, s'empara de sa personne et le jeta en prison. Il charmait les loisirs de sa captivité en composant des chansons en langue bohême, chansons aujourd'hui perdues, mais qui furent longtemps populaires. Les amis du prisonnier se soulevèrent; le roi de Hongrie leur fournit des secours; Rodolphe intervint en faveur de son gendre et lui envoya une armée. Cependant les révoltés tenaient bon. Il fallait assiéger leurs châteaux un à un. Rodolphe donna à Vacslav un conseil plus politique que chrétien, celui de traîner son prisonnier dans ses expéditions et de sommer tour à tour chaque *burgrave* de se rendre, sinon Zaviša aurait la tête tranchée. Ce conseil fut suivi et plusieurs révoltés se soumirent en effet; le roi arriva devant le château de Hluboka, non loin de Budějovice (Budweiss) que commandait alors Vitek, frère de Zaviša. Il renouvela la terrible sommation; Vitek n'y voulut point ajouter foi et entreprit de résister; il vit décapiter son frère dans une plaine, devant les fossés du château. La tragique destinée de Zaviša, ses qualités brillantes, ses talents poétiques ont assuré à son nom une popularité que la littérature nationale a consacrée de nouveau dans notre siècle. Le roi Vacslav avait alors dix-neuf ans. Cet acte de rigueur épouvanta les rebelles, et l'autorité royale fut désormais reconnue dans ses États. Vacslav augmenta les revenus de la couronne; il fit exploiter sur une large échelle les mines d'argent alors fort riches de la Bohême, notamment à Kutna Hora (la montagne des mines). Il entretint une cour luxueuse qui enrichit la ville de Prague et en fit un séjour recherché des étrangers.

Cette ville vit fleurir des écoles renommées. Une série d'heureux événements, en plaçant sur la tête de Vacslav la couronne de Pologne, le rendit un des souverains les plus puissants de la chrétienté.

Depuis longtemps, la Pologne s'était affaiblie par la coutume des apanages; de fait, elle se trouvait partagée plus ou moins inégalement entre tous les princes issus de la dynastie des Piasts, sous la domination plus ou moins illusoire de l'aîné, le prince qui régnait sur la petite Pologne et avait son siége à Cracovie. Mais le droit d'aînesse finit lui-même par être peu respecté et l'on vit les princes de Silésie, de Mazovie et de la grande Pologne se disputer tour à tour Cracovie et la petite Pologne. Les principautés s'émiettaient en débris: rien qu'en Silésie, on comptait dix princes. Quelques-uns crurent assurer le succès de leurs ambitions en cherchant des alliés au dehors. C'est ainsi qu'en 1288, un prince de Vratislav (Breslau) fit hommage de sa principauté à l'empereur; l'année suivante, un autre Silésien, Kazimir, prince de Bytom, se mit sous la protection de Vacslav de Bohême. En 1291, trois autres princes de Silésie suivirent cet exemple: à la faveur de l'anarchie qui régnait dans la petite Pologne, un parti se forma à Cracovie qui offrit cette province à Vacslav; il accepta, se rendit à Cracovie, prit possession de cette ville et du duché de Sandomir. Quelques années plus tard, l'anarchie augmentant toujours, la noblesse de la grande Pologne offrit au roi Vacslav la couronne. Il alla se faire couronner à Gniezno, obligea les princes de Mazovie à reconnaître sa suzeraineté et réunit ainsi le royaume des Piasts à celui des Přemyslides. Cette union qui aurait pu être si profitable aux deux pays, n'eut malheureusement qu'une durée éphémère. Elle ne survécut point à Vacslav. Le temps n'était pas encore venu où les peuples slaves comprendraient les devoirs que leur imposait la communauté d'origine, et la nécessité de s'allier contre les Germains.

Naguère Přemysl Otokar avait appelé les Polonais à son secours contre l'insatiable ambition des Allemands, mais il n'en avait reçu qu'un secours inefficace. Les deux cou-

ronnes de Bohême et de Pologne devaient pourtant se réunir encore sur une même tête sans que de cette union il surgît jamais un État puissant et durable.

Une autre couronne fut bientôt offerte au roi de Bohême, celle de Hongrie. La race d'Arpad s'était éteinte en 1301. Tandis que le pape Boniface VIII imposait à la Hongrie Robert d'Anjou, un certain nombre de magnats se révoltèrent contre les prétentions pontificales et offrirent le trône à Vacslav; il n'osa l'accepter pour lui-même, mais il désigna au choix des Hongrois son jeune fils âgé de douze ans, qui fut effectivement couronné à Szekes Feervar (Albe Royale, 1301). L'empereur Albert I et le souverain pontife refusèrent de sanctionner cette élection et s'allièrent contre le roi de Bohême. Le pape persista à reconnaître le prince d'Anjou comme roi de Hongrie et offrit la couronne de Pologne à Wladislaw Lokietek. L'empereur enjoignit à Vacslav de renoncer à la couronne de Hongrie qu'il avait acceptée sans le consentement impérial : de plus il exigeait qu'il lui cédât la Misnie et le pays d'Eger: (Cheb) il réclamait aussi le paiement des dîmes arriérées dues à l'empire par les mines de Kutna Hora (1303). Vacslav ne craignit point d'affronter la lutte; il rassembla promptement une armée, entra en Hongrie, pénétra jusqu'à Bude, enleva le jeune roi avec la couronne et les insignes royaux et les ramena en Bohême; puis il s'apprêta à résister aux troupes impériales. Albert I entra en Bohême par Budějovice et marcha sur Kutna Hora dont les mines excitaient surtout sa convoitise. Mais cette ville se défendit avec intrépidité et l'empereur, quand il vit les troupes royales arriver, quitta précipitamment la Bohême. Vacslav, victorieux, s'apprêtait à envahir l'Autriche à son tour quand il mourut après une courte maladie (1305).

L'empereur Albert, se hâta de conclure la paix avec son successeur Vacslav III; elle eut lieu dans des conditions peu favorables pour la Bohême. Vacslav cédait à l'empereur la Misnie et le pays de Cheb (Eger). Albert renonçait à intervenir dans les affaires entre la Bohême, la Hongrie et la Pologne. Mais Vacslav, prince frivole et dé-

bauché, n'était pas homme à profiter des avantages de la situation. Il renonça à la couronne de Hongrie en faveur de son ami Othon de Bavière. Il laissa Wladislaw Lokietek s'établir en Pologne. Toutefois, sur les remontrances d'un de ses conseillers, l'abbé Konrad de Zbraslav, il se décida à prendre les armes pour aller défendre ses droits sur la Pologne. Il s'arrêta en route à Olomouc : là, il fut assassiné traîtreusement par un chevalier thuringien qui périt presque aussitôt sous les coups des courtisans bohêmes : le meurtrier succomba sans avoir nommé ses complices, sans qu'on eût même songé à l'interroger. Le bruit courut en Bohême que la main du meurtrier avait été armée par l'empereur Albert; en l'absence de documents certains, il serait téméraire de prêter à cette assertion une foi absolue; toutefois, en voyant, d'une part, les plans préparés dès la mort d'Otokar par l'empereur Rodolphe, de l'autre, les intrigues qui accompagnèrent le meurtre de Vacslav III, il est difficile de ne pas appliquer à ce meurtre le brocard juridique : *is fecit cui prodest*. Le chroniqueur Dalimil, dans son langage voilé, laisse suffisamment voir sur qui il fait planer ses soupçons : « Ah ! Thuringien méchant homme, écrit le poëte chroniqueur, qu'as-tu fait ! Peut-être est-il dans les mœurs de ta race de faire périr ainsi nos derniers rois? J'en aurais plus à dire.... Mais laissons Dieu juger le coupable. » Vacslav ne laissait point d'enfant mâle. Avec lui s'éteignit la dynastie des Přemyslides qui depuis les temps fabuleux avait régné sur la Bohême. Elle disparut en 1306 : la race des Arpads avait fini en 1301. Il y a là une coïncidence curieuse à noter.

La Bohême sous les Premyslides ; la Bohême et l'empire.

La mort du dernier des Přemyslides marque une date importante dans l'histoire de la Bohême. Jusque-là ce royaume, malgré quelques périodes d'anarchie avait reconnu l'autorité héréditaire d'une dynastie nationale : par la mort

imprévue d'un souverain sans héritier, il se trouve tout à coup abandonné à lui-même, livré aux convoitises de ses voisins. Désormais, il ne sera que rarement aux mains de souverains nationaux ; les éléments étrangers, qu'il a laissés pénétrer dans son sein, s'efforcent d'accroître chaque jour leur prépondérance : de là des crises, des tiraillements funestes, des catastrophes où une nation moins vivace que le peuple tchèque se fût peut être engloutie pour jamais. Avant d'aborder cette nouvelle période, il n'est pas sans intérêt de revenir en arrière et d'étudier, d'une part la situation de la Bohême dans ses rapports internationaux avec l'empereur et l'empire, de l'autre, la situation intérieure du pays, le développement de la civilisation.

Le voisinage de l'Allemagne a toujours été dangereux pour les nations non allemandes. La Bohême, plus qu'aucun pays en a fait l'expérience. Depuis que Charlemagne avait de concert avec la papauté renouvelé l'empire d'Occident, l'empereur se considérait comme le chef temporel de la chrétienté Les états mêmes qui n'étaient pas en rapport immédiat avec lui, l'Angleterre, l'Espagne admettaient au moins en théorie cette prétention. Le titre d'*Auguste*, attaché à celui d'empereur était dérivé du latin *augere* et les mots *semper Augustus* se traduisaient en allemand par ceux-ci : *immer Mehrer des Reichs*, c'est-à-dire toujours agrandisseur de l'empire. Les pays que l'empereur renonçait à conquérir étaient considérés comme ne devant leur indépendance qu'à un privilége de la munificence impériale. Au besoin ce privilége s'achetait au prix d'un tribut : c'est ainsi que, d'après le témoignage d'ailleurs douteux d'Eginhard, la Bohême paya tribut à Charlemagne ; Louis le Débonnaire dans un document de 817, la présente comme faisant partie de l'empire, ainsi que les Avares et les Slaves qui sont à l'ouest de la Bavière. D'autre part, ainsi qu'on l'a vu plus haut, la Bohême à partir du neuvième siècle aurait payé à l'empire un tribut de cent vingt bœufs et de cinq cents marcs d'argent. En 895, on voit les princes Spytihněv et Vratislav, impatients de la domination de Svatopluk, faire hommage à l'empereur de leurs états. En

928, le prince Vacslav I[er] renouvela l'engagement de payer le tribut ci-dessus indiqué, en bœufs et en argent. En 1081, cette obligation fut échangée contre celle de fournir aux empereurs trois cents chevaliers pour leur couronnement de Rome. Cependant, on ne voit pas que les princes de Bohême aient prêté l'hommage et réclamé l'investiture à chaque avènement de souverain germanique ; l'existence d'un tribut prouve bien qu'il ne s'agissait que d'une convention internationale; les vassaux ne payaient point tribut : c'est ainsi que les souverains germaniques, Louis l'Enfant et Henri l'Oiseleur payèrent tribut à la Hongrie sans en devenir les vassaux; ainsi, la Pologne, pendant un certain temps, paya tribut à la Bohême. L'empereur n'exerçait d'ailleurs sur la Bohême aucun droit de souveraineté, ne levait point de troupes, n'exerçait point l'autorité judiciaire, ne pouvait engager la Bohême par des traités conclus avec la cour de Rome. L'intervention de l'empire dans les querelles des princes de Bohême (par exemple en matière de successions) n'avait pas un autre caractère que l'intervention des Tchèques eux-mêmes dans les affaires de la Pologne et de la Hongrie. L'empereur Lothaire échoua dans ses efforts pour imposer un souverain à la Bohême (bataille de Chlumec, 1126). Au début du douzième siècle, pour services rendus à l'empire, un prince de Bohême reçut le titre honorifique d'échanson. Plus tard, des princes de Bohême, Otokar I[er] et Vacslav I[er] prirent part à l'élection de l'empereur. Mais ce titre d'électeur était purement attaché à la personne du souverain (comme par exemple aujourd'hui les ordres de chevalerie qu'échangent entre eux les souverains : ainsi, les chevaliers de la Toison d'Or reconnaissent pour leur grand maître le roi d'Espagne); il n'entraînait pour l'État bohême aucune obligation. De même, le titre de roi accordé par l'empereur, suivant les idées du temps, n'imposait au royaume aucun engagement. Plus tard, les empereurs germaniques cherchèrent à profiter des querelles et des compétitions des princes bohêmes, comme les khans tatares profitèrent de l'anarchie entre les princes russes de la famille de Rurik. Ils essayèrent

à plusieurs reprises de rattacher directement à l'empire certaines portions de la couronne de Bohême, par exemple l'évêché de Prague, le margraviat de Moravie. Mais l'unité de la couronne ne tarda pas à se rétablir. La dignité royale une fois confirmée par le souverain pontife, les rois de Bohême ne furent tenus vis-à-vis de l'empereur qu'à des obligations purement honorifiques. Přemysl Otokar II, après l'élection de Rodolphe se vit contraint de demander l'investiture pour la Bohême et la Moravie ; on sait à quelle lutte conduisirent les conflits qui s'élevèrent alors entre les deux souverains. Albert I, dans le traité conclu avec Vacslav renonça à ces prétentions ; nous verrons qu'il allait bientôt les renouveler, grâce à l'anarchie qui régna en Bohême après la mort tragique du dernier Přemyslide. Ainsi dans ce conflit, le droit reste mal défini ; la force et les prétentions individuelles de chaque souverain décidaient et l'histoire enregistre un certain nombre de faits sans pouvoir en tirer une jurisprudence déterminée. On devine toutefois à quelles conclusions sont arrivés les juristes pangermanistes qui rêvaient de reconstituer on ne sait quel Saint Empire idéal.

Institutions du royaume ; colonisation allemande.

La doctrine qui veut que tout pouvoir vienne du peuple trouve sa confirmation dans l'histoire de Bohême. Le principat est d'abord électif avant de devenir héréditaire et le prince est assisté par une diète où l'on rencontre dès les origines les chefs des tribus, les chefs des familles, les représentants des villes libres. Plus tard, les premiers Přemyslides convoquent des diètes où figurent les princes de la famille royale, les membres du haut clergé, douze juges nommés par le souverain et des représentants de la noblesse. Les fonctions de cette diète sont surtout consultatives et judiciaires ; elle élit le prince qui doit être choisi dans la famille régnante ; elle convoque la milice, elle

lève des impôts dans les circonstances exceptionnelles; elle élit l'évêque de Prague; son rôle est mal défini et le prince se passe souvent de son intervention. L'influence des diètes augmenta à partir du douzième siècle; on les voit plus d'une fois refuser au souverain des levées ou des impôts extraordinaires. La diète fonctionne aussi comme cour suprême de justice. Les premiers documents certains, relativement aux rapports entre le souverain et la diète, remontent à l'année 1310. La noblesse se forma d'abord des chefs des tribus, ensuite, des fonctionnaires nommés par le prince; elle se modifia peu à peu sous l'influence des idées féodales écloses en Allemagne.

Le développement territorial du royaume de Bohême pendant cette période dépassa plus d'une fois les limites actuelles du royaume de Bohême et du landgraviat de Moravie. A diverses reprises, les frontières du royaume débordèrent sur la Saxe actuelle, sur la Pologne, sur la Bavière, sur l'Autriche, la Styrie, la Carinthie, la Carniole. Il perdit peu à peu toutes ces annexes, étrangères pour la plupart à la nationalité tchèque. Ces pertes eussent été peu importantes si les Tchèques avaient réussi à se concentrer dans le quadrilatère formé par les montagnes de Bohême et dans la Moravie; malheureusement, la Bohême ne se laissait pas seulement affaiblir à l'extérieur; à l'intérieur, elle tolérait les infiltrations de l'élément germanique, plus dangereuses à bien des points de vue, que ne pouvaient l'être dix batailles perdues. Le temps devait venir où la Bohême aurait à lutter non-seulement contre les ennemis du dehors, mais contre les ennemis du dedans. Les Tchèques avaient trouvé la Bohême déserte; ils n'en avaient occupé que le centre; les régions montagneuses des frontières étaient incultes et inhabitées : les Allemands y pénétrèrent peu à peu. Les princes chrétiens de la Bohême durent fatalement prendre femme en Allemagne, et les princesses étrangères amenèrent à la cour de nombreux Allemands; dans le clergé et les monastères se glissèrent beaucoup de prêtres et de moines allemands. Des marchands allemands établis à Prague dans le *vicus Teutonicorum* finirent par y

occuper tout un quartier. A partir du douzième siècle, on voit sur les frontières, dans des régions récemment défrichées, se former des villes et des villages allemands; beaucoup de villes royales ou seigneuriales sont fondées par le roi, les seigneurs ou les abbayes. Les poëtes renommés de l'Allemagne Ulrich de Turlin, Wolfram d'Eschembach, Henri de Freiberg apparaissent à la cour; les chevaliers porte-glaives germanisent leurs possessions du royaume, par exemple à Komotau. « Partout des hommes, mais des Allemands à Komotau; » dit un proverbe populaire. Les mines de Kutna Hora et de Némecky Brod (le gué allemand) attirèrent aussi beaucoup d'étrangers. Les Slaves agriculteurs laissaient volontiers le commerce et l'industrie aux mains des étrangers; en Pologne, aux Juifs, en Bohême, aux Allemands. Quelques patriotes prévoyants s'alarmaient de l'influence croissante des Allemands. La chronique tchèque dite de Dalimil, rédigée au quatorzième siècle, exhale, sous une forme parfois brutale, les angoisses et les colères d'un Slave qui sent sa langue et sa patrie menacées. Elle met les paroles suivantes dans la bouche de la princesse Libuše : « Si un étranger vient à vous gouverner, — votre nation ne durera pas longtemps; un sage ne consulte pas les étrangers. — L'étranger prendra des gens de sa langue et cherchera toujours votre mal. — Il partagera aux siens votre héritage. — Garde-toi bien de confier ta fortune à l'étranger, tête bohême. — Là où il n'y a qu'une langue, là est la gloire. » Ces protestations d'un patriote anonyme devaient rester sans écho jusqu'au moment où les Hussites arboreraient à la fois l'étendard de la réforme religieuse et de l'unité nationale.

Religion, arts, civilisation.

L'Église catholique, en introduisant la liturgie romaine en Bohême, avait beaucoup contribué à frayer les voies au germanisme. La Bohême avait reçu le christianisme de la Moravie et de l'Allemagne; mais par suite de la destruc-

tion de l'archevêché et de l'Etat moraves, elle avait passé dans le ressort de Ratisbonne jusqu'au moment où fut créé le siège épiscopal de Prague, suffragant de l'archevêché de Mayence. La papauté, en érigeant la Bohême en évêché, exigea que la liturgie latine y fût seule en usage. L'évêque était généralement élu par la diète, de concert avec le prince; à partir du milieu du douzième siècle, il fut choisi par le chapitre et ratifié par le prince. Malgré les prescriptions pontificales, la liturgie slave garda en Bohême des adhérents. En 1032, le prince Oldrich fonda le monastère de Sazava, dont le slavon fut la langue liturgique ; les protestations du clergé latin firent exiler les moines slaves en Hongrie; ils en furent rappelés en 1068 et disparurent définitivement en 1096. La Bohême vit alors fleurir chez elle la plupart des ordres étrangers : bénédictins, prémontrés, cisterciens, johannites, dominicains, franciscains, augustins et chartreux. Ils possédaient les seules écoles qui existassent alors dans le pays. La plus célèbre était au treizième siècle le *studium generale* établi au château de Prague, où des maîtres éminents enseignaient la grammaire et la logique. Le clergé jouissait d'ailleurs d'une influence considérable; la Bohême, jusqu'au quatorzième siècle, resta fidèle à l'unité catholique. Ce n'est qu'au début du quatorzième siècle qu'on y voit apparaître les premières hérésies.

La littérature de cette période, bien que peu développée, n'est pas sans avoir produit quelques œuvres intéressantes. L'idiome latin, cher au clergé, n'étouffa pas entièrement la culture nationale. Au début du onzième siècle, Cosmas, doyen du chapitre de Prague, écrit sa chronique de Bohême, fort précieuse malgré le pseudo-classicisme de l'auteur; en langue tchèque, on trouve des cantiques religieux, des textes sacrés, des poèmes imités de légendes chrétiennes ou romanesques du moyen âge (légendes de sainte Catherine, de sainte Dorothée, d'Alexandre le Grand). Les beaux-arts ne furent pas non plus négligés. L'Eglise les développa et les appliqua non sans succès aux choses religieuses. On cite dès la fin du onzième siècle le prêtre Bozetech, abbé du monastère slave de Sazava, comme un peintre

de talent et un sculpteur habile à tailler le bois et la pierre. La chronique raconte que l'évêque de Prague, jaloux de ses talents, lui imposa une singulière pénitence : il l'obligea à sculpter un Christ en bois, de grandeur naturelle, et à le porter jusqu'à Rome sur ses épaules. La Bohême se trouvait pour ainsi dire au confluent des deux influences italienne et byzantine; mais le triomphe du catholicisme romain fit prévaloir la première ; un grand nombre d'églises s'élevèrent au douzième et au treizième siècle (notamment à Prague, la basilique romane de Saint-Vit). On connaît en Bohême environ cent cinquante églises en style roman. L'art gothique apparaît au treizième siècle et atteint au siècle suivant toute sa délicatesse. Nous avons déjà vu que, sous les derniers Přemyslides, Prague était devenue le séjour d'une cour brillante et chevaleresque. Le couronnement de Vacslav II, en 1297, fut une des cérémonies les plus brillantes du moyen âge. Ce fut, dit une chronique allemande, une fête telle que n'en avait encore donnée ni un roi d'Assyrie, ni un Salomon lui-même. Le nombre des étrangers fut si considérable, que, d'après les récits contemporains, il fallut nourrir dix-neuf mille chevaux. A cette fête colossale, on ne comptait pas moins de vingt-huit princes laïques ou ecclésiastiques : les archevêques de Mayence et de Magdebourg, les évêques de Prague, d Olomouc, de Cracovie, de Bâle, de Constance, l'archiduc Albert d'Autriche, avec une suite de sept mille cavaliers; les princes de Saxe, de Brandebourg, de Misnie. La ville de Prague ne suffisait pas à contenir cette foule d'étrangers; on bâtit dans une plaine voisine un vaste palais de bois décoré de tapisseries précieuses, où les hôtes de distinction furent magnifiquement traités. Sur les places publiques coulaient des fontaines de vin. Le couronnement eut lieu dans la cathédrale de Saint-Vit; la couronne royale valait deux mille marcs d'argent; l'épée et le bouclier, trois mille marcs, le manteau, quatre mille marcs; quant à la ceinture, les anneaux et le bonnet royal, personne n'osait en fixer la valeur. La ville de Prague offrait aux étrangers le spectacle d'une splendeur inouïe.

CHAPITRE VIII

LES ORIGINES DU GROUPE AUTRICHIEN; LA MAISON DE BABENBERG (973-1246).

La marche de l'Est; les premiers Babenberg; Henri Iasomirgott (973-1181). — Léopold VI (1198-1230); Frédéric le batailleur (1230-1246); acquisition de la Styrie et de la Carniole. — Les institutions de l'Autriche sous les Babenberg, la Landeshoheit; les villes; la littérature.

La marche de l'est; les premiers Babenberg; Henri Iasomirgott (973-1177).

Le nom français de l'Autriche (Austria) n'est, comme on sait, que la transcription de l'allemand Œsterreich (royaume de l'est). Ce nom si célèbre dans l'histoire apparaît pour la première fois en 996, dans un document signé de l'empereur Othon III (*in regione vulgari nomine Ostirrichi*) [1]. La région à laquelle il s'applique fut érigée en marche après la destruction de l'empire des Avares; elle était administrée comme les autres marches dont l'organisation rentre dans l'histoire germanique. Au point de vue politique elle se divisait en deux margraviats (*mark graf*, comte

[1] On trouve aussi dans certains documents la traduction latine du mot Œsterreich : *Orientale regnum*, *orientalis provincia*.

de la frontière) : le margraviat de Frioul comprenant le Frioul proprement dit, la Pannonie inférieure au sud de la Drave, le pays des Carentins (Carinthie) l'Istrie, la Dalmatie continentale, — le littoral ayant été cédé à l'empereur de Constantinople; — et le margraviat de l'est comprenant la Pannonie inférieure au nord de la Drave, la Pannonie supérieure et l'Ostmark proprement dite. L'Ostmark elle-même comprenait à l'est de l'Enns le Traungau entièrement germanisé, et le Grunzvittigau. Au point de vue ecclésiastique, cette région se partageait entre les deux évêchés de Salzbourg et d'Aquilée. L'évêché de Salzbourg avait été fondé dès 710 par Saint-Emeran de Poitiers, celui d'Aquilée prétendait faire remonter ses origines jusqu'à l'apôtre saint Marc. La population se trouvait composée d'Allemands et de Slaves qui, sauf en Dalmatie, se laissèrent peu à peu assimiler par leurs voisins. L'histoire de ces contrées ne présente pas tout d'abord l'unité d'intérêt dynastique ou national qu'on rencontre chez les Hongrois et les Tchèques. Ce n'est qu'un lambeau de l'empire dont la vie propre offre peu de traits saillants. La Marche, incertaine dans ses frontières, n'a même point d'unité géographique. En 876, elle s'augmente de la Bavière; en 890, elle perd la Pannonie donnée au prince croate Bracislav en échange des secours qu'il a fournis contre les Magyars. En 937 elle est détruite et absorbée par les Hongrois qui étendent leurs frontières jusqu'à l'Enns. Après la bataille de Lechfeld ou d'Augsbourg (10 août 955), l'Allemagne et l'Italie furent désormais à l'abri des invasions hongroises. La marche de l'est fut reconstituée et confiée au margrave Burkhard, beau-frère de Henri de Bavière. Après lui, elle échut à Léopold de Babenberg (973); avec ce prince commence la dynastie des Babenberg, dynastie parallèle à celle des Přemyslides et des descendants d'Arpad.

Les Babenberg tirent leur nom du château de Babenberg construit par Henri margrave du Nordgau, en l'honneur de sa femme Baba, sœur d'Henri l'Oiseleur. Ce nom illustre se retrouve dans celui de la ville de Bamberg qui fait aujourd'hui partie de l'État de Bavière.

Léopold I[er] (973-994) était déjà comte du Donaugau (c'est le pays où s'élève Ratisbonne) et du Traungau; son père Berchtold était comte du Nordgau (pays au nord de Ratisbonne). Les chroniqueurs ont attaché à son nom l'épithète d'illustre. Sous son principat fut enlevée aux Hongrois la ville de Mœlk (située sur le Danube, en amont de Vienne) où résida son successeur Henri. D'après une tradition, Léopold aurait fondé dans cette ville un institut pour douze prêtres séculiers. Il périt à Wurzbourg de mort tragique, atteint par une flèche destinée à son neveu Henri de Schweinfurth qui avait fait aveugler un chevalier de cette ville. L'empereur Othon III investit du margraviat son fils aîné Henri I (994-1018) : bien que le margraviat ne fût pas de droit une charge héréditaire, il le devint bientôt de fait dans la famille des Babenberg : sans doute vu l'importance de la *marche*, les empereurs avaient voulu qu'une seule famille fût intéressée à la défense de ces régions toujours menacées. Les autres fils de Léopold ne furent pas moins bien partagés; l'un, Ernest, obtint le duché de Souabe, l'autre, Poppo, eut l'évêché récemment fondé de Bamberg et plus tard celui de Trieste. L'empereur Henri II accorda au margrave Henri de nombreux domaines héréditaires le long du Danube : la conversion des Hongrois au christianisme, en adoucissant les mœurs de ce peuple envahisseur, rendit plus facile la tâche des margraves. Cependant, Adalbert le Victorieux (1018-1056) eut encore à lutter contre eux; il dut son surnom aux succès qu'il obtint. Il agrandit la marche d'Autriche jusqu'aux rives de la Leitha. Il aida puissamment l'empereur contre la Hongrie et reçut en récompense de ses services de nouveaux domaines héréditaires dans l'intérieur du margraviat. L'Ostmark se trouva à peu près doublée sous le règne d'Adalbert, qui avait choisi la ville de Tulln (sur le Danube entre Mœlk et Vienne) pour sa résidence. Son fils, Ernest le Vaillant (1056-1075), affirma une fois de plus la fidélité des Babenberg à l'empire et à l'empereur; il périt en luttant contre les Saxons à la bataille de l'Unstrut (1075); Léopold le Beau (1075-1096), infidèle aux traditions de la

famille, prit parti dans la querelle des investitures pour le pape Grégoire VII contre l'empereur Henri IV ; vaincu d'abord par les forces impériales et réduit à la soumission, il embrassa la cause de l'anti-roi Hermann de Luxembourg. Henri IV accorda l'investiture de la marche d'Autriche au duc de Bohême, Vratislav, qui, du reste, ne réussit pas à en prendre possession ; malgré la défection de Léopold le Beau on trouve son fils Léopold III à la tête du margraviat (1096-1097). Léopold III, qui s'intitulait fièrement margrave d'Autriche par la grâce de Dieu, s'allia au roi des Romains Henri V, révolté contre son père. Henri V sut reconnaître ce précieux concours ; il donna en mariage au margrave sa sœur Agnès, veuve de Frédéric de Souabe ; cette union allia la maison d'Autriche à la future dynastie des Hohenstaufen. Agnès donna à son époux dix-huit enfants dont deux, Léopold et Henri, succédèrent à leur père. L'un de ces dix-huit enfants fut le célèbre annaliste Otto de Freisingen, qui fut évêque de cette ville. Les filles de Léopold II par leurs mariages allièrent la maison de Babenberg avec celles de Saxe-Thuringe, de Montferrat, avec les Piasts de Pologne et les Přemyslides de Bohême. Quand la dynastie salique s'éteignit dans la personne de Henri V, Léopold III fut proposé avec le duc Frédéric de Souabe et Lothaire de Saxe comme empereur d'Allemagne. Nouvelle preuve de l'importance qu'avait acquise la marche d'Autriche et la dynastie qui la gouvernait. Léopold se désista en faveur de Frédéric, mais les princes choisirent Lothaire de Saxe.

Au quinzième siècle Léopold fut canonisé par le pape Innocent VIII. Ses fondations pieuses devaient en effet lui assurer la reconnaissance de l'Église. Il etablit de nouveaux monastères, enrichit ceux qui existaient déjà : il donna Klosterneubourg aux Bénédictins, Heiligenkreuz aux Cisterciens ; Kremmünster et Saint Florian furent généreusement dotés. Il bâtit un château sur le Kahlenberg. A sa mort, l'empereur Lothaire accorda l'investiture à l'un de ses fils cadets Léopold IV (1136-1141) ; les mariages portaient bonheur aux Babenberg. Konrad de Franconie,

le beau-frère du margrave Léopold IV, devint empereur en 1138. On sait la lutte qui éclata entre la maison de Hohenstaufen et la puissante maison guelfe, représentée par Henri le Superbe, duc de Saxe et de Bavière. Henri succomba dans cette lutte inégale; il fut mis au ban de l'empire et, tandis que le duché de Saxe était adjugé à Albert l'Ours de Brandebourg, le duché de Bavière échut à Léopold IV (1138). Henri le Superbe mourut l'année suivante, laissant un fils en bas âge, celui qui devait être Henri le Lion; Welf, l'oncle du jeune orphelin, revendiqua l'héritage dont l'empire prétendait le dépouiller et marcha contre Léopold pour lui arracher la Bavière. Mais il fut défait par Conrad à la bataille de Weinsberg (1140): Léopold mourut peu de temps après cette victoire et eut pour successeur dans le duché de Bavière comme dans la marche d'Autriche son frère Henri II, surnommé Iasomirgott (Iach so mir gott helfe[1], était son proverbe favori), le premier duc héréditaire d'Autriche.

Henri II Iasomirgott (1141-1177) trouva un moyen ingénieux pour s'assurer la possession de cette Bavière qu'on avait disputée à son frère; il épousa la veuve de celui qu'on avait dépouillé au profit des Babenberg, la veuve d'Henri le Superbe, Gertrude. Il obtint d'elle qu'elle fît renoncer son fils Henri le Lion à ses droits sur la Bavière. Mais, après la mort de sa mère, Henri le Lion déclara nulle et non avenue la renonciation qu'on avait arrachée à son inexpérience. D'ailleurs, le mariage que la politique seule avait inspiré, ne tarda pas à être rompu. Plus tard Henri Iasomirgott, partit pour la croisade et épousa à Constantinople la fille de l'empereur byzantin Théodore Comnène. L'empereur Frédéric I[er] de Souabe, également rattaché par des alliances de famille aux Guelfes et aux Babenberg, n'osa ou ne voulut pas trancher lui-même le conflit des deux familles. Il laissa les princes allemands maîtres d'en décider. La diète déclara que la Bavière serait rendue à Henri le Lion. (1156) Henri Iasomirgott se décida à la

1. Ainsi Dieu me soit en aide. »

restitution, grâce surtout aux habiles négociations de son parent Otto de Freisingen. Mais il ne perdit rien à cet acte de désintéressement peu volontaire. En échange de son désistement, il se fit accorder par l'empereur de larges dédommagements.

L'Autriche, augmentée de la majeure partie des pays compris entre l'Enns et l'Inn, fut soustraite à la suzeraineté bavaroise, suzeraineté d'ailleurs plus nominale que réelle et érigée en duché particulier. Un privilége impérial du 21 septembre 1156 déclarait le nouveau duché héréditaire, même dans la ligne féminine, et autorisait les ducs à n'assister qu'aux diètes qui se tiendraient sur le territoire bavarois; ils pouvaient également, pour le cas où leur dynastie serait exposée à s'éteindre, proposer un successeur (*jus affectandi*). Ce privilége a reçu le nom de *privilegium minus* par rapport à un autre document apocryphe, le *privilegium majus*, qui fut fabriqué au quatorzième siècle et dont il sera question plus loin.

Henri II fut un des fondateurs de Vienne, où Frédéric Ier établit plus tard sa résidence : il y construisit un château-fort et appela pour civiliser les pays environnants des moines écossais, alors fort répandus en Allemagne.

Léopold VI (1198-1230); Frédéric le Batailleur (1230-1246); acquisition de la Styrie et d'une partie de la Carniole.

Léopold V, dit le Vertueux, succéda en 1177 à Henri Iasomirgott. Sous son règne, le duché d'Autriche s'accrut d'une acquisition importante, la Styrie. Cette province, peuplée de Slovènes et d'Allemands, doit son nom au château de Steier, bâti en 980 par Otokar III, comte du Traungau. En 1056, elle fut érigée en margraviat et agrandie vers 1150 des comtés de Maribor (Marbourg) et de Cilly. Otokar VI, de Styrie (1164-1192), obtint, en échange des services qu'il avait rendus à l'empereur contre Henri le Lion, le titre de duc et l'hérédité (1180).

Cette franchise impériale vint juste à point pour la maison d'Autriche : Otokar VI, sans enfants, institua Léopold V pour son héritier. En 1192, la Styrie fut pour jamais annexée à l'Autriche. L'empereur Henri VI ratifia à Worms cette annexion.

Léopold V est peut-être le premier prince autrichien dont le nom ait retenti jusqu'en Occident. Il prit part à la troisième croisade et se trouva ainsi en rapport avec la plupart des princes catholiques. Dès 1182, il avait visité la Terre-Sainte en pèlerin. En 1191, il rencontra Philippe Auguste et Richard Cœur-de-Lion. Au siége, de Saint-Jean d'Acre, il se querella avec le fougueux prince d'Angleterre. Il revint dans ses états en 1192. Peu de temps après, Richard Cœur-de-Lion, surpris par une tempête entre Venise et Aquilée, entreprit de traverser incognito l'Europe pour regagner son royaume. Léopold, informé de sa présence dans ses états, ne négligea point l'occasion qui s'offrait de tirer vengeance d'un rival détesté. Il le fit arrêter et enfermer au château de Dürrenstein, près de Krems, sur le Danube. Puis il vendit son prisonnier pour une somme de vingt mille marcs à l'empereur d'Allemagne Henri VI. Il avait, en outre, arraché au prince captif la promesse d'un mariage entre les maisons de Babenberg et de Plantagenet. Cette conduite peu généreuse justifie mal le titre de vertueux qui est resté attaché à son nom.

Le successeur de Léopold V, Frédéric I[er], eut comme son père l'enthousiasme des croisades; il alla guerroyer en Palestine et n'en revint que pour mourir (1198). Il avait confié la régence de ses états à son frère Léopold, déjà investi par leur père du duché de Styrie. Léopold VI (1198-1230) a reçu le surnom de Glorieux. A l'extérieur, il joua un rôle important dans les affaires de l'Allemagne; il s'attacha au parti de Philippe de Hohenstaufen et l'aida à vaincre l'anti-roi Othon IV, qui fut reconnu par le pape Innocent III. Après la mort de Philippe, Léopold VI ménagea habilement son rival et sut se dérober à temps quand Frédéric II fut appelé à l'empire. Une croisade en Espagne lui fournit un heureux prétexte pour s'absen-

ter; il arriva trop tard dans ce pays, et rencontra à Calatrava les rois de Castille, d'Aragon et de Navarre, vainqueurs des Maures à la bataille de Tolosa. En 1217, il reprit la croix et partit pour la Palestine; il avait pour frère d'armes dans cette expédition le roi André II de Hongrie. Il prit une part brillante à l'expédition dirigée contre Damiette. L'empereur Frédéric II ne négligea rien pour s'assurer la fidélité d'un aussi puissant vassal et d'un si vaillant chevalier. A la mort de l'archevêque de Cologne, Léopold VI fut nommé *Reichsverweser* ou vicaire de l'empire. Son fils Henri épousa la fille de Frédéric II. Cette alliance impériale et l'importance que Léopold VI avait acquise dans la chrétienté lui permirent de jouer le rôle de médiateur dans les luttes entre Frédéric et le pape Honorius III. En 1229 il entreprit dans ce but un voyage en Italie et fut avec le patriarche d'Aquilée et l'archevêque de Salzbourg un des promoteurs de l'accord intervenu, à San Germano, entre l'empereur et le pontife. Il ne survécut pas à ce pacifique triomphe; il mourut à San Germano et fut enterré au Mont-Cassin (1230).

A l'intérieur, Léopold s'appliqua spécialement à développer le commerce et l'industrie; il donna à la ville de Vienne le stapelrecht (droit d'entrepôt) et fit au commerce de cette ville une avance de trente mille marks d'argent, pour aider au développement de ses entreprises; il l'embellit d'édifices nouveaux et y bâtit la *neue Burg;* il fortifia les frontières et établit de pieuses fondations. Il attira les minnesingers à sa cour. Enns, Krems, Vienne, reçurent de lui des constitutions municipales. Le soin des intérêts de l'État n'empêcha pas Léopold de songer à ceux de son domaine privé; il l'agrandit par l'acquisition de différents biens allodiaux situés dans l'intérieur de son duché; il acheta en outre de l'évêque Gerald de Freisingen des biens en Carniole; cette acquisition prépara l'annexion future de la Carniole à l'Autriche. Les revenus de l'État sous son règne s'élevèrent à environ 60 000 marcs d'argent.

Léopold le Glorieux eut pour successeur son fils Frédéric, surnommé le Batailleur (1230-1246). Le règne assez

court de ce prince fut en effet une série incessante de luttes contre ses voisins. Il guerroya contre la Hongrie et contre la Bohême avec l'empereur Frédéric II. Il n'hésita pas à secourir les villes lombardes liguées contre Frédéric II et à soutenir contre lui le roi des Romains Henri VII, qui avait épousé sa sœur Marguerite. Léopold semblait viser à une complète indépendance. L'empereur le mit au ban de l'empire, déchaîna contre lui la Bohême, la Bavière, le Brandebourg, la Hongrie. Le célèbre chancelier Pierre des Vignes fut chargé de rédiger contre le Batailleur un pamphlet impitoyable où il le représente comme un membre infidèle de l'empire, un monstre d'immoralité qui a poussé à bout la clémence impériale. Plusieurs princes allemands marchèrent contre lui; le pays de l'Enns supérieur jusqu'à Linz tomba aux mains du grand-duc Otto de Bavière; l'empereur déclara Vienne ville impériale et chargea un lieutenant impérial d'administrer les parties conquises de l'Autriche; mais le Batailleur se défendit énergiquement; il finit par reconquérir une partie de ses possessions et se réconcilia avec l'empereur (1240). Frédéric annula le privilége de la ville de Vienne, et à la diète de Vérone (1245), l'empereur confirma solennellement les priviléges concédés en 1156. Ainsi les révoltes même de l'Autriche contre l'empire tournaient à son profit; les malheurs qui fondaient sur les états voisins lui profitaient également. Les Mongols avaient envahi la Hongrie; le roi Bela invoquait le secours de l'Autriche, et pour l'indemniser donnait en gage à Frédéric le Batailleur trois de ses comitats. Frédéric, aussi peu généreux vis-à-vis de Bela que son prédécesseur l'avait été vis-à-vis de Richard Cœur-de-Lion, prétendit les garder à tout jamais, et entra en guerre avec la Hongrie. Il périt le 15 juin 1246, sur les bords de la Leitha, tué, suivant les uns, par les Hongrois, suivant les autres, par un des siens. Même parmi ses sujets, il avait soulevé des haines nombreuses. « C'était, dit un chroniqueur, un homme sévère, cruel dans ses jugements, héroïque dans les combats, avide et rapace. Il avait inspiré la terreur à ses amis et à ses voisins; per-

sonne ne l'aimait; tous le redoutaient. » Ulrich de Liechtenstein, le poëte chevaleresque de la Styrie, est plus indulgent pour sa mémoire : « Il est mort... Il a laissé après lui une grande misère en Styrie et en Autriche... Maint est devenu pauvre qui était riche auparavant... Son âme doit être au ciel, car il était bon pour les braves. » Avec lui s'éteignit la dynastie des Babenberg (1246). Ils reposent dans l'église de la petite ville de Mœlk depuis longtemps éclipsée par les splendeurs de Vienne.

Les Institutions de l'Autriche sous les Babenberg; la Landeshoheit; les villes; la littérature.

L'hérédité conférée aux margraves et plus tard aux ducs, l'affaiblissement de l'autorité impériale dans les luttes contre la papauté, eurent également pour résultat de développer l'autorité immédiate des princes sur les pays qui leur étaient confiés. Les corporations religieuses ou laïques, les monastères, les villes et les bourgeois furent peu à peu soustraits à la dépendance de l'empire et placés sous celle des princes. C'est ce que les historiens allemands appellent la *Landeshoheit* (souveraineté du pays.) C'est spécialement dans l'Allemagne du sud que se développe cet esprit de particularisme local. Le duc de Styrie, Otokar, s'appelle dès 1184 *Landesherr* (seigneur du pays); l'annexion de la Styrie à l'Autriche contribue encore à développer ces idées d'autonomie.

Avec le développement de la *Landeshoheit*, l'ancienne noblesse décline; une nouvelle s'éleva, celle des *ministeriales;* noblesse locale composée de ceux qui sont auprès du prince, et qui lui rendent des services immédiats. Peu à peu la différence entre les deux noblesses devenues également dépendantes du prince disparaît. La Styrie donne à ce point de vue l'exemple à l'Autriche : les ducs d'Autriche promettent aux *ministeriales* de Styrie d'observer les priviléges qu'ils tiennent de leurs princes antérieurs.

Au point de vue de la loi municipale, la Styrie précéda

encore l'Autriche. En 1212, la ville d'Enns obtient de l'empereur un *stadtrecht*, dont elle garde encore aujourd'hui le texte dans ses archives. D'après ce droit, le seigneur du pays est l'archiduc; il se réserve le châtiment de certains délits spécifiés; sa volonté fait loi. La juridiction inférieure est exercée par le *juge de la ville* aidé d'un *nachrichter* et des *schergen* (sbires), qui reçoivent une indemnité. Le *stadtrecht* est spécialement un code de droit criminel, où domine le principe du talion ou wehrgeld. Dans les cas de compensation pécuniaire, un tiers est alloué au juge. Les épreuves judiciaires et le jugement de Dieu sont pratiqués. En matière d'hérédité, la femme et l'enfant ou les plus proches parents héritent s'ils résident sur le territoire du duché; ceux qui vivent au dehors n'ont droit qu'à la moitié. L'étranger qui meurt dans le pays dispose librement de son bien; s'il n'en a pas disposé il reste pendant un an et un jour à la disposition des héritiers. Si personne ne se présente, le duc hérite. Six bourgeois d'élite forment une sorte de conseil municipal; ils sont chargés de surveiller les marchés et de défendre les intérêts de la ville. On connaît l'adage juridique anglais: *My house is my castle.* Le privilége urbain constate presque dans les mêmes termes l'inviolabilité du domicile: Nous voulons que pour chaque citoyen, sa maison soit une forteresse (pro munitione), pour lui, ses commensaux, et quiconque entre dans sa maison. Toute violation du foyer est punie par une amende de cinq talents ou la perte de la main. Les bourgeois ont le droit d'avoir des chevaux pour leurs plaisirs et leurs besoins.

Ce statut servit de modèle à Léopold VI pour celui de Vienne (1221), qui n'en est que le développement. Ainsi, aux dispositions concernant l'inviolabilité du domicile, il est ajouté que personne ne peut entrer avec un arc ou avec un carquois. Défense de circuler dans la ville avec un poignard à la ceinture, sous peine d'un talent d'amende, plus la confiscation de l'arme. Celui qui cache l'arme dans sa botte paiera dix talents ou perdra la main. Les citoyens notables de chaque quartier sont chargés de surveiller les

transactions qui dépassent la valeur de deux talents. On a remarqué qu'il existe entre le droit municipal des Babenberg et celui des villes flamandes ou picardes (Gand, Bruges, Ypres, Arras, Furnes, Laon) de frappantes analogies. Ces analogies s'expliqueraient par le commerce considérable des Flamands avec les régions du Danube, notamment avec la Hongrie. Des négociants flamands résidaient à Vienne, et l'on voit leur communauté obtenir dans cette ville, dès 1208, des priviléges spéciaux. D'autres villes encore ont des statuts municipaux qu'il serait trop long d'étudier ici. A côté de la législation municipale, il faut signaler celle des Juifs ; elle est singulièrement libérale pour le temps ; dès 1200, ils ont leur synagogue à Vienne; des Juifs sont chargés de la fabrication des monnaies, avec le titre de comtes de la Chambre. Certaines dispositions sont d'une remarquable tolérance, surtout si l'on songe aux préjugés du moyen-âge; si un objet volé est trouvé chez un Juif, il lui suffit de jurer qu'il l'a acheté ; il n'a qu'à rendre l'objet au prix coûtant. La législation des Juifs en Autriche a servi de modèle à celles de la Hongrie, de la Pologne, de la Bohême et de la Thuringe.

A l'ombre d'une législation pacifique, le commerce et l'industrie se développent, grâce surtout à l'heureuse situation du pays, assis sur la frontière de l'Allemagne, de la Bohême et de la Hongrie, et à la navigation du Danube. Une chronique rimée célèbre avec enthousiasme la splendeur, la prospérité de l'Autriche : « Cette contrée a de tout en abondance : bétail, vins, blés et autres fruits. — Tout ce qu'il faut pour nourrir l'homme. — Gibier, poisson, pain excellent. — Le Danube à l'onde claire embellit le paysage. — Aux villes, aux bourgs et aux villages, il apporte tout le nécessaire, sans relâche nuit et jour. » — Cette terre joyeuse et féconde est pour ainsi dire l'Italie de l'Allemagne.

La Styrie était de bonne heure en relations commerciales avec l'Italie. Pour faciliter ce commerce, Léopold fit bâtir un pont de pierre sur la Save, à l'endroit appelé aujourd'hui Steinbrück. Le commerce était loin d'ailleurs

d'avoir toutes les commodités ; ainsi Gratz avait le droit d'entrepôt ; elle obligeait toutes les marchandises étrangères à être pesées sur les balances municipales et voiturées sur les fourgons de la ville. Plus rigoureux encore était dans certaines villes le *stapelrecht*. Les marchandises qui passaient à Bruck-sur-la Mur devaient être exposées sur la place publique et mises à l'enchère ; elles ne continuaient leur route que si elles n'avaient pas trouvé d'acheteurs parmi les bourgeois de la ville.

Sur la route de Ratisbonne à Vienne, Enns était la grande cité commerciale. C'est là qu'était le grand entrepôt des négociants d'Augsbourg, qui allaient chercher les fourrures du Nord à la foire de Kiev, et importaient en Russie les denrées de l'Occident. Sur cette route, on cite encore Medlich, Saint-Pœlten, Tulnn, Stein, Mauthausen. Elle est suivie par les négociants de Bourgogne, de Lorraine, de Cologne, de Maëstricht; d'autre part, les étoffes tissées de l'Orient, les fourrures de Hongrie, les soieries de Venise la remontent. Les transactions s'accomplissaient moitié en argent, moitié par échange. Les monnaies des Babenberg étaient frappées à Vienne et à Neustadt; elles sont fort rares. La richesse du pays était grande pour le temps, et les mœurs s'adoucissaient en raison du bien-être. Les monastères fournissent de nombreux chroniqueurs et ouvrent des écoles. Le théâtre paraît avoir été inconnu; on ne rencontre qu'un mystère de Pâques, (Osterspiel) joué au monastère de Saint-Florian. En revanche la poésie fut cultivée avec passion à la cour des Babenberg : Léopold VII d'après la tradition, aurait été poëte ; Frédéric le Batailleur écrit des chansons d'amour. Trois des plus célèbres *minnesinger* : Reinar de Haguenau, Walter von der Vogelweide et Reinar de Zweter vécurent une partie de leur vie à la cour des Babenberg. Walter appelle l'Autriche sa seconde patrie : « C'est là, dit-il, qu'il a appris à chanter et à conter. » Il célèbre à plusieurs reprises Léopold VI et Frédéric le Batailleur. Tanhuser fait l'éloge de Frédéric II pendant sa vie et le pleure après sa mort. Avec lui, dit-il, toute joie est morte.

Un autre poëte, Nidhart de Reuenthal, le Bavarois, vint vivre en Autriche, et décrit plaisamment dans ses œuvres les danses et les jeux rustiques.

Mais ce n'est pas seulement en Autriche que fleurit le minnesang. On le retrouve en Styrie : là nous rencontrons les minnesinger Rudolf von Stadek et Ulrich von Lichtenstein, dont on montre encore le château sur les bords de la Mur. Il était truchsess (échanson), du duc Frédéric; ce singulier chanteur des sentiments les plus délicats et de la galanterie la plus raffinée ne savait ni lire ni écrire; il fut le héros des aventures les plus romanesques.

A la fameuse lutte poétique de la Wartbourg, à la cour du landgrave de Thuringe, les sept meistersinger du temps célèbrent à l'envi leurs maîtres. L'un d'entre eux compare le duc d'Autriche à un brillant soleil. Ainsi, entre la Bohême slave et la Hongrie magyare, les princes de Babenberg font pénétrer et fleurir la littérature germanique, et les poëtes reconnaissants chantent la gloire de leur maison.

CHAPITRE IX.

LE GROUPE AUTRICHIEN SOUS LES PREMIERS HABSBOURGS (1273-1493).

Rodolphe Ier (1273-1298) investit ses fils de l'Autriche et de la Styrie; Frédéric le Beau (1330-1358); acquisition de la Carinthie; Rodolphe IV (1358-1365); le privilegium majus; acquisition du Tirol (1363). — L'Autriche démembrée (1379); la branche Albertine et la branche Léopoldine (1379-1459). — Fréderic IV à la bourse vide (1406-1439); Frédéric V, empereur d'Allemagne (1440-1493).

Rodolphe I (1273-1298) investit ses fils de l'Autriche et de la Styrie; Frédéric le Beau (1330-1358); acquisition de la Carinthie.

Les années comprises entre la fin du dernier Babenberg et l'avénement du premier Habsbourg en Autriche, forment ce que les historiens appellent l'interrègne autrichien. On a vu dans l'histoire de la Bohême quelle fut la destinée de l'héritage des Babenberg, rattaché pour un moment au royaume de saint Vacslav; trente ans après la mort de Frédéric le Batailleur, il tomba aux mains de la dynastie qui l'occupe encore aujourd'hui. Les origines de cette dynastie ont plus d'une fois tourmenté l'imagination féconde des généalogistes. Les uns l'ont rattachée aux Mérovingiens, d'autres aux Carolingiens, d'autres au duc d'Allemanie Ethico, qui aurait été la souche commune des maisons de Habsbourg, de Lorraine et de Bade. Ce qu'il y a de certain, c'est que la famille des Habsbourgs, est d'origine allemanique. C'est en Alsace, en Suisse et en Souabe, qu'on trouve ses premiers domaines ; elle doit

son nom au château de Habsbourg, que Werner évêque de Strasbourg fit élever en l'an 1027 sur les hauteurs de Windisch, près la rivière d'Aar (dans le canton actuel d'Argovie). Ce château de Habsbourg (Habichtsbourg, le château des vautours), dont les ruines existent encore, est mentionné pour la première fois dans un document de l'année 1099.

Ce n'est pas ici le lieu de raconter le rôle de Rodolphe I comme empereur. Nous avons raconté plus haut dans l'histoire de la Bohême comment il conquit les pays autrichiens. Ses exploits et ses triomphes avaient répandu au loin le prestige de son nom : « Seigneur Dieu, s'écriait un contemporain, tiens-toi bien sur ton trône : sinon ce Rodolphe te renversera aussi. » Une fois établi sur le Danube, il tenait en échec la Bohême et la Hongrie, et surveillait leur politique bien mieux que les empereurs établis sur le Rhin. Mais l'empire était électif et Rodolphe n'était pas certain qu'il resterait dans sa famille ; il fallait donc assurer ces nouvelles conquêtes à ses enfants. Rodolphe en fit sanctionner la possession par les électeurs des pays autrichiens. En 1282 à Augsbourg, il investit solennellement ses deux fils Albert et Rodolphe, de l'Autriche, de la Styrie et de la Carniole. La Carinthie, fut quelques années plus tard (1286) adjugée au comte Meinhard de Tirol, pour l'indemniser du concours qu'il avait prêté à Rodolphe dans sa lutte contre le roi Přemysl Otokar. Les états d'Autriche et de Styrie, se montrèrent assez mécontents de leur nouveau maître. Les conseillers souabes qui accompagnaient Albert, étaient fort malvenus ; une révolution éclata en Autriche ; Vienne que Rodolphe avait immédiatisée dans sa lutte contre Otokar, résista et ne fut soumise que par la force. Rodolphe de Habsbourg, mourut le 15 juillet 1291. Son fils et héritier, Albert, ne devint empereur que sept ans plus tard. Après le meurtre du dernier Přemyslisde à Olomouc (Olmütz), il réussit à faire donner la couronne de Bohême à son fils Rodolphe qui ne la garda pas longtemps. La maison de Habsbourg, ne devait entrer que deux siècles plus tard en possession du royaume de saint Vacslav.

Nous ne suivrons pas ici les destinées des domaines de Suisse, de Souabe ou d'Alsace. Elles se rattachent à l'histoire de l'Allemagne. En Autriche, Albert eut à lutter non-seulement contre Vienne, mais encore contre l'archevêque de Salzbourg. Il fut assassiné en Suisse, par Jean le Parricide (1308). Son fils Frédéric le Beau (1308-1330) tenta vainement d'obtenir la couronne impériale. Elle passa ainsi que la Bohême à la maison de Luxembourg. Henri VII devint empereur d'Allemagne, et Jean, roi de Bohême. Cependant à la mort d'Henri VII (1313), le roi Jean était trop jeune pour l'empire : le parti de Luxemboug proposa comme candidat le duc Louis de Bavière, tandis que le parti autrichien élisait le duc Frédéric ; une guerre de huit années se termina par la défaite de Frédéric à la bataille de Muhldorf (1322). Fait prisonnier, il n'obtint la liberté qu'à la condition de renoncer à l'empire ; plus tard un accord fut conclus entre les deux rivaux et leur assura le *condominium*. Frédéric porta le titre de roi des Romains; mais, il n'en exerça guère les fonctions. Il mourut en 1330. Ses deux frères, Albert dit le Sage ou le Boîteux, et Otto le Joyeux, menacèrent l'empereur Louis de Bavière de reprendre la lutte à laquelle leur aîné avait dû renoncer; ils s'allièrent avec le roi Jean de Bohême ; mais l'ambition de ce prince, en faisait pour eux un rival plutôt qu'un allié utile; Jean avait marié son second fils Jean-Henri, âgé de huit ans, à la fille du duc de Tirol et de Carinthie, la célèbre Marguerite Maultasche (à la grande bouche), alors âgée de douze ans. Il espérait, en réunissant ces deux provinces à la Bohême, renouveler la puissance de Přemysl Otokar, tenir l'empire en échec et annuler l'Autriche.

Le sentiment du danger commun réunit l'empereur et les princes autrichiens. Par le traité d'Haguenau (1330), il fut stipulé qu'après la mort du duc Henri, qui n'avait point d'héritier mâle, la Carinthie appartiendrait à l'Autriche et le Tirol à l'empereur. A la mort de ce prince (1335), l'empereur Louis de Bavière déclara Marguerite Maultasche déchue du droit de succession, et adjugea les deux provinces aux princes autrichiens, sauf quelques parties

du Tirol dévolues à la maison de Wittelsbach. Mais il ne put disposer que de la Carinthie ; la noblesse tirolienne, se déclara pour la princesse Marguerite, qui, soutenue par son beau-père Jean de Bohême, resta en possession de cette partie de son héritage. Le Tirol offrait dès lors un exemple de cette loyauté qui l'a rendu célèbre[1].

Cependant, la Carinthie fut bientôt disputée à l'Autriche; Marguerite, divorça avec son trop jeune époux pour cause d'impuissance (1342) et épousa en secondes noces le fils de l'empereur Louis de Bavière. L'empereur prétendit donner à son fils l'investiture, non-seulement du Tirol, mais encore de la Carinthie. L'intérêt commun réunit de nouveau les maisons de Habsbourg et de Luxembourg. Ainsi à cette époque, la Bohême et l'Autriche, sont dans un mouvement d'oscillation perpétuelle, sans cesse occupées à se faire contre-poids et à maintenir un équilibre toujours instable. Charles IV, roi de Bohême, une fois investi de la couronne impériale consentit à laisser la Carinthie à l'Autriche. Albert lui fit hommage et fut d'autant plus heureux de vivre en paix avec l'empire que ses démêlés avec la Suisse réclamaient toute son attention. (Défaite de Nœfels, 1352.)

Il n'agrandit pas seulement l'Autriche : sa politique intérieure fut des plus habiles, sa bonne administration lui mérita le surnom de Sage. Il donna à la ville de Vienne un nouveau Stadtrecht (droit municipal); Klagenfurth, la capitale de la Carinthie en reçut un également. Il supprima le duel judiciaire en Carinthie. Les chroniques attestent sa popularité. D'après un récit du quinzième siècle, un

[1] Le Tirol divisé en une foule d'États séculiers ou ecclésiastiques, s'était de bonne heure affranchi de la suzeraineté de la Bavière ; les principaux dynastes étaient les comtes de l'Adige ou du Tirol, et les comtes d'Andechs, qui obtinrent sous Frédéric Ier le titre ducal et prirent celui de ducs de Meran. Leur race s'éteignit en 1248, et leurs domaines furent réunis à ceux des comtes du Tirol, qui possédèrent ainsi la plus grande partie du pays compris entre l'Inn et l'Adige. Le Tirol doit son nom au château de Tirol qui s'élevait sur l'emplacement de la station romaine de Teriolis, non loin de Meran, sur le cours supérieur de l'Adige.

jour qu'il donnait audience à ses sujets, un pauvre paysan entra dans la salle et resta les yeux fixés sur le prince. Albert, pensant avoir affaire à quelque solliciteur, l'invita à s'approcher et à présenter sa supplique. — « Seigneur, répliqua le paysan, je ne demande qu'à vous voir et à savoir si vous vous portez bien. » Quelques années avant sa mort, il publia un *réglement domestique* où il exhortait ses fils « à régner ensemble dans l'amour et la vertu, en s'honorant les uns les autres, sans que l'aîné réclamât sur ses cadets aucun privilége. » Il mourut le 20 juillet 1358, à l'âge de soixante-neuf ans. « C'était, dit un contemporain, un homme aimé de Dieu, honoré en beaucoup de contrées, un père bienfaisant pour beaucoup de rois et de princes. »

Rodolphe IV (1358-1365); le privilegium majus; acquisition du Tirol (1363).

Conformément au vœu paternel, les quatre fils d'Albert régnèrent après lui; mais ce fut l'aîné, Rodolphe IV, qui exerça l'autorité au nom de tous (1358-1365). Quatre surnoms sont restés attachés à la mémoire de ce prince : on l'a appelé tour à tour le Silencieux, le Magnifique, le Lettré, le Fondateur. « Ils caractérisent tous, dit M. Krones, l'une de ses qualités. Il savait garder le mystère le plus profond sur ses projets ; il s'environnait d'une cour pompeuse, aimait les titres brillants, non point par une vanité enfantine, mais parce qu'il savait l'importance que le monde attache aux choses extérieures; il rivalisait en tout avec son beau-père Charles IV, notamment en ce qui concerne les fondations en faveur de l'église, de la science et des arts; il était versé dans la science des archives, si rare parmi ses contemporains. On assure même qu'il connaissait une écriture secrète (sans doute l'art d'écrire en chiffres). » Il n'avait que dix-neuf ans lors de son avénement; il avait épousé une fille de l'empereur Charles IV. Ce souverain, malgré cette alliance de famille, n'avait pas dans la Bulle d'or fait à la maison d'Autriche la place que

semblait lui assurer son importance territoriale et la renommée de ses princes. Les ducs d'Autriche n'avaient point été admis dans le collége électoral du saint Empire. Cependant leurs possessions éparses s'étendaient des bords de la Leitha à ceux du Rhin. Trois d'entre eux avaient occupé la première place de l'empire; ils étaient pourtant exclus de ses conseils; la maison de Luxembourg rejetait dans l'ombre son antique rivale. La prospérité que la Bohême avait acquise sous Charles IV était d'ailleurs pour l'Autriche un objet d'envie. Pour relever l'éclat de sa maison, Rodolphe ou sa chancellerie eut recours au moyen si souvent employé dans ce temps-là par les princes, par les corporations religieuses et même par le Saint-Siége. On imagina, pour faire contrepoids à la Bulle d'or, toute une série de faux priviléges, lesquels auraient été accordés à la maison d'Autriche par divers rois et empereurs, et qui assuraient aux princes d'Autriche une situation tout-à-fait indépendante de l'empire et de l'empereur. D'après ces documents, notamment d'après le fameux *Privilegium majus*, le duc d'Autriche n'est tenu à aucune obligation envers l'empire, qui lui doit protection; il n'est astreint qu'à fournir douze guerriers en cas d'expédition contre la Hongrie; il figure aux diètes avec le titre d'archiduc et comme le premier des électeurs. Il peut disposer de ses états comme il l'entend, même sans consulter l'empereur. Il ne va point chercher l'investiture au dehors, mais la prend chez lui à cheval. L'empire ne peut posséder aucun fief dans ses domaines. Tous ces priviléges s'appliquent aux biens présents et à venir de la maison d'Autriche. Rodolphe fit semblant d'avoir découvert ces documents et en demanda la confirmation à Charles IV, qui la refusa.

Néanmoins, en se fondant sur ces priviléges mensongers, il prit le titre d'archiduc palatin, et même les insignes royaux, sans en avoir demandé l'autorisation à l'empereur.

Ces prétentions ne pouvaient qu'irriter Charles IV; il fit valoir à son tour celles qu'il tenait de l'héritage de Přemysl Otokar II; il réclama l'Autriche, la Styrie, la Carin-

thie et la Carniole. Toutefois ces revendications purement théoriques ne furent point soutenues par la force. La médiation du roi de Hongrie, Louis le Grand, amena entre les deux maisons un traité qui satisfaisait pour l'avenir l'ambition des Habsbourgs (1364). Par ce traité les maisons de Habsbourg-Autriche et de Luxembourg-Bohême se garantissaient mutuellement leur héritage au cas où l'une des deux viendrait à s'éteindre. Les états de Bohême et d'Autriche ratifièrent également cette convention. Un pacte analogue fut conclu entre l'Autriche et la Hongrie. Ici se dessinent, nettement tracés pour la première fois, les cadres du futur état autrichien. Rodolphe IV ne devait pas recueillir par lui-même les fruits de ces patientes et ingénieuses négociations; il n'ajouta à ses territoires qu'une seule possession nouvelle, le Tirol. Marguerite Maultasche avait marié son fils Meinhard avec la fille d'Albert le Sage, en déclarant que, à défaut d'héritier masculin, le Tirol ferait retour à la maison d'Autriche. C'est ce qui arriva en 1363. Rodolphe se rendit immédiatement à Botzen et y reçut l'hommage des états tiroliens.

Pour assurer sa maison contre les caprices possibles de Marguerite Maultasche, il décida cette princesse à prendre sa résidence à Vienne. L'acquisition du Tirol était fort importante pour la maison de Habsbourg. Il mettait en communication l'Autriche proprement dite avec les anciennes possessions d'Allemagne et de Suisse, et lui ouvrait la route de l'Italie. Marguerite Maultasche mourut à Vienne en 1369. La mémoire de cette princesse remuante et dissolue est encore vivante chez les Tiroliens (Femina inexhaustæ libidinis et audax, dit un contemporain). C'est une des figures curieuses du moyen âge. Elle joue dans la tradition populaire un rôle analogue à celui de Marguerite de Bourgogne. Aujourd'hui encore, durant les nuits des Quatre-Temps, le paysan tirolien croit apercevoir, dans les ruines du château de Neuhaus, le fantôme de la *bœse Gret*, de la méchante et voluptueuse princesse.

Le règne de Rodolphe IV fut court, mais bien rempli (1358-1365); il semble avoir voulu rivaliser en tout avec

son beau-père Charles IV. Il se plaisait à dire qu'il voulait être dans ses états pape, empereur, évêque et doyen. Son administration fut aussi habile que sa politique extérieure. Il avait falsifié les textes; du moins il ne falsifia pas les monnaies, et négligea cette ressource financière trop usitée au moyen âge; il établit un impôt sur les boissons, développa le commerce et l'industrie. A Vienne, il posa le 7 avril 1356 les fondements de la cathédrale de Saint-Etienne, l'un des chefs-d'œuvres de l'art gothique en Allemagne. Charles IV avait créé l'université de Prague; Rodolphe institua l'université de Vienne sur le modèle de celle de Paris et la dota de riches biens et de nombreux privilèges. Cette université était divisée en quatre nations : autrichienne, rhénane, hongroise et saxonne. Elle eut dès le début des maîtres renommés, notamment les théologiens Henri de Langenstein et Henri d'Aoyta. Rodolphe IV mourut à Milan, où il venait de marier son jeune frère Léopold à la sœur de Barnabé Visconti, en 1365, après un règne de sept ans, l'un des plus courts, mais l'un des mieux remplis de sa dynastie. « On a dit de lui avec raison que s'il avait vécu plus longemps, ses talents et son ambition auraient ruiné la maison d'Autriche ou l'auraient élevée au plus haut degré de puissance. » (Coxe). Il avait, par une convention d'héritage avec le comte Albert de Gorica, préparé l'annexion des possessions de cette famille, dans la Carniole et la marche des Wendes.

Rodolphe IV ne laissait pas d'enfants. Ses deux frères Albert à la Tresse et Léopold III dit le Pieux lui succédèrent. D'humeurs trop diverses pour pouvoir régner ensemble, ils rompirent avec les traditions et les institutions de leur dynastie et se partagèrent les états héréditaires (1379). Albert garda l'Autriche et laissa à son frère Léopold la Styrie, la Carinthie, le Tirol et les possessions antérieures de Souabe et d'Alsace. L'empereur Charles IV ratifia volontiers ce partage qui ne pouvait qu'affaiblir une puissance redoutable. « Nous avons, disait-il, longtemps travaillé à humilier la maison d'Autriche, et voici maintenant qu'elle s'abaisse elle-même. »

L'Autriche démembrée (1379); la branche Albertine et la branche Léopoldine (1379-1457).

Le règne du premier prince de la branche Albertine n'offre rien de remarquable. Son fils, Albert IV (1395-1404), se vit, malgré l'accord intervenu, réclamer par son cousin Wilhelm, fils aîné de Léopold III, l'administration de tous les domaines de la maison. Après de longues luttes, un nouveau pacte fut conclu entre les deux cousins; Albert IV garda l'Autriche et même la Carniole, et reconnut Wilhem comme co-régent. Sous son règne, la secte des Vaudois acquit en Autriche un développement considérable; il prit contre elle des mesures énergiques. D'une piété profonde, il séjournait de préférence chez les religieux de Marbach. Il entreprit, en 1400, un pèlerinage dangereux en Palestine. Ce pèlerinage, dont les épisodes eurent un grand retentissement, lui valut le titre bizarre de *mirabilia mundi;* d'autres contemporains l'appelèrent *le patient.* Dans les luttes du roi de Bohême, Vacslav IV, contre ses adversaires, Albert IV prit le parti de Vacslav et, en échange de ses services, obtint de ce prince la confirmation du traité de succession conclu entre la Bohême et l'Autriche. Il ne fut pas moins habile dans ses rapports avec le roi de Hongrie, qui conclut avec lui une convention analogue; il mourut au cours d'une expédition dans la Moravie, dont certains seigneurs ravageaient les terres autrichiennes (1404). Son fils, Albert V, était âgé de sept ans; la tutelle fut exercée par les princes de la branche Léopoldine. Leur brutale domination provoqua en Autriche de graves mécontentements; les états d'Autriche s'empressèrent, à la première occasion, de proclamer la majorité du jeune prince à l'âge de quatorze ans. Albert V se distingua par la sagesse de son administration : son mariage avec Elisabeth, fille de l'empereur Sigismond, roi de Bohême et de Hongrie (1422), lui assura la possession de la Moravie, dot de cette princesse, et la succession probable

des trônes de Bohême et de Hongrie. En effet, en 1437, Sigismond, après la pacification de la Bohême, rassembla les états de Bohême et de Hongrie et proposa le duc Albert à leur choix; les Hongrois et les catholiques bohêmes l'acceptèrent; à la mort de son beau-père, il fut élu empereur sous le nom d'Albert II, et réunit sur sa tête les trois couronnes, objet des convoitises de sa maison (1438). La dynastie de Habsbourg devait désormais garder sans interruption la couronne impériale. Avec son fils Ladislav le Posthume, duc d'Autriche, roi de Bohême et de Hongrie (1440-1457), s'éteignit la branche Albertine.

Léopold le Pieux (1379-1386) avait, comme on l'a vu, obtenu, lors du partage du domaine commun, la Styrie, la Carinthie, la Carniole, le Tirol et les anciennes possessions de la Souabe, de l'Alsace et de la Suisse; il arrondit ses domaines par diverses acquisitions, dont la seule importante pour l'histoire de l'Autriche moderne est celle de Trieste. Les habitants de cette ville, fatigués de la double domination de la république vénitienne et du patriarcat d'Aquilée, reconnurent volontairement Léopold pour leur protecteur, à condition qu'il confirmerait leurs priviléges et leurs libertés municipales (1382). Cette acquisition était fort importante; elle donnait pied sur la mer à la maison d'Autriche; elle la rapprochait de l'Italie du Nord où les princes autrichiens intervinrent plus d'une fois dans les luttes des villes et des princes. Toutes les acquisitions qu'elle groupait autour du noyau des Alpes et du Danube devaient profiter à sa grandeur. En revanche, elle était destinée à perdre toutes celles qui s'éloignaient trop de ce double centre. Léopold en fit l'expérience. Les Suisses se soulevèrent contre sa domination; il perdit la victoire et la vie à la bataille de Sempach qui amena l'indépendance de l'Helvétie (1386). A la mort de ce prince un temps d'arrêt se produit dans le développement de la puissance autrichienne. L'histoire de ses successeurs immédiats, Wilhelm (1386-1406) et Léopold IV (1386-1411) n'offre aucun intérêt. A l'avénement de Frédéric IV, à la bourse vide (mit der leeren tasche), les états de la branche léopoldine,

après divers morcellements, se répartissent en deux groupes, l'un comprenant le Tirol et les *pays antérieurs*[1] (Allemagne et Suisse); l'autre la Styrie, la Carinthie et la Carniole. Frédéric IV s'établit à Innsbrück, et son frère, Ernest de Fer, à Gratz. Ernest épousa la polonaise Cymburge, fille du duc de Mazovie Ziemowit ; c'est d'elle, dit-on, que les Habsbourgs tiennent cette lèvre épaisse et avancée, aussi caractéristique que le nez des Bourbons. Elle fut la mère de l'empereur Frédéric IV et l'aïeule de Maximilien.

Frédéric IV, à la bourse vide (1406-1439); Frédéric V (empereur 1440-1493).

Frédéric IV (1406-1439), eut à lutter contre la noblesse du Tirol qui forma contre lui une ligue redoutable, sous la direction du seigneur de Wolkenstein ; il s'appuya pour lui résister sur les bourgeois et les paysans; il s'efforça de vivre en bon accord avec les Suisses, mais ils profitèrent de ses démêlés avec l'empire. Le pape Jean XXIII, se rendant au concile de Constance, avait rencontré Frédéric IV à Méran, et lui avait conféré le titre de gonfalonnier de l'Église ; en reconnaissance de cet honneur, il favorisa sa fuite pendant le concile et lui offrit un asile dans ses États. Il fut mis au ban de l'empire et excommunié ; les Suisses révoltés détruisirent le château de Habsbourg. Frédéric fut réduit à s'humilier. Il remit le pape Jean XXIII aux mains de ses ennemis et dut faire l'abandon de tous ses domaines pour n'en recevoir à titre gracieux, que ce que l'empereur voulait bien lui rendre : « Vous connaissez la puissance des ducs d'Autriche, se serait écrié Sigismond ; jugez par ce que vous venez de voir, de ce que peut un empereur d'Allemagne. » C'est le pendant d'un mot attribué à Ernest de Fer : « Dieu te salue, Habsbourg, lui disait d'un ton dédaigneux l'empereur. — Merci Luxem-

[1] En allemand *Vorlænde.*

bourg, aurait répondu l'homme de fer. » Frédéric dut à l'intervention de son frère Ernest de n'être point dépouillé du Tirol. Il lutta du reste plus d'une fois contre ce frère ambitieux et turbulent. A sa mort (1424), il exerça la tutelle de ses fils mineurs, Frédéric et Albert, qui régnèrent en commun. Frédéric à la bourse vide, mourut en 1439; son souvenir est resté populaire chez les bourgeois et les paysans du Tirol qu'il dota de nombreux privilèges; son fils Sigismond (1439-1496) succéda à ses possessions autrichiennes, et son neveu Frédéric V à l'empire, sous le nom de Frédéric IV (1440-1493).

Frédéric V fut le père de Maximilien, l'aïeul de Charles Quint et de Ferdinand d'Autriche. On sait à quel degré de gloire ces princes devaient amener la maison d'Autriche, dominatrice de l'Europe et du Nouveau monde. Nous ne relèverons ici du règne de Frédéric V, que ce qui se rapporte à l'histoire des états héréditaires. Il érigea l'Autriche en archiduché; il acquit après la mort du comte Ulrich, la succession du comté de Cilly. Il recueillit successivement pour son fils Maximilien, la succession des biens d'Alsace, de la Souabe autrichienne et du Tirol (1489) dont le comte, Sigismond, fils de Frédéric à la bourse vide, abdiqua moyennant une rente viagère. Il avait d'abord légué ses domaines à la maison de Bavière; mais Frédéric, sut intervenir à temps. Il acquit en outre la ville de *Rieka* (Fiume) destinée à rivaliser un jour avec Trieste sur l'Adriatique. « Sans génie aucun, mais d'une ténacité remarquable, Frédéric eut la grande science de savoir attendre et la science non moins grande de survivre à tous ses proches et à tous ses adversaires ; c'est ainsi qu'il parvint à réunir laborieusement l'héritage habsbourgeois tout entier et à assurer presque héréditairement à sa descendance la couronne impériale (Himly). » C'est sous son règne que l'on voit apparaître pour la première fois le fameux monogramme A. E.I. O. U. Il figure sur sa vaisselle, sur les livres de sa bibliothèque, sur son tombeau, dans l'église de saint-Étienne. On l'a traduit par ces formules superbes : Aquila Electa Juste Omnia Vincit: Austriæ Est Imperare Orbi

Universo,— Alles Erdreich Ist Œsterreich Unterthan (toute la terre est soumise à l'Autriche), ou encore : Aller Ehren Ist Œsterreich Voll (l'Autriche est pleine de tout honneur). Les ennemis de la maison d'Autriche l'ont plus tard interprêté ainsi : Austria Erit In Orbe Ultima.

Le règne de ce prince, ne fut pourtant pas exempt de troubles. Sigismond de Tirol et Albert VI de Styrie (1435-1463), lui disputèrent tout ou partie des domaines de la maison. Les bourgeois de Vienne se liguèrent avec les adversaires de Frédéric et assiégèrent l'empereur dans son propre château. Il fallut pour le délivrer l'intervention du roi de Bohême; et Frédéric dut céder l'Autriche à Albert VI, moyennant une rente de quatre mille ducats. Ces engagements ne furent pas tenus et les querelles recommencèrent. Frédéric, comme empereur, mit Vienne au ban de l'empire et le pape la frappa d'interdit. Le conflit, malgré les efforts du légat pontifical et de Georges de Podĕbrad, ne se termina que par la mort d'Albert VI (1463). L'insurrection de Vienne fut conduite par un curieux personnage, le marchand de bétail Holzer, qui prétendit traiter avec l'empereur de puissance à puissance. Livré par la trahison, il périt dans les plus affreuses tortures. Plus tard (1472, 1473, 1493) Frédéric vit ses états ravagés par les Ottomans, qui envahirent la Carinthie, la Carniole et pénétrèrent jusque dans la Styrie méridionale. Ces nouveaux ennemis devaient être, sans le savoir, les meilleurs alliés de la maison d'Autriche ; c'est surtout la crainte de leurs invasions qui aménera les Slaves et les Magyars à se grouper sous le sceptre commun d'une dynastie héréditaire.

CHAPITRE X

LA BOHÊME SOUS LA MAISON DE LUXEMBOURG. JEAN HUS (1310-1415.)

Jean de Luxembourg (1310-1346); annexion de la Lusace et de la Silésie. — Charles VI (1346-1378); prospérité du royaume; la bulle d'or. — Vacslav IV (1378-1419); révoltes de la noblesse; agitation religieuse. — Jean Hus (1469-1415); le concile de Constance (1415).

Jean de Luxembourg (1310-1346); annexion de la Lusace et de la Silésie.

La dynastie des Přemyslides s'était éteinte dans la personne de Vacslav III, assassiné à Olomouc (Olmutz). Le royaume de Bohême ne devait plus tomber aux mains d'une dynastie vraiment nationale. Il serait téméraire d'affirmer que la maison d'Autriche soudoya l'assassin du dernier Přemyslide; il est certain, qu'elle ne négligea rien pour recueillir le profit de son crime. L'empereur, Albert Ier prétendit traiter la Bohême comme un simple fief de l'empire, ou plutôt comme un domaine de sa maison. Il imposa à la noblesse l'élection de son fils aîné Rodolphe et soutint ses prétentions par les armes; il entra en Bohême par la Thuringe, Rodolphe par la Moravie; la noblesse fut réduite à élire Rodolphe et même à garantir la succession à ses frères pour le cas où il mourrait sans enfant (1307). L'empereur lui accorda, à lui et à ses frères

une investiture qui rendait toute élection inutile et semblait nier formellement le droit de la noblesse à disposer de la couronne. Cependant, une minorité refusa de reconnaître le nouveau roi qui dut prendre les armes pour la réduire ; il fut tué en assiégeant la ville de Horaždovice (1307). Les états de Bohême se refusèrent à proclamer son frère pour successeur Ils appelèrent Henri, duc de Carinthie et comte de Tirol, qui avait épousé Anna, fille de Vacslav III, et se rattachait ainsi à la dynastie des Přemyslides ; l'empereur Albert pénétra de nouveau en Bohême ; mais il dut se retirer après avoir échoué au siége de Kutna Hora (Kuttenberg) ; son frère Frédéric conclut la paix avec le roi de Bohême. Mais Henri de Carinthie ne garda pas longtemps le pouvoir ; il se montra incapable de régner, favorisa les Allemands aux détriments de l'élément national, et provoqua des révoltes. La maison de Luxemboug venait d'arriver à l'empire dans la personne de Henri de Luxembourg (1308). La noblesse offrit la couronne à son fils Jean, à condition qu'il épouserait la princesse Élisa, la dernière des filles du roi Vacslav ; le mariage fut célébré à Spire (1310). L'empereur, en signe d'investiture remit à son fils Jean l'étendard du royaume de Bohême. Henri de Carinthie, détrôné par son beau-frère, essaya de résister ; quelques villes allemandes tinrent tête au nouveau souverain ; mais la reddition de Prague assura la soumission de tout le royaume. La maison de Luxembourg garda le trône de Bohême pendant cent vingt-sept ans ; elle contribua puissamment à rattacher la Bohême à l'Allemagne. Elle y développa l'élément germanique, et lui donna dans la vie publique une prépondérance redoutable ; on verra plus loin comment les Hussites, par une convulsion formidable, tentèrent d'affranchir la Bohême de cette domination détestée. Le roi Jean fut toute sa vie un étranger dans le pays qui l'avait adopté ; passionné pour la galanterie et les aventures, il fut plutôt un chevalier errant qu'un roi ; la France et l'Allemagne se disputèrent tour à tour sa capricieuse fantaisie ; il n'apprit qu'à contre cœur l'idiome tchèque et il considéra surtout la

Bohême comme un capital qu'il fallait savoir exploiter à propos. Son règne, se divise en deux parties : dans la première (1310-1333), il régna seul; dans la seconde (1333-1346), avec le concours de son fils Charles. La première période vit la puissance de la Bohême s'étendre à l'extérieur tout en déclinant à l'intérieur; la seconde répara les défauts de la première.

Jean de Luxembourg, n'avait que quatorze ans quand il commença à régner; il fut d'abord assisté par son père et par l'archevêque de Mayence, Pierre d'Aichspalter. Les débuts de son règne furent heureux; il réunit à la Bohême, la Moravie que la maison d'Autriche en avait détachée; une partie de la Lusace et du pays de Gœrlitz; il assura la suzeraineté de la Bohême sur la plus grande partie de la Silésie (les principautés de Vratislav (Breslau), Kozel, Těšin (Teschen) etc.) Ainsi le royaume s'agrandissait; à l'intérieur, il était troublé par la prodigalité du roi, les conflits entre la reine Élisa, la dernière des Přemyslides et la reine douairière, veuve de deux rois, Elise la Polonaise. La faveur accordée aux Allemands excitait des révoltes; vers 1318, le bruit courait dans le royaume, que le roi prétendait en chasser tous les Tchèques et le peupler uniquement d'étrangers. Jean, découragé, offrait à Louis de Bavière d'échanger sa couronne contre le Palatinat; il ne fallut pas moins que l'énergique résistance de la reine Elisa, pour le faire renoncer à ce projet. Trop à l'étroit dans son royaume, Jean se mêle à toutes les affaires de son temps; il faisait bon d'être de ses amis, et c'était un proverbe populaire que rien ne pouvait réussir sans l'aide de Dieu et du roi de Bohême. Mais la Bohême profitait peu de ces exploits; elle les payait chèrement; les visites du souverain dans son royaume étaient toujours le présage d'impôts nouveaux, d'emprunts, d'altération des monnaies. Un trait intéressant pour nous dans la vie du roi Jean, c'est la sympathie singulière de ce prince pour la France. Il avait marié sa sœur Marie, au roi Charles IV (1322) ; il voulut que son fils, Vacslav (connu dans l'histoire sous le nom de Charles) fût élevé à Paris; il maria

sa fille Guta, au dauphin de France, Jean (1432). Le chroniqueur français Guillaume de Machaut qui fut clerc du roi Jean, célèbre en lui le type du parfait chevalier :

Il n'y eut pareil roi, ni duc, ni comte;
Ni depuis le temps de Charlemaine
Ne fut hom, — c'est chose certaine
Qui fût en tout cas plus parfait,
En honneur, en dit, en fait.

La liste de ses expéditions est longue. Il soutint Louis de Bavière dans sa lutte contre les Habsbourg, prit part à bataille de Muhldorf et fit prisonnier le duc d'Autriche Frédéric (1322); plus tard, il se réconcilia avec lui; il essaya d'assurer à son fils Jean-Henri l'héritage du Tirol, en lui faisant épouser Marguerite Maultasche (1330).

Tandis qu'il séjournait en Tirol, les envoyés des villes lombardes implorèrent sa protection contre Martin della Scala. Jean entra en Lombardie et soumit la plus grande partie de l'Italie septentrionale. Ce succès lui suscita de tous côtés des ennemis : l'empereur, qui se trouvait lésé dans ses droits sur l'Italie; le pape, le roi de Naples, qui exerçait le vicariat; toute l'Europe centrale s'arma; le roi des Romains, Louis de Bavière, les princes d'Autriche, le roi de Hongrie et celui de Pologne s'unirent contre le roi de Bohême. Jean de Luxembourg fit tète à tous ces adversaires; il désarma l'empereur, en consentant à administrer pour lui la Lombardie comme vicaire impérial; il envahit la Pologne et assiégea Poznan (Posen), de concert avec les chevaliers teutoniques. Dans la lutte contre l'Autriche, son armée fut battue à Mailberg (1332), et il dut acheter un armistice.

Il fut encore moins heureux en Italie; Milan, Mantoue, Florence, Naples se liguèrent contre lui. Malgré le succès remporté par son fils Charles à San Felice, Jean dut, après une domination de trois années (1333), évacuer complétement la Péninsule. Il rappela son fils et lui confia le margraviat de Moravie.

La mort du duc Henri de Carinthie (1335) donna lieu à

de nouvelles complications. L'empereur Louis prétendait partager son héritage (le Tirol, la Carinthie et la Carniole) avec le duc d'Autriche. Le roi Jean envoya Charles au secours de la princesse Marguerite Maultasche, qui avait épousé son autre fils Jean-Henri. Il parvint à sauver le Tirol de l'ambition impériale; pour peu de temps d'ailleurs, car Marguerite répudia le fils du roi de Bohême. Quelques années plus tard, en 1335, Jean, pour s'assurer la neutralité du roi de Pologne Kazimir avait dû conclure un traité avec lui; Jean renonçait au titre illusoire de roi de Pologne, Kazimir de son côté, à la suzeraineté de la Silésie.

Toutes ces expéditions profitaient peu à la Bohême. Le roi gaspillait les revenus de la couronne, engageait ses biens; de tous les châteaux royaux, celui de Prague était le seul qui ne fût pas hypothéqué à ses créanciers. L'autorité royale était discréditée; l'autorité judiciaire attachée aux gouverneurs de ses châteaux (burgraves) s'en allait; personne ne leur obéissait plus : c'était le règne de la force, du *Faustrecht*. Le roi Jean s'inquiétait peu de ces désordres. Quand il ne passait pas son temps à guerroyer, il le perdait à courir les tournois; il séjournait le plus souvent dans son domaine héréditaire de Luxembourg ou bien à la cour de Paris, où il dépensait libéralement l'argent qu'il avait extorqué à ses sujets. En son absence, le pays était administré par des *capitaines* qui affermaient à forfait les revenus de la couronne. La reine Elisa n'accompagnait pas son mari et vivait dans une solitude pire que le veuvage.

A la mort de cette princesse (1330), le prince héritier Charles vint s'établir définitivement en Bohême; il avait été élevé à la cour de France et apportait de ce pays des idées d'économie et de sage administration. Il s'efforça de rétablir l'ordre dans les finances paternelles; il y réussit si bien, qu'à partir de l'année 1333, Jean se l'adjoignit comme co-régent à titre définitif. Une nouvelle guerre éclata bientôt à propos de la succession de Henri de Carinthie. Marguerite Maultasche, à l'instigation de l'empe-

reur Louis, avait répudié son époux, Jean Henri, frere de Charles, pour épouser le margrave de Brandebourg, Jean déclare la guerre à l'empereur; il est soutenu d'abord par les rois de Pologne et de Hongrie, par le duc d'Autriche. Mais l'empereur lui enlève ses alliés; Kazimir de Pologne envahit la Silésie; Jean, malgré la cécité qui l'avait frappé, le poursuit jusque sous les murs de Cracovie, où il l'oblige à conclure la paix. Le pape Clément VI, vengeur des lois de l'église, outragées par le divorce illégitime de Marguerite Maultasche, invite les électeurs à choisir un nouvel empereur. Les trois électeurs ecclésiastiques, le duc de Saxe et le roi de Bohême élisent le jeune Charles, connu dans l'histoire d'Allemagne sous le nom de Charles IV, en Bohême sous celui de Charles Ier (1346).

Jean II survécut peu à ce triomphe inespéré de sa politique. En 1337, dans une expédition contre les païens de Lithuanie, il avait perdu un œil; en 1339, il avait perdu l'autre, par la maladresse des médecins, à Montpellier. Sa cécité n'avait rien dérobé à son ardeur guerrière. En apprenant l'envahissement de la France par les Anglais, il courut offrir son épée à son ami et parent Philippe de Valois. On sait comment il périt à la bataille de Crécy (1346). Les historiens français lui prêtent les paroles suivantes, qu'il aurait adressées à ses compagnons d'armes : « Je vous prie et requiers très-spécialement que vous me meniez si avant que je puisse férir d'un coup d'épée. » Les historiens tchèques en rapportent d'autres qui ne contredisent point celles-là; ses compagnons d'armes, voyant la bataille perdue, voulaient l'entraîner loin du champ de journée « A Dieu ne plaise qu'un roi de Bohême prenne la fuite, se serait écrié le roi-chevalier. » Son fils Charles fut également blessé dans la lutte. Jean succomba le 26 août 1346; c'est le même jour où Přemysl Otokar II avait péri dans la plaine de Marchfeld. Des circonstances récentes ont remis en lumière cet épisode un peu trop oublié, sur lequel on ne saurait trop insister aujourd'hui.

Vers la fin du siècle dernier, l'auteur du présent volume eut l'occasion de visiter à diverses reprises le champ de

bataille de Crécy. Il constata que la mort héroïque du roi Jean n'était commémorée que par une vieille croix monolithe établie sur le territoire de la commune d'Estrées-les-Crécy, dans un champ appartenant à un particulier, à l'endroit où, suivant la tradition, le roi de Bohême aurait succombé. Il s'émut d'un abandon qui lui semblait un signe d'ingratitude et il se résolut à réparer l'oubli de nos ancêtres. Le 25 octobre 1901, il lut dans la séance publique annuelle des Cinq Académies un travail intitulé : *Les Bohémiens à Crécy*[1], où il résumait tous les témoignages des historiens nationaux relatifs à la glorieuse bataille. Il terminait son travail en réclamant l'érection d'un monument commémoratif. Cet appel fut entendu : Une souscription s'organisa en France, en Bohême, en Luxembourg. Elle réunit une quinzaine de mille francs. Deux monuments commémoratifs furent inaugurés le 1er octobre 1905, l'un sur la grand'place de Crécy, l'autre sur un carrefour d'Estrées-lès-Crécy où la croix dont nous avons parlé plus haut fut dressée sur un piédestal pourvu d'une inscription appropriée. Des délégués du grand-duché de Luxembourg et de la municipalité de Prague assistaient à cette inauguration qui revêtait ainsi le caractère d'une manifestation internationale[2].

Un document tchèque que j'ai communiqué à l'Académie et réimprimé depuis[3], nous fournit le nom de quelques-uns des compagnons du roi Jean. Le mot d'ordre qu'il avait donné à ses compagnons était le nom de sa capitale : Prague. L'un des chevaliers qui guidaient le cheval du roi Jean était un Kliniberk, un autre était un Rosenberg comme lui d'origine allemande. D'autres étaient tchèques comme Valkun de Perešin, Ješek de Roždalovice, Zaviš de Zimlin, Dalibor de Kozojedy, Fryček, Tič, Benešek, Lišek, Kunhart de Pavlovice, Miličin, Vlašim, Bílek. Parmi les autres figurent deux

1. On trouvera ce Mémoire dans les publications de l'Institut pour l'année 1901. Il a été réimprimé dans le volume intitulé : *Le Monde slave* (2e série, Paris, Hachette, 1902).

2. Sur cette inauguration, voir la *Renaissance tchèque*, par Louis Leger, p. 238 et suivantes.

3. *Souvenirs d'un Slavophile* (Paris, Hachette, 1906, p. 266 et suivantes).

Autrichiens et un Bavarois. Leurs noms eussent mérité d'être inscrits sur le monument dont il a été question plus haut.

Charles IV (1346-1378); prospérité du royaume; la bulle d'or[1].

Avec l'élection de Charles IV, le centre de gravité du saint Empire se trouva reporté dans l'Europe centrale; il y reste désormais, d'abord en Bohême, ensuite en Autriche, jusqu'au jour où ces deux états se réuniront sous la domination commune d'un même souverain. Les historiens allemands ont été sévères pour Charles IV; ceux de la Bohême sont pleins d'enthousiasme pour lui et l'appellent le père de la patrie. Jean de Luxembourg lui avait laissé beaucoup à faire; il fallait régulariser les revenus de la couronne, dégager les domaines hypothéqués; Charles s'y appliqua avec énergie; il réorganisa la justice, réprima le brigandage, divisa le royaume en douze cercles, releva le commerce et l'industrie. Le début de son règne fut marqué par la fondation de l'Université de Prague (1348) la première de l'Europe centrale, la seconde en Europe après celle de Paris. Elle eut pour premier chancelier le célèbre archevêque Ernest de Pardubitz (Pardubice). Elle fut, suivant l'usage, divisée en quatre nations : tchèque, polonaise, bavaroise et saxonne. Elle attira à Prague de nombreux Allemands qui, peu à peu, y jouèrent un rôle prépondérant. Après la fondation de l'Université de Cracovie, ce furent les Allemands de Silésie qui représentèrent la nation polonaise. Les Tchèques furent donc de bonne heure submergés par les étrangers. Il est à remarquer toutefois que si le quatorzième siècle fut pour les Allemands de Bohême un siècle d'or, ils en profitèrent peu pour développer leur littérature; ils ne produisirent guère que des traductions du tchèque, et point d'œuvres originales. Grâce à cette fondation de l'Université, Prague devint le centre intellectuel non seulement de la Bohême, mais de l'Allemagne, de la Hongrie et de la Pologne (les Uni-

1. Charles IV figure dans l'histoire de Bohême sous le nom de Charles Ier. Nous lui donnons ici le nom sous lequel il est généralement connu.

versités de Vienne et de Cracovie n'existaient pas encore). Protecteur éclairé des beaux-arts, Charles IV embellit Prague de monuments qui en font encore aujourd'hui l'orgueil. Il fit reconstruire la cathédrale de Saint-Vit sur le type des édifices gothiques de France. Le premier architecte de cet édifice fut un Français, Mathias d'Arras. Charles IV bâtit également à Prague le célèbre pont de pierre, l'un des plus beaux, le plus beau peut-être de l'Europe; le château royal de Prague, « aux toits dorés », sur le modèle de l'ancien Louvre, le château de Karlstein, aux environs de Beroun pour garder les insignes royaux et la couronne de saint Vacslav. Son règne vit fleurir dans la capitale de la Bohême la première école de peinture que l'on connaisse au moyen âge. Il en reste encore quelques œuvres.

La police du royaume attira également son attention : il rédigea, sous le titre de *Majestas Carolina*, une sorte de code, qu'il soumit à la diète de la noblesse (1355). La diète, peu soucieuse de voir restreindre les abus dont ses membres profitaient, refusa d'adopter la *Majestas*. Elle consentit cependant à des réformes importantes, par exemple à l'abolition des jugements de Dieu; elle reconnut au paysan le droit de citer le seigneur en justice.

D'autre part, Charles introduisit de sérieuses améliorations dans le régime judiciaire. Des dispositions spéciales réglèrent les rapports des sujets et des seigneurs; la bourgeoisie vit augmenter ses privilèges; elle eut sa législation spéciale, indépendante des diètes, législation fixée par les communes ou par des diètes spéciales, où se réunissaient les députés des villes; les habitants des villes tchèques furent admis à partager les privilèges qui avaient été autrefois conférés aux seuls colons allemands.

Charles, d'accord avec la même diète qui avait rejeté la *Majestas Carolina*, fixa l'ordre de succession dans la dynastie de Luxembourg. Il y fit prévaloir le principe de la primogéniture, qui avait généralement été admis dans la dynastie des Přemyslides. La Moravie, la Silésie, la Lusace supérieure, le Brandebourg, enlevé au margrave

Othon, le comté de Glatz (Kladsko) furent, avec le consentement des diètes de ces provinces, déclarés parties intégrantes et inaliénables de la couronne de Bohême. Le siège de Prague fut érigé en archevêché, et, par là, rendu indépendant du diocèse étranger de Mayence. Un monastère slave, où la liturgie se célébrait en langue slavonne, fut même établi à Prague. C'est de ce monastère qu'est venu le célèbre manuscrit, transporté depuis à Reims et connu sous le nom d'*Evangile du Sacre*, sur lequel les rois de France ont pendant deux siècles prêté le serment du couronnement[1].

On sait que Charles IV, par la Bulle d'or, fixa le droit politique de l'Allemagne. Il n'oublia pas dans cet acte célèbre les intérêts de son royaume de Bohême; le roi de Bohême figure parmi les sept électeurs du saint Empire, mais le royaume ne peut être considéré comme un fief de l'empire. Le roi de Bohême ne peut être élu que par les États du pays, et non pas imposé par l'empereur. — Ses sujets sont soustraits à toute juridiction étrangère, et on leur interdit toute instance ou appel à l'extérieur. — Enfin, une disposition spéciale, assez peu connue, montre l'importance que Charles attachait à la nationalité slave de la Bohême et à sa langue. « La majesté du saint Empire romain doit prescrire des lois et commander à plusieurs peuples de diverses nations, mœurs, et de différentes langues. Il est juste que les princes électeurs, qui sont les colonnes de l'empire, aient la connaissance de plusieurs idiomes, leur devoir étant de soulager l'empereur en ses plus importantes affaires. En conséquence, nous ordonnons que les filles et héritiers du roi de Bohême, du comte Palatin du Rhin, du duc de Saxe et du margrave de Brandebourg, qui doivent savoir l'allemand pour l'avoir appris dès l'enfance, apprennent à partir de sept ans les langues latine, italienne et slave, de façon à les posséder à l'âge de quatorze ans. »

1. Voir : L. Leger. *Cyrille et Méthode*, étude sur la conversion des Slaves au christianisme. Chap. XII. Une édition fac-similé de ce célèbre texte a été publiée par l'auteur de ce livre (Reims, 1899).

Malgré son titre impérial, Charles IV se piquait d'être avant tout un souverain slave. En 1355, dans une lettre datée de Pise, adressée au tsar des Serbes, Étienne Douchan, il lui rappelait les liens de sympathie que créait entre eux l'usage commun de la langue slave : *ejusdem nobilis slavici idiomatis participatio, ejusdem generosæ linguæ sublimitas*. Ce n'est pas précisément le langage que tenait récemment son successeur François-Joseph, roi de Bohême, au successeur de Douchan, le roi Pierre de Serbie.

La littérature tchèque fut d'ailleurs florissante sous le règne de Charles IV : elle produisit des romans chevaleresques, des œuvres satiriques et élégiaques, des chroniques et des essais dramatiques.

Charles IV avait conclu avec l'Autriche une convention d'héritage (1366) en vertu de laquelle celle des maisons de Luxembourg ou de Habsbourg qui survivrait à l'autre prendrait possession de l'Autriche ou de la Bohême. Il mourut en 1378, à la veille de la réforme religieuse qui allait bouleverser la Bohême, et dont il avait pu voir les premiers symptômes.

Vacslav IV (1378-1419); révoltes de la noblesse; agitation religieuse.

La gloire de Charles IV, est d'autant plus éclatante que son prédécesseur et son successeur servent également à la rehausser. Son père avait été un aventurier couronné; son successeur Vacslav IV (1378-1419), a reçu les surnoms de fainéant et d'ivrogne. Ce jeune prince n'était pas né sans d'heureuses qualités, et son avénement avait inspiré à l'empire et à la Bohême les meilleures espérances; mais, d'un caractère tour à tour faible et violent, il tomba sur une période critique, sur une époque où les antiques institutions du christianisme commençaient à s'ébranler, où la pensée humaine fermentait et menaçait de briser les liens séculaires qui l'avaient enchaînée. Son règne coïncide avec deux grands événements de l'evolution religieuse, *le grand schisme*, et la réforme de Jean Hus. Vacslav, n'avait que

dix-sept ans quand il succéda à son père. Il était loin d'offrir les traits monstrueux sous lesquels la légende l'a plus tard représenté. Il avait reçu une éducation fort incomplète; la chasse et l'ivrognerie étaient ses faiblesses principales; il avait surtout la passion des chiens. Sa première femme fut déchirée, dit-on, par un de ses chiens; cette catastrophe accidentelle valut à Vacslav un renom d'impitoyable férocité. Il traitait sans ménagements les classes supérieures de la noblesse et du clergé, confiait le plus souvent les charges de sa cour à des bourgeois ou à des chevaliers, à des employés d'office ou d'écurie. De là, les rancunes du clergé et de la noblesse contre lui; de là aussi, chez les classes inférieures, une certaine popularité. La Bohême, sous son règne, aurait pu jouer un grand rôle grâce à ses alliances de famille. Son frère Sigismond, fut élu roi de Hongrie (1387). Sa sœur Anne épousa le roi Richard d'Angleterre. Vacslav était d'ailleurs bien vu à la cour de France à laquelle il était allié. Les premières années de son règne furent pénibles; il excita le clergé contre lui par les violences qu'il se permit vis-à-vis des ecclésiastiques les plus considérables du royaume, notamment contre l'archevêque de Prague, Jean de Janstein, auquel il prétendait arracher la cession d'un de ses châteaux, et contre ses vicaires généraux, Puchnik et Jean de Pomuk (1393). Il fit torturer et jeter dans la Vltava Jean de Pomuk, dont le seul crime était d'avoir, en matière ecclésiastique, résisté à la volonté royale. Plus tard, au dix-septième siècle, quand, après l'écrasement de la Bohême, l'orthodoxie catholique y fut rétablie, on fabriqua le mythe de saint Jean Népomucène, prétendu martyr du secret de la confession auriculaire. Son nom et son culte furent substitués à celui de Jean Hus qu'on voulait effacer de la mémoire du peuple. La critique moderne a détruit cette légende, qui, malgré sa poésie, ne saurait se défendre aujourd'hui.

Un grand nombre de nobles irrités de ces violences et de la prépondérance que Vacslav laissait à des favoris indignes (*gratiarii*), se liguèrent contre lui; c'était, disaient-ils, pour rétablir la constitution du pays violée par le roi

et ses conseillers, en réalité, pour maintenir ou augmenter les priviléges de la noblesse. On exigeait que certaines fonctions ne fussent confiées qu'à des personnages de l'ordre des seigneurs, ou après un commun accord entre le roi, les seigneurs et les chevaliers. Les révoltés s'étaient assuré le concours du roi de Hongrie et du margrave Jošt de Moravie. Le roi résistant à ces exigences, se vit tout à coup prisonnier dans son château royal de Prague (1394); on l'obligea à signer un acte d'abdication déguisée, par lequel il nommait son cousin Jošt, régent ou *Staroste* du royaume. Le frère du roi, Jean, duc de Gorlitz, vint à son secours; d'autre part, les conjurés trouvèrent une résistance énergique dans la petite noblesse et la bourgeoisie des villes; ils s'enfuirent avec leur prisonnier dans le midi de la Bohême, et jusqu'en Autriche. Ils ne lui rendirent la liberté que l'année suivante. Le roi de Hongrie et le margrave de Moravie, intervinrent désormais dans les affaires du royaume. En 1396, Jošt en devint le véritable souverain.

Il fut chassé l'année suivante; Vacslav se remit à régner avec le concours d'un autre de ses cousins, Procope de Moravie. En 1398, il se rendit en France où il eut à Reims une entrevue avec le roi de France, Charles VI, au sujet du grand schisme qui divisait alors Rome et Avignon. A son retour en Allemagne, il trouva les électeurs soulevés contre lui à l'instigation du pape Benoît IX. Ruprecht, l'électeur palatin, fut élu empereur par les trois électeurs ecclésiastiques (1400) et déclara la guerre à la Bohême; les troupes allemandes pénétrèrent jusque sous les murs de Prague; mais la ville soutint bravement le siége, et Vacslav, en perdant l'empire, garda du moins son royaume. A vrai dire, il n'eut que le titre de roi; incapable de gouverner par lui-même, il dut réclamer le concours de son frère Sigismond, roi de Hongrie, qui le traita d'une façon peu fraternelle. Il le retint captif dans son palais de Prague, ainsi que le margrave Procope qui voulait défendre Vacslav, et les emmena tous deux à Vienne, où il les confia à la garde de la maison d'Autriche. Une partie de la Bo-

même refusa d'obéir au roi étranger ; Vacslav s'enfuit de sa prison autrichienne et rentra dans sa capitale (1402).

Ces luttes des familles royales, ces misères des têtes couronnées devaient singulièrement diminuer dans le peuple le respect de l'autorité ; le scandale qu'offraient au monde chrétien les deux papes de Rome et d'Avignon, les désordres des ecclésiastiques avaient également ébranlé la foi dans l'autorité religieuse. La corruption du clergé était devenue effroyable : « Chez les ecclésiastiques, dit un contemporain, André de Césky Brod, aucune discipline ; chez les évêques, simonie ouverte ; chez les moines, désordres sans fin ; chez les laïques, aucun abus que les ecclésiastiques n'aient pratiqué auparavant. » D'autre part, la nationalité tchèque s'indignait de la prépondérance de plus en plus considérable que prenaient les Allemands dans le royaume. Les paysans commençaient à trouver trop lourd le poids d'un servage que leur imposaient surtout des maîtres étrangers. A la faiblesse du souverain, répondait la sourde fermentation des esprits. Une révolution était inévitable ; mais la foi était au moyen âge le principal des intérêts ; c'est dans le monde de l'idée religieuse que la révolution se produisit. Jean Hus en fut le promoteur.

Le mérite de Jean Hus fut de résumer en lui tous les besoins moraux de son époque ; prêtre, il prêcha la réforme de l'Église, il vulgarisa la parole divine dans l'idiome populaire ; patriote, il s'efforça d'arracher la nationalité bohême à l'oppression intellectuelle de la minorité allemande. Avant Luther, aucun réformateur n'exerça une influence aussi considérable sur une nation.

Jean Hus (1369-1415) ; le concile de Constance (1415).

Jean Hus était né en 1369, à Husinec, dans le midi de la Bohême. Il était maître ès arts et bachelier en théologie. Il avait profondément étudié les livres de l'anglais Wiclef, condamné par la cour de Rome, et qui prétendait ramener l'Église à sa pureté primitive. Professeur à l'Université de Prague, il devint en 1402 doyen et prédicateur

à la chapelle de Bethleem, où les sermons se faisaient uniquement en langue bohême. C'était un homme droit, zélé dans l'accomplissement de ses fonctions; il jouissait d'une telle estime, même auprès de la cour, que la seconde femme du roi Vacslav IV, la reine Sophie, le choisit pour confesseur. Ses sermons sur les abus de l'Église trouvèrent un écho chez les nombreux auditeurs qui se pressaient autour de lui. Ses adversaires, ne pouvant le réfuter, imaginèrent de lui attribuer les hérésies des Wiclefistes et de le poursuivre dans la personne du réformateur anglais. En 1403, à la prière du chapitre de Prague, quarante-cinq propositions, empruntées aux œuvres de Wiclef, avaient été condamnées par l'Université de Prague.

Jean Hus et ses adhérents ne se rallièrent pas à cette condamnation ; ils soutenaient que les erreurs attribuées à Wiclef n'existaient pas ou que les textes du maître avaient été faussement interprétés. A leur instigation, la nation bohême de l'Université de Prague tint, en 1408, une réunion où les quarante-cinq articles furent discutés; la nation slave, s'insurgeant contre la décision prise antérieurement par les quatre nations réunies, déclarait que les articles incriminés subsistaient, mais qu'ils ne devaient point être interprétés dans un sens hérétique. L'archevêque Zbyněk, considérant cette déclaration comme une désobéissance formelle, ordonna que tous les exemplaires connus des œuvres de Wiclef fussent soumis à un nouvel examen; un peu plus tard, il en fit brûler un grand nombre. Vers le même temps Hus était, à cause de l'ardeur de ses prédications, dénoncé auprès du siége archiépiscopal.

Cependant, pour mettre fin au schisme d'Avignon, un concile général s'était rassemblé à Pise (1409). Les cardinaux qui l'avaient provoqué se proposaient non-seulement de rétablir l'unité de l'Église, mais encore de la réformer « dans son chef et dans ses membres ». Le roi Vacslav, conformément aux décisions du concile, invita le clergé de son royaume à prêter obéissance au pape romain, Grégoire XII. L'archevêque Zbyněk, d'accord avec le haut

clergé de son diocèse, refusa d'obéir au roi. Vacslav consulta l'Université sur cette grave question : l'Université se divisa ; seule la nation bohême, dans laquelle Hus et ses amis avaient la majorité, se prononça en faveur du roi et des cardinaux. Ainsi l'hérésiarque Hus se rangeait du côté de l'Église romaine, tandis que son représentant, l'archevêque, se déclarait contre elle. Jean Hus n'avait pas seulement acquis de l'influence sur le peuple ; le roi Vacslav n'avait jamais été en très-bons termes avec le haut clergé de son royaume ; la plupart de ses favoris envisageaient d'un œil favorable les réformes proposées. Les réformateurs, pour ramener le clergé à la pureté des âges primitifs, déclaraient qu'il fallait lui ôter tout ou partie des biens qu'il possédait ; mais ces biens une fois sécularisés, le roi pouvait les distribuer à ses favoris. Ainsi, des passions bien étrangères à l'idéal religieux qu'il poursuivait assuraient à Jean Hus et à son parti l'appui de la cour et du souverain.

Il saisit cette occasion favorable pour faire rendre à la nationalité tchèque la part qui lui revenait dans l'Université. Il représenta au roi l'injustice qu'il y avait à donner aux étrangers une prépondérance écrasante sur la nation indigène, prépondérance qui se traduisait non seulement dans les décisions doctrinales, mais encore dans la répartition des fonctions universitaires et des bénéfices. « Les Tchèques, disait-il, doivent être les premiers dans le royaume de Bohême, comme les Français dans le royaume de France ou les Allemands en Allemagne. Les lois, la volonté divine, l'instinct naturel veulent qu'ils y occupent les premiers emplois. » Vacslav, conformément aux conseils de Hus, décréta que désormais, dans toutes les délibérations et élections, la nation tchèque aurait trois voix, et les étrangers une seule. Les maîtres et les étudiants allemands, indignés, quittèrent la ville de Prague en masse et allèrent fonder l'université de Leipzig (1409). Ainsi ils se considéraient comme lésés dans leur droit, du moment où on ne leur permettait plus d'être les maîtres chez autrui.

Cette mesure énergique rendit plus facile dans le royaume l'obéissance aux décrets du concile de Pise; le concile, dans sa gratitude, reconnut Vacslav comme roi des Romains. Hommage illusoire, et qui n'empêcha pas les électeurs d'élire Sigismond de Hongrie (1410). L'archevêque Zbyněk ne se laissa pas décourager par le triomphe de Jean Hus, qui avait été nommé recteur de l'Université renouvelée; il le mit en interdit, et la ville de Prague avec lui. Hus en appela au Saint-Siége; le pape suspendit l'interdit pour lui laisser le temps de se justifier. Toutefois Zbyněk, redoutant la colère de Vacslav, s'enfuit chez son rival, Sigismond de Hongrie. Il tomba malade en route et mourut à Presbourg en 1411.

Le concile de Pise, pour supprimer définitivement le schisme, avait destitué le pape de Rome et celui d'Avignon et désigné un nouveau pontife, Alexandre V. On vit alors, pendant un moment, trois papes à la fois. Alexandre V devait être le restaurateur de l'Église, mais il ne vécut que peu de temps. Son successeur, Jean XXIII, n'avait aucune des qualités ni des vertus d'un pape réformateur. Hus n'en poursuivit ses prédications qu'avec plus d'ardeur. Désespérant désormais d'accomplir la réforme de l'église universelle, il tourna tous ses efforts vers l'église de Bohême. Malgré la défense de prêcher dans la chapelle de Bethleem, il tint tête, non-seulement à l'évêque, mais au pape lui-même et, développant les théories de Wiclef, il nia les prérogatives du souverain pontife comme chef visible de l'Église. La papauté lui fournissait d'ailleurs des armes contre elle-même. En 1412, le pape Jean XXIII, attaqué par le roi de Naples, — qui s'était institué le défenseur de son prédécesseur détrôné, Grégoire XII, — fit prêcher la croisade pour le Saint-Siége; il promettait une indulgence plénière à tous les croyants qui, par les armes ou par l'aumône, viendraient à son secours. Hus et ses adhérents se prononcèrent hautement, soit dans des disputes publiques, soit dans leurs prédications contre le trafic des faveurs spirituelles. La population excitée se

livra à des excès contre les membres du haut clergé; on vit des fidèles interpeller dans l'église les prédicateurs qui vendaient les indulgences. Trois perturbateurs furent saisis et décapités par les consuls de la vieille ville; mais le peuple, loin de se laisser terrifier par cette mesure de rigueur, s'empara de leurs cadavres et les déposa comme des reliques de martyrs dans la chapelle de Bethleem. Jean XXIII prononça l'anathème contre Hus et déclara mise en interdit toute ville où il résiderait ; le roi épouvanté invita lui-même Hus à quitter Prague; mais, bien accueilli dans les châteaux de la noblesse nationale, le Maître trouva chez le peuple des campagnes un auditoire docile et enthousiaste; du fond de ses retraites, il publiait des ouvrages de controverse, lus avec d'autant plus d'avidité qu'il était en sa langue un écrivain de premier ordre, et un véritable réformateur. Le roi Vacslav voyait non sans terreur ses doctrines se répandre dans son royaume, que le Saint-Siége et la papauté désignaient comme un foyer d'hérésie. Il s'efforçait de calmer Jean Hus et de le réconcilier avec le nouvel archevêque de Prague, Albic.

Cependant la vente des indulgences n'avait pas suscité au pape les défenseurs qu'il avait espérés. Chassé de Rome par le roi de Naples, il avait dû fuir jusqu'à Bologne. Dans cette situation critique, il se rallia à l'idée d'un concile général, qui viendrait en aide aux maux de l'Église et aux misères du Saint-Siége. Dans une entrevue qu'il eut à Lodi avec l'empereur Sigismond, la convocation d'un concile fut décidée, et la ville de Constance désignée pour en être le siége. Le roi Vacslav crut voir dans le concile le seul moyen de mettre fin aux convulsions religieuses de la Bohême, qui embarrassaient singulièrement son esprit indécis. L'empereur invita Jean Hus à se rendre à Constance, sous la garantie d'un sauf-conduit impérial, pour y justifier sa doctrine. Le Maître, ainsi que l'appelaient ses compatriotes n'était pas homme à reculer devant cette injonction; il se croyait assez sûr de la vérité pour l'imposer à ses adversaires; il était assez enthousiaste pour la défendre jusqu'à la mort. Il arriva accompagné d'une

escorte de chevaliers bohêmes, que le roi Vacslav lui avait donnée; il pensait trouver dans le concile un champ clos où il lui serait donné de lutter à armes égales. Il se reposait sur le sauf-conduit impérial; le concile n'en tint pas compte; on le considéra comme un empiètement illégal du pouvoir temporel sur le spirituel.

Peu de temps après son arrivée à Constance, Hus fut jeté en prison, pour être jugé comme hérétique et perturbateur de la discipline ecclésiastique. L'empereur Sigismond protesta faiblement. L'instruction fut conduite d'abord secrètement, puis Hus fut admis à se défendre devant le concile. Beaucoup d'accusations portées contre lui étaient fausses; sans rompre ouvertement avec le catholicisme, il prétendit cependant soutenir les doctrines en vertu desquelles il rejetait l'autorité du pape et mettait l'Écriture au-dessus de la tradition de l'Église. Le concile refusa alors de l'entendre et lui imposa une rétractation pure et simple; il n'y consentit point. Le concile, dans la séance du 6 juillet 1415, le déclara hérétique et le livra au bras séculier. Il fut condamné à être brûlé et marcha au bûcher avec un courage héroïque. Ses cendres furent jetées dans le Rhin. Un an plus tard (1416) le concile fit également brûler un de ses plus fidèles adhérents, Jérôme de Prague, dont la fougueuse éloquence était allée porter les doctrines du Maître jusqu'en Pologne et en Lithuanie.

Les étrangers ne connaissent Jean Hus que comme un hérésiarque célèbre, objet d'admiration pour les uns, de réprobation pour les autres, suivant le point de vue religieux où on se place. Le monde slave, et spécialement la Bohême, honore en lui un écrivain de génie, un défenseur intrépide de la nationalité tchèque, un réformateur de la langue littéraire. Il y a entre Hus et Luther plus d'une analogie: ce que Luther fut pour la prose allemande, Hus, un siècle plus tôt le fut pour la langue bohême Non content d'offrir dans ses œuvres des modèles d'un style excellent, il s'appliqua à fixer l'orthographe nationale; il s'efforça d'adapter l'alphabet latin aux sons chuitants et mouillés de l'idiome

slave; il proscrivit de la langue les germanismes, comme il avait chassé les Allemands de l'Université : « De même, écrivait-il, que le prophète Néhémie battit des enfants juifs pour les avoir entendus parler un jargon d'Azot et ignorer l'hébreu, de même il faudrait battre les Pragois et d'autres Tchèques pour parler moitié allemand, moitié tchèque. A les entendre, on ne sait vraiment ce qu'ils disent. » Ses œuvres polémiques ou religieuses, ses lettres datées de Constance, sont encore aujourd'hui considérées comme des modèles. Poëte, il écrivit quelques cantiques. Il en composait lui-même la musique, et les connaisseurs affirment qu'il introduisit d'heureuses innovations dans le chant religieux.

Mais ce qui frappa les contemporains, ce fut moins le génie du Maître que la pureté de sa vie, la douceur de son caractère, l'héroïsme de son martyre. Le concile avait voulu qu'il ne restât rien de lui sur la terre. Il avait fait brûler ses vêtements, jeter ses cendres dans le Rhin. Il croyait avoir pour jamais chassé l'esprit de réforme et dompté la Bohême. Lamentable illusion! A la flamme du bûcher de Jean Hus, allait s'allumer un incendie qui après avoir désolé la Bohême et l'Allemagne, ne s'éteignit que dans le sang d'innombrables victimes.

CHAPITRE XI.

LA BOHÊME ET LES GUERRES DES HUSSITES (1418-1437).

Formation de la secte des utraquistes; les Taborites (1415-1419). — Commencement de la lutte ; Sigismond (1419-1437) ; Jean Zizka (1420). — Négociation avec la Pologne ; Sigismond Korybutowicz (1420) ; mort de Zizka (1424); Procope le Grand ; victoire d'Ousti (1427) ; invasion des Hussites en Hongrie et en Allemagne (1424-1431). — Le Concile de Bâle (1431) ; anarchie en Bohême ; bataille de Lipany (1434) ; les compactata (1436); résultat des guerres hussites; mort de Sigismond (1437).

Formation de la secte des utraquistes; les Taborites. (1415-1419)

L'absence de Jean Hus n'avait nullement calmé l'effervescence religieuse de la Bohême. Ses disciples poussèrent ses doctrines jusqu'à des conséquences que le Maître n'avait pas prévues. Hus n'avait refusé l'obéissance à l'Église visible, proclamé le droit de recourir aux Saintes Ecritures, que lorsque l'Église lui paraissait en contradiction avec la parole divine. Il n'était pas de ceux qui prétendent refaire le dogme et le rite au gré de leur fantaisie. Mais l'imagination religieuse du moyen âge, une fois surexcitée, ne s'arrêtait plus en chemin. Un dogme, sans conséquence pratique, sans application morale, s'élaborant dans le cerveau de quelque rêveur, suffisait à passionner des masses pour qui le plus grand intérêt de la vie était la foi religieuse. Un des disciples de Jean Hus, Jakoubek Stříbrsky ou de Stříbro, se mit à enseigner que la communion devait être donnée au peuple comme au

prêtre sous les deux espèces du pain et du vin. Ce dogme séduisait peut-être les masses par son côté égalitaire ; le nouveau rite, conforme d'ailleurs aux traditions de la primitive Église et longtemps en vigueur au moyen âge, ne distinguait pas le troupeau du pasteur et diminuait le prestige de l'Église établie ; il fut accepté avec enthousiasme et introduit dans toutes les paroisses où Jean Hus avait des adhérents. Le calice devint le drapeau des disciples de Hus. Il figura sur les clochers des églises, sur les édifices publics. Une épigramme du temps disait :

Tot pingit calices Boemorum turba per urbes,
Ut credas Bacchi numina sola coli.

Le concile de Constance s'empressa de condamner la nouveauté des utraquistes (ceux qui communiaient *sub utraque specie*) ou Calixtins—ainsi qu'on les appela désormais—comme contraire à l'autorité constante de l'Eglise. La sentence prononcée contre Jean Hus, n'était pas faite pour assurer à cette fougueuse assemblée l'obéissance et les sympathies de la Bohême. La nouvelle du supplice du Maître excita à Prague une violente irritation. La relation de son fidèle ami, Pierre de Mladenovič, le représentait comme un autre Christ et passionnait les masses. Un tremblement de terre et une éclipse de soleil qui eurent lieu en 1415, furent considérés par le peuple comme une preuve de l'intérêt que le ciel portait au martyr innocent. La foule se livra à de graves excès contre les prêtres orthodoxes qu'on accusait de complicité dans le meurtre juridique du Maître ; les uns furent pillés, d'autres chassés de leurs demeures ; quelques-uns assassinés. Dans les campagnes, les seigneurs et les chevaliers, patrons des paroisses, se mirent à destituer les ecclésiastiques qui leur étaient désagréables et les remplacèrent par d'autres, sans nul souci de l'autorité des évêques et de l'archevêque compétents.

Les passions religieuses n'étaient pas seules en jeu dans ces violences ; certains seigneurs dépouillaient simplement le clergé pour s'approprier ses bénéfices. Dans une grande

assemblée qui fut tenue à Prague, quatre cent cinquante-deux seigneurs et chevaliers de Bohême et de Moravie, rédigèrent une lettre adressée au Concile de Constance où le supplice de Jean Hus était représenté comme un affront fait à la noblesse bohême tout entière. Ils formèrent en outre une sorte de ligue qui déclarait ne vouloir prêter obéissance à aucun prêtre étranger : ils ne reconnaissaient que les évêques de l'Église nationale, à condition toutefois que leurs doctrines fussent conformes à celles de l'Ecriture; ils faisaient les mêmes réserves, quant à l'obéissance due au pape que le concile devait prochainement élire; ils déclaraient n'admettre, comme autorité en matière de foi, que le conseil des professeurs de l'Université de Prague. Ainsi les Hussites ou, pour employer le terme propre, les utraquistes, se constituaient en un grand parti au sein de l'Église universelle. Ils formaient aussi un parti dans la Bohême; car une minorité conservatrice, soit par conviction, soit par intérêt, restait fidèlement attachée à la tradition catholique et romaine. Les Allemands formaient le principal élément de cette minorité; ainsi la rivalité des deux nations se retrouvait dans le domaine de l'idée religieuse. Il ne faut jamais oublier le rôle important que la réaction du patriotisme tchèque contre le germanisme joue dans les mouvements de cette époque.

Le concile prit des mesures énergiques. Jacob de Střibro et les signataires de la protestation furent cités à comparaître devant lui; l'Université de Prague, siége de l'hérésie, fut déclarée supprimée et dépouillée de tous les priviléges que le pape lui avait conférés; le roi Vacslav, la reine Sophie et le nouvel archevêque de Prague, Konrad, étaient menacés des peines ecclésiastiques s'ils ne se prononçaient pas franchement contre l'hérésie naissante. On tint peu compte de ces menaces; la nouvelle du supplice de Jérome de Prague porta à son comble l'exaspération des esprits. L'Université, bien loin de se soumettre aux menaces du concile, s'érigea en corps doctrinal et déclara par un manifeste solennel, que la communion sous les deux espèces était indispensable au salut des âmes. Jean Hus

fut proclamé saint et martyr et sa fête fut fixée au 6 juillet, jour anniversaire de son supplice; — elle fut célébrée en Bohême jusqu'au début du dix-septième siècle. — Mais on ne tarda pas à voir se produire dans le sein du hussitisme ce fléau qui s'est manifesté dans toutes les sectes indépendantes, l'anarchie. Les maîtres de l'Université de Prague avaient déclaré que rien ne devait être admis qui fût en contradiction avec l'Écriture; mais l'Écriture n'est pas toujours claire, et, les textes une fois soumis à la critique individuelle ou à la fantaisie humaine, on en peut tirer tout ce que l'on veut. Alors apparurent des sectaires qui rejetaient tous les sacrements, à l'exception du baptême et de la cène, la messe, le culte des saints, la doctrine du purgatoire, les jeûnes et la hiérarchie ecclésiastique. C'est surtout dans les campagnes que les nouvelles doctrines acquirent tout leur développement.

La petite ville d'Ousti, non loin de l'endroit où fut plus tard celle de Tabor, devint le centre principal des novateurs. L'Université de Prague, en se déclarant indépendante du concile, n'entendait pas se séparer de l'Église à tout jamais; les novateurs d'Ousti créaient une confession nouvelle. L'Université de Prague prit contre eux le rôle d'un corps orthodoxe et les déclara à son tour hérétiques; mais ils refusèrent d'obéir à ses décisions; le hussitisme devenait infidèle à son principe; au lieu de concentrer tous leurs efforts sur la réforme de l'Église, les esprits s'égarèrent dans le champ sans bornes de la rêverie dogmatique. Durant cette première période d'effervescence, on vit s'entrechoquer les idées les plus pacifiques et les plus révolutionnaires, le traditionnalisme et le rationnalisme, l'aristocratie et la démocratie, le socialisme et le communisme, la doctrine des picards et celles des adamites. Une fantaisie déréglée enfanta, tantôt les excès les plus bizarres, tantôt les élans les plus généreux. Le concile de Constance se sépara en 1418, sans avoir réussi à rétablir l'autorité ecclésiastique en Bohême. Le pape Martin V, qui hérita de cette tâche difficile, ne fut guère plus heureux. Le roi Vacslav, à sa requête, tenta de réintégrer dans leurs paroisses les

ecclésiastiques qui en avaient été chassés. Mais le peuple s'insurgea contre ces pasteurs imposés. Plutôt que de visiter les églises de ces intrus, les paysans se réunirent dans les campagnes sous la direction de leurs prêtres, le plus souvent sur des montagnes auxquelles ils donnaient des noms bibliques, par exemple, le *Tabor*, près d'Ousti, sur la Lužnice, l'*Oreb* près de Třebechovice. Le mont Tabor devint pour le clergé novateur d'Ousti un foyer d'ardentes prédications; là se forma une confession nouvelle qui prétendait renouveler la chrétienté primitive et posait en principe la communauté des biens; les adhérents s'appelaient eux-mêmes frères et sœurs, rejetaient le costume ecclésiastique, toutes les pompes du culte et célébraient la liturgie dans la langue populaire. Ces communautés, qui s'isolaient de l'unité dogmatique et de la vie sociale, n'attendaient que des chefs intrépides pour tenir tête non-seulement à l'Église, mais au pouvoir séculier s'il prétendait les disperser. C'est alors que l'on vit apparaître, au Tabor Nicolas de Hus, à Prague, le vieux chevalier Jean Zižka de Trocnov, qui avait appris l'art militaire et la haine des Allemands en combattant l'ordre teutonique dans les rangs des Polonais, le prêtre Procope, dit le chauve. Une foi enthousiaste fit de ces soldats improvisés les plus terribles guerriers que l'Europe ait connus au moyen âge.

Commencements de la lutte: Sigismond (1419-1437); Jean Zižka (1420).

C'est à Prague que la lutte commença. Le roi Vacslav (juillet 1419) en renouvelant le conseil communal de Prague, y avait fait entrer quelques échevins hostiles aux Hussites. Sur les exhortations du prêtre Jean de Zéliv, et sous la conduite de Zižka, le peuple se lance à l'attaque de l'hôtel de ville, envahit l'édifice, s'empare des magistrats imposés, les précipite par les fenêtres, sur les lances et les piques, et oblige le roi à nommer des magistrats favorables au parti. Cette farouche exécution est le proto-

type de la défénestration qui, deux siècles plus tard, donnera le signal de la guerre de Trente ans. Vacslav se soumit à l'humiliation qu'on lui imposait, mais il mourut quelques jours après, de rage et de dépit, disent les uns, par le poison, si l'on en croit d'autres témoignages. Roi de Bohême à trois ans, roi des Romains à quinze, successeur de son père à dix-sept ans, Vacslav avait dès sa majorité épuisé toutes les grandeurs humaines; il ne sut pas en supporter le poids; prisonnier de ses nobles, prisonnier de son frère Sigismond, flottant entre le Saint-Siége et les Hussites, il fut sans cesse le jouet de ses passions, des hommes et des circonstances, et ne sut jamais les dominer: son règne marque pour la Bohême le commencement de la décadence politique. Mais la nation tchèque était arrivée à cette période de l'histoire où les peuples valent mieux que leurs souverains et — malgré les excès inséparables d'un siècle encore à demi barbare, — nous allons la voir accomplir de grandes choses et léguer à l'avenir une légende glorieuse et plus vivace encore aujourd'hui que celle de Charles IV ou de Přemysl Otokar.

La mort de Vacslav déchaîna toutes les passions que le respect de la majesté royale tenait encore en échec. Les églises, les monastères furent envahis et livrés au pillage; les prêtres catholiques chassés de la ville et remplacés par des Hussites. L'archevêque et le chapitre prirent la fuite : beaucoup de riches bourgeois, surtout parmi les Allemands, imitèrent leur exemple. L'héritier de Vacslav était, en vertu des dispositions adoptées par Charles IV, l'empereur Sigismond, celui-là même qui avait si lâchement laissé brûler Jean Hus à Constance. Les états de Bohême, les seigneurs, les chevaliers lui envoyèrent des ambassadeurs pour le prier de se rendre à Prague : ils réclamaient la faculté de communier sous les deux espèces; c'était obliger le souverain à se mettre, dès son avénement, en désaccord avec le concile et le pape. Le roi donna une réponse dilatoire et, en attendant sa venue, il chargea la reine douairière, Sophie, de gouverner la Bohême. La régente se vit soutenue par la noblesse, qui com-

mençait à prendre ombrage des réunions populaires, tenues sous prétexte de religion. Elle tenta même d'en dissiper quelques-unes par la force, mais Zižka et Nicolas de Hus ameutèrent le peuple de Prague, tentèrent l'assaut du château royal, brûlèrent une partie de la ville et obligèrent la régente à tolérer la communion sous les deux espèces et les réunions populaires. A ces nouvelles, le roi Sigismond accourut; il reçut les hommages des états de Moravie et de Silésie, et fit dans ces deux provinces les préparatifs d'une expédition qui lui permettrait d'entrer sans résistance en Bohême, et de rétablir l'ordre temporel et spirituel. Peu confiant dans ses propres forces, il pria le pape de faire prêcher la croisade contre les Hussites. Martin V envoya un légat spécial à Vratislav (Breslau), pour s'entendre avec Sigismond à ce sujet; Sigismond convoqua les princes de l'empire pour réclamer leur concours.

Ces circonstances rendirent courage aux catholiques et aux Allemands de Bohême. Les Allemands de Kutna Hora (Kuttenberg) commencèrent à persécuter tous les hétérodoxes des environs; ils saisirent en rase campagne ou dans leur maison quatre cents personnes et les jetèrent dans les mines. Ce fut un cri d'horreur dans tout le royaume. Zižka se rendit au mont Tabor, organisa militairement les frères réunis sur cette montagne, et la transforma en une ville fortifiée, qui devint la plus redoutable citadelle de la résistance. Depuis cette époque le mot *tabor* devint même dans les pays voisins (sous la forme *tœber*) le synonyme de place de guerre ou de camp fortifié. Les guerres des Hussites firent d'ailleurs pénétrer une foule de mots tchèques dans la langue militaire de l'Allemagne. A cette armée improvisée, il fallait une tactique et des armes nouvelles; elle ne pouvait traîner avec elle l'attirail des chevaliers du moyen âge. Le fléau garni de fer, la lourde masse furent ses armes; de pesants chariots servirent d'abri aux combattants et d'asile aux blessés. Une inflexible discipline assura l'unité du commandement. D'autre part, les utraquistes de Prague, en voyant l'empereur prendre la croix à Breslau, se préparèrent à défendre leur foi. Cenĕk de Warten-

berg,[1] le grand burgrave de Prague, adressa une proclamation à la nation bohême, pour l'inviter à s'armer contre l'ennemi commun. Au printemps de l'année 1420, l'empereur Sigismond, à la tête d'une armée, envahit la Bohême, entra à Kralove-Hradec et à Kutna Hora, pénétra jusqu'au faubourg de Prague, appelé Hradčany, où il se fit couronner dans la cathédrale de Saint-Vit (28 juillet 1428), et assiégea la ville. Jean Zižka, à la tête des Taborites, marcha sur Prague pour porter secours à ses alliés. Cependant l'armée croisée était entrée en Bohême; commandée par les plus puissants princes de l'Allemagne, elle comptait environ cent mille soldats. La soumission de Prague, c'était la ruine immédiate de la Bohême et l'arrêt de mort de la nation tchèque. Le génie de Zižka se montra à la hauteur des circonstances ; il occupa auprès de Prague la montagne de Vitkov qui depuis a gardé son nom (Zižkov, Ziskaberg), repoussa les assauts de l'armée allemande et l'obligea à lever le siége de la capitale.

Cependant la situation de l'empereur Sigismond en Bohême était toujours formidable ; il avait en main presque toutes les villes et les bourgs royaux, même le château royal et le Vyšehrad, qui domine Prague sur la rive droite de la Vltava; son armée était composée de catholiques bohêmes et aussi d'une partie de la noblesse utraquiste. Mais son trésor était épuisé, et pour subvenir aux dépenses de la guerre, il était obligé d'engager une partie des biens du clergé. Les Pragois ne faiblissaient pas ; d'assiégés ils devenaient à leur tour assiégeants et bloquaient le château de Vyšehrad. Sigismond s'efforça en vain de lui porter secours ; il fut battu et dut abandonner cette forte position. Les affaires de la Hongrie le rappelèrent dans ce royaume, et il dut abandonner la Bohême, après y avoir organisé une administration provisoire : les seigneurs, chevaliers et bourgeois de chaque cercle étaient chargés de rétablir l'ordre, avec le concours des burgraves et les garnisons des châteaux royaux.

Le départ du roi augmenta le courage des insurgés, qui se sentaient soutenus en secret par les sympathies de la

majorité. La commune de Prague rendit un décret de bannissement contre tous ceux qui s'étaient rendus auprès du roi Sigismond ou qui refusaient de reconnaître la communion sous les deux espèces, et confisqua leurs biens. Ainsi se trouva anéantie la prépondérance que les Allemands avaient jusqu'alors possédée dans la ville de Prague: ceux qui restèrent étaient convertis aux doctrines des Hussites; une partie des biens du clergé catholique fut également confisquée. Les Pragois, de concert avec Zižka et les Taborites, entreprirent de reconquérir le pays; en quelques mois toutes les villes, sauf Plzen (Pilsen) et Budějovice, furent occupées, quelques-unes après une résistance énergique. Les Allemands quittèrent en général ces villes reconquises par les Tchèques, et n'y retrouvèrent jamais la majorité perdue (par exemple à Kutna Hora, à Chrudim, à Jaroměr). « Ainsi les Hussites, suivant le mot de Pelzel, renversèrent le monument que les Allemands avaient mis cinq siècles à élever pour eux et pour leur langue. » Le château de Prague finit lui-même par succomber; beaucoup d'églises, de monastères, de monuments religieux furent détruits ou ravagés dans ces luttes. Les Taborites se montrèrent impitoyables; mais la violence était devenue nécessaire pour arracher la Bohême slave à la germanisation dont elle était menacée. La noblesse utraquiste, épouvantée de ces triomphes, finit par abandonner le parti du roi et se ranger du côté du peuple. L'archevêque de Prague consentit lui-même à transiger avec les utraquistes, consacra leurs prêtres et mit à leur disposition une partie des bénéfices ecclésiastiques.

Négociations avec la Pologne; Sigismond Korybutowicz (1420); les quatre articles; mort de Zizka (1424).

Les Hussites triomphaient; ils se réunirent à Prague pour arrêter le symbole définitif de leur foi et la constitution du royaume. Ce symbole avait été rédigé par les maîtres de l'Université de Prague; il figurait en tête

les proclamations de Zižka, et se résumait en quatre articles; les Tchèques demandaient: La communion sous les deux espèces; — la libre prédication de la parole divine; — la sécularisation des biens du clergé. — Le quatrième article portait que les péchés mortels et les fautes contre l'Église commis par des personnes laïques et ecclésiastiques pouvaient être punis des châtiments temporels. Sigismond était déclaré ennemi de la nation bohême et déchu de son titre de roi. Une ambassade solennelle fut envoyée à Wladislaw de Pologne pour lui offrir la couronne de saint Vacslav; en attendant son acceptation, le pays devait être gouverné par un comité de vingt personnes, composé pour moitié de représentants des états (seigneurs et chevaliers), et de représentants des villes et des Taborites. Ces décrets furent complétés par les décisions d'un synode qui se réunit à Prague; guidée par les doctrines de l'Université, cette assemblée s'occupa surtout de la réforme de la discipline ecclésiastique; elle imposa à l'archevêque Konrad quatre conseillers, chargés de veiller avec lui au maintien de cette discipline. Mais les Taborites entendaient avoir leur église à eux; ils avaient choisi un évêque (1420) chargé de consacrer désormais leurs prêtres. Ils se détachaient ainsi de l'église de Bohême, qui elle-même d'ailleurs n'appartenait plus à l'Église catholique depuis que le pape avait interdit l'archevêque et déclaré son diocèse vacant.

La noblesse tchèque comptait d'autant plus sur le concours de Wladislaw de Pologne, qu'une partie de la noblesse polonaise avait adhéré aux doctrines hussites. Sigismond et Wladislaw se disputaient d'ailleurs la possession de la Galicie, et le roi de Pologne avait intérêt à renforcer ses états pour mieux résister à son rival; mais le clergé polonais craignait que l'union personnelle de la Bohême à la Pologne ne favorisât encore le développement des hérésies hussites dans le royaume; les instances du pape Martin V décidèrent le roi à décliner la couronne qui lui était offerte; les Tchèques s'adressèrent alors au prince Vitold, grand-duc de Lithuanie. Ils comprenaient combien les dynasties

allemandes leur avaient été fatales, et ils voulaient se rapprocher de leurs congénères slaves. Le danger était grand; Sigismond, d'accord avec les princes allemands, préparait contre la Bohême une nouvelle croisade. Les Allemands entrèrent en Bohême sans que le roi de Hongrie pût leur venir en aide. Leur armée était d'environ deux cent mille hommes, et elle comptait parmi ses chefs cinq électeurs. Ils assiégèrent la ville, alors tchèque, aujourd'hui allemande de Zatec (Saatz), qui se défendit bravement. Les croisés se vengèrent en ravageant les campagnes et en massacrant les paysans : tous ceux qui ne savaient pas l'allemand étaient égorgés. Zižka accourut à la tête de ses Taborites et des Pragois; borgne depuis de longues années, il avait perdu l'œil qui lui restait au siége du château de Rabi; mais sa cécité n'ôtait rien à ses qualités militaires; son nom portait la terreur autour de lui. Les Allemands levèrent le siége de Zatec et se retirèrent. Sigismond, retenu par les attaques des Turcs sur le Danube, arriva avec une armée de quatre-vingt mille hommes; elle était commandée par un célèbre condottiere, Pipa le Florentin. La Moravie ne résista point; moins fortifiée par la nature que la Bohême, elle porte une race moins vigoureuse et moins opiniâtre; la noblesse jura obéissance au roi et renonça à la communion sous les deux espèces; une partie de la noblesse utraquiste de Bohême se laissa entraîner par cet exemple et déposa les armes. Sigismond poussa jusqu'à Kutna Hora et s'en empara; mais Zižka l'attaqua à l'improviste et le repoussa jusqu'à Německy Brod (le gué des Allemands), où il lui infligea une terrible défaite sur les bords de la rivière Sazava (8 janvier 1422).

Cette victoire délivra la Bohême des invasions allemandes. Pendant plusieurs années, sauf quelques légères attaques sur les frontières, du côté de la Moravie ou de la Silésie, les Tchèques furent les maîtres chez eux. Malheureusement la concorde était loin de régner parmi eux; des questions dogmatiques divisaient les Pragois et les Taborites; les Taborites eux-mêmes se morcelaient en sectes diverses; les théories les plus étranges se faisaient

jour parmi eux; certains prêchaient la communauté des biens et même du mariage; d'autres retournaient à l'état de nature, à la nudité primitive, à la bestialité inconsciente (les Adamites). Jean Zižka était obligé d'entrer en lutte contre ces réfractaires et faisait brûler ceux qui tombaient vivants entre ses mains. A Prague, le parti taborite avait recruté de nombreux adhérents et menaçait d'accaparer la ville; il avait à sa tête le moine Jean de Zéliv, dont l'éloquence ardente exerçait sur les masses une irrésistible influence Pendant près de deux ans, ce fut le véritable souverain de Prague. Les riches bourgeois l'attirèrent dans un piége et le firent décapiter : une sédition éclata à Prague; les conservateurs utraquistes qui faisaient partie du conseil de la ville furent expulsés et remplacés par les adhérents du nouveau martyr.

Cependant le grand duc de Lithuanie s'était décidé à accepter la couronne de Bohême; il avait désigné pour son lieutenant provisoire, le neveu du roi de Pologne, le prince Sigismond Korybutovicz : le nouveau régent réunit une armée à Cracovie et entra en Bohême par la Silésie et la Moravie; il ne rencontra point de résistance. Chez ce peuple si divisé et qui poussait si loin l'usage des libertés les moins nécessaires, l'autorité du roi librement élu conservait encore tout son prestige. Le régent fit cesser le désordre à Prague et dans les villes royales, et restitua aux seigneurs et aux chevaliers l'administration de ces villes. Malheureusement pour la Bohême, le prince Sigismond Korybutovicz ne remplit pas longtemps le rôle de modérateur; à la suite d'un accord intervenu entre les rois de Hongrie et de Pologne, le prince Vitold renonça à la Bohême et rappela son sage lieutenant (1422). La noblesse utraquiste, de concert avec les catholiques, tenta de remettre la Bohême aux mains du roi Sigismond; mais Zižka entreprit une vigoureuse campagne, qui, comme toujours, se termina par le triomphe des Taborites. Sigismond Korybutovicz revint à propos en Bohême pour servir de médiateur entre les deux partis; il rentrait cette fois pour son compte et mal-

gré la volonté de son oncle, dont le désistement paraît avoir été sans arrière-pensée (1424). Sa popularité était si grande, que les deux partis s'accordèrent à le reconnaître de nouveau comme régent du royaume.

Zižka mourut peu de temps après ces événements ; les rares documents qui nous restent de sa main, attestent une foi sincère et un profond sentiment religieux. Ce sentiment s'alliait à un patriotisme national très-accentué. Il déclare dans un manifeste qu'il prend les armes pour la défense de la nationalité *tchèque et slave.* « Il faut, dit-il ailleurs, vivre bien, vivre en chrétiens, avec amour, dans la crainte de Dieu. Il faut mettre à jamais en ses mains ses désirs, ses besoins, ses espérances et attendre tout de lui. » On a souvent cité l'hymne que chantaient ses soldats: « Vous qui êtes les champions de Dieu et de sa loi, — Demandez à Dieu son aide — Et espérez en lui. — A la fin par lui — Vous vaincrez toujours. — Ce seigneur nous ordonne de ne point nous inquiéter — De ce que peuvent les hommes; — il nous ordonne de sacrifier notre vie pour l'amour du prochain. — Ainsi fortifiez virilement vos cœurs — Heureux celui qui meurt pour la vérité ! — Que le compagnon aide son compagnon. — Veillez et restez — Chacun à votre rang — et poussez, joyeux, le cri de guerre. — En avant... » Ce chant a été attribué à tort à Zižka; il n'est pas de lui, mais d'un de ses partisans.

Æneas Sylvius, l'historien plus élégant que véridique des troubles de la Bohême, a propagé sur le compte de Zižka deux erreurs qu'il n'est pas inutile de relever ici. Il a prétendu à tort que le mot Zižka veut dire borgne; et il a inventé la légende enfantine de la peau du guerrier transformée en tambour par ses compagnons d'armes.

Procope le Grand; victoire d'Ousti (1427); invasion des Hussites en Hongrie et en Allemagne (1424-1431).

La mort de Zižka fut une perte sérieuse pour son parti; sa valeur avait donné aux Taborites le moyen de résister aux ennemis du dedans; son autorité les avait maintenus

autant que possible dans les voies de la raison et de la modération ; lui disparu, son parti se divisa : les exaltés gardèrent le nom de Taborites, les plus modérés prirent celui d'orphelins (*Sirotci*). Les deux fractions, malgré leurs luttes intestines, s'entendirent fort bien contre les catholiques ; par le traité de Vožice, elles obtinrent que la plupart des villes royales se détachassent de Prague et formassent une confédération indépendante (1425) sous la tutelle des Taborites et des Calixtins. Les catholiques eux-mêmes consentirent à une trêve ; les seigneurs s'engageaient à tolérer sur leurs domaines la communion *sub utrâque*. Seule la ville de Plzen (Pilsen), refusa d'adhérer à cette transaction.

La Moravie était restée plus fidèle au catholicisme ; sur les immenses domaines de l'évêque d'Olomouc, dans les villes royales où les Allemands étaient en majorité et que Sigismond avait pour la plupart engagées à son gendre, le duc d'Autriche, l'orthodoxie régnait sans conteste. Le hussitisme ne se soutenait que grâce au voisinage et aux secours de l'ardente Bohême ; dans les autres provinces de la couronne de saint Vacslav, dans la Silésie et la Lusace, la majorité allemande, depuis si sympathique aux doctrines de Luther, était pour des raisons plus nationales encore que religieuses, hostile au mouvement hussite. Le Brandebourg n'appartenait plus depuis longtemps à la Bohême ; le roi Sigismond, toujours besoigneux l'avait vendu à Frédéric de Hohenzollern (1416). Cependant, Sigismond ne renonçait pas à conquérir son royaume. Après avoir vainement demandé des secours à l'empire, il avait conclu en 1425, des traités d'alliance avec son gendre Albert V d'Autriche et avec le margrave de Misnie, auquel il engagea quelques villes du nord de la Bohême, notamment Brux et Ousti (Aussig, sur l'Elbe) que ce prince avait immédiatement occupées. Cette fois, les Tchèques n'attendirent pas qu'on envahît leur pays ; ils prirent l'offensive au nord et au midi ; ils pénétrèrent en Autriche et envoyèrent une armée assiéger Ousti. Elle avait pour chef Sigismond Korybutovicz, toujours fidèle à la cause

de la nation bohême, et Prokop Holy (Procope le Rasé, appelé aussi Procope le Grand). C'était un prêtre marié que les événements avaient fait soldat et qui s'annonçait comme l'héritier du génie de Zižka. Une bataille sanglante se livra sous les murs d'Ousti; les Saxons et les Misniens se brisèrent contre les chariots hussites, furent complétement défaits et repassèrent la frontière (1426). Albert d'Autriche s'enfuit en Moravie et jusque dans son duché. Cette fois les rôles étaient changés. Les Hussites allaient devenir à leur tour envahisseurs; l'empereur Sigismond, paralysé d'autre part par les Turcs, était incapable de leur résister.

Vainqueurs de leurs adversaires, les Hussites continuaient à se morceler en sectes diverses. Nous avons vu les divisions qui s'étaient produites parmi les Taborites. Les utraquistes à leur tour tombaient dans l'anarchie. Deux partis se fondaient parmi eux : les uns sous la conduite du maître Jean de Přibram, songeaient à se réconcilier avec l'Église universelle; ils ne réclamaient que la faculté de communier sous les deux espèces : ils reniaient les doctrines de Wiclef, et demandaient la restitution des biens du clergé. — Les autres adhéraient aux doctrines de Wiclef, réclamaient l'abolition de certains rites catholiques et l'usage de la langue nationale pendant la messe, pour la lecture de l'épître et de l'évangile. Ils avaient pour chefs, Jakob de Střibro, Jean de Rokycana, prédicateur habile et Procope le Mineur (Prokopek).

Le prince Sigimond Korybutovicz inclinait vers le parti de Jean de Přibram qui lui paraissait destiné à réconcilier la Bohême avec l'Église catholique. Il entra même en négociations secrètes avec le pape Martin V; mais le parti de Rokycana s'insurgea contre lui, le fit prisonnier et le chassa de la Bohême (1427). La démocratie triomphait; les Pragois resserrèrent plus intimement encore leur alliance avec les Taborites, et Procope le Grand devint, avec un pouvoir plus considérable que celui de Zižka, le chef incontesté de tout le parti hussite.

Cependant le Saint-Siége ne se lassait pas de prêcher la croisade contre la Bohême. En 1427, les princes allemands

rentrèrent en Bohême par le cercle de Plzen, qui était resté fidèle à la foi catholique. Mais à l'arrivée de Procope le Grand, leur armée fut saisie d'une terreur panique et recula jusqu'à Tachov, où les Tchèques l'atteignirent et la défirent complétement. Procope prit à son tour l'offensive, soit contre les provinces de la couronne de Bohême où le hussitisme n'était pas encore dominant, soit contre les pays voisins. Il envahit la Hongrie et ravagea jusqu'aux environs de Presbourg; puis il pénétra en Moravie, où le parti hussite commençait à se relever, et entra au commencement de l'année 1428 en Silésie. Beaucoup de places fortes furent occupées par les Tchèques qui y mirent garnison; l'armée de l'évêque de Breslau fut battue et dispersée; une partie de la Silésie fut soumise; les Hussites pénétrèrent également en Bavière et en Autriche, dispersant partout les troupes envoyées à leur rencontre et ravageant le pays. Décidément ils étaient invincibles, et l'empereur Sigismond comprit qu'il n'avait plus qu'à traiter avec eux. Des négociations furent entamées; Procope le Grand se rendit à Presbourg; les personnages les plus considérables du parti utraquiste et catholique l'accompagnaient. Sigismond proposa aux Hussites de faire remettre la solution des questions religieuses à un concile qui devait se réunir dans deux ans à Bâle, et de conclure une trêve en attendant. Mais les Bohêmes n'avaient pas oublié le sort de Jean Hus; ils n'avaient qu'une médiocre confiance dans les résultats du concile; la trêve ne pouvait servir qu'à fortifier leurs adversaires; ils refusèrent. L'entrevue de Presbourg n'aboutit pas, et les hostilités recommencèrent.

Procope envahit la Lusace et la soumit; puis il entreprit (1430) contre l'Allemagne une grande expédition en Misnie et en Saxe. L'armée de l'électeur de Saxe prit la fuite devant les Hussites : la Misnie, la Saxe, la Thuringe, la Franconie furent envahies; certains historiens comptent soixante-dix villes et plusieurs milliers de villages brûlés ou ravagés. Les Hussites devenaient la terreur de l'Allemagne. L'Italie et Rome avaient jadis moins tremblé

devant le *tumultus gallicus*. Le duc de Bavière, le margrave de Nurenberg, beaucoup de villes achetèrent la paix. La ville de Naumbourg, sur la Saale, envoya au-devant de Procope une députation d'enfants, qui implora et obtint la clémence du farouche vainqueur. On fit circuler dans l'empire une lettre apocryphe de Jeanne d'Arc, qui menaçait les Hussites de marcher contre eux dès qu'elle aurait chassé les Anglais.

Les exploits des Tchèques remplissaient l'Europe d'admiration et de terreur. L'Église et le Saint-Siége étaient d'autant plus épouvantés que les doctrines hussites commençaient à se répandre en dehors de la Bohême, non pas seulement en Pologne, en Hongrie, mais en Allemagne, et même en France. Les Dauphinois envoyaient aux Tchèques des cotisations volontaires. L'évêque d'Arras écrivait qu'il n'osait quitter son diocèse, étant « obligé de veiller sur son troupeau pour le préserver de la contagion de l'hérésie bohême. » La chrétienté ne voyait que dans la convocation d'un concile le seul remède à tant de maux. Le clergé français et la plupart des princes allemands menaçaient de le réunir, même sans le consentement du pape. Mais le Saint-Siége avait plus de confiance dans la force des armes que dans les décisions d'une assemblée de théologiens. La défaite de la Bohême eût simplifié toutes choses et soumis les esprits les plus rebelles à l'autorité du dogme catholique. A la diète de Nurenberg, le légat pontifical Cesarini et l'empereur décidèrent une nouvelle croisade (1431). Elle entra en Bohême par l'ouest, près de Domažlice (Taus). Cette fois encore les Allemands prirent la fuite devant l'armée de Procope le Grand, qui les attendait avec quarante mille fantassins, trois mille cinq cents cavaliers et deux mille cinq cents chars de guerre; il les poursuivit et leur infligea des pertes considérables. Les Hussites se jetèrent de nouveau sur l'Autriche et sur la Hongrie. Cependant le concile s'était réuni à Bâle; il avait une tâche glorieuse à remplir, celle de pacifier l'Europe. Tout le monde avait besoin de paix; l'Allemagne, et plus encore la Bohême, dont la vitalité s'épuisait dans ces luttes inces-

santes; la guerre en dehors des frontières ne coûtait pas cher à l'armée hussite; elle vivait sur le butin de l'étranger; mais elle prenait des habitudes de rapine qu'elle gardait sur le sol de la patrie; elle se grossissait d'aventuriers, Polonais, Ruthènes, Allemands même; elle perdait ce caractère de religiosité grave, d'incorruptible moralité qui avait distingué les compagnons de Zižka. Le pays n'avait plus de gouvernement depuis le départ de Sigismond Korybutovicz. En 1431 un comité de douze membres, composé de seigneurs, de chevaliers et de bourgeois avait été institué; mais son autorité était fort limitée.

Le concile de Bâle (1431); anarchie en Bohême; bataille de Lipany (1434).

Le concile s'ouvrit à Bâle en 1431. Dès le mois d'octobre il adressa aux Hussites une lettre conciliante pour les engager à envoyer une ambassade à Bâle. L'évêque des utraquistes, Konrad, était mort au mois de décembre 1430; s'ils voulaient continuer à avoir un clergé, ils devaient, à moins de rompre avec la tradition apostolique, transiger avec l'Eglise universelle. Le message du concile fut reçu avec joie par les États et les habitants pacifiques de la Bohême; dans une diète tenue à Prague en janvier 1432, les utraquistes et les orphelins décidèrent qu'il fallait entrer en négociations avec le concile, pour savoir de quelle façon les envoyés de la Bohême seraient entendus. On se souvenait de Jean Hus et du sauf-conduit qui ne lui avait épargné ni la prison ni le bûcher. Les Taborites donnèrent leur adhésion à cette politique, à condition toutefois que la guerre serait continuée jusqu'à nouvel ordre. Procope poursuivit ses invasions en Allemagne et ravagea le Brandebourg jusqu'à Berlin et Francfort, sur l'Oder; il se tourna ensuite du côté de la Hongrie, où il occupa la ville de Tyrnau (Nagy Szombat); la Silésie, encore une fois menacée par ses armes, dut acheter la paix à des conditions fort onéreuses. En 1432, les Hussites envoyèrent à la

cour du roi Wladislaw une ambassade, qui réussit à conclure une alliance entre la Pologne et les Tchèques ; en échange du secours des Polonais, on promettait la couronne de Bohême au jeune Wladislaw Jagellon. Cependant le concile, malgré l'opposition du pape Eugène IV, qui estimait toute transaction avec les hérétiques fâcheuse pour l'autorité de l'Église, envoya une députation aux Bohêmes à Cheb (Éger), pour s'entendre avec eux sur la façon dont ils comparaîtraient à Bâle. Il fut convenu qu'ils s'y présenteraient non pas comme des accusés devant un tribunal, mais librement, et qu'ils pourraient défendre leurs doctrines en s'appuyant sur l'Ecriture et sur les Pères. Les Hussites se décidèrent alors à envoyer à Bâle une nombreuse ambassade, où figureraient les plus illustres personnages laïques et religieux. On distinguait parmi eux Procope le Chauve, maître Jean de Rokycana et l'anglais Pierre Payne.

Procope, accompagné d'une centaine de ses corréligionnaires, entra à Bâle le 6 janvier 1433. Un témoin oculaire, le pape Æneas Sylvius, a raconté l'impression produite sur le peuple par la vue de ces Hussites, qui, au dire de leurs ennemis, étaient possédés chacun de cent démons, et la terreur qu'inspirait leur chef. « Le voilà, disait-on, l'homme qui a tant de fois mis en fuite les armées des fidèles, qui a détruit tant de cités, massacré tant de milliers d'hommes, qui est aussi craint de son peuple que de ses ennemis, l'invincible, l'infatigable général. » Les disputes qui eurent lieu, soit devant le concile, soit dans des entretiens privés, eurent surtout pour objet les quatre articles que nous avons rapportés plus haut; elles durèrent trois mois entiers. La majorité du concile était favorable aux idées de réforme; une transaction semblait possible, même concernant le dogme du calice, si toutefois les Tchèques voulaient renoncer à considérer la communion sous les deux espèces comme indispensable au salut. Mais le difficile était de faire admettre par les Taborites le principe de l'autorité dans l'Église et l'utilité de la hiérarchie. Le concile, dans un esprit de conciliation, consentit à envoyer

une députation à Prague, pour traiter avec l'assemblée des Hussites de Bohême et de Moravie. A la tête de cette députation était un prélat français, Philibert, évêque de Coutances en Normandie. Une diète spéciale fut donc réunie à Prague (juin 1433); l'Église, évidemment, ne pouvait traiter avec toutes les sectes isolément : il fallait ramener le hussitisme à un corps de doctrines, trouver une sorte de moyenne entre tant d'opinions différentes. Mais les Pragois et les Taborites ne parvinrent pas à s'entendre. Les délégués du concile offrirent au parti de Prague la tolérance provisoire de la communion sous les deux espèces; les autres questions seraient réglées par le concile, où la Bohême serait représentée; avant tout il était urgent de conclure un armistice. Les Pragois, eux, entendaient, afin de supprimer toute secte religieuse dans le pays, faire du calice un rite obligatoire pour toute la Bohême et la Moravie. Les pouvoirs des délégués n'étaient point assez larges pour une telle concession; une nouvelle ambassade tchèque partit à Bâle pour traiter avec le concile. Mais l'armistice ne fut point proclamé. Les Hussites continuèrent de ravager la Hongrie ; par un hardi coup de main, ils mirent le siége devant Plzen, qui était restée dans le royaume de Bohême la principale citadelle du catholicisme. Au milieu des convulsions de ces luttes civiles, les Tchèques étaient assez forts pour prêter au roi de Pologne, alors en guerre contre les chevaliers teutoniques, une armée de huit mille hommes, qui allait porter jusqu'aux rivages de la Baltique, sous les murs mêmes de Dantzig, la terreur du nom hussite.

Cependant le siége de Plzen traînait en longueur; l'armée assiégeante, habituée à vivre richement sur le sol étranger, dépérissait sur le sol épuisé de la patrie. Une insurrection éclata parmi les soldats de Procope ; blessé et fait prisonnier par ceux qu'il avait si souvent conduits à la victoire, il céda le commandement à son lieutenant, Czapek de San, qui ne fut pas plus heureux que lui contre le boulevard de la catholicité. Le concile de Bâle avait renvoyé en Bohême une députation nouvelle; elle appor-

tait à la diète de Bohême et de Moravie un projet de transaction, connu sous le nom de *Compactata*. Le concile accordait le calice aux adultes qui en feraient la demande, consacrait les prêtres utraquistes, admettait en principe les trois autres articles de Prague et se réservait le droit de régler les questions de détail, d'accord avec les représentants de l'église tchèque. Le clergé tchèque, sur l'acceptation de ces *compactata*, se trouva partagé en deux partis : celui de Jean de Příbram inclinait à les accepter; celui de Jean de Rokycana tenait absolument pour la communion obligatoire sous les deux espèces. Ce parti prévalut. Les *compactata* furent rejetés; les délégués du concile quittèrent Prague au commencement de l'année 1434, et la guerre reprit de plus belle.

La Bohême se mettait en lutte avec toute la chrétienté ; le concile établit un impôt sur tout le clergé catholique pour venir en aide aux catholiques tchèques, et spécialement à la ville de Plzen. Cet argent servit à acheter quelques-uns des assiégeants; grâce à leur complicité, la ville fut ravitaillée à temps. La guerre intérieure menaçait de s'éterniser : le comité permanent des États convoqua pour le mois d'avril 1434 une diète, dans le but de rétablir la paix. Cette diète décréta une paix générale, décida qu'il n'y aurait désormais qu'une seule armée entretenue aux frais de la nation : les Taborites et les Orphelins furent invités à se dissoudre ou à s'incorporer dans la nouvelle armée. Cette mesure, loin d'atteindre le but qu'elle se proposait, donna le signal d'une nouvelle guerre civile : à Prague, la Nouvelle ville (Nove-Mesto)[1] inféodée aux Taborites refusa d'accéder à la paix générale, que la Vieille ville acceptait. L'armée des états qui s'était formée aux environs de Kouřim entra à Prague, et contraignit les re-

[1] Prague se composait en réalité de trois villes; la vieille ville (Stare mesto, Altstadt.), la nouvelle ville (Nove mesto, Neustadt) et, sur la rive gauche de la Vltava, la Mala strana (Kleinseite) dominée par le quartier de Hradcany. (Hradschin). La vieille ville était surtout habitée par les Allemands, la nouvelle ville par les Slaves.

belles à l'obéissance. A cette nouvelle, les Taborites lèvent le siége de Plzen et marchent sur Prague; cette fois encore leur vieux chef Procope se mit à leur tête. Mais l'armée des utraquistes s'était renforcée de toutes les forces catholiques. Les deux partis se rencontrèrent le 30 mai 1434, à Lipany, auprès de la ville de Cesky Brod (Bœhmisch Brod, le gué des Tchèques); le choc fut terrible. Par une fuite simulée les ennemis décidèrent les Taborites à quitter leurs chars de guerre pour combattre en pleine campagne. Après des prodiges de valeur, Procope succomba, *fatigué de vaincre plutôt que vaincu*, suivant le mot d'Æneas Sylvius. Il fut tué; avec lui périrent seize mille de ses guerriers, l'élite de l'armée taborite. Les Tchèques n'avaient pu être vaincus que par eux-mêmes. Les débris de ces troupes, naguère si redoutables, trouvèrent un abri derrière les murailles de Tabor et d'autres villes confédérées; mais beaucoup d'entre elles sortirent de la fédération et acceptèrent l'autorité des états.

Les Compactata (1436); résultat des guerres hussites; mort de Sigismond (1437).

Après cette victoire, les états se réunirent dans une nouvelle diète et entreprirent de négocier avec Sigismond. Il ne fallait plus compter sur la Pologne; le roi Wladislaw Jagellon était mort (31 mai 1434). Son fils, Wladislaw III, n'avait que dix ans et se voyait disputer par une partie de la noblesse polonaise l'héritage paternel. Sigismond, se rendit à Ratisbonne pour y attendre les délégués de la Bohême; ils trouvèrent dans cette ville une délégation du concile de Bâle; mais ils n'avaient pas mission de traiter avec elle. Ils venaient annoncer au roi que les états étaient prêts à se réconcilier avec lui s'il voulait reconnaître les libertés du pays, s'engager à obtenir du concile la communion sous les deux espèces pour la Bohême et la Moravie. Sur le premier point, l'accord se fit vite entre le roi et les états; quand au second, il les invita à traiter directement

avec le concile. A la diète tenue à Prague à ce sujet, les utraquistes modérant leurs anciennes prétentions, consentirent à ne réclamer l'usage du calice que pour les églises où il existait déjà de fait. Ils demandaient aussi la faculté pour la Bohême et la Moravie d'élire un archevêque et des évêques.

En 1435, une entrevue nouvelle eut lieu à Brno (Brünn) entre Sigismond, les délégués du concile et du royaume de Bohême. Le concile ne voulait pas reconnaître l'existence d'une église utraquiste: il admettait seulement que dans chaque paroisse le sacrement de l'autel fût accordé à tout fidèle avec ou sans le calice, au gré de chacun; les archevêques et les évêques devaient s'engager à administrer le sacrement, sous une seule ou sous les deux espèces, et à consacrer les prêtres catholiques ou utraquistes. Les délégués bohêmes soutenus, du moins en apparence, par Sigismond dont le rôle est fort ambigu, refusèrent cette transaction et menacèrent de quitter Brno; sur les instances de Sigismond, une nouvelle entrevue fut décidée; elle devait avoir lieu à Stulhweissenbourg (Albe Royale, Szekes Feervar) en Hongrie. En attendant les états de Bohême firent dresser la liste des paroisses utraquistes et catholiques, et procédèrent, d'accord avec le clergé utraquiste, à l'élection d'un archevêque et de deux évêques. Leur choix se porta d'abord sur Jean de Rokycana. Le concile refusa de sanctionner cette élection et désigna l'un des délégués, l'évêque Philibert de Coutances, comme administrateur provisoire de l'archevêché. C'est aux conférences de Szekes Feervar que la paix religieuse fut définitivement conclue. Sigismond fit entendre aux délégués du concile qu'il s'agissait surtout pour lui de rentrer dans son héritage et qu'il saurait bien, plus tard, ramener le royaume à la véritable religion. Cependant, il n'osa proclamer dans Prague même, un traité auquel lui-même ne croyait pas. C'est à Jihlava (Iglau) en Moravie que les *Compactata* de la nation bohême furent solennellement proclamés. Le concile tolérait jusqu'à nouvel ordre l'usage de la coupe et l'existence d'un clergé utraquiste. Les quatre articles de Prague étaient acceptée

(5 juillet 1436). L'empereur roi s'engageait par une lettre de Majesté à faire observer les articles de Prague, à souffrir à sa cour les prédicateurs hussites, à accorder une amnistie générale pour tous les faits de guerre, à n'admettre aucun étranger aux fonctions publiques, à gouverner désormais le pays avec l'assistance d'un comité nommé par la diète, à prendre des mesures pour assurer la prospérité de l'Université de Prague. La paix fut ainsi conclue entre la Bohême et la chrétienté. Sigismond entra enfin dans cette ville de Prague, qui depuis tant d'années ne connaissait plus de roi.

Ainsi s'éteignait ce grand incendie dont les premières flammes s'étaient allumées au bûcher de Jean Hus. La Bohême avait montré à l'Europe le spectacle étonnant d'un peuple qui met sa foi religieuse et sa nationalité au-dessus de tous les intérêts, et qui décuple ses forces par l'enthousiasme. Le résultat des luttes gigantesques qu'elle avait entreprises, était-il en rapport avec les sacrifices qu'elle s'était imposés? Qu'était devenue cette réforme pour laquelle Zižka et les siens avaient tant combattu? L'église catholique de Bohême avait, il est vrai, perdu quelques-unes de ses richesses; mais elles étaient tombées aux mains d'une noblesse avide et qui désormais tenait le clergé dans sa dépendance. Les meilleurs esprits avaient abandonné le terrain pratique de la morale et de la discipline, pour s'engager dans des fantaisies dogmatiques. La question du calice avait passionné les esprits, comme naguère à Byzance les controverses religieuses.

La réconciliation de la Bohême avec l'Église universelle restait d'ailleurs loin d'être complète. Le concile n'avait pas accordé aux utraquistes tout ce qu'ils réclamaient; les utraquistes, trompés par les promesses de Sigismond, se flattaient en vain d'arracher de nouvelles concessions; d'autre part, le pape n'avait pas encore ratifié les *compactata*. Dans l'ordre politique, le mouvement hussite, tout en assurant à la nationalité tchèque une sérieuse prépondérance, en reculant pour longtemps la germanisation du pays, n'avait pas produit tous les fruits qu'on en pouvait attendre; il

avait débuté par être populaire et démocratique; il se terminait par le triomphe de la noblesse qui devenait plus puissante que jamais; le roi avait dû lui engager, lui vendre ou lui laisser prendre presque tous les domaines de la couronne; il ne pouvait plus songer à les reconquérir; les biens de l'Église étaient également passés aux mains de la noblesse, et la couronne qui en tirait des impôts ou des secours de guerre, voyait tarir cette source de revenus facile à exploiter en dehors du consentement des diètes. L'équilibre entre le pouvoir du roi et celui de la noblesse était rompu. A l'étranger le nom des Bohêmes était devenu chez les peuples catholiques un objet de terreur ou de mépris. Témoin le nom de Bohémiens appliqué aux Tsiganes et *la Praguerie* de Paris. Ce qui restait à la Bohême, c'était l'élan généreux de la nationalité slave, c'était une certaine exaltation religieuse, une tradition d'austérité qui se reflétera plus tard dans les écrits de ses moralistes, de ses pédagogues et de ses hommes d'état, d'un Pierre de Chelčic, d'un Komensky, d'un Charles de Zerotin et surtout dans l'idéal moral de la secte des frères bohêmes. Là, est peut-être le plus bel héritage du mouvement hussite.

Sigismond survécut peu à son rétablissement: il mourut à la fin de l'année 1437. Les quelques mois qu'il passa sur le trône de Bohême furent remplis d'amertume. Il lui était impossible de concilier les engagements qu'il avait pris envers le concile et envers les utraquistes; aussi il se garda bien de favoriser l'élection de Jean de Rokycana comme évêque, et pour lui faire équilibre, il s'appuya surtout sur le parti de Jean de Přibram. L'archevêché de Prague resta vacant: l'église utraquiste fut gouvernée par un administrateur et un consistoire de curés de Prague, tous pris dans le parti de Jean de Přibram; l'église catholique, par le chapitre métropolitain et l'évêque français, Philibert, qui consacrait les prêtres des deux clergés. A la mort de Philibert, le chapitre élut un administrateur. Mais l'évêque d'Olomouc (Olmutz), malgré les *Compactata*, se refusait à consacrer ceux qui n'abjuraient pas le calice. L'irritation était grande parmi les partisans de

Jean de Rokycana : ne se croyant plus en sûreté à Prague, il quitta la ville, sa fuite augmenta le mécontentement de ses partisans. Si les esprits étaient exaltés, la paix matérielle n'était pas non plus assurée. Les Taborites n'avaient pas complétement désarmé ; le roi à son arrivée en Bohême, avait traité avec leur principal chef, le prêtre Bedřich de Stražnice : il avait accordé à la ville de Tabor les priviléges d'une ville royale, et aux Taborites, jusqu'à nouvel ordre, l'exercice de leur religion. Cependant, quelques bandes avaient refusé la paix et occupaient le château de Sion aux environs de Kutna Hora. Le roi s'empara du château et fit pendre le chef Rohač avec cinquante-six des siens ; cette exécution souleva l'indignation des Taborites : Bedřich de Stražnice recommençait la guerre quand Sigismond mourut.

Avec lui s'éteignit la ligne masculine de la maison de Luxembourg qui avait donné à l'empire trois empereurs, deux rois des Romains, quatre rois à la Bohême, des comtes au Luxembourg, des électeurs au Brandebourg, une dynastie de margraves à la Moravie, un roi à la Hongrie. Sigismond, plus heureux et dans des temps plus calmes, eût réalisé cette union intime de la Hongrie et de la Bohême qui était la base de l'état autrichien. « Ces princes de la maison de Luxembourg, dit M. Hœfler, ne furent pas à proprement parler de grands rois, mais des caractères souples, élastiques, ne se laissant abattre par aucun coup du sort ; toujours disposés, si une entreprise ne réussissait pas, à en commencer une autre. Ils étaient bien préparés à faire rayonner sur leur temps une influence toujours variée, une activité remarquée de l'Europe ; moins peut-être à savoir grouper des éléments divers, à les maintenir, à les concentrer.... ; ce ne fut pas une race sans idée, ce fut surtout une race très-active. »

CHAPITRE XII.

LA BOHÊME SOUS GEORGES DE PODEBRAD (1437-1471) ET LA DYNASTIE JAGELLONNE (1471-1526)

Albert d'Autriche (1438-1439); Ladislav le Posthume (1439-1447); Georges de Podebrad (1444). — Règne de Georges de Podebrad; la Bohême pacifiée (1457-1471). — Vladislav Jagellon (1471-1516); progrès de la noblesse. — Louis (1516-1526); la réforme de Luther.

Albert d'Autriche (1438-1439); Ladislav le Posthume (1439-1447); Georges de Podebrad (1444).

Sigismond, n'avait pas d'héritier mâle : la descendance directe de la maison de Luxembourg s'éteignait avec lui. En vertu des conventions d'héritages conclues entre les dynasties de Luxembourg et de Habsbourg, la Bohême et la Hongrie revenaient à Albert V d'Autriche, d'ailleurs gendre de Sigismond. Mais les conventions avaient été conclues sous le règne de Charles IV, à une époque où l'autorité royale s'exerçait dans toute sa plénitude. Depuis, la Bohême avait appris à se passer du roi ou à lui imposer ses volontés. Albert V d'Autriche ne possédait que la Haute et la Basse Autriche, et ne pouvait s'emparer de la Bohême par la force. Bedřich de Stražnice et les Taborites lui préféraient le frère du roi de Pologne Wladislaw III, le jeune prince Kazimir. La Pologne avait tout intérêt à s'unir à la Bohême pour faire contre-poids à l'union de l'Autriche et de la Hongrie ; Kazimir fut envoyé en Bohême

avec une armée. Cependant, malgré l'opposition d'une partie de la noblesse, Albert pénétra dans le royaume, se fit couronner à Prague, et marcha sur la ville de Tabor qui était le centre de la résistance; pendant ce temps là, le roi de Pologne, de son côté, envahissait la Silésie et la Moravie. Le danger qui menaçait Albert, fut conjuré par le pape Eugène IV, dont l'intervention amena la conclusion d'un armistice. Albert mourut peu de temps après (Octobre 1439). Quatre mois après sa mort, sa veuve accoucha d'un fils, Ladislav, surnommé le Posthume (Février 1440). Ainsi qu'on pouvait le prévoir, le jeune prince ne fut pas reconnu en Bohême sans résistance. Les partis opposés s'entendirent pour confier à une diète l'élection du souverain. Le prince Kazimir de Pologne, nommé grand duc de Lithuanie, renonça complétement au trône de Bohême. La diète, ne pouvant plus compter sur lui, offrit la couronne au duc de Bavière qui eut la sagesse de refuser. De guerre lasse, après avoir vainement demandé un roi à l'Allemagne, la noblesse se décida à s'entendre avec la reine douairière Élisabeth, sur les conditions de la régence. Si jeune que fût le roi, il semblait que sa seule présence fût capable de maintenir l'ordre dans un pays où les partis s'agitaient encore. Sa mère refusa de l'envoyer à Prague, et le pays dut se gouverner lui-même; les capitaines de cercles administraient leurs provinces chacun comme ils pouvaient, et n'y réussissaient pas toujours. La fermentation des esprits était loin d'être calmée. Le parti utraquiste prétendait qu'on n'observait pas les engagements du roi Sigismond : la communion n'était donnée que sous une seule espèce et l'évêque d'Olomouc (Olmutz) refusait toujours de consacrer les prêtres utraquistes. Les utraquistes eux-mêmes se divisaient. Les quatre cercles de Kouřim, de Caslav, de Chrudim et de Kralove Hradec avaient formé une confédération qui reconnaissait le seigneur Ptaček de Perk stein pour chef suprême, Jean de Rokycana comme archevêque, et refusait l'obéissance au consistoire de Prague, qui avait alors pour administrateur Jean de Příbram. Cependant, les deux partis finirent par s'unir contre le parti ca-

tholique : ils offrirent même aux Taborites de se fondre avec eux en une seule église. Après de nombreuses disputes, la doctrine des Taborites fut déclarée fausse par la majorité utraquiste; ce fut pour eux un coup de mort: un grand nombre de communes se détachèrent de la secte et la ville de Tabor en resta le seul et dernier refuge.

Ptaček de Perkstein mourut (août 1444) sans avoir réussi à amener parmi les non catholiques l'union désirée. Il eut pour successeur, dans le commandement suprême des quatre cercles, un jeune gentilhomme, Georges de Kunstadt, ou Georges de Poděbrad (plus correctement de Poděbrady). Georges n'avait alors que vingt-quatre ans; mais il offrait l'assemblage des plus rares qualités. Il avait eu, d'après la tradition, Jean Žižka pour parrain; comme lui vaillant soldat et zélé patriote, Georges était pénétré du désir de rétablir l'ordre et l'union dans sa patrie. « C'était, dit Æneas Sylvius, un homme petit, trapu, aux yeux pleins de flamme, de mœurs paisibles, infecté, il est vrai des erreurs des Hussites, mais amoureux de la justice et du droit; » il décida les chefs du parti catholique à envoyer une ambassade à Rome (1447). Le Saint-Siége chargea le cardinal Carvajal d'une mission en Bohême. Il arriva à Prague en 1448; on le pria de faire accepter par le pape les *compactata* et de faire confirmer Jean de Rokycana comme archevêque. Le cardinal ne venait pas avec des idées conciliantes: il donna à entendre que la cour de Rome était résolue à rejeter la communion sous les deux espèces et à faire occuper l'archevêché par un personnage de son choix. L'irritation fut si grande dans le peuple que Carvajal crut prudent de quitter la ville. Suivant le récit d'un contemporain, il se serait sauvé en emportant dans ses bagages le texte officiel des *compactata*, qu'on l'aurait obligé à restituer. Cet incident fut le signal de nouvelles agitations; les partisans de Pribřam et de Rokycana se rapprochèrent; mais certains seigneurs du parti de Pribřam, qui tenaient moins au calice qu'à la situation qu'ils occupaient, passèrent ouvertement au parti catholique. Georges profita de la confusion des esprits pour marcher sur Prague et s'en emparer par

surprise; les habitants l'accueillirent en triomphe : Jean de Rokycana et Jean de Pribřam prirent la direction spirituelle des utraquistes; Georges de Poděbrad devint *de facto* le gouverneur de la Bohême.

L'ère des luttes sanglantes se rouvrait pour ce pays : Ulrich de Rosemberk, le chef du parti catholique prend les armes contre Poděbrad, et accepte contre lui le concours inattendu des Taborites rejetés de la communion utraquiste; il va chercher des alliés à l'étranger, le duc Frédéric de Saxe, le margrave de Misnie. Georges de Poděbrad, aussi vaillant capitaine qu'habile politique, déchaîne contre la Saxe la Bavière et le Brandebourg, envahit la Misnie et fait reconnaître partout son autorité. Ses adversaires essayent de faire venir le jeune roi Ladislav, que son tuteur, Frédéric d'Autriche refuse de leur livrer: ils sont obligés de consentir à une diète qui nommera un régent du royaume. Les exploits de Georges de Poděbrad et sa puissance le désignent naturellement au choix de ses compatriotes; ils lui decernent le titre et les fonctions de *capitaine suprême* du royaume (nejvyšši hejtman zemsky); son élection est confirmée par l'empereur (1451). Poděbrad sut faire respecter par tous l'autorité qui lui était confiée; il soumit la ville même de Tabor (août 1451) et l'obligea à recevoir des prêtres utraquistes; les principaux membres du clergé taborite furent jetés en prison. A dater de ce moment les Taborites disparaissent complétement.

Ulrich de Rosemberk assiégé dans Budějovice (Budweiss) est réduit à l'obéissance. Cependant les pays annexes du royaume, la Lusace, la Silésie, la Moravie s'en étaient à peu près détachés. Le couronnement du jeune roi pouvait seul resserrer les liens relâchés qui les retenaient encore. Georges obtint que le roi se rendît à Prague et s'y fît couronner; Ladislav, alors âgé de quatorze ans, reconnut Poděbrad comme son lieutenant pour six années, admit les *compactata* et promit de faire honneur aux engagements de Sigismond Désormais, à l'abri de l'autorité du roi couronné, autorité qui avait si longtemps manqué à la Bohême, le régent put réorganiser le pays. Il rétablit les

tribunaux, ouvrit une enquête rigoureuse sur les spoliations des propriétés qui s'étaient accomplies depuis trente ans, et fit restituer à la couronne la plupart de ses domaines. Les rapports de la Moravie, de la Silésie et de la Lusace avec la Bohême étaient surtout fondés sur la personne du roi. Les états de ces provinces prêtèrent serment à Vladislav : seule la ville de Vratislav (Breslau) refusa de se faire représenter à Prague; ses habitants ne voulaient point paraître dans une ville hérétique; ils étaient excités contre la Bohême par les prédications du célèbre moine italien, Jean Capistran, que le Saint-Siége avait envoyé pour prêcher la croisade contre les Turcs et observer les choses de Bohême. Mais le roi Vladislav, sur les conseils de Georges, châtia durement cette velléité de résistance ; il imposa aux bourgeois de fortes amendes. Le jeune prince avait d'ailleurs la plus grande confiance en Georges et se plaisait à l'appeler son père; quand les Turcs, par la prise de Constantinople, portèrent un coup terrible à la chrétienté, Ladislav put offrir à l'empereur d'Allemagne quarante mille hommes pour une croisade qui, du reste, n'eut pas lieu. Le roi mourut à Prague, au moment où il se préparait à célébrer son mariage avec Madeleine de France, fille de Charles VII (1457). Une ambassade somptueuse était allée jusqu'à Tours demander la main de cette princesse, qui épousa depuis Gaston de Foix. Les historiens de Charles VII ont longuement raconté les splendeurs de cette ambassade et l'intérêt qu'inspira aux Parisiens son séjour dans la capitale.

Règne de Georges de Podebrad (1457-1471); la Bohême pacifiée.

D'après les conventions, la couronne de Bohême devait faire retour à la maison de Habsbourg. Mais les peuples s'émancipaient et ne se croyaient plus tenus d'observer les contrats naguère conclus avec leurs souverains. Quel besoin avait la Bohême d'aller chercher un étranger, quand elle avait

chez elle le meilleur des gouvernants? Georges était naturellement désigné au choix de ses compatriotes ; un grand nombre de compétiteurs se présentèrent, notamment le roi de France Charles VII qui, pour se dédommager sans doute de n'avoir pas vu sa fille reine de Bohême, réclamait la couronne pour son second fils. Néanmoins Georges fut élu d'un consentement presque unanime. La Bohême reprenait possession d'elle-même et échappait à l'étreinte de l'Autriche et de la Hongrie ; pour la première fois depuis les Přemyslides, elle avait un souverain vraiment national. La Moravie, la Silésie, la Lusace lui prêtèrent hommage. Deux villes seulement lui résistèrent pour des motifs de religion, Vratislav (Breslau) et Jihlava (Iglau). Il les réduisit toutes deux par les armes, malgré les secours que l'empereur Frédéric accorda à Jihlava. L'empereur, bientôt réconcilié avec Georges de Poděbrad, lui accorda l'investiture du royaume. Par l'acte d'investiture, l'escorte que la Bohême devait fournir à l'empereur pour ses expéditions d'Italie était réduite de trois cents à cent cinquante chevaliers. Frédéric IV s'engageait à ne jamais se mêler des affaires intérieures de la Bohême.

Georges continua, comme roi, la tâche qu'il s'était imposée comme lieutenant du royaume : rétablir le pays dans l'état de calme et de prospérité où l'avait laissé Charles IV. Le morcellement et la diminution du patrimoine de la couronne avait eu pour conséquence la diminution de l'armée royale; Georges n'hésita pas à imposer aux Etats de lourdes contributions qui lui permirent de solder une armée bien organisée. Il acquit dans toute l'Europe la réputation d'un souverain puissant et sage. L'une de ses filles avait épousé Mathias Corvin, roi de Hongrie; l'autre, Albert, prince de Saxe : elle est l'aïeule de la maison qui régnait naguère à Dresde.

Cependant la période des convulsions religieuses était loin d'être close; Georges avait réduit les Taborites au silence; les adhérents de leurs doctrines les pratiquaient désormais en secret. Dans leur sein se forma une secte nouvelle : la confrérie de Kunwald, ainsi nommée du lieu où

elle prit naissance (Kunwald, dans le cercle de Hradec), et qui plus tard adopta le nom plus large d'Union, ou mieux d'*Unité* des frères bohêmes (Jednota bratři českych). Elle fut organisée par un pauvre gentilhomme, frère Grégoire. L'Union des frères bohêmes rompait ouvertement avec l'église romaine; elle choisissait dans son sein les anciens ou les évêques; le premier fut consacré par un évêque vaudois. Pour le dogme, elle se rattachait à la tradition des Taborites; mais elle avait sur ces farouches ancêtres une incontestable supériorité ; elle répudiait l'emploi des armes pour la défense de la foi; elle prêchait une morale austère et édictait des peines temporelles pour ceux qui en transgressaient les devoirs. Ce dernier article de sa doctrine empêcha la secte de se développer autant qu'elle l'aurait pu. Néanmoins, à la fin du quinzième siècle, on comptait en Bohême et en Moravie près de deux cents confréries soumises à des évêques et à des anciens. Prise dans son ensemble, la secte des frères bohêmes, plus connus à l'étranger sous le nom impropre de frères moraves, peut être considérée comme une des manifestations de la pensée religieuse qui font le plus d'honneur à l'humanité.

Malgré le caractère inoffensif de cette nouvelle secte, le roi Georges, qui tenait à respecter la lettre des *compactata*, se montra sévère pour elle ; il voulait étouffer dans son germe toute innovation religieuse, afin d'arriver plus aisément à une réconciliation définitive avec le Saint-Siége. La grande question était de trouver un *modus vivendi* avec la cour de Rome; malgré les compactata de Bâle, la situation de l'église utraquiste n'était pas encore réglée. Georges, qui appartenait lui-même à cette église, envoya en 1462 une ambassade à Rome pour prier le pape de ratifier les compactata. Le souverain pontife était alors Pie II qui, sous le nom d'Æneas Sylvius, avait joué un rôle important au concile de Bâle et dans les négociations entre l'Eglise et la Bohême. Mais Pie II entendait ramener la Bohême à l'unité absolue du catholicisme occidental ; loin de consentir aux demandes du roi de Bohême, il déclara les compactata abolis, interdit la communion sous

les deux especes et envoya un légat, Fantin de Valle, pour inviter le roi à renoncer à la doctrine utraquiste. Ni les convictions personnelles de Georges, ni les intérêts d'une sage politique, ne lui permirent d'obéir à cette injonction; en abjurant la foi utraquiste, il eût soulevé contre lui la majorité de cette nation qu'il avait eu tant de peine à pacifier. Il fit jeter Fantin de Valle en prison. Pie II lui déclara la guerre, exhorta les citoyens de Breslau à refuser obéissance au roi et le menaça d'excommunication (1468). La mort du fougueux pontife suspendit pour quelque temps l'effet de cette menace. Son successeur, Paul II, voulait gagner du temps et se mettre en état d'ajouter aux armes spirituelles le concours de la force matérielle. Il négocia, d'une part avec les seigneurs catholiques bohêmes, de l'autre avec l'empereur d'Allemagne. Les catholiques n'avaient pas à se plaindre du roi, qui respectait complétement leur liberté de conscience; mais ils commençaient à le trouver trop puissant et n'eussent pas été fâchés de réduire son autorité. Les empereurs n'avaient jamais dédaigné l'occasion d'humilier un roi de Bohême. L'un des principaux seigneurs catholiques, Zděnek de Sternberg, grand burgrave du royaume, se mit à la tête d'une confédération (confédération de Zelena Hora — Grünberg) qui entra en relations avec l'empereur; le pape Paul II lança l'anathème contre Georges, déclaré hérétique, relaps, spoliateur des biens de l'église (1465), défendit à ses sujets de lui prêter obéissance et fit prêcher la croisade contre les Hussites. Il trouva les princes allemands, sauf l'empereur, peu disposés à le seconder; l'octroi des indulgences et l'espoir du butin réunirent à peine quelques bandes armées, qui n'apportèrent qu'un faible secours aux confédérés de Zelena Hora Un certain nombre de villes royales se soulevèrent en Silésie, en Moravie, en Bohême; la catholique Plzen se joignit aux rebelles.

Georges, après avoir essayé de transiger avec le Saint-Siége, entreprit bravement de repousser la force par la force. Il en appela au futur concile œcuménique, au futur pontife et, ce qui valait mieux, organisa une armée solide.

Puis il se jeta sur ses adversaires; en peu de temps il leur enleva les principaux de leurs châteaux-forts. Son fils Victorin (1468) pénétra en Autriche pour châtier l'empereur Frédéric dans ses propres domaines. Mais à ce moment, le pape suscita à Georges de Podĕbrad un nouvel adversaire, Mathias Corvin. Mathias se laissa séduire, moins peut être par l'honneur de défendre la foi catholique que par le désir de venger des griefs personnels et l'espoir de réunir sur sa tête ces deux couronnes de Hongrie et de Bohême, qu'un même souverain avait déjà portées; le pape lui fournit d'ailleurs des ressources pour la guerre sainte. Mathias obligea Victorin à quitter l'Autriche et entra à l'improviste dans la Moravie. Les villes catholiques de Moravie et de Silésie ouvrirent leurs portes au roi de Hongrie. En 1469 il pénétra en Bohême dans le cercle de Calav; mais les Tchèques avaient été élevés depuis un demi-siècle à l'école des grandes guerres. Georges enveloppa son ennemi et l'obligea à signer un armistice à Vilemov. Mathias, délié de ses engagements par le Saint-Siége, toujours acharné à la perte de Podĕbrad, reprit les armes dès qu'il fut libre, rentra en Moravie et poussa la guerre avec une cruauté sauvage. Il payait les têtes des Tchèques prisonniers et les renvoyait dans le camp ennemi avec des balistes. Il convoqua ses partisans à Olomouc et se fit proclamer roi de Bohême; une armée tchèque le poursuivit à travers la Lusace, la Silésie, la Moravie et l'obligea à se réfugier en Hongrie. Mais les villes où il avait mis garnison restaient en sa possession; le roi Georges, malade et sans allié au dehors, redoutait un démembrement du royaume.

Il crut lui assurer du secours en promettant à un prince étranger la couronne de Bohême; il avait deux fils, mais il n'hésita point à sacrifier l'intérêt de sa dynastie à l'intérêt supérieur de la patrie. Il aurait pu peut-être assurer la couronne à un de ses fils; il préféra entrer en négociations avec le roi Kazimir de Pologne. Il le fit accepter à la Bohême pour son successeur. Cet acte de patriotique désintéressement fut le dernier de sa vie; il mourut en 1471, à

l'âge de cinquante-et-un ans. Jean de Rokycana était mort quelques semaines auparavant.

Cette fin soudaine ne laissa pas à Georges le temps d'accomplir les grands projets qu'il avait médités. Il ne rêvait à rien moins qu'à instituer une espèce de tribunal formé par les principaux souverains de l'Europe, devant lequel chacun d'entre eux pourrait porter ses plaintes, soit contre les agressions des autres souverains, soit contre celles de ses propres sujets, soit contre celles de l'Église. Il avait, dans l'espoir de réaliser ce projet, trop humanitaire pour le temps, envoyé à Louis XI (en 1464) une ambassade, dont il nous est resté en langue tchèque une curieuse relation. Il suppliait le roi de France, à titre de roi très-chrétien, au nom de son dévouement à l'intérêt général, de convoquer une assemblée de rois et de princes.

Cette assemblée travaillerait à la gloire de Dieu, au bien de l'Église universelle et à l'indépendance des états. Projet chimérique qu'Henri IV devait reprendre plus tard, sans être plus heureux que Georges. Au moment même où le pape excitait la chrétienté contre lui, il méditait d'entraîner l'Europe entière dans une croisade contre les Ottomans. Par son patriotisme, par ses vertus, ce roi, issu de la nation tchèque, a surpassé les plus illustres princes des dynasties étrangères qui ont régné sur son pays. Parmi ses conseillers les plus remarquables, il faut citer le Français Antoine Marini de Grenoble, les deux Tchèques Kostka et Albert de Postupice, l'allemand Grégoire de Heimbourg, qui lui prêta, dans sa lutte contre la théocratie romaine, l'appui d'un rare talent dialectique et d'un génie diplomatique parfois supérieur à son siècle.

Vladislav Jagellon (1471-1516); progrès de la noblesse.

Conformément aux engagements pris sous le règne de Georges de Poděbrad, les états utraquistes de Bohême élurent le jeune Vladislav de Pologne, alors âgé de seize ans. Il entra en possession du royaume après s'être engagé à faire observer les *compactata*, et amena au secours

de la Bohême une armée de quelques milliers d'hommes. Mathias poursuivit la guerre; en 1471 et 1472, il pénétra en Bohême; mais il n'alla pas plus loin que Kutna Hora. Il eût été plus honnête et plus intelligent de tourner les forces de la Hongrie contre les Turcs qui, après avoir conquis la péninsule du Balkan, menaçaient de déborder sur le bassin du Danube supérieur. Le pape Sixte IV, successeur de Paul II, comprit où était le véritable intérêt de la chrétienté et fit signer une trêve de deux ans et demi aux deux rois. Mathias, aussi peu loyal vis-à-vis de Vladislav qu'il l'avait été envers son prédécesseur, n'observa point longtemps la trêve et envahit de nouveau la Moravie et la Silésie. Cette guerre honteuse se termina en 1478 par le traité d'Olomouc. Mathias recueillit le fruit de sa persévérance ; il se fit adjuger, avec la complicité de l'empereur, le titre de roi de Bohême, titre d'ailleurs purement illusoire, et qui ne lui assurait que la survivance de Vladislav, si ce prince venait à mourir; il obtenait aussi pour sa vie durant la Lusace, la Moravie et la Silésie; Vladislav, en cas de survivance, avait le droit de reprendre ces provinces, moyennant une indemnité de quatre cent mille ducats. Ainsi ces guerres commencées sous prétexte de religion, n'aboutissaient en somme qu'à un trafic de territoire.

Le jeune roi de Bohême, lors de son avènement, se trouvait avec un royaume affaibli, un trésor épuisé, en face d'une noblesse égoïste et arrogante. L'aristocratie, après la bataille de Lipany, n'avait pas tiré de sa victoire tous les profits qu'elle en espérait; Georges de Podébrad n'avait cessé de s'appuyer sur les classes inférieures, sur les *zemane*, petits gentilshommes terriens, et avait tenu l'aristocratie en échec. Cette fois les nobles reprirent le dessus; du règne de Vladislav date, en Bohême, l'oppression légale du peuple. Les nobles, profitant de la faiblesse du roi, firent introduire dans les tribunaux ce principe, que le paysan n'a pas droit de plainte contre son seigneur. Aux obligations qui pesaient sur les classes agricoles, ils firent ajouter le servage de la glèbe, en enlevant au paysan le droit de quitter sa terre. Ils s'attribuèrent des monopoles monstrueux, par exemple celui

de fabriquer et de vendre la bière aux paysans. Ils s'efforcèrent de restreindre les privilèges des villes. De là des luttes intestines où le jeune roi fut souvent embarrassé de prendre parti. La couronne y perdit son prestige et la tranquillité fut plus d'une fois troublée.

Vladislav fut plus heureux en ce qui concerne le règlement des conflits religieux. Les états catholiques et utraquistes consentirent à une réconciliation solennelle ; elle eut lieu à la diète de Kutna Hora (1485) ; les deux partis se promirent d'observer mutuellement les *compactata* de Prague et les engagements du roi Sigismond : ces deux pactes devinrent désormais lois de l'état, et les rois durent les jurer lors du couronnement. Vladislav essaya, mais en vain, de faire confirmer les *compactata* par Alexandre VI. Le trop célèbre Borgia, si peu sévère pour lui-même, se montra aussi opiniâtre que ses prédécesseurs. Le parti utraquiste souffrait beaucoup de cette situation ; son clergé se réduisait de plus en plus ; depuis la querelle de Georges et du pape Pie II, les évêques d'Olomouc refusaient de consacrer les prêtres qui ne s'engageaient point à répudier le calice. Les candidats étaient obligés d'aller chercher la consécration en pays étranger, ou de la recevoir par des moyens tortueux et plus souvent au prix du parjure. Parfois on obtenait à grand'peine qu'un évêque étranger vînt officier en Bohême. L'église utraquiste avait donc les plus grandes peines à recruter un clergé honnête ; en revanche, les prêtres sans vocation, les aventuriers s'y glissaient aisément. De là, une décadence profonde de la moralité religieuse ; Jean de Rokycana n'était plus là pour maintenir ses disciples par l'autorité de son caractère et de son talent. Les États utraquistes s'arrogeaient le droit de nommer les membres des consistoires et réduisaient les ecclésiastiques à une sorte de servitude.

Au milieu de cette décadence, la secte des frères bohêmes avait résolu la question de la hiérarchie en la supprimant ; sa morale rigoureuse était une vivante satire du relâchement des églises officielles ; elle gagnait chaque jour des adhérents, surtout dans les cercles de Hradec, de Boles-

lavaet de Chrudim. Le siège des anciens était dans la ville de Mladà Boleslava (Jung-Bünzlau). Elle ne pouvait échapper à la persécution. Catholiques et utraquistes s'entendirent pour dénoncer au roi les Picards; — c'est le nom sous lequel les frères étaient désignés. Vladislav interdit leur culte; mais la secte continua d'exister en secret. Dès 1490, Vladislav avait été élu roi de Hongrie; fatigué de la Bohême, il avait été s'établir à Bude où il résida désormais. Les couronnes de Bohême et de Hongrie se trouvaient réunies sur une même tête sans qu'il en résultât de grands avantages pour l'une ou pour l'autre. Vladislav fut le premier souverain tchèque qui cessa de résider à Prague, et cette antique capitale perdit dès ce moment une partie de son prestige; cependant, pour assurer la couronne à sa famille, Vladislav fit couronner son fils Louis, dès l'âge de trois ans (1509). Il mourut en 1516; il avait épousé Anne de Foix, parente du roi de France Louis XII.

Louis (1516-1526); la réforme de Luther en Bohême.

Le jeune roi Louis (1516-1526) était âgé de dix ans à la mort de son père; cette série de rois mineurs semblait faite pour favoriser les empiétements de la noblesse; le grand burgrave de Prague, Zdĕnek Leo de Rožmital, prit, de concert avec les plus hauts dignitaires du dernier règne, la direction du royaume. L'anarchie continuait entre les états: en 1517, une transaction intervint cependant; les villes — c'est-à-dire la bourgeoisie qui les habitait — étaient désormais admises à voter aux diètes du royaume; le régime représentatif établi à cette époque, a duré à peu près jusqu'à nos jours. C'est alors que les habitants des deux villes de Prague — la vieille et la neuve — se fondirent en une seule commune pour pouvoir mieux résister aux prétentions de l'aristocratie. La convention de Saint-Vacslav — ainsi nommée du jour où elle fut proclamée, — ne désarma pas les haines et n'apaisa pas les conflits. Les villes et les nobles en vinrent plus d'une fois aux mains; des châteaux

furent emportés par les bourgeois; des gentilshommes décapités à Prague. Le roi, pendant un séjour qu'il fit dans cette ville (1522), s'efforça de rétablir la concorde en remplaçant les hauts dignitaires du royaume et leva des impôts pour la guerre contre les Turcs. Les questions religieuses, que l'on pouvait croire assoupies, se réveillèrent avec plus d'intensité que jamais. Luther commençait à prêcher la réforme en Allemagne (1521). Par un bizarre contraste, la nouvelle doctrine fut accueillie avec enthousiasme dans ces mêmes villes allemandes qui naguère avaient été les derniers remparts du catholicisme. Les Tchèques, depuis longtemps irrités contre le Saint-Siège, ne pouvaient que saluer avec sympathie le dogme nouveau; ils avaient en vain rêvé de rester unis à l'Église catholique en conservant l'usage du calice. La papauté était restée sourde à leurs prières. Le protestantisme, rappelait les anciennes traditions du hussitisme; Luther continuait l'œuvre du martyr de Constance; il n'imposait pas la morale rigoureuse des frères bohêmes, il rompait en visière avec la papauté. Il ne pouvait être que très bien venu. Des prêtres utraquistes se mirent à prêcher ses doctrines, et, dès 1523, le synode utraquiste admettait dans la confession de la secte des formules empruntées au formulaire luthérien. La séparation d'avec l'Église romaine s'accentuait; un ami de Luther, le prêtre Cahera, fut nommé administrateur de l'église du Tyn, à Prague. Il serait trop long de raconter les désordres dont cette ville fut alors le théâtre. L'histoire religieuse de la Bohême entre ici dans une nouvelle phase; le tempérament anarchique de la noblesse tchèque se livre carrière dans ces conflits, qui n'ont qu'un médiocre intérêt bien que leurs héros soient restés populaires en Bohême. Par ses excès, la Bohême avait mérité de tomber aux mains d'un tyran. La mort du roi Louis, à la bataille de Mohacz (1526), fut due en partie à l'esprit tenace et tumultueux de la noblesse; elle n'accorda pas au souverain les secours dont il avait besoin contre les Turcs. Elle devait être cruellement châtiée de cet égoïsme étroit, de ce manque de patriotisme.

CHAPITRE XIII.

LA HONGRIE SOUS LA MAISON D'ANJOU (1310-1388). — LA ROYAUTÉ ÉLECTIVE (1388-1444).

Charles-Robert d'Anjou (1310-1342). — Louis le Grand (1342-1382); le Hongrois en Italie; guerres contre Venise et Naples. — Etat de la Hongrie sous la maison d'Anjou. — Sigismond de Luxembourg (1382-1437). — Albert d'Autriche; Wladislaw Jagellon (1438-1444).

Charles Robert d'Anjou (1310-1342).

Par un jeu singulier de la fortune, c'est une des plus belles provinces de notre pays qui donne son nom à la dynastie destinée à remplacer les Arpads sur le trône de la Hongrie. Le frère de saint Louis, Charles comte de Provence, comte d'Anjou et du Maine, avait, après la croisade où il avait accompagné son frère (1248), été invité par le pape Urbain IV à conquérir les Deux-Siciles. Vainqueur des princes allemands Manfred et Conradin (1266-1268), il s'était établi définitivement dans le royaume de Naples. Son ambition rêvait pour sa famille de plus vastes desti-

nées ; en lui assurant la Hongrie qui touchait à l'Adriatique, il aurait créé l'un des états les plus puissants du bassin méditerranéen. Il réussit à conclure avec la dynastie magyare une double alliance. Ladislav le Cuman épousa Isabelle de Naples et Charles le Boiteux, futur roi des Deux Siciles, épousa Marie, fille d'Étienne V. Le neveu de saint Louis était donc devenu le plus proche parent des Arpads. Mais cette famille royale était liée aussi par des alliances de famille avec les maisons de Bohême et de Bavière qui prétendaient faire valoir leurs droits à sa succession. Le candidat français était le préféré du pape Boniface VIII. Il rappelait avec orgueil que saint Étienne avait fait hommage de son royaume à l'église romaine ; par son légat l'évêque d'Ostie, il enjoignait aux prélats hongrois d'avoir à reconnaître Charles Robert d'Anjou. Le primat couronna ce prince dans la cathédrale d'Esztergom (Gran). Mais une partie de la noblesse se prononça en faveur de Vacslav de Bohême. Vacslav pénétra jusqu'à Esztergom, s'empara de cette ville et s'y fit couronner à son tour par l'archevêque de Kalocsa. Bientôt, rappelé dans son royaume de Bohême par la mort de son père, Vacslav II (1305), il renonça à ses prétentions sur la Hongrie. Le prince Otto de Bavière se présenta alors ; il trouva des partisans chez les colons allemands (Saxons) de la Transylvanie et chez le voïévode de cette province, Ladislas Apor. Charles Robert, ne devint réellement roi que vers l'année 1310. Il eut au début à lutter contre un de ses plus puissants vassaux, le dynaste Mathieu Csak de Trenčin, qui, dans les pays slovaques, prétendait garder une absolue indépendance. Il reprit Belgrade aux princes serbes. Il s'allia avec Frédéric d'Autriche contre l'empereur Louis de Bavière (1322), disciplina les Cumans, apaisa les Saxons révoltés.

A l'extérieur, la politique de Charles Robert fut plus ambitieuse que ne l'avait été celle de la dynastie arpadienne. Né en dehors de la Hongrie, il ne pouvait oublier l'Italie et méditait de réunir un jour pour lui ou pour un de ses enfants, les deux couronnes de Naples et de saint Étienne. Il se crut au comble de ses vœux, le jour où il conclut le

mariage de son fils André avec Jeanne, fille du duc de Calabre, celle qui devait être la fameuse Jeanne de Naples. On sait comment cette princesse fit assassiner son mari. D'autre part, Charles Robert entretint les relations les plus cordiales avec Venise; loin de chercher à lui reprendre les villes du littoral, il conclut un traité de commerce avec la sérénissime république. Il voulait avant tout s'assurer des amis en Italie.

Vers l'Orient, l'ambition de Charles Robert avait surtout pour objet la Pologne. Il avait épousé (en 1320) la fille du roi Wladislaw Lokietek, et conclu une alliance intime avec le royaume qu'il ne désespérait pas d'annexer un jour à la Hongrie. Il décida le roi Kazimir III à reconnaître comme héritier son fils, le prince Louis d'Anjou (1338). La Hongrie appuyée d'une part sur la Pologne, de l'autre sur l'Italie, serait devenue l'un des plus puissants états de l'Europe.

Louis le Grand (1342-1382); les Hongrois en Italie; guerres contre Venise et Naples.

Le fils de Charles Robert, Louis le Grand (1342-1382) semblait propre à réaliser les rêves de l'ambition paternelle. Peu de temps après son avénement, il reçut la nouvelle du meurtre de son frère assassiné à l'instigation de Jeanne de Naples. C'était, au point de vue politique, un bon prétexte pour intervenir dans les affaires de l'Italie; la nation hongroise s'associait au deuil du souverain. La diète leva une armée considérable; la république de Venise permit le passage des troupes magyares. Louis entra en Italie. Florence complimenta le premier roi de Hongrie qui eût mis le pied sur le sol de la péninsule. Il arriva sans encombre jusque dans la ville d'Aversa où son frère avait été assassiné; là, il fit saisir et mettre à mort Charles de Durazzo, accusé de complicité dans le meurtre du prince André. Puis, arrivé à Naples, il s'empara du gouvernement; cependant, il ne s'établit pas en Italie, et retourna dans son

pays après que Jeanne eut été absoute par les cardinaux comme ayant agi sous l'empire de la sorcellerie. Au fond, cette expédition d'Italie fut absolument stérile; cependant, elle eut un résultat utile; elle fit connaître aux Hongrois l'Occident; elle leur révéla un monde plus délicat, plus élégant que ne l'était alors celui de la puszta magyare. Les lettres, les arts et les mœurs se ressentirent de ce contact passager avec le pays qui était alors à l'aurore même de la Renaissance.

Si Louis abandonna l'Italie, il s'efforça du moins de rétablir solidement sur l'Adriatique la souveraineté de la Hongrie. Il avait épousé une princesse slave, Élisabeth Kotrmanovič. Il se trouvait ainsi le beau-frère du ban de Bosnie, cette province sur laquelle les rois de Hongrie prétendaient exercer une souveraineté d'ailleurs illusoire. Le pape appelait son attention sur le développement que l'hérésie des Patarins prenait dans l'Europe orientale, et notamment chez les Slaves méridionaux. Ces circonstances contribuèrent évidemment à appeler l'attention de Louis sur les Slaves de Dalmatie. En 1345, il fit pour enlever Zara une tentative qui fut déjouée par Venise; quelques années plus tard, après avoir réuni une puissante armée, sous prétexte de combattre les Serbes schismatiques, il envahit soudain la Vénétie et pénétra jusqu'à Padoue. La république, incapable de lutter sur le continent, dut implorer la paix. Louis le Grand obtint la possession de la Dalmatie tout entière (1358). Ces succès assuraient à la Hongrie un libre débouché sur l'Adriatique : il ne tenait qu'à elle de devenir une puissance maritime. La Dalmatie conquise, Louis se tourna contre les hérétiques; il attaqua l'empereur de Serbie Ouroch, et l'obligea à rendre les territoires que son père avait enlevés au royaume; dans le banat de Bosnie, les Patarins épouvantés s'enfuirent dans les montagnes; les Valaques orthodoxes du comitat de Marmaros redoutant le champion de l'église romaine, se réfugièrent dans la Moldavie. Louis était devenu un souverain agréable à la papauté, et lui fournissait des auxiliaires contre ses ennemis.

Cependant les Turcs établis dans la péninsule du Balkan, s'avançaient vers la Hongrie; le sultan Mourad s'était établi à Andrinople (1375) et observait Byzance. En 1366, suivant des documents d'ailleurs assez obscurs, un premier choc aurait eu lieu entre les Magyars et les Osmanli sur le Danube auprès des Portes de fer. L'empereur Jean Paléologue vint à la cour de Louis implorer son secours; il promettait de se convertir à la religion romaine; mais le pape, plus préoccupé de l'intérêt théologique du dogme que des dangers qui menaçaient la chrétienté, engageait le roi de Hongrie à se défier de ses promesses. Louis détourna son attention de l'empire grec pour la reporter vers la Pologne dont la couronne était depuis longtemps le but de son ambition.

Louis était, ainsi qu'on l'a vu plus haut, l'héritier désigné du roi Kazimir. Il n'avait négligé aucune occasion de se faire bien venir des Polonais en leur prêtant des secours contre les Lithuaniens encore païens et contre les Tartares. En 1354, il passa les Carpathes avec une armée considérable, aida les Polonais à refouler les deux peuples qui avaient envahi la Volhynie et la Podolie. Ces services lui assurèrent leur reconnaissance. En 1370 il se fit proclamer roi à Cracovie et dans la ville sacrée de Gniezno, près des reliques de saint Adalbert. Cependant, son règne en Pologne ne fut pas aussi heureux qu'on aurait pu l'espérer; sa mère, à qui il confia le gouvernement, ne sut point se concilier cette nation remuante et anarchique; des séditions éclatèrent. Dans ces conditions, il était bien difficile à Louis d'Anjou d'espérer qu'il conserverait à son successeur l'héritage des deux royaumes. Il n'avait point de fils; après de longues hésitations, il se décida à faire entrer dans sa maison le jeune prince Sigismond de Luxembourg, fils de Charles IV, futur roi de Bohême, futur empereur d'Allemagne; Sigismond épousa Marie, fille aînée de Louis d'Anjou, et fut, tout jeune encore, envoyé à la cour de Hongrie pour étudier la langue et les lois du pays. Louis avait deux autres filles, Hedwige, qui devint reine de Pologne, et Catherine, qu'il rêvait de marier à un prince

français. Des ambassades furent échangées à ce propos entre notre roi Charles V et Louis de Hongrie; la mort de la jeune princesse fit échouer ces projets. Les dernières années du règne de Louis le Grand furent consacrées à lutter contre les Vénitiens; le territoire de la République fut envahi. L'humiliation de la République assura à la Hongrie la paisible possession du littoral adriatique. Avec Louis le Grand (1382) s'éteignit la maison d'Anjou, qui n'avait donné que deux rois aux Magyars.

État de la Hongrie sous la maison d'Anjou.

Ces rois, issus du sang français, avaient évidemment dû apporter en Hongrie l'influence des coutumes occidentales. L'ensemble des institutions hongroises commençait à se rapprocher du type féodal. Cependant la Hongrie n'arriva jamais au complet développement de la féodalité. « Deux choses s'y opposaient, dit M. Sayous, d'abord la plénitude de la puissance royale sur le territoire tout entier, loi fondamentale qui rendait impossible la formation de grands fiefs; ensuite l'esprit politique d'une nombreuse petite noblesse, beaucoup plus nombreuse que la noblesse d'aucun autre pays. En un mot, le roi était trop puissant, le peuple légal trop tenace pour que la Hongrie, malgré son esprit chevaleresque et aristocratique, ait jamais été un pays de complète féodalité. »

Les princes d'Anjou développèrent le luxe de la cour royale; ils groupèrent autour d'eux toute une hiérarchie de grands seigneurs, dotèrent richement de nobles familles, qui leur devinrent absolument dévouées. La cour se tenait tantôt à Bude, tantôt au château de Višegrad dont le nom slave avait survécu à l'occupation magyare, et dont la splendeur inspira à un poëte les vers suivants :

Inspice natales Visegradi et funera : dices
Destruxisse homines, sed potuisse Deos.

Les tournois et la science du blason furent propagés en Hongrie. Les forces militaires se groupaient par *banderia* autour des seigneurs laïques et ecclésiastiques : ceux qui amenaient un certain nombre de soldats avaient le droit de les faire combattre sous leurs propres bannières. La noblesse héréditaire se constitue par l'établissement de la loi d'atavicité; les familles nobles n'ont plus le droit de vendre leurs terres; la terre se transmet tant qu'il existe des héritiers naturels; à leur défaut elle fait retour au roi. Charles Robert et Louis convoquèrent rarement les diètes générales; en revanche ils laissèrent toute liberté aux congrégations des comitats.

La bourgeoisie des principales villes se recrutait particulièrement parmi les étrangers; les rapports avec le royaume de Naples avaient attiré dans le pays un grand nombre d'Italiens. Les Allemands affluaient toujours en Transylvanie. Certaines villes, appelées villes libres, jouissaient de privilèges considérables en échange des revenus qu'elles fournissaient aux souverains; le commerce multipliait les relations avec l'Allemagne, avec l'Italie, même avec l'Orient. Louis le Grand, qui avait pris le rôle de champion de la chrétienté, persécuta les Juifs; beaucoup émigièrent en Autriche et en Pologne. Ceux qui restèrent formaient dans le royaume une population spéciale (Universitas Judæorum), dépendaient uniquement du roi et portaient un costume particulier. En revanche, le clergé se vit comblé de riches donations qui n'augmentèrent pas sa moralité. L'instruction se développa. Louis le Grand, d'accord avec le pape Urbain V, avait fondé, dans la ville de Pecs (Fünfkirchen), une université où toutes les sciences étaient enseignées, excepté la théologie. Les productions littéraires de cette époque sont néanmoins assez peu importantes : celles des historiens dalmates doivent être attribuées à la culture spéciale de ces régions, plus en rapport avec l'Occident. La vie littéraire de la Dalmatie slave-italienne ne doit pas être confondue avec celle de la Hongrie proprement dite, qui offre assez peu d'intérêt. Il ne reste de la littérature magyare que des débris peu importants. On sait qu'il

existait alors tout un cycle poétique célébrant les héros nationaux et parmi eux Louis le Grand. Mais pas un seul vers de cette époque n'a été conservé.

Sigismond de Luxembourg (1382-1437).

Le prince Sigismond de Luxembourg était, comme on l'a vu plus haut, l'héritier désigné de la couronne de Hongrie; mais la diète n'acceptait pas volontiers un roi étranger. La Hongrie n'avait pas de loi salique : la diète fit couronner dans l'Albe royale la princesse Marie. *Coronata fuit in regem*, dit le chroniqueur Lucius, et cette expression du quatorzième siècle nous explique le fameux *moriamur pro rege nostro* du dix-huitième. Cette jeune princesse, assistée de la reine-mère Elisabeth, gouverna. De leur côté, les Polonais refusèrent d'accepter Sigismond s'il ne prenait l'engagement de résider dans leur pays. Ils appelèrent la princesse Hedwige qui, peu de temps après, épousa et convertit le duc de Lithuanie, Jagellon. Cette alliance d'une princesse du sang de France avec un païen du Nord prépara l'union de la Lithuanie et de la Pologne. Sigismond dut attendre quelque temps avant de se faire reconnaître; la reine-mère songea à lui opposer un prince de France, Charles d'Orléans. Charles de Duras, roi de Naples, pénétra en Hongrie, réussit à se faire couronner; mais il périt peu de temps après, dans un soulèvement populaire. La diète, lasse de ces incertitudes finit par proclamer Sigismond; trop heureux de s'être assuré la couronne de Hongrie, il renonça complétement à celle de Pologne; il fit même l'abandon des droits plus ou moins hypothétiques de la Hongrie sur la Galicie et la Lodomérie; ils devaient être revendiqués plus tard par Marie-Thérèse. Les débuts du règne de Sigismond furent troublés par une rébellion en Hongrie et en Croatie. Elle fut sévèrement réprimée; du côté des Turcs des dangers plus graves menaçaient le royaume. La Serbie venait de succomber à Kosovo (1389). Le prince de Vala-

chie se reconnaissait tributaire. La Bosnie était envahie; la Bulgarie tombait aux mains des Turcs. Sigismond et la diète se résolurent à une prompte défensive; mais les forces de la Hongrie ne suffisaient pas ; Sigismond s'allia avec l'empereur Manuel II et envoya demander des secours en Allemagne, en France et en Bourgogne. On sait comment la croisade se termina, par le désastre de Nicopolis (1396), où les Français et les Hongrois succombèrent également. Les Ottomans étaient maîtres du Bas-Danube; Sigismond s'échappa à grand'peine sur la flotte vénitienne et regagna ses États par l'Adriatique. La petite république de Dubrovnik (Raguse), alors libre et florissante, avança de l'argent au roi vaincu pour qu'il pût rentrer dans ses états.

Le nom de Sigismond est surtout célèbre comme celui d'un empereur et d'un roi de Bohême; comme roi de Hongrie son rôle est beaucoup plus effacé. Son règne offre cependant au point de vue purement magyar des faits importants. Les deux diètes de Temesvar (1397) et de Bude (1405) ébauchent le système représentatif de la Hongrie. Désormais chaque comitat envoie quatre députés à la chambre basse, ou chambre des ordres (ordinum); les villes royales s'y font représenter. — La chambre haute sera constituée par les magistrats héréditaires et les prélats. Les comitats, deviennent de véritables assemblées politiques; ils prennent de très-bonne heure l'habitude de confier à leurs délégués un mandat réellement impératif; ce mandat, qui est l'idéal de certaines démocraties modernes, paraissait tout naturel à la petite aristocratie hongroise. C'est à cette époque que fut constituée la milice légère des hussards, spécialement destinée à combattre les Osmanlis.

Sigismond, d'ailleurs, ne saurait être regardé comme un sage législateur ; triste souverain, besoigneux, fantasque, cruel, engageant sans cesse les biens de la couronne, imbu de la manie théologique et persécutrice, il ne fut jamais populaire chez ses sujets de Hongrie. Il avait les défauts de son frère Vacslav IV de Bohême; il faillit avoir les mêmes infortunes. En 1401 éclata un complot dans lequel

entraient le primat du royaume et le Palatin; Sigismond, subitement arrêté dans son palais, fut enfermé au château de Višegrad. Faute de savoir par qui le remplacer, on le rendit à la liberté. On a vu plus haut comment il traita Vacslav, qu'il garda prisonnier à Vienne (1404), de concert avec les princes autrichiens. Il conclut avec son beau-frère Albert d'Autriche un traité de succession mutuelle, qui prépara la future domination de cette maison en Hongrie. La diète accepta cet arrangement; cependant la popularité de Sigismond diminuait de jour en jour. Ladislas de Naples débarqua à Zara, se fit couronner par l'archevêque d'Esztergom (Gran) et pénétra jusqu'à Raab (Gyoer). Sigismond réussit à le repousser. Peu de temps après on le voit ébaucher, de concert avec le pape Grégoire XII, une nouvelle croisade contre les Turcs et fonder l'ordre du Dragon, pour lutter contre les infidèles et les hérétiques.

En 1411 il fut élu empereur; c'était la première fois que ce dangereux honneur était dévolu à un roi de Hongrie. Ce fut pour le royaume un grand malheur; il devenait désormais une annexe du corps germanique. La couronne impériale ne faisait pas d'ailleurs de Sigismond un meilleur souverain. En 1412 il engageait à la Pologne une partie du pays de Szepes (Zips), sur la frontière des Carpathes; un peu plus tard, après s'être laissé entraîner comme empereur à une guerre contre Venise, il perdait, comme roi de Hongrie, la côte dalmate (1419). L'année suivante la ville de Cattaro (Kotor) se donna à Venise, qui la garda jusqu'en 1797. Ainsi, la Dalmatie maritime tout entière tomba au pouvoir de Venise, — sauf la République libre de Raguse. La Dalmatie continentale resta jointe à la Croatie et fut gouvernée par le ban de ce royaume. Les princes des maisons d'Arpad ou d'Anjou n'avaient pas eu la couronne impériale, mais ils savaient conserver l'intégrité du territoire. Pour comble de malheur Sigismond devint roi de Bohême. La réunion des trois couronnes sur une seule tête fut aussi fatale à la Hongrie qu'à la Bohême. Les Hongrois, menacés

par les Turcs, auraient dû tourner toutes leurs forces contre l'ennemi commun de la chrétienté; désormais il va falloir qu'ils emploient leur énergie à combattre sans profit les Hussites, dont les doctrines ont pourtant trouvé de nombreux adhérents en Hongrie.

Moins occupé d'une guerre théologique, et plus attentif aux intérêts réels du monde chrétien, Sigismond aurait pu trouver des compensations à ses pertes territoriales dans le midi de son royaume. La Serbie à demi-soumise par les Turcs avait gardé des princes indigènes qui, sous le nom de despotes, s'efforçaient de maintenir une douteuse indépendance, en oscillant entre les deux états voisins, la Hongrie et la Turquie. Les Serbes émigraient en Hongrie et apportaient à ce pays un élément militaire qui, dans une guerre contre les Turcs, n'était pas à dédaigner. L'un des despotes serbes, Etienne Lazarević, se reconnut vassal du roi de Hongrie; il fit à la couronne de saint Etienne un hommage absolu, non-seulement pour l'avenir, mais même pour le passé, reconnaissant que la Serbie avait toujours été soumise à la Hongrie. Cet acte faussait l'histoire; — la Serbie a été longtemps un royaume indépendant; — il n'avait du reste au point de vue pratique qu'un médiocre intérêt; la Serbie allait prochainement tomber tout entière aux mains des Musulmans. Cependant Etienne Lazarević mourut sans enfants; aux termes de l'acte d'hommage que nous avons rapporté, Belgrade, Sabac, Golubac et d'autres villes revenaient à la couronne de Hongrie. Par suite d'un contrat intervenu entre le nouveau despote Georges Branković et Sigismond, ces villes ne furent cédées qu'en vertu d'un échange conclu avec Branković : ce prince obtint entre autres villes Slankamen, Vilagos, depuis si célèbre, Munkacs, Tokaj, Debreczen. Un grand nombre de familles serbes, à cette occasion, émigrèrent en Hongrie. Branković était pour la Hongrie un vassal dangereux; toujours prêt à négocier avec le sultan, auquel il faisait épouser sa sœur, il suivait vis-à-vis de ses deux voisins une politique plus digne d'un doge vénitien que d'un héros serbe.

La Hongrie menacée par les Ottomans, se voyait d'autre

part ravagée par les Hussites. La diète de Presbourg (1435) s'efforça d'organiser la défense nationale en complétant l'armée; tous ceux qui ne servaient pas dans les *banderia* des prélats et des grands seigneurs devaient servir dans les *banderia* des comitats. Le pays était désormais divisé en sept camps, mesure qui rendait plus facile l'administration militaire. Le royaume était d'ailleurs en proie aux plus grands désordres; des révoltes de paysans éclataient en Transylvanie; les doctrines hussites pénétraient dans le peuple que son souverain avait armé à diverses reprises pour les combattre. Sigismond termina en 1437 son trop long règne, sans avoir remédié à aucun des maux dont il était l'auteur ou le témoin impuissant.

Albert d'Autriche; Wladislaw Jagellon (1438-1444).

La diète, instruite par l'expérience, imposa au nouveau roi des conditions plus rigoureuses que celles que Sigismond avait eues à subir. La fille du feu roi, Elisabeth, fut déclarée son héritière; son époux Albert d'Autriche, associé au trône. La maison d'Autriche mettait la main sur ce trône de Hongrie objet de ses longues convoitises; mais la Hongrie faisait ses conditions. Le nouveau roi devait résider dans le pays; il devait consulter la diète sur le mariage de ses filles; il ne pouvait ni donner, ni vendre les biens de la couronne, ni nommer le Palatin sans l'assentiment de l'assemblée. Ni le souverain, ni la nation n'eurent le temps de mettre en pratique ces sages conventions. Albert mourut, en 1439, laissant sa femme enceinte; les Turcs, maîtres de Smederevo (Semendria), étaient aux portes du royaume. Il fallait au plus tôt un souverain à la Hongrie; l'enfant que la reine mit au monde peu de temps après, Ladislav le Posthume, avait d'avance été reconnu roi par la diète; mais un enfant au berceau, ce n'était pas le roi que demandait la patrie menacée. La majorité de la nation se prononça pour Wladislaw Jagellon roi de Pologne. Parmi les partisans du monarque qui pouvait doubler

les forces de la Hongrie figurait en première ligne Jean Corvin Hunyady si connu dans l'histoire sous le nom de Jean Hunyade; il appartenait à une famille noble de Transylvanie; il s'était distingué par sa bravoure dans les luttes contre les Turcs. Il soutint par les armes contre le parti autrichien le souverain que son patriotisme lui avait fait choisir, et entreprit de réunir pour combattre les infidèles, toutes les forces vives du royaume.

Le sultan Mourad avait mis le siége devant Belgrade, alors possession hongroise; Hunyady réussit à le lui faire lever; les Turcs pénétrèrent alors en Transylvanie: Hunyady marcha au devant d'eux, et les écrasa près d'Hermannstadt à Saint Emmerich (Szent-Imre); vingt mille restèrent sur le champ de bataille; le despote serbe Branković avait prêté à Hunyady un concours que le vainqueur reconnut en lui envoyant un sanglant trophée, la tête du général turc Mesid Beg. Le sultan Mourad exaspéré de ce désastre, lança sur la Hongrie le général Schehabeddin. Hunyady l'attaqua près des Portes de Fer, (sur le Danube) avec des troupes bien inférieures en nombre; la cavalerie hongroise triompha des Janissaires et vengea noblement Nicopolis. Mourad épouvanté, demanda la paix: on la lui refusa. La Hongrie croyait le moment venu où les Turcs seraient définitivement chassés de ses frontières. Au mois de juillet 1443, le roi Wladislaw et Jean Hunyady passèrent le Danube près de Smederevo (Semendria) et remontèrent la vallée de la Morava; écrasés près de Nich, les Turcs durent reculer et abandonner Sophia qui tomba aux mains des Hongrois; leur armée franchit le défilé des Balkans malgré les formidables défenses des Ottomans, et pénétra dans le bassin de la Maritsa, où l'ennemi fut encore écrasé. La route de Constantinople était ouverte aux Magyars; mais les rigueurs de l'hiver les surprirent dans ces âpres régions. Au milieu même de l'ivresse du triomphe, le roi dut se décider à ordonner la retraite.

Pour la seconde fois Mourad implora la paix; la diète de Szeged, adopta les conditions suivantes; une trêve était

conclue pour dix ans ; la Valachie rentrait sous la suzeraineté hongroise, la Serbie et l'Herzégovine étaient restituées au despote Branković ; les Turcs prisonniers se rachetaient moyennant de fortes rançons. Le traité fut juré solennellement sur l'évangile et sur le Qoran. Mais beaucoup de chrétiens pensaient qu'on avait eu tort de perdre si facilement les avantages du triomphe ; le cardinal Julien Cesarini démontrait à la diète que le serment fait à des infidèles n'était pas valable et qu'au nom du Saint-Siége, il avait le droit de l'annuler. Malgré le traité, le roi et Hunyady, se résolurent à recommencer la campagne : ils se lancèrent vers la mer Noire et la Bulgarie ; le sultan Mourad était alors en Asie-Mineure. Les Génois, dignes émules des Vénitiens, moyennant une somme de soizante dix mille ducats, transportent ses troupes sur leur flotte : le 10 novembre 1444, les armées chrétienne et musulmane se trouvèrent en présence à Varna, aux environs du Balkan. Mourad, pour rappeler aux chrétiens la foi jurée, et troubler leurs consciences, avait fait arborer à la pointe d'une lance un exemplaire du traité et de l'évangile profané ; les débuts de cette bataille mémorable furent favorables aux Hongrois : leur cavalerie chargea avec une intrépidité inouïe ; mais bientôt le roi Wladislaw emporté par son ardeur se précipita au fort de la mêlée ; sa tête coupée dressée à son tour sur une lance annonça aux Magyars leur défaite ; l'action se termina par une irrémédiable déroute. D'une si brillante armée, Hunyady ne ramena dans la patrie que quelques débris.

Un bel esprit du temps fit à Wladislaw l'épitaphe souvent citée.

Romani Cannas, ego Varnam clade notavi ;
Discite mortales non temerare fidem.

La défaite de Varna ouvrait aux Turcs les portes de Constantinople.

CHAPITRE XIV.

JEAN HUNYADY, MATHIAS CORVIN ET LES JAGELLONS (1444-1526.)

Ladislas le Posthume ; Jean Hunyady gouverneur du royaume (1444-1458). — Mathias Corvin (1458-1490) ; guerre avec la Bohême et la Turquie. — La Hongrie sous Mathias Corvin. — Ladislas II (1490-1516) ; Verbœczy ; révolte des Kurucz. — Louis II (1516-1526) ; perte de Belgrade (1521) ; bataille de Mohacz (1526).

Ladislas le Posthume ; Jean Hunyady gouverneur du royaume (1444-1458).

La Hongrie, cette fois, pouvait facilement trouver un roi. Le jeune Ladislas le Posthume, âgé de cinq ans, était alors élevé près de son oncle Frédéric d'Autriche, qui gardait avec lui la couronne nationale, la couronne de saint Étienne. Wladislaw Jagellon avait été sacré avec une couronne enlevée aux reliques d'un ancien souverain. Après sa fin tragique, on vit dans cet incident un funeste présage. La diète réunie à Bude proclama Ladislas le Posthume, mais elle décida que pendant sa minorité, la Hongrie aurait un gouvernement composé de représentants de l'aristocratie laïque et ecclésiastique. C'était une véritable république ; la Hongrie eût évité bien des malheurs si l'expérience de cette époque lui avait appris à se passer désormais de roi. La diète décida, en outre que Ladislas lui serait remis pour être élevé en Hongrie. Frédéric d'Autriche refusant de livrer

son pupille, la diète se réunit de nouveau dans la plaine de Rakos [1] et proclama Jean Hunyady gouverneur en l'absence du roi; c'était une sorte de lieutenance générale, analogue à celle que Georges de Podĕbrad allait exercer en Bohême comme grand hetman du royaume. Hunyady eut tout d'abord à défendre la Hongrie contre la maison d'Autriche. Le Saint-Siége, qui comprenait toute l'importance de la Hongrie en présence des succès des Ottomans, réconcilia Hunyady et l'empereur. Le héros magyar rassembla une armée de vingt-quatre mille hommes et franchit le Danube; Scanderbeg, en Albanie, faisait une diversion utile; malheureusement Georges Branković, continuant ce jeu d'équilibre qui a déshonoré sa mémoire, refusa de s'associer aux Hongrois; il avait aspiré au poste de *gubernator regni;* mais il s'était vu préférer Hunyady; la jalousie et la crainte des Turcs qui lui semblaient les plus forts avaient provoqué chez lui une nouvelle défection. Hunyady traversa néanmoins les pays serbes et pénétra jusqu'à la plaine fatale de Kosovo (1448). Mourad l'y attendait dans des retranchements formidables; le désastre de Varna se renouvela pour la Hongrie. Branković, mettant le comble à ses trahisons, voulut arrêter Jean Hunyady et le livrer au sultan; le musulman chevaleresque refusa de s'associer à cette infamie. Cette seconde défaite n'enleva rien à la popularité de Hunyady et à la confiance qu'il inspirait. Cependant la maison d'Autriche qui redoutait ce vigilant gardien des libertés hongroises, lui suscitait des difficultés diverses. Elle soutenait contre lui le Tchèque Jiskra de Brandyse, grand hetman du roi Ladislas, qui, établi au nord de la Hongrie sur les flancs des Carpathes, occupait ces régions au nom du roi de Bohême et se refusait à reconnaître l'autorité de Jean Hunyady. Hunyady l'attaqua, mais échoua contre les retranchements du redoutable condottière, maudit par les Hongrois, comme un ennemi de la patrie, célébré par les Tchèques, comme

[1] Les diètes eurent souvent lieu dans cette plaine. Les Polonais, par esprit d'imitation, appelèrent un Rokosz un meeting tumultueux de leur noblesse.

un serviteur zélé de son roi et un fervent défenseur du hussitisme.

L'empereur s'obstinait à refuser de livrer le jeune roi; les Magyars s'obstinaient à le réclamer; les envoyés de la diète le poursuivaient jusqu'en Italie et s'efforçaient de l'enlever par surprise. Les Magyars ont toujours eu la superstition de la personne et de la couronne royale. En 1453, l'empereur finit par céder; Ladislav arriva en Hongrie; Hunyady lui remit le pouvoir et reçut avec les remerciements royaux le titre de comte de Bistrice. Ladislav assista aux délibérations de la diète de Pozony et s'en retourna à Vienne.

Bientôt les Turcs appelèrent encore une fois l'attention de Jean Hunyady. Constantinople avait succombé; la diète réunie à Bude vota des subsides considérables et une *insurrection générale* pour le cas où le royaume serait envahi. Cette fois, Branković avait imploré le secours de la Hongrie; Jean Hunyady pénétra en Serbie, remonta la vallée de la Morava, vainquit les Turcs auprès de Krouchevats, au point même où naguère ils avaient envahi la Serbie, et poussa jusqu'auprès de Sophia. Mais, pour chasser les Osmanlis de Constantinople, il eût fallu le concours de l'Europe tout entière. La Hongrie était sans alliés; Jean Hunyady était desservi près de son souverain par des rivaux jaloux, le palatin Gara, le comte de Cilly qui mettaient tous leurs soins à pervertir le jeune roi. Il dut retourner sur ses pas; il s'efforça au moins de sauver Belgrade. Son beau-frère commandait cette place forte qui, par sa situation merveilleuse, est la clef du Danube et de la Save. Les Turcs l'ont appelée non sans raisan *Dordl Djiahd*, la ville de la guerre sainte[1]. Mahomet II avait réuni pour prendre Belgrade l'artillerie la plus formidable qui fut jamais. Hunyady n'avait dans cette lutte inégale d'autre secours que celui du moine Capistran dont l'ardente éloquence avait réuni par toute l'Europe une armée de

[1] Voir dans mon ouvrage *Le monde slave* le chapitre intitulé : Belgrade et les Serbes.

soixante mille volontaires. C'était peu pour faire face au danger qui menaçait la chrétienté; mais le temps des croisades était passé.

Le premier choc eut lieu sur les eaux du Danube; la flotte hongroise culbuta les galères musulmanes. Hunyady et Capistran pénétrèrent dans Belgrade. Le 21 juillet 1456, Mahomet, après avoir détruit les murailles avec sa formidable artillerie, fit donner l'assaut par ses janissaires. Ils franchirent la première enceinte, mais ils en trouvèrent une seconde contre laquelle se brisa leur courage. Le sultan s'enfuit jusqu'à Sophia; il abandonnait sous les murs de la citadelle toute son artillerie et vingt-quatre mille cadavres. Hunyady survécut peu à ce triomphe; il mourut de fatigue, peut-être d'une blessure ou d'une épidémie qui se développa sur le champ de bataille. Ses contemporains rendirent d'éclatants hommages à sa mémoire. « Avec lui, dit le pape Æneas Sylvius, sont mortes nos espérances. » « C'était en tout un homme excellent, s'écrie Chalcondylas. » Et l'annaliste polonais Dlugosz, peu favorable aux Hongrois, ne peut s'empêcher d'écrire : « C'était un homme célèbre dans les combats et de haute valeur pour la conduite des armées. Sa mort fut une calamité non-seulement pour la Hongrie, mais pour tout le monde catholique. »

Le roi Ladislas n'était pas digne d'avoir un tel serviteur; il le montra bien par son ingratitude. Le comte de Cilly n'avait cessé de desservir le vaillant guerrier auprès de son souverain; Ladislas, fils de Hunyady et Szilagy, son beau-frère, surprirent une lettre que le favori adressait au despote de Serbie, et où il lui proposait d'exterminer « ces chiens de Valaques »; — c'est ainsi qu'il appelait les Hunyady. Ils se résolurent à prendre les devants. Le roi vint à Belgrade avec le comte de Cilly : les Hunyady le firent assassiner. Cette exécution sommaire n'était, vu les mœurs du temps, qu'un acte de justice; mais le roi ne la pardonna pas; à l'instigation du palatin Gara, il fit arrêter Ladislas Hunyady, le jeta en prison à Bude (16 mars 1457) et le condamna à mort. Le bourreau troublé, frappa trois fois, sans l'atteindre au cou, la noble victime. « Les lois ne permettent

pas de frapper plus de trois coups, » dit seulement le fils de celui qui avait sauvé Belgrade. Mais le roi, inflexible dans sa vengeance, fit exécuter l'ordre de sang. Pour achever de déshonorer sa propre mémoire, il rendit un édit qui déclarait Jean Hunyady traître et scélérat. La poésie magyare a plus d'une fois évoqué le souvenir de ces scènes tragiques. Ladislas le Posthume ne survécut pas à sa honte. Il mourut quelques jours après sa victime (1457).

Mathias Corvin (1458-1490); guerre avec la Bohême et la Turquie.

La destinée réservait à l'ombre de Jean Hunyady une glorieuse consolation : Ladislas Hunyady avait péri sous le fer du bourreau; mais il avait un frère, Mathias. Mathias avait été envoyé en Bohême par Ladislas le Posthume. A la mort de ce souverain, tandis que la Bohême choisissait pour roi Georges de Podĕbrad, la diète se réunit à Pesth (1er janvier 1458). Elle paya la dette de la Hongrie en appelant à régner d'une voix presque unanime le jeune Mathias, alors âgé de quinze ans, suivant les uns, de vingt ans, suivant les autres. Szilagy, à la tête de quarante mille hommes, appuyait la cause de son neveu. Il fut élu *gubernator* pour cinq ans, vu la jeunesse du nouveau roi, et s'engagea en son nom à respecter les libertés de la nation. Podĕbrad ne laissa point partir le nouvel élu sans stipuler une riche rançon; il exigea en outre que Mathias fût fiancé à sa fille Catherine.

C'était la première fois depuis bien longtemps que la Bohême et la Hongrie avaient chacune un roi national, sorti des entrailles mêmes du pays. Le Saint-Siége et la maison de Habsbourg étaient également étonnés et froissés de cette innovation, qui tenait si peu compte de leurs droits et surtout de leurs prétentions. Le jeune roi était digne de sa haute destinée; il avait reçu une éducation remarquable; il parlait également le hongrois, l'allemand et le slave; il

avait hérité de son père les instincts guerriers et l'art de commander. Il commença par mettre sur un bon pied les forces militaires de la Hongrie, puis il s'occupa à réduire ceux des grands seigneurs terriens qui contestaient l'autorité royale, son oncle Szilagy, qui avait espéré garder plus longtemps le pouvoir, Gara, Jiskra de Brandyse, Ujlaky. Ils s'allièrent à l'empereur Frédéric III, qui était resté dépositaire de la sainte couronne et qui prit le titre de roi de Hongrie. Mais l'énergie de Mathias tint tête à toutes les difficultés. L'empereur eut recours à la diplomatie : il reconnut Mathias pour son fils adoptif et lui rendit la sainte couronne; en revanche il se faisait reconnaître pour l'héritier de la Hongrie, au cas où Mathias viendrait à mourir sans enfants.

Dès lors Mathias pouvait reprendre contre les Turcs la politique traditionnelle des Magyars. En 1463, le royaume de Bosnie avait définitivement succombé; le roi Etienne Tomašević avait été décapité avec la plus grande partie de la noblesse; trente mille jeunes Bosniaques avaient été enrôlés dans les Janissaires, deux cent mille emmenés en captivité; la domination ottomane s'affermissait en Valachie. Mathias envoya des ambassadeurs à la république de Venise, au pape Pie II (Æneas Sylvius); avec les secours qu'il reçut, il put conquérir une partie de la Bosnie et repousser les Musulmans de Belgrade. La frontière de la Hongrie se trouva assurée du côté de la Save. Mais il y avait mieux à faire. Il fallait chasser définitivement les Turcs de la péninsule slavo-hellénique, et dans une pareille entreprise, la Hongrie était nécessairement l'épée de l'Europe. Une ambassade, conduite par Antoine Marini, le diplomate français de Georges Poděbrad, vint proposer à Mathias de la part du roi de France, de former une grande ligue chrétienne contre les infidèles et de convoquer un concile général. Mathias accueillit avec défiance cette double proposition. Tout en rappelant les relations affectueuses de la France et de la Hongrie, il déclina l'alliance qu'on lui offrait. Le projet en question avait le malheur d'avoir été conçu par Georges de Poděbrad, auquel Mathias avait

conservé une certaine rancune. Mathias était d'ailleurs blessé que ce projet lui revînt par l'intermédiaire du roi de France. Quant au concile, il n'y avait nulle confiance ; il n'en résulterait que des schismes et des désordres. Peut-être se souvenait-il des tristes résultats du concile de Constance. Malheureusement ce n'était pas contre les Turcs que Mathias allait tourner ses armes ; c'était contre ce même Podĕbrad qui nourrissait ces rêves généreux. Catholique convaincu et tout dévoué au Saint-Siége, Mathias voyait dans les Hussites des ennemis aussi haïssables que les Musulmans. Le pape Pie II l'excitait à restaurer la foi catholique dans le royaume de Bohême ; dans cette pieuse entreprise les rancunes et les convoitises du roi de Hongrie se conciliaient fort bien avec sa foi. Cette croisade anti-chrétienne fut retardée par diverses complications, par des querelles avec l'empereur, toujours empressé à intervenir dans les affaires intérieures de la Hongrie, par une révolte de la Transylvanie, irritée d'une augmentation d'impôts. Mathias étouffa la sédition ; mais, voulant punir le voïevode Étienne de Moldavie qui soutenait les rebelles, il entreprit contre lui une expédition peu heureuse : il y fut blessé.

En 1468, Mathias réunit les états de Hongrie à Eger (Erlau) pour préparer la lutte contre la Bohême, lutte fratricide s'il en fut. « C'était, dit l'historien hongrois Boldenyi, la guerre la plus injuste et la plus stérile que Mathias pût entreprendre au point de vue des intérêts de la Hongrie. Quelle gloire, quels triomphes n'eussent pas assuré au monde chrétien l'alliance intime de la Bohême et de la Hongrie contre le Musulmans ! La face de l'Europe orientale eût peut-être été changée. » Rien ne faisait mieux l'affaire du Turc et de l'Autrichien qu'une lutte entre les deux royaumes de saint Vacslav et de saint Étienne. La diète hongroise hésitait à se lancer dans cette aventure ; mais l'évêque de Vratislav (Breslau), le légat du pape, l'envoyé de l'empereur insistèrent auprès de Mathias Les Ottomans eux-mêmes offrirent une trêve de plusieurs années. La guerre fut résolue. « L'Église, écrivait le légat du pape, doit d'éternelles louanges au roi de Hongrie. »

Les détails de cette campagne appartiennent à l'histoire de Bohême. Après une lutte mélangée de négociations, et une réconciliation plus ou moins sincère avec Podèbrad, Mathias se fit couronner roi dans la cathédrale d'Olomouc (3 mai, 1469). La mort de Georges de Podèbrad vint simplifier la situation. Les Tchèques élurent un roi polonais, Wladislaw Jagellon; devant cet adversaire, que soutenaient les forces de deux royaumes, Mathias avait peu de chance de garder la couronne qu'il avait usurpée en Moravie. Les Turcs envahissaient le sud de la Hongrie; une conspiration se formait contre Corvin : elle avait pour chef le prélat Vitez, son ancien précepteur. Elle appela au trône un prince polonais, Kazimir, le neveu du roi qui était mort à Varna. Mathias réprima le complot et persista dans sa lutte contre la Bohême. Sa campagne en Silésie se termina par une victoire; le traité conclu le 12 février 1475 lui adjugea la Moravie et une partie de la Silésie. Ce démembrement de la couronne de Bohême devait peu profiter à la Hongrie. Toute cette première partie du règne de Mathias est en somme assez misérable; la seconde partie (1475-90) offre plus de grandeur. Mathias s'inspire d'une plus sage politique; il s'attaque directement aux deux vrais ennemis du royaume, le Turc et l'empereur. Il était grand temps de faire attention aux progrès des Musulmans. Tandis que Mathias guerroyait contre Podèbrad, Mahomet II avait construit sur la Save la place de Chabats — appartenant aujourd'hui au royaume de Serbie — qui dominait cette rivière en amont de Belgrade. Le roi se décida à comprendre le danger qui menaçait ses états; il laissa la régence à Emerich Szapolyai, l'un de ceux qui s'étaient le plus distingués dans la guerre de Bohême, alla mettre le siége devant la forteresse musulmane et s'en empara. En même temps, il offrait ses secours au prince Étienne de Moldavie et son lieutenant Batory chassait les Turcs de cette province.

Par son mariage avec Béatrix, fille du roi Ferdinand de Naples, Mathias espérait peut-être faire revivre les anciennes prétentions de la maison d'Anjou sur l'Italie mé-

ridionale; mais l'empereur, toujours jaloux de la Hongrie, n'entendait pas laisser Mathias jouir en paix des dépouilles de la Bohême. La guerre ne pouvait manquer d'éclater entre ces deux rivaux; elle fut de courte durée. La cavalerie hongroise envahit l'Autriche. « Je n'ai jamais vu une pareille guerre, écrivait un témoin oculaire; le roi suivait l'expédition dans un carrosse doré avec sa femme et sa mère ; on eût dit qu'il allait à la noce; chaque jour il prenait des villes ou des châteaux: personne ne lui résistait. » Frédéric III s'enfuit jusqu'à Linz. Le résultat de cette guerre fut que l'empereur reconnut à Mathias la libre possession de la Silésie et de la Moravie (1485).

Cependant Mathias, toujours pressé par les Musulmans, recueillait les fruits de sa politique ambiguë; il se trouva isolé au moment où il avait le plus besoin d'alliés. Au mois d'octobre 1479, une formidable armée envahit la Transylvanie. Le roi envoya contre elle Étienne Batory, qui atteignit les Turcs dans la plaine de Kenyer-mesœ (le champ de blé). Les Hongrois, bien que moins nombreux remportèrent une victoire signalée : Batory avait reçu six blessures et n'avait été sauvé que par l'héroïsme de Kiniszy, l'intrépide commandant des hussards. Les tentes, les bagages de l'ennemi tombèrent aux mains des Hongrois, qui célébrèrent leur triomphe par de grandioses réjouissances. Au dire des historiens, au milieu de ces réjouissances on aurait vu Kiniszy, « dérogeant à ses habitudes de gravité, prendre trois cadavres turcs, l'un dans ses dents, les deux autres dans ses bras et exécuter ainsi la danse hongroise. » Kiniszy poursuivit ses succès au delà du Danube; la mort de Mahomet II (1481) redoublait l'espoir des chrétiens. Au vainqueur de Constantinople succédait Bajazet II, dont on connaît les fameuses rivalités avec son frère Djem ou Zizim. Zizim, alors prisonnier des chevaliers de Rhodes, offrait à Mathias la Bosnie, la Serbie et la Bulgarie s'il le délivrait de cet esclavage; mais la Hongrie était sans alliés. Bajazet sollicitait une trêve de cinq ans; Mathias dut la lui accorder

et reprit sa lutte contre l'empereur Frédéric. Frédéric s'enfuit jusqu'à Nuremberg; mais les Allemands de Vienne n'étaient pas disposés à se soumettre aux Hongrois. Il fallut pour les réduire un long siége (1485.) Mathias établit Étienne Szapolyai en qualité de lieutenant royal dans cette ville. L'archiduché d'Autriche une fois conquis, Mathias, maître de la Moravie et de la Silésie, avait en son pouvoir un état presque aussi vaste que l'Autriche actuelle, moins la Galicie et la Bohême. Mais cette puissance était peu solide; la maison d'Autriche s'étendait par des mariages, et Mathias Corvin n'avait pas d'héritier légitime. Il fit quelques tentatives pour essayer de faire reconnaître un fils naturel qu'il avait eu en Silésie, Jean Corvin. Une mort subite l'emporta à l'âge de cinquante ans (4 avril 1490) sans qu'il eût le temps d'assurer par ses dispositions l'avenir du royaume. Il s'était fait à lui-même cette fière épitaphe : « L'Autriche vaincue atteste ma force. J'étais la terreur du monde; l'empereur d'Allemagne et l'empereur des Turcs ont tremblé devant moi; la mort seule a pu venir à bout de moi. »

La Hongrie sous Mathias Corvin.

La Hongrie pleura Mathias; il est resté l'un des rois les plus chers à la mémoire du peuple. Il n'appartenait pas à une dynastie étrangère : il était depuis l'extinction de la dynastie arpadienne le premier souverain issu du sang national. Il fit de grandes choses; mais ce ne fut pas un grand caractère : la mesquinerie de ses ambitions a fait plus de mal à la Hongrie que la hardiesse et la variété de ses entreprises ne lui apportèrent de profit réel. Comme législateur, comme protecteur des lettres et des arts, sa grandeur est moins contestable. Peu de souverains ont eu plus de respect pour la constitution du pays. Il convoquait chaque année la diète et non pas seulement les prélats et les barons, mais les représentants des comitats, ce

qu'un contemporain appelle la « communauté du royaume ». La vie publique des comitats fut toujours fort active sous son règne : les congrégations se réunissaient souvent. Mathias y cherchait un appui contre les menées des grands seigneurs terriens qui auraient tenté de se rendre indépendants ; le roi nommait à son gré le comte suprême (fo ispan) ; mais son suppléant devait toujours être pris dans la noblesse du comitat. Les attributions du Palatin furent restreintes ; il fut dépouillé des pouvoirs judiciaires qui faisaient de lui le grand juge du roi. Quoique très-religieux, et d'un dévouement intermittent et capricieux au Saint-Siége, Mathias contint le clergé et prohiba les appels en cour de Rome. Il s'efforça surtout de restreindre les priviléges de la grande noblesse.

« Le roi Mathias est mort, la justice s'en est allée » dit encore aujourd'hui un proverbe magyar. Mathias s'efforça de protéger le commerce et appela dans son royaume des étrangers, notamment des Serbes qui affluèrent en grand nombre après la mort de Branković et la ruine définitive de l'ancien empire serbe.

Mathias avait l'intelligence très-cultivée ; il avait cet esprit de repartie qui rend un souverain populaire et qui chez nous aurait suffi à immortaliser Henri IV. « C'est un roi sage, instruit, dont la parole est relevée par une grande dignité, écrivait de lui le légat du pape, il ne dit que ce qu'il faut et surpasse, pour la raison et l'éloquence, tous les princes que je connais »

Sa seconde femme, Béatrix, avait apporté d'Italie les élégantes traditions de la Renaissance ; beaucoup d'Italiens vivaient à la cour de Bude, et embellissaient le royaume d'édifices remarquables. Le palais du souverain était magnifique et rempli d'objets précieux ; le légat pontifical écrit que cinquante voitures n'auraient pas suffi à emporter la vaisselle royale. Mathias fonda à Bude la première bibliothèque du royaume, la fameuse *Corvina*. Elle comprenait, dit-on, cinquante mille manuscrits, chiffre énorme pour le temps. Le roi envoyait de tous côtés des agents chargés d'en acheter ou d'en copier ; trente copistes travaillaient cons-

tamment à Bude. Il réunissait autour de lui des poëtes nationaux qui chantaient ses exploits en langue magyare et dont les œuvres ont malheureusement péri. Les seuls manuscrits hongrois qui nous soient parvenus de ce temps sont relatifs à des matières théologiques. Il fallait la réforme pour donner à la langue nationale le rôle légitime qui lui revient dans la littérature.

Les trésors de la Corvina furent malheureusement gaspillés ou perdus dans les siècles suivants. Les rois de la dynastie Jagellone en vendirent une partie; les Turcs emportèrent le reste à Constantinople. Un certain nombre de manuscrits de la Corvina existent encore à Paris, notamment un Ptolémée et un Saint-Jérome, à Vienne, à Budapest. Récemment quelques volumes conservés à Constantinople ont été restitués par les Turcs à la Hongrie, à l'occasion des manifestations de sympathie échangées entre les deux pays durant la campagne des Russes en Bulgarie. — Mais l'époque des manuscrits allait bientôt finir; l'imprimerie importée d'Allemagne pénètre à Bude en 1473 et le commerce de librairie se développe. Bude compta au quinzième siècle jusqu'à treize libraires.

On rencontre à cette époque, les premiers rudiments d'une société savante : *Sodalitas litteraria Hungarorum*. Parmi les écrivains, la plupart sont Italiens, ou Grecs (Callimaque, Bon finius), d'autres, indigènes, par exemple, Jean Pannonius, évêque de Cinq Églises, poëte latin d'une certaine valeur, Jean Thuroczy, auteur des *Chroniques de Hongrie*. Mathias Corvin méditait même de fonder à Bude une gigantesque Université; la mort l'empêcha de réaliser ce projet; mais une académie *Corviniana*, comprenant les deux facultés de Théologie et de Philosophie, subsista jusqu'à la bataille de Mohacz.

Ladislas II (1490-1516); Verbœczy; révolte des Kurucz (1514).

Le règne de Mathias Corvin fut l'apogée de la Hongrie. Désormais nous allons assister à une irrémédiable déca-

dence. La diète, incapable de retrouver en Hongrie un roi national, divisée par les ambitions rivales des magnats, s'adressa à un étranger : Ladislas II Jagellon fut élu. Le roi de Bohême, l'ancien rival de Mathias, réunissait sur sa tête les deux couronnes de saint Vacslav et de saint Étienne que son prédécesseur avait rêvé d'associer à la suite d'une guerre déplorable. Ce n'était pas l'intérêt commun des deux royaumes qui avait déterminé le choix de la diète. Ladislas était d'un caractère faible et presque nul. On l'appelait le roi Dobře. Cet adverbe tchèque (bien ! bon !) était sans cesse dans sa bouche et témoignait d'une inertie qui recommandait d'avance le nouveau souverain à cette tumultueuse aristocratie, heureuse de respirer un peu sous un souverain facile, après le dur règne de Corvin. Petœfi, le poëte national du dix-neuvième siècle, a consacré au roi Dobře, l'une de ses plus piquantes satires. « Il n'aimait pas à commander. — Il ne savait comment s'y prendre. — Et, s'il l'avait su, le pays — Aurait refusé d'obéir. — Il avait la tête bien vide — Plus vide encore était sa poche. — Il fallait fouiller jusqu'au fond — Pour y trouver un pauvre sou. — Les mites et le temps — Rongeaient les fourrures de ses habits ; — Ses habits étaient si rapés—Qu'ils avaient perdu leur couleur, etc... » Les débuts du nouveau règne ne furent pas heureux : Maximilien reprit les états d'Autriche ; Jean de Pologne déclara la guerre à son frère et se fit céder une partie de la Silésie. Maximilien pénétra à l'ouest de la Hongrie et jusqu'à Albe Royale. Il ne consentit à se retirer qu'après un traité qui assurerait la Hongrie à la maison d'Autriche pour le cas où Ladislas décéderait sans postérité. Ce traité, par lequel le roi disposait du pays sans l'avoir consulté, souleva une indignation générale et rendit impopulaire un souverain qui avait été accueilli avec le plus vif enthousiasme.

Cependant les Turcs se pressaient sur la frontière méridionale du royaume. Bajazet II, après avoir échoué devant Belgrade (1492) pénétrait dans la vallée de la Save et battait les Hongrois mal soldés et mal disciplinés. La diète

de 1493 se répandit en plaintes amères sur la lâcheté et l'inertie du roi qui préférait « le repos et les loisirs de la chasse aux devoirs de la guerre ». Les finances du royaume étaient dans le plus grand désordre ; les magnats se disputaient le pouvoir. La diète de 1505 prit une résolution des plus graves. « Ce royaume, dit son manifeste, a souvent été gouverné par des rois étrangers. Jamais il n'a souffert plus cruellement que sous leur règne... Occupés de leurs intérêts de famille, au lieu d'étudier les mœurs et coutumes d'une nation scythique devenue, au prix de son sang, maîtresse du sol qu'elle habite, ces étrangers se sont livrés à l'oisiveté plutôt qu'aux fatigues de la guerre. C'est ainsi que nous avons perdu la Serbie, la Galicie, la Lodomérie, la Bulgarie, la Dalmatie..... Ce démembrement de nos frontières peut nous faire craindre que l'ennemi pénètre sur notre propre territoire, à moins que la nation, dans son affection pour le sol natal, n'élise un roi capable dans son propre sein. » Il était bien tard pour exprimer ces sentiments patriotiques et la noblesse n'avait qu'à s'en prendre à elle-même si le pays avait si souvent obéi à des rois étrangers. Ce manifeste, qui déclarait traître à la patrie quiconque soutiendrait désormais un prétendant étranger, fut envoyé à tous les comitats.

Il était l'œuvre du protonotaire Étienne Verbœczy, un des hommes en qui s'est le mieux incarné le génie juridique et patriote de l'ancienne Hongrie. Jeune encore, il avait consacré sa vie à approfondir le droit public hongrois qu'il avait étudié à l'académie de Bude. Malheureusement les formules du droit, l'éloquence dont on peut les revêtir, ne prévalent pas contre la force brutale. Ladislas eut un fils, le prince Louis (1506) ; enveloppé dans les filets de la diplomatie autrichienne, il le fiança dès son berceau à Marie d'Autriche, la sœur de celui qui devait être Charles-Quint. Il dédaignait tellement l'opinion publique, qu'il s'engageait, si son fils venait à mourir, à léguer le royaume à sa fille Anne, la fiancée de Ferdinand d'Autriche. Il était si peu soucieux des intérêts du royaume, qu'il ne profitait même pas de la ligue de Cambrai pour reprendre aux Vé-

nitiens la Dalmatie. Une insurrection de paysans, une épouvantable jacquerie vint encore attrister ce règne lamentable. La Hongrie était un pays essentiellement aristocratique; les magnats s'efforçaient d'étouffer la moyenne noblesse; celle-ci se dédommageait sur les paysans; de sourdes haines fermentaient dans les classes rurales, et n'attendaient qu'une occasion pour éclater. Le cardinal Bakracz arriva de Rome en 1513, apportant avec lui une bulle de croisade contre les infidèles; les paysans s'armèrent, comme pour marcher contre les Turcs, mais ils tournèrent leurs armes contre les seigneurs. Cette terrible insurrection a gardé dans l'histoire de Hongrie, le nom d'insurrection des *Kurucz* (Kouroutses, *cruciati*) ou croisés. Le mot fut-il créé à ce moment? Peut être remontait-il à la première croisade, à cette époque où les défenseurs de la Palestine traversaient la Hongrie en la ravageant. C'est parmi les Szeklers de Transylvanie que se trouva le chef de ce mouvement redoutable, le paysan Dosza. De son camp de Csegled, il lança une proclamation où il s'intitulait le puissant chevalier, le général des croisés, soumis au roi et non aux nobles, et où il appelait les paysans aux armes contre la noblesse infidèle. Armés de faux, les paysans marchèrent contre les seigneurs. Frappés de terreur après une première défaite, les seigneurs appelèrent à leur tête Jean Szapolyai, voievode de Transylvanie. Vaincu près de Temesvar, Dosza tomba au pouvoir de ses ennemis. Leur vengeance fut terrible: le roi des paysans fut assis sur un trône ardent, couronné par le bourreau d'une couronne de fer rougie au feu; il supporta les plus affreux supplices avec une constance qui étonna ses ennemis. Son nom est resté populaire dans le peuple hongrois et celui des Kurucz reparaîtra plus d'une fois dans l'histoire du pays. Le Kurucz, c'est désormais le Jacques Bonhomme de la Hongrie. Le peuple prétendit qu'en punition de la cruauté qu'il avait déployée en cette circonstance, Szapolyai était devenu aveugle pendant deux ans, et qu'il n'avait recouvré la vue que grâce aux ferventes prières de sa famille.

Cette insurrection réprimée, on put croire que l'ordre

était rétabli; en 1514, Verbœczy présentait à la diète le célèbre travail, *Decretum bipartitum juris consuetudinarii*, où il avait compilé le droit public du pays. Cet ouvrage est pour ainsi dire le testament de la Hongrie indépendante ; il atteste un état social qui justifie l'insurrection des Kurucz et toutes les convulsions dont le royaume devait être le théâtre. Verbœczy ne connaît qu'un peuple légal, la noblesse issue des conquérants du sol. Quant aux autres, ce sont des *Jobbagyones*, des serfs de la glèbe : Verbœczy déclare que la révolte de Dosza « les a notés à perpétuité d'infidélité, et les a réduits à une perpétuelle servitude ». Les privilégiés ne manquent jamais d'exploiter les fautes ou les crimes de leurs inférieurs, pour justifier le maintien et même l'accroissement de leurs privilèges. L'état d'esprit qui caractérise l'œuvre de Verbaczy est encore aujourd'hui celui de l'aristocratie magyare.

Louis II (1516-1526); perte de Belgrade (1521); bataille de Mohacz (1526).

L'impuissant Ladislas mourut en 1515. Le règne de Louis II, le roi enfant, se résume en deux catastrophes : la perte de Belgrade, la défaite de Mohacz (1516-1526). Le jeune roi, marié dès le berceau, corrompu par de précoces débauches, était incapable de gouverner par lui-même. Ses tuteurs ne furent pas à la hauteur des circonstances. Les finances du royaume se désorganisaient : les magnats se disputaient des lambeaux de souveraineté et prétendaient tour à tour exercer, au besoin en s'appuyant sur la force, des pouvoirs qui n'appartenaient qu'au roi Ces désordres faisaient les affaires des Turcs. Tandis que la Hongrie s'effondrait dans l'anarchie, la Turquie était gouvernée par ce grand souverain qui fut Soliman le Magnifique. La Hongrie lui fournit un prétexte de guerre en arrêtant un de ses sujets accusé d'espionnage. Soliman réunit ses troupes à Sophia, emporta Chabats, mit le siége devant Belgrade qui se rendit etdevint une forteresse musulmane (1521). La clef du Danube était désormais aux mains des Ottomans. En présence de ce danger suprême, la Hongrie

restait désunie; elle se partageait en deux partis qui se disputaient le pouvoir, celui du Palatin Batory et celui de Verbœczy. L'acharnement de ces luttes intérieures détournait l'attention de l'ennemi commun.

Cependant le roi Louis implorait des secours de tous côtés. Il s'adressait au roi d'Angleterre : « Si les secours de Votre Majesté n'arrivent promptement, notre royaume est perdu, écrivait-il. » Il sollicitait même un prince persan, pour tâcher de provoquer une diversion utile dans l'extrême Orient. Les princes autrichiens offraient leur concours intéressé; mais ils étaient trop faibles, même unis à la Hongrie, pour lutter contre les troupes du Magnifique. Dès le 25 avril 1526, Soliman avait quitté Constantinople; il emmenait plus de cent mille hommes, trois cents canons; il ne marchait pas seulement contre la Hongrie, mais contre l'empire; l'un des prétextes de son expédition était la captivité de François Ier : il voulait sauver le « bey de France » des mains des Allemands et des Hongrois leurs alliés. Il passa la Save auprès d'Osiek (Essek), s'empara de Petervardin et rencontra les Hongrois à Mohacz, sur la rive droite du Danube. L'armée magyare était commandée par le roi en personne; il était assisté de Paul Tomory, archevêque de Kalocsa, l'un de ces prélats guerriers dont la Hongrie offre de nombreux exemples, de Georges Szapolyai et de Pierre Perenyi, évêque de Grand Varadin (Nagy Varad). Perenyi eût voulu temporiser, attendre les secours qui venaient de la Croatie et de la Transylvanie. La fougue de Tomory décida la lutte. « Tomory, superbe capitaine, pourquoi as-tu quitté ton siége épiscopal? la gloire, la fleur de notre patrie ne serait par morte avec toi », s'écrie le poëte Kisfaludy. Le début du combat parut favorable aux Magyars : Soliman avait décidé que les premiers rangs de son armée céderaient à la cavalerie hongroise et que la masse se refermerait sur elle; les Magyars, arrivés à bonne portée, furent écrasés par l'artillerie ottomane; obligés de reculer ils se précipitèrent dans les marais, où beaucoup d'entre eux furent engloutis. Le roi avait disparu ;

Paul Tomory avait été tué; sept prélats, vingt-deux magnats, vingt-deux mille hommes restaient sur le terrain (26 août 1526).

La route de Bude était ouverte aux envahisseurs; ils pénétrèrent dans la capitale après avoir ravagé tout le pays sur leur passage; les richesses que Mathias Corvin avait entassées dans son palais et dans sa bibliothèque furent pillées ou livrées aux flammes. Les statues descendirent le Danube et allèrent orner les places publiques de Constantinople : puis le flot de l'invasion se retira peu à peu, laissant derrière lui une contrée couverte de sang et de ruines. Avec Louis II finit la vie indépendante de la Hongrie. Durant la période antérieure à l'avénement de la maison d'Autriche, ce royaume avait eu vingt-trois princes de la dynastie d'Arpad et quatorze de diverses maisons. Désormais, il va osciller entre l'Autriche et la Turquie jusqu'au jour où, par la force du sentiment national, il reprendra une existence autonome.

CHAPITRE XV.

LES EMPEREURS AUTRICHIENS.

Maximilien Ier (1493-1519) ; les mariages autrichiens. — Ferdinand Ier (1519-1564) ; la réforme en Autriche. — Maximilien II (1564-1576). — Rodolphe II (1576-1612); la contre-réformation dans les états héréditaires. — Mathias (1612-1619) ; Ferdinand II (1619-1637) ; Ferdinand III (1637-1657) ; influence des jésuites. — Léopold Ier (1656-1705) ; siége de Vienne, Sobieski (1683). — L'Autriche sous Léopold Ier ; l'armée ; les finances. — L'administration ; la législation ; les lettres. — Joseph II (1705-1711) ; Charles VI (1711-1740); la Pragmatique sanction.

Maximilien Ier (1493-1519) ; les mariages autrichiens.

C'est du règne de Maximilien (1493-1519) que date la véritable grandeur de la maison d'Autriche; il réunit dans sa main tous les domaines de sa famille : l'Autriche proprement dite, la Styrie, la Carinthie, la Carniole et le Tirol; il tient la mer par Trieste et Fiume. En 1500, à la mort de Léonard, dernier descendant de la ligne cadette des comtes de Gorica, il hérite de Gorica, de Gradiska, de Mitterbourg, du Pusterthal. Ses luttes avec Venise lui firent perdre pour quelque temps (1507) celles de ses possessions qui touchaient au littoral de l'Adriatique; mais il ne tarda pas à les recouvrer; il envahit même une partie du territoire de la république. Comme empereur, l'intérêt principal de son règne est dans sa lutte avec la France qui lui dispute l'opulente succession des ducs de Bourgogne. Nous n'avons pas ici à nous occuper de cet épisode, qui appartient à l'histoire générale. Les grandes

affaires européennes où Maximilien fut mêlé, les fantaisies d'un tempérament tour à tour chevaleresque et mystique qui lui firent un jour rêver d'obtenir la tiare pontificale, ne le détournèrent point de l'intérêt des États héréditaires. Il s'efforça de faire de l'Autriche un électorat; ses tentatives échouèrent contre l'opiniâtreté des princes allemands. Les électeurs réunis à Francfort s'engagèrent mutuellement à ne pas admettre de membre nouveau dans leur collége; l'empereur dut renoncer à ses projets; ainsi cette maison, qui devait garder pendant tant de siècles la couronne impériale resta pour jamais exclue du corps qui la décernait. Si plus tard les empereurs firent partie du collége électoral, ce fut à titre de rois de Bohême.

C'est sous Maximilien que la Suisse, — après une lutte pendant laquelle les confédérés avaient envahi les pays souabes et le Tirol, avaient détruit deux cents villages ou châteaux et fait périr plus de vingt mille hommes, — fut définitivement dégagée de toute obligation envers la maison d'Autriche et l'empereur (paix de Bâle, 1499). L'Autriche ne pouvait qu'augmenter sa puissance en la concentrant. En 1505, après l'extinction de la ligne mâle des Wittelsbach, Maximilien intervint dans la guerre de la succession bavaroise et se fit payer son intervention entre les compétiteurs qui se disputaient cet héritage par la cession d'un certain nombre de villes, parmi lesquelles Kufstein, depuis célèbre par sa forteresse, et des seigneuries de Rottenberg et de Kitzbühl. Ainsi la maison d'Autriche prenait position sur les sources de l'Isonzo et sur celles de la Drave. L'ensemble des pays autrichiens, en dehors de la Bohême et de la Hongrie formait alors un arc de cercle qui étreignait tout le midi de l'Allemagne, depuis les frontières de la Bohême et de la Silésie jusqu'à celle de la Suisse. Les possessions disséminées en Souabe, en Alsace et dans la Forêt Noire assuraient en outre l'influence autrichienne dans la vallée du Haut-Rhin et du Haut-Danube. Consideré en dehors des annexes d'Allemagne, ce petit État autrichien, image réduite de l'Autriche future, comprenait es Allemands, des Slaves (les Slovènes) et des Italiens.

Mais, alors, comme aujourd'hui, les Allemands dominaient, grâce au voisinage de l'Allemagne, à la ténacité de leur race, et au prestige de la couronne impériale.

Lorsqu'à la diète de Cologne (1512) l'Allemagne fut divisée en dix cercles, les possessions autrichiennes constituèrent l'un de ces cercles. Il va de soi que ni la Bohême ni la Hongrie, royaumes indépendants, ne furent compris dans les cercles de l'empire. Maximilien cependant ne négligea rien pour identifier l'intérêt des Habsbourgs et l'intérêt allemand. A la diète tenue en 1506, il déclarait « qu'il espérait bien apporter à l'empire germanique les couronnes de Bohême et de Hongrie, si on lui venait en aide et si les Hongrois étaient réduits à l'obéissance. » L'organisation intérieure du cercle autrichien fut réglée par une diète réunie à Innsbrück en 1518. Dès 1501, Maximilien avait établi à Vienne un collége de gouvernement (hofrathscollegium) qui surveillait l'administration du cercle et qui assistait l'empereur dans l'expédition des affaires de l'empire; ce collége finit par s'occuper exclusivement des affaires allemandes, et sous Ferdinand II il devint, sous le nom de Reichshofrath, la seconde institution de l'État germanique. On sait comment par d'illustres alliances Maximilien amena au plus haut point la puissance de la maison d'Autriche [1].

Par son mariage avec Marie de Bourgogne (1477), il prépara la domination de Charles-Quint sur l'Espagne, les Indes et l'Italie méridionale; mais ce mariage n'eut pas d'influence directe sur le sort de l'Autriche proprement dite. C'est par les mariages conclus avec la maison qui régnait alors en Bohême et en Hongrie que furent préparés les éléments de l'État autrichien tel qu'il existe aujourd'hui.

[1] On a souvent cité le distique célèbre :

Bella gerant fortes : tu felix Austrá nube;
Nam quæ Mars aliis, dat tibi regna Venus.

On l'a attribué à Mathias Corvin ; mais nous ignorons sur quel fondement et nous n'avons pu découvrir qui en est l'auteur.

En 1515, fidèle à la politique matrimoniale de sa race, Maximilien négocia le mariage de ses petits-enfants, Ferdinand et Marie d'Autriche avec les enfants de Vladislav, roi de Bohême et de Hongrie, Louis et Anna. En 1515, Vladislav et son frère Sigismond de Pologne firent à Vienne une visite fastueuse où furent renouvelées les anciennes conventions d'heritage entre l'Autriche, la Hongrie et la Bohême. La fortune servit plus encore que la politique les convoitises de la maison d'Autriche. Tout devait la favoriser, jusqu'à ce sanglant désastre de Mohacz, qui faillit pourtant être si fatal à la chrétienté (1526). Grâce à ces traités et à leurs résultats, l'Autriche allait devenir l'un des facteurs les plus importants de l'équilibre européen. Malheureusement le rôle qu'elle joue en Europe à partir du seizième siècle a trop fait oublier l'histoire intérieure des peuples entraînés dans sa destinée.

L'épisode le plus important du règne de Maximilien dans les provinces héréditaires fut, outre les invasions des Vénitiens, des Suisses et des Ottomans (1509), la guerre des paysans qui éclata en Carniole et s'étendit bientôt sur les provinces voisines. Contemporaine de la révolte des Dosza en Hongrie (1515), cette guerre fut provoquée par la famine et par les exactions d'une noblesse égoïste. Les paysans slovènes de la Carniole avaient pris pour cri de ralliement ces mots : *stara pravda* (l'ancien droit) et déclaraient comme les Kurucz magyars qu'ils ne se révoltaient pas contre le souverain, mais contre les États. L'insurrection passa des parties slovènes aux parties allemandes de la Styrie et de la Carniole; les paysans mirent sur pied une armée qui, si l'on en croit les contemporains, atteignit jusqu'au chiffre de quatre-vingt mille hommes ; elle répandit partout la terreur; les châteaux furent pris, les nobles pendus. Comme en Hongrie, la répression fut impitoyable.

Maximilien, toujours besoigneux, convoqua souvent les diètes des États héréditaires pour leur demander des subsides qui lui furent plus d'une fois refusés. Les provinces étaient pauvres; mais leur souverain l'était plus encore · « Ce

qu'il y a de plus misérable, c'est notre pauvreté! », s'écriait-il, après une guerre malheureuse contre Venise. Il dut finir par prendre l'engagement de ne faire aucune guerre sans l'assentiment des États. Sous son règne les diverses provinces commencèrent à délibérer de leurs intérêts communs dans des diètes générales où elles envoyaient leurs délégués. Ainsi, en 1502, on voit la Haute et la Basse Autriche, la Styrie, la Carinthie et la Carniole représentées à la diète de Wiener Neustadt.

Maximilien mourut en 1519; il fut enterré dans la ville d'Innsbrück dont il avait fait sa résidence favorite. Grand chasseur, il avait pris le Tirol en affection à cause de ses montagnes et de ses chamois; certains épisodes des chasses impériales ont revêtu plus tard un caractère légendaire. De tous les souverains autrichiens il n'en est aucun, depuis Rodolphe, qui ait laissé un souvenir aussi populaire. Lui-même avait pris soin de se recommander à la postérité dans les deux poëmes du *Theuerdank* et du *Weiz Kunig* qu'il inspira, et peut-être écrivit en partie. Il aimait les artistes et les savants; il protégea la *Sodalitas Danubiana*, sorte d'académie que l'humaniste Conrad Celtes avait fondée à Vienne.

De ses deux femmes légitimes, Marie de Bourgogne et Blanche de Milan, Maximilien n'avait eu qu'un fils, Philippe le Beau, mort en 1500; en revanche, diverses concubines lui avaient donné quatorze enfants naturels. Les deux fils de Philippe le Beau furent Charles-Quint et Ferdinand Ier; ils devaient se partager l'empire de l'Europe et porter le nom de l'Autriche jusque dans les savanes du Nouveau Monde.

Ferdinand Ier (1519-1564); la réforme en Autriche.

Ferdinand Ier (1519-1564) avait été élevé en Espagne, et son frère Charles-Quint dans les Pays-Bas. Les deux princes étaient également éloignés des États héréditaires lors de la mort de leur aïeul Maximilien; les provinces

furent provisoirement gouvernées par des lieutenants. Charles fut élu empereur le 1er juin 1519 ; en 1521, à Worms, les deux frères s'entendirent pour partager leurs domaines ; l'Autriche, la Styrie, la Carinthie et la Carniole furent adjugées à Ferdinand. L'empereur eût l'Autriche antérieure, le Tirol, Gorica, le Frioul, Trieste. Mais les États de Carniole et de Carinthie réclamèrent contre un partage qui modifiait les frontières de ces deux provinces; Charles abandonna à son frère les districts contestés; il finit même par renoncer aux possessions d'Allemagne. Mais il se réserva le titre de duc d'Autriche; Ferdinand eut celui de lieutenant impérial. Ce prince, à moitié espagnol, ne fut pas reçu sans défiance dans un pays où il était inconnu; les conseillers étrangers qu'il amena avec lui étaient fort impopulaires : il y eut des troubles à Vienne, et les têtes des chefs rebelles, Eicinger et Pucheim, tombèrent sur l'échafaud (1522).

Le 27 mai 1521, Ferdinand célébra à Linz son mariage avec la princesse Anna, sœur de Louis, roi de Hongrie et de Bohême; en même temps Louis, alors âgé de quinze ans, épousait Marie, sœur de Ferdinand. C'était l'exécution du plan matrimonial savamment préparé par Maximilien. Toutefois ce double mariage ne garantissait pas d'une façon absolue la possession des deux couronnes de Bohême et de Hongrie; elle dépendait du consentement des états de ces deux royaumes. La Hongrie et la Bohême, même après avoir accepté le gouvernement d'un prince étranger, entendent rester absolument distinctes du groupe des états autrichiens; elles n'ont de commun avec lui que la personne du souverain. Il se fait couronner à Prague et à Bude et jure de maintenir les privilèges des deux royaumes; l'histoire de la Bohême et de la Hongrie ne doit donc pas être confondue avec celle des états héréditaires. Elle sera étudiée à part avec tous les développements qu'elle réclame.

Pour le moment, nous n'avons à raconter ici que l'histoire du groupe autrichien et de ses princes depuis l'avénement de Ferdinand Ier jusqu'à la mort de Charles VI,

qui, par la *Pragmatique sanction*, fera faire un pas décisif à l'unité de la monarchie autrichienne.

Le nom de Ferdinand I[er] pâlit singulièrement à côté de celui de Charles-Quint. Et pourtant de cet empire de Charles-Quint, où le soleil ne se couchait pas, il ne reste aujourd'hui qu'un souvenir. Le règne de Ferdinand est le point de départ d'un état qui joue encore aujourd'hui un rôle important dans les destinées de l'Europe. La branche espagnole de la maison de Habsbourg atteint l'apogée de sa puissance avec le traité de Câteau-Cambraisis (1559). Le traité de Vervins marque déjà son déclin (1598). La branche autrichienne, grâce à la possession des états héréditaires, de la Bohême et de la Hongrie et de la couronne impériale, accroît sans cesse sa puissance; c'est à elle qu'est réservé l'honneur de renverser au début de notre siècle le révolutionnaire couronné qui croyait avoir renouvelé la monarchie de Charles-Quint.

Roi de Bohême et de Hongrie en 1526, Ferdinand fut élu roi des Romains en 1531, malgré les répugnances du parti protestant; désormais la couronne impériale ne sortira plus de la maison d'Autriche. Le soin des deux royaumes et de l'empire n'empêcha pas le successeur des Habsbourg de continuer à arrondir leur domaine héréditaire. A la suite de la guerre de Smalkalde, il annexa la ville de Constance, qui avait été mise au ban de l'empire pour avoir adhéré à la ligue des princes protestants; il acheta aux comtes de Bregenz et de Thengen les comtés du même nom. Malgré son attachement au catholicisme, Ferdinand ne put empêcher la réforme de pénétrer dans ses états. Comme en Allemagne, la prédication de l'évangile nouveau coïncida avec une formidable guerre de paysans; Salzbourg, la Styrie, le Tirol se soulevèrent. Une assemblée populaire, réunie en 1525 à Méran, rédigea un programme qui étonne encore aujourd'hui par sa hardiesse. « Dans le Tirol, disait-il, il n'y aura désormais qu'une loi indigène; plus de droit romain, étranger et inintelligible au pauvre peuple. Le gouvernement siégeant à Innsbrück sera uniquement composé de fonctionnaires

indigènes, — cet article était particulièrement dirigé contre les Espagnols que Ferdinand avait amenés avec lui. — Il n'y aura aucune acception de personnes devant les tribunaux; les évêques, les monastères et les ordres mendiants seront supprimés; il sera interdit aux curés de cumuler plusieurs paroisses; l'excédant des revenus ecclésiastiques sera appliqué aux pauvres. Les biens du clergé seront sécularisés. Les revenus des monastères seront recueillis par les agents du prince et employés pour les besoins du pays. Le prince ne nommera que les agents des finances; les fonctionnaires judiciaires seront nommés et destitués par le peuple. La chasse et la pêche seront libres. Les grandes sociétés commerciales seront dissoutes, afin que le prix des denrées baisse. Toutes les douanes, sauf les douanes princières, seront supprimées; les droits de fiscalité, les corvées, supprimés également; l'égalité des poids et des monnaies sera décrétée. » Les paysans avaient grand soin de déclarer qu'ils combattaient contre les classes privilégiées et non contre leur prince : Ferdinand dut céder; il accorda aux factieux une amnistie et l'exécution de ceux des *articles de Méran*, qui ne concernaient pas les biens ecclésiastiques.

Dans les autres provinces du groupe héréditaire, la réforme fit également des progrès rapides; dans l'Autriche proprement dite, elle avait dès 1520 de fervents adeptes. Trente ans après, on n'osait plus célébrer à Vienne la procession de la Fête-Dieu. Deux cents paroisses restaient vacantes; deux cent soixante-huit étaient devenues protestantes. Même progrès en Styrie: en 1552, la procession de la Fête-Dieu est supprimée à Gratz. En Carniole, chez les populations slovènes, la réforme a pour résultat l'émancipation de la langue nationale : sous la direction de Primus Truber, un certain nombre d'ouvrages théologiques en langue slave sont imprimés à Tubingue. Truber entreprend une traduction des livres saints. Les nouvelles doctrines pénétrèrent jusqu'à Trieste et à Gorica; en Tirol, la secte des anabaptistes faillit amener une nouvelle révolte des paysans. Les diètes se firent à diverses reprises les

interprètes du besoin de liberté de conscience qui tourmentait les âmes. Ferdinand Ier, qui avait commencé par interdire la Bible de Luther, dut finir par autoriser la communion sous les deux espèces.

C'est pour lutter contre la réforme qu'avait été instituée la Société de Jésus; elle ne pouvait tarder à s'introduire dans les pays autrichiens. Les jésuites s'établirent à Vienne en 1552, en Styrie en 1564, dans le Tirol en 1560. Vers la même époque (1547), Ferdinand établissait la censure dans ses domaines. C'est sous son règne qu'eut lieu, dans le Tirol, le fameux concile de Trente (1545-1563). Il en fut le défenseur temporel et le protecteur attitré. Il vit à diverses reprises ses états ravagés par les Turcs; Vienne fut assiégée par eux en 1529; trente ans plus tard, la Carniole fut cruellement ravagée. Au milieu de ces épreuves, Ferdinand eut du moins la consolation de voir son fils Maximilien élu roi des Romains et de le faire couronner roi de Bohême et de Hongrie. Le droit de primogéniture n'était pas encore établi d'une manière absolue dans la maison d'Autriche; Ferdinand partagea entre ses trois fils les états héréditaires : Maximilien II eut l'Autriche; Ferdinand, le Tirol; Charles, la Styrie, la Carinthie et la Carniole. Ces branches collatérales ne s'éteignirent qu'au siècle suivant. En 1665, Léopold Ier réunit de nouveau toutes les provinces autrichiennes. On a loué le caractère de Ferdinand Ier : il avait reçu une éducation distinguée; il savait à fond les langues espagnole, allemande et française; il aimait les littérateurs et les savants. Catholique sincère, il n'était point d'un fanatisme exagéré; il eût fait peut-être un bon prince pour les états héréditaires; mais, imbu du génie de l'absolutisme, il ne comprit point la constitution de la Bohême et de la Hongrie, et il fut pour ces deux pays un roi plus que médiocre : la Bohême surtout a conservé de lui un détestable souvenir. C'est à son règne que remonte la première institution commune à l'ensemble des provinces et des royaumes, celle du conseil supérieur de guerre. En effet, c'est moins une union qu'une alliance défensive que la Hongrie, la

Bohême et l'Autriche avaient cherchée dans la personne d'un même souverain.

Maximilien II (1564-1576).

Maximilien montra vis-à-vis de la réforme un esprit fort tolérant; il fut en correspondance avec Melanchton, entretint même à sa cour un prédicateur luthérien et excita plus d'une fois les soupçons de la cour de Rome. Il écrivait à propos de la Saint-Barthélemy : « J'ai appris avec un profond chagrin que le roi de France, mon beau-fils[1], a pu se laisser entraîner à ce *honteux bain de sang*. Plût à Dieu qu'il m'eût consulté à ce sujet. Il ne se serait pas comporté ainsi avec mon assentiment.... Les choses de la religion ne doivent jamais être tranchées avec le glaive. Aucun homme honnête, craignant Dieu et ami de la paix, ne saurait le prétendre.... Que l'Espagne et la France agissent comme elles l'entendent, elles auront à répondre devant Dieu. Pour moi, je veux vivre en honnête homme et en chrétien; ainsi faisant je me soucie peu de ce monde misérable. » Cependant il refusa de chasser les jésuites dont les états d'Autriche demandaient l'expulsion; il ne permit qu'aux nobles de faire célébrer sur leurs terres le culte réformé et il exclut les villes de la liberté de conscience; il avait épousé sa cousine Marie, fille de Charles-Quint, qui, fidèle au génie espagnol, éleva leurs enfants dans l'horreur de l'hérésie. Deux de ses fils, Rodolphe et Mathias, régnèrent après lui. De son vivant, il avait fait couronner l'aîné, Rodolphe, comme roi de Hongrie (1572) et de Bohême (1575)

Rodolphe II (1576-1611); la contre-réformation dans les états héréditaires.

Rodolphe II (1576-1611) se souvint plus de la dévotion

[1] Charles IX avait épousé en 1570 la seconde fille de Maximilien, Élisabeth d'Autriche,

étroite de sa mère que de la tolérance paternelle. Il ressembla par plus d'un côté à Philippe II. Il eut le fanatisme farouche et le caractère morose de ce prince, mais non pas sa force de volonté. Il s'est rendu célèbre par son amour pour les sciences occultes et par son opiniâtre indolence. Il avait choisi pour sa résidence la ville de Prague qui lui doit une partie de sa splendeur; il y vécut retiré dans son château de Hradčany, entouré d'astronomes et surtout d'astrologues. Il avait appelé auprès de lui Kepler, qui dressa les tables astronomiques appelées Rudolphines; Tycho-Brahé, qui joignait à des connaissances réelles un penchant regrettable pour l'alchimie et l'astrologie. Des rêveries dangereuses finirent par troubler la raison du trop faible empereur. Ses frères se décidèrent à proclamer l'un d'entre eux, Mathias, comme chef de la maison. Mathias s'arma contre Rodolphe et obtint en 1608 le titre de gouverneur de l'Autriche, de la Moravie et de la Hongrie.

Le règne de Rodolphe fut, dans les États héréditaires, signalé par une guerre de paysans; elle eut pour motif ou pour prétexte la revendication de la liberté de conscience et des griefs agraires qui, durant toute cette période, coïncident constamment avec les griefs religieux.

En Styrie, l'archiduc Charles établit les jésuites à Gratz et l'on put, en 1572, reprendre dans cette ville les processions suspendues depuis vingt ans; la noblesse luthérienne protesta en vain : le culte de Marie propagé par les jésuites devint le signe de ralliement des contre-réformateurs. Une imprimerie catholique fut établie à Gratz; une Université, qui existe encore aujourd'hui, fut fondée dans cette ville pour l'enseignement des jésuites (1686). Les bourgeois, les paysans, les diètes ne cessèrent de harceler de leurs réclamations l'archiduc Charles, qui mourut de fatigue et de chagrin (1591). Son œuvre fut dignement continuée par son successeur Ferdinand (1591-1637), depuis empereur, et roi de Bohême et de Hongrie. Dans un pèlerinage à Loreto, ce prince avait fait vœu d'exterminer l'hérésie; il tint parole. Il commença par chasser de Gratz et des villes tous les prédicateurs protestants, s'empara de leurs écoles,

brûla leurs livres et obligea les réformés à vendre leurs biens et à émigrer. Les capucins furent appelés dans le pays pour aider les jésuites à ramener le peuple aux bonnes doctrines. La liberté de conscience fut étouffée pour longtemps; plus tard, Ferdinand eut l'occasion d'appliquer sur une plus grande échelle à la Bohême les procédés de conversion dont il avait fait l'expérience en Styrie.

Mathias (1612-1619); Ferdinand II (1619-1637); Ferdinand III (1637-1657); influence des jésuites.

Rodolphe ne s'était jamais marié; son frère Mathias lui succéda en Autriche, en Bohême et en Hongrie; il était doué d'une avidité insatiable et d'une activité qui formaient un contraste frappant avec l'indolence de son frère; il eut pour principal ministre et confident le cardinal Khlesl, archevêque de Vienne, qui avait mené avec vigueur la contre-réformation des pays autrichiens. Tout l'intérêt du règne de Mathias (1612-1619) est dans les événements de Bohême et de Hongrie; le rôle qu'il y joua permet d'apprécier la médiocrité d'un caractère qui n'était pas à la hauteur de son ambition; il est plus facile de convoiter le pouvoir que de bien l'exercer. Sans héritier direct, Mathias fut avant tout préoccupé d'assurer son héritage à sa famille et de régler l'ordre de succession. Il choisit pour héritier son cousin Ferdinand, de la ligne styrienne; il obtint de ses frères Maximilien et Albert, et même du roi d'Espagne, un acte de renonciation. Ainsi l'héritage de deux grands royaumes n'était déjà plus pour les Habsbourgs qu'une affaire de famille. Il est vrai que les états de Bohême et de Hongrie ratifièrent cet arrangement. Ferdinand fut couronné roi de Hongrie le 8 juin 1617 et roi de Bohême le 16 mai de l'année suivante.

On peut s'étonner de la facilité avec laquelle ces transactions sont acceptées par les deux royaumes; mais il ne faut

pas oublier que la Bohême et la Hongrie sont deux pays essentiellement aristocratiques; la noblesse aime mieux obéir à des étrangers que de voir régner un des siens, fût-ce même un Mathias Corvin ou un Podĕbrad. D'autre part, en présence de la menace toujours présente d'une invasion musulmane, les deux pays sentent instinctivement qu'ils ont intérêt à s'appuyer sur les princes d'une maison déjà puissante par elle-même, et qui peut, au besoin, mettre au service de ses sujets les forces de l'Allemagne tout entière. Malheureusement, la maison d'Autriche prend trop au sérieux ce rôle de protectrice de la chrétienté et s'identifie complètement avec l'intolérance catholique; les réformés, quelle que soit leur origine, qu'ils procèdent de Hus, de Luther ou de Calvin, sont pour elle des ennemis aussi odieux que les musulmans et plus faciles à combattre. Et, comme elle identifie l'esprit d'indépendance avec l'hérésie, elle étouffe toutes les libertés et fait de l'absolutisme la base de sa politique.

Ferdinand II (1619-1637) est le premier représentant de ces monarques autrichiens, dévots et despotes, dont le type s'est perpétué presque sans interruption — Joseph II excepté — jusqu'au dix-neuvième siècle. Il avait fait ses études, sous la direction des jésuites et de son oncle, le pieux Guillaume de Bavière; il avait à diverses reprises manifesté l'intention de se faire jésuite; nous avons vu plus haut comment il mit en pratique dans son gouvernement de Styrie les maximes qu'il avait reçues de ses instituteurs. La Bohême et la Hongrie offrirent bientôt un champ plus vaste à son zèle religieux. Pour se procurer les ressources nécessaires à la guerre contre les Tchèques, il mit la Haute-Autriche en gage aux mains de la Bavière. Le gouverneur bavarois Herberstorf eut recours aux moyens les plus violents pour rétablir le catholicisme dans cette province. Les paysans attachés aux doctrines de la réforme se soulevèrent; ils voulaient, suivant une chanson du temps, devenir maîtres chez eux, gouverner leur pays, comme faisaient les Suisses. Ils avaient pour chef un ancien soldat, le chapelier Fadinger; il réunit jusqu'à soixante-dix mille hommes et prit le

titre de capitaine en chef de l'armée chrétienne. Il organisa ses troupes, les fournit d'artillerie et montra dans une lutte inégale de véritables talents militaires. Blessé au siège de Linz (1627), il mourut peu de temps après; il eut pour successeur dans le commandement des révoltés le chevalier Wiellinger, qui fut battu par le général Pappenheim, l'un des héros de la guerre de Trente ans. L'armée des paysans se dispersa peu à peu; les principaux chefs, Wiellinger notamment, périrent sur l'échafaud; un délai de quatre semaines fut accordé aux rebelles pour changer de religion; mais bien des conversions ne furent pas sincères, et l'esprit de la réforme subsista à l'état latent dans la plupart des communes.

Le règne de Ferdinand II fut l'âge d'or de l'église catholique; il fonda seize collèges de jésuites; institua des couvents pour les barnabites, les capucins, les camaldules, les augustins, les bénédictins; il augmenta les biens du clergé. Strict observateur des vertus chrétiennes, il se plaisait à pratiquer vis-à-vis des pauvres cette charité pleine d'ostentation qui se concilie fort bien avec la cruauté envers les hérétiques. Son second fils, Léopold-Guillaume, destiné à l'Église, avait dès l'âge de onze ans été doté de deux évêchés et de quatre abbayes. Ferdinand avait réuni dans sa main tous les états du groupe héréditaire; en 1623, il céda l'Autriche antérieure et le Tirol à son frère Léopold, l'époux de la belle et intelligente Claudia de Médicis; cette province fit retour en 1665 à l'empereur Léopold Ier, et depuis elle n'a plus — sauf pendant les guerres contre Napoléon — été détachée de l'Autriche.

Ferdinand II léguait à son successeur Ferdinand III (1637-1657) la suite de cette guerre de Trente ans, qui devait porter une rude atteinte au prestige de la maison d'Autriche en Allemagne. Nous n'avons pas à en raconter ici les péripéties, on verra plus loin quel en fut le contrecoup en Bohême et en Hongrie. C'est pendant cette guerre qu'on vit apparaître en Allemagne le fameux pamphlet de Hippolytus à Lapide (Philippe Chemnitz) sur la situation du saint Empire romain. D'après cet opuscule, le seul

moyen de sauver l'empire d'une ruine certaine était d'exclure l'Autriche de l'Allemagne. Elle n'y avait jamais exercé qu'une funeste influence; elle n'était devenue puissante qu'aux dépens de l'empire; elle devait maintenant en sortir et laisser l'Allemagne s'organiser en fédération sous la tutelle de la France et de la Suède, etc. La paix de Westphalie, en assurant la liberté de conscience à l'Allemagne, ne stipula rien en faveur des sujets autrichiens, sauf pour la Silésie; la libre expansion du protestantisme dans cette province, naguère si hostile aux hussites, devait rendre plus facile sa séparation d'avec la Bohême et son assimilation par la monarchie prussienne. Ferdinand III vit, de son vivant, l'aîné de ses fils, Ferdinand, élu en Hongrie et couronné en Bohême. La mort prématurée de ce prince (1654) laissa les deux couronnes à son frère Leopold Ier, dont le long règne (1657-1705) occupe toute la seconde moitié du dix-septième siècle.

Léopold Ier (1657-1705); siège de Vienne, Sobieski (1683).

L'état autrichien était à l'avènement de Léopold (1657) beaucoup moins considérable qu'il ne l'était récemment. La Galicie appartenait encore à la Pologne; les côtes de l'Istrie, de la Dalmatie, les îles, depuis Rieka (Fiume) jusqu'à Cattaro, à la république de Venise; Brixen et Trente n'étaient rattachées au Tirol que par un lien assez lâche de vassalité: le Tirol lui-même appartenait encore à la branche cadette de la maison d'Autriche; un tiers à peine de la Hongrie démembrée était soumis au roi; en revanche, la Bohême comprenait encore la plus grande partie de la Silésie, aujourd'hui prussienne, avec les principautés de Breslau, d'Oppeln et de Ratibor. Nous négligeons à dessein les possessions éparses en Allemagne. En 1665, Léopold acquit le Tirol, à la mort du dernier prince de la branche cadette. Les victoires du prince Eugène remirent en son pouvoir, presque toute la Hongrie, la Croatie, la Slavonie et la Transylvanie. L'ensemble des états autrichiens, qui ne

comprenait que six mille huit cents milles carrés à l'avènement de Léopold, s'élevait à sa mort (1705) à neuf mille cent milles carrés.

Le prince, qui avait accru de près d'un tiers le patrimoine de ses aïeux, n'était pourtant point d'un tempérament guerrier, et ne commanda jamais une armée; élevé sous la direction des jésuites Muller et Neidhard (Nitardi), il avait été destiné à l'état ecclésiastique. Son père prédisait qu'il ferait un excellent évêque. Il porta sur le trône les qualités et les défauts de la profession qu'il aurait dû embrasser, une grande pureté de mœurs, une timidité farouche, un esprit d'intolérance inexorable. La décision manquait absolument à son caractère; il obéissait aux influences divergentes de ses conseillers, Auersperg, Zinzendorf, Schwarzenberg, Hocher, Montecuculli, notamment de son confesseur, le jésuite Muller, que Puffendorf appelle « un pédant d'école, n'entendant rien aux affaires ». Les relations si curieuses des ambassadeurs vénitiens sur la cour de Léopold constatent que l'influence des ecclésiastiques y dépassait singulièrement les limites du domaine spirituel. Ami passionné des jésuites, il rêvait, comme Louis XIV, de faire dominer dans ses états la foi catholique. Il menait dans la burg de Vienne une vie triste, monotone et solennelle, qui contrastait singulièrement avec celle du roi-soleil. L'étiquette espagnole pesait sur cette cour aussi sombre que celle de l'Escurial. La musique, la peinture et les lettres, l'étude ou la pratique de certains arts mécaniques, l'alchimie et l'astrologie charmaient seules cette vie somnolente. On trouva plus d'une fois aux portes du palais un placard ainsi conçu : *Leopolde, sis Cæsar et non musicus, sis Cæsar et non jesuita.* La rigueur du prince n'excluait pas un certain esprit de bienveillance paternelle, de bonhomie, dans les audiences et les rapports avec les pauvres; en revanche, une impitoyable cruauté châtiait ceux qui osaient attenter au pouvoir du souverain. Léopold résumait en lui et portait à leur comble les défauts de ses ancêtres, sans avoir leur grandeur; la hautaine lèvre autrichienne, devenue chez lui une difformité véritable, faisait de son visage la carica-

ture de Charles-Quint »[1]. Il fonda deux universités, l'une à Breslau, l'autre à Innsbrück. Il réforma les tribunaux, substitua la langue allemande à la langue latine, et établit à Vienne une police régulière.

En laissant de côté le rôle que Léopold joue comme empereur d'Allemagne dans les affaires européennes, son règne en Autriche, n'offre qu'un événement important, le siége de Vienne par les Turcs. En 1683, le grand vizir Kara Mustapha, soutenu par les Hongrois, marcha sur Vienne ; l'empereur s'empressa de quitter cette ville, avec sa famille, sa cour et la plus grande partie de la noblesse et se retira à Linz. La capitale abandonnée par le souverain, avec des fortifications démantelées et une faible garnison semblait ne pas pouvoir tenir longtemps; le duc Charles de Lorraine et le comte Stahrenberg la mirent en état de défense; les habitants déployèrent un courage héroïque; les étudiants, les marchands, les bourgeois, s'organisèrent militairement, et brûlèrent eux-mêmes les faubourgs qui auraient pu offrir un abri à l'ennemi.

Les Turcs ne tardèrent pas à s'emparer des ouvrages extérieurs; ils établirent devant la ville un camp magnifique et commencèrent un siége régulier ; ils ne tentèrent pas moins de dix-huit assauts; bientôt la famine régna dans la place; le pape Innocent XI, effrayé du danger que courait la chrétienté, avait heureusement décidé le roi de Pologne, Jean Sobieski, à venir au secours de l'empereur. Grâce à la médiation du saint-siége, une alliance formelle avait été conclue entre les cours de Vienne et de Cracovie. Léopold s'engageait à mettre sur pied soixante mille hommes, Sobieski quarante mille; au cas où l'une des deux capitales serait assiégée, les deux parties devaient aussitôt se prêter assistance. Tous les princes chrétiens, notamment le tsar de Russie, devaient être invités à adhérer à cette alliance. Sobieski fit honneur à ses engagements. Le vainqueur de Chocim (1673) était depuis longtemps renommé par sa bravoure héroïque et ses triomphes. So-

1. Sayous.

bieski, en voyant le péril de Vienne, arriva à marche forcée; le 7 septembre il rejoignit les corps du duc de Lorraine, beau-frère de l'empereur, et des électeurs de Bavière et de Saxe, qui venaient au secours de la cité assiégée; le total des trois armées s'élevait à environ quatre-vingt mille hommes; le 12 septembre, elles débouchèrent sur les hauteurs du Kahlenberg; on retrouve parmi les chefs quelques uns des noms héroïques de la Pologne, ceux des Czarniecki, des Potocki, des Zamojski, des Leszczynski. Le choc fut terrible: le pacha d'Alep, celui de Silistrie, périrent dans la mêlée; « Dieu est contre nous, s'écria le khan de Crimée, Selim Gherai. » Le camp turc fut envahi, Kara Mustapha prit la fuite: les musulmans avaient perdu vingt mille hommes; quatre mille chrétiens seulement gisaient sur le champ de bataille (12 septembre 1683). Sobieski envoya à la reine de Pologne l'étrier d'or, au pape Innocent XI l'étendard du grand vizir.

Le lendemain Sobieski entra dans Vienne; la population, qui avait vu partir l'empereur avec indignation, accueillit avec enthousiasme son libérateur. Le 15 septembre, Léopold revint à son tour dans la capitale; la mesquinerie de son caractère se manifesta dans ces circonstances d'une façon misérable. Plus jaloux que reconnaissant du succès de Sobieski, il s'efforça d'abord d'éviter toute entrevue avec lui, ensuite d'humilier ce glorieux rival. Il perdit son temps à rechercher comment un empereur d'Allemagne devait recevoir le roi électif de la république polonaise. — « A bras ouverts, lui avait répondu le duc de Lorraine; » mais, pour Léopold, la grande question était de savoir si Sobieski occuperait la droite ou la gauche. L'entrevue eut lieu dans un champ, et il fut décidé que les deux souverains se tiendraient vis-à-vis l'un de l'autre. Après quelques phrases banales, Sobieski tourna bride en déclarant qu'il chargeait ses généraux de montrer son armée à l'empereur si cela lui plaisait. Dans ses lettres à sa femme Marie Kazimire, Sobieski a dépeint avec une amertume éloquente l'impression pénible que fit sur lui l'ingratitude autrichienne. « Le palatin de la Russie rouge, écrit le roi

de Pologne, a fait voir notre armée à l'empereur; mais nos gens ont été très-piqués et se plaignaient hautement de ce que l'empereur n'ait pas daigné les remercier, ne serait-ce que du chapeau, de tant de peines et de privations. On ne nous donne ni fourrages, ni vivres; nos malades sont couchés sur du fumier, et nos blessés fort nombreux ne peuvent obtenir de bateaux pour descendre jusqu'à Presbourg, où je serais plus à même de les entretenir à mes frais.

« On refuse d'enterrer nos morts dans les cimetières, même ceux des grades supérieurs... On pille nos bagages; on nous enlève nos chevaux réstés en arrière. Sans l'avoine que nous avons trouvée dans le camp turc, tous nos chevaux auraient péri. Nous serions moins malheureux, si l'on avait la charité de nous construire un pont sur le Danube, et que nous puissions vivre en pays ennemi.

« Là nous trouverions des vivres. Mais ces messieurs de Vienne remettent tout d'un jour à l'autre, et, maintenant qu'ils sont sauvés, s'adonnent à toutes ces débauches pour lesquelles Dieu les a si justements punis. Comme beaucoup des nôtres se pressent vers la ville pour y trouver de la nourriture parce qu'on meurt de faim dans la campagne, le commandant de Vienne a donné l'ordre de ne pas les laisser entrer et de tirer sur eux. Après une si grande bataille, où nous avons perdu tant de monde des familles les plus illustres, nous sommes comme des pestiférés que tout le monde évite. Maintenant, il ne nous reste plus qu'à gémir en voyant périr notre armée, non pas sous les coups de l'ennemi, mais par la faute de ceux qui nous doivent tout. Aussi, je me mets en marche aujourd'hui, peut-être pour aller au devant d'une famine plus grande; mais je veux m'éloigner de cette ville de Vienne, où l'on fait feu sur les nôtres. Nous sommes ici sur les bords du Danube, comme autrefois les Israélites sur les bords de l'Euphrate. Nous pleurons la perte de nos chevaux, l'ingratitude de ceux que nous avons sauvés et tant d'occasions de succès échappées. Enfin tout le monde est dé-

couragé et l'on va jusqu'à regretter que nous ayons secouru l'empereur[1]. »

Après avoir quitté l'empereur, Sobieski poursuivit les Turcs en Hongrie et leur enleva Gran (Esztergom). Il rentra au mois de décembre à Cracovie. On ne sait pourquoi les historiens ont attaché au nom de Léopold le surnom de grand que son caractère justifie peu.

L'Autriche sous Léopold I; l'armée; les finances.

Avant de passer au règne de Joseph Ier, il nous reste à étudier l'organisation générale des états autrichiens sous le règne de Léopold Ier, en laissant de côté ce qui concerne le gouvernement de l'empire et l'administration intérieure des royaumes de Bohême et de Hongrie.

Les affaires politiques et judiciaires étaient confiées au Conseil de l'état ou conférence secrète; les affaires de finances et le commerce, à la Chambre de la cour (Hof Kammer); la guerre, au Conseil de la guerre, sans que toutefois la compétence de ces divers conseils fût définie avec une précision rigoureuse. Il n'y avait pas de ministères spéciaux. La conférence secrète ne compta jamais plus de douze membres; citons seulement parmi les principaux : Auersperg, Lobkovice, Trautson, Montecuculli, Harrach, Kinsky. Ce Conseil assistait l'empereur dans toutes les affaires importantes. Personne ne représentait le souverain pour les affaires étrangères, aussi les négociations étaient-elles menées avec une lenteur qui était devenue proverbiale. « Vienna vult expectari » disait un adage fort répandu dans le monde diplomatique. Personne d'ailleurs dans le Conseil ne put jamais se vanter d'avoir sur l'empereur autant d'influence que ses divers confesseurs.

[1] L'empereur Nicolas, qui deux siècles plus tard sauva la maison d'Autriche de la Hongrie révoltée, demandant un jour au poète Rzewuski : « Quel a été avant moi le plus sot des rois de Pologne? — L'interlocuteur hésitait à répondre : « Eh bien ! c'est Sobieski, dit le tsar, il n'y a que nous deux qui ayons secouru l'Autriche. »

Le Conseil supérieur de la guerre avait été institué en 1556. Il se composait, sous Léopold, d'une douzaine de membres, et eut entre autres présidents le célèbre général Montecuculli et le margrave Hermann de Bade. Cette institution ne fit point jaillir du sol de l'Autriche de bons généraux: Montecuculli était de Modène, de Souches était Français: les noms de Charles de Lorraine et d'Eugène de Savoie indiquent assez leur origine. A la tête de l'armée était un lieutenant-général dépendant du Conseil de la guerre. Au début du règne de Léopold il n'y avait pas encore en Autriche de véritable armée permanente: Montecuculli le premier, en réclama l'organisation (1665). Mais le souverain ne déféra point à ses vœux. Montecuculli obtint du moins qu'après les guerres on ne licenciât point toutes les troupes, et qu'on s'efforçât de garder les anciens soldats. L'armée comptait en moyenne trente mille hommes, sans les garnisons; les troupes hongroises-croates ne figurent point dans ce chiffre. Dans les guerres contre la Turquie, on mit sur pied cinquante à quatre-vingt-dix mille hommes; mais, sur ce nombre, les princes allemands en fournissaient de vingt à trente mille. A partir de 1680, la continuité de la guerre eut pour résultat immédiat la permanence de l'armée et la constitution de cadres définitifs. Le premier régiment d'infanterie date de 1680; en 1705, à la mort de Léopold, il y avait vingt régiments de cuirassiers, onze de dragons et trente-six d'infanterie, sans compter les corps irréguliers; les régiments d'infanterie étaient de deux mille à deux mille cinq cents hommes, ceux de cavalerie de cinq cents à mille. Le recrutement se faisait comme en France par l'intermédiaire d'officiers et de sergents recruteurs, qui attiraient les soldats par l'appât d'une prime pécuniaire ou du butin. En cas de besoins extraordinaires, les diètes provinciales votaient des levées spéciales: les vagabonds et les prisonniers de guerre étaient incorporés de force. Les vieux soldats se mariaient et formaient leurs enfants au métier; on voyait parfois sous les drapeaux les représentants de trois générations. Les armées traînaient avec elles des masses d'enfants et de femmes. Une flottille

fut vers la fin du dix-septième siècle établie sur le Danube: elle était commandée par un amiral et servie par des Hollandais et des marins de la Baltique. Les garnisons étaient faibles en temps de paix; Vienne n'eut jamais plus de deux mille soldats. En Hongrie, en dehors des milices nationales, le gouvernement entretenait dix mille hommes. Ces soldats, souvent mal nourris et peu payés, en étaient réduits, pour vivre, à piller le sol ennemi. Ces pillages étaient passés en pratique: les Turcs eux-mêmes admettaient que du moment ou la frontière n'était pas franchie par plus de cinq cents hommes, et qu'ils n'avaient pas d'artillerie, la paix n'était pas violée. Du reste, la guerre était encore fort mal organisée, les provisions n'étaient jamais prêtes, les expéditions contre les Turcs partaient toujours trop tard. Les régiments étaient le plus souvent exploités par les colonels et les officiers. La caisse de l'État payait fort mal: la solde était parfois en retard de six mois; de là des révoltes qui provoquaient de cruelles répressions. En 1698 une commission fut nommée pour remédier à ces désordres; ses délibérations furent nombreuses, mais eurent peu de résultats. D'ailleurs, des influences déplorables s'exerçaient sur l'armée; la nomination des officiers dépendait quelquefois du confesseur du roi. Rien ne garantissait leur instruction technique: on était obligé de recourir à des officiers prussiens, anglais, français. Il n'existait point d'école militaire. Le soin des blessés et des invalides était fort négligé. En 1696 on créa la loterie pour fonder un hôpital militaire; elle est restée depuis comme une des institutions financières de l'Autriche.

La plupart de ces misères étaient dues au mauvais état des finances. L'ensemble des revenus était constitué par les diètes qui votaient chaque année, sauf en Hongrie, où le vote avait lieu tous les trois ou quatre ans, une somme à peu près identique. Ainsi, la basse Autriche payait en moyenne deux cent mille florins, la Haute-Autriche cent mille, la Bohême, la Silésie et la Moravie douze cent mille. Les subsides extraordinaires se présentaient sous la forme de dons volontaires, par exemple à

l'occasion du couronnement, de secours dans les circonstances exceptionnelles. Les revenus indirects étaient le plus souvent grevés des dettes contractées envers les différents états de l'empire. Le fisc était pourtant fort habile à trouver des revenus : dès 1676, on trouve un impôt sur les billards, les cartes à jouer, la poudre à cheveux ; plus tard, s'introduisit le monopole du tabac et le papier timbré ; enfin en 1691, la capitation qui n'exceptait ni les nobles ni les ecclésiastiques ; puis, sous un prétexte philantropique, la loterie. Vers la fin du règne de Léopold, le total des revenus des trois groupes, Autriche, Bohême et Hongrie, atteignaient environ douze millions de florins. Les membres de la Hofkammer, chargés de veiller sur les finances ne se faisaient pas toujours remarquer par leur intégrité. Les libéralités irréfléchies de Léopold contribuaient d'ailleurs à compromettre les revenus de l'état.

L'administration ; la législation ; les lettres.

L'administration générale était partagée en différents groupes : la Basse-Autriche comprenait l'Autriche en deçà et au delà de l'Enns ; l'Autriche Intérieure, la Styrie, la Carinthie, la Carniole, Gorica et l'Istrie ; la Haute-Autriche, le Tirol et l'Autriche antérieure (pays d'Allemagne) ; la Bohême englobait la Silésie et la Moravie ; la Hongrie et la Croatie ne faisaient qu'un seul groupe. Il y avait auprès du souverain trois chancelleries principales : l'une pour la Bohême, l'autre pour la Hongrie, la troisième pour les États héréditaires ; mais ces institutions centrales n'empêchaient pas le jeu des institutions autonomes propres à chaque royaume. Ainsi, la Hongrie avait son chancelier à Vienne ; dans le royaume, l'Empereur était représenté par le Palatin, en Croatie par le ban ; mais on s'efforçait d'attirer à Vienne l'administration financière et militaire : la Bohême, écrasée depuis 1620, n'avait que sa chancellerie.

Les Habsbourgs ont toujours eu le tempérament absolutiste ; le prestige du titre impérial leur faisait aisément oublier les devoirs que leur imposait ceux de roi, de comte

ou d'archiduc; cependant leur domination s'appuyait sur le régime représentatif; chaque pays avait ses États où figuraient les délégués de la noblesse, du clergé et des villes. Le gouvernement ne les consultait pas toujours dans les questions de législation civile ou criminelle, ou de commerce. Il leur demandait surtout des impôts, il leur abandonnait l'administration politique des provinces, les juridictions inférieures, la nomination des fonctionnaires provinciaux. Les douanes existaient entre toutes ces provinces, et imposaient au commerce des entraves gênantes. La législation suprême tombait dans des détails ridicules. Une ordonnance de police de 1671 divisait la société laïque en cinq classes, et prétendait limiter minutieusement quels vêtements les membres de chaque classe pouvaient porter et ce qu'ils pouvaient manger; c'est l'application grotesque du système que Fénelon avait rêvé pour Salente. Une autre ordonnance de 1688 réduisit le nombre des classes à trois. Les tailleurs et les cuisiniers étaient invités à dénoncer ceux qui avaient le malheur d'enfreindre les prescriptions de l'autorité. Très-ombrageuse à certains points de vue, la police était d'ailleurs fort négligente. Vienne était alors une ville sale et mal tenue; la peste qui éclata en 1679 fut aussi terrible que les grandes épidémies du moyen âge. L'empereur Léopold s'enfuit devant elle comme il s'enfuit quatre ans plus tard devant les Turcs. Plus de cinquante mille personnes périrent.

Ce régime d'absolutisme paternel, joint à des guerres perpétuelles, — pour des intérêts le plus souvent étrangers aux divers pays, — aux misères financières, à la prépondérance des jésuites, explique l'infériorité de l'Autriche au point de vue artistique et littéraire. L'enseignement des jésuites ou des piaristes, qui s'établirent dans l'empire à partir de 1656, se renfermait dans les formes mortes de la scolastique, et l'importation des livres ou des idées étrangères était sévèrement proscrite. La langue latine dans laquelle on enseignait, était détestable; l'allemand ne valait guère mieux; la triste situation de la Bohême et de la Hongrie était peu favorable au développement de la littérature nationale. Pas un centre d'activité intellectuelle n'aurait pu soutenir la comparaison

avec la petite république de Raguse, alors indépendante, et où la littérature slave s'épanouissait dans tout son éclat.

Léopold croyait cependant encourager les lettres : il consacrait des sommes considérables à l'amélioration de la bibliothèque de la Cour : après l'annexion du Tirol il fit venir à Vienne une partie des collections du château d'Ambras (Ambraser Sammlung) ; il réunit aussi les débris épars de la bibliothèque de Mathias Corvin. Il fit publier à ses frais, par Lambecius, le catalogue des manuscrits de la bibliothèque impériale et les œuvres physiques du Père Kirschner; il fonda l'Université d'Innsbrück et celle de Breslau : la galerie des tableaux, le cabinet de peinture de Vienne furent créés. Malgré ces louables efforts, les hommes de génie manquèrent totalement à son règne.

Joseph Ier (1705-1711) ; Charles VI (1711-1740) ; la Pragmatique sanction.

Le règne fort court de Joseph Ier (1705-1711) est rempli tout entier par les luttes de ce prince, contre la France d'une part, à propos de la succession d'Espagne, contre le Transylvain Rakoczy de l'autre. On loue sa tolérance envers les réformés. Il défendit même aux prêtres catholiques d'attaquer les protestants dans leurs sermons. Il se montra moins favorable aux jésuites que ne l'avaient été ses prédécesseurs. Si l'on en croit le témoignage, d'ailleurs suspect, de l'empereur Joseph II, il avait même songé à les expulser de l'empire. A propos de la collation des bénéfices, il ne craignit pas d'entrer en conflit avec le pape Clément XI, d'ailleurs hostile à l'Autriche et tout dévoué à la France. Le souverain pontife lança contre lui une bulle où il reprochait à l'empereur « d'avoir oublié la piété héréditaire de la maison d'Autriche ».

Au moment de la mort de Joseph Ier, son frère Charles se trouvait en Espagne. Depuis plusieurs années, il avait disputé sans succès la possession de ce royaume à Philippe d'Anjou, il n'avait réussi qu'à occuper l'Aragon, Valence et la Catalogne. Il laissa sa femme Elisabeth-Christine de

Brunswick à Barcelone avec le titre de gouverneur général des provinces d'Aragon, Valence, Sardaigne, Majorque, Catalogne, Roussillon et Cerdagne; Stahremberg commandait les troupes autrichiennes dans la Péninsule. On sait que par le traité de Rastadt (1714), la maison d'Autriche dut renoncer à l'Espagne. Elle obtint en compensation les Pays-Bas espagnols, Naples, Milan, les présides de Toscane et la Sardaigne. Par le traité de la Barrière (1715), les Hollandais se réservaient le droit de mettre des garnisons dans les villes de Namur, Menin, Ypres, Doornyk, etc. Nous négligeons à dessein l'histoire de ces possessions éphémères; elles ont moins contribué à fortifier l'Autriche qu'à l'affaiblir. Il eût été beaucoup plus sage de chercher sans relâche à s'agrandir aux dépens des Ottomans.

Charles VI (1711-1740) succéda sans contestation à l'empire et aux royaumes de Bohême et de Hongrie. Son frère Joseph Ier avait laissé deux filles; mais le testament de Léopold Ier excluait les femmes du trône et déclarait qu'à défaut d'héritier mâle, le frère cadet succéderait à l'aîné. Il portait en outre qu'à défaut d'héritiers mâles de Charles VI, les filles de Joseph Ier, ou de la branche aînée passeraient avant les filles de la branche cadette. Charles VI n'avait qu'une fille, celle qui fut plus tard Marie-Thérèse. Au lendemain même de son avènement, il commença avec les membres de sa famille, et avec les diètes des différents États une série de négociations, tendant à renverser l'ordre établi par Léopold Ier et à assurer à la jeune princesse l'héritage intégral de tous les domaines autrichiens. Ces négociations aboutirent à l'acte célèbre, connu sous le nom de Pragmatique sanction. Elles occupèrent la plus grande partie du règne de Charles VI. En voici les phases principales.

Dès le 13 avril 1713 l'empereur réunit à Vienne le conseil secret et lut une déclaration solennelle qui peut se résumer dans les trois articles suivants :

1° Tous les Etats autrichiens forment un tout indivisible.

2° Les héritiers mâles de la maison d'Autriche se succèdent en vertu du droit d'aînesse.

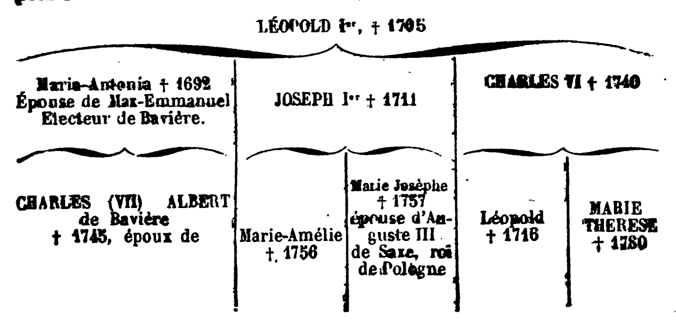
3° A défaut d'héritier mâle, les filles sont appelées à se

succéder dans l'ordre suivant : d'abord celles de Charles VI, puis celles de Joseph, puis celles de Léopold Ier. [1]

Le conseil n'avait qu'à enregistrer, sans la discuter, la volonté souveraine. Mais il fallait à l'empereur d'autres garanties. Il obtint d'abord la renonciation des princesses intéressées à réclamer l'héritage en vertu des testaments de Léopold ; il s'appliqua ensuite à faire ratifier ce pacte de famille par les différents pays. Il commença par les plus dociles.

Le 21 avril 1720, les États de la Basse-Autriche furent convoqués à Vienne et s'engagèrent, à défauts d'enfants mâles, à reconnaître pour héritier légitime l'archiduchesse Marie-Thérèse ; les États de Silésie prirent le même engagement le 21 septembre de la même année. La noblesse de Bohême, qui avait perdu l'habitude de se rendre aux diètes, fut convoquée d'une façon toute spéciale au château de Prague ; il lui fut donné communication de tous les actes concernant la succession de la maison d'Autriche, à dater du testament de Ferdinand Ier, et des intentions du souverain actuel pour le bien de tous les pays et royaumes et de la foi catholique Le 16 octobre 1723 un acte, constatant l'adhésion des Etats à la Pragmatique, fut dressé en deux exemplaires dont l'un fut envoyé à la Chancellerie bohême de Vienne, l'autre déposé aux archives du royaume où il existe encore aujourd'hui. L'empereur écrivit aux Etats pour les remercier de leur complaisance.

[1] Voici le tableau généalogique de la maison de Habsbourg de Léopold Ier à Marie-Thérèse :



En Hongrie, les négociations paraissaient devoir être plus difficiles. Lorsque Charles VI s'était fait couronner, il avait dû signer cinq articles dont l'un portait que, s'il mourait sans héritiers mâles, les Magyars avaient le droit de choisir leur roi. Les relations entre la dynastie et le pays étaient loin d'être cordiales. La Pragmatique sanction fut d'abord présentée aux pays annexes : aux Etats de Croatie (mars 1721), puis à ceux de Transylvanie réunis à Szeben (Hermannstadt) (mars 1722). Au mois de juin 1722, Charles VI alla ouvrir en personne la diète de Hongrie, travaillée d'avance par le cardinal Csaky, et, grâce à l'éloquence de l'orateur Szluha, obtint également la ratification de la Pragmatique. Il la fit alors proclamer à Milan et dans les Pays-Bas. Restait à obtenir l'adhésion des puissances européennes. La Pragmatique fut reconnue en 1726 par la Prusse et la Russie, en 1731 par l'Angleterre et les Etats généraux de Hollande, en 1732 par l'Allemagne, en 1733 par la Pologne. La France, l'Espagne et la Sardaigne ne donnèrent leur adhésion qu'en 1735, après le traité de Vienne. Un trésor bien rempli et une bonne armée étaient, disait le prince Eugène, une meilleure garantie que tous ces parchemins. Ces engagements si péniblement obtenus n'empêchèrent pas les puissances d'attaquer Marie-Thérèse dès qu'elle monta sur le trône. L'intérêt principal de la Pragmatique fut dans le consentement plus ou moins volontaire que les divers pays lui donnèrent, les uns par instinct de fidélité héréditaire envers les races régnantes, les autres parce qu'ils étaient las de lutter et se sentaient incapables de vivre en dehors de l'Etat autrichien. Ce pacte qui, à l'étranger, n'est plus considéré depuis longtemps que comme un parchemin historique a longtemps servi de base au droit public autrichien ; on l'invoquait dans les débats parlementaires. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, les Croates rappelaient qu'ils ont accepté la Pragmatique avant la Hongrie ; et c'était pour eux un argument en faveur de leur autonomie contestée par les Magyars.

La reconnaissance de la Pragmatique sanction fut le succès le plus important du règne de Charles VI ; la

guerre de la succession de Pologne terminée par le traité de Vienne (1735) lui fit perdre une partie de ses possessions de Lombardie et les Deux Siciles, cédées à don Carlos en échange de Parme et de Plaisance. Mais ces pertes ne peuvent être considérées comme un affaiblissement réel pour l'État autrichien ; un échec plus sérieux fut celui qu'infligea à l'Autriche le désastreux traité de Belgrade (1739) qui rendait à la Porte la plupart des acquisitions que celui de Požarevac (Passarovitz) avait assurées à la Hongrie. Peu de temps avant ce traité, Charles VI avait perdu le grand général des armées autrichiennes, Eugène de Savoie. Il lui survécut peu. Il mourut en 1740 à l'âge de cinquante-six ans. On loue son goût pour les arts, notamment pour la musique; il attira à Vienne les plus célèbres artistes italiens, Scarlati, dont il fut l'élève, et Caldara; il embellit cette ville, fonda des académies de peinture, de sculpture, augmenta le cabinet des médailles; grand ami de la littérature italienne, il eut Muratori pour historien et Métastase pour poëte lauréat. Il prit des mesures sérieuses pour développer le commerce de ses États; il traça un grand nombre de routes; quelques-unes portent encore aujourd'hui son nom ; il établit à Vienne une société orientale de commerce (1719), une société levantine à Trieste et fonda à Ostende la compagnie des Indes qu'il sacrifia bientôt à la jalousie des puissances voisines, pour obtenir la reconnaissance de la Pragmatique sanction. Trieste et Rieka (Fiume) furent déclarés ports francs ; les ports de Buccari (Bakar) et de Porto-Ré (Kraljevica) furent améliorés : une flottille de guerre fut créée sur le Danube pour protéger la navigation du fleuve. Signalons aussi les efforts de Charles VI pour améliorer la justice. Sa clémence lui fit donner par les courtisans le surnom de Titus. Elle ne s'étendait pas jusqu'aux matières religieuses; les protestants de l'Autriche furent contraints d'émigrer en Allemagne ou en Transylvanie.

Revenons maintenant à la Bohême et à la Hongrie et voyons par quelle série d'événements les deux royaumes furent amenés à reconnaître d'une façon définitive la domination de la dynastie autrichienne.

CHAPITRE XVI

LA BOHÊME SOUS LES PREMIERS ROIS AUTRICHIENS (1526-1620).

Ferdinand Ier (1526-1564); accroissement de l'autorité royale, la royauté héréditaire. — Révoltes et persécutions des réformés; destruction des franchises municipales. — Maximilien II (1564-1576); Rodolphe II (1576-1612); luttes contre Mathias et les utraquistes; la lettre de majesté (1609); Mathias (1612-1619); défénestration de Prague (1618). — La Bohême révoltée; les trente directeurs.

Ferdinand Ier (1526-1564); accroissement de l'autorité royale; la royauté héréditaire.

La mort de Louis à Mohacz (1526) avait laissé vacant le trône électif de Bohême. Ferdinand d'Autriche réclama la couronne en vertu des conventions conclues entre le roi Vladislav Jagellon et l'empereur Maximilien; mais les États du royaume s'obstinaient à ne pas reconnaître la valeur de ces conventions, et prétendaient ne donner le

trône qu'à un souverain librement élu. Ferdinand dut se concilier par des dons et des promesses les principaux personnages de la Bohême, de la Moravie, de la Silésie et de la Lusace : grâce à ses habiles manœuvres, il l'emporta sur ses concurrents, Sigismond de Pologne, Wilhelm et Louis de Bavière. Il fut élu à l'unanimité par les vingt-quatre électeurs auxquels les États avaient délégué leur mandat; il confirma aussitôt les priviléges des États, les compactata du roi Sigismond et donna un *revers* par lequel il reconnaissait n'avoir dû sa nomination qu'à une libre élection. Enfin il s'engagea à résider désormais à Prague. La diète tenue immédiatement après l'avénement du nouveau roi détermina quelques-unes de ses prérogatives Elle l'autorisa à faire couronner son successeur de son vivant, pourvu qu'il fût l'héritier de son royaume : elle lui reconnut le droit exclusif de convoquer la diète ou les assemblées des cercles. Elle lui accorda des secours en argent pour combattre Jean Szapolyai, et les Turcs ses alliés. Ferdinand Ier par sa fermeté et sa tolérance, se concilia d'abord ses nouveaux sujets ; il s'efforça d'étouffer les querelles des partis ecclésiastiques et de réduire les nobles qui, pendant la période des troubles, avaient pris l'habitude d'exercer sur leurs domaines une véritable tyrannie. Il s'était engagé solennellement à protéger les utraquistes et à leur reconnaître des droits égaux à ceux des catholiques. Mais cette tolérance ne s'appliquait ni aux frères bohêmes, toujours proscrits, ni aux adhérents des nouvelles doctrines luthériennes que les utraquistes s'efforçaient de gagner à leur cause. L'un des personnages les plus influents de la Bohême à cette époque, Jean Pasek de Vrt, premier consul ou bourgmestre de la ville de Prague, avait acquis une telle autorité qu'il persécuta les luthériens, les chassa de la ville, en fit même monter sur le bûcher. Déjà sous le règne de Louis, Jean Pasek avait exercé dans la capitale une domination presque illimitée ; Ferdinand l'obligea à rentrer dans la voie de la tolérance. Pasek avait réuni en une seule municipalité la nouvelle et la vieille ville; le roi rétablit l'ancienne division et finit

par exiler Pasek, malgré les services qu'il lui avait rendus lors de son élection. Il rétablit ainsi la paix et l'ordre dans la capitale. Il profita de ces circonstances pour restreindre les priviléges des villes royales en interdisant les réunions municipales qui se tenaient sans la permission du souverain. Il rétablit dans les tribunaux le fonctionnement régulier de la justice et mit un terme aux guerres privées qui depuis des années désolaient le pays.

Catholique sincère, Ferdinand devait être profondément hostile aux innovations luthériennes; les circonstances ne lui permirent pas d'agir aussi énergiquement qu'il l'aurait souhaité. Il interdit aux réformés l'accès des églises; mais il ne put les empêcher de propager leur culte et leurs dogmes sur les domaines des seigneurs et des chevaliers. Pour mieux lutter contre l'hérésie nouvelle, il s'efforça de ramener à l'unité les utraquistes et les catholiques et d'arriver à la création d'un archevêché commun pour les deux confessions (diète de 1537); mais il n'y réussit pas. Les luthériens profitèrent des embarras que Ferdinand rencontrait du côté de la Hongrie pour tâcher de s'organiser d'une façon définitive. Ferdinand ne céda point; en revanche, sous le prétexte d'expéditions contre les Turcs ou les Hongrois, il sut se faire accorder, outre des impôts annuels, de nombreuses contributions extraordinaires. Avec la ténacité de sa race, il ne négligea aucune occasion d'accroître les prérogatives de sa couronne ou de sa dynastie.

Les querelles religieuses avaient énervé les esprits; chaque parti, au lieu d'avoir en vue l'intérêt général du pays, ne songeait qu'à se concilier le souverain par les concessions les plus serviles. Cependant cette complaisance n'était pas absolue et les États étaient loin d'avoir abdiqué tout esprit d'indépendance; Ferdinand en fit l'expérience.

Révoltes et persécutions des réformés; destruction des franchises municipales.

Charles-Quint dans sa lutte contre la ligue protestante de Smalkalde réclama le secours de son frère Ferdinand : le roi de Bohême ne pouvait lever de troupes sans le consentement des États ; les membres utraquistes ne jugèrent pas à propos de fournir des soldats pour combattre ceux qui étaient presque pour eux des corréligionnaires; le roi insista et ordonna aux membres des États de se réunir le 12 janvier 1547, avec leurs troupes à Litoměřice (Leitmeritz). Les uns refusèrent de se rendre à l'appel du souverain, les autres, de franchir la frontière, attendu que le royaume n'était pas menacé; une minorité docile accompagna seule le roi dans son expédition contre la Saxe.

Dès qu'il eut quitté le sol du royaume, les mécontentements éclatèrent. Malgré la défense royale, les consuls de la ville de Prague durent convoquer les bourgeois qui formèrent une ligue pour la défense des libertés du pays. Les seigneurs et chevaliers utraquistes se réunirent à Prague et adhérèrent à l'union des bourgeois : un certain nombre de frères bohêmes devinrent les principaux orateurs et chefs de la ligue. On rédigea sous leur influence les articles qui devaient être présentés au roi et qui l'invitaient à se dessaisir de toutes les prérogatives qu'il avait depuis vingt ans acquises à la couronne au détriment du royaume. D'après ces articles, les utraquistes pouvaient organiser leur église comme ils l'entendraient, former des unions pour la défense de leurs intérêts; les diètes du royaume et des cercles pouvaient se réunir si elles le jugeaient convenable; le roi renonçait aux concessions qui lui avaient été faites en 1545 relativement à l'hérédité du trône ; il consentait à ne nommer les fonctionnaires qu'avec l'assentiment de la diète. Des messagers furent en-

jésuites et même l'archevêque administrer le sacrement sous les deux espèces.

Maximilien II (1564-1576); Rodolphe II (1576-1612); luttes contre Mathias et les utraquistes; la lettre de majesté (1609).

Maximilien II (1564-1576), favorable à la réforme, arriva au trône avec des idées de tolérance, qu'il appliqua autant que pouvait le permettre l'esprit du siècle. A la demande des états utraquistes il leur permit de s'administrer, non point d'après les compactata, mais d'après « la parole de Dieu ». Mais les Évangéliques ne purent obtenir qu'il reconnût dans le royaume la confession d'Augsbourg; unis avec les frères bohêmes qui subsistaient toujours en secret, ils élaborèrent alors une sorte de confession nationale qui n'obtint point la sanction du souverain. L'église luthérienne resta donc sans organisation et sans clergé; de là un esprit de désordre, une anarchie morale où les meilleurs esprits consumèrent en vain leur énergie. Nous n'insisterons pas sur ces monotones et fatiguantes querelles. Elles remplissent presque tout le règne de Maximilien. Sous ce prince et sous son prédécesseur, la Bohême vécut en paix. Elle n'eut à fournir que quelques levées contre les Turcs et les Hongrois; on ne vit point l'ennemi sur le sol du royaume. Mais cette longue paix, sans cesse troublée par les subtilités théologiques et les querelles religieuses, acheva d'énerver la nation tchèque; elle perdit ces qualités guerrières qui un siècle auparavant faisaient sa gloire; la littérature, verbeuse et scolastique, fut plus remarquable par la quantité que par la valeur de ses productions. Un grand nombre d'étrangers, notamment d'Allemands, s'établirent de nouveau dans la capitale; quant à la politique du souverain, elle s'inspira uniquement des intérêts de l'Alle-

magne ou de la dynastie, jamais de ceux du royaume.

Rodolphe II (1576-1612), avait plus de goût pour les sciences et les arts que pour la théologie. Comme Charles IV, il fit de Prague l'une des villes les plus savantes de l'Europe. La littérature tchèque atteignit un développement remarquable : la prose d'Adam de Veleslavin est considérée encore aujourd'hui comme classique; mais le fond manque d'originalité: les frères bohêmes publièrent une traduction de la Bible qui fut pour la Bohême ce que fut pour l'Allemagne celle de Luther. D'autre part, les étrangers se multiplièrent dans le royaume; élevé en Espagne, Rodolphe attira auprès de lui des Espagnols, des Allemands, et ne sut jamais la langue nationale. Très favorable au catholicisme, mais d'un caractère indolent et rêveur, il resta longtemps étranger ou indifférent aux querelles religieuses de ses sujets. Les jésuites firent de grands progrès dans les écoles et acquirent une influence considérable sur la noblesse catholique.

Les catholiques finirent par prendre sur l'esprit affaibli de Rodolphe une influence prépondérante. En 1602, il renouvela les persécutions contre les frères bohêmes. Les états utraquistes essayèrent inutilement de les défendre : les jésuites et les catholiques fanatiques devinrent les maîtres du royaume. Tous les fonctionnaires de l'État durent sous peine de destitution et d'exil signer une profession de foi catholique. On cite un seigneur Borita de Martinice qui sur ses terres faisait chasser les paysans par ses chiens à l'église et les obligeait par force à recevoir l'hostie. L'archevêque de Prague réunit un synode provincial dans le but avoué de ramener la Bohême toute entière à l'unité catholique. Les dissensions religieuses reprirent de plus belle, lorsque le faible Rodolphe eut à défendre son pouvoir contre son frère Mathias, impatient de dominer sur tout l'ensemble des états autrichiens. Mathias trouva des auxiliaires en Moravie, chez les frères bohêmes, à l'instigation d'un de leurs chefs, Charles de Zérotin : ce personnage, l'un des plus considérables de l'histoire de la Moravie, était tout dévoué à la réforme; il

avait été en rapports suivis avec Henri IV, à qui il prêta même de l'argent et dans l'armée duquel il servit pendant la campagne du siége de Rouen (1591). Sa correspondance, d'ailleurs fort remarquable, fournit de curieux détails sur ce prince [1]. Zérotin convoqua les États du royaume à Caslav et entra en Bohême. Mais les États restèrent fidèles au roi légitime et se groupèrent à Prague autour de lui. Les utraquistes profitèrent de la circonstance pour demander le redressement de leurs griefs religieux et des réformes politiques. Rodolphe promit tout ce qu'on voulut, et, par le traité de Libno, acheta la paix de Mathias en lui cédant la Moravie (1608).

A la diète de 1609, les évangéliques et les frères renouvelèrent leurs demandes; ils voulaient que l'empereur reconnut la *confession bohême*, leur donnât place dans le consistoire utraquiste et leur confiât la direction de l'Université de Prague. L'empereur refusant d'accéder à leurs vœux, ils se constituèrent en diète indépendante à l'hôtel de ville de la Nouvelle ville de Prague, et formèrent une ligue armée pour la défense de leurs intérêts religieux. Ils mirent à la tête de leurs troupes un gentilhomme allemand établi depuis peu en Bohême, le comte Mathias de Thurn et instituèrent un comité de soixante-quinze directeurs, chargé de la défense de leurs intérêts. Les États de Silésie adhérèrent à cette ligue.

L'empereur roi, effrayé, sollicita la médiation de l'électeur de Saxe et offrit aux rebelles la formation d'un consistoire spécial pour les frères bohêmes. Ils refusèrent et présentèrent leurs prétentions sous forme d'une *lettre de Majesté*, c'est-à-dire d'une loi fondamentale et perpétuelle, que Rodolphe se décida à signer (9 juillet 1609). Ce document célèbre assurait aux utraquistes l'approbation de la confession bohême, le droit de siéger au consistoire, de diriger l'Université; ils pouvaient en outre, pour le maintien de de ces privilèges, choisir un certain nombre de *défenseurs*

[1] Nous avons donné une traduction des lettres de Zérotin relatives au siége de Rouen dans la *Revue historique*, livraison de mai 1878. Elle a été réimprimée dans nos *Nouvelles études slaves* (Paris, 1880).

de la foi élus parmi les seigneurs, les chevaliers et les bourgeois. Un traité conclu d'autre part entre les catholiques et les utraquistes déclarait, comme naguère celui de Kutnahora (1485), que désormais les partis religieux respecteraient mutuellement leurs confessions. C'était en somme la reconnaissance définitive de la liberté de conscience telle qu'on la comprenait à cette époque, une sorte d'édit de Nantes qui assurait désormais à la Bohême la paix spirituelle.

Rodolphe n'avait signé qu'à regret la lettre de Majesté et supportait avec douleur le souvenir de cette humiliation : il ne négligea rien pour en tirer vengeance ; à son instigation, l'archiduc Léopold, frère cadet de Ferdinand de Styrie, évêque de Passau et de Strasbourg, réunit une armée sur les frontières de Bohême, sous prétexte d'aller conquérir les duchés de Clèves et de Juliers : cette armée forte de douze mille hommes pénétra en Bohême (1611), s'empara de Budějovice, de Tabor, de Pisek, arriva jusqu'à Prague ; les États, surpris par une attaque imprévue, rassemblèrent des forces qui mirent bientôt les envahisseurs en déroute. Débarassés de ces ennemis, les États se retournèrent contre Rodolphe, qu'ils soupçonnaient non sans raison, de connivence avec Léopold, l'assiégèrent dans le château royal et l'obligèrent à abdiquer. Ils élurent alors Mathias qui arrivait avec une armée de huit mille hommes. Rodolphe mourut l'année suivante (1612).

Mathias (1612-1619); défénestration de Prague (1618).

Les protestants et les utraquistes surent mal profiter des libertés qu'ils avaient arrachées à Rodolphe. Par une transaction entre les évangéliques et les frères, le consistoire fut renouvelé et les dignitaires choisis parmi les membres des deux confessions. Mais on ne décréta aucune mesure sérieuse pour assurer le recrutement du clergé ou l'amélioration de la discipline ecclésiastique ; l'antagonisme des doctrines de Luther et de Calvin divisa les

réformés. On prit possession de l'Université de Prague; mais il est plus facile de détruire les institutions que de les renouveler; on recula devant les sacrifices nécessaires, et l'antique école de Jean Hus ne retrouva plus l'éclat dont elle avait brillé autrefois. Les efforts des États eurent moins pour but la rénovation religieuse du royaume que l'augmentation des libertés politiques. Dès le couronnement de Mathias, ils lui présentèrent les conditions suivantes. Ils réclamaient le droit : 1° de tenir des diètes même sans la permission du roi, 2° de réunir l'armée quand ils le jugeraient convenable, 3° de maintenir l'union conclue en 1600 pour la défense de la foi commune avec les états de Silésie, 4° de conclure des conventions analogues avec les pays voisins; enfin de renouveler les traités conclus naguère par le roi Georges de Podĕbrad avec les électeurs aujourd'hui protestants de Saxe, de Palatinat, de Brandebourg, de telle sorte que les États pussent invoquer les concours de ces princes dans leurs conflits avec le roi. — De ces propositions Mathias ne ratifia que la troisième; il ajourna la discussion des autres. En attendant, il tâcha de désarmer par des faveurs et des dignités les chefs de l'opposition.

Il ne réussit pas cependant à calmer les réformés qui cherchèrent des alliances en Hongrie, en Autriche et chez les princes protestants, ou les états intéressés à l'abaissement de la dynastie autrichienne. L'empereur-roi essaya de conjurer la crise qui le menaçait en mettant en avant un projet de guerre contre les Turcs ; il invita les délégués des diverses diètes des pays autrichiens à se réunir à Linz (août 1614). Il leur demanda des hommes et des subsides qui lui furent refusés. Il convoqua alors à Prague, sous le même prétexte, une diète générale des pays de la couronne de Bohême; cette assemblée resta sourde aux propositions du souverain et se contenta de prendre des mesures rigoureuses pour assurer le maintien de la langue tchèque comme idiome officiel du royaume. Pour conjurer le danger dont la nationalité slave était de nouveau menacée par les immigrations allemandes, elle décida que

désormais aucun étranger ne serait admis en Bohême s'il ne parlait le tchèque.

Mathias n'avait pas d'héritier; il proposa aux États de reconnaître son cousin Ferdinand de Styrie pour son successeur au trône de Bohême. Il obtint qu'il fût couronné, non toutefois sans quelques résistances; car on savait que Ferdinand était l'ennemi des nouveautés religieuses et le défenseur acharné du catholicisme.

Un incident peu important en apparence réveilla les passions religieuses qui ne demandaient qu'à éclater. Les utraquistes, se fondant sur la lettre de Majesté, avaient élevé des églises sur les domaines de l'abbaye de Břevnov et de l'archevêché de Prague; mais la lettre de Majesté ne proclamait la tolérance que dans l'intérieur des villes royales: l'abbé et l'archevêque ordonnèrent de fermer ces églises et recoururent au roi; après de longues discussions, l'abbé, autorisé par le roi, fit fermer l'église de Břevnov, et l'archevêque fit démolir celle qui s'élevait dans la ville allemande de Klostergrab (1618). Les défenseurs de la foi, en apprenant cette nouvelle, convoquèrent les États protestants pour en délibérer, déclarèrent que le gouvernement avait violé la lettre de Majesté et envoyèrent à Vienne, où le souverain se trouvait alors, des messagers chargés de réclamer la restitution des églises. Mathias refusa et ordonna à l'assemblée de se dissoudre. Sa réponse porta au plus haut point la colère des États. Après quelques hésitations ils décidérent de rompre d'une manière éclatante avec le souverain et de proclamer leur indépendance. Mathias en quittant le royaume y avait laissé dix lieutenants pour le gouverner. Il fut résolu que les lieutenants royaux seraient précipités par les fenêtres du château de Hradčany; déjà dans d'autres circonstances, la colère populaire avait ainsi traité ceux qu'elle avait choisis pour victimes. Le 23 mai fut le jour désigné pour la révolte; les membres réformés du conseil de la nouvelle ville adhérèrent solennellement aux délibérations des États malgré les efforts du juge royal. Les conjurés montèrent au château, bien décidés à commencer la rébellion.

Leurs chefs étaient le comte de Thurn, Schlick, et Guillaume de Lobkovice. Ils pénétrèrent en armes dans le château; ils y trouvèrent quatre des lieutenants impériaux : le grand burgrave Adam de Sternberg et son beau-fils le burgrave de Karlstein, Iaroslav de Martinice, le juge suprême Guillaume de Slavata et le grand prieur de l'Ordre de Malte, Diepold de Lobkovice : auprès d'eux se trouvait un personnage obscur, célèbre depuis ce jour, le secrétaire Fabricius. La pièce assez petite — on la montre encore au château de Prague — n'admit qu'un nombre restreint de conjurés; parmi eux Thurn, Schlick, Guillaume de Lobkovice, Ulrich Kinsky, Paul de Ričan. Ils interpellèrent avec violence les lieutenants et les sommèrent d'avouer s'ils avaient inspiré la lettre menaçante que Mathias avait écrite aux États. Les lieutenants refusèrent de répondre. Thurn insista et déclara qu'il ne se retirerait point sans avoir obtenu une explication. Schlick, Lobkovice interpellèrent violemment les lieutenants: « Vous devez savoir, canailles jésuitiques, que vous n'avez point affaire à des femmes ». Tous les conjurés s'accordèrent à désigner Martinice et Slavata comme les inspirateurs responsables de la lettre impériale. Malgré leurs protestations, ils furent déclarés ennemis de la patrie et mis hors la loi. Après ce jugement sommaire, les factieux jetèrent à la porte Sternberg et Diepold de Lobkovice : les deux autres lieutenants furent saisis et lancés par les fenêtres du château. Le secrétaire Philippe Fabricius qui se cachait parmi les assistants eut la même destinée. Par un hasard singulier, les trois personnages échappèrent à la mort qui leur était destinée. Bien que tombés d'une hauteur de vingt-huit toises — environ quarante mètres, — ils ne se firent aucun mal. Les immondices qui remplissaient les fossés du château avaient amorti la chute. Les catholiques ne manquèrent pas de crier au miracle. Slavata seul fut légèrement blessé : poursuivis par une vive fusillade, ils réussirent à s'échapper et à se cacher dans une maison amie. Le secrétaire Fabricius courut à Vienne porter la nouvelle de la catas-

trophe. Il fut, en récompense de sa fidélité, élevé à la noblesse et reçut le *prédicat* bien mérité de Hohenfall (seigneur de la Haute-Chute). Martinice s'enfuit en Bavière et Slavata réussit plus tard à gagner la Saxe.

La Bohême révoltée (1618) ; les trente directeurs.

La *défénestration* de Prague donna le signal d'une guerre formidable. Les États, le jour même de cet acte de rébellion, constituèrent un gouvernement provisoire composé de trente directeurs. Ils rassemblèrent une armée dont ils confièrent le commandement suprême au comte de Thurn, envoyèrent réclamer l'alliance des princes allemands, exilèrent du pays les jésuites, l'archevêque et l'abbé de Břevnov. L'empereur, surpris par cette révolution inattendue, hésita d'abord : son favori, le cardinal Khlesl, lui conseillait la modération. D'un tempérament maladif, Mathias redoutait la guerre que réclamait au contraire son futur successeur, le fougueux Ferdinand. Mathias envoya un commissaire à Prague, dans l'espoir de traiter avec les rebelles ; mais cette mission échoua. Les lieutenants royaux à Prague étaient gardés à vue. Ils n'était d'ailleurs pas facile de réunir des forces contre la Bohême : la diète de Hongrie, à laquelle il s'agissait de faire reconnaître Ferdinand, se montrait peu docile. Les états de la Haute-Autriche et de la Moravie refusaient de fournir des troupes contre les Tchèques. Les États n'attendirent même pas qu'on les attaquât. Ils marchèrent contre les catholiques fidèles à la dynastie : le comte de Thurn assiégea la ville de Budějovice (Budweiss). Pour décider Mathias à agir, ses deux frères, Ferdinand et Maximilien, s'emparèrent par surprise du cardinal Khlesl et le firent enfermer au château d'Ambras, dans le Tirol. Privé de son conseiller habituel, Mathias laissa à Ferdinand la conduite des affaires. Une armée de dix mille hommes commandée par Henri de Dampierre entra en Bohême. Thurn fut obligé de lever le siége de Budějovice ;

cependant il repoussa Dampierre dans deux rencontres, à Caslav et à Lomnice, et l'obligea à se retirer en Autriche. L'armée impériale fut bientôt renforcée par les Espagnols qu'amenait le général Charles Buquoi. Mais les Tchèques n'allaient pas, eux non plus, rester sans secours : tous les protestants d'Allemagne étaient les ennemis de l'Autriche La révolte de la Bohême fut le signal d'une réaction européenne contre la puissance excessive de cette maison qui tenait l'Europe et la réforme en échec; le royaume, pour s'assurer les sympathies universelles, n'avait qu'à prendre l'engagement de ne plus appartenir aux Habsbourgs. Charles Emmanuel de Savoie et les princes de l'Union évangélique fournirent aux États rebelles une armée auxiliaire payée à frais communs et conduite par Ernest de Mansfeld. Il entra en Bohême et s'empara de la ville de Plzen (Pilsen) qui, toujours fidèle à la foi catholique, refusait, comme aux temps des Hussites, de reconnaître l'autorité des États; Mansfeld battit Buquoi et l'obligea à se renfermer dans Budějovice.

Au commencement de l'hiver, l'électeur de Saxe et le roi de Pologne, Sigismond, essayèrent d'intervenir comme conciliateurs entre l'empereur Mathias et son royaume de Bohême. Un congrès se réunit à Cheb (Eger). Mais il n'aboutit point : les plénipotentiaires des États exigeaient que Mathias acceptât définitivement les quatre articles au sujet desquels on négociait depuis son avènement. Il mourut le 20 mars 1619.

CHAPITRE XVII.

LA BOHÊME VAINCUE (1619-1740).

Ferdinand II (1619-1637). — Bataille de la Montagne Blanche (1620); la réaction politique et religieuse (1620-1627). — La guerre de Trente ans, Waldstein; les Suédois en Bohême (1636-1641). — Décadence de la Bohême au dix-septième et dix-huitième siècle.

Ferdinand II (1619-1637).

Ferdinand montra à poursuivre la lutte plus d'énergie que n'en eût déployé son prédécesseur. Il notifia son avénement par une lettre adressée, non pas aux États, mais aux anciens lieutenants royaux; il leur annonçait d'ailleurs qu'il respecterait les libertés qu'il avait jurées lors de son couronnement, et la lettre de Majesté; il promettait de rétablir l'ordre et la paix dans son royaume. En même temps il faisait offrir une trêve aux révoltés. Mais les États la refusèrent. Dès le printemps de 1619, Henri de Thurn entra dans la Moravie. La majorité des États de cette province, tant catholiques que protestants, refusait d'adhérer à la révolte bohême; à la tête de ce parti modéré était le frère bohême, Charles de Zérotin. A la fois jurisconsulte et guerrier, il exerçait une influence indiscutable. Il avait été plus d'une fois l'objet des intrigues des fanatiques et avait eu à souffrir de basses persécutions. Néanmoins, dès le lendemain de la défenestration, il était allé à Prague

porter aux révoltés des conseils d'obéissance et de modération. Bien qu'il eût dans leurs rangs son beau-frère Albert de Waldstein et un de ses gendres, il persista dans sa fidélité envers le souverain. L'arrivée de Thurn en Moravie donna un chef aux mécontents de cette province : les États moraves entrèrent dans la confédération conclue entre la Bohême, la Silésie, la Lusace, et constituèrent, d'accord avec les trois provinces, un gouvernement provisoire de vingt-quatre directeurs. Thurn marcha ensuite sur Vienne où les protestants se soulevaient à leur tour et réclamaient le libre exercice de leur religion. Une défaite de Mansfeld, battu par Buquoi, dans le cercle de Prachno, le rappela en Bohême.

Cependant la Bohême ne pouvait pas rester sans souverain; il n'entrait pas dans les idées du temps qu'un pays fût capable de se gouverner lui-même; le patriotisme de la noblesse était trop peu intelligent pour qu'on pût songer à choisir un souverain national. Trois candidats se disputaient le trône de Bohême : le jeune électeur palatin Frédéric, chef de l'Union évangélique allemande, l'électeur de Saxe, Jean Georges, et le duc de Savoie, Charles Emmanuel. Frédéric fut élu par la Diète générale de tous les pays de la couronne rassemblée par les directeurs à Prague (26 septembre 1619); l'électeur de Saxe, par dépit, se réconcilia avec Ferdinand qui venait d'être élu empereur. Frédéric arriva à Prague, et, bien que protestant, il fut couronné par l'administrateur utraquiste dans la cathédrale de Saint-Vit : les Tchèques ne tenaient pas moins à la tradition historique qu'à la liberté religieuse; il s'engagea à admettre les quatre points naguère contestés par Mathias et qui plaçaient le souverain sous le contrôle absolu des États. Les catholiques s'étaient presque tous opposés à son élection. L'invasion de Gabriel Bethlen en Hongrie fournit un sérieux appui à l'anti roi : Buquoi fut obligé de quitter la Bohême et de marcher contre les troupes transylvaines. Thurn le poursuivit jusqu'au Danube. A la diète de Pozony (Presbourg), un traité fut conclu entre les Tchèques, les Hongrois et les Tran-

sylvains contre la maison d'Autriche : les deux parties contractantes envoyèrent même une ambassade à Constantinople pour s'entendre avec la Porte. Mais Bethlen fit bientôt la paix avec Ferdinand (janvier 1620). L'empereur employa l'hiver de cette année à rassembler ses troupes : le roi d'Espagne, Philippe III, et le pape lui fournirent des soldats, ainsi que l'électeur de Bavière, chef de la ligue catholique, auquel il engagea la Haute-Autriche, et celui de Saxe, auquel il promit la haute et la basse Lusace. Sigismond de Pologne lui promit aussi quelques secours. Les princes évangéliques allemands, qui se disposaient à venir en aide à la Bohême, furent paralysés par les Espagnols alors établis dans les Pays-Bas. La Bohême se trouvait sans alliés. Frédéric le Palatin n'était pas homme à tenir tête à la situation. Calviniste fanatique, il favorisait la secte des frères bohêmes au détriment des luthériens dont il excitait la colère. Il fit transformer le temple national de Saint-Vit en un froid sanctuaire protestant. Il avait amené avec lui des conseillers étrangers. Par les préférences qu'il leur accordait, il froissa ses meilleurs généraux, Thurn et Mansfeld. L'argent faisait défaut et l'armée se composait en grande partie de mercenaires.

Bataille de la Montagne Blanche (1620) ; la réaction politique et religieuse (1620-1627).

Au printemps de 1620 elle envahit la Basse-Autriche ; mais, tour à tour repoussée et victorieuse, elle ne remporta point de succès décisif. En vain, Bethlen Gabor renouvela son alliance avec la Bohême ; en vain la Sublime Porte envoya un ambassadeur, Mehemed-Aga pour féliciter Frédéric et lui promettre des secours ; Ferdinand et ses alliés agirent avec une énergie qui déconcerta toutes les espérances. Maximilien de Bavière et Tilly entrèrent dans la Haute-Autriche, l'électeur de Saxe en Lusace ; les Cosaques du roi de Pologne Sigismond poussèrent

jusque dans la Basse-Autriche. Bientôt Maximilien et Buquoi pénétrèrent dans la Bohême par le sud : ils avaient environ cinquante mille hommes; la Bohême n'en comptait que vingt-cinq mille. Krumlov, Budějovice, Pisek, Strakonice, Klatovy tombèrent aux mains des impériaux. L'armée bohême, toujours reculant, attendit l'assaillant sur le plateau de la Montagne Blanche (Bilá-Hora, Weissenberg) à l'ouest de Prague, et s'y fortifia : les deux armées ennemies l'attaquèrent avec furie, et la mirent en pleine déroute, malgré l'héroïsme des cavaliers hongrois envoyés par Bethlen, et le courage des Moraves qui luttèrent jusqu'à la fin; dix mille morts couvrirent le champ de bataille : le camp des Tchèques tomba tout entier aux mains des ennemis. Au moment où la bataille commença, Frédéric festinait tranquillement dans son palais. On vint le prévenir que l'affaire s'engageait. En arrivant à la porte de Prague, il rencontra les débris de son armée qui se précipitaient dans la ville (8 novembre 1620).

Cependant tout espoir n'était pas encore perdu: Prague pouvait se défendre; huit mille Magyars envoyés par Bethlen venaient d'arriver à la frontière; la Moravie et la Silésie étaient en armes ; seule la Lusace avait succombé, occupée par les troupes saxonnes. Mansfeld tenait plusieurs villes fortes, notamment Plzen et Tabor. Mais Frédéric considéra la partie comme désespérée et se retira à Breslau. Les États, abandonnés par le souverain qu'ils s'étaient choisis, ouvrirent les portes de la ville et se rendirent à la discrétion du vainqueur.

L'empereur Ferdinand confia l'administration de la Bohême à un commissaire extraordinaire, Charles de Lichtenstein. Buquoi poussa en Moravie pour achever la soumission de cette province. Pendant ce temps, l'électeur de Saxe soumettait la Silésie. Frédéric dut abandonner Breslau, où il avait continué d'exercer les derniers restes d'une souveraineté éphémère. Mansfeld, après avoir résisté quelque temps dans la Bohême occidentale, finit par évacuer le royaume. Tant que Ferdinand ne fut pas complétement sûr de la victoire, il observa une prudente

réserve, et ne fit point connaître quelles étaient ses intentions à l'égard des révoltés. Du jour où il se sentit définitivement maître de la situation, il ne contint plus sa vengeance. Il donna l'ordre d'arrêter tous les anciens défenseurs, les directeurs, tous ceux qui, à un titre quelconque, avaient pris part à la révolte. Le 20 février 1621, on jeta en prison tous ceux qui, se fiant à la clémence royale, étaient restés dans la capitale; ce fut le signal d'épouvantables représailles. Tous les prédicateurs calvinistes et les frères bohêmes furent bannis du royaume; un tribunal d'exception fut établi à Prague, sous la présidence du prince de Lichtenstein. Après un jugement sommaire, les exécutions commencèrent.

Le 21 juin 1621, devant l'hôtel-de-ville du Stare Mĕsto (Altstadt), périrent vingt-sept des principaux chefs, entre autres André Schlick, Vacslav de Budova, Jesenius, le recteur de l'Université de Prague, condamné à être écartelé, auquel, par grâce, on se contenta de couper la langue, Harant de Polžice; les uns eurent la tête, les autres la main coupée; quelques uns furent pendus : tous moururent héroïquement en confessant leur foi. Leurs têtes furent exposées sur la tour du pont de Prague[1]. Cette journée fut pour la Bohême ce que fut plus tard pour la Hongrie la sanglante journée d'Éperies; le lendemain furent prononcées les peines édictées contre ceux qui n'avaient pas été condamnés à la torture; le fouet, le bannissement, la prison. L'un des accusés, grâcié, fut cloué par la langue à un poteau et mourut de ses blessures. Leurs biens furent confisqués au profit du roi, de ses généraux et de ses courtisans, Espagnols, Italiens, Wallons, Allemands. C'est alors qu'on vit s'établir en Bohême une foule de familles étrangères, des Colloredo, des Piccolomini, des Wallis, des Gallas, des Mille-

[1] On fit sur cette exécution le quatrain suivant :

Septem viginti procerum de gente bohema
Colla truci gladio demetit una dies.
Si cervix foret una tibi, gens czechica, credam.
Uno momento demetet una dies.

simo, des Lichtenstein, des Goltz, des Trautmansdorf, des Villani, des Defour, des Buquoi, des Maradas, des Huertas, des Vasquez, etc. On retrouve encore aujourd'hui les descendants de certaines de ces familles, soit en Autriche, soit en Bohême. On comprend que ces intrus, enrichis par la munificence royale aux dépens de la nation tchèque se soient montrés peu soucieux de défendre dans les diètes les droits du royaume. L'historien allemand Struve a fait remarquer avec justesse que de toutes les noblesses du monde, l'autrichienne a le moins le droit d'être fière de son origine. Ceci est vrai surtout pour la Bohême.

Une autre partie des biens confisqués fut consacrée à des fondations pieuses, en faveur de l'archevêché de Prague et de l'ordre des jésuites, pour lequel l'empereur avait une sympathie particulière. C'est l'un d'entre eux, le Père Carafa, qui fut spécialement chargé d'organiser la contre-réformation dans le royaume : il a caractérisé lui-même le système qu'il avait adopté dans cet aveu naïf : « On a reconnu, dit-il, que pour éclairer les Bohêmes et les ramener dans la bonne voie, il n'y avait qu'un seul moyen, la persécution ». Les membres du consistoire de l'Église utraquiste furent exilés. Sauf les catholiques, il n'y avait personne dans le royaume qui n'eût pris part à la révolte. La terreur planait sur tout le pays. Ferdinand y mit fin par un mandat (3 février 1622), connu sous le nom de pardon général et qui suffit à donner la mesure de sa clémence. Tous ceux qui avaient pris part à la révolte, disait ce document, méritaient d'être punis dans leur vie et dans leurs biens. L'empereur daignait leur faire grâce de la vie et se contentait de confisquer leurs biens, s'ils consentaient à reconnaître leurs fautes. Sept cent vingt-trois seigneurs et chevaliers acceptèrent cette amnistie dérisoire, qui les laissait à moitié ou complètement ruinés.

Mais la grande affaire de Ferdinand II, ce fut le rétablissement de la religion catholique dans le pays tout entier. L'Université de Prague fut enlevée aux professeurs utraquistes et confiée aux jésuites, qui prirent la direction de l'enseignement à peu près dans tout le royaume. L'électeur

de Saxe essaya vainement d'intervenir en faveur des luthériens, ses coreligionnaires. En 1624 un mandat impérial proscrivit définitivement du pays tous les frères bohêmes et organisa la restauration du catholicisme. Toutes les églises furent remises aux mains de prêtres, appelés pour la plupart de l'étranger, notamment de Pologne; les habitants furent par tous les moyens possibles réduits à l'obéissance spirituelle; qui ne professait point la religion catholique, ne pouvait jouir des droits civils, ni même exercer un métier quelconque; le mariage et la sépulture étaient également interdits aux réfractaires. Des amendes punissaient ceux qui négligeaient de célébrer les fêtes, d'observer le jeûne ou d'aller à la messe. Les nouveaux seigneurs, installés par la grâce impériale dans les biens confisqués, persécutaient leurs paysans pour les ramener à la bonne doctrine. Cependant ces mesures ne suffisaient pas A Prague, il fallut exiler la plupart des bourgeois influents; dans d'autres villes royales, on eut recours aux garnisaires. Mais l'indomptable ténacité des Tchèques grandissait en raison directe de la persécution. On vit à Lysa les habitants brûler leur ville et émigrer en masse plutôt que de céder. Dans les cercles de Kouřim et de Hradec, les paysans coururent aux armes et incendièrent les châteaux; des troupes furent envoyées contre eux : les supplices et la torture rétablirent l'ordre. Le récit détaillé des horreurs qui furent commises alors au nom de la foi est l'un des plus lugubres épisodes de l'histoire religieuse. On comprend que le peuple qui a passé par une telle épreuve n'ait jamais pu se résoudre à l'oublier.

Après la réaction religieuse vint la réaction politique. Au lendemain même de la victoire, Ferdinand s'était fait apporter à Vienne les originaux des priviléges royaux et la lettre de Majesté de Rodolphe. Il les avait coupés en morceaux et jetés au feu. La Bohême une fois épuisée, il fallait définitivement la réduire en servage. Le roi publia le 15 mars 1627 la nouvelle constitution du pays. Elle commençait par proclamer l'hérédité du trône de Bohême dans la maison de Habsbourg, dans la descendance masculine

ou féminine. Aux trois États représentés jusqu'alors dans les diètes (seigneurs, chevaliers, bourgeois), le souverain en ajoutait un quatrième, qui prenait rang au-dessus d'eux, le clergé : il comprenait outre l'archevêque de Prague, primat du royaume, tous les ecclésiastiques jouissant de bénéfices royaux. Les diètes étaient dépouillées du pouvoir législatif que l'empereur-roi réservait pour lui-même. Elles ne gardaient que le droit de consentir les impôts, mais sans pouvoir faire au souverain aucune condition. Elles ne pouvaient délibérer que sur les matières qui leur étaient soumises par le roi. Le tribunal suprême était dépouillé du privilége de faire la loi et devait se conformer aux décisions du pouvoir exécutif : la procédure était désormais secrète. La langue allemande devait être adoptée dans les tribunaux et les actes publics (*tabulæ regni*), concurremment avec la langue nationale, le tchèque. Quelques semaines après, une nouvelle et dernière ordonnance vint couronner l'œuvre de l'unification religieuse. Elle accordait six mois de répit pour se convertir à ceux qui n'avaient point encore accepté la religion d'état.

L'empereur vint lui-même à Prague pour surveiller l'exécution de ses ordres; il tint une diète d'après la nouvelle constitution et fit couronner son fils Ferdinand III. Un certain nombre de conversions eurent lieu; beaucoup ne furent pas sincères; les prétendus catholiques continuèrent de pratiquer dans le secret du foyer domestique ou dans l'ombre des forêts la religion chère à leur conscience. Un grand nombre de Tchèques quittèrent leur pays et allèrent chercher dans les pays protestants la liberté de leur foi. On évalue à trente-six mille le nombre des familles qui émigrèrent : elles fondèrent des colonies en Saxe, à Dresde, à Pirna, à Meissen et à Leszno, dans le royaume de Pologne.

Parmi ces émigrés, plusieurs jouent un rôle considérable dans la littérature de leur pays : citons seulement les historiens, Habernfeld, Paul Skala de Zhoř, Paul Stransky, l'auteur de la *Respublica bohema*, le théologien Georges Holyk, qui publia à Wittenberg les *Larmes san-*

glantes de la Bohême, et le fameux graveur Hollar, dont les œuvres sont encore recherchées aujourd'hui.

La Moravie ne fut pas traitée moins durement que la Bohême. Dietrichstein, nommé commissaire général pour cette province, commença par y rétablir l'ordre des jésuites ; les chefs du mouvement furent jetés en prison et virent leurs biens confisqués. On évalue à cinq millions de florins les bénéfices que la couronne retira de ces confiscations ; il fut interdit aux non catholiques d'acquérir des propriétés foncières. Les émigrations furent, toute proportion gardée, aussi nombreuses qu'en Bohême. Parmi les exilés volontaires, il faut citer en première ligne le célèbre pédagogue Jean-Amos Komensky (Comenius), qui se réfugia d'abord en Pologne, puis en Transylvanie et enfin en Hollande, où il mourut (1671). Ses ouvrages, l'*Orbis pictus*, la *Janua linguarum reserata*, la *Didactica magna*, ont exercé une grande influence sur l'éducation et sont encore classiques aujourd'hui. Le compatriote et le protecteur de Komensky, Charles de Zerotin, ne fut pas plus heureux que lui. Il dut quitter la Moravie et se retirer en Silésie.

La littérature tchèque, considérée comme entachée d'hérésie, fut impitoyablement persécutée ; les livres et les manuscrits tchèques furent recherchés jusque dans les maisons particulières et brûlés par les zélés convertisseurs. La guerre de Trente ans dont la Bohême avait donné le signal eut pour résultat définitif la reconnaissance de la liberté de conscience en Europe ; mais la Bohême, loin d'en profiter, ne lui dut que des ruines.

La guerre de Trente ans, Waldstein ; les Suédois en Bohême (1624-1648).

Épuisée par les représailles de Ferdinand II, elle dut encore fournir des soldats aux armées que Waldstein promenait sur le sol de l'Allemagne. Ce fameux condottière était né dans le nord du royaume, d'une famille qui appar-

tenait à la secte des frères bohêmes; orphelin de bonne heure et élevé par les jésuites, il s'était, jeune encore, converti au catholicisme. Son beau-frère, Charles de Zerotin, l'avait recommandé à l'empereur Mathias; il fit ses premières armes contre les Turcs et contre Venise. Il resta fidèle à l'empereur, lors de la rébellion du royaume et prit part à la bataille de la Montagne Blanche; il contribua également à la défaite de Béthlen Gabor. Personne ne profita plus que lui à la ruine de la Bohême.

En payement de dettes contractées au service de l'empereur, il avait reçu la principauté de Friedland, qui ne comprenait pas moins de neuf villes et de cinquante-sept villages. Il acheta à vil prix un grand nombre de domaines confisqués, et s'y constitua avec l'autorisation de l'empereur, une véritable souveraineté. Il obtint le droit de battre monnaie et de rendre la justice.

Quand le roi de Danemark entreprit de soutenir en Allemagne ses coreligionnaires réformés (1626-1629), Waldstein offrit à l'empereur de créer et d'entretenir une armée à ses frais. Il rassembla trente mille soudards avec lesquels il pénétra en Allemagne, ravageant tout sur son passage et se faisant accorder par l'empereur, en échange de ses services, tantôt le duché de Sagan (Zahan), en Silésie, tantôt le duché de Mecklembourg et le titre d'amiral de la Baltique. Waldstein inspire aux Allemands au dix-septième siècle la même terreur que Zižka et Procope à ceux du quinziéme. Les alliés de l'empereur finissent par s'épouvanter de ses victoires et invitent Ferdinand à le rappeler. Il retourne à Prague et s'y bâtit un palais somptueux; à Jičin il entretient une cour aussi brillante que celle d'un souverain : soixante pages le servent; il a une garde du corps; des gentilshommes quittent le service de l'empereur pour s'attacher au sien.

Cependant le roi de Suède prend à son tour en main la cause du protestantisme. Pour résister à ce formidable adversaire, l'Allemagne n'a point de généraux : l'empereur est obligé de s'adresser à Waldstein, qui ne consent à reprendre les armes qu'après s'être fait reconnaître un droit absolu

de commandement au point de vue militaire et politique. Déjà les Saxons alliés de Gustave-Adolphe, sont rentrés en Bohême (1631); ils ont pénétré jusqu'à Prague; à leur suite sont revenus un grand nombre d'émigrés bohêmes; ils chassent les jésuites du pays, s'apprêtent à rendre les derniers honneurs aux martyrs, leurs coreligionnaires, dont les têtes sont restées exposées sur la tour du pont de Prague, et à réunir en un synode les derniers représentants des Églises évangéliques. Mais Waldstein qui a réuni son armée en Moravie, à Znoimo (Znaïm), pénètre à son tour en Bohême, en chasse les Saxons, poursuit les Suédois en Bavière et en Saxe. Gustave-Adolphe tombe sur le champ de bataille de Lützen (16 novembre 1632); Waldstein revient hiverner en Bohême; tout en combattant les adversaires de l'empereur, il ne cesse de négocier avec eux et trahit une ambition démesurée qui rêve une souveraineté territoriale en Allemagne, peut-être la couronne de Bohême. Il excite les soupçons et les craintes de la cour; il essaye de se justifier et se retire à Cheb (Eger), où il est assassiné (25 février 1634).

Il est difficile de savoir jusqu'à quel point il fut coupable et qui donna l'ordre de l'égorger. Ce qu'il y a de certain, c'est que Ferdinand, tout en faisant dire trois mille messes pour le repos de son âme, distribua la plus grande partie de ses domaines à ceux qui avaient pris part au complot, les Gordon, les Butler, les Gallas, les Colloredo, les Piccolomini; Waldstein, dont la tragique destinée a plus tard inspiré Schiller, a laissé un nom qui commande moins l'admiration que l'étonnement ou le mépris; ses compatriotes exècrent sa mémoire.

L'année qui vit la mort de Waldstein, vit aussi les Suédois arriver sous les murs de Prague (1634); mais ils ne purent pénétrer dans la ville et durent évacuer la Bohême. L'électeur de Saxe, Frédéric, conclut définitivement la paix avec l'empereur. Il se fit céder la Lusace à titre de fief de la couronne de Bohême, c'est-à-dire qu'au cas où la famille électorale viendrait à s'éteindre, cette province devait faire retour à la couronne de saint Vacslav. Elle est

restée annexée à la Saxe et ne garde plus aujourd'hui que quelques rares débris des populations slaves qui, dès le seizième siècle, étaient déjà profondément germanisées.

Sous Ferdinand III (1637-1657), les armées suédoises, conduites par Banner, retrouvèrent le chemin de la Bohême (1639). Banner s'annonça en vengeur du protestantisme opprimé, et traita impitoyablement les catholiques; il bombarda Prague, sans réussir à s'en emparer, prit, brûla ou pilla tour à tour les villes de Nimburk, Podĕbrady, Hradec, Caslav; le pays était laissé sans défense par l'empereur et impitoyablement ravagé par ceux qui, vingt ans plus tôt, eussent été ses alliés. Les ennemis emportèrent tout ce qui pouvait être emporté, et chargèrent de leur butin des bateaux qui descendirent la Vltava et l'Elbe : aujourd'hui on retrouve encore en Suède des épaves de ce grand pillage; pendant une année entière, les Suédois furent les maîtres du pays. Les impériaux n'apparurent qu'en 1640 et eurent beaucoup de peine à obliger Banner à se retirer. Son successeur, Torstenson, ramena bientôt l'armée suédoise sur les domaines de la couronne de Bohême. Il s'empara de la Silésie, d'une partie de la Moravie, ravagea les parties septentrionales du royaume. Il fut rappelé dans le nord par la guerre qui venait d'éclater entre l'empereur et le Danemark. Gallas le suivit avec l'armée impériale, se fit battre et ne ramena que deux mille hommes en Bohême. Ferdinand s'établit de sa personne à Prague pour organiser la défense. En 1645 et 1646 le royaume fut de nouveau envahi. Torstenson écrasa les impériaux près du village de Jankov, dans le cercle de Tabor (1647). Wrangel, qui avait succédé à Torstenson, s'empara de Cheb (Eger), et marcha sur la haute Autriche. En 1648, le général suédois Kœnigsmarck pénétra par la ruse dans Prague elle-même; mais il dut se retirer devant la résistance désespérée des habitants et des bourgeois; cette ville eut encore un siége à soutenir, mais il fut interrompu par la conclusion du traité de Westphalie (1648).

Décadence de la Bohême au 17e et au 18e siècle.

Aucun pays n'avait plus cruellement souffert de la guerre de Trente ans que la Bohême. Les villes et les villages étaient détruits ou à moitié ruinés ; le peuple affamé et misérable ; le royaume qui, — sans ses annexes de Lusace, Moravie et Silésie, — pouvait compter trois millions d'habitants avant la guerre, était réduit à sept ou huit cent mille; l'industrie et l'agriculture étaient également ruinées.

La Bohême, privée de son indépendance par la nouvelle constitution, exploitée par une aristocratie étrangère et rapace, semblait frappée à mort. Désormais le souverain résidait à Vienne ; le pouvoir était exercé par les hauts fonctionnaires civils et judiciaires, qui constituaient une sorte de lieutenance ; le grand chancelier du royaume restait à Vienne ; le roi s'était réservé toute la puissance législative, et la chancellerie de la couronne de saint Vacslav n'était plus qu'un des organes de son conseil. Les principaux dignitaires du royaume étaient le président de la cour d'appel et le chancelier. Les autres fonctionnaires n'avaient guère que des titres honorifiques et ne s'acquittaient de leurs emplois qu'à l'occasion du couronnement. Les finances étaient administrées à Vienne par la chambre royale. L'armée échappait complétement au contrôle des États et n'était plus que l'armée impériale : seules, les villes royales conservaient encore des gardes civiques, sans caractère militaire. Le pays était toujours divisé en cercles, gouvernés chacun par deux capitaines, l'un de l'ordre des seigneurs, l'autre des chevaliers. Les villes avaient leurs bourguemestres et leurs consuls, sévèrement surveillés par les capitaines et les juges royaux; le peuple serf des campagnes vivait sous l'administration des seigneurs. C'était de tous ses anciens priviléges le seul que la noblesse eût conservé ; mais il ne faut pas oublier que la plus grande partie des terres était tombée aux mains d'aventuriers étrangers, hostiles à la nationalité tchèque et

tout dévoués au souverain dont ils étaient les créatures. Ces soudards, établis par la conquête, rendirent la sujétion plus dure qu'elle n'avait jamais été sous l'aristocratie indigène.

Le pays avait été ramené à l'unité religieuse, on a vu par quels moyens; cependant les anciennes sectes gardèrent longtemps des adhérents cachés; jusqu'à la fin du dix-huitième siècle les rites proscrits furent célébrés dans les campagnes.

« Je me souviens, raconte le réfugié Holyk, que vers l'âge de sept ans, je me trouvais avec mes parents dans une vaste et sombre forêt. Nous étions assis sur un chariot, à l'abri des arbres, couverts de neige; bientôt plusieurs centaines de fidèles vinrent s'établir près de nous et se construisirent des huttes de branchages. Non loin de là une clochette était suspendue entre deux arbres; on la sonnait pour le service divin; je me souviens encore, comme dans un rêve, d'avoir entendu prêcher le prédicateur, et d'avoir vu distribuer la cène à la foule.... On mettait au coin des bois de vigilantes sentinelles, et puis on chantait joyeusement les louanges du Seigneur. La communion avait lieu après le sermon, autour d'un tronc d'arbre, grossièrement façonné. Ah! chrétiens fidèles, qu'il était doux et sublime d'entendre résonner les saints cantiques dans la profondeur des forêts. »

Deux évêchés, celui de Litoměřice et celui de Hradec, furent ajoutés à celui de Prague pour veiller au maintien de la foi catholique; mais les agents les plus actifs de la restauration catholique, ce furent les ordres religieux, et en particulier, les jésuites; la Bohême devint une province particulière de cet ordre célèbre; missionnaires et professeurs infatigables, ils s'emparèrent de la prédication et de l'éducation publique; ils firent une guerre acharnée aux traditions et aux livres hérétiques; ils mirent en faveur les superstitions et les pèlerinages. C'est alors que fut inventée la légende de saint Jean Népomucène, prétendu martyr de la confession auriculaire, destiné à supplanter dans l'imagination des nouveaux convertis le

culte du *maître Jean Hus*, saint et martyr. D'autres ordres religieux, Théatins, Trinitaires, Piaristes s'établirent sur le sol de la Bohême au début de la seconde moitié du dix septième siècle; ils ne comptaient pas moins de cent soixante dix-neuf couvents. La cour de Vienne finit par s'effrayer du développement des jésuites, et, pour restreindre leur influence, les obligea à céder à l'État les deux facultés de droit et de médecine.

La nationalité tchèque fut cruellement atteinte par toutes ces épreuves. Les nouveaux seigneurs des domaines abandonnés par les anciens habitants firent venir des colons allemands pour les repeupler : ils apportèrent avec eux leur langue, qui désormais resta dominante dans les districts frontières du nord et de l'ouest. C'est de cette époque que date la véritable invasion allemande en Bohême; les Allemands occupèrent et ont gardé jusqu'à nos jours à peu près un tiers du sol du royaume. Leur idiome, favorisé par le gouvernement de Vienne, gagna de plus en plus dans les classes supérieures, et la littérature nationale fut négligée. Les jésuites, les missionnaires et les Suédois anéantirent, les uns par haine de l'hérésie, les autres par amour du pillage, la plupart des productions de l'ancienne littérature bohême; la nouvelle littérature catholique qu'on s'efforça de lui substituer n'eut ni la séve, ni l'originalité des œuvres anciennes. Elle comprend pourtant de nombreuses publications et atteste la persistance d'un idiome vivace, et, malgré de si rudes épreuves, plus florissant aujourd'hui que jamais. Ces œuvres servent de transition entre la brillante époque du hussitisme et la renaissance qui ne devait se produire qu'à la fin du dix-huitième siècle.

Entre cette renaissance et la période de décadence qui commence sous le règne de Ferdinand II, l'histoire de la Bohême n'offre qu'un médiocre intérêt : elle n'a point comme la Hongrie les diètes tumultueuses de Presbourg, les révoltes des Transylvains. Rappelons seulement quelques détails. En 1680 une révolte agraire éclate dans le cercle de Caslav : les paysans prennent les armes et envoient à Pra-

gue des délégués se plaindre à la lieutenance royale de la tyrannie de leurs seigneurs. Ils déclarent qu'on les traite plus durement que des Turcs ou des Tartares; ils demandent le soulagement de leurs misères ; on jette les délégués en prison et on envoie deux régiments contre les révoltés; alors l'insurrection éclate de plus belle dans le cercle de Litoměrice et de Plzen; elle fut étouffée à grand'peine par des concessions plus apparentes que réelles. Dans la guerre de la succession d'Espagne, Joseph Ier, pour s'assurer le concours des princes allemands, conclut, en sa qualité de roi de Bohême, un traité par lequel il s'engageait à contribuer pour le royaume de Bohême aux dépenses communes de l'empire; en revanche les princes s'engageaient à garantir l'intégrité du royaume; toutefois la couronne de Bohême restait indépendante de l'empire. Ce traité était, pour ainsi dire, le prologue de celui qui plus tard a fait entrer la Bohême dans la Confédération germanique. Il fut conclu sans qu'on daignât même consulter la diète du royaume; Charles VI, quand il s'agît d'assurer la couronne à sa fille, eut plus d'égard pour les États et leur présenta sa fameuse Pragmatique sanction qui fut adoptée (16 octobre 1720). Il institua en Bohême un comité permanent de la diète, pour l'administration des affaires courantes qui ressortissaient de la compétence de cette assemblée.

———

CHAPITRE XVIII.

LA HONGRIE DÉMEMBRÉE (1526-1620).

Ferdinand Ier et Szapolyai (1526-1540); les Turcs en Hongrie (1529-1562). — Martinuzzi; la domination ottomane. — La réforme en Hongrie; Rodolphe (1576-1612). — Les princes transylvains; Gabriel Bethlen (1613-1629).

Ferdinand Ier et Szapolyai (1526-1540); les Turcs en Hongrie (1529-1562).

En Hongrie, comme en Bohême, la défaite de Mohacz laissait le champ libre à l'ambition autrichienne. Un grand nombre de patriotes, Verbœczy à leur tête, pensaient qu'il convenait de choisir un roi national. Ils se réunirent en diète aux environs de Tokay, sur les domaines mêmes de Verbœczy et proclamèrent, sous le nom de Jean Ier, Jean Szapolyai. Les Szapolyai avaient déjà joué un grand rôle dans l'histoire de la Hongrie. Étienne Szapolyai avait pris Vienne en 1485 et avait été lieutenant du roi Mathias Corvin en Autriche. La cour qu'il tenait à Trencsin sur le Vah rivalisait de luxe avec la cour royale. Sa fille Barbe avait épousé le roi de Pologne Sigismond (1512). Son fils Jean était voïévode de Transylvanie; en écrasant la jacquerie des Kurucz il avait rendu à l'aristocratie magyare de signalés services. Sous le

règne de Louis il avait, de concert avec Verbœczy et l'archevêque Bakracz, exercé une véritable régence. On a prétendu qu'il visait au trône dès ce moment et que, s'il n'était pas venu au secours du roi Louis, c'est qu'il désirait un désastre qui ouvrirait pleine carrière à ses convoitises. Quoi qu'il en soit, il fut couronné à Szekes Feervar au mois de novembre 1526 par l'évêque de Nitra; mais une autre diète s'était rassemblée à Presbourg (Poszony); sous l'influence de Batory, l'ennemi acharné de Szapolyai, elle proclama Ferdinand d'Autriche. La Hongrie avait deux rois. Ferdinand avait l'avantage d'avoir été couronné avec la véritable couronne de saint Étienne, pour laquelle les patriotes magyars ont toujours eu une superstitieuse vénération. Szapolyai ne négligea rien pour se faire reconnaître par les puissances européennes. Le roi de France, François Ier, — alors représenté en Hongrie par l'habile Rusconi, — l'ennemi de la maison d'Autriche, était l'allié naturel du roi national de la Hongrie; les princes de Bavière effrayés de la puissance croissante des Habsbourgs - Ferdinand venait de se faire couronner à Prague— étaient également sympathiques au roi national. Le cardinal Wolsey accueillit avec bienveillance son ambassadeur. Mais ces sympathies ne se traduisaient point par des secours efficaces; les troupes de Ferdinand refoulèrent celles de Szapolyai et l'obligèrent à se refugier en Pologne; une diète réunie à Bude déclara Szapolyai et Verbœczy ennemis de la patrie. Szapolyai se tourna du côté où il semblait que la Hongrie dut le moins songer à espérer du secours; il envoya son agent Laszko à Constantinople, auprès du sultan Soliman; François Ier avait, il est vrai, donné l'exemple de ces alliances peu honorables pour des princes chrétiens; mais la France n'avait jamais été souillée par l'invasion ottomane.

Soliman promit son concours à la Hongrie en échange de l'hommage du royaume; il daigna, suivant ses propres expressions, « céder à Szapolyai un royaume qui appartenait au vainqueur de Mohacz par les droits de la guerre et du sabre. » D'autre part, le roi François Ier adhérait à un

traité qui attribuait au jeune duc d'Orléans la succession de Szapolyai, au cas où celui-ci ne laisserait pas d'enfant mâle. Il accordait au roi de Hongrie une subvention annuelle de vingt mille écus. En même temps le moine Martinuzzi de la famille croate des Utiešenović, prieur du fameux sanctuaire polonais de Czenstochowa, parcourait la Hongrie et s'efforçait de gagner des ennemis à l'Autriche et des adhérents à Szapolyai.

Au printemps de l'année 1529, Soliman entra en Hongrie, non plus cette fois en conquérant, mais en suzerain. Non loin de Mohacz, Szapolyai vint au-devant de lui et baisa la main qui avait infligé à sa patrie de si terribles désastres; il laissa enlever par les Ottomans la sainte couronne, ce palladium de l'indépendance hongroise et accepta les garnisons turques qui s'établirent à Bude et à Gran. Mais les troupes que Soliman amenait au secours de la Hongrie firent presque autant de ravages dans ce pays vassal que dans un pays ennemi : « Les Magyars, dit un de leurs historiens, ne savaient guère qui ils devaient haïr le plus, des Autrichiens qui venaient les attaquer ou des Osmanlis qui venaient les défendre ». Soliman échoua au siége de Vienne et en 1531 une trève fut conclue entre les deux rois de Hongrie. L'Italien Gritti qui avait contribué à assurer à Szapolyai la dangereuse tutelle du Sultan, prétendait s'imposer comme gouverneur du royaume et se faisait détester par son insolence, ses intrigues et sa cruauté. Son impopularité rejaillissait sur Szapolyai qui ne pouvait se passer de ce dangereux auxiliaire. Les Hongrois finirent par assassiner cet aventurier. Après de longues luttes, un accord fut conclu entre les deux prétendants. Par le traité de Varad (1538), Ferdinand et l'empereur Charles Quint reconnurent Szapolyai comme roi de Hongrie. En revanche, celui-ci garantissait à Ferdinand sa succession, même pour le cas où il aurait un enfant mâle.

Il en eut un, en effet; peu de temps après la conclusion de ce traité, il épousa la princesse Isabelle, fille de Sigismond et de la reine Bonne Sforza, qui lui donna un fils, Jean-Sigismond. Il mourut quelques mois après sa

naissance (1540). En le déshéritant de la couronne hongroise, il avait stipulé que la maison d'Autriche lui assurerait une grande situation territoriale. Peut-être au fond espérait-il que les Hongrois violeraient le traité qu'il avait conclu. Il laissait pour tuteur à son fils Martinuzzi Utiešenović, plus connu des contemporains, sous le nom de frère Georges, et Valentin Tœrœk, chef de l'armée. Verbœczy exerçait toujours auprès de la jeune reine douairière l'influence que lui assuraient son talent et ses travaux législatifs. Ils ne pouvaient assurer l'indépendance de la Hongrie vis-à-vis de l'Autriche, qu'en s'alliant avec les Turcs. Verbœczy se décida à implorer l'appui de Soliman. Le souverain ottoman ne pouvait négliger cette occasion d'intervenir dans les affaires de la Hongrie; il reconnut comme roi le fils de Szapolyai et marcha lui-même à son secours. Ferdinand, réduit à conquérir son royaume, assiégeait Bude et l'avait rigoureusement investie. La ville allait succomber, quand Soliman arriva : les Autrichiens pris entre deux feux, furent écrasés; leur général Roggendorf mourut de ses blessures. Mais le Grand Seigneur était résolu à faire payer chèrement son secours; il se fit amener le petit roi de Hongrie, le combla de caresses, recommandant à ses fils de l'aimer comme leur propre frère. Pendant ce temps-là ses troupes occupaient Bude. Une fois maître de la place, Soliman déclara qu'il continuerait de l'occuper, attendu que Jean-Sigismond n'était point d'âge à la défendre. Il lui assignait pour résidence la Transylvanie, dont il le nommait voïevode. La fille du roi de Pologne, veuve de Jean Szapolyai, eut beau protester contre cette humiliation. Il fallut partir pour cet exil; le moine Martinuzzi accompagnait le jeune prince, qui s'établit au château de Lippa. « Désormais il y eut trois Hongries : la Hongrie occidentale, royaume effectif de Ferdinand, la Hongrie centrale, occupée par les Turcs et gouvernée par le pacha de Bude, enfin la Hongrie orientale qui forma la principauté indépendante de Transylvanie. » (Sayous.)

La principale église de Bude fut transformée en mosquée, et Verbœczy eut l'honneur humiliant d'être nommé

juge suprême des chrétiens de Bude, sujets du Grand Seigneur. Il mourut peu de temps après.

Martinuzzi; la domination ottomane.

Le succès de Soliman n'était pas seulement un défi jeté à l'ambition du prétendant autrichien, mais à la paix, à la sécurité du monde chrétien tout entier. Les princes allemands offrirent leur concours à Ferdinand; les magnats des plus grandes familles se mirent à son service; Martinuzzi, toujours fort occupé à tenir la balance entre l'Allemand et le Turc, l'intérêt propre de la Hongrie et son ambition personnelle, renouvela le traité de Varad, en y joignant une condition toutefois, c'est que Ferdinand chasserait les Ottomans (1541). Mais l'expédition des Allemands ne réussit pas; la diète hongroise réclama vainement de nouveaux secours de la diète germanique. Soliman s'empara d'Esztergom (Gran), de Szekes Feervar (Albe Royale). Pour le malheur de la Hongrie, les luttes des catholiques et des protestants divisaient alors l'Allemagne. La plus grande partie des Hongrois, traités avec une douceur relative par les vainqueurs musulmans, s'accoutumaient à leur domination; Martinuzzi « ce moine de méchante et malheureuse volonté, » écrit Ferdinand, négociait de nouveau avec Soliman.

Au milieu de cette période agitée, il était le véritable maître du pays. Il continuait, entre les trois souverains, Ferdinand, Szapolyai et Soliman, cette politique de bascule, qui trahit sa double éducation slave et italienne. Il offre la Transylvanie à Ferdinand et attire sur ce malheureux pays une invasion turque, puis il se retourne de nouveau contre les Autrichiens; il finit par décider la reine douairière à renoncer à la couronne au profit de Ferdinand; elle dépose les insignes royaux à la diète de Kolosvar (Klausenbourg). Mais le roi autrichien avait peu de confiance dans cet ambigu personnage, qui savait jouer tant de rôles à la fois. Il envoya en Transylvanie, pour le sur-

veiller, le condottière Castaldo, assisté d'Italiens peu scrupuleux, gens sur lesquels on pouvait compter pour un coup hasardeux. Martinuzzi, au milieu de toutes ces intrigues politiques, avait trouvé le moyen de devenir cardinal de l'Église romaine. La pourpre ne le protégea pas contre le poignard des sicaires. Surpris par eux dans le château d'Alvinz, il tomba frappé de soixante-six coups. Ainsi finit ce curieux personnage que l'on a comparé, non sans raison, à Waldstein. La cour de Rome lança sa foudre contre les assassins, coupables d'avoir attenté aux jours d'un prince de l'Église; mais Ferdinand, qui ne dissimulait pas la part qu'il avait prise, à « faire dépêcher le frère Georges, » réussit à obtenir du pape Jules III l'absolution de ce meurtre (1551).

La mort de Martinuzzi ne délivra pas la Hongrie du fléau de la guerre. Temesvar succomba, malgré une admirable défense. Eger (Erlau) se défendit avec non moins d'héroïsme. Sommés de se rendre, les assiégés, pour toute réponse, plantèrent sur le rempart quatre piques, surmontées d'un cercueil tendu de noir. Les Turcs donnèrent quatre fois l'assaut à l'intrépide cité où les femmes rivalisaient de valeur avec les hommes; plus de huit mille d'entre eux périrent sous ses murs (1552). Isabelle Szapolyai, au milieu de ces misères, désespérant de reconquérir la Hongrie tout entière pour son fils, s'efforçait du moins de lui assurer la Transylvanie. Elle réclamait le concours du roi de France, Henri II, et du sultan, également intéressés à tenir la maison d'Autriche en échec. Henri II, invoquant les traditions des rois de France, « toujours prêts à prêter secours et comfort aux affligés », se montre dans ses dépêches fort disposé à rétablir le jeune prince. En 1557, Christophe Batory était envoyé à Paris, et Henri promettait à Jean-Sigismond la main d'une ses filles. Isabelle mourut en 1559, sans avoir assuré l'avenir du fils de Szapolyai.

La situation de la Hongrie proprement dite était à tous égards déplorable. Ferdinand laissait vacantes les fonctions qui, comme celles du Palatin, eussent dû être

confiées à des nationaux, mettait l'administration aux mains des Allemands, donnait les commandements militaires à des étrangers. Il dut conclure, en 1562, un traité qui reconnaissait aux Turcs la possession de leurs conquêtes, et leur promettait un présent annuel. Ce n'était, au fond, qu'un tribut déguisé. Ferdinand eut au moins la consolation de voir son fils Maximilien couronné en 1563 à Pozony.

Ce prince (1564-1576) continua les traditions paternelles. Le seul épisode glorieux de cette période est le siége de Szigeth, dont l'héroïque défense a immortalisé le nom de Zrinyi. La paix conclue naguère par Soliman et Ferdinand avait peu duré. En 1566, Soliman vint attaquer la ville de Szigeth (à l'ouest de Mohacz, au nord de la Drave). Elle était commandée par le croate Zrinyi ou Zrinski, ancien ban de Croatie. Les eaux de la rivière Almas entouraient comme d'un lac cette petite ville, dont la garnison ne comptait pas plus de deux mille cinq cents soldats. Les faubourgs une fois brûlés, Zrinyi se réfugia dans le château; les Turcs essayèrent de l'amener à se rendre, tantôt par la terreur, en menaçant d'égorger son fils, Georges, qu'ils tenaient prisonnier, tantôt par les promesses les plus séduisantes. Soliman, dans un accès de fureur, mourut devant l'imprenable cité. Le vizir Sokoli dissimula sa mort aux assiégeants. Cependant le château s'écroulait sous l'artillerie; Zrinyi revêtit ses habits les plus magnifiques, fit mettre de l'or dans ses poches « afin qu'on trouvât quelque chose sur son cadavre », et à la tête des combattants qui lui restaient, s'élança au milieu des Turcs. Il y rencontra la mort qu'il cherchait. Celle de Soliman ne fut révélée aux troupes qu'après la reddition de la ville. Szigeth, dont la poésie slave et la poésie hongroise ont chanté la tragique destinée, resta aux mains des Turcs jusqu'en 1689. Maximilien laissa encore prendre la ville de Gyula et signa avec le nouveau sultan Selim deux traités qui consacrèrent une fois de plus le démembrement de la Hongrie (1568).

La condition des parties de la Hongrie soumises aux Ot-

tomans, devint presque aussi misérable que celle des provinces serbes ou bulgares; les ordres des pachas débutent souvent par cette formule : « Au nom du tout-puissant empereur, sachez que si vous désobéissez, le pal est prêt et que le bûcher vous attend. » Les villes occupées par les Turcs étaient couvertes de ruines; les janissaires enlevaient les jeunes Hongrois pour les faire entrer dans l'armée du Grand Seigneur; les impôts étaient lourds, parfois écrasants et perçus au hasard. Au point de vue administratif, le pays fut divisé en vingt-cinq *sandjaks*, répartis plus tard en quatre *eyalets* (ceux de Bude, d'Eger, de Kanisza et de Temesvar). L'autonomie des comitats fut pourtant respectée, et ils eurent à certains égards, notamment au point de vue religieux, plus de liberté que dans les parties autrichiennes du royaume.

Maximilien reconnut également la souveraineté de Jean Sigismond Szapolyai en Transylvanie. Jean Sigismond renonça au titre de roi et se contenta de celui de prince sérénissime. Ce prince mourut en 1571 : avec lui s'éteignit la dynastie des Szapolyai. La diète transylvaine élut pour son successeur Étienne Batory, qui sut louvoyer habilement entre Vienne et Constantinople. Batory était appelé à de hautes destinées; la Pologne avait donné des rois à la Hongrie : la Transylvanie donna à la Pologne l'un de ses plus remarquables souverains (1575).

Le trône était devenu vacant par suite du départ du roi français, Henri de Valois. Maximilien II et Batory posèrent leur candidature; Batory fut élu. Les Polonais considèrent son règne comme un des plus glorieux de leur histoire. Il amena avec lui dans son nouveau royaume des Hongrois, qui améliorèrent les services militaires, notamment l'artillerie. Maximilien II ne survécut pas longtemps à cet échec. Il avait eu soin de faire de son vivant couronner son fils Rodolphe à Pozony (1572). Maximilien, dont nous avons loué ailleurs l'esprit tolérant et libéral, avait été peu populaire dans le royaume, qu'il s'était montré incapable de défendre; les Magyars ne lui pardonnaient pas d'ignorer leur langue. Une conspiration s'était

formée pour le détrôner, mais elle échoua; les auteurs furent simplement condamnés au bannissement. Maximilien, comparé à ses successeurs immédiats, fut pourtant l'un des meilleurs souverains de la Hongrie mutilée.

La réforme en Hongrie; Rodolphe (1576-1612).

La condition de la Hongrie autrichienne, durant cette période, ne fut guère meilleure que celle de la Hongrie ottomane; il fallait vivre dans un état de guerre continuelle. Les milices nationales étant naturellement insuffisantes, le prince autrichien couvrait le pays de troupes étrangères, allemandes, italiennes, espagnoles, parfois aussi oppressives que les Musulmans. Chaque comitat recrutait lui-même les soldats de la défense nationale, les *honveds*. On a vu comme ces troupes indigènes se distinguèrent à la défense d'Eger et de Szigeth.

Un grand fait domine cette époque, la diffusion de la réforme chez les Magyars. Malgré l'antagonisme politique de la Hongrie et de la Bohême, le hussitisme s'était à diverses reprises infiltré dans le royaume de saint Étienne, et avait préparé les esprits aux nouveautés religieuses. Les causes qui prédisposaient les catholiques de Hongrie à la réforme étaient les mêmes que dans les pays voisins. L'ignorance du clergé était fort grossière; le génie hongrois, moins original et moins cultivé que celui de la Bohême ou de l'Allemagne, n'avait pas en lui-même assez d'énergie pour produire seul la réforme; il était assez souple et assez docile pour l'accepter, dès qu'elle arriverait sur les frontières du royaume. Les colonies allemandes de Transylvanie formaient d'ailleurs une sorte de transition entre l'Allemagne et la Hongrie. Dès le règne de Louis II, un an avant la bataille de Mohacz (1525), on voit la diète, sur les instances du clergé épouvanté, édicter le supplice du feu contre les hérétiques. Le démembrement de la Hongrie ne pouvait manquer de favoriser l'extension des nouvelles doctrines; les maîtres divers qui

se partageaient le royaume ne pouvaient assurer à la persécution l'unité nécessaire pour lutter efficacement contre l'hérésie. En Transylvanie, le pasteur Honter multiplia de bonne heure les livres et les écoles; en Hongrie, le premier réformateur fut Devay, qui avait connu personnellement Luther à Wittemberg. Il traduisit les épîtres de saint Paul en magyar. De grandes familles adhérèrent aux nouvelles doctrines; à partir de 1548, les diètes cessèrent de dicter des lois de persécution. L'Église évangélique s'organisa librement sur les bases de la Confession d'Augsbourg. Mais ce fut surtout le calvinisme qui se répandit dans le centre de la Hongrie, dans le bassin de la Tisza. *Calvinista hit, magyar hit* : la foi calviniste est la vraie foi magyare, dit un proverbe. Le luthéranisme était d'origine allemande, et comme tel suspect aux patriotes. C'est à Debreczen que s'établit la nouvelle secte; elle eut pour chef le pasteur Juhasz, qui, suivant la mode du temps, grécisa son nom en celui de Melius (Berger). Il traduisit l'Écriture sur le grec et sur l'hébreu, composa des cantiques, entra en relations avec Théodore de Bèze. En 1567, le synode de Debreczen formula en soixante-quatorze articles le symbole de l'Église calviniste magyare. Jean Hus avait renouvelé la prose tchèque, et Luther la prose allemande; les réformateurs hongrois Devay, Erdœsi (Johannes Sylvester Pannonicus), Gaspar Heltai, Karoly rendirent le même service à leur pays. En face de la dynastie catholique et ultramontaine, le protestantisme devenait pour la Hongrie une force nouvelle.

Le règne de Rodolphe (1576-1612) ne contribua point à rendre la maison d'Autriche populaire. Au début de son règne la Diète fit entendre les griefs du pays (1582). Elle demandait au souverain des garanties; elle voulait que les relations avec la Turquie fussent réglées par des ambassadeurs nationaux et non point par des Allemands ou des Italiens étrangers aux intérêts du royaume. Rodolphe fut si blessé de ce langage qu'il quitta la Hongrie et n'y remit jamais les pieds.

Il resta quatre ans sans convoquer la Diète et ne fit

point élire de Palatin; ami des arts et des sciences occultes, imbu des doctrines absolutistes, il n'aimait point cette Hongrie barbare et trop indépendante : il ne la consultait que pour lui demander des subsides. Un ambassadeur de Venise résumait ainsi ses impressions sur la situation du royaume. « Les Hongrois, disait-il, détestent la maison d'Autriche; ils se considèrent non-seulement comme soumis, mais comme méprisés par elle, attendu qu'on leur impose le gouvernement des Allemands, leurs ennemis naturels. » Cependant la guerre continuait avec les Turcs. Pour contenir les invasions musulmanes, l'empereur accorda à des colons serbes certains districts entre l'Unna et la Kulpa, à charge pour eux de défendre la frontière. Ces districts abandonnés, — les contemporains les appellent *desertum primum, desertum secundum,* — furent ainsi repeuplés par une population à la fois agricole et guerrière. C'est là le point de départ de l'institution de la frontière militaire qui a subsisté jusqu'à la fin du XVIII[e] siècle[1].

En 1577 la forteressse de Karlovac (Karlstadt) fut construite pour défendre la Croatie contre les invasions musulmanes. En 1592, Hasan pacha de Bosnie, fut défait sous les murs de Sisek. En 1595, la ville d'Esztergom (Gran) fut enlevée par les troupes combinées de l'empire et de la Hongrie. Cet avantage fut malheureusement compensé par la perte d'Eger (Erlau). Défendue par les nationaux, la ville avait été imprenable : confiée cette fois à une garnison composée en grande partie de mercenaires wallons, elle capitula. Quelques jours plus tard un choc formidable eut lieu dans la Transylvanie, à Mezœ Kereztes, entre les troupes de Mahomet III et celles de l'archiduc Maximilien assisté par l'armée de Sigismond Batory. Signalons encore la prise de Raab (Gyœr) par Adolphe de Schwarzenberg (1597). Tandis que la maison d'Autriche appelait en Hongrie les Wallons et les Espagnols, la Turquie y introduisait les Tartares, et la nation magyare pâtissait autant de ses al-

[1] Nous ne pouvons entrer dans de longs détails sur cette institution. Consulter l'excellent ouvrage de M. Picot : « *Les Serbes de Hongrie* ».

liés que de ses ennemis. Le dernier épisode un peu important de la guerre fut l'échec des impériaux devant Kanisza (1601). L'archiduc Ferdinand perdit toute son artillerie sous les murs de cette place et abandonna de nombreux prisonniers qui eurent la tête tranchée. L'ardeur conquérante des Turcs diminuait peu à peu : en 1601 ils proposèrent d'eux-mêmes la paix; le traité de Sitvatorok atteste chez les Ottomans une profonde lassitude; ils n'exigent des chrétiens ni formules humiliantes, ni tribut annuel, mais ils gardent leurs possessions. Maintenant c'est du côté de la Transylvanie que se concentre leur attention.

Les princes transylvains; Gabriel Bethlen (1613-1629).

C'est là désormais, dans cette Hongrie trilingue (magyare, allemande, valaque) de l'Orient que s'agitent les destinées du grand Magyar Orszag, de la patrie commune. Etienne Batory (1571-1575) gouverna habilement la principauté, mais en y introduisant les jésuites, il prépara pour l'avenir de graves conflits religieux. Il eut pour successeur Christophe Batory (1575-1581), puis Sigismond Batory (1581-1599). Ce prince, faible d'esprit et dominé par les jésuites, eux-mêmes tout dévoués à l'empereur, consentit à céder la Transylvanie à Rodolphe, en échange des principautés d'Oppol (Oppeln) et de Ratibor en Silésie (1597) Cependant, sur les instances de son oncle, le cardinal André Batory, il revint sur sa décision. Il eut à lutter à la fois contre les troupes impériales et contre Michel, voïévode de Valachie, qui espérait se faire octroyer la principauté par les Ottomans. De guerre lasse, Sigismond finit par abdiquer. Il se retira à Prague où il mourut en 1613. La Transylvanie fut alors envahie par les impériaux et gouvernée de fait par le général Basta dont l'occupation a laissé dans ce pays les plus exécrables souvenirs; les exactions des Autrichiens faisaient presque désirer la domination musulmane; les protestants, que les Turcs eussent laissés en

paix, étaient systématiquement persécutés. Ces violences ne pouvaient manquer d'exciter une sanglante réaction. Les Transylvains se soulevèrent, de concert avec les Magyars de la Haute-Hongrie, exaspérés par les brutalités du lieutenant impérial Belgiojoso. Tous ces aventuriers étrangers traitaient le royaume comme un pays conquis; ils faisaient détester la dynastie autrichienne. Les Transylvains avaient à leur tête un grand seigneur plein d'audace, et de talent militaire, Etienne Bocskai; il était secondé par le jeune Gabriel Bethlen. Les impériaux furent défaits devant Kasso (Kaschau); cette ville ouvrit ses portes à Bocskai. La diète de Szerencs proclama Bocskai prince ou voïévode de Transylvanie. Le nouveau voïevode (1604-1606) se montra aussi habile diplomate que vaillant général; il négocia avec les Turcs et s'assura le concours du sultan Achmet II, qui s'offrit même à le reconnaître comme roi de toute la Hongrie. Bocskai fut assez prudent pour décliner cette dignité; en 1606, par la paix de Vienne, il réussit à faire reconnaître sa souveraineté non-seulement sur la Transylvanie, mais sur une partie de la Hongrie septentrionale; s'il mourait sans héritiers, ces provinces devaient faire retour à la maison d'Autriche. La paix de Vienne stipulait d'ailleurs en faveur de la Hongrie des garanties particulières, la liberté de conscience pour les protestants, l'obligation pour un archiduc de résider dans le royaume en l'absence du roi, l'engagement de réserver aux seuls régnicoles le commandement militaire et les fonctions publiques. Des trois maîtres qui se partageaient la Hongrie, Bocskai était alors le plus puissant.

Le royaume de saint Étienne, avec la Transylvanie, la Croatie, la Slavonie et la Dalmatie comprenait cinq mille cent soixante-trois milles carrés. La maison d'Aûtriche en possédait douze cent vingt-deux, la Porte dix huit cent cinquante-neuf, Bocskai deux mille quatre-vingt-deux.

Le traité de Vienne était dû aux efforts de l'archiduc Mathias qui s'efforçait de suppléer à force d'énergie à l'indolence de son frère Rodolphe. Une fois gouverneur de la

Hongrie autrichienne, il essaya de calmer les mécontentements de la nation. Cependant, il ne réussit pas à réannexer la Transylvanie, après la mort soudaine de Bocskai (1606). La diète de cette province, réunie à Kolosvar (Klausenboug) élut Sigismond Rakoczy, et ensuite Gabriel Batory, après que Rakoczy eut volontairement renoncé au titre princier (1608).

Cette même année, Mathias obligea son frère à lui céder l'Autriche et la Hongrie. Son règne ne tint pas tout ce que ses efforts comme archiduc avaient fait espérer. Cependant il rendit au royaume le dignitaire national, le Palatin, et s'engagea à ne jamais laisser vacante cette importante fonction ; il restitua la sainte couronne, retira les garnisons étrangères et reconnut la liberté de conscience. En son absence le Palatin, le conseil royal et un trésorier exerçaient l'autorité souveraine. Ces concessions apaisèrent, sans les faire oublier complétement, les griefs de la Hongrie. Henri IV ne les ignorait pas et, dans le plan politique qu'il méditait et que la mort l'empêcha de mettre à éxécution, il avait fait entrer la Hongrie. Il voulait, suivant les expressions de Sully, « que les Hongrois fussent remis en possession de leurs anciennes franchises, du droit qu'ils avaient de s'élire eux-mêmes leur prince ou de se mettre en telle autre forme d'état et manière de gouverner qu'ils jugeraient à propos. »

Après le couronnement de Mathias, le protestant Thurzo fut élu Palatin ; ce choix était un éclatant succès de la tolérance religieuse : mais les traditions et les conseillers habituels de la maison d'Autriche rendaient bien difficile le maintien de cette tolérance. D'ailleurs, parmi les Hongrois eux-mêmes, la réforme comptait des adversaires décidés, à leur tête le cardinal Pazmany, élève des jésuites, prélat fougueux, ingénieux et éloquent, qui ramena au catholicisme les représentants de quelques-unes des plus grandes familles du royaume. Un instant, après la mort tragique du voïevode Batory, dont les violences avaient provoqué l'intervention autrichienne, Mathias put concevoir l'espoir de reconquérir la Transylvanie (1613) ; mais les

Transylvains tenaient plus encore peut être à leur liberté de conscience qu'à leur indépendance politique ; ils élurent le protestant Gabriel Bethlen (1613-1629)[1]. Ce prince éclairé fit fleurir la tolérance dans la religion, la discipline dans l'armée, le bon ordre dans l'administration du pays. On l'a comparé non sans raison à Mathias Corvin. Comme ce grand roi, il avait le goût des arts et possédait une haute instruction. Il s'efforça de tenir la balance égale entre les protestants et les catholiques, comme entre les Autrichiens et les Ottomans. Mais lorsque Ferdinand II (1619-1637) fut monté sur le trône, et que la guerre de Trente ans éclata, Bethlen comprit que les intérêts du protestantisme étaient gravement menacés, et que la nationalité magyare serait peut-être atteinte du coup qui menaçait la nationalité bohême.

L'empereur essaya d'abord de s'assurer la neutralité du voïévode en lui envoyant Nicolas Esterhazy, l'un des diplomates les plus habiles et des meilleurs patriotes de la Hongrie autrichienne. Esterhazy était de ceux qui, comme plus tard François Deak, acceptaient franchement la dynastie de Habsbourg, et ne lui demandaient, en échange d'une soumission loyale, que de respecter les vœux de la nation. Catholique sincère mais libéral, il tenait pour ainsi dire, le milieu entre le cardinal Pazmany et le protestant Bethlen. Le grand prince, après avoir hésité quelque temps, prit parti pour la Bohême. Il répandit partout un manifeste intitulé *Plaintes de la Hongrie* et convoqua tous les comitats à une diète générale. Cette Assemblée réunie à Kasso le nomma gouverneur et mit Georges Rakoczy, en qualité de capitaine général, à la tête des comitats du Nord. Bethlen envoya au comte de Thurn un corps de dix mille auxiliaires, et assura l'indépendance de la diète qui se réunit à Pozony et décida de porter secours à la Bohême. Le 25 août 1620, cette diète proclama Bethlen

[1] Egalement connu sous le nom de Bethlen Gabor. Gabor est la forme magyare de Gabriel. Les Hongrois mettent le nom de baptême après le nom de famille.

roi de Hongrie, au moment même où la Bohême appelait l'électeur palatin; malheureusement, la cause protestante que représentait le nouveau souverain ne trouvait alors d'appui ni en France ni en Pologne; les Turcs eux-mêmes paraissaient se désintéresser des affaires de la Hongrie. La défaite des Tchèques à la Montagne Blanche ruina les espérances de la Transylvanie. Bethlen traita avec Ferdinand: par la paix de Nicolsbourg, il renonça à la couronne de Hongrie; il gardait, avec la Transylvanie, l'administration de sept comitats du Nord, ceux d'Abauj, de Bereg, de Zemplin, de Borsod, de Szabolcs, d'Ugocsa et de Szatmar, les places fortes de Kasso, de Munkacs et de Tokay, les duchés d'Oppeln et de Ratibor; il recevait en outre le titre de prince de l'Empire et un subside annuel de cinquante mille florins.

Mais ce traité n'était que provisoire: Bethlen avait de plus hautes ambitions. Il espérait trouver des alliances et négociait avec les gouvernements de Hollande, d'Angleterre et de Venise, par l'intermédiaire de leurs ambassadeurs à Constantinople. Il liait des relations dans l'Allemagne septentrionale et épousait la princesse Catherine de Brandebourg. Il avait à ses ordres tout un personnel diplomatique. De 1623 à 1629, on le voit négocier avec notre ambassadeur à Constantinople, M. de Césy, qui l'encouragea à marcher contre la maison d'Autriche. Cependant tous ces efforts, et même un essai de campagne contre Waldstein, n'aboutirent à aucun résultat positif; Bethlen mourut en 1629 sans avoir en rien modifié la situation que lui avait faite la paix de Nicolsbourg.

CHAPITRE XIX.

LA HONGRIE RÉVOLTÉE ET RÉCONCILIÉE (1629-1740),

Les Rakoczy en Transylvanie ; Léopold I[er] en Hongrie (1629-1705). — Expulsion des Ottomans. — François Rakoczy (1705-1711). — La Hongrie réconciliée; traité de Passarowitz (1718). — Les colons serbes, les frontières militaires; traité de Belgrade (1739).

Les Rakoczy en Transylvanie; Léopold I en Hongrie (1629-1705).

Georges Rakoczy fut élu en Transylvanie, malgré les prétentions de la princesse douairière Catherine de Brandebourg, soutenue par les cours de France, de Hollande, de Suède et de Brandebourg. La Transylvanie fut tranquille pendant la période suédoise de la guerre de Trente ans. Georges Rakoczy observa une politique pacifique. Dans le royaume, le palatin Esterhazy s'efforçait de maintenir les libertés publiques contre les envahissements du souverain ; mais il ne pouvait empêcher le cardinal Pazmany d'y établir l'ordre des jésuites. Ils fondèrent une université à Trnava (Tyrnau, Nagy-Szombat) et prirent en main l'éducation de la jeunesse catholique. Ferdinand III

succéda en 1637 à Ferdinand II. Sous ce prince, le mécontentement des protestants de Hongrie s'accrut par suite des violations incessantes du traité de Vienne. Georges Rakoczy crut l'occasion favorable pour déclarer la guerre à l'Autriche; il traita avec la France, avec la Suède, malgré les supplications d'Esterhazy qui le conjurait de ne pas affaiblir la Hongrie devant les Turcs. On lui promettait un subside de douze cent mille écus par an, et, comme prix de sa coopération, la liberté religieuse et l'indépendance absolue de la Hongrie et de la Transylvanie. En 1644 il commença les hostilités; il s'empara de Kasso et s'avança jusqu'à Éperies où il lança une proclamation pour inviter les Hongrois à se soulever. Mais arrêté par les troupes impériales, il dut se replier sur ses états Les diplomates français ne l'oublièrent pas, lors des négociations qui précédèrent le traité de Westphalie, et lui offrirent de représenter ses intérêts. Mais il n'attendit pas la conclusion des négociations et traita pour son compte. L'empereur lui cédait la possession des comitats du nord que Gabriel Bethlen avait déjà possédés et les forteresses de Tokay et de Regetz (Paix de Linz, 1645).

La Transylvanie fut prospère sous le règne de ce prince qui avait introduit à sa cour et dans son armée les principes de la religion réformée. Il eut pour successeur son fils, Georges Rakoczy II (1648-1660), dont l'ambition faillit compromettre les destinées de la principauté. Il espérait, avec l'aide de la Suède, arriver au trône de Pologne, comme son prédécesseur Batory. Mais la Porte n'entendait pas laisser s'établir un État aussi puissant sur ses frontières. De là une série de guerres et d'invasions pendant lesquelles la Transylvanie fut cruellement ravagée. Georges fut tué dans la lutte (1660). L'un de ses principaux lieutenants, Jean Kemenyi, l'un des meilleurs écrivains du temps, lui succéda et essaya de repousser les Turcs, cette fois avec l'aide de l'empereur. Il périt à son tour (1662). Les Transylvains, aussi effrayés de l'alliance impériale que des ravages des Ottomans, acceptèrent le voïevode que la Porte leur imposa, Michel Apafy (1662-1689).

Le règne de Léopold I (1657-1705) a laissé à la Hongrie les plus tristes souvenirs. La Diète, lors du couronnement de ce prince (1655), avait exigé que la dignité de Palatin fût rétablie et les troupes étrangères éloignées du pays : le parti protestant réclamait en outre en faveur de la liberté de conscience souvent violée. L'invasion des Turcs, sous la conduite du grand visir Kuprugli, réunit un instant toutes les forces de la Hongrie et de l'empire; les Impériaux étaient commandés par le célèbre Montecuculli (1664), le digne adversaire de Turenne, les Hongrois par Zrinyi, le descendant du fameux héros de Szigeth. Zrinyi accomplissait des prodiges de valeur chevaleresque : Montecuculli représentait l'école sévère des grands tacticiens de la guerre de Trente Ans. On connaît cette bataille de Saint-Gothard, livrée sur le sol hongrois, (1er août 1664) où les auxiliaires français, sous la conduite de la Feuillade et de Coligny, jouèrent un rôle si brillant. Ce fut pour les Turcs une formidable défaite qui réjouit toute la chrétienté. Les Magyars l'appellent bataille de Kœrmend. La Hongrie ne profita guère de ce triomphe; la paix qui fut conclue presque aussitôt à Vasvar sans la participation de la Diète, n'affranchit pas la moindre parcelle du sol hongrois; une trève de vingt ans fut conclue. Les Turcs reçurent plusieurs places fortes nouvelles, notamment Nagy Varad (Grand Varadin).

Il semblait que le traité eût été conclu dans l'intérêt de la Turquie et de l'Autriche contre la Hongrie. L'empereur Léopold, mené par les jésuites, inspiré par le double fanatisme de la foi intolérante et de l'absolutisme monarchique, s'était proposé d'anéantir à la fois la religion réformée et les libertés du royaume. Il essaya d'abord de supprimer la Diète et de la remplacer par une réunion de magnats et de prélats rassemblés à Vienne; mais, même chez cette assemblée, il trouva une indépendance qui contrariait ses projets Est-il vrai qu'il ait prononcé un jour cette parole néfaste : *Faciam Hungariam captivam, postea mendicam, deinde catholicam?* Il faut se défier de ces mots historiques Ce qu'il y a de certain, c'est que ceux qui l'entouraient ne dis-

simulaient pas leur haine pour cette nation qui refusait de plier si opiniâtrément. « *Gens dura et pervicax, non nisi atrocibus suppliciis, et quæ alibi sæva viderentur, coerceretur*, » écrit le jésuite Wagner, l'historien de Léopold le Grand.

Contre cette double tyrannie, la Hongrie ne pouvait trouver de secours que dans l'appui de l'étranger. Dès 1665, un magnat croate allié à l'illustre famille des Zrinyi, François Frankopan, adressait au prince électeur de Mayence un mémoire où il disait : « Le royaume de Hongrie est arrivé à un tel état de ruine et de misère que, si Dieu n'excite les princes chrétiens à le défendre, c'en est fait de ce boulevard de la chrétienté et de toutes les nations... Les comitats supérieurs de la Hongrie sont arrivés à un tel degré de désespoir qu'ils ne voient d'autre salut que de se mettre sous la protection des Turcs... Les Hongrois, par une antipathie nationale, ont toujours eu horreur de la domination des Turcs... Cependant aujourd'hui l'extrême nécessité les réduira à de telles pensées. » Pierre Vesselenyi, Pierre Zrinyi, le frère du général, Nadasdy et Francopan, se mirent en rapport à Vienne avec notre ambassadeur Grémonville. Mais Louis XIV, imbu des principes de la légitimité, refusait de soutenir des révoltés. Apafy restait indifférent ; Zrinyi et Frankopan essayèrent cependant de soulever la Hongrie ; ils ramassèrent quelques troupes ; bientôt ils déposèrent les armes sur la promesse d'une amnistie pleine et entière ; arrêtés, ainsi que leur complice Nadasdy, ils furent emprisonnés et, contrairement aux lois, jugés hors du territoire du royaume : Nadasdy à Vienne, Zrinyi et Frankopan à Wiener-Neustadt. Ils furent condamnés à mort ; l'empereur, « par sa pure grâce impériale et royale, » leur épargna d'avoir le poignet tranché (30 avril 1671).

L'exécution des trois comtes fut d'ailleurs le signal d'atroces persécutions dirigées tour à tour contre les patriotes et contre les protestants. Un Allemand, Gaspard Ampringen, fut investi de pouvoirs spéciaux et reçut le commandement suprême du pays ; le primat Szelpcsenyi, plus

catholique encore que patriote, se chargea de persécuter les réformés; beaucoup d'entre eux furent exilés, astreints aux travaux forcés, vendus au vice-roi de Naples pour ramer sur ses galères. Mais ces rigueurs n'étouffaient pas l'esprit d'indépendance des Magyars; le nom des Kurucz reparaissait : Louis XIV, en lutte avec la maison d'Autriche, finissait par soutenir les mécontents; notre ambassadeur en Pologne leur faisait passer des hommes et de l'argent. L'insurrection avait trouvé un chef redoutable dans la personne d'Emerich Tœkœli. Il était fils du comte Tœkœli, ami des trois comtes décapités en 1671, qui avait pris part à leur lutte et succombé les armes à la main; il avait épousé la veuve de Georges Rakoczy II, la vaillante Hélène Zrinyi. Tœkœli, dont le drapeau portait pour devise : « *pro aris et focis* », avait réussi à réunir une armée qui poussait des pointes hardies jusque dans la Moravie. Il faisait frapper monnaie à son effigie et exerçait une véritable souveraineté. Le primat Szelpcsenyi essaya de rétablir la paix, à la Diète de Pozony (1681) : il obtint la nomination d'un Palatin, le rétablissement de la constitution. Mais Tœkœly ne se contenta pas de ces concessions; il voulait devenir le souverain de la Hongrie indépendante.

Il comptait trouver des alliés dans les Turcs qui marchaient alors sur Vienne; il alla au devant de Kara Moustapha et, tandis que les Ottomans assiégeaient la capitale autrichienne, il investit Pozony. L'échec des Turcs, refoulés par Sobieski, fut aussi une défaite pour celui qu'on appelait le roi des Kurucz. Il fut réduit à faire la guerre de partisans; cependant l'armée impériale, victorieuse des Ottomans, pénétrait dans la Hongrie, et enlevait quelques-unes des places principales, Esztergom, Višegrad, Eperies, Cinq-Églises (Pecs), Szegedin, Bude enfin, qui fut reprise après une si longue occupation. Les Turcs poursuivis jusqu'à Mohacz, expièrent par la perte de vingt mille hommes le triomphe qu'ils avaient remporté naguère dans ces mêmes plaines. Kara Moustapha, attribuant ses revers à Tœkœli, fit arrêter cet allié de la veille et le tint enfermé dans Belgrade; sa captivité mettait fin au mouvement; les

partisans du roi des Kurucz se dispersèrent, les places qu'ils occupaient se rendirent. La forteresse de Munkacz tint seule, défendue par la femme de Tœkœli, l'intrépide Hélène Zrínyi, dont la poésie hongroise a plus d'une fois chanté l'héroïsme.

L'insurrection vaincue, la Hongrie en partie reconquise, il semblait que la clémence fût le premier devoir du vainqueur. Mais Léopold et ses lieutenants ne l'entendaient pas ainsi; une amnistie fut proclamée et violée aussitôt; le général italien Caraffa se fit l'exécuteur impitoyable des vengeances impériales. Établi à Eperies, il institua dans cette ville un tribunal, dont les horreurs rappellent les plus sanglants exploits des Espagnols dans les Pays-Bas. Pendant trente jours consécutifs, trente bourreaux soumirent les victimes, innocentes ou coupables, aux tortures les plus raffinées, aux plus affreux supplices. La *boucherie d'Eperies* comme on l'a appelée, est le plus tragique souvenir de l'histoire hongroise. L'empereur Léopold prétendit, il est vrai, se justifier de ces horreurs, en affirmant qu'elles avaient eu lieu à son insu.

Après avoir ainsi terrorisé la Hongrie, il avait le droit d'espérer d'elle toutes les concessions. Jusqu'ici, malgré les persécutions, la royauté était restée élective. Il fallait arriver à la rendre héréditaire. La Diète de 1687, conformément aux vœux du souverain, proclama l'hérédité dans la descendance mâle de la dynastie de Habsbourg. On avait en Hongrie procédé comme en Bohême; d'abord les supplices, ensuite les changements plus ou moins librement consentis du droit public. Le roi dut prêter serment aux lois fondamentales du pays. Toutefois l'article 31 de la Bulle d'or ou constitution d'André II fut aboli; c'était celui qui proclamait le droit à l'insurrection. La Diète, en accordant toutes ces concessions, avait réclamé la fin des supplices et la mise en liberté des prisonniers; une amnistie générale fut proclamée. Tœkœli s'était retiré en Asie à Nicomédie; Hélène Zrinyi rendit la forteresse de Munkacs.

Expulsion des Ottomans.

L'Autriche sembla vouloir récompenser la Hongrie de sa soumission plus ou moins volontaire par les victoires qu'elle remporta sur les Infidèles. Louis de Bade poussa jusqu'au sud du Danube; après être revenu sur le sol du royaume, il gagna, en 1691, dans le delta, formé par le Danube et la Save, la victoire de Slan Kamen. Cependant les Turcs, secondés par Tœkœli, qui était rentré en Transylvanie, tinrent la campagne jusqu'au moment où parut leur plus redoutable adversaire, le prince Eugène de Savoie. Eugène, pour la première fois, avait été mis à la tête d'une armée. Il se trouvait dans la haute Hongrie, aux environs de Szegedin, lorsqu'il apprit que les Turcs (1691) avançaient dans le bassin de la Tisza; il fit jeter un pont sur cette rivière, à Zenta, et se préparait à attaquer l'ennemi, lorsqu'il reçut un courrier de l'empereur qui lui ordonnait de ne pas engager l'action. Il trouva la situation de ses troupes trop favorable pour ne point désobéir; la victoire justifia son audace. Plus de dix mille Turcs périrent, un grand nombre furent jetés dans la Tisza: le sultan s'enfuit jusqu'à Temesvar, d'où il regagna Constantinople (1697). La mauvaise saison empêcha le prince Eugène de poursuivre ses avantages; l'empereur, préoccupé de la prochaine succession d'Espagne, accorda la paix aux Ottomans (1699). Elle fut conclue à Karlowitz (Karlovci). Le sultan s'engagea à n'accorder aucun secours aux Hongrois mécontents, à n'élever aucune prétention sur la Transylvanie; de ses anciennes possessions en Hongrie, la Turquie ne gardait plus qu'un maigre territoire entre la Tisza et le Maros. Une clause particulière du traité de Karlovci stipulait le maintien à Bude, du tombeau d'un religieux musulman, Gul-Baba « le père des roses »; il existe encore aujourd'hui, et est pour les Turcs le but d'un pieux pélerinage. Dernièrement les Hongrois, pour

témoigner de leurs sympathies turcophiles l'ont même fait réparer à leurs frais.

Dans ces luttes contre la Turquie, la maison d'Autriche avait trouvé de précieux auxiliaires chez les Serbes de Turquie, qui avaient émigré en grand nombre sur le sol de la Hongrie. Leur chef Branković prêta son concours à l'armée impériale; mais, devenu suspect, peut-être à cause de sa popularité chez les Slaves méridionaux, il fut arrêté et enfermé à Eger, où il mourut en 1711.

Au mois d'avril 1690, Léopold invoquant les droits du royaume de Hongrie sur la Bosnie et la Bulgarie, avait appelé les populations slaves de la Turquie à prendre les armes Un peu plus tard, il invitait le patriarche serbe de Peč (Ipek) à venir s'établir sur ses domaines avec les Serbes, en leur promettant le libre exercice de leur religion et une administration particulière. En 1691, le patriarche Arsène Tsernoïevitch (Cernojević) accepta : trente-cinq à quarante mille familles vinrent s'établir sur les rives de la Maros, en Sirmie, en Slavonie, dans la Bačka et jusqu'aux environs de Bude; d'après les priviléges qui leur furent conférés, ces colons formèrent une nation distincte Les soldats qu'ils fournirent à Léopold et à ses successeurs, rendirent de grands services dans les luttes contre les Turcs et les Hongrois.

Les descendants de ces émigrés serbes existent encore aujourd'hui; ils ont joué dans le sud de la Hongrie un rôle considérable. Les Magyars les appellent rasciens (allemand Raizen) du nom de l'ancienne ville de Rasa située sur l'emplacement où s'élève maintenant Novi Pazar. Ils sont actuellement englobés dans les Iougoslaves.

François Rakoczy (1700-1711).

Depuis le départ de Tœkœli, la Transylvanie était devenue de fait une province autrichienne. Pendant les campagnes contre les Turcs, les généraux autrichiens avaient occupé la plupart des villes transylvaines. Le jeune prince Michel Apafy avait été emmené à Vienne pour y être éle-

vé, et la principauté avait été gouvernée par des lieutenants impériaux Le traité de Karlovci (1699) faisait reconnaître par le droit public européen ce nouvel état de choses. La même année, par un diplôme spécial, Léopold reconnut les droits et priviléges de la principauté et le libre exercice des religions protestante et orthodoxe, pratiquées par une partie des habitants; mais la noblesse transylvaine n'accepta pas du premier coup cette annexion, qui en la réunissant à la mère-patrie, la soumettait en réalité à une soldatesque brutale, à une administration tracassière.

Les mécontents ne tardèrent pas à trouver un chef dans la personne de François Rakoczy (1706-1711). Ce personnage apportait à leur cause tout un héritage de traditions héroïques et de rancunes héréditaires. Sa mère était la fille de ce comte Zrinyi qui avait péri sur l'échafaud, la veuve de François Rakoczy et de Tœkœli; son père, François Rakoczy, avait pris part au complot des trois comtes, et, plus heureux que ses complices, il avait échappé à l'échafaud.

A l'âge de douze ans, François Rakoczy avait été emmené à Vienne, élevé dans la religion catholique et destiné à l'état ecclésiastique; cependant il obtint la permission de retourner en Hongrie et de voyager; tout jeune encore il épousa une princesse de Hesse-Rheinsfeld, dont le courage viril s'harmonisait bien avec son tempérament aventureux. A une grande vigueur corporelle, Rakoczy joignait une rare énergie morale et une ambition peu commune. Sa première conspiration ne réussit pas; il fut saisi et jeté dans la prison de Neustadt; il trouva moyen de s'enfuir et se réfugia en Pologne. Là, tandis que l'empereur confisquait ses biens et mettait sa tête à prix, il s'aboucha avec l'ambassade française qui lui accorda quelques subsides. En 1703, il rentra en Hongrie.

Une révolte de paysans venait d'éclater dans les environs de Munkacz. L'irritation était grande dans le royaume: les tentatives de la cour de Vienne pour anéantir les libertés hongroises se renouvelaient sans cesse. Récemment encore, l'empereur Léopold avait appelé auprès de lui une

réunion de magnats et de prélats pour lui proposer de supprimer une partie de la noblesse hongroise, cette petite noblesse qui joue un rôle si actif dans la vie publique des comitats. D'autre part, certaines clauses du traité de Karlovci qui interdisaient le retour dans le royaume aux Hongrois passés en Turquie lors des précédentes révoltes, avaient blessé un grand nombre de familles. L'insurrection de 1703 n'était pas un simple mouvement de *Kurucz*; des représentants des plus grandes familles, des catholiques même se joignaient aux paysans révoltés. Au début de l'année 1704, l'insurrection avait gagné la Transylvanie, franchi le Vah et poussé des pointes hardies jusqu'aux environs de Vienne. A ce moment même commençait la guerre de la succession d'Espagne : les Bavarois, alliés des Français, envahissaient l'Autriche; le prince Eugène était occupé contre les armées de Louis XIV. Le roi de France correspondait avec Rakoczy, l'appelait « mon cousin, » et lui envoyait des officiers français.

Malgré quelques échecs militaires, Rakoczy avait organisé un gouvernement; une Diète réunie à Szeczeny l'avait nommé chef de la nation hongroise; une autre, à Maros-Vasarhely, l'avait proclamé voïevode de Transylvanie. De fait il commandait à la plus grande partie du royaume de Saint Étienne. Il eût volontiers traité avec l'empereur à condition de garder seulement la Transylvanie. Mais l'exaspération des Hongrois était telle qu'ils se résolurent de rompre définitivement avec la dynastie. A la Diète d'Onod (sur la rivière Sajo, dans le comitat de Borsod), trente et un comitats confédérés — le royaume en comptait alors cinquante-deux — proclamèrent la déchéance de Joseph Ier, comme roi de Hongrie, mais ils n'osèrent pas offrir la couronne à Rakoczy : à l'instigation de Louis XIV, ils l'offrirent à l'électeur de Bavière qui refusa. Un temps précieux fut perdu en négociations. Heister, le général des impériaux, battit les insurgés à Trencsin (août 1708), et leur reprit une partie de la Hongrie; Stahrenberg, Sickingen poursuivirent ces succès; Louis XIV épuisé par ses défaites, suspendit ses subsides; Rakoczy, incapable de

continuer la lutte, quitta le pays et se réfugia en Pologne. La Diète accepta le traité de Szathmar qui stipulait une amnistie générale et le rétablissement des libertés hongroises (1711). Plus tard, Rakoczy se rendit à Paris et visita avec plusieurs de ses compagnons d'armes cette cour de France qui l'avait naguère traité en souverain. Cette circonstance a fait beaucoup pour la popularité de son nom ; on voit constamment dans les mémoires et les documents contemporains le nom des seigneurs magyars figurer dans les fêtes de la cour : on portait des vestes à la hongroise et des bottes à la transylvaine. « Il n'y a pas ici de bonne société sans le prince Rakoczy, écrit une femme de lettres du temps. » Saint-Simon s'occupe souvent dans ses *Mémoires* du célèbre Transylvain. Le gouvernement autrichien finit par s'inquiéter du séjour de Rakoczy à Paris; il se rendit alors en Turquie ; la Porte ottomane, conformément aux stipulations du traité de Požarevac (Passarowitz), lui assigna pour résidence le château de Rodosto près de la mer de Marmara. Dans sa retraite, il ne renonça pas complétement à ses rêves d'ambition : il essaya à diverses reprises d'intéresser la France et la Sublime-Porte à sa cause ; mais il n'y réussit pas. Pour charmer ses loisirs il écrivit ses *Mémoires sur les Révolutions de Hongrie* qui furent publiés à la Haye en 1732. Les rapports de la France avec les révoltés de Hongrie ou les princes transylvains ont donné lieu à toute une littérature; c'est surtout dans des ouvrages écrits en notre langue que les historiens hongrois étudient cette période de leur histoire. On sait que le nom de Rakoczy est resté attaché à une marche célèbre. On ignore qui en est l'auteur; ce qu'il y a de certain, c'est qu'elle était jouée souvent dans ses armées et qu'elle est devenue pour les Magyars un chant national, la Marseillaise des révolutions. Toutes les fois que les libertés hongroises ont été étouffées, le gouvernement autrichien l'a rigoureusement interdite. Elle a été orchestrée dans notre siècle par Berlioz et par Liszt.

La Hongrie réconciliée; traité de Passarowitz (1718).

La paix de Szathmar réconcilia définitivement la Hongrie avec la maison d'Autriche ; c'est Joseph Ier qui eut l'honneur d'accomplir cette grande œuvre. Après avoir été proclamé en 1707 indigne de régner sur la Hongrie, il rétablit en 1711 sa dynastie d'une façon définitive dans ce pays. Ce prince, qui mourut à trente-trois ans, était d'un caractère doux et tolérant qui lui aurait sans doute assuré définitivement l'affection de ses sujets réconciliés. Son successeur, Charles VI, (en Hongrie Charles III, 1711-1740), resserra encore les liens qui unissaient la nation magyare à la dynastie, et s'appliqua à faire ressortir et à développer les résultats du traité de Szathmar. Après son couronnement, il reconnut par une loi spéciale le droit des Hongrois à élire leur roi au cas où la ligne masculine viendrait à s'éteindre dans la maison d'Autriche. Cette concession faite à l'orgueil des Magyars, il comptait bien la reprendre, comme le prouva la Pragmatique sanction. Les premières années du règne de ce prince furent consacrées à rétablir l'ordre dans le pays. Les mauvaises traditions ne furent pas toutes abandonnées; l'amnistie était limitée dans ses applications; l'intolérance religieuse continua à fleurir avec moins de brutalité dans les formes, mais autant d'opiniâtreté : elle atteignait également les protestants hongrois ou les orthodoxes serbes des nouvelles colonies. Mais la cour de Vienne n'était pas seule coupable de ces excès regrettables ; la plupart des Magyars catholiques s'y associaient; ainsi le voulait l'esprit du temps. Le règne de Charles III vit l'expulsion définitive des Ottomans; en 1716, le grand vizir du sultan Achmed III passa la Save et marcha sur la ville de Petervarad. Le prince Eugène l'attendait et lui infligea une défaite qui eut un grand retentissement dans toute la chrétienté. Jean-Baptiste Rousseau la célébra dans une de ses odes les moins mauvaises. Les Hongrois avaient joué un rôle glorieux dans

cette bataille qui coûta la vie au grand vizir et fit tomber aux mains du vainqueur la ville de Temesvar et les dernières possessions des Turcs en Hongrie.

Le prince Eugène poursuivant ses avantages s'avança jusque sous les murs de Belgrade et fit capituler la redoutable cité. Le souvenir de cet exploit, conservé par une chanson de soldat, est encore aujourd'hui populaire dans l'armée autrichienne. « Le prince Eugène, le vaillant chevalier, il a voulu reconquérir pour l'armée la ville et la forteresse de Belgrade. Le prince Eugène, à l'aile droite, il s'est battu comme un lion. » On montra longtemps à Belgrade les ruines du palais que le vainqueur habitait dans cette ville. La perte de cette forteresse fut pour la puissance des Turcs un coup fatal. La Porte consentit à signer le traité de Požarevac (Passarowitz, dans la principauté actuelle de Serbie). Elle abandonnait entièrement la rive droite du Danube; elle laissait à Charles VI Belgrade, une partie de la Serbie et de la Valachie. Ces conquêtes livraient à l'Autriche les clefs de l'Orient ottoman. Elle pouvait désormais en poursuivant ses succès de ce côté, annexer peu à peu, en les rendant à la liberté et à la civilisation, les populations serbes ou roumaines, qu'elle amorçait en quelque sorte par l'intermédiaire des sujets de ces nationalités déjà englobés dans la couronne de Hongrie. Mais, pour accomplir cette tâche grandiose, il aurait fallu que le souverain de la Hongrie pût y consacrer ses forces tout entières. Les princes autrichiens préférèrent poursuivre de lointaines acquisitions en Allemagne et en Italie. D'ailleurs, Charles VI songea moins à agrandir la Hongrie qu'à en assurer l'héritage à sa fille Marie-Thérèse. Nous avons vu ailleurs comment la Pragmatique sanction fut reconnue successivement par les Diètes de Croatie, de Transylvanie et de Hongrie.

Les colons serbes, les frontières militaires; traité de Belgrade (1739).

La Hongrie, réconciliée avec la maison de Habsbourg, montra du reste assez peu d'esprit politique. En 1723, la Diète réduisit les colons serbes, qui etaient naguère venus avec Arsène Tsernoïevitch, à l'état de serfs de la glèbe: non-seulement ils ne pouvaient plus retourner dans leur pays, ainsi que Léopold le leur avait promis naguère, mais ils ne pouvaient se déplacer, dans l'intérieur même du royaume. On voit alors se produire les premiers symptômes de cet esprit exclusif, intolérant pour les autres nationalités, qui a plus d'une fois caractérisé la politique magyare. A ce moment, l'intolérance s'exerce plutôt en matière de religion que contre les nationalités. Les protestants magyars, les orthodoxes serbes sont persécutés par des compatriotes fanatiques; l'empereur, peu suspect de libéralisme, est obligé d'intervenir en leur faveur.

« Ainsi, dit M. Sayous, commençait à se dessiner la politique moderne des Habsbourgs, sincère dans cette occasion, plus sincère à diverses époques que n'en veulent convenir les historiens magyars, mais, bien des fois aussi, suspecte de perfidie ou de dissimulation. Elle consistait à se montrer plus libérale que les constitutionnels, plus ouverte au progrès que les Assemblées, plus généreuse envers les minorités religieuses ou nationales que le peuple de Verbœczy. Plusieurs fois, elle présenta des lois de réformes qu'elle savait fort bien ne devoir pas être acceptées; plusieurs fois, elle prit toutes ses mesures pour que l'amour-propre magyar, blessé de la façon dont ces lois étaient rédigées par des étrangers, se compromît aux yeux de l'Europe en refusant de les admettre. Lorsqu'au contraire l'esprit de réforme dominait dans le pays et dans les Assemblées, alors la cour de Vienne s'effrayait ou affectait de s'effrayer de ces innovations; très-rarement elle les repous-

sait en face; elle en remettait l'accomplissement à une époque plus favorable, laquelle n'arrivait pas. »

Charles VI récompensa d'ailleurs les Hongrois de leur bonne volonté à voter la Pragmatique par des concessions d'une certaine importance; il s'engageait à convoquer la Diète au moins une fois tous les trois ans, à résider dans le pays lorsque les circonstances le lui permettraient, à traiter personnellement les affaires avec un conseil de lieutenance présidé par le Palatin; il fit du port de Rieka (Fiume) un port franc.

Une œuvre importante de son règne fut l'organisation définitive de la frontière militaire. Elle fut étendue des rives de la Save à celles de la Tisza et de la Maros. Cette institution n'a pas été l'œuvre d'un seul homme ni d'un seul jour : en présence de la menace perpétuelle d'une invasion ottomane, plusieurs prédécesseurs de Charles VI avaient senti le besoin de créer au sein du royaume un corps spécial destiné à la défense des frontières; d'autre part, les immigrations des Serbes fuyant l'oppression ottomane fournissaient les éléments de troupes excellentes. Ainsi, après la chute de Chabats et de Belgrade, Louis II (1522) avait, avec la permission de la Diète, confié la défense de la frontière croate à des troupes allemandes qui y restèrent : ces troupes avaient leur centre à Varaždin; vers la même époque arrivèrent de Turquie les Uscoques (Uskoci), c'est-à-dire les Slaves réfugiés, qui reçurent des territoires spéciaux avec la charge de les défendre. En 1575 fut institué un généralat des frontières slaves et croates. Vu les malheurs du temps, les commandants de ces régions se trouvèrent indépendants du pouvoir civil de la Diète de Croatie. Les troupes étaient uniquement composées de soldats allemands et slaves : elles reçurent différents privilèges, furent dispensées de tout impôt et s'accrurent par des colonisations successives. Au moment de la paix de Karlowitz, on comptait déjà trois généralats, celui de Karlovac, de Varaždin et celui du Banat. La Diète hongroise n'intervint guère dans ces affaires purement militaires où les sujets magyars n'étaient pas directement intéressés. Après le traité de Karlowitz on s'ap-

pliqua à développer le système de la frontière dans les pays récemment reconquis sur les rives de la Save, en Slavonie, le long de la Tisza (Theiss) et de la Maros. Ces nouvelles frontières dépendirent directement du Conseil et de la Chambre de l'empereur; enfin, quand le Banat eut été reconquis en 1724, on établit dans ces régions les réfugiés serbes et roumains. Le commandement de ces frontières était généralement confié à des officiers allemands et dépendait de Vienne. Au moment où les Magyars réduisaient en servage les Serbes du royaume, ceux de la frontière devaient évidemment préférer le régime impérial qui donnait satisfaction à leurs instincts guerriers et à leur haine contre les Turcs. Les Magyars, eux, ne pouvaient voir qu'avec méfiance cette nouvelle institution : les pays englobés dans la frontière étaient réellement détachés du royaume : d'autre part, les milices soustraites à l'influence hongroise étaient un instrument docile aux mains des Habsbourgs : après avoir servi contre les Turcs, elles pouvaient devenir le plus sûr appui du despotisme viennois le jour où l'ennemi séculaire de la chrétienté ne serait plus à craindre. De là les défiances, les réclamations des Hongrois et des Croates. Malgré ces réclamations, l'institution des Confins a subsisté jusqu'à nos jours.

L'un des épisodes les plus remarquables du règne de Charles VI fut la révolte des paysans serbes et hongrois sous la direction d'un ancien soldat de Rakoczy, Pero Szegedinac. (1734). Réduits au servage de la glèbe, les Serbes voyaient leur condition empirer chaque jour; attaqués dans leur foi, opprimés dans leurs personnes, ils se soulevèrent; des Hongrois protestants, des partisans de Rakoczy se joignirent à eux : défaits par les troupes régulières, ils furent cruellement punis ; leurs chefs périrent dans les supplices. Le ressentiment que les Serbes gardèrent de ce sanglant épisode décida quelques années plus tard un certain nombre d'entre eux à s'établir en Russie.

La campagne de 1737-1739 contre les Turcs termina le règne de Charles VI moins glorieusement qu'il n'avait commencé : l'alliance que ce prince avait conclue avec la

Russie l'obligea d'entreprendre une guerre à laquelle les derniers triomphes semblaient promettre un succès assuré; le commandement de l'armée impériale était confié au prince François de Lorraine qui avait récemment épousé Marie-Thérèse. Les impériaux, mal conduits par des chefs imprudents et désunis, parmi lesquels on ne voit d'ailleurs figurer aucun Hongrois, essayèrent d'envahir la Bosnie et la Valachie. Battus ou surpris à Banjaluka, à Nich, à Viddin, ils se replièrent sur la Transylvanie. Les Turcs s'emparèrent d'Orsova (27 mai 1738). Belgrade, la seule place qui restât à l'empereur sur la rive droite de la Save, se trouvait hors d'état de soutenir un siége; il fallut se résigner à traiter. Par le traité de Belgrade, la Porte rentra en possession de la Serbie tout entière. Les impériaux conservaient le Banat de la Temes; mais ils devaient démanteler les places de Mehadia, Uj Palanka, Kubin et Pantchevo. Un instant la Porte avait eu l'idée de proclamer prince de Transylvanie le jeune Joseph Rakoczy, fils du dernier héros de cette province, mais ce prétendant mourut en 1738. Son frère François alla vivre dans le royaume de Naples sous le nom de marquis de Sainte-Elisabeth et ne laissa point d'enfants; avec lui s'éteignit le nom de cette famille qui avait joué un si grand rôle dans les destinées de la Hongrie.

CHAPITRE XX.

MARIE-THÉRÈSE (1740-1780).

Guerre de la succession d'Autriche ; perte de la Silésie ; traité d'Aix-la-Chapelle (1748). — Kaunitz, l'alliance française, la guerre de Sept ans (1756-1763). — Partage de la Pologne ; acquisition de la Galicie (1772). — Acquisition de la Bukovine (1775), guerre de la succession de Bavière (1779).

Guerre de la succession d'Autriche ; perte de la Silésie ; traité d'Aix-la-Chapelle (1748).

L'héritière de Charles VI, l'archiduchesse Marie-Thérèse, avait épousé le duc François Étienne de Lorraine. Depuis le siècle précédent, les princes de cette maison étaient alliés à la maison d'Autriche. Le duc Charles V avait épousé la sœur de Léopold Ier et avait commandé ses armées. C'est l'un des héros des guerres contre les Ottomans. Son petit-fils, François Étienne, avait été élevé à la cour de Vienne et fiancé de bonne heure à la jeune princesse héritière. Son frère cadet épousa également Marie-Anne, sœur cadette de Marie-Thérèse. Par le traité de Vienne, il avait dû abandonner la Lorraine à Stanislas Leszczynski, et obtenu en échange le grand duché de Toscane, devenu vacant par la mort du dernier des Médicis. La Toscane ne fut pas annexée aux états de la maison régnante d'Autriche ; elle forma une secondo-géniture ; à la

mort de François-Étienne elle passa, non pas à son fils aîné, Joseph II, mais au cadet Léopold.

Marie-Thérèse est la première femme qui ait régné sur l'ensemble des états autrichiens; elle n'avait point comme ses prédécesseurs le prestige de cette couronne impériale qui semblait héréditaire dans la maison d'Autriche. Comme reine de Bohême, elle avait une voix dans le corps électoral. Elle s'associa son époux en qualité de co-régent, sans toutefois lui laisser une grande part du pouvoir; l'esprit impérieux et actif de la jeune princesse n'eût guère admis de partage. François Étienne ne fut au début que le mari de la reine. L'occasion semblait favorable pour les voisins ou les ennemis de la maison d'Autriche; personne ne croyait à la solidité de l'État autrichien, tel que Charles VI croyait l'avoir créé par la Pragmatique sanction. Rien ne semblait plus aisé que de le démembrer. En France, le maréchal de Belle-Isle imaginait un plan de partage qui adjugeait les Pays-Bas à la France, la Bohême et la couronne impériale à la Bavière, la Silésie à la Prusse, la Toscane, Parme et les possessions lombardes à l'Espagne et à la Sardaigne. Une seule chose embarrassait le maréchal. C'était de savoir « ce qu'il ferait de la Moravie ». Marie-Thérèse devrait s'estimer heureuse de garder la Hongrie et le groupe autrichien.

Aucun état n'était plus facile à disloquer que cet ensemble polyglotte, n'ayant d'autre lien que la personne commune d'un même souverain et l'adhésion plus ou moins sincère des Diètes à la Pragmatique sanction. Un nouvel état s'était élevé dans le nord de l'Allemagne, qui avait fait de la conquête la loi même de son existence, et de la guerre son industrie nationale. La Prusse, érigée en royaume depuis le commencement du siècle, avait alors pour souverain un prince aussi entreprenant que peu scrupuleux, Frédéric II, qui eût mérité le surnom de grand si sa probité politique avait été à la hauteur de son génie. Il invoqua pour envahir la Silésie des droits aussi fondés que ceux en vertu desquels l'Autriche démembra plus tard la Pologne. La chancellerie viennoise eut beau les contester. Frédéric

eut pour lui la suprême raison des rois; l'occupation de Breslau, la victoire de Molvice (Molvitz) lui donnèrent gain de cause (1741). Il avait à son service une armée admirablement dressée et les finances que son prédécesseur avait soigneusement épargnées; le trésor autrichien était vide, l'armée, en fort mauvais état; le succès du roi de Prusse semblait prouver la faiblesse de l'édifice que Charles VI avait si laborieusement élevé.

Toutes les ambitions se déchaînèrent à la fois contre la jeune reine; le duc de Bavière, la France, l'Espagne, l'électeur Palatin, l'électeur de Cologne. Le duc de Bavière, Charles-Albert, marié à une cousine de Marie-Thérèse, réclamait une part d'héritage en sa qualité de descendant d'Anna, fille de Ferdinand Ier, qui avait épousé l'un de ses prédécesseurs Albert V. Le testament de Ferdinand Ier portait ceci : « Au cas où nos fils seraient morts sans héritiers mâles, nos filles auraient droit à une part d'héritage ». Du moment où les femmes étaient admises à succéder, la fille aînée de Ferdinand Ier et sa descendance devaient, au dire de Charles-Albert, primer toutes les héritières subséquentes. D'autre part, il réclamait l'Autriche en vertu de droits de la maison de Bavière antérieurs à l'année 1156. L'électeur de Saxe, Auguste III qui avait épousé la fille aînée de l'empereur Joseph Ier, faisait valoir les prétentions qu'il tenait d'elle, et, au besoin, d'une parenté lointaine avec la maison de Babenberg. Les autres puissances, sans alléguer d'autre droit que celui du plus fort, voulaient tout simplement démembrer l'Autriche pour s'agrandir à ses dépens. Marie-Thérèse essaya d'abord de négocier : elle offrait à Louis XV le duché de Luxembourg s'il pouvait obtenir que l'Espagne se contentât des Pays-Bas et l'électeur de Bavière, d'une partie de l'Autriche antérieure; mais ces tentatives de négociations ne réussirent pas et il fallut recourir à la fortune des armes.

Une alliance fut conclue entre l'Espagne, la France et la Bavière. Il est aujourd'hui démontré que le traité de Nymphenbourg, sous la forme où il nous a été transmis est apocryphe. Mais un fait indiscutable, c'est que la France

mit ses troupes à la disposition de l'électeur de Bavière.

Charles-Albert, soutenu par une armée française, s'empara de Linz et pénétra en Bohême; pour la première fois, les Français foulèrent le sol du royaume de Saint Vacslav, tandis que Frédéric occupait la Silésie et que les Espagnols attaquaient l'Italie. Le concours des Hongrois et les subsides de l'Angleterre sauvèrent Marie-Thérèse. On verra plus loin ce qu'il faut penser du fameux « *moriamur pro rege nostro* ». L'électeur de Bavière avait été nommé empereur, après un interrègne de deux ans (24 janvier 1742); ainsi la couronne impériale semblait devoir échapper à la maison de Habsbourg-Lorraine; c'était d'ailleurs une faible institution qu'un empire aussi divisé contre lui-même. L'Angleterre paralysa les efforts de l'Espagne en Italie, et obtint que Frédéric II signât après la victoire de Chotusice (près de Caslav) les préliminaires de Breslau (11 juin) et la paix de Berlin. Marie-Thérèse cédait à son heureux rival la haute et basse Silésie, le comté bohémien de Glatz (Kladsko), la seigneurie de Kostcher en Moravie, en tout plus de six cent cinquante milles carrés. Elle ne gardait de la Silésie que la principauté de Těšin (Teschen) et quelques parties de celles d'Opava (Troppau), Jægerndorf et Neisse (1742).

C'était là une perte considérable; la Silésie conquise par Frédéric II rapprochait la Prusse des frontières de Bohême; désormais Breslau peut renoncer à son antique nom de Vratislav et devient une ville complétement allemande. La province, convertie presque toute entière au protestantisme, regretta peu la domination autrichienne. La Saxe, qui avait espéré s'annexer la Silésie et une partie de la Moravie, se détacha de la ligue et conclut en 1743 une alliance avec Marie-Thérèse (26 décembre 1743).

Un instant la fortune des armes sembla tourner du côté de l'Autriche. Les pandours, ou soldats slaves, de la frontière militaire, sous le commandement de Menzel et de Trenck firent merveilles. Les Français évacuent la Bohême (décembre 1742), et l'empereur Charles VII voit les troupes autrichiennes pénétrer sur le territoire de son élec-

torat de Bavière qui est occupé. Il s'était fait couronner à Prague La reine de Bohême et de Hongrie reçoit à son tour l'hommage de la Bavière et établit un lieutenant royal à Munich. La France et la Bavière proposent la paix qui est refusée. La France attaque l'Autriche dans les Pays-Bas; Frédéric II recommence la guerre (juillet 1744), pénétre en Bohême, s'empare de Prague, bat les Autrichiens et les Saxons à Hohenfriedberg (4 juin 1745), à Zarov (Sorr), près de Trutnov, à Kesseldorf (décembre 1745).

L'Autriche a maintenant avec elle la Saxe, l'Angleterre et la Hollande; néanmoins ses armes ne sont pas heureuses. Charles VII rentre en Bavière pour y mourir. Son fils signe le traité de Füssen et reconnaît la Pragmatique sanction (1745). La dignité impériale rentre dans la maison d'Autriche par l'élection de François de Lorraine, époux de Marie-Thérèse. La médiation de l'Angleterre fait conclure entre la Prusse, l'Autriche et la Saxe le traité de Dresde. La Prusse reconnaît la dignité impériale de François Ier; les deux États de Prusse et d'Autriche se garantissent mutuellement leurs possessions. Nous ne suivrons pas ici les phases de la guerre jusque dans les Pays-Bas et en Italie[1]. On sait que, malgré l'appui des Anglais et même des Russes qui envoyèrent des troupes jusqu'au Rhin, les armées de Marie-Thérèse furent généralement battues. Le traité d'Aix-la-Chapelle termina cette série de campagnes plus avantageusement que l'impératrice-reine n'aurait pu l'espérer. Elle cédait à la Sardaigne le Haut-Novarais et Vigevano, à don Philippe d'Espagne, Parme, Plaisance et Guastalla. Mais, sauf la perte de la Silésie, l'ensemble des Etats autrichiens restait intact et la Pragmatique sanction entrait définitivement dans le droit public européen (1748).

[1] Victoires des Français à Fontenoy (1745), à Raucoux, à Lawfeld; insurrection de Gênes, etc. Voir Zeller, Histoire d'Italie, et Duruy, Histoire de France.

Kaunitz, l'alliance française, la guerre de Sept ans. (1756-1763).

La guerre de la succession d'Autriche avait apporté au système général de l'Europe de profondes modifications ; la Prusse s'était révélée comme l'adversaire avide et impitoyable de la maison de Habsbourg-Lorraine; l'acquisition de la Silésie donnait à Frédéric II une forte position sur la frontière même de la Bohême. La Russie avait commencé à intervenir dans les affaires de l'Europe, et son alliance pesait désormais d'un grand poids dans les luttes qui ne manqueraient pas d'éclater entre Vienne et Berlin.

Depuis 1746, il existait entre l'Autriche et la Russie un traité d'alliance défensive par lequel les deux puissances se promettaient mutuellement une armée de soixante mille hommes pour le cas où Frédéric II attaquerait la Pologne, l'Autriche ou la Russie. Mais l'Autriche n'était pas sûre de garder ses possessions d'Espagne ou d'Italie tant qu'elle aurait la France pour ennemie. En 1753, Marie-Thérèse appela aux affaires un homme éminent, le comte de Kounic, connu sous le nom de Kaunitz, qui réussit à éteindre l'antique rivalité des maisons de Bourbon et de Habsbourg et à amener un rapprochement définitif entre les deux cours de Vienne et de Versailles. Kaunitz, originaire d'une vieille famille de Bohême, était né à Vienne en 1711. Il avait été destiné d'abord à l'état ecclésiastique ; la mort de son frère aîné l'avait rejeté dans le monde. Il avait fréquenté les Universités de Vienne, de Leipzig et de Leyde, voyagé en Hollande, en Angleterre, en France, en Italie. Il avait épousé une Stahrenberg, descendante du chef qui avait défendu Vienne, et était entré jeune encore (1737) au service de l'État. Il fit sous Charles VI partie du conseil de l'empire : Marie-Thérèse, à son avènement, lui confia diverses missions diplomatiques, d'abord en Italie, plus tard à Bruxelles, enfin en Angleterre ; il y révéla de rares qualités. Il représenta l'Autriche à Aix-la-Chapelle ; enfin de 1751 à 1753, il fut

ambassadeur à Paris. Dès son retour à Vienne, il démontra éloquemment à sa souveraine la nécessité de l'alliance française. La France, pouvant porter ses troupes à la fois sur la Belgique, sur le Rhin, sur l'Italie, était, selon lui, l'allié le plus sérieux de l'Autriche. Malgré l'opposition de l'empereur et de la majorité du conseil, un rapprochement avec la France fut décidé. Kaunitz fut nommé chancellier et mis à la tête des affaires étrangères. Toute sa politique tendit désormais à reconcilier les deux cabinets. Il s'efforça avant tout d'isoler la Prusse ; le concours de l'Angleterre était assuré ; celui de la Russie et de la Saxe également. Les catholiques d'Allemagne inclinaient vers l'Autriche. Dans ces conditions, on pouvait espérer de reconquérir la Silésie. Malheureusement, un conflit colonial mit aux prises l'Angleterre et la France. La guerre devint inévitable entre les deux États. Kaunitz s'efforça d'abord de garder la neutralité; mais l'alliance française était évidemment beaucoup plus utile contre Frédéric II que celle de la Grande-Bretagne. L'Angleterre voyant le Hanovre menacé par la France se rapprocha de la Prusse. Ce rapprochement eut pour conséquence le traité de Versailles entre l'Autriche et la France (11 mai 1756)).

On a prétendu que Marie-Thérèse dans son désir de gagner l'amitié de Louis XV, était entrée en rapports directs avec madame de Pompadour et lui avait écrit un billet où elle la traitait de « chère amie et belle cousine. » La fière princesse n'a jamais tenu ce langage: « Vous vous trompez, écrivait-elle le 10 octobre 1763 à l'électrice de Saxe, si vous croyez que nous avons jamais eu des liaisons avec la Pompadour; jamais une lettre, ni que notre ministre ait passé par son intermédiaire; ils ont dû lui faire la cour, comme tous les autres, mais jamais aucune intimité. Cet intermédiaire ne m'aurait pas convenu. »

Le traité de Versailles ne stipulait dans ses clauses publiques qu'une alliance purement défensive; mais des articles secrets portaient que l'Autriche devait reconquérir la Silésie et les territoires perdus de l'Italie. Des aug-

mentations territoriales étaient également promises à la France. « Je n'ai jamais signé un traité d'aussi bon cœur, s'écria l'impératrice. » Par une convention ultérieure, la France mettait cent cinq mille hommes et douze millions de florins au service de l'Autriche (mai 1757).

Frédéric II, reprenant la tactique qui lui avait si bien réussi seize ans auparavant, envahit brusquement la Saxe, pénétra en Bohême après la bataille indécise de Lobosice, s'avança jusqu'à Prague (mai 1757); la défaite de Kolin (1757) l'obligea à évacuer le royaume de Bohême. Il avait cette fois trouvé dans le maréchal Daun un adversaire digne de lui. Pressé à l'ouest par les Français, à l'est par les Russes qui s'étaient emparés de la Prusse orientale, au sud par les Autrichiens qui rentraient en Silésie, Frédéric tint tête à tous ses ennemis.

La lutte entre les généraux prussiens et autrichiens présente une série alternée de triomphes et de revers. En 1757 les hussards hongrois poussèrent jusqu'à Berlin. Sans entrer dans des détails bien connus, rappelons seulement la victoire de Frédéric à Lissa (Leuthen, 5 décembre 1757) où il bat le duc de Lorraine, Daun et Nadasdy, ses défaites à Hochkirch (1758) à Kunersdorf (août) à Maxen (novembre 1759), à Landshut, ses victoires à Liegnitz (15 août 1760), et à Torgau (3 novembre 1760).

Tous ces efforts n'aboutirent à aucun résultat; à dater de 1760, la guerre fut mollement menée. La Silésie, objet de tant de convoitises, resta aux mains des Prussiens. La paix de Hubertsbourg (1763), conclue entre la Prusse, la Saxe et l'Autriche mit fin à la guerre de Sept ans et laissa les choses dans le *statu quo ante bellum.* Par une clause secrète, Frédéric II promettait sa voix à l'archiduc Joseph, pour la prochaine élection impériale.

La guerre de Sept ans fut une excellente école pour l'armée autrichienne et révéla chez elle des progrès sérieux. Parmi les généraux dont elle mit en lumière la bravoure et le talent, il faut citer avant tout Joseph Daun, qui avait organisé l'école des cadets de Vienne et qui rappelle la

sévère méthode de Montecuculli, le Livonien Loudon, qui après avoir vainement offert son épée au roi de Prusse, fournit au service de l'Autriche une carrière glorieuse et encore aujourd'hui légendaire, et les Irlandais Browne et Lascy. Les victoires de Kolin et de Hochkirch, de Kunersdorf, de Maxen montrèrent que l'Autriche comptait dès lors parmi les états militaires de l'Europe. Les grandes puissances se disputeront désormais son alliance.

Peu de temps après le traité de Huberstsbourg mourut l'empereur François Ier. Il n'avait pas eu moins de seize enfants de son mariage avec Marie-Thérèse; ils allièrent la maison d'Autriche avec la plupart des maisons régnantes de l'Europe. La princesse Marie-Christine avait épousé Albert de Saxe; Marie-Amélie, le duc Ferdinand de Parme, Marie-Caroline, Ferdinand roi des Deux-Siciles : l'archiduc Ferdinand épousa la princesse héritière de Modène. Ces unions ne pouvaient qu'augmenter l'intérêt que la maison d'Autriche avait toujours porté aux affaires d'Italie. Enfin le mariage de Maria-Antonia (Marie-Antoinette) avec le dauphin de France (1770) semblait devoir perpétuer entre les deux maisons de Bourbon et de Lorraine-Habsbourg, l'heureuse alliance que Kaunitz avait réussi à faire conclure. La correspondance de Marie-Thérèse avec la dauphine et avec M. de Mercy, ambassadeur près la cour de France nous a été conservée; elle montre quel intérêt l'impératrice attachait au maintien des relations les plus cordiales entre les deux pays. Cette correspondance fait d'ailleurs le plus grand honneur au caractère de Marie-Thérèse considérée comme souveraine ou comme mère de famille.

Après la mort de François Ier, son fils Joseph II fut élu empereur (1765). Sa mère l'associa au gouvernement des états autrichiens. Il ne joua pas un rôle plus actif que celui qu'avait joué son père. Toutefois la direction de l'armée lui fut confiée toute entière.

Partage de la Pologne; acquisition de la Galicie (1772).

L'impératrice-reine, malgré les revers que Frédéric II lui avait infligés, n'avait en somme qu'à se louer de la prospérité de ses états et de la splendeur de sa maison. L'occasion se présenta de réparer, par une acquisition nouvelle, la perte de la Silésie, et le gouvernement de Vienne ne la laissa point échapper. L'État autrichien confinait à la république de Pologne par les parties conservées de la Silésie et par le royaume de Hongrie. La décadence où la république était tombée depuis plusieurs années, en faisait une proie facile. Le déplorable système d'élection des souverains, pratiqué par une noblesse tumultueuse et anarchique, destinait fatalement le pays à tomber sous une domination étrangère; l'aristocratie polonaise avait disséminé ses colonies au loin dans des pays qu'elle avait négligé d'assimiler; la classe moyenne n'existait pas. Pour des voisins ambitieux, les prétextes d'intervenir ne manquaient point. Marie-Thérèse n'eût sans doute pas imaginé le démembrement de la Pologne, mais, du moment où la Prusse et la Russie se préparaient à conquérir ou à revendiquer tout ou partie du royaume, en vertu de droits réels ou imaginaires, l'impératrice se laissa aisément forcer la main par la raison d'état.

L'idée première du partage doit assurément être attribuée à Frédéric II, qui avait déjà essayé de s'entendre avec les cours de Pétersbourg et de Copenhague pour le démembrement de la Suède. En 1772, à l'occasion des succès de la Russie sur les Turcs, succès qui avaient appelé la médiation de l'Autriche, il proposait, d'offrir à la Russie un dédommagement en Pologne, pour sauver la Turquie; mais, pour maintenir l'équilibre, la Prusse et l'Autriche devaient également prendre quelques lambeaux de la république Catherine II fut facilement gagnée à cette combinaison Joseph II qui venait d'avoir avec le roi de Prusse deux entrevues à Neisse et à Neustadt,

se laissa gagner également; Marie-Thérèse fut d'abord troublée par des propositions qui répugnaient à son esprit dévot et loyal. Informée par son ministre à Berlin des résolutions qui se tramaient entre les cours de Prusse et de Russie, elle écrivait à ce sujet une note confidentielle où elle disait : « J'avoue qu'il m'en coûte de me décider sur une chose dont je ne suis nullement rassurée qu'elle est juste, si même elle était utile, mais je ne trouve pas même l'utile. Par quel droit dépouiller un innocent qu'on a toujours prôné vouloir défendre et soutenir? Pourquoi tous ces grands et coûteux préparatifs et tant de bruyantes menaces pour l'équilibre du Nord? La seule raison de convénience (*sic*) pour ne pas rester seule entre les autres puissances, sans tirer quelque avantage, ne me paraît pas suffire, ni même être un prétexte honorable pour se joindre à deux injustes usurpateurs, dans la vue de plus abîmer encore, sans aucun titre, un troisième. Je ne comprends pas la politique qui permet qu'en cas que deux se servent de leur supériorité pour opprimer un innocent, le troisième peut et doit, à titre de pure précaution pour l'avenir et de convénience pour le présent, imiter et faire la même injustice, ce qui me paraît insoutenable.... Que diront la France, l'Espagne, l'Angleterre, si tout un coup on se lie étroitement avec ceux auxquels nous avons tant voulu imposer et dont nous avons déclaré les procédés injustes? Ce serait un démenti formel de tout ce qui s'est fait pendant trente ans de mon règne. Tâchons plutôt de diminuer les prétentions des autres au lieu de penser à partager avec eux *dans des conditions si inégales*. Passons plutôt pour faibles que pour malhonnêtes. »

Dans une autre pièce sans date, Marie-Thérèse cherche à expliquer les raisons qui l'ont forcée à adhérer au partage : « L'intérêt de notre propre sûreté et celui de l'Europe entière, écrit-elle, ont exigé que nous prissions, quoiqu'à regret, le parti de chercher à contre-balancer le surcroît de force que la Russie et la Prusse acquéraient, en nous réservant à nous-mêmes une part de ce démembrement, *sur laquelle nous avons des droits incontes-*

tables. » On voit par ces dernières paroles que la raison d'état imposée à la reine a fini par venir à bout des scrupules de la chrétienne.

Le traité de partage fut signé le 25 juillet 1772. On a prétendu que Marie-Thérèse avait écrit de sa propre main les mots suivants au bas du rapport décidant l'adoption du traité « *Placet*, puisque tant d'hommes habiles et instruits le veulent de la sorte, mais longtemps après ma mort, on verra ce qui résultera d'avoir ainsi méprisé tout ce qui jusqu'à ce jour avait passé pour saint et juste. » Ces paroles, dont l'original n'a été retrouvé nulle part, paraissent apocryphes. Les sentiments réels de l'impératrice après le partage se trouvent dans les textes que nous avons cités et dans une lettre à Mercy, l'ambassadeur d'Autriche près la cour de France. Marie-Thérèse regrette à la fois de s'y être associée et d'en avoir trop peu profité. « Ils nous ont bien menés par le nez, écrit-elle au sujet de ses complices, *j'en suis inconsolable.* Si je pouvais me consoler, c'est que j'étais toujours contraire à cet inique partage, *si inégal*, et à nous lier avec ces deux monstres.... J'ai cédé, ne pouvant faire la guerre, mais bien contre ma conviction. Je souhaite que la monarchie ne s'en ressente encore après mon existence. »

Elle écrivait d'autre part à Kaunitz : « Quand tous mes pays étaient menacés, j'avais confiance en mon bon droit et en l'assistance de Dieu. Mais en cette affaire, où non-seulement le droit crie au Ciel contre nous, mais où aussi toute équité et le bon sens sont contre nous, il faut que je reconnaisse que de ma vie je n'ai été si angoissée. Quel exemple nous donnons au monde en prostituant notre honneur et notre réputation pour un morceau de Pologne ou de Moldavie et de Valachie. Je vois bien que je suis seule et non plus en vigueur; voilà pourquoi je laisse les choses aller leur chemin, mais non sans le plus grand chagrin. » Frédéric II a jugé avec son cynisme habituel les angoisses de Marie-Therèse. « Elle pleurait toujours et prenait toujours. » Elle-même a caractérisé la situation par ces mots qui ont au moins le mérite de la sincérité. « On

voulait agir à la prussienne et on voulait en même temps retenir les apparences de l'honnêteté. »

Les pressentiments de Marie-Thérèse se sont en partie réalisés. La possession de la Galicie a causé de nombreux embarras au gouvernement autrichien; à certains moments les Polonais sont devenus les plus loyaux sujets de feu l'empereur François-Joseph. Mais ils n'ont jamais désespéré de l'avenir.

Le partage une fois résolu, il avait fallu trouver quelque prétexte honnête pour l'accomplir. La reine de Hongrie et de Bohême invoqua les droits anciens fictifs ou réels que ces deux royaumes pouvaient avoir sur certaines portions du territoire de la République. On réclama d'abord, dès 1770, les treize villes du comté de Zips (Szepes) qui avaient été engagées en 1412 par Sigismond au roi de Pologne Wladislaw, et qui étaient restées en gage depuis trois cent cinquante-neuf ans. La prise de possession définitive n'eut lieu que le 5 novembre 1772, au nom de la reine de Hongrie, à qui les villes annexées prêtèrent hommage.

L'Autriche présenta le 11 septembre 1772 de nouvelles réclamations. «La Russie et la Prusse ayant résolu de faire valoir leurs anciennes prétentions sur certains pays du royaume de Pologne, » l'impératrice-reine fit occuper de nouveaux territoires. Un mémoire spécial expliquait les droits de la Hongrie sur la petite Russie et la Podolie, ceux de la Bohême sur les duchés d'Osviecim (Ausschwitz) et de Zator. L'Autriche acquit ainsi la Russie rouge, une partie de la Podolie, les Palatinats de Sandomir et de Cracovie, avec les riches mines de sel de Wieliczka et de Bochnia; le tout comprenait une étendue de quinze cents milles carrés et deux millions cinq cent mille habitants.

Les nouvelles possessions reçurent le titre officiel de royaume de Galicie et de Lodomérie. Le premier de ces noms rappelle celui de l'ancienne ville de Halitch, séjour des princes russes; le second, celui du prince Vladimir qui régnait au douzième siècle dans les pays petit-russiens. Le titre de roi de Galicie et de Lodomérie avait été déjà porté par les rois de Hongrie. Cependant Marie-Thérèse,

malgré l'honnêteté de ses intentions, se garda bien de rattacher les pays réannexés à la Hongrie ou à la Bohême dont elle craignait l'esprit indépendant. Elle en fit une possession immédiate de la couronne. La capitale du nouveau royaume fut établie dans la ville de Lemberg, que les Polonais appellent Lwow et les Petits Russiens Lviv. Dans le courant de l'année 1773, un rescrit royal organisa l'administration du pays, et le 29 décembre, les Etats, le clergé, la noblesse et les bourgeois, durent prêter serment à la dynastie autrichienne. L'administration fut confiée à des fonctionnaires allemands. En 1775, le pays fut divisé en dix huit cercles : dans chacun des chefs-lieux fut établie une école normale destinée à propager la langue allemande devenue celle de l'administration. Toutefois le latin resta celle des tribunaux .L'organisation des États fut calquée sur celle des royaumes de Bohême et de Hongrie. On verra plus loin quels conflits a fait naître dans la Galicie autrichienne la rivalité des deux éléments polonais et petit-russe autrement dit ukranien. Joseph II, qui avait pris au démembrement de la Pologne beaucoup plus d'intérêt que sa mère et qui certainement n'avait pas eu les mêmes scrupules, s'empressa de visiter dès 1778 les nouvelles provinces, sans doute pour y étudier les résultats du système germanisateur qu'il comptait appliquer à ses autres états.

Acquisition de la Bukovine (1775); guerre de la succession de Bavière (1779).

Une autre acquisition, moins importante que celle de la Galicie, fut celle de la Bukovine. Elle fut la conséquence de la guerre qui durait depuis plusieurs années entre la Russie et la Turquie. Depuis le traité de Belgrade, la Turquie et l'Autriche avaient vécu en paix. La campagne des Russes contre les Ottomans devait nécessairement solliciter l'attention du cabinet autrichien. La Russie s'était emparée de la Crimée : elle s'approchait du Danube; Marie-

Thérèse, inquiète, rassembla une armée en Hongrie et tenta, dès l'année 1772, d'imposer sa médiation. En 1774, la Porte consentit au traité de Koutchouk Kaïnardji, qui légitimait les conquêtes russes et laissait à la Porte la Moldavie et la Valachie. L'Autriche profita de ces circonstances pour occuper militairement quelques parties de la Moldavie. Les raisons données à la Porte pour justifier cette occupation soudaine n'étaient guère meilleures que celles par lesquelles on avait prétendu autoriser le partage de la Pologne; les territoires envahis étaient nécessaires à l'Autriche pour faire communiquer entre elles la Galicie et la Transylvanie, pour empêcher les désertions des soldats; enfin, une partie de la Moldavie avait jadis appartenu à la Podolie, désormais possession autrichienne. La Turquie protesta ; la Russie et la Prusse demandèrent des explications. La Turquie, sans alliés, dut céder, et le 7 mai 1775, le traité de cession fut conclu. Le territoire cédé comprenait environ cent quatre-vingt-neuf milles carrés, quatre bourgs et une soixantaine de villages; mais il était fort important au point de vue stratégique. Le hospodar de Moldavie, Ghika, dont la principauté se trouvait démembrée par cette cession essaya d'empêcher les habitants de prêter serment de fidélité. La Porte le fit saisir et décapiter. Les Roumains vénèrent encore aujourd'hui sa mémoire comme celle d'un martyr de l'indépendance. La population de la Bukovine est composée pour la plus grande partie de Petits Russiens et de Roumains. Le gouvernement autrichien en 1875, a célébré le centenaire de l'annexion en fondant à Czernowitz une Université allemande destinée à répandre la germanisation dans ces contrées.

Ainsi Marie-Thérèse et son fils pratiquaient à leur tour le système d'arrondissement que Frédéric avait mis à la mode par la conquête de la Silésie. Joseph II avait en ces matières les mêmes principes que le roi de Prusse. En 1779, l'électeur de Bavière, Maximilien Joseph, le dernier des Wittelsbach, vint à mourir. Joseph II fit valoir de son chef, comme empereur, du chef de sa mère,

comme souveraine d'Autriche et de Bohême, des revendications plus ou moins contestables. Il se montrait décidé à les soutenir au besoin par les armes. L'héritier légitime, l'électeur palatin Charles Théodore, fut tellement effrayé par les menaces de l'Autriche qu'il consentit à un traité qui lui abandonnait près de la moitié de la Bavière.

Frédéric II, qui redoutait tous les agrandissements de l'Autriche, prit les armes et entra dans la Bohême. Cette guerre, mollement menée, n'eut aucune importance militaire. Ce ne fut qu'une longue série de patrouilles, de manœuvres et de reconnaissances. Les Autrichiens l'appelaient Schwestkenrummel (l'échauffourée des prunes), les Allemands Kartoffelkrieg (la guerre des pommes de terre). « Chienne de guerre politique », maugréait le vieux Loudon, habitué aux luttes héroïques. La médiation de la France et de la Russie amena le traité de Těšin (Teschen) qui réduisit singulièrement les prétentions autrichiennes (1779). Marie-Thérèse ne garda qu'une petite partie de la Bavière, le *quartier de l'Inn* (Innviertel) situé entre les pays de Salzbourg et de Passau, sur le bas Inn, et la Salza. Braunau sur l'Inn était la ville principale de ce district, dont l'étendue était d'environ trente-huit milles carrés. Deux hommes d'État, depuis fort célèbres, Thugut et Cobenzel, avaient préparé et conclu le traité de Těšin qui fut le dernier acte diplomatique du règne de Marie-Thérèse. Elle mourut peu de temps après (29 novembre 1780). L'ensemble des États autrichiens, en comptant les Pays-Bas et les possessions italiennes, comprenait alors onze mille quatre-vingt-quinze milles carrés (six cent mille kilomètres carrés).

CHAPITRE XXI

LA BOHÊME, LA HONGRIE ET L'AUTRICHE SOUS MARIE-THÉRÈSE.

La Bohême. — La Hongrie, la légende du « *moriamur pro rege.* » — La question des paysans; les frontières militaires. — Réformes dans l'administration et dans l'enseignement. — Les finances, le commerce, l'armée.

La Bohême.

Sous le règne de Marie-Thérèse, la Bohême, déjà si cruellement éprouvée, devint encore une fois le champ de bataille des convoitises liguées contre la maison d'Autriche. En 1741, l'électeur de Bavière pénétra à Prague et convoqua les États: il réunit environ quatre cents nobles ou chevaliers dont les domaines étaient occupés par son armée et se fit prêter serment dans la cathédrale de Saint-Vit. L'archevêque de Prague, Maurice, prince de Manderscheid, officia en personne dans cette circonstance (décembre 1741); tant était faible le lien qui rattachait le royaume à la maison d'Autriche! Les Tchèques n'avaient aucune raison d'être attachés à la dynastie et il ne leur importait guère de changer de maître. Seuls, les hauts digni-

taires du royaume avaient abandonné la capitale pour rester fidèles à la reine. Charles de Bavière institua un gouvernement provisoire dont le président fut Philippe Krakovsky de Kolovrat; il établit un chancelier de la couronne de Bohême à Munich, convoqua une diète pour se faire accorder des secours de guerre et retourna en Allemagne. Ce fut lui qui, en sa qualité de roi de Bohême, céda à Frédéric le comté de Glatz (Kladsko); Marie-Thérèse dut ratifier cette cession. Plus tard, la Bohême fut envahie par les Français que commandait le maréchal de Belle-Isle, et Prague occupée par eux. On sait comment le colonel Chevert se distingua dans cette campagne. Marie-Thérèse n'entra à Prague qu'en avril 1743 et se fit couronner par l'évêque d'Olomouc. Pour éviter que la couronne de Bohême fût désormais posée sur la tête d'un étranger, et pour effacer de plus en plus la tradition historique, elle la fit transporter à Vienne. La cession de la Silésie priva le royaume de Saint Vacslav d'un tiers de ses domaines. Les États du royaume durent la ratifier. La reine jugea à propos de les faire intervenir pour dégager sa responsabilité et les remercia du concours qu'ils lui avaient prêté. La Bohême mutilée eut à s'imposer encore d'autres sacrifices; la diète renonça au contrôle qu'elle exerçait sur l'administration et l'entretien de l'armée; le royaume dut porter ses appels à Vienne; la chancellerie bohême fut fondue dans une chancellerie suprême de la cour : la Bohême fut soumise à la même législation criminelle que les pays autrichiens. Un archevêché fut créé à Olomouc; la Moravie fut ainsi soustraite à la juridiction spirituelle du siége de Prague. Enfin la langue allemande fut introduite dans toutes les écoles et dans tous les bureaux, comme le seul idiome officiel de l'administration et de l'enseignement. C'étaient là de rudes coups portés à la nationalité tchèque. Un recensement fait sous le règne de Marie-Thérèse comptait dans le royaume douze cent mille individus du sexe masculin, soit une population d'environ deux millions et demi d'habitants. Au lendemain de la guerre de Trente Ans, il n'en avait plus que huit cent mille.

Un seul acte du règne de Marie-Thérèse lui a valu en Bohême une certaine popularité; c'est sa patente sur la corvée (1773). Elle fut mal comprise par les paysans; ils s'imaginèrent que la reine les avait affranchis de toute redevance et que ses agents leur cachaient la vérité. Ils marchèrent en bandes sur Prague pour aller y chercher le texte authentique du document royal, brûlant et pillant les châteaux sur leur passage. Il fallut une armée pour les réduire et le général Wallis eut grand'peine à protéger la capitale. Après la perte de la Silésie, Marie-Thérèse fit construire les deux forteresses de Terezin (Theresienstadt) et Josefov (Josephstadt) pour protéger le pays contre les invasions prussiennes.

La Hongrie, la légende du « moriamur pro rege ».

« On a vu la maison d'Autriche opprimer sans relâche la noblesse hongroise. Elle ignorait de quel prix elle lui serait un jour. Elle cherchait chez ce peuple de l'argent qui n'y était pas. Elle ne voyait pas les hommes qui y étaient. Lorsqu'une foule de princes partageaient entre eux ses états, toutes les pièces de la monarchie, immobiles et sans action, tombaient, pour ainsi dire, les unes sur les autres; il n'y avait de vie que dans cette noblesse qui s'indigna, oublia tout pour combattre, et crut qu'il était de sa gloire de périr et de pardonner. » Ces paroles de Montesquieu résument avec la concision habituelle à l'auteur de *l'Esprit des lois*, le sentiment d'admiration que fit éprouver à l'Europe le dévouement des Hongrois envers Marie-Thérèse. Ceux qui ne connaissent pas le tempérament magyar n'ont vu dans ce dévouement que le fait d'une inspiration chevaleresque; mais le Hongrois est tout ensemble légiste et chevalier: Verbœczy et Rakoczy résument les deux faces opposées de son caractère. L'épisode légendaire et pittoresque auquel se rattache le mot célèbre, *moriamur pro rege nostro Maria-Theresa*, demande à être expliqué avec quelques détails.

Charles VI ne s'était pas contenté de faire présenter et de reconnaître sa fille comme héritière du royaume de Hongrie ; il avait voulu que son gendre François de Lorraine entrât personnellement en relations avec la nation magyare. En 1732, après la mort du Palatin Palffy, il n'avait point nommé un nouveau titulaire de cette dignité nationale, il avait fait donner à son gendre le titre de lieutenant royal. Or les Hongrois tenaient essentiellement, surtout depuis la Pragmatique sanction, à n'être point confondus dans la masse des états héréditaires. A la mort de Charles VI, le couronnement de son successeur n'avait pas encore eu lieu. Si François de Lorraine était associé au trône de Hongrie et qu'il fût élu empereur, ainsi qu'on pouvait dès maintenant le prévoir, la Hongrie risquait de devenir une simple annexe du corps germanique; si au contraire la couronne de Saint Etienne n'était posée que sur la tête de Marie-Thérèse, l'individualité historique de la Hongrie avait plus de chances d'être préservée.

Dès la mort de son père, Marie-Thérèse avait chargé de la lieutenance le feld-maréchal et *judex curiæ* Jean Palffy, l'ancien compagnon d'armes du prince Eugène : elle lui avait donné pleins pouvoirs et s'était engagée à respecter les libertés du royaume et à convoquer prochainement la diète. Cette diète s'ouvrit en effet le 18 mai 1741 : les débats furent fort animés ; la majorité de l'assemblée était surtout opposée à l'idée de voir l'époux de la nouvelle reine associé au trône de Hongrie. Quelques jours après, la reine recevait à Vienne une députation chargée de la féliciter à la fois de son avénement et de la naissance de celui qui devait être Joseph II. Cette députation reçut de nouveau l'assurance que les privilèges du royaume seraient respectés et que la reine se rendrait prochainement à Presbourg. Le 19 juillet elle s'embarqua sur le Danube. Le bateau qui la portait était pavoisé aux couleurs nationales de la Hongrie, rouge, blanc et vert. Elle fut saluée à la frontière par les cris de *vivat domina et rex noster*. Ce titre de *rex* était celui que les Hongrois avaient donné à la seule femme qui avant elle eût régné sur la Hongrie. Le 21, elle reçut au château de

Pozony (Presbourg) les hommages de la diète et, dans une harangue en langue latine, elle renouvela les promesses qu'elle avait faites à Palffy. Elle s'engageait à maintenir tous les droits et priviléges du royaume, — sauf toutefois le trente-et-unième article de la bulle d'or qui proclame le droit à l'insurrection, — à laisser la sainte couronne en Hongrie et renouvelait toutes les clauses de la Pragmatique sanction.

La diète se montrait sympathique à la jeune reine dont les grâces touchantes savaient d'ailleurs concilier les cœurs des plus farouches; mais elle n'entendait lui sacrifier aucune des franchises du royaume; elle demandait que l'immunité de l'impôt fût assurée à la noblesse, que l'impôt frappât le paysan et non la terre, que la Transylvanie fût reconnue indissolublement unie à la Hongrie, que des Hongrois seuls occupassent les fonctions du royaume. Les délibérations étaient tumultueuses; par bonheur pour Marie-Thérèse, la diète élut pour Palatin Palffy qui professait pour la reine un dévouement chevaleresque. Il gagna les plus récalcitrants et fit décider que les questions pendantes ne seraient résolues qu'après le couronnement de la reine. Cette cérémonie, qui a toujours excité l'enthousiasme des Hongrois, si jaloux de leur autonomie et si passionnés pour la sainte couronne, s'accomplissait cette fois dans des circonstances toutes spéciales. C'était une jeune et belle princesse qui ceignait le diadème héréditaire et qui, montée sur un fougueux coursier, brandissait aux quatre vents sur la *colline du roi* l'épée de Saint-Etienne.

« C'était une des plus belles femmes qu'il y eût en Europe, écrit un Anglais témoin oculaire. Sa taille était élégante et son maintien majestueux. Ses yeux étaient expressifs et pleins de douceur. Elle relevait de couches, et l'air de langueur qu'elle conservait encore prêtait un nouveau charme à ses attraits. Tout était enchanteur en elle. Ce portrait, qui n'est point flatté, doit toujours être présent à la pensée, lorsqu'on se rappelle l'enthousiasme que cette princesse a su inspirer aux Hongrois. »

Cependant, après le couronnement, les contestations re-

commencèrent; on marchandait à Marie-Thérèse même les cent mille florins du don de joyeux avénement; l'esprit légiste des Hongrois se traduisait par une foule de chicanes qui arrachaient des larmes à la jeune reine. C'est le 13 septembre 1740 qu'eut lieu la première scène de l'épisode théâtral que les contemporains ont raconté en l'exagérant. La reine convoqua les deux *tables* dans le château de Presbourg et parut en habits de deuil, la couronne sur la tête, l'épée de Saint-Etienne au côté. Le chancelier Louis Batthyany exposa les dangers qui menaçaient la reine et la Hongrie; la reine elle-même prit la parole et, dans une harangue en latin assez courte, invita l'assemblée à pourvoir à la sûreté de sa personne, de ses enfants et de sa couronne. Son discours entremêlé de larmes excita d'abord une émotion contenue. Le primat répondit et, l'émotion croissant, il fut interrompu par les cris de *vitam et sanguinem*. Les magnats décidèrent une levée de cent mille hommes et acceptèrent dans la séance du 20 septembre le prince époux pour corégent du royaume. Le 21, il prêta serment et jura de consacrer sa vie et son sang à la reine et à la Hongrie. Marie-Thérèse montra aux états son jeune fils qui la veille seulement était arrivé de Gratz; c'est alors qu'on entendit retentir le cri célèbre : *Moriamur pro rege nostro Mariâ-Theresa*. Il ne fut pas l'expression d'une explosion soudaine de sentiments chevaleresques, mais le résultat de négociations longuement discutées et d'émotions habilement préparées. Les contemporains eux-mêmes s'y trompèrent et concentrèrent en un moment unique toutes les phases de cet épisode dont ils ignoraient les détails.

Cette diète qui se termina le 29 octobre avait en somme été consacrée presque tout entière à garantir les intérêts de la Hongrie : la reine avait souscrit à toutes les exigences, d'ailleurs fort légitimes, de la diète; elle avait consenti à la suppression des frontières militaires dans la Sirmie, la basse Slavonie, dans les comitats de Bacs, Bodrog, Csongrad, Arad, Csanad et dans le banat de la Temes. Elle obtenait en échange de ces concessions tous les secours qui lui étaient nécessaires pour continuer la guerre. Du

reste l'enthousiasme des Hongrois ne s'éteignit pas après les circonstances qui l'avaient fait naître. Marie-Thérèse leur dut quelques-unes de ses meilleures troupes; celles que formaient les Serbes et les Croates commandés par le baron de Trenck, acquirent par leur valeur et leurs ravages une réputation légendaire. Ces farouches pandours habitués à combattre les Turcs, jetés brusquement au milieu de l'Europe civilisée, y apportèrent les mœurs semi-barbares qu'ils devaient à leurs fréquents contacts avec les hordes asiatiques. Le dévouement des Magyars à Marie-Thérèse se signala sur les champs de bataille les plus divers; leurs cavaliers pénétrèrent à Berlin et jusqu'en Alsace. Frédéric, avec l'habileté familière à l'ambition prussienne, essaya de détacher les Hongrois de leur fidélité à la reine en leur rappelant les insurrections du temps passé et les services que le Brandebourg leur avait rendus alors; ses efforts échouèrent.

La question des paysans, les frontières militaires.

Cet échange de services rendus et acceptés, établit entre la noblesse magyare et la Cour de Vienne des rapports qui n'avaient point encore existé. Les magnats fréquentèrent assidûment les palais de Vienne, de Schœnbrünn et de Laxenbourg; au contact de la noblesse bohême ou autrichienne, sous l'influence délicate de l'impératrice-reine, ils renoncèrent aux plus chères traditions de costume national, prirent l'habitude de parler l'allemand, et sollicitèrent ou obtinrent les titres étrangers de princes, de comtes ou de barons. C'est alors que fut formée à Vienne la garde du corps hongroise et que fut institué l'ordre de Saint-Étienne. Un système d'habiles séductions, de mariages ingénieusement combinés, amenait peu à peu la haute aristocratie à se laisser germaniser. Mais la petite noblesse restait incorruptible, et dans les discussions de la *table basse* ou dans les congrégations des comitats, elle conti-

nuait de défendre avec une indomptable opiniâtreté les finances et les privilèges du royaume.

Les conflits entre la reine et les Chambres portèrent sur deux questions essentielles, sur la condition des paysans, sur la constitution des frontières militaires. Le servage de la glèbe s'était établi en Hongrie; les idées philanthropiques du dix-huitième siècle et les intérêts du trésor en demandaient également l'abolition; il était beaucoup plus aisé de taxer la terre, élément stable et toujours saisissable que la personne essentiellement mobile de celui qui la cultivait. La reine demandait une réforme de l'ancien système; on lui répondait en réclamant contre les empiétements de l'administration allemande, contre le conseil de lieutenance, contre les attributions des gouverneurs militaires, contre le titre de *landtag* (diète locale) donné, non sans dessein peut-être, à la diète de Hongrie, au lieu de celui de *Reichstag*, diète du royaume. A force de ténacité la reine réussit cependant à imposer un *urbarium*[1] qui est resté jusqu'en 1832 le texte fondamental réglant le sort des paysans. Ils étaient désormais libres de se déplacer et d'élever leurs enfants comme ils l'entendraient; leurs procès étaient évoqués devant la Cour du comitat; ces mesures libérales ne furent acceptées qu'avec répugnance par la noblesse, qui, cette fois, laissait le beau rôle à la royauté.

Les Magyars trouvèrent une compensation dans la question des confins. Le système primitif de la Cour de Vienne avait tendu à détacher complétement ces régions du royaume de Saint-Étienne. C'étaient les armes impériales qui les avaient affranchies de la domination des Turcs; c'était donc à l'empereur qu'elles appartenaient; d'ailleurs les Slaves de ces régions, étrangers à la nation hongroise, ne demandaient nullement à être réunis au royaume; ils préféraient le métier militaire à la condition des Serbes opprimés dans les comitats. Ils avaient entre autres privi-

[1] De l'allemand *urbar*; on appelait ainsi les règlements administratifs ou traditions concernant les rapports des seigneurs et des paysans.

léges particuliers, celui de se réunir en congrès et d'élire leur évêque. Cependant Marie-Thérèse pressée par les demandes des Hongrois dut consentir à supprimer les confins de la Tisza et de la Maros (1750). Cent mille Serbes quittèrent alors le pays et allèrent s'établir en Russie dans le gouvernement d'Ekaterinoslavl sous la conduite de leurs chefs Horvat et Tœkœly. Cet exode fit perdre à l'armée austro-hongroise quelques-uns de ses meilleurs soldats. D'autre part, les Grenzer[1] restés dans le royaume témoignèrent leur mécontentement par de sanglantes insurrections (1755). Les instances des Hongrois amenèrent en 1776 la suppression de l'agent que les Serbes entretenaient à Vienne pour leurs affaires, enfin, en 1779, la réincorporation du pays compris entre la Maros, la Tisza, le Danube et les Carpathes (1779). On en forma les trois comitats de Torontal, de Krasso et de la Temes. Ainsi la Hongrie recouvrait peu à peu les pays que Vienne en avait détachés. Le partage de la Pologne lui valut la rétrocession des villes du comté de Szepes (Zips). Mais, bien que Marie-Thérèse eût invoqué pour revendiquer la Galicie les droits séculaires de la couronne de Saint-Étienne, elle refusa d'annexer cette nouvelle acquisition au royaume. En 1765 elle associa son fils Joseph au gouvernement, avec le titre de corégent; l'esprit philosophique de ce prince semble avoir inspiré quelques-unes des mesures prises à partir de cette époque : par exemple, la suppression du droit d'asile, et des ordres mendiants, le développement donné à l'instruction publique, la fondation de nombreuses écoles de village. Les Hongrois lui sont encore reconnaissants d'avoir offert à la Hongrie le port de Fiume (Rieka) qui relevait auparavant de Trieste; toutefois on discute aujourd'hui la question de savoir si la ville de Rieka fut réunie à la Croatie ou à la Hongrie proprement dite. La possession de cette ville a été fort énergiquement réclamée par les Croates; mais le gouvernement de Vienne l'a

[1] Soldats de la frontière (Grenze).

définitivement adjugée à la Hongrie. En somme, à sa mort, Marie-Thérèse laissait le royaume florissant au point de vue matériel, mais affaibli au point de vue national, et désarmé de la plupart de ces prérogatives dont le maintien était si cher aux patriotes. La diète du royaume, qui, d'après la bulle d'or, devait se réunir tous les ans, ne fut convoquée que trois fois sous son règne.

Réformes dans l'administration et dans l'enseignement.

Dans les provinces héréditaires du groupe autrichien, comme dans les royaumes de Bohême et de Hongrie, Marie-Thérèse s'appliqua sans relâche à développer l'autorité du prince et à diminuer celle des États; les prélats, les seigneurs, les chevaliers, et quelques villes privilégiées exerçaient la plus grande part du pouvoir exécutif; la justice dépendait des villes ou des seigneurs; les routes étaient mauvaises, les milices irrégulières. Marie-Thérèse introduisit l'action du gouvernement dans l'église et dans l'école et s'efforça d'assurer à la bourgeoisie le rôle qui lui avait été refusé jusqu'alors. A son avénement, elle avait gardé auprès d'elle les principaux conseillers de son père, Zinzendorf, Kinsky et Harrach. Après le traité d'Aix-la-Chapelle, elle nomma Frédéric-Guillaume de Haugwitz chancelier autrichien; il rendit de grands services: « Haugwitz a ramené le gouvernement de la confusion à l'ordre, écrivait Marie-Thérèse à sa veuve. » Plus tard elle réunit les chancelleries de Bohême et d'Autriche en une seule. Chotek fut chargé de réformer les finances, et Kaunitz les affaires étrangères.

Voici quelles furent les principales mesures prises pour augmenter l'autorité centrale. On enleva d'abord aux États la faculté de voter un certain nombre d'impôts indirects, par exemple, l'impôt sur le sel, sur le tabac, sur le timbre. Les États durent présenter leurs budgets à la Cour des Comptes de Vienne (Hofrechnenkammer). Toutes les attributions politiques leur furent enlevées et confiées à une

lieutenance. Les corvées et les obligations urbariales des paysans furent diminuées. L'administration supérieure était jusqu'alors répartie entre les chancelleries autrichienne, bohême, hongroise, et transylvaine. La chancellerie d'État et le Conseil de la guerre exerçaient seuls leur juridiction sur tous les territoires, sauf ceux de l'Italie et des Pays-Bas dont nous n'avons pas à nous occuper ici. La patente du 14 mai 1749 sépara la justice de l'administration et décréta l'union des deux chancelleries autrichienne et bohême en un pouvoir suprême, appelé d'abord Directoire de l'intérieur : *Directorium in internis* et, plus tard, *Chancellerie unie de la Cour impériale et royale* (Kaiserliche Kœnigliche vereinigte hofkanzlei). C'est le premier essai, sous l'absolutisme, du système naguère en vigueur dans la Cisleithanie parlementaire. Marie-Thérèse institua en outre (1760) un Conseil d'État pour surveiller l'administration générale. Puis, peu à peu, l'administration fut enlevée aux comités permanents des diètes provinciales et confiée à un pouvoir délégué du souverain : *gubernium* ou lieutenance. Les États furent réduits à ne se rassembler que pour voter les demandes de la couronne. On introduisit les fonctionnaires royaux dans les cercles où jusque-là ils n'avaient pas encore été admis; ils devinrent les représentants de l'autorité centrale et durent s'appliquer à protéger les paysans contre leurs seigneurs.

Les paysans sans être serfs, — sauf en Hongrie, — dépendaient presque exclusivement des seigneurs terriens; ils n'étaient pas propriétaires du sol, mais simples usufruitiers; ils ne pouvaient sans la permission du seigneur quitter le territoire, ou se marier, ni donner à leurs enfants une autre profession que celle de laboureur; ils étaient tenus de mille servitudes que l'on désignait sous le nom slave de *robot*, (corvée, travail). Marie-Thérèse entreprit d'améliorer leur condition : pour régulariser l'impôt territorial, elle fit dresser un nouveau cadastre; en outre elle supprima l'exemption d'impôts dont jouissaient les terres nobles. Ces mesures répondaient tout à la fois aux besoins du trésor, et aux idées d'humanité qui commen-

çaient à prendre faveur; elles furent appliquées à tous les états de la Cisleithanie, sauf au Tirol et à Gorica, Gradiska et Trieste où les institutions féodales étaient peu connues. La tactique de Marie-Thérèse fut d'améliorer le sort des paysans pour affaiblir les nobles, d'attirer les grands seigneurs à Vienne pour diminuer leur influence, d'unifier l'aristocratie pour arriver ensuite à unifier la monarchie.

La réforme du système communal présenta des difficultés considérables. Jusqu'au milieu du dix-huitième siècle, les communes offraient dans leurs institutions les différences les plus radicales. Les unes dépendaient d'une seigneurie laïque, les autres d'une seigneurie ecclésiastique; d'autres, spécialement les villes et les bourgs, étaient sous la domination immédiate du prince. Les unes jouissaient d'une liberté illimitée, les autres étaient tyrannisées par les seigneurs, ou les agents du souverain : certaines villes princières possédaient le droit d'être représentées à la diète; les constitutions étaient aussi différentes que dans les républiques de l'Italie; là des institutions aristocratiques, ici, la pure démocratie; ici les fonctions municipales étaient héréditaires, et là, électives : les institutions du moyen-âge, par exemple les corporations, étaient encore dans toute leur vigueur; il y avait les bourgeois des villes, et les bourgeois des faubourgs, les gros bourgeois et les petits bourgeois; dans les villes soumises à l'influence italienne, comme Trieste et Gorica, florissait une sorte de patriciat.

Ces institutions patriarcales disparurent à partir de 1748. Une loi de 1776, en proclamant la liberté du commerce, attaqua dans son principe même l'existence des corporations. Marie-Thérèse confia la justice à un corps de magistrats qui remplaça les anciennes juridictions locales.

Au milieu du dix-huitième siècle, la législation se composait uniquement de prescriptions et de coutumes locales; elles étaient complétées par le droit civil romain, le droit canonique et, dans certaines provinces, par les ordonnances impériales. Le principe fondamental était que tout citoyen doit être jugé par ses pairs. Le clergé, les universités, la noblesse, les fonctionnaires publics, les bourgeois, les

paysans, les juifs, avaient leurs tribunaux spéciaux. Les seigneurs dans les campagnes, les magistrats municipaux dans les villes, décidaient en dernière instance. Les châtiments étaient encore barbares : les plus usuels étaient le pal, les mutilations, la roue, la marque. Ces peines terribles étaient appliquées le plus souvent par des juges ignorants ou superstitieux ; les procès civils traînaient indéfiniment et venaient enfin échouer aux pieds du souverain. En 1753 Marie-Thérèse se résolut à créer une législation uniforme pour tous les pays de la monarchie. Le travail de rédaction prit de longues années. La commission instituée par la souveraine produisit d'abord en 1767 huit volumes in-folio, qui furent ensuite abrégés; le premier volume de la nouvelle rédaction ne parut qu'en 1776. En 1768 avait été publiée la *Constitutio criminalis Theresiana*, qui reproduit les pénalités barbares du moyen-âge. Elle admet la torture. Le blasphème est encore puni ; la procédure est cependant en progrès. En 1777, la torture fut définitivement abolie, les procès de sorcellerie furent, sinon complétement supprimés, du moins considérablement restreints. Une patente du 14 mai 1749 avait séparé la justice des affaires régionales. Un ministère de la justice fut créé pour tous les pays non hongrois.

Certaines de ces louables réformes eurent d'ailleurs le caractère chimérique propre au dix-huitième siècle ; telle fut, par exemple, l'institution de la commission dite de chasteté, chargée d'empêcher les amours illégitimes. Catholique sincère, Marie-Thérèse ne sacrifia point l'État à l'Église Elle supprima les peines ecclésiastiques que les curés imposaient arbitrairement; défendit aux ordres religieux d'envoyer de l'argent à l'étranger, aux nonces du pape de voyager dans ses états, aux évêques de correspondre directement avec la Cour de Rome ; interdit aux ecclésiastiques de prendre part à la rédaction des testaments. En 1773, l'ordre des jésuites fut supprimé en Autriche comme dans le reste de l'Europe.

Jusqu'en 1740, l'instruction publique était entièrement aux mains ou sous le contrôle du clergé. Les écoles pri-

maires existaient à peine; l'enseignement des gymnases était plus que médiocre. L'Autriche était dans un état d'infériorité pitoyable vis-à-vis de la France et même de l'Allemagne du Nord. Ce fut un étranger qui fut chargé de relever le niveau des études. Le Hollandais Gerhard van Swieten, professeur de médecine à l'Université de Vienne, médecin de Marie-Thérèse, président d'ailleurs fort peu libéral de la Commission de censure, a attaché son nom à cette réforme importante. Les écoles devinrent des établissements d'État. Une ordonnance du 7 février 1749 réserva au gouvernement le droit de nommer les professeurs de l'Université de Vienne; plus tard les gymnases des jésuites et des piaristes furent placés sous le contrôle de l'État. Une résolution impériale du 24 septembre 1770, porte que : *Das Schulwesen ist und bleibt allzeit ein politicum*, « l'organisation des écoles est avant tout une affaire politique » ; ce principe poussé jusqu'à l'exagération aboutissait à de singulières conséquences : on n'admettait pas tout le monde aux universités et nul ne pouvait aller étudier à l'étranger sans l'autorisation de l'État. Les livres mêmes de théologie furent soumis à la censure gouvernementale, censure d'ailleurs fort rigoureuse et souvent aussi intolérante que celle des ecclésiastiques. Elle interdisait jusqu'aux œuvres classiques, celles de Machiavel par exemple. Un grand nombre d'établissements furent fondés pour la jeunesse noble, notamment celui qui existe encore aujourd'hui sous le nom de Theresianum; des maisons d'orphelins furent ouvertes.

En 1766 on établit la commission des études et de la censure. La suppression des jésuites eut sur les destinées de l'enseignement une influence capitale. Cependant, comme le personnel enseignant n'était pas assez considérable, il fallut recruter la plupart des professeurs parmi les ex-jésuites. Un nouveau règlement d'études fut inauguré en 1775. Il a été appliqué jusqu'en 1850.

Mais le plus grand mérite de Marie-Thérèse, c'est d'avoir fondé les écoles primaires. Jusqu'à 1770, l'enseignement primaire proprement dit n'existait pas, Les pa-

ristes avaient ouvert quelques rares établissements. La réaction jésuitique avait emporté ceux qui florissaient naguère en Bohême. L'école dépendait de l'Église; l'État ne faisait rien pour elle.

En mai 1770 une école normale fut fondée à Vienne. Une résolution royale de septembre 1770 émancipa les maîtres d'école de la tutelle des ecclésiastiques; la suppression de l'ordre des jésuites et la séquestration de leurs biens assura des ressources considérables; beaucoup d'écoles latines furent converties en écoles primaires. Le célèbre pédagogue silésien Felbinger fut appelé à Vienne (1774), et introduisit les bonnes méthodes d'enseignement.

L'enseignement supérieur réçut, notamment à l'Université de Vienne, un nouveau développement; les facultés de médecine et de droit prirent rang parmi les premières de l'Europe; à côté de Van Swieten, digne disciple de Boehrave, il faut rappeler les noms du botaniste Jacquin, du publiciste Sonnenfels, de l'archéologue Eckhel, le véritable fondateur de la numismatique. La littérature proprement dite n'a pas un seul nom à citer : la poésie balbutie encore, et trahit à peine dans des essais informes la noble influence d'un Klopstock ou d'un Lessing. Le rococo domine dans l'architecture; les arts plastiques sont représentés à Vienne par l'italien Canova. Le seul grand art de l'Autriche, c'est la musique : Gluck, Haydn, Mozart l'élèvent à des hauteurs inconnues jusqu'alors. D'ailleurs leurs œuvres immortelles trahissent l'influence du milieu ethnographique où elles sont écloses; elles combinent à la fois la clarté de la mélodie italienne, la profondeur de l'harmonie allemande et la mélancolie slave. La musique est peut-être, de toutes les manifestations de l'esprit humain, la seule qui s'accommode de la servitude intellectuelle.

Les finances, le commerce, l'armée

L'époux de Marie-Thérèse, François Ier, s'occupa spécialement des finances. Il fut aidé dans cette œuvre par

Chotek, gentilhomme tchèque qui, en 1761, remplaça Haugwitz comme chancelier de Bohême et d'Autriche. Il s'entendait aux questions économiques. Son premier soin fut de diminuer les dépenses de la cour. A l'avénement de Marie-Thérèse, les finances étaient complétement épuisées; elle n'avait trouvé, assure-t-on, dans le trésor de son père, que quatre-vingt sept mille thalers. Un impôt fut établi sur la fortune, un autre sur les personnes : il frappait tout le monde sans exception, depuis le prince qui payait six cents florins jusqu'à la servante qui payait quatre kreutzers. Les exemptions d'impôt furent totalement supprimées. Le comte Chotek fut le premier à montrer le parti qu'on pouvait tirer de Trieste pour faire concurrence au commerce vénitien. Cette ville reçut des accroissements considérables : les marchands hollandais, napolitains, grecs y établirent leurs comptoirs; elle entra en rapports avec les deux mondes; en 1763 l'Autriche avait déjà douze navires de long cours pour les Indes. L'un d'entre eux prit en 1776 possession des îles Nicobar.

A cette date, six mille bâtiments fréquentaient annuellement le port de Trieste; vingt-cinq consulats furent établis dans la Méditerranée et l'Atlantique : sept en Italie, treize dans la Turquie d'Europe et d'Asie, un à Raguse, un à Alexandrie, un à Tripoli et un à Lisbonne. L'Académie orientale, fondée à Vienne en 1754, leur fournit un personnel instruit et capable. Le *Hofcommerzialrath* (conseil du commerce), établi en 1766, développa activement les manufactures. L'industrie des draps de Moravie prit une extension considérable.

Les routes, les canaux furent améliorés, les douanes intérieures restreintes ou abolies. L'organisation des postes fut perfectionnée. Chotek créa un fonds de réserve pour les circonstances imprévues et, par l'exactitude qu'il mit à payer les rentes, il releva le crédit de l'Autriche. Sous Charles VI, le revenu de l'État comptait à peine trente millions de florins; il était monté en 1773 à près de cinquante-six millions, il dépassait quatre-vingts millions à la mort de Marie-Thérèse. Une patente de 1751 réorganisa

la loterie qui, vers la fin du règne, rapportait jusqu'à huit cent mille florins par an.

Le département de la guerre fut, avec celui des affaires étrangères, le premier où fut appliqué le système centraliste. Toutefois le droit de voter les contingents resta aux États des différents pays. Le chiffre de l'armée s'éleva à cent treize mille hommes, sans compter les troupes irrégulières fournies par la Hongrie. Des écoles militaires furent créées; Marie-Thérèse s'efforça de veiller au bien-être des soldats. Pendant la guerre de la Succession une médaille fut frappée en son honneur avec cet exergue mérité : *Mater castrorum;* après la bataille de Kolin, elle fonda l'ordre militaire de Marie-Thérèse. Un certain nombre de réformes empruntées à l'armée prussienne, par exemple le pas cadencé, furent introduites dans l'armée autrichienne; le corps des pionniers fut institué.

L'artillerie, dirigée par le prince de Lichtenstein, passait pour la première de l'Europe. La conscription fut introduite (1772) dans les pays suivants : Bohême, Autriche, Moravie, Carniole, Carinthie, Galicie. Le Tirol et la Hongrie en furent exceptés. Nous avons parlé ailleurs de l'organisation des frontières militaires. On eut pendant la guerre de Sept Ans jusqu'à deux cent mille hommes sous les armes. « Une femme, disait Frédéric II, a réalisé des mesures dignes d'un homme. » La marine de guerre autrichienne comptait dès cette époque neuf vaisseaux avec cent dix canons et six galères avec chacune trente-six canons.

« A l'avénement de Marie-Thérèse, écrit Sonnenfels, la monarchie était sans influence au dehors, sans vigueur au dedans; les talents étaient sans encouragements et sans émulation; l'agriculture était misérable, le commerce médiocre, les finances sans direction et sans crédit. A sa mort, elle transmit à son successeur un état amélioré par toutes ses réformes et replacé au rang que sa grandeur, sa fertilité, l'intelligence de ses habitants auraient toujours dû lui assurer. » Marie-Thérèse a certainement plus de droits que Catherine de Russie au surnom de Grande, qui pourtant ne lui a pas été décerné.

CHAPITRE XXII

JOSEPH II (1780-1790).

Caractère de Joseph II. — Réformes ecclésiastiques. — Réformes administratives, judiciaires et économiques. — Politique extérieure, le Fürstenbund (1785), guerre avec la Turquie (1788). — Révolte des Pays-Bas. — La Hongrie et la Bohême. — Léopold II (1790-1792).

Caractère de Joseph II.

Joseph II à son avènement était âgé de quarante ans, empereur en Allemagne depuis quinze ans déjà, sa mère l'avait associé, dans une certaine mesure, au gouvernement des états autrichiens ; il avait parcouru à plusieurs reprises les différentes parties de son empire, y compris la Galicie; il avait visité les cours de Russie, de France et d'Italie ; il s'était pénétré des idées philosophiques de son siècle et attendait, non sans quelque impatience, le moment d'en appliquer les formules à ses états. Parmi les souverains étrangers, Frédéric le Grand est celui qu'il semble avoir pris pour modèle. Pendant la vie de Marie-Thérèse, il avait dû dissimuler ou comprimer la plupart de ses aspirations; entre la vieille cour de l'impératrice et la jeune cour de l'empereur, il existait depuis de longues années un antagonisme déclaré. Réduit à se confiner dans le domaine des théories pures, le nouveau souverain

ne se rendait guère compte des difficultés que leur application pouvait présenter. Le prince de Ligne disait de lui, quelques semaines avant son avénement : « Ce sera un homme qui aura des velléités et qui ne les satisfera jamais ; son règne sera une envie continuelle d'éternuer. » On a fait remarquer que la plupart des innovations de notre assemblée constituante avaient été d'abord essayées par Joseph II ; mais les réformes brutales de la Révolution s'appliquaient à un peuple homogène et bien plus éclairé que ne l'était l'ensemble des peuples autrichiens ; beaucoup d'entre elles n'auraient peut-être pas réussi à entrer dans les mœurs si elles n'avaient eu pour sanction les excès de la Terreur et le despotisme d'un Napoléon. Le roi philosophe, Joseph II, considérait les hommes comme une matière inerte, malléable à volonté et sur laquelle un souverain peut faire sans scrupule des expériences *in anima vili*.

Celles qu'il tenta dans son empire vinrent tout à la fois trop tôt et trop tard : trop tôt, parce que la plupart des esprits n'étaient pas mûrs pour les idées de libre pensée et de tolérance religieuse que le souverain prétendait imposer, trop tard, parce que la conscience de l'individualité nationale commençait à se réveiller chez les peuples, que le souverain prétendait civiliser en les germanisant. Confiné par sa mère dans la direction des affaires militaires, Joseph II croyait pouvoir gouverner ses états comme on mène un régiment; il prétendait faire de la philosophie « la législatrice de son empire. » Les travaux des encyclopédistes et des économistes français, notamment des physiocrates étaient sa lecture favorite ; pendant son voyage à Paris il avait fait la connaissance de Necker, de Turgot, de Buffon, de Rousseau, de Marmontel et de d'Alembert.

L'Autriche ne pouvait lui fournir, pour la réalisation de ses plans, des auxiliaires d'une pareille valeur. Ceux dont il s'entoura, von Kressel, von Gebler, Martini, Gottfried van Swieten, le juif converti Sonnenfels, Rautenstrauch, etc., appartenaient pour la plupart aux sociétés

secrètes des francs-maçons ou des illuminés; sous Marie-Thérèse elles avaient dû dissimuler leur existence; elles furent tolérées sous Joseph II. On trouve à Vienne, dès le début du règne de ce prince, la loge de *la Vraie Concorde* qui réunit les libres penseurs les plus distingués de la capitale, la loge de *l'Espérance couronnée*, la loge de Joseph. A partir de 1785 les institutions maçonniques sont officiellement admises en Autriche.

Le programme de Joseph II était fort simple; il se résume en cette formule: Détruire tout ce qui était contraire à ses doctrines philosophiques, sans s'inquiéter de la tradition religieuse ou historique. Il rêvait en outre d'amener à l'unité absolue de langue et de civilisation les peuples divers que la destinée avait soumis à son sceptre. Il écrivait à un magnat hongrois qui réclamait contre l'introduction de la langue allemande dans sa patrie: « Toute représentation doit s'appuyer sur des arguments irréfutables tirés de la raison... La langue allemande est la langue universelle de mon empire. Je suis l'empereur d'Allemagne; les états que je possède sont des provinces qui ne forment qu'un seul corps avec l'État dont je suis la tête. Si le royaume de Hongrie était la plus importante de mes possessions, je n'hésiterais pas à imposer sa langue aux autres pays. »

Dans sa lutte contre le passé, Joseph II trouva devant lui, à côté des abus, dont la destruction était nécessaire, deux obstacles insurmontables et contre lesquels il devait échouer: la tradition religieuse et la foi, la tradition historique et la conscience nationale. On verra plus loin comment il provoqua en Bohême et en Hongrie, une réaction patriotique dont les conséquences se font encore sentir aujourd'hui. Même dans sa lutte contre l'ultramontanisme, Joseph II ne sut pas toujours avoir raison.

Réformes ecclésiastiques.

Dès le début de son règne, l'empereur déclara la guerre

au Saint-Siége et aux ordres religieux » : Il est nécessaire de diminuer la considération des ulémas, écrit-il dans une lettre adressée à son ministre à Rome, le cardinal Herzan. Je méprise les superstitions et les saducéens; il faut que j'en délivre mon peuple. Les principes du monachisme sont en contradiction avec la raison humaine.— Les moines, écrit-il encore à l'archevêque de Salzbourg, sont les plus dangereux et les plus inutiles sujets d'un état. » Nous ne pouvons que rappeler brièvement les principales mesures décrétées en conformité de ces maximes : Transfert aux évêques autrichiens du droit d'accorder les dispenses matrimoniales jusque-là réservées au Saint-Siége; — défense aux ordres religieux de reconnaître des chefs résidant à l'étranger, — de publier des bulles pontificales non revêtues de la sanction impériale, — d'enseigner les deux bulles *In cœna domini* et *Unigenitus*, qui définissent les prérogatives du pontife romain, — de porter des titres conférés par la chancellerie romaine, — d'aller à Rome étudier au *collegium germanicum*, — d'envoyer de l'argent à Rome. Toutes ces mesures datent de 1781. L'année suivante, Joseph II s'attaque aux couvents; comme philosophe, il veut détruire ces repaires de la superstition; comme économiste, il ne peut tolérer des oisifs qui consomment sans produire. Il supprime d'un seul coup plus de six cents monastères, tous ceux dont la règle a pour objet la contemplation religieuse, et décide que leurs biens seront consacrés à des œuvres de bienfaisance. Ils les fait vendre à vil prix, sans même excepter les œuvres d'art ou les objets sacrés. Le nombre des religieux qui était d'environ soixante-trois mille descend à vingt mille. Il est rigoureusement interdit aux ordres conservés d'entretenir des rapports avec l'étranger. Le souverain intervient même dans les détails intérieurs du culte : défense de mettre des *ex voto* dans les églises, — de lire plus d'une messe à la fois, — d'avoir des autels privilégiés pour les indulgences, ou d'organiser des pèlerinages; — défense d'employer des chandeliers en métal ou d'ensevelir les morts dans un cercueil en bois; un simple drap suffit. Ces deux prohibitions reposent sur

une idée d'économiste : il est inutile de gaspiller tant d'argent, de cuivre ou de bois.

L'édit de tolérance publié en 1781 accorda aux luthériens, aux calvinistes, aux grecs non unis l'exercice *privé* de leur culte ; ils eurent la faculté d'avoir des écoles et des églises, mais sans tours, sans cloches, sans portes sur la voie publique, — sauf en Hongrie et en Transylvanie, où la liberté de conscience avait toujours été plus ou moins pratiquée. Ils reçurent le droit d'acquérir, d'être admis aux fonctions publiques ; la condition des juifs fut améliorée ; il leur fut permis de fréquenter les universités et d'exercer la profession médicale. Depuis un siècle et demi on ne savait plus en Autriche ce que c'était que la tolérance. On vit tout-à-coup reparaître en Bohême des hussites, des utraquistes, des frères bohêmes. Mais Joseph II avait une façon à lui d'entendre la liberté de conscience ; il la renfermait dans les cadres officiels qu'il avait tracés lui-même et dont il était rigoureusement défendu de sortir. Une secte de déistes s'étant formée en Bohême, il rendit une ordonnance dont l'un des articles était ainsi conçu : « Si un homme ou une femme vient se faire inscrire comme déiste à la chancellerie du cercle, il faut lui administrer immédiatement vingt-quatre coups de bâton, non pas parce qu'il est déiste, mais *parce qu'il prétend être quelque chose qu'il ne comprend pas* (*weil er vorgibt etwas zu seyn, von dem er nicht weiss was es ist*). » Pierre le Grand n'eût pas entendu autrement le libéralisme. Ces diverses mesures, si incomplètes ou si bizarres qu'elles fussent, n'en portaient pas moins un coup terrible au catholicisme. Les archevêques de Vienne et de Pesth réclamèrent énergiquement ; le clergé fit entendre les plus vives protestations. On fit circuler dans la capitale l'épigramme suivante :

Tollendos tolerans, tolerandos Austria tollis ;
Sic tollens, tolerans, intoleranda facis.

Le pape Pie VI crut pouvoir conjurer les dangers qui menaçaient l'église autrichienne par une démarche inouïe

dans les annales ecclésiastiques. Il fit le voyage de Vienne pour tenter d'agir directement sur le fils de Marie-Thérèse. Logé au château impérial, il y fut traité moins comme un hôte que comme un prisonnier; il ne put même pas communiquer avec les évêques autrichiens. Accueilli avec une vénération enthousiaste par la population viennoise, il échoua contre le scepticisme du prince et de ses conseillers; son séjour donna même lieu à des pamphlets violents qui durent scandaliser étrangement les ombres de Ferdinand II et de Marie-Thérèse.

Après le départ du pape, Joseph II poursuivit avec une nouvelle énergie sa campagne contre les institutions religieuses. Il supprima tous les couvents d'ordres mendiants, même ceux des Trinitaires qui rachetaient les captifs dans les états barbaresques. Il ne voulait plus, disait-il, laisser l'argent sortir de ses états. Il avait pourvu aux intérêts de ses sujets par des traités et par l'établissement de consulats. Un coup plus dur porté à l'Église fut la patente sur le mariage, publiée en janvier 1783. Elle faisait du mariage un contrat purement civil et instituait le divorce. L'empereur dépouilla les évêques étrangers des biens qu'ils possédaient en Autriche, et les annexa à ses domaines; il dégagea également les évêchés autrichiens de tout lien d'obéissance envers des états étrangers. En revanche, il multiplia les cures de campagnes et les écoles primaires. Les protestations incessantes du Saint-Siége obligèrent l'empereur à faire à son tour le voyage de Rome; une nouvelle entrevue avec le souverain pontife amena quelques adoucissement aux procédés toujours rigoureux, souvent maladroits, de l'empereur vis-à-vis de l'église catholique. Le Joséphinisme, ainsi qu'on l'a appelé depuis, a précédé de près d'un siècle le *Kulturkampf* de l'Allemagne moderne. Les universités furent traitées aussi durement que l'Église dont elles avaient si longtemps dépendu. Elles furent dépouillées de leurs biens et devinrent des établissements d'État. Joseph II, essentiellement utilitaire, ne témoigna d'intérêt sérieux que pour l'enseignement primaire. Son conseiller van Swieten le détourna même de fonder une

Académie. L'Autriche lui dut en revanche des établissements philanthropiques, des hôpitaux. L'université allemande de Lemberg fut créée pour germaniser la Galicie (1783); une académie de médecine et de chirurgie fut établie. Mais les monuments qui rappelaient un passé odieux à l'empereur furent traités avec une impitoyable brutalité. Ainsi, à Prague, le palais de Hradčany fut converti en caserne de cavalerie; les objets d'art qui le garnissaient furent livrés à un véritable pillage. Dans un inventaire dressé par un agent impérial, on trouve la Léda du Titien ainsi désigné : « *Idem*, une femme nue mordue par une oie sauvage! » La plupart des mesures légales de cette époque rappellent les excès de la réforme ou précèdent ceux de la Révolution.

Réformes administratives, judiciaires et économiques.

Ennemi des priviléges féodaux et philanthrope convaincu, Joseph II abolit le servage dans la Bohême, la Moravie, la Galicie et la Hongrie et accorda aux serfs émancipés la pleine propriété des terres qu'ils cultivaient. Les pouvoirs des *Kreisæmter* (fonctionnaires des cercles) furent augmentés et annulèrent complétement ceux que les seigneurs avaient pu conserver. Rien ne fut négligé pour réduire la Bohême et la Hongrie au rang de simples provinces. L'empereur prétendait germaniser à tout prix les deux royaumes et les gouverner en tyran libéral. Si ce système avait réussi, l'Autriche devenue allemande aurait fait à la Prusse une redoutable concurrence. L'ensemble des possessions autrichiennes fut divisé en treize gouvernements subdivisés en cercles, ayant chacun à leur tête un capitaine (Kreishauptmann). Ces gouvernements étaient : 1° La Galicie, 2° la Bohême, 3° la Moravie et la Silésie, 4° la basse Autriche, 5° l'Autriche intérieure (Styrie, Carinthie, Carniole), 6° le Tyrol, 7° l'Autriche antérieure (possessions d'Allemagne), 8° la Transylvanie, 9° la Hongrie,

10° la Croatie, 11° la Lombardie, 12° Gorica et Gradisca et Trieste, 13° les Pays-Bas.

Les diètes ne furent plus convoquées et les privilèges des villes royales furent complétement supprimés. Les titres anciens de schultess, sénateurs, consuls etc... furent abolis. Chaque ville eut un bourgmestre assisté de deux ou trois conseillers. C'étaient de véritables fonctionnaires de l'État. Imbu des théories des physiocrates, Joseph II avait entrepris d'y conformer l'organisation de l'impôt dans ses états. Son idéal était d'arriver à prélever sur tous les revenus possibles une moyenne de quarante pour cent au profit du trésor; provisoirement, il se contenta d'établir un impôt foncier proportionnel aux revenus du sol calculés sur une moyenne de dix années. Il créa deux commissions de l'impôt, l'une pour la Hongrie, l'autre pour le reste de la monarchie. Il fit procéder à grands frais à un cadastre général. Cette colossale opération fut malheureusement accompagnée de mesures vexatoires et le plus souvent confiée à des fonctionnaires ignorants; elle ne dura pas moins de cinq années. Trente pour cent du revenu net du sol furent attribués à l'État; ni les nobles ni les ecclésiastiques ne furent exemptés de cet impôt égalitaire.

Les efforts de Joseph II pour enrichir ses peuples par le commerce portèrent spécialement sur les Pays-Bas, qui offraient de sérieux débouchés à la marine marchande. Signalons seulement ici ses tentatives pour obtenir la libre navigation de l'Escaut, confisquée par les Hollandais depuis le traité de la Barrière (714), efforts qui échouèrent devant les résistances combinées de la Hollande et de la France (1785). Peu heureux de ce côté, il réussit mieux sur le Danube. Les richesses naturelles de la Hongrie, blés, vins et troupeaux, furent exploitées avec plus de profit qu'auparavant. Une route appelée du nom de son fondateur *via Josefina* réunit la ville de Karlovac (Karlstadt) aux ports de Senj (Zeng) et de Carlopago (Bag). Les ports de l'Adriatique, Fiume notamment, furent améliorés. Grâce à ses relations avec la Porte, l'empereur obtint que

les navires autrichiens fussent garantis des corsaires dans les états barbaresques; un traité d'amitié et de commerce réciproque fut conclu avec l'empereur du Maroc, un autre avec la Turquie et la Russie. Joseph fut aidé dans ces entreprises par le directeur du commerce, le comte Charles de Zinzendorf, qui avait été gouverneur de Trieste. Le commerce avec le Levant acquit un degré de prospérité inconnu jusqu'alors. Des factoreries furent fondées jusqu'en Chine et aux Indes. Joseph s'était même fait céder par Hyder-Ali les îles Nicobar, que l'insalubrité du climat fit bientôt abandonner. De nombreuses fabriques s'élevèrent. Le temps n'était plus où l'on disait que les Viennois ne savaient pas même tisser un bas de soie. L'empereur, imbu des principes protectionnistes, désirait avant tout assurer le développement de l'industrie indigène et restreindre le commerce d'importation. Il voulait que les négociants de ses états cessassent d'être « les agents des Anglais, des Français, des Hollandais ». Sa patente douanière du 27 août 1784 introduisit un système prohibitif au premier chef. L'importation des produits étrangers était absolument défendue; seuls les particuliers pouvaient faire venir des comestibles en payant des droits énormes qui s'élevaient jusqu'à soixante pour cent; même l'importation du poisson salé était interdite! Pour donner l'exemple, l'empereur fit distribuer aux hôpitaux les vins étrangers qu'il trouva dans ses caves. Ce système développa tout d'abord la contrebande et la délation. La rigueur avec laquelle Joseph II l'appliquait ne peut se comparer qu'à l'acharnement avec lequel Napoléon prétendit imposer le blocus continental. Sans doute il obligea ses sujets à créer des fabriques, mais la plupart furent établies par des étrangers, des Suisses, des Français, des Anglais qui durent remporter une bonne partie des millions que le souverain voulait retenir par la force dans ses états.

Joseph II continua l'œuvre législative de Marie-Thérèse. Il publia un code civil qui a servi de base à celui de François II, longtemps en usage dans les États autrichiens. Le code pénal s'inspira des idées philosophiques du souve-

rain. Il supprima les châtiments cruels que Marie-Thérèse avait maintenus pour le blasphème et la sorcellerie. Les tribunaux criminels furent réorganisés et — la Hongrie restant en dehors — soumis à six cours d'appel (Vienne, Prague, Klagenfurth, Fribourg en Brisgau, Brünn et Lemberg (Lwow). Il y avait en outre une cour suprême divisée en trois sénats, l'un pour les provinces allemandes, l'autre pour les provinces de la couronne de Bohême, le troisième pour la Galicie. La peine de mort fut réservée pour le crime de rébellion; la torture abolie. Cependant ce code, si humain par certains côtés, admet la peine des fers pour trente années, le condamné restant enchaîné au mur de la prison, et renferme des pénalités bizarres ou draconiennes. Parmi les châtiments que Joseph II inventa, deux méritent d'être signalés; les condamnés, enchaînés deux à deux, étaient, quelle que fût leur condition, astreints à balayer les rues de Vienne ou à haler les bateaux qui remontaient le Danube.

Politique extérieure, le Fürstenbund (1785). Révolte des Pays-Bas; guerre avec la Turquie (1788).

En politique étrangère, Joseph II resta fidèle au système d'arrondissement dont Frédéric le Grand avait donné l'exemple. Tout en s'intéressant sérieusement à ses possessions des Pays-Bas, il sentait fort bien qu'elles étaient plutôt pour la maison d'Autriche un embarras qu'une force. Il tenta en 1785 de les échanger contre la Bavière. Il proposa à l'électeur de Bavière, Charles-Théodore, — celui-là même qu'il avait essayé quelques années avant de dépouiller sans compensation, — la combinaison suivante: l'électeur aurait cédé à l'Autriche, la Bavière, le Haut Palatinat, Neubourg, Sulzbach et Leuchtemberg; il aurait reçu en échange trois millions d'argent et la totalité des Pays-Bas autrichiens, à l'exception de Luxembourg et de Namur; ces villes eussent été cédées à la France pour assurer sa complaisance. L'Autriche serait devenue ainsi un État homogène; maîtresse absolue de l'Allemagne méridionale,

elle aurait pu tenir plus facilement les convoitises prussiennes en échec. Frédéric fit échouer tous ces plans. Il réunit dans une alliance (Fürstenbund, 23 juillet 1785) les principaux souverains allemands et sauva l'avenir de la Prusse, sous prétexte de maintenir la constitution du corps germanique. Peu de temps après, des troubles éclataient en Belgique. Ce pays, fatigué du despotisme impérial qui attaquait à la fois les franchises nationales et les institutions religieuses, chères à des populations très-catholiques, se soulevait et proclamait son indépendance (octobre 1789). L'insurrection belge ne fut étouffée qu'après la mort de Joseph II.

L'alliance intime que l'empereur avait depuis longtemps conclue avec Catherine II, l'estime qu'il professait pour cette princesse philosophe, les idées philanthropiques dont il prétendait s'inspirer, devaient également l'exciter à reprendre contre les Ottomans les traditions de Léopold Ier et de Charles VI. Lors d'une entrevue avec Catherine à Kherson (1786), il avait formé avec l'impératrice des projets qui impliquaient l'expulsion totale des Ottomans, et le partage de leurs domaines entre la France, l'Angleterre, l'Autriche, l'Espagne et la Russie. Quand la guerre éclata entre la Turquie et la Russie, Joseph II n'hésita point à y prendre part. Il marcha contre les Turcs « pour récupérer les pays que des circonstances malheureuses avaient détachés de son empire ». La vérité est qu'il ne voulait pas laisser les Russes hériter seuls des débris de la Turquie. Dans une lettre adressée au roi de Prusse, il annonçait l'intention de germaniser ses conquêtes. Les peuples de la Péninsule commençaient à s'agiter et à rêver de leur antique indépendance. Les signes avant-coureurs de la révolution serbe se faisaient sentir et le premier poète de cette nation, Dosithée Obradovitch, saluait avec enthousiasme les armes autrichiennes. Son poëme *La Serbie délivrée* était précédé d'une gravure qui représentait Joseph II brisant les chaînes des Slaves du Sud.

« Noble souverain, Joseph le Grand, s'écriait ailleurs le poète, étends ta protection sur la race serbe. Tourne

ta figure bienfaisante vers un peuple cher à tes ancêtres, vers la pauvre Serbie et la Bosnie, qui souffrent des misères sans nombre. Gloire du monde, illustre monarque, rends aux Bulgares leurs boïars, à tes Serbes leurs antiques héros, à la Grèce ses Pindares! »

Mais l'heure de la régénération n'avait pas encore sonné pour les chrétiens du Danube : l'Autriche de Joseph II n'était pas faite pour en être l'instrument; elle ne leur eût apporté que le bienfait douteux de la germanisation. Les préparatifs de la guerre étaient considérables : deux cent quarante-cinq mille hommes d'infanterie et trente-six mille chevaux avaient été mis sur pied; mais cette armée était dispersée du Dniester à l'Adriatique Joseph se mit en personne à la tête de ses troupes. Les maladies et les attaques des Turcs lui firent perdre quarante-cinq mille hommes. L'empereur, malade lui-même, renonça au commandement, le céda à Loudon, et retourna à Vienne (décembre 1788). Loudon mena vaillamment la guerre, s'empara de Belgrade (29 septembre 1789) et de Chabats, et poussa jusqu'en Bosnie.

Joseph II survécut peu à ses triomphes; la rébellion des Pays-Bas, les concessions qu'il dut faire à la Hongrie, brisèrent cette âme généreuse, mais mal équilibrée. Il dut s'humilier devant Pie VI qu'il avait bravé naguère, pour lui demander de ramener par ses exhortations les Belges à l'obéissance, s'humilier devant les Hongrois auxquels, par l'acte du 8 décembre 1789, il rendit leurs priviléges confisqués. Il mourut le 20 février suivant. On dit qu'il avait proposé de mettre sur sa tombe : Ci-gît un prince dont les intentions étaient pures et qui fut malheureux dans toutes ses entreprises. Il n'avait que quarante-neuf ans. Le nom de Joséphinisme est resté dans la langue politique autrichienne pour désigner les idées qu'il avait prétendu faire prévaloir et qui échouèrent contre la ténacité des traditions historiques et religieuses. La philanthropie dont il a fait preuve plus d'une fois a assuré à son nom une certaine popularité. Dans un village de Moravie, un monument indique l'endroit où, de ses mains augustes, l'empereur

conduisit la charrue, pour montrer l'intérêt qu'il portait à l'agriculture. Les paysans qu'il avait affranchis célèbrent encore aujourd'hui ses bienfaits, et pendant de longues années refusèrent de croire à sa mort.

La Hongrie et la Bohême.

Les historiens de la Hongrie et de la Bohême signalent le règne de Joseph II comme une période néfaste pour leur pays. Dès son avénement, il prit une série de mesures qui irritèrent profondément les Magyars. Avec ses idées philosophiques, il regardait la couronne de Saint-Etienne comme un hochet gothique et les franchises de la Hongrie comme les restes déplorables d'un âge de barbarie; les mœurs politiques du pays ne lui plaisaient pas plus que ses modes; il raillait volontiers la grande barbe ou les bottes molles des magnats. Il ne se fit point couronner. Il irrita les prélats par ses mesures contre les couvents, sans contenter les protestants par sa tyrannique tolérance. Il refusa de réunir la Galicie à la Hongrie, bien que cette province eût été réannexée en vertu des droits de la couronne de Saint-Étienne; il ne fit point nommer de Palatin. Il commença par concentrer toutes les affaires dans la chancellerie hongroise et le conseil de lieutenance, établi à Bude; le 7 avril 1784, il ordonna que la sainte couronne lui fût apportée à Vienne pour être gardée dans le trésor impérial. Confisquer ce symbole de l'autonomie hongroise, c'était, pour les Magyars, prétendre supprimer la nation elle-même. Cet affront fut vivement ressenti. Jusqu'alors la langue officielle du royaume avait été le latin, langue neutre entre les divers idiomes qui se partagent la Hongrie. Joseph crut faire œuvre libérale en lui substituant l'allemand. Le latin, de mai 1784 à novembre 1785, devait être remplacé par l'allemand; la diète, n'étant plus convoquée, ne pouvait se plaindre de cet acte aussi arbitraire qu'impolitique; mais les comitats firent retentir d'amères récriminations. Joseph II vit bientôt qu'on ne froisse pas impu-

nément les peuples dans leurs sentiments les plus intimes L'édit qui proscrivait la langue hongroise donna précisément le signal de sa renaissance.

La littérature magyare existait depuis longtemps : parmi les jeunes Hongrois qui formaient la garde hongroise de Marie-Thérèse, plusieurs avaient cultivé avec ardeur la poésie nationale en s'inspirant des idées françaises. Des recueils en langue hongroise avaient été fondés; les attaques de Joseph II, en irritant les patriotes, donnèrent à cette littérature naissante un nouvel essor. — D'autres mesures contribuèrent à exciter les populations. Le roi édicta un recensement général qui devait être la base du recrutement; ce recensement qui confondait tous les rangs, toutes les classes, et ne tenait aucun compte des comitats, causa une irritation profonde; il fallut envoyer des troupes pour protéger les agents chargés de l'opération. Ce fut bien pis encore quand Joseph osa s'en prendre à l'institution des comitats; il supprima leurs assemblées et mit à leur tête un fonctionnaire nommé par le gouvernement. Le pays fut partagé en dix cercles administrés chacun par un capitaine, *Kreishauptmann*; le nom des Kreishauptmænner est resté depuis en exécration dans toute la Hongrie. Ces mesures imprudentes étaient rachetées, dans une certaine mesure, par les réformes libérales qui les accompagnaient, par exemple, la suppression des tribunaux féodaux; mais les Hongrois étaient trop irrités pour les apprécier; d'ailleurs, la noblesse n'était pas assez éclairée pour s'associer aux idées du souverain sur l'impôt, qui prenait pour base la terre et non le paysan; les efforts de Joseph pour établir un cadastre général rencontrèrent de vives résistances. Lors de sa campagne contre les Turcs, les comitats lui refusèrent les hommes et les vivres. Cette campagne ne fut pas assez brillante pour que le roi pût s'imposer par le prestige de la gloire militaire. De tous côtés on réclamait la convocation de la diète; des comitats déclaraient illégales les demandes du souverain; d'autres supprimaient les ordonnances royales; les mécontentements étaient si graves que plusieurs se mettaient en rapport

avec le roi de Prusse. Joseph, malade et fatigué de dix ans de luttes, dut céder : par son ordonnance du 20 janvier 1790, il rapporta toutes ses réformes et remit les choses en l'état où elles étaient en 1780. Toutefois, il maintenait la tolérance religieuse et les mesures prises en faveur des paysans. Quelque temps après, il dut renvoyer à Pesth la couronne royale.

En Transylvanie les esprits fermentaient. C'est dans cette province que Joseph II avait signé en juin 1783 son fameux édit sur l'abolition du servage. Mais il n'y avait pas que des hommes asservis, il y avait aussi des nations. Les Roumains de la province commençaient à prendre conscience de leur nationalité. Ils appartenaient primitivement à l'Église orthodoxe et ils pratiquaient la liturgie slavonne. Cette circonstance les rapprochait de la Russie. Pour les en éloigner le gouvernement de Vienne avait imaginé de favoriser la propagande catholique, dans le but non de les convertir mais de les amener à l'*Union* avec l'Église romaine. Il avait agi de même vis-à-vis des Ruthènes (Petits Russes, Ukraniens) et des Serbes.

Les Jésuites avaient naturellement aidé le gouvernement autrichien dans cette campagne qui aboutit en effet à l'établissement de l'Union en Transylvanie. Aujourd'hui l'Église uniate compte dans cette province environ 1 600 000 adhérents. On croyait par cette manœuvre éloigner les Transylvains de leurs frères orthodoxes; en réalité elle n'a fait que renforcer chez eux le sentiment de leur latinité.

Cette union n'avait d'ailleurs pas amélioré la situation des Roumains transylvains qui restaient au point de vue politique les serfs des Magyars, des Szeklers, des Saxons. En 1784 une insurrection éclata.

Elle avait à sa tête un paysan appelé Horia qui donnait à entendre qu'il agissait à l'instigation de l'Empereur. Il prêchait la guerre aux nobles et le retour à la religion orthodoxe.

Au 11 novembre 1789, au lendemain du début de notre Révolution il rédigea un ultimatum dont les termes sont à retenir.

Article premier. Les nobles et tous les propriétaires du comitat doivent abjurer leur religion et embrasser la foi orthodoxe (c'était la religion de la majorité des Roumains et primitivement la religion nationale).

Art. 2. La noblesse est abolie et les seigneurs ne doivent vivre désormais que des revenus de leurs charges.

Art. 3. Les nobles doivent quitter définitivement leurs propriétés dont ils sont dépossédés.

Art. 4. Ils paieront les mêmes contributions que le peuple.

Art. 5. Les domaines des nobles seront parcellés et distribués au peuple conformément aux ordres de l'Empereur.

Joseph II avait peut-être suggéré ce dernier article. Mais il eut peur au dernier moment. Au fond il redoutait plus encore la défection de la noblesse magyare que le mouvement des paysans roumains. « Mon métier à moi, c'est d'être royaliste » disait-il, à propos de l'insurrection de l'Amérique. Il envoya l'armée impériale combattre les insurgés. Horia disposait d'une armée d'environ vingt mille hommes; mais il n'avait que très peu de fusils et point d'artillerie. Avec des lances, des faux, des fourches et des sabres, elle ne pouvait tenir tête à une armée régulière. La tête de Horia fut mise à prix pour une somme de deux cents ducats. Il fut arrêté dans un bois et périt du supplice de la roue. Son nom est évoqué aujourd'hui comme celui d'un précurseur de l'affranchissement national.

En Bohême comme en Hongrie, Joseph avait refusé de se faire couronner; il insultait aux plus chères traditions du pays en transformant en caserne le palais des rois ses prédécesseurs.

La tolérance qu'il accorda fut sans doute un bienfait pour le royaume; mais ceux de ses sujets qui ne voulaient pas rentrer dans le cadre des sectes officielles furent rigoureusement persécutés; les déistes furent bâtonnés et exilés en Hongrie. On leur arracha leurs enfants pour les élever dans la religion d'État. Le nombre de ceux qui déclarèrent adhérer à la confession d'Augsbourg ne

dépassa pas quarante-cinq mille. L'empereur interdit de recevoir dans les gymnases les élèves qui ne posséderaient point l'allemand et substitua cette langue au latin dans l'enseignement de la Faculté de philosophie à l'Université de Prague. La compétence du tribunal d'appel de cette ville fut restreinte au royaume et cessa de s'étendre à la Moravie. Prague fut dépouillée du titre de Residenzstadt, qui fut désormais réservé à Vienne. Les attributions de la diète furent considérablement diminuées. L'empereur interdit aux États de disposer de leur fonds *domestique*, ou budget spécial, sans l'approbation de la *Chambre de la cour* (Hofkammer) de Vienne. En 1783, il supprima le comité permanent de la diète et transporta ses pouvoirs au gouvernement central. De toutes leurs anciennes attributions, les Etats ne gardèrent que le droit de voter l'impôt; il était d'ailleurs perçu en dehors de leur contrôle.

Enfin, en 1788, Joseph annonça à la diète qu'elle n'avait plus à délibérer que sur les projets présentés par le souverain et qu'elle ne serait convoquée que quand il le jugerait convenable. Les États protestèrent. Quand parut la nouvelle patente sur l'impôt (10 février 1789), le grand chancelier de Bohême-Autriche, le comte Rodolphe Chotek refusa de la contresigner et donna sa démission.

Après tant d'atteintes portées à son indépendance et à sa nationalité, il semblait que la Bohême fût absolument annulée comme royaume et comme peuple, et qu'elle fût prête à devenir une province allemande de l'État autrichien. Le moment de son grand abaissement est précisément celui de sa renaissance. Cette renaissance se rattache par certains côtés au mouvement de réaction universelle qui se produisit après la mort de Joseph II. On en put constater les premiers symptômes dès le couronnement de son successeur.

« L'oppression de Joseph II, dit dans ses Mémoires le comte Kaspar Sternberg, avait réveillé le nationalisme qui avait longtemps sommeillé. L'empereur, qui voulait tout centraliser, voulait aussi étouffer la langue bohême;

mais aucun peuple ne se laisse enlever le palladium de sa nationalité. Au couronnement de Léopold, on entendit tous ceux qui savaient le tchèque parler cette langue dans les vestibules du palais. »

C'est précisément du règne de Joseph II que les Tchèques font dater le réveil de leur nationalité. La Bohême ne dut à ce prince qu'un seul bienfait, la fondation de la Société royale des sciences encore florissante aujourd'hui. Elle fut, dès ses origines, le centre d'études historiques qui contribuèrent énergiquement à la résurrection du slavisme en Bohême. Ce n'est pas Joseph qui en avait pris l'initiative.

Léopold II (1790-1792).

Le nouveau souverain, Léopold II, avait, depuis 1765, fait dans son duché de Toscane l'apprentissage de l'art de gouverner. La sagesse d'une administration à la fois intelligente et paternelle lui avait mérité les louanges des économistes et des philosophes. Dès le début de son règne, une réaction violente se manifesta contre l'œuvre de son prédécesseur. Léopold y céda de bonne grâce. Il commença par déclarer « qu'il considérait les États des provinces comme les colonnes de la monarchie, qu'il leur rendrait leurs privilèges et qu'il travaillerait avec eux à mettre les intérêts de ses peuples en harmonie avec ceux du souverain ». Il supprima celles des mesures de Joseph II qui avaient le plus vivement froissé le sentiment public, suspendit le système d'impôt qui rendait les communes responsables vis-à-vis du Trésor pour tous les habitants, rouvrit les frontières aux produits étrangers, satisfit les griefs légitimes de la Bohême et de la Hongrie. Il invita les évêques à faire connaître leurs revendications et institua une commission ecclésiastique pour les examiner. Il restitua au clergé la plupart de ses droits essentiels, notamment celui de régler la liturgie comme il l'entendrait, de tenir les synodes avec l'autorisation du gouvernement et d'organiser, d'accord

avec lui, l'administration des paroisses. En revanche, il maintint les mesures qui interdisaient la publication des bulles sans le *placitum regium*, qui enlevaient aux évêques l'administration des fonds des diocèses, qui soumettaient les ecclésiastiques à la juridiction des tribunaux ordinaires. Ces concessions suffirent et désarmèrent le clergé.

Léopold II fut moins heureux vis-à-vis des Belges révoltés; il essaya en vain de les apaiser par les promesses les plus libérales. Il leur offrit une amnistie complète, s'engagea à ne plus confier les fonctions publiques à des étrangers, à soumettre l'armée au contrôle des Etats, à ne faire aucune loi sans leur concours. Il fallut recourir aux armes. Une armée de trente mille hommes fut réunie dans le Luxembourg et entra dans les Pays-Bas. Elle occupa Namur et Bruxelles. Le souverain honora sa victoire par la clémence; mais la Belgique ne fut reconquise par l'Autriche que pour devenir le champ de bataille de ses luttes contre la Révolution française (1790).

Cependant la guerre continuait avec la Turquie; les succès des armes autrichiennes inquiétaient l'Angleterre, et surtout la Prusse, qui avait concentré une armée sur les frontières de la Silésie et soutenait les mécontents des Pays-Bas. Léopold entra en négociations avec Frédéric-Guillaume. La Prusse affichait des prétentions singulières; elle demandait que l'Autriche et la Russie rendissent à la Porte tous les pays conquis entre le Danube et le Dniester, que l'Autriche restituât la Galicie presque tout entière à la Pologne; en compensation de ses sacrifices, elle pouvait reprendre les frontières que lui avait naguère laissées le traité de Požarevac (Passarowitz), mais la Prusse serait dédommagée de l'agrandissement de sa rivale par l'acquisition de Thorn et de Danzig enlevées à la Pologne. Le vieux Kaunitz refusa avec indignation ces conditions insolentes.

Un congrès se réunit à Reichenbach (27 juin 1790). La Prusse, l'Autriche, l'Angleterre et la Hollande y étaient représentées. Le diplomate prussien Herzberg, l'inventeur du Fürstenbund, renouvela les exigences du cabinet de

Berlin relativement à la Galicie et aux villes de Thorn et de Danzig. L'empereur alors entreprit de négocier sous main avec l'Angleterre. La cour de Londres exigeait qu'il rendît ses conquêtes et lui garantissait en échange les Pays-Bas. Léopold, en menaçant de céder à la France une partie de la Belgique, rendit l'Angleterre plus complaisante. Le congrès aboutit au traité de Sistova (4 août 1791). L'Autriche rendait ses conquêtes et s'engageait à ne pas soutenir la Russie dans une guerre ultérieure contre la Turquie; elle n'acquérait que le vieil Orsova et le district de l'Unna sur la frontière de Croatie. Ainsi, cette fois encore, le cabinet de Vienne lâchait la proie pour l'ombre, et sacrifiait les conquêtes qui eussent arrondi ses véritables frontières pour conserver une province lointaine, indocile, et toujours menacée par les convoitises de la France.

Il était difficile que l'Autriche restât indifférente aux progrès de la Révolution française. Comme empereur d'Allemagne, Léopold II avait à défendre les droits féodaux des princes allemands supprimés par l'Assemblée nationale dans l'Alsace, la Franche-Comté et la Lorraine; comme beau-frère du roi Louis XVI, il voyait avec inquiétude les progrès de la démocratie et la décadence de l'autorité royale. Le 6 juillet 1791, il publia une circulaire datée de Padoue, qui invitait tous les souverains de l'Europe à intervenir en faveur du roi de France contre ses sujets révoltés. Peu de temps après, il eut avec Frédéric-Guillaume II la célèbre entrevue de Pilnitz (27 août 1791).

Elle eut pour résultat une convention où les deux souverains s'engageaient à employer les moyens les plus efficaces pour mettre le roi de France « en état d'affermir, dans la plus parfaite liberté, les bases d'un gouvernement monarchique également convenable aux droits des souverains et au bien de la nation française ». Le 7 février 1792, il concluait avec la cour de Berlin un traité d'alliance définitif. Le 1er mars, il mourut subitement, laissant à son fils François II l'héritage de la lutte la plus formidable que l'Etat autrichien ait jamais eue à soutenir. Le 20 avril sui-

vant, la France déclarait la guerre au roi de Bohême et de Hongrie.

Notez bien ces deux mots. Il n'existe alors point d'empire d'Autriche. Et sans les deux solides piliers, la Bohême et la Hongrie, cet empire n'aurait jamais pu exister.

CHAPITRE XXIII.

FRANÇOIS II (1792-1835); LES GUERRES CONTRE LA RÉVOLUTION.

L'Autriche en 1792. — Perte de la Belgique; acquisition de la Galicie orientale (1794-1795). — Perte de la Lombardie; acquisition de Venise et de la Dalmatie (1797). — Marengo, traité de Lunéville (1801). — L'Autriche après le traité de Lunéville.

L'Autriche en 1792.

Au moment où la monarchie autrichienne va se lancer dans la grande aventure d'une guerre européenne, il n'est pas sans intérêt d'offrir un tableau sommaire, mais aussi complet que possible, de l'étendue de ses domaines et de sa puissance militaire.

« L'empire des Habsbourgs, dit M. Himly, abstraction faite de la Toscane et de Modène où des branches cadettes de la dynastie régnaient déjà, ou avaient l'expectative de la succession, s'étendait sur une superficie de 11 600 lieues carrées d'Allemagne, soit environ 640 000 kilomètres carrés et comptait environ 24 000 000 d'habitants. D'après la nature de ses territoires, il se divisait en deux grandes moitiés d'égale étendue; les pays qui appartenaient de plus ou moins près à l'empire germanique avaient une population de plus de dix millions et demi d'âmes sur 220 000 kilomètres carrés; les provinces en dehors de l'empire avaient un peu moins de 14 000 000 d'ha-

bitants sur près de 420 000 kilomètres carrés. Chacune de ces deux grandes divisions comprenait trois groupes de pays, historiquement et politiquement distincts ; d'un côté, c'étaient les deux cercles d'Autriche et de Bourgogne, et les territoires de la couronne de Bohême, étrangers à la division en cercles ; de l'autre, les possessions hongroises polonaises et italiennes de la monarchie.

La couronne de Saint-Etienne, c'est-à-dire la Hongrie avec les royaumes de Slavonie, de Croatie, de Dalmatie (hongroise) et la Transylvanie, était évaluée à 322 000 kilomètres carrés et à 9 100 000 âmes ; le royaume de Bohême, avec ses annexes de Moravie et de Silésie, avait 4 300 000 habitants répartis sur 79 000 kilomètres carrés ; la Galicie et la Bukovine en comptaient 3 300 000 pour 85 000 kilomètres carrés.

Milan et Mantoue, avec les fiefs impériaux de la Ligurie, étaient évalués à 12 000 kilomètres carrés et 1 350 000 âmes ; les Pays-Bas autrichiens à 2 000 000 d'habitants sur 26 000 kilomètres carrés. Un sixième groupe comprenait les pays d'empire proprement dits, c'est-à-dire le cercle d'Autriche et un certain nombre de possessions peu importantes dispersées dans les cercles de Souabe et du Bas Rhin ; il était évalué à 115 000 kilomètres carrés et à 4 300 000 âmes.

Les géographes du dix-huitième siècle répartissaient tous les pays d'empire en quatre groupes :

1° L'Autriche inférieure, ou archiduché d'Autriche proprement dit, comprenant les pays au-dessous de l'Enns, avec Vienne, et les pays au-dessus de l'Enns, avec Linz, auquel se rattachait le Salzkammergut (Hallstadt) et le quartier de l'Inn annexé en 1779. Ces provinces étaient complètement allemandes.

2° L'Autriche intérieure comprenait les quatre duchés de Styrie, de Carinthie, de Carniole et de Frioul. Le Frioul réunissait sous une domination commune, plutôt géographique que politique et administrative, les pays autrichiens du fond de l'Adriatique, les comtés de Gorica et de Gradisca, les territoires d'Aquilée et d'Idria, de Trieste et de Fiume

(Rieka), pays slaves avec un faible mélange de colons italiens.

3° L'Autriche supérieure comprenait le comté princier du Tirol (Innsbrück) et le Vorarlberg (Feldkirch). Au Tirol étaient unis par un lien de vassalité les évêchés de Trente et de Brixen, quelques bailliages sur l'Adige et en Autriche, et la seigneurie de Tarasp en Engaddine; au Vorarlberg proprement dit se rattachait le comté de Hohenembs (sur le lac de Constance) et la seigneurie de Rœzuns dans le pays grison.

4° Enfin l'Autriche antérieure (Vorderœsterreich) comprenait toutes les possessions dans l'ouest de l'Allemagne; le Brisgau avec ses annexes sur le Rhin (Rheinfelden, Sæckingen, Laufenbourg, Waldshut), la Souabe autrichienne composée d'une multitude de territoires isolés entre le Danube supérieur et le Rhin. Sur la rive gauche du Rhin, le petit comté de Falkenstein, dans le mont Tonnerre, était le seul lambeau de ses anciens domaines lorrains qui restât à la dynastie de Habsbourg-Lorraine[1]. »

En somme, la monarchie autrichienne de 1792 venait immédiatement après la Russie et la France : l'ensemble de ses États était un peu plus vaste que le territoire de l'Autriche actuelle; mais ils étaient disloqués de façon à donner aisément prise à l'ennemi. La Bohême, la Galicie, la Hongrie et les États héréditaires formaient un groupe compacte; mais le Milanais et le Mantouan étaient séparés de ce groupe par la Vénétie. Le Brisgau et la Souabe autrichienne étaient bizarrement enchevêtrés avec les innombrables États souverains du cercle de Souabe; la Belgique était complétement isolée du reste des provinces autrichiennes et ne demandait qu'à secouer une domination étrangère. C'est sur toutes ces possessions avancées qu'allait d'abord porter l'effort de la guerre.

L'armée autrichienne comprenait à ce moment un total de 270 000 hommes. On comptait 77 régiments d'infanterie, dont 39 fournis par les pays allemands et les provinces

1. Himly, *Histoire de la Formation territoriale des États de l'Europe centrale*, vol. I, p. 439-443.

slaves en dehors de la Hongrie, 11 par la Hongrie et la Transylvanie, 5 par les Pays-Bas, 2 par l'Italie, et 17 par les Confins militaires. Il y avait deux régiments essentiellement affectés aux garnisons et deux régiments d'artillerie. Le total des troupes à pied était de 220000 hommes. La cavalerie comptait 11 régiments de grosse cavalerie, 16 régiments de dragons et de hussards, 11 régiments de hulans, soit en tout 50000 chevaux. Cette armée se recrutait au moyen de la conscription établie dans tous les États par Joseph II, sauf dans le Tirol, les Pays-Bas et la Hongrie. Ce royaume, en cas de besoin,* offrait à l'empereur *l'insurrection* et décrétait des levées plus ou moins considérables.

Perte de la Belgique; acquisition de la Galicie orientale (1794-1795).

Le prince qui allait jouer le principal rôle dans ces longues luttes était, à son avénement au trône, âgé de vingt-quatre ans. Il avait été élevé en Toscane, sous le gouvernement patriarcal de Léopold; il avait ensuite vécu à la cour de Joseph II qui s'était efforcé de lui inculquer ses idées réformatrices; il avait vu, sous le règne éphémère de Léopold II, la réaction irrésistible du sentiment national et du bon sens contre les excès du Joséphinisme; un règne pacifique lui eût peut-être donné l'occasion de déployer les qualités bourgeoises et honnêtes qu'il devait à la nature et à l'éducation. Les luttes qu'il eut à soutenir contre la Révolution le rendirent à la longue ombrageux et despote.

Couronné, peu de temps après son avénement, à Bude et à Prague, François II n'était pas encore empereur quand la guerre éclata. Elle fut déclarée au roi de Bohême et de Hongrie. Il n'est pas toujours facile de distinguer dans cette lutte gigantesque l'histoire militaire des Autrichiens de celle de leurs alliés prussiens ou allemands. Tout au plus peut-on, en signalant les noms des principaux généraux, chercher la part que les diverses nationalités autrichiennes

prirent à la guerre. Les succès furent, comme on sait, plus rares que les revers; les Français envahirent la Belgique et, après la journée de Jemmapes (6 novembre 1792), les Pays-Bas autrichiens jusqu'à Luxembourg tombèrent en leur pouvoir. La victoire de Clerfayt à Nerwinde (18 mars 1793) ouvrit un instant la France aux impériaux; celle de Wurmser aux lignes de Wissembourg leur livra l'Alsace; mais ils durent bientôt repasser le Rhin. En 1794, l'empereur parut personnellement en Belgique et tenta de ramener la victoire sous ses drapeaux. La défaite de Fleurus (26 juin 1794) assura définitivement les Pays-Bas à la France.

Le meurtre juridique de Louis XVI avait été un défi jeté aux rois coalisés; l'exécution de Marie-Antoinette (16 octobre 1793), était un défi à la maison d'Autriche; François II n'avait pu réussir ni à délivrer, ni à venger l'infortunée sœur de son père. Abandonné par le roi de Prusse, qui signait en 1796 le traité de Bâle avec la république française, il chercha du moins une compensation dans le voisinage des États autrichiens.

Cette compensation, l'Autriche la trouva du côté de la Pologne : par le traité de Saint-Pétersbourg (24 octobre 1795) et les conventions spéciales conclues avec la république, elle acquit les palatinats de Sandomir et de Lublin avec des parties des palatinats de Cracovie, de Masovie, de Podlachie et de Brest jusqu'au confluent du Bug dans la Vistule. Cette région reçut le nom officiel de West-Galizien, et fut réunie à la Galicie orientale. Les raisons données pour justifier ce nouveau démembrement étaient assez misérables. La Pologne était devenue un foyer d'idées anarchiques et républicaines dont la contagion était dangereuse pour les États limitrophes. L'Autriche, ne pouvant s'opposer à l'agrandissement des deux puissances voisines, avait pour devoir de veiller à ses propres intérêts. Cette fois elle n'avait pu invoquer de prétendus droits historiques, comme lors du premier partage; son ambition seule légitimait cette conquête sans gloire; mais il suffit de jeter les yeux sur une carte pour voir que cette acqui-

sition ne pouvait être durable. Elle poussait une pointe jusqu'au cœur de l'ancienne Pologne, jusqu'au centre des possessions que la Russie et la Prusse s'étaient attribuées : « tôt ou tard l'une de ces deux puissances devait être tentée de s'arrondir aux dépens de l'Autriche, en lui appliquant le système de spoliation qui avait si bien réussi vis-à-vis de la Pologne. » (Himly.) La nouvelle annexion ajoutait à l'Autriche 4 700 kilomètres carrés et 1 100 000 habitants. Ce n'était pas une indemnité suffisante pour la perte des Pays-Bas.

Perte de la Lombardie ; acquisition de Venise et de la Dalmatie (1797).

Abandonné par la Prusse, François II ne fut pas plus heureux en Italie qu'en Belgique : les victoires de Bonaparte à Montenotte, à Millesimo (avril 1796), eurent pour résultat la conquête de la Lombardie, bientôt transformée en république cisalpine. Bonaparte avait annoncé aux Italiens qu'il ne faisait la guerre qu'aux « tyrans qui les tenaient asservis ». Qui lui eût dit alors que l'un de ces tyrans était le futur beau-père de Napoléon Ier ? Les troupes de François II firent d'héroïques efforts pour disputer le terrain aux armées républicaines. Elles échouèrent. Wurmser, défait à Lonato, à Castiglione, à Bassano (août, septembre 1796), fut réduit à s'enfermer dans Mantoue. Le Hongrois Alvinzy, qui descendit du Frioul pour le délivrer, fut écrasé à Arcole, puis à Rivoli, et Wurmser capitula dans Mantoue (février 1797). La route de Vienne s'ouvrait au vainqueur La république aristocratique de Venise crut sauver son indépendance et se garantir contre l'invasion des idées révolutionnaires en traitant avec l'Autriche et en attaquant les Français à l'improviste. Cette imprudence devait lui coûter sa liberté et la réduire à une servitude qui a été l'un des plus douloureux épisodes de l'histoire contemporaine. Après la reddition de Mantoue, l'Autriche avait opposé à Bonaparte celui qu'elle considérait comme

le plus brave de ses généraux, l'archiduc Charles, frère de l'empereur, rappelé brusquement de l'armée du Rhin où il avait lutté glorieusement contre Moreau et Jourdan. L'empereur, en voyant sa frontière du midi menacée, tenta un effort désespéré. Dans le Tirol et en Bohême les habitants furent levés en masse : en Hongrie, la noblesse décréta l'insurrection; l'archiduc s'efforça de réorganiser l'armée autrichienne, et prit position derrière le Tagliamento pour préserver Trieste. Masséna s'empara du col de Tarvis, où passe la grande route de Vérone à Vienne et qui constitue la clef du passage des Alpes; le 16 mars, le premier choc eut lieu entre Bonaparte et son digne adversaire. L'archiduc se replia sur l'Isonzo et s'efforça d'enlever à Masséna le passage du Tarvis. Il fut obligé de reculer jusqu'à Klagenfurth. Bonaparte continue sa marche victorieuse; il détache deux corps qui s'emparent de Trieste et d'Idria et pénètre lui-même à Klagenfurth. Pendant ce temps-là, Joubert, qui opérait sur la gauche des lignes françaises, remontait l'Adige et, malgré les efforts de Loudon et de Kerpen, il pénétrait en Tirol par le Pusterthal.

Vienne était sérieusement menacée; le patriotisme de la molle cité fut à la hauteur du danger. La population virile prit les armes, les étudiants s'enrôlèrent et formèrent un corps d'armée; les fortifications furent réparées : la guerre, qui avait été d'abord une guerre de cabinet et de principes, devint à l'approche de l'ennemi une lutte nationale; le sentiment patriotique se mêla chez les Viennois au sentiment de loyauté monarchique. Evidemment. il devenait dangereux pour Bonaparte de s'aventurer dans un pays surexcité, laissant derrière lui l'Italie douteuse et sans avoir fait sa jonction avec les armées du Rhin. Le 31 mars 1797, il écrit de Klagenfurth à l'archiduc Charles pour lui proposer la paix : cependant il marche en avant, pénètre en Styrie et là il reçoit à son quartier général de Jüdenburg les envoyés de la cour d'Autriche, le feld-maréchal lieutenant Bellegarde et le général major Merfeldt. On convient d'un armistice. Les conditions de la paix sont discutées dans le château de Gœs, non loin de la petite ville de Leoben. C'est

là que les préliminaires furent signés entre Bonaparte pour la France et le marquis de Gallo pour l'Autriche.

L'Autriche cédait à la France la Belgique et ses possessions italiennes, sur la rive droite de l'Oglio. Elle était indemnisée par une partie des possessions vénitiennes, situées sur le littoral de l'Adriatique. Venise obtenait en compensation la Romagne, Bologne et Ferrare.

Mais, tandis que Bonaparte signait les préliminaires, éclatait dans les domaines de la république le mouvement anti-français qui allait amener la fin de son indépendance. A la nouvelle des pâques Véronaises, les troupes françaises redescendirent sur la Vénétie et assiégèrent la cité des doges qui n'osa ou ne sut pas se défendre, bien que protégée par la mer, contre des généraux qui n'avaient pas un vaisseau. Le 17 mai, Venise fut occupée par les Français, qui y plantèrent un arbre de liberté. Les préliminaires de Leoben furent ratifiés le 24 mai suivant.

Le gouvernement autrichien ne perdit pas de temps et prit possession des territoires qu'il venait d'acquérir; ses troupes occupèrent d'abord en Istrie les villes de Pirano, de Città nuova, de Parenzo, de Rovigno, puis les îles de Veglia, de Cherso, d'Arbe, de Pago : elles entrèrent ensuite à Zara, où elles furent reçues avec sympathie par une population fatiguée de la domination vénitienne.

Les conférences pour la conclusion de la paix définitive entre la République française et l'Autriche eurent lieu à Udine. L'Autriche y envoya pour plénipotentiaire le comte Cobenzel (26 septembre). C'est dans ces conférences que Bonaparte, peu habitué à maîtriser la brusquerie de son caractère, aurait brisé un service de verre en s'écriant : Je briserai ainsi votre monarchie ! La paix fut signée enfin le 17 octobre 1797, au château de Campo-Formio : l'Autriche renouvelait ses concessions et reconnaissait la fondation de la République Cisalpine; la France gardait les îles Ioniennes et les possessions vénitiennes en Albanie. En revanche, l'Autriche acquérait tout le territoire de Venise avec ses annexes. Le duc de Modène, dépossédé au profit de la République Cisalpine, devait être indemnisé

de la perte de son duché par la cession du Brisgau que François II lui abandonnait.

Par des articles secrets joints à ce traité, l'empereur s'engageait à aider la France à acquérir la rive gauche du Rhin ; il demandait en échange ses bons offices pour acquérir le territoire de Salzbourg et cette portion de la Bavière située entre l'Inn et la Salza, qui interceptait la communication avec le Tirol. L'une des conséquences du traité de Campo-Formio fut la mise en liberté de La Fayette, qui depuis 1792 était détenu à Olomouc (Olmutz).

En somme, l'Autriche, malgré ses défaites, se tirait heureusement de la guerre ; elle avait tenu tête à la France, alors que la Prusse avait déjà abandonné la lutte : elle en sortait moins affaiblie par la perte des Pays-Bas que fortifiée par la possession de Venise et de la Dalmatie. L'ensemble de ces nouveaux territoires s'élevait à 40 000 kilomètres carrés et comprenait environ trois millions d'habitants. Bien que les Français, avant d'évacuer Venise, eussent détruit la flotte de la république, cette acquisition n'en était pas moins fort importante au point de vue maritime. L'Adriatique devenait presque une mer autrichienne. La Dalmatie fournissait toute une population d'habiles marins et de vaillants soldats. Cette province, qui avait jadis été l'objet des convoitises des rois de Hongrie, revenait à leur successeur, sans qu'il eût même eu la peine de la conquérir. Elle restera désormais attachée aux destinées de l'Autriche. Rappelons ici brièvement son histoire.

On a vu plus haut comment cette province romaine, après avoir été colonisée par les Slaves, avait fait partie du royaume de Croatie. Les Vénitiens, dès le dixième siècle, avaient commencé la conquête des îles et du littoral. Cette conquête n'avait été définitivement achevée que vers le début du quinzième siècle. Seule, la république de Raguse avait résisté, grâce à la protection de la Porte. Cependant, la partie intérieure de la Dalmatie était restée unie à la Croatie ; mais ce fut pour tomber aux mains des Turcs. Grâce à la colonisation vénitienne, les villes slaves prirent un caractère italien qu'elles n'ont pas encore com-

plètement perdu aujourd'hui : leur constitution aristocratique était calquée sur celle de Venise : quelques familles possédaient la fortune territoriale ; les fonctions publiques n'étaient confiées qu'à des Vénitiens ; la population indigène était tout à la fois exploitée et persécutée. Un décret de la république interdisait le mariage des Vénitiens avec des femmes slaves. Néanmoins la tradition slave persistait dans la vie nationale et dans la littérature.

L'administration de la province était confiée à un provéditeur général qui était toujours un sénateur de Venise, nommé pour trois ans. Il exerçait le pouvoir civil, judiciaire et militaire, et résidait à Zara. Le pays était partagé en vingt-deux cercles (reggimenti) également gouvernés par des nobles vénitiens, dont l'administration était à la fois servile et corrompue. Les indigènes fournissaient la force militaire (gli Schiavoni, les Slaves) qui occupait une vingtaine de villes de garnison ; mais les officiers étaient tous Vénitiens

Venise fit peu de chose pour l'instruction publique dans le pays conquis ; elle tenait peu à voir s'y développer une civilisation indépendante et s'efforça avant tout d'italianiser ses sujets slaves ; néanmoins les Dalmates avaient fini par s'attacher à elle en haine de la Turquie. Malgré l'influence de l'italianisme, une littérature nationale avait réussi à naître en Dalmatie, mais c'est à Raguse qu'elle trouva son véritable foyer.

Marengo, traité de Lunéville (1801).

Le traité de Campo-Formio n'avait pas terminé l'œuvre de la diplomatie autrichienne. Elle avait à régler les affaires de l'Allemagne. Elle envoya au Congrès de Rastadt trois diplomates, parmi eux Metternich, le père de celui qui fut plus tard le mauvais génie de l'Europe, et Cobenzel. Les conférences de Rastadt traînèrent en longueur. On sait qu'elles se terminèrent brusquement par l'assassinat des représentants français (avril 1799). Cet événement singulier a donné lieu à bien des conjectures. Ceux qui veulent à tout

prix justifier l'Autriche l'attribuent à la brutalité des hussards Szeklers exaspérés contre les Jacobins. D'autres prétendent qu'il fut inspiré par le ministre Thugut; il fit, il est vrai, arrêter et jeter en prison le colonel Barbaczy et le capitaine Burkhard; mais ils furent mis en liberté deux ans plus tard et l'affaire fut étouffée. Suivant certains documents, l'Autriche cherchait à s'emparer des papiers des envoyés français et n'en voulait point à leur vie; les hussards peu civilisés dépassèrent les instructions qu'ils avaient reçues. Une autre circonstance vint compliquer la situation et rendre à peu près impossible le rétablissement d'une paix définitive entre la France et l'Autriche. La France avait envoyé comme ambassadeur à Vienne le général Bernadotte. Il prit une attitude peu propre à se concilier une population irritée par de récentes défaites; il prétendit empêcher de célébrer dans la capitale une fête militaire; il fit flotter au balcon de son hôtel dans la Wallnerstrase le drapeau tricolore, le drapeau de cette Révolution qui avait décapité Marie-Antoinette. Il fut arraché par une populace furieuse : Bernadotte demanda ses passeports et quitta l'Autriche.

La République réclama une satisfaction qui ne fut point accordée. Cobenzel, qui venait de succéder à Thugut comme ministre des affaires étrangères, s'efforça de gagner des alliances en vue d'un nouveau conflit. Celle du roi de Naples fut bientôt paralysée par les victoires de Championnet et l'institution de la République Parthénopéenne (janvier 1799). Une alliance plus sérieuse était celle de la Russie : dès la fin de l'année 1798, une armée russe était entrée en Galicie et en Moravie; le 12 mars 1799, le Directoire, après avoir en vain demandé des explications sur cette violation des lois de la neutralité, déclara la guerre à l'Autriche.

La lutte reprit à la fois dans l'Allemagne du Sud, en Suisse et en Italie. La coalition avait réuni trois cent soixante mille hommes. Avec l'Autriche, la Russie et la Prusse marchaient le Piémont et l'Angleterre.

Rappelons seulement les principaux exploits des généraux autrichiens. En Italie, Kray et Mélas battirent à Pastrengo,

à Vérone, à Magnano l'incapable Schérer. Ces victoires continuèrent après que Souvarov eut pris le commandement des troupes russes et autrichiennes combinées (journées de Cassano, de la Trebbia, de Novi, avril-août 1799).

Le retour de Bonaparte en Italie ramena la victoire sous les drapeaux de la France. La journée de Marengo arrêta la marche triomphante de Mélas (14 juin 1800). Après la capitulation d'Alexandrie, il dut se replier jusqu'au Mincio. Dans l'Allemagne méridionale, Moreau battit Kray à Engen, à Mœskirch, à Biberach, à Memmingen (1800). L'Autriche, fatiguée de cette lutte inutile, avait consenti à la paix; un traité avait été ébauché à Paris entre le général Saint-Julien et Talleyrand (28 juillet 1800). Il prenait pour base les stipulations de Campo-Formio; seulement des articles secrets mettaient en Italie les compensations qui avaient été autrefois garanties à l'Autriche en Allemagne.

Mais Saint-Julien avait dépassé ses pouvoirs; l'Autriche, soutenue par les subsides de l'Angleterre, continua la lutte. Mélas et Kray, qui avaient eu le tort de se laisser vaincre, perdirent leurs commandements et furent remplacés, le premier par Bellegarde, le second par l'archiduc Jean. La guerre était devenue fort impopulaire en Autriche; Thugut, qui représentait surtout les intérêts anglais, dut se retirer et céder la place à Cobenzel, le négociateur de Léoben. La défaite de Hohenlinden (3 décembre 1800) porta un coup cruel à l'armée autrichienne; elle avait perdu 4700 morts et blessés, 7000 prisonniers, 80 pièces de canon; le corps auxiliaire bavarois, 5000 hommes et 24 pièces de canon.

L'archiduc Charles, qui s'était reposé depuis sa victoire de Stockach sur Jourdan (25 mars 1799), reprit le commandement pour sauver l'Autriche. Mais il ne retrouva plus que les débris de cette armée qu'il avait naguère conduite à la victoire. Les Français étaient arrivés jusqu'à Steyer, aussi près de Vienne qu'ils l'étaient naguère à Léoben. Il fallut céder; un armistice fut conclu le 25 octobre 1800; il abandonnait aux Français Würzbourg,

Braumau, Küfstein, Peschiera, Legnago, Vérone, Ferrare, Ancone et Mantoue. On traçait entre les deux armées une ligne de démarcation qui laissait aux Français tout le Tirol, une partie de l'archiduché d'Autriche, de la Styrie et de l'Illyrie. L'Autriche s'engageait à conclure la paix, quelles que fussent les décisions de ses alliés.

Cobenzel s'était rendu à Lunéville, où il négociait la paix définitive avec Joseph Bonaparte. La France exigeait que l'empereur traitât, non pas seulement pour ses États, mais pour l'Allemagne tout entière; il n'en avait pas le droit, mais il finit par céder. Les conditions de la paix de Lunéville (9 février 1801) étaient à peu près les mêmes que celles du traité de Campo-Formio. François II abandonnait à la France, pour elle-même ou pour son alliée, la République Helvétique, le comté de Falkenstein dans le mont Tonnerre, la seigneurie de Taraps dans l'Engadine, et sur la rive gauche du Rhin, les antiques possessions habsbourgeoises, le Frickthal, Laufenbourg et Rheinfelden; en revanche, la frontière occidentale du territoire vénitien était avancée jusqu'à l'Adige; l'Autriche cédait l'Ortenau pour augmenter le territoire du duc de Modène-Brisgau. L'archiduc Ferdinand III devait échanger le duché de Toscane contre le nouvel électorat de Salzbourg, formé de l'archevêché de Salzbourg, de la prévôté de Berchtolsgaden et d'une partie des évêchés de Passau et d'Eichstadt. La formation de cet électorat nouveau enlevait à la dynastie environ un million de sujets.

Ainsi, François II n'avait pas réussi à garantir l'intégrité de l'Allemagne; la France gardait la rive gauche du Rhin; les princes dépossédés se tournaient vers Paris pour faire valoir leurs droits à une indemnité; par la sécularisation des biens ecclésiastiques, les princes-évêques, qui étaient en Allemagne les clients les plus fidèles d'une dynastie essentiellement catholique, avaient disparu. L'Autriche recueillait, il est vrai, les évêchés de Trente et de Brixen; mais depuis longtemps ils reconnaissaient de fait la suzeraineté du Tirol. Ce n'était donc qu'une acquisition illusoire. La situation de la monarchie en Allemagne devenait

évidemment des plus précaires. On verra bientôt comment François II se décida à substituer au titre pompeux, mais sans objet, d'empereur d'Allemagne, le titre nouveau et plus réel d'empereur d'Autriche. Avant d'arriver à ce fait important, étudions un instant la situation intérieure de l'Etat autrichien pendant cette période si troublée du règne de François II.

L'Autriche après le traité de Lunéville.

L'un des résultats les plus sérieux de cette lutte si longue, ce fut peut-être d'avoir amené les peuples et surtout l'armée à un sentiment plus réel de l'unité monarchique. Ces soldats de tant de nations diverses qui avaient lutté ensemble pendant près de dix années sur les champs de bataille des Pays-Bas, de l'Italie, de l'Allemagne et de la patrie autrichienne (Gèsammtvaterland), se rapprochèrent les uns des autres dans la fraternité d'armes. Un corps d'officiers se forma, qui représenta l'idée de l'Etat autrichien : « C'est dans ton camp qu'est l'Autriche », écrivait en 1848 un poète viennois à Radetzki. Le mot était déjà presque vrai en 1800. De fait, l'Autriche fut avant tout et fatalement un Etat militaire : c'est l'armée qui maintenait dans leur instable équilibre toutes les parties divergentes de cet ensemble bigarré. D'autre part, par cela même qu'elle était composée d'hommes appartenant à diverses nationalités, l'armée autrichienne ne prit pas un caractère prétorien, une affectation dédaigneuse de supériorité vis-à-vis de l'élément civil, comme cela s'est produit en Prusse, ou en France sous Napoléon Ier.

Pour lutter contre la révolution française, les noblesses des divers pays rivalisèrent d'enthousiasme : la Hongrie avait deux fois soulevé son insurrection ; les Tiroliens, les habitants de la Basse-Autriche avaient en 1796 et 1797 pris les armes en masse ; en Bohême, on avait organisé en 1796 la milice du pays ; en Moravie et en Silésie (1800), un corps de chasseurs. En 1800, pendant le séjour de l'archi-

duc Charles en Bohême, une légion spéciale s'était constituée sous son inspiration.

La direction des affaires militaires était restée confiée au *Hofkriegsrath*. Il était composé en partie d'officiers, en partie de fonctionnaires civils. Il était établi à Vienne ; malgré le zèle de ses membres il ne rendit que de médiocres services ; il prétendit régler du fond d'une chancellerie les opérations militaires. Souvarov, durant la campagne de 1799, refusa de lui communiquer ses plans. En 1801, l'empereur lui donna pour président l'archiduc Charles. L'année suivante la durée du service militaire, qui était illimitée, fut réduite à quatorze ans pour les soldats.

La direction des affaires étrangères, pendant presque toute cette période orageuse, avait appartenu au célèbre Thugut. Kaunitz, qui avait mené la chancellerie sous trois règnes, et qui avait eu naguère la satisfaction de rapprocher les deux cours hostiles de Versailles et de Paris, avait pris sa retraite en 1796.

Né à Linz en 1736, Thugut, après avoir rempli plusieurs missions en Orient et occupé l'*internonciature* de Constantinople, avait été envoyé à Paris au début de la révolution et avait joué un rôle important dans les négociations qui rapprochèrent Marie-Antoinette et Mirabeau. Il avait pris en Orient l'habitude des petites intrigues de cabinet. Il se montra toujours l'ennemi acharné de la République française. Sa démission avait été une des clauses secrètes du traité de Campo-Formio. A partir du 8 octobre 1800, il rentra dans la vie privée.

Joseph Cobenzel, né à Bruxelles en 1753, avait fait son éducation politique dans le gouvernement de la Galicie et dans les postes d'ambassadeur près les cours de Berlin et de Pétersbourg. Il avait, par son habileté, su maintenir des relations cordiales pendant seize ans de suite entre l'Autriche et la Russie. Il avait pris part au traité de Campo-Formio et aux négociations de Rastadt. En 1798, ce fut lui qui décida la Russie à mettre ses troupes en ligne. Après avoir conclu la paix de Lunéville, il continua de mener les affaires étrangères jusqu'en 1805 ; ce fut plutôt un aimable

et souple courtisan qu'un habile homme d'État. Joseph Cobenzel ne doit pas être confondu avec son cousin, Jean-Louis Cobenzel qui fut, après la paix de Lunéville, ambassadeur d'Autriche à Paris et eut plus d'une fois à essuyer les brusqueries de Napoléon.

A l'intérieur, la lutte entre les partisans du Joséphinisme et ses adversaires durait encore dans les esprits; en d'autres circonstances les partisans du Joséphinisme se seraient peut-être appuyés sur les doctrines de la Révolution française. En Hongrie elles avaient fait des adeptes (conspiration de Martinovics). A Vienne, il n'y eut qu'une seule conspiration, celle de l'officier Franz Hebenstroit, accusé d'avoir livré aux Français et aux Polonais le secret d'une marche de guerre, et d'avoir composé des chants séditieux. Il fut condamné à mort, et ses complices à des peines diverses. Les guerres étrangères détournaient l'attention des idées de réforme; un ministère spécial avait été créé pour les finances et pour la Galicie, une nouvelle commission d'études instituée, mais aucun plan d'ensemble n'avait été adopté.

On peut juger de la confusion qui existait alors par l'extrait suivant d'un mémoire adressé par le comte Chotek à l'empereur : « Le règne de Votre Majesté offre une série de mutations. On a fait de la police une direction spéciale (Hofstelle), on a dissous la chambre des comptes fondée en 1761 et devenue en 1782 complétement indépendante ; on a de nouveau traité les affaires par pays, transmis la comptabilité à la direction politique, puis créé un contrôle d'État. On a établi une nouvelle commission d'études et fondu en une seule les deux commissions de législation qui existaient antérieurement. Depuis le traité de Campo-Formio on a fait bien d'autres changements. On a détaché les finances de la direction commune (vereinigte Hofstelle) et nommé le comte Saurau président de la chambre de la Cour et ministre des finances. La direction supérieure de la justice a été réunie à la chancellerie bohême-autrichienne, et on a créé pour la Galicie une direction spéciale qui comprend la justice et les affaires politiques ; ces deux changements vont

évidemment contre leur but : d'un côté, on crée deux directions nouvelles pour des provinces soumises à une constitution identique, de l'autre on surcharge un fonctionnaire d'attributions absolument hétérogènes. En 1801, après avoir appelé le comte Saurau à d'autres fonctions, on a créé une direction ministérielle de la banque et une direction secrète du crédit, et on a joint de nouveau le *camerale* (les finances) à la direction politique. Le même personnage réunissait la direction de la justice et des affaires politiques, comme chef de la direction, et comme ministre, une partie des finances ; c'est là un ensemble de fonctions qui surpasse les forces humaines. L'administration des finances s'est trouvée disloquée au moment même où leur état précaire réclamait une direction centrale et unique.

« Dès que la paix fut rétablie, continue Chotek, l'empereur essaya d'établir une organisation durable. Il institua le *conferenzministerium*, comme le point central où se concentrent toutes les branches de l'administration. Désormais une direction commune était imprimée aux affaires intérieures, étrangères et militaires de la monarchie. Une instruction spéciale, rédigée pour le ministre de la guerre, a déterminé les affaires qu'il avait à porter à la connaissance de la conférence, celles qu'il avait, en dehors de la conférence, à soumettre à l'empereur, à régler lui-même ou à soumettre au conseil de la guerre. Pour organiser l'administration civile, il était nécessaire de mettre en rapport toutes les directions de l'intérieur, de telle sorte que chacune dépendît immédiatement du ministre compétent ; il fallait déterminer les attributions de chaque autorité, depuis le juge de village jusqu'au ministre, de telle sorte que les empiétements d'une juridiction sur l'autre devinssent impossibles, que chaque fonctionnaire connût bien ce qu'il doit décider par lui-même ou faire décider en haut lieu, qu'enfin l'empereur fût toujours au courant des affaires importantes sans être surchargé de détails inutiles.

« Ce but élevé n'a pas été atteint.... On a mal organisé

l'intérieur. On n'a pas renoncé à porter les sujets les moins importants devant l'empereur et devant la conférence. Les propositions se sont bornées à quelques recherches fragmentaires sur la législation, à quelques mesures éphémères concernant les finances et d'autres objets. On n'a jamais songé à organiser les directions, à étudier dans leur ensemble les besoins de l'État et les moyens de les satisfaire, à relever le bien-être national par l'industrie et le commerce, à créer des écoles d'utilité publique ; on n'a jamais eu de ces plans d'ensemble pour lesquels le *conferenzministerium* a été créé. La division des conférences en deux catégories, les conférences restreintes pour les affaires intérieures, et les grandes conférences, est contraire aux vues de Votre Majesté. Il en résulte des collisions administratives. » Comme on le voit, ce que le comte Chotek réclamait ici, c'était, à défaut d'un régime parlementaire commun, un conseil des ministres, tel qu'il existe aujourd'hui dans tous les États européens. Les réformes qu'il demande dans son mémoire se sont plus tard réalisées.

Huit ans de guerre avaient dû épuiser les finances d'un empire aussi pauvre que l'était l'Autriche-Hongrie. L'empereur engagea ses propres biens pour y subvenir; les Etats des diverses provinces, les corporations, les particuliers, rivalisèrent de zèle et de sacrifices. On eut recours à divers expédients, on augmenta la quantité de papier-monnaie; on décréta des emprunts forcés; on maintint des tarifs douaniers absolument intolérables pour le commerce; le système prohibitif subsista avec tous ses abus. L'unité douanière, que Joseph Ier avait introduite, fut supprimée, la ligne de douanes fut rétablie entre la Hongrie et le reste des États.

La construction des routes fut poussée avec activité, spécialement dans la Carniole, la Croatie, la Bohême, la Moravie. Un canal fut creusé entre le Danube et la Tisza. L'empereur se piquait d'aimer l'agriculture et fonda pour elle diverses écoles spéciales. Il s'appliqua notamment à développer l'économie rurale en Galicie, où la négligence polonaise avait, il faut le reconnaître, laissé beaucoup à

faire. Le servage fut supprimé dans cette province en 1799. Les établissements de bienfaisance se multiplièrent.

On continua l'œuvre de codification commencée sous Marie-Thérèse. Les livres I, II et III du Code furent publiés en 1794, 1795, 1796. La Galicie obtint des lois spéciales qui introduisirent un peu d'ordre dans ce pays. Malheureusement, François II ne fit rien pour l'instruction publique; il n'en eut ni le temps, ni la volonté. La crainte de voir pénétrer en Autriche les idées de la Révolution française, fit appliquer à la pensée un système prohibitif plus rigoureux encore que celui qui pesait sur l'industrie; la censure passa des mains des professeurs à celles de la police; le timbre sur la presse fut introduit. Le règne de François II est, à bien des points de vue, la contre-partie de celui de Joseph II. Dans son horreur pour les idées libérales, il crut ne pouvoir mieux les combattre qu'en fortifiant dans ses États les institutions religieuses et l'influence du clergé, qu'il favorisa par tous les moyens possibles. Cependant, il maintint les lois de tolérance. En 1795, une commission de révision des études fut chargée d'examiner les questions d'enseignement; mais elle s'inspira d'idées peu libérales et purement utilitaires.

CHAPITRE XXIV.

FRANÇOIS II; LES GUERRES CONTRE NAPOLÉON (1804-1815).

François II empereur d'Autriche (1804). — Nouvelle guerre contre Napoléon; traité de Presbourg (1805). — François II renonce à l'empire d'Allemagne (1806). — Campagne de 1809; insurrection du Tirol (1809). — Aspern et Wagram; traité de Schœnbrünn (1809). — Les Français dans les provinces illyriennes. — Metternich, alliance avec Napoléon. Campagne de Russie; réaction contre Napoléon. — Bataille de Leipzig, les Autrichiens à Paris (1813-1814). — Le congrès de Vienne (1814-1815).

François II empereur d'Autriche (1804).

L'acte le plus important du règne de François II, après le traité de Lunéville, fut la création du titre d'empereur d'Autriche. La maison de Habsbourg-Lorraine avait perdu ses biens en Allemagne; l'empereur n'exerçait plus qu'une influence dérisoire sur le corps germanique. De fait, l'Autriche était hors de l'Allemagne; elle n'avait plus d'autre force que celle qu'elle tirait de l'ensemble de ses États. Ils se divisaient désormais en cinq groupes principaux : les provinces héréditaires, le royaume de Bohême, le royaume de Hongrie, la Galicie et la Vénétie; les trois premiers, rattachés depuis longtemps au souverain par une hérédité incontestée ou par des contrats bilatéraux; les deux autres, récemment conquis par la force et maintenus par elle dans l'obéissance. Au titre séculaire d'archiduc d'Autriche, de roi de Bohême et de Hongrie, devenu insuffisant pour tant de possessions, François II voulut ajouter un titre plus élas-

tique, plus capable d'en imposer à l'Europe et aux peuples récemment annexés. Depuis longtemps la dynastie régnante était connue sous le nom de maison d'Autriche. Les États qu'elle gouvernait étaient loin de former encore un tout homogène; néanmoins, la Pragmatique sanction les avait définitivement groupés autour de la dynastie. La Hongrie, malgré son inflexible attachement aux priviléges du royaume, acceptait l'hérédité; la Bohême, à demi-morte, était depuis longtemps pacifiée. Le 11 août 1804, François II prit le titre d'empereur d'Autriche. Le 18 mai précédent, la dignité impériale avait été proclamée héréditaire dans la famille de Napoléon Ier. Cet événement n'avait certainement pas été sans influence sur la décision du souverain. Le 10 août, il rassembla en une *staatsconferenz* extraordinaire l'archiduc Charles, l'archiduc Joseph, en sa qualité de Palatin de Hongrie, les ministres d'État, les chanceliers de Bohême et d'Autriche, de Hongrie, de Transylvanie, le *tavernicus*, grand maître des finances de Hongrie et le *kammerpresident*. Il leur fit part de sa résolution. Le lendemain, il l'annonçait à ses peuples par une patente dont voici les passages principaux :

« Bien que, par la grâce de Dieu et le choix des électeurs de l'empire romain allemand, nous ayons été élevé à un degré de splendeur qui ne nous laisse aucun titre à désirer, cependant nos soins, comme régent de la maison et de la monarchie d'Autriche, doivent tendre à maintenir l'égalité parfaite du titre impérial et de la dignité héréditaire vis-à-vis des souverains et des puissances les plus illustres de l'Europe, ainsi qu'il convient à l'antique éclat de notre maison, à la grandeur et à l'indépendance de nos royaumes et de nos principautés. Nous nous trouvons donc amené, à l'exemple de la cour impériale de Russie au siècle dernier, et du nouveau souverain de la France, à revendiquer pour la maison d'Autriche, en ce qui concerne ses États indépendants, le titre impérial héréditaire. A ces causes, nous avons, après mûre délibération, résolu de prendre solennellement pour nous et nos successeurs, pour l'ensemble de nos royaumes et Etats, le titre héréditaire

d'empereur d'Autriche, d'après le nom de notre maison Nous ajoutons que nos royaumes, nos principautés, nos provinces conserveront néanmoins leurs titres, leurs constitutions et leurs priviléges. »

Cette mesure couronnait l'œuvre patiente de la maison d'Autriche; mais elle ne changeait rien à la condition des diverses provinces. François II et son successeur Ferdinand IV se sont fait couronner rois de Bohême et de Hongrie et ont renouvelé les engagements de leurs prédécesseurs vis-à-vis des deux royaumes de Saint-Vacslav et de Saint-Étienne. En revanche, aucun souverain autrichien n'a jamais été sacré empereur d'Autriche. Le nouveau titre fut reconnu sans difficulté par les cours étrangères. François II ne prétendait pas supprimer les liens qui attachaient une partie de ses domaines à l'Allemagne et le déclara solennellement au Reichstag allemand. Il avait toujours l'arrière-pensée de dominer en Allemagne et avait intérêt à s'y présenter avec le plus grand nombre possible d'États appartenant à l'empire. L'acte solennel du 11 août 1804 fit d'ailleurs peu d'impression sur les populations; elles étaient habituées à voir le titre d'empereur joint dans les actes publics à celui de roi; en affirmant l'unité historique de l'Autriche, François II donnait à la Pragmatique sanction un corollaire que Charles VI n'eût pas osé espérer, dans la première moitié du dix-huitième siècle.

François II, à l'époque où il prit le titre impérial, était âgé de trente-six ans : les événements l'avaient vieilli avant l'âge. Il était devenu timide et soupçonneux. Parmi les sciences, il ne comprenait guère que les sciences naturelles, parmi les arts que la musique, le seul grand art qui ait réellement fleuri en Autriche. Les idées du dix-huitième siècle lui étaient restées étrangères. Sa force était dans cette longue patience qui a été regardée comme le trait caractéristique des Habsbourgs. Il affectait cette manière de vivre patriarcale et cette recherche de la popularité qui n'excluent pas les idées absolues, et, au besoin, tyranniques. Il rêvait d'être un père pour ses sujets, mais un père qui ne laissait pas volontiers raisonner ses enfants. Il entendait

exercer un pouvoir sans contrôle, et les épreuves qu'il eut à traverser dans sa vie ne firent que le confirmer dans ses théories absolutistes. Il avait pris pour devise cette maxime : *Justitia regnorum fundamentum*, mais il l'entendait à sa façon. A côté de lui, le seul pouvoir de l'État était la bureaucratie, dont Joseph II avait fait le grand ressort de l'Autriche : les Hongrois gardaient leur farouche indépendance, mais la Bohême n'était pas encore réveillée et les Autrichiens proprement dits s'enorgueillissaient volontiers de voir l'absolutisme incarné dans la personne du souverain : *Es giebt nur a Kaiserstadt's giebt nur a Wien.* « Il n'y a qu'une ville impériale, il n'y a qu'une Vienne. » Ce dicton, familier aux Viennois, suffisait à flatter leur amour-propre, comme la musique suffisait à bercer leur pensée indolente.

Nouvelle guerre contre Napoléon ; traité de Presbourg (1805).

De 1801 à 1805 la direction des affaires étrangères fut confiée au vice-chancelier Louis Cobenzel ; diplomate de la vieille école, finassier et courtois, il ne valait pas les jeunes ambassadeurs qui servaient sous ses ordres, Stahrenberg à Londres, Metternich à Dresde, Stadion à Berlin. Depuis 1803, il s'était attaché en service extraordinaire Frédéric Gentz, l'écrivain politique le plus fort de l'Allemagne et l'un des plus redoutables adversaires de la Révolution française Gentz était né en Silésie depuis la conquête et avait fait ses études à l'Université de Kœnigsberg. Grâce à la faiblesse de l'éducation publique, à la diversité des tendances nationales, l'Autriche ne pouvait trouver chez elle les hommes dont elle avait besoin. Elle en était réduite à les faire venir de l'étranger. Ce phénomène bizarre s'est renouvelé de notre temps, le jour où M. de Beust a été appelé de Dresde pour refaire l'empire après Sadova. Le ministère dont Cobenzel était le chef n'offre d'ailleurs aucun homme remarquable. Le seul qui eût une réelle valeur était l'archiduc Charles, le vainqueur de

Neerwinde et de Stockach. Depuis 1801 il était feld-maréchal et président du conseil de la guerre; il y apportait des idées réformatrices. Il jouissait en Autriche d'une vraie popularité. C'était le seul général que l'on pût opposer avec quelques chances de succès aux armées de Napoléon.

En apparence, les relations entre l'Autriche et la France étaient devenues cordiales depuis 1801. L'ambassadeur d'Autriche à Paris se montrait plein d'égards pour le nouvel empereur. On citait à Vienne un mot de Cobenzel : « Napoléon est pour les monarques de l'Europe un collègue dont ils n'ont pas à rougir. » Mais au fond l'héritier de la révolution restait pour l'Autriche le grand ennemi ; *Buonaparte* inspirait à la cour et à la noblesse une haine qui ne demandait qu'à se traduire par une reprise d'hostilités. L'Angleterre et la Russie n'eurent pas de peine à entraîner l'Autriche dans une alliance nouvelle destinée à mettre un frein aux empiétements de la France. En cas de succès, on lui promettait la frontière du Pô et de l'Adda, l'annexion de Salzbourg, le rétablissement de la secondo-géniture en Toscane. L'Angleterre offrait 1 250 000 livres sterling, par cent mille hommes qui seraient mis sous les armes. A ces conditions, l'Autriche en fournit trois cent trente-cinq mille. L'archiduc Charles était hostile à l'idée d'une campagne contre Napoléon, enivré par ses victoires et qui avait pour lui l'appui de la Prusse et de l'Allemagne. Il donna sa démission de président du conseil supérieur de la guerre et fut remplacé par le général Latour, que les Viennois appelaient le vieux tambour de la guerre. La vice-présidence fut donnée au prince Charles de Schwarzenberg. Le feldmarschall-lieutenant Mack, dont les talents inspiraient une grande confiance, fut nommé major général. Mack avait alors cinquante-trois ans ; il avait fait ses premières armes sous Loudon et Lascy. Il n'avait pas toujours été heureux. Dans le royaume de Naples, il s'était fait battre par Championnet, bien qu'il disposât de forces quatre fois plus considérables. C'était un officier instruit ; mais, familier avec l'ancienne stratégie, il ne comprenait pas celle de

Napoléon. Le plan de guerre fut élaboré en 1805 dans des conférences avec le général russe Winzingrode. Comme en 1799, on devait ouvrir la lutte par une attaque simultanée sur la Souabe et l'Italie. Trois armées devaient agir à la fois : l'une en Italie, l'autre dans le Tirol, l'autre en Bavière. Mack déploya une très-grande activité; mais l'Autriche manquait de canons, de chevaux et d'argent. Néanmoins à Vienne on saluait la guerre avec enthousiasme. « C'est une chose consolante et touchante, écrivait Gentz à Jean de Müller, de voir la bonne opinion qui anime le pays tout entier; en ce moment notre cause est si bonne, si juste, si sainte, que personne n'ose murmurer. Chacun sent que la situation ne peut durer. » L'archiduc Charles prit le commandement de l'armée d'Italie, l'archiduc Jean celui de l'armée du Tirol. L'empereur commandait en personne l'armée d'Allemagne, dont il laissait la direction générale à Mack. On sait comment celui-ci amena ses troupes à la désastreuse capitulation d'Ulm (20 octobre 1805). Ce fut pour l'Autriche une effroyable catastrophe. Traduit en conseil de guerre, Mack fut cassé et condamné à dix ans de forteresse. « Le coup qui nous accable, écrit Gentz, est de ceux qui brisent l'âme et écrasent la pensée. » L'empereur s'efforça de soutenir les courages; dans un manifeste du 28 octobre 1805 il disait : « La monarchie autrichienne s'est toujours relevée des désastres qui l'ont accablée dans les siècles précédents; sa force interne est encore invaincue; dans les cœurs des braves pour lesquels je combats, vit encore le vieil esprit patriotique. » Cependant on négociait avec la Prusse, dans l'espoir d'obtenir sa médiation et peut-être son concours. Mais d'autres revers attendaient encore l'Autriche. En Italie, l'archiduc Charles s'était décidé à accepter le commandement de l'armée qu'on voulait opposer à celle de Masséna. Après lui avoir livré le combat glorieux, mais inutile, de Caldiero (30 octobre 1805), il dut se porter au secours des provinces allemandes menacées, et empêcher, autant que possible, l'armée française d'Italie de rejoindre Napoléon qui marchait sur Vienne. Un corps autri-

chien occupait le Tirol et le Vorarlberg; l'archiduc Charles réunit cette armée à la sienne, donna l'ordre d'abandonner le Tirol où Ney pénétra, et battit en retraite vers la Carniole et la Carinthie; là, il concentra quatre-vingt mille hommes qui pouvaient, en cas de nécessité, peser d'un grand poids dans la balance; en apprenant l'occupation de Vienne, il pénétra par la Styrie en Hongrie et fit camper ses troupes près de Kœrmend, à l'endroit même où avait été livrée naguère contre les Turcs la bataille dite de Saint-Gothard (1664).

Les troupes russes de Koutousov étaient trop faibles pour couvrir Vienne; l'empereur François avait dès les premiers jours abandonné cette ville en la confiant à la fidélité de ses habitants. Les trésors de l'art et les caisses de l'État furent envoyés en Hongrie; mais on négligea d'enlever les armes et les munitions. Le 13 novembre 1805, Murat entra dans Vienne; Napoléon arriva peu de temps après et établit son quartier général à Schœnbrünn. Le général Hulin fut nommé commandant de place et s'installa au palais Lobkowitz. Les Viennois, cette fois, ne montrèrent pas une âme héroïque; ils envoyèrent à Napoléon une députation pour le prier d'épargner la ville et lui offrirent un service d'argenterie. Ces humiliations ne leur épargnèrent pas une contribution de guerre et de lourdes réquisitions. C'était la première fois, depuis le temps de Mathias Corvin, qu'un conquérant entrait dans leur capitale.

L'empereur d'Autriche avait rejoint en Moravie les troupes russes de l'empereur Alexandre. Quinze mille Autrichiens s'étaient réunis à soixante-deux mille Russes. Napoléon quitta Vienne le 14 novembre pour aller au-devant de cette armée. Il était le 15 à Znoymo, le 20 à Brno (Brünn). Il ne disposait guère que de soixante-dix mille hommes. La rencontre eut lieu près du village de Slavkov, que les Allemands appellent Austerlitz. On sait quel fut le triomphe de Napoléon. Les alliés perdirent 15 000 morts, 10 000 prisonniers, 280 bouches à feu (2 décembre 1805). La bataille des trois empereurs décida du sort de la campagne. François II se rencontra avec Napoléon

auprès du Moulin-Brûlé (Spaleny Mlyn). Ils discutèrent les conditions de la paix «Après ce que j'ai vu, je ne peux plus souffrir, » disait en revenant François II au prince Lichtenstein.

Le 6 décembre les hostilités cessèrent. Les Russes se retirèrent par la Galicie. Aux termes de l'armistice, les Français gardaient tous les territoires envahis, l'Autriche, le Tirol, la Vénétie, la Carniole, la Carinthie, la Styrie : ils occupaient en Bohême le cercle de Tabor, en Moravie Brno et Znoymo, en Hongrie Pozony (Presbourg). La Morava (March) et la frontière hongroise servaient de ligne de démarcation entre les deux armées. La paix fut conclue à Presbourg le 26 décembre 1805 L'Autriche reconnaissait les faits accomplis en Hollande, en Suisse, l'annexion de Gênes ; elle cédait au royaume d'Italie le Frioul, l'Istrie, la Dalmatie avec ses îles et les bouches de Cataro. Un peu plus tard, par l'acte explicatif de Fontainebleau, la monarchie perdit ses dernières possessions à l'ouest de l'Isonzo en échangeant les parties des comtés de Gorica et de Gradisca situées sur la rive droite du fleuve, contre le comté de Montefalcone en Istrie. La Bavière et le Wurtemberg érigés en royaumes s'agrandissaient aux dépens de l'Autriche. La Bavière obtenait le Vorarlberg, le comté de Hohenembs, la ville de Lindau, tout le Tirol avec Brixen et Trente ; la Souabe autrichienne était adjugée au Wurtemberg. Le nouveau grand-duc de Bade recevait le Brisgau et l'Ortenau. Une seule compensation échut à l'Autriche pour tous ses sacrifices : le duché de Salzbourg, qui est resté depuis à la monarchie autrichienne. Ferdinand III de Toscane-Salzbourg obtenait à titre de dédommagement l'ancien évêché de Würzbourg érigé en électorat. En somme, la monarchie cédait environ 65 000 kilomètres carrés et près de 3 millions d'habitants. Elle perdait le Tirol avec son peuple si vaillant et si loyal, et les *Vorlænde* qui assuraient l'influence de l'Autriche en Allemagne ; elle ne gardait plus aucun domaine sur le Rhin, la Forêt-Noire, le Danube supérieur, elle ne touchait plus ni à la Suisse ni à l'Italie, elle cessait d'être une puissance

maritime. Elle payait en outre quarante millions de frais de guerre; elle était épuisée par les contributions et les réquisitions. Vienne avait beaucoup souffert; l'armée française emportait les deux mille canons et les cent mille fusils que renfermaient ses arsenaux. L'empereur François rentra dans cette ville le 16 janvier 1806; il y fut reçu avec enthousiasme et la capitale se remit à vivre de cette vie molle et facile qui la caractérise; n'avait-elle pas pour charmer ses loisirs et la consoler de ses malheurs les plus grands musiciens du monde, Haydn et Beethoven, Salieri et Clementi?

François II renonce à l'empire en Allemagne (1806).

Le rôle de l'Autriche en Allemagne semblait fini : la Bavière, le Wurtemberg et Bade avaient constitué sous la tutelle de la France la ligne du Rhin. Le 1er août 1806, ces puissances signifièrent au Reichstag de Ratisbonne qu'elles considéraient l'empire comme dissous. Le 6 août suivant, François II déclara qu'il déposait la couronne impériale et qu'il déliait tous les fonctionnaires de l'empire de leurs devoirs envers lui. Ainsi le sceptre de Charlemagne tombait des mains de cette dynastie qui depuis 1438 l'avait gardé sans interruption. Assurément, ce ne fut pas sans regret que François renonça à l'Allemagne. Bien qu'il régnât dans ses états héréditaires sur plus de quinze millions de sujets non allemands, son éducation avait été tout allemande; depuis longtemps ses prédécesseurs, rois de Hongrie et de Bohême s'étaient habitués à regarder ces pays comme des pépinières de soldats, destinés à assurer leur domination dans les régions de la Souabe et sur les bords du Rhin, de l'Escaut, ou du Pô. Ils avaient sacrifié à leurs sympathies et à leurs ambitions germaniques les devoirs que leur imposaient les deux couronnes de saint Vacslav et de saint Etienne; aujourd'hui la dynastie des Habsbourgs se retrouvait seule en face de la Bohême et de la Hongrie, de la Galicie et des états héréditaires, — trop heureuse si, re-

nonçant désormais à lâcher la proie pour l'ombre, elle avait su se faire une juste idée des droits et des devoirs que lui imposait sa nouvelle situation.

Deux personnages dirigent à ce moment la politique intérieure, le comte Philippe Stadion, chancelier d'état, et l'archiduc Charles, ministre de la guerre depuis le 10 février 1801. Tous deux ne songent qu'à une nouvelle guerre contre Napoléon. Stadion, allemand de Mayence, continue la politique allemande et cherche à relever l'Autriche par la diplomatie. L'archiduc Charles réorganise l'armée. Gentz est le publiciste officiel de Stadion ; quoique allemand et nourri des idées germaniques, il sentait que les événements avaient changé les destinées de l'Autriche, et qu'il fallait rajeunir cet empire vieilli en déplaçant son centre de gravité. « Vienne, écrivait-il, le 4 août 1806, à son ami Jean de Müller, doit cesser d'être une capitale. Les états allemands doivent être considérés comme des provinces secondaires, le siége de la monarchie doit être transporté au fond de la Hongrie ; une nouvelle constitution doit être élaborée pour ce pays. Avec la Hongrie, la Bohême, la Galicie et ce qui reste de l'Allemagne nous tiendrons tête à l'univers, si nous le voulons. Nous devons à tout prix reconquérir Fiume et Trieste, afin d'avoir accès à la mer ; les autres frontières doivent être fortifiées de telle sorte que le diable même ne puisse y pénétrer. Si l'on agit ainsi, la Prusse et l'Allemagne seront bientôt obligées de nous demander secours. »

Ces idées ne prévalurent pas à la cour de Vienne ; tous les efforts, toutes les aspirations du gouvernement se tournèrent vers l'Allemagne et l'Italie. Il était d'ailleurs assez difficile à l'Autriche de rester neutre, silencieuse et désintéressée en présence des efforts incessants de Napoléon pour s'assurer l'hégémonie de l'Europe ; la plupart des familles nobles qui entouraient François II possédaient des biens en Allemagne et ne songeaient qu'à les reconquérir. Les relations que Metternich entretenait à Paris avec Napoléon étaient des plus tendues. L'Autriche n'osa pas cependant se lever pour soutenir la Prusse et la Russie

dans la désastreuse campagne d'Iéna et d'Eylau. Mais Napoléon lui en sut peu de gré. Il devinait les intentions hostiles de François II. « Que veut votre souverain, demandait-il brusquement à Metternich à la réception du 15 août 1808? — Il veut que son envoyé soit respecté », répondit sèchement le diplomate. Quand au congrès d'Erfurth le général autrichien Vincent lui apporta une lettre de félicitations de son souverain, il lui rappela brutalement qu'il avait été en situation de détruire l'Autriche tout entière et qu'elle n'existait que grâce à son indulgence. Les armements de l'Autriche suffisaient à expliquer cette irritation.

L'archiduc Charles s'était énergiquement appliqué à compléter le matériel, à relever le moral des troupes, à fortifier la frontière du côté de l'Allemagne; il interdit les peines corporelles dans l'armée, organisa une milice territoriale comme réserve de l'armée active. Cette landwehr s'exerçait les jours de fête et se réunissait en corps une fois par mois (patente du 12 mai 1808). La diète de Bohême vota un million et demi de florins pour l'entretien de cette milice; la diète de Hongrie ne refusa point les sacrifices nécessaires. En même temps, on entretenait des intelligences dans l'Allemagne du Nord pour provoquer un soulèvement national; le Tirol, toujours dévoué à la dynastie, n'attendait qu'un signal pour se soulever contre la Bavière; dans toutes les provinces de la monarchie, l'enthousiasme était considérable. Les fêtes guerrières se succédaient; des poëtes moins illustres que Arndt et que Kœrner écrivaient des hymnes patriotiques qui devenaient rapidement populaires, par exemple, celui du poëte Collin, sorte de Marseillaise monarchique. — « Le trône des Habsbourgs doit rester inébranlable, — l'Autriche ne périra pas. — Debout peuples, formez vos bataillons. — Aux armes, à la frontière. » La folle expédition de Napoléon en Espagne était bien faite pour éveiller les plus audacieuses espérances. Le 27 mars 1809, la guerre fut déclarée à la France. L'archiduc Charles était nommé généralissime avec des pleins pouvoirs tels qu'aucun chef d'armée n'en avait eus, depuis Waldstein ou le prince Eugène. L'armée qu'il commandait comptait

deux cent quatre-vingt-dix mille hommes, trente mille chevaux, huit cents canons. La landwehr et l'*insurrection* hongroise devaient, d'après les évaluations les plus vraisemblables, fournir deux cent vingt-quatre mille hommes. C'était un total de plus de cinq cent mille.

Campagne de 1809; insurrection du Tirol.

Trois armées devaient attaquer à la fois Napoléon. La première opérait en Bavière, sous les ordres de l'archiduc Charles. La seconde opérait en Italie, sous le commandement de l'archiduc Jean. Enfin, l'archiduc Ferdinand, avec trente cinq mille hommes, devait envahir la Pologne. Des corps moins importants devaient chasser les Français de la Dalmatie et de l'Istrie. Jamais l'Autriche n'avait mis sur pied des forces aussi considérables. Elle se posait en champion de l'indépendance des peuples : « La liberté de l'Europe, disait l'archiduc Charles dans une proclation, s'est réfugiée sous vos drapeaux; soldats, vos victoires briseront ses fers; vos frères allemands, aujourd'hui dans les rangs de l'ennemi, n'attendent que leur délivrance. » Rien ne prouve que les Tchèques, les Slovènes, les Hongrois, les Croates, les Roumains, les Polonais aient eu si grand intérêt à la délivrance de leurs frères allemands. Mais l'archiduc ne faisait que répéter les formules traditionnelles de la dynastie. Il s'agissait avant tout d'en imposer à l'Europe et à l'Allemagne elle-même, en identifiant la destinée de la race germanique avec celle de la maison d'Autriche. « Nous combattons pour maintenir l'indépendance de la monarchie autrichienne, disait un manifeste adressé à l'Allemagne, pour revendiquer l'indépendance et l'honneur national qui lui appartiennent. Notre résistance est sa dernière espérance de salut; notre cause est la sienne. Avec l'Autriche, l'Allemagne a été indépendante et heureuse : elle ne peut le redevenir que par l'Autriche. »

Le premier épisode de la lutte fut l'insurrection du Tirol

contre la Bavière. Ces rudes populations de la montagne étaient fidèlement attachées à la maison d'Autriche; elles avaient su maintenir pendant une longue série de règnes leurs priviléges et leurs constitutions patriarcales. Le roi de Bavière, Maximilien-Joseph, leur avait, au moment de l'annexion, promis « de n'y point changer un iota. » Un an à peine s'était écoulé, que le ministère bavarois entreprit d'assimiler ces nouvelles provinces du *Süd-Bayern:* c'est le nom officiel qu'on leur avait donné. Le 1er mai 1808, les États du Tirol furent dissous; l'administration religieuse, bouleversée de fond en comble; les pasteurs déplacés sans raison, les fêtes et les pèlerinages supprimés. En d'autres circonstances, avec les formes et les ménagements nécessaires, quelques-unes de ces réformes auraient pu être excellentes; brutalement imposées par une domination étrangère, elles poussèrent à l'exaspération ces naïves populations. Elles n'avaient jamais cessé d'entretenir des relations avec Vienne où le Tirolien Hormayr représentait vaillamment leurs intérêts. Dès le début de 1809, trois patriotes, Andréas Hofer, Pierre Hüber et Nessing se rendirent à Vienne pour concerter avec l'archiduc Jean un plan d'insurrection. A leur retour, ils organisèrent la révolte; des aubergistes, des colporteurs, des laboureurs en furent les principaux agents; le secret fut gardé avec une admirable résolution. Parmi les rustiques héros de cette lutte, trois méritent de fixer avant tout l'attention de l'historien : Andréas Hofer, l'aubergiste de Passeyer, le laboureur Speckbacher, le capucin Haspinger. André Hofer, aubergiste et marchand de chevaux était connu dans tout le Tirol; il avait fait partie de la diète; en 1796, il avait conduit les tireurs de son pays en Italie contre les Français. Père de sept enfants, il n'hésita pas un instant à les quitter pour le service de la patrie. Speckbacher avait fait campagne en 1797, 1800 et 1805; il montra un véritable talent militaire. Le capucin Haspinger, plus connu sous le nom de père Jachim à la barbe rousse, avait accompagné les Tiroliens dans toutes leurs expéditions en qualité d'aumônier; il ne versa jamais le sang; mais

personne ne savait comme lui exciter au combat des soldats dont une foi ardente décuplait le patriotisme.

Le 9 avril 1809, le général autrichien Chasteler franchit la frontière du Tirol; il fut reçu en triomphe. Le même jour, Hofer appela ses compatriotes aux armes; quand Chasteler entra dans le Pusterthal, il n'y trouva plus un seul Bavarois. Hofer et ses paysans avaient déjà chassé les soldats étrangers. Quelques jours plus tard ils s'emparaient d'Innsbrück. Cette victoire fut souillée par le pillage des maisons des Juifs et des fonctionnaires bavarois. Le lendemain, trois mille cinq cents Français, commandés par Bisson, mettaient bas les armes devant ces rudes montagnards; sept canons tombèrent entre leurs mains. Hormayr, qui était arrivé avec l'armée autrichienne, rétablit dans tout le Tirol l'administration antérieure. Dans la région méridionale, la lutte fut plus dure : le général Baraguay d'Hilliers tint quelque temps avec huit mille Français : puis, devant l'armée de Hofer et les troupes de Chasteler, il se replia sur l'Italie. A la fin d'avril, tout le Tirol, sauf la citadelle de Küfstein, était aux mains des Autrichiens. Ces succès inattendus inspirèrent aux troupes autrichiennes une confiance que les événements ultérieurs ne devaient pas justifier.

Napoléon avait quitté Paris le 13 avril et était accouru au-devant de l'archiduc Charles qui était entré en Bavière et marchait sur Landshut. Les troupes autrichiennes s'étendaient de Munich à Ratisbonne. Napoléon les coupa par la victoire d'Abensberg (20 avril), s'empara de Landshut écrasa le gros de l'armée autrichienne à Eggmühl et devant Ratisbonne (22-23 avril). L'attitude de l'armée autrichienne avait été héroïque; néanmoins soixante mille hommes, cent pièces de canons étaient tombés aux mains du vainqueur. Ces immenses revers n'étaient pas compensés par les succès qu'on obtenait en Italie où l'armée autrichienne occupait le Frioul, en Pologne où l'archiduc Ferdinand avait fait capituler Varsovie.

L'archiduc Charles avait dû se replier sur la Bohème pour y refaire son armée. Vienne, commandée par l'ar-

chiduc Maximilien, tenta de se défendre et fut bombardée; elle dut se rendre. Les Français y entrèrent pour la seconde fois le 13 mai. C'est de là que Napoléon lança aux Hongrois la fameuse proclamation dont il sera question plus loin.

Aspern et Wagram; traité de Schœnbrünn (1809).

Depuis la prise de Vienne, la rive droite du Danube, de Linz à la frontière hongroise, était aux mains des Français; la rive gauche était surveillée par les troupes autrichiennes; Napoléon fit jeter des ponts à la hauteur de l'île Lobau pour débusquer l'ennemi; les troupes de Masséna et de Lannes s'emparèrent des villages d'Aspern et d'Esslingen. L'archiduc Charles les y attendait. En apprenant le passage des Français, il lança à ses troupes un ordre du jour qui rappelle celui de Nelson à Trafalgar : « Demain c'est jour de bataille; la destinée de la monarchie dépend de vous; je ferai mon devoir, j'attends de l'armée la même chose. » Il avait sous ses ordres soixante-treize mille hommes et trois cents canons. Deux jours de suite, il tenta sans succès de jeter les Français dans le Danube. Toutefois Napoléon ne réussit pas à percer les lignes autrichiennes et ses troupes faillirent se laisser bloquer dans l'île Lobau. Ces deux journées coûtaient aux deux armées plus de quarante mille hommes morts ou blessés; le maréchal Lannes avait été tué. La victoire semblait hésiter entre les deux adversaires. Napoléon était obligé de reconnaître qu'il avait trouvé un rival digne de lui. En Autriche, on considérait la journée d'Aspern comme la plus belle bataille gagnée depuis celles de Zenta et de Kolin. L'empereur François écrivit à l'archiduc Charles pour féliciter « le digne soutien du trône, le sauveur de la patrie ». Napoléon disait plus tard : « Ceux qui n'ont pas vu les Autrichiens à Aspern n'ont rien vu. » (22 mai 1809).

Napoléon, après les affaires d'Aspern et d'Esslingen,

fortifia l'île Lobau et la transforma en une sorte de camp retranché, d'où l'on put à volonté passer sur l'une ou l'autre rive. Il avait à craindre l'arrivée de l'archiduc Jean, battu en Italie, qui avait dû se rabattre sur la Hongrie, toujours poursuivi par les troupes d'Eugène Beauharnais. Après avoir évacué le Frioul, l'archiduc s'était replié sur Gratz. Il entra en Hongrie pour donner la main à *l'insurrection*. Eugène ne l'y suivit pas et rejoignit à Vienne l'armée de Napoléon. L'archiduc Jean s'efforça de refaire ses troupes dans le camp de Kœrmend qui avait déjà abrité celles de l'archiduc Charles. En Pologne, l'archiduc Ferdinand n'avait pas été plus heureux; il avait dû battre en retraite, abandonner la Galicie et chercher, lui aussi, un refuge en Hongrie.

La situation de l'Autriche n'avait jamais été aussi mauvaise : toute la rive droite du Danube, depuis les frontières de Bavière jusqu'à la Hongrie, toute l'Autriche intérieure était au pouvoir des Français; ils occupaient Vienne, Salzbourg, Linz, Gratz, Ljublania (Laybach), Klagenfurth, Trieste. Encore un effort, et la monarchie tout entière tombait à la merci du vainqueur. Napoléon le tenta le 5 juillet : il déboucha de l'île Lobau avec cent cinquante mille hommes et cinq cent cinquante pièces de canon. L'archiduc Charles, qui avait porté son armée et son artillerie au même nombre, n'osa pas contrarier ce passage et attendit les Français sur les hauteurs de Wagram. On sait quels furent les résultats de cette sanglante journée; l'échec d'Aspern était vengé; cette fois encore,quarante mille hommes, morts ou blessés, restaient sur le champ de bataille; l'archiduc Charles, obligé d'abandonner ses positions, battit en retraite sur la Moravie. Arrivé à Znoymo (Znaïm), il fit demander et obtint un armistice de six semaines. L'empereur François II, qui s'était d'abord réfugié en Hongrie, et qui n'avait rejoint son armée que pour assister au désastre de Wagram, ratifia l'armistice après quelques hésitations. Il en confia l'exécution à l'archiduc Jean qui reçut le commandement de l'armée. L'archiduc Charles, blessé dans son amour-propre, donna sa

démission ; il vécut désormais dans la retraite et n'en sortit qu'un instant en 1815. Depuis Waldstein et le prince Eugène, aucun général autrichien n'avait eu autant d'influence sur le soldat. Les conditions de la paix furent débattues à Altenbourg, entre Champagny et Metternich, et arrêtées à Schœnbrünn où le traité fut signé le 14 octobre. Le lendemain, sur l'ordre de Napoléon, on fit sauter les fortifications de Vienne, Gratz, Gyœr (Raab), Klagenfurth, Brno (Brünn). Les Viennois demandèrent en vain grâce pour les murs qui les avaient protégés naguère contre les Ottomans.

Par le traité de Vienne, ou mieux de Schœnbrünn, François II cédait à la Bavière les territoires de Salzbourg et de Berchtolsgaden, le quartier de l'Inn et une partie du quartier du Hausruck qui, de tout temps, avait appartenu à l'Autriche au-dessus de l'Enns. Il abandonnait à Napoléon toute la partie du comté de Gorica qu'il avait précédemment gardée, le comté de Montefalcone, le gouvernement de Trieste, la Carniole entière, la partie supérieure de la Carinthie (cercle de Villach), tout le pays situé sur la rive droite de la Save, depuis sa sortie de la Carniole jusqu'à la frontière turque, c'est-à-dire la majeure partie de la Croatie, Fiume (Rieka) et l'Istrie autrichienne. Les domaines, peu importants d'ailleurs, de la couronne de Bohême en Lusace passaient définitivement à la Saxe, la Galicie occidentale servait à arrondir le duché de Varsovie, le cercle de Tarnopol était cédé à la Russie.

Ainsi la monarchie perdait encore cent dix mille kilomètres carrés et trois millions cinq cent mille sujets ; elle était réduite à vingt et un millions d'habitants et à cinq cent douze mille kilomètres carrés. Des clauses secrètes portaient que l'armée serait limitée à cent cinquante mille hommes et imposaient à la monarchie une contribution de 85 millions de francs. De tous ces sacrifices, le plus pénible était l'abandon des Tiroliens. Malgré les engagements qu'il avait pris avec eux, François II fut obligé de les laisser à la Bavière. Ce fut pour ces braves gens une amère désillusion. Hofer et ses compagnons n'avaient

jamais désespéré de la victoire; ils avaient tenu tête au Bavarois Wrede, au Français Lefebvre; isolés, sans secours, parfois même sans nouvelles de la capitale, ils avaient mis le pays en état de défense, fabriqué des munitions, fondu des canons et obligé les Français à évacuer Innsbrück. Ils se résolurent à continuer la lutte pour leur compte; mais la Bavière ne voulait pas laisser échapper cette riche proie; trente mille Français, Bavarois, Wurtembergeois entrèrent dans la vallée de l'Inn; ils furent repoussés, écrasés par les rochers que les montagnards faisaient rouler aux flancs des gorges étroites. Cette résistance était pire que celle de l'Espagne. Lefèvre avait dû rétrograder jusqu'en Carinthie (août 1809). Hofer, seul maître du Tirol, s'était établi dans le palais impérial avec le titre de commandant supérieur. Jamais chef n'avait été plus obéi. Mais, devant l'arrivée des troupes du vice-roi d'Italie, il comprit que toute résistance était inutile et rentra dans son auberge de Passeyer. Sur le bruit d'une victoire des Autrichiens, il reprit les armes. Cette fois la lutte était trop inégale. Les combattants furent dispersés, les chefs réduits à fuir ou à se cacher. Speckbacher et Haspinger réussirent à passer la frontière. La tête de Hofer fut mise à prix pour 100,000 florins. Découvert en 1810, il fut amené à Mantoue. Le commandant de la forteresse était ce même Bisson qui, dans la campagne du Tirol, avait eu l'occasion d'éprouver les talents militaires de l'intrépide soldat. Il essaya de l'attacher au service de Napoléon. « Je reste fidèle à mon empereur François », répondit simplement le montagnard Un conseil de guerre le condamna à mort « parce qu'on avait trouvé chez lui un sabre et deux pistolets ». Il fut fusillé le 20 février et enterré dans un jardin. En 1823, quelques officiers tiroliens déterrèrent ses ossements qui furent rapportés à Innsbrück. Un monument élevé dans l'église des Franciscains a réuni ses restes à ceux de Speckbacher et de Haspinger. La mort tragique de Hofer contribua singulièrement à réveiller le sentiment national en Allemagne. Les Allemands ont depuis essayé de confisquer la mémoire

du chef tirolien et d'en faire un héros national. Une chanson populaire :

Zu Mantua in Banden der treue Hofer war,

représente l'Allemagne tout entière plongée dans le deuil et l'angoisse par la mort du héros. C'est faire bon marché de l'histoire. Hofer détestait les Bavarois pour le moins autant que les Français ; quant aux Prussiens « hérétiques » il est probable qu'il en connaissait tout au plus l'existence. La haine des vainqueurs ne fut pas désarmée par cette mort héroïque; pour annihiler toute résistance de la part des Tiroliens, on démembra leur patrie; le Vorarlberg en fut détaché, le Tirol méridional fut adjugé à l'Italie, le Pusterthal à l'Illyrie, le reste à la Bavière, qui accepta sans répugnance cette sanglante dépouille. L'Université d'Innsbrück fut fermée, et la jeunesse enrôlée sous des drapeaux étrangers.

Les Français dans les provinces illyriennes.

Napoléon, haï des Tiroliens, fut plus heureux dans les provinces *illyriennes*. Il ressuscita ce nom classique pour les contrées voisines de l'Adriatique, la Carinthie, la Carniole, Gorica, l'Istrie, une partie de la Croatie et la Dalmatie.

Ces provinces appartenaient à la nationalité slave; celles du nord à la langue slovène, celles du midi (Croatie, Dalmatie) à la nationalité croato-serbe. L'influence de la dynastie allemande s'était moins fait sentir dans ces régions étrangères à la race germanique. Un décret du 15 octobre 1808 annexa à la Dalmatie l'antique république de Raguse[1], occupée deux ans auparavant par le général Lauriston. Un décret du 15 avril 1811 divisa l'Illyrie en six provinces

[1] La république de Raguse (en slave Dubrovnik) fut fondée vers le septième siècle par des colons italiens et des Serbes. Comme les républiques italiennes, elle eut de bonne heure une constitution aristocratique ; dès le neuvième siècle, son commerce et son industrie étaient des

civiles et une militaire; Carinthie (chef-lieu Villach), Carniole (chef-lieu Ljublania, Laybach), Istrie (chef-lieu Trieste), Croatie civile (chef-lieu Karlovac, Karlstadt), Croatie militaire (chef-lieu Karlovac), Dalmatie (chef-lieu Zadar, Zara), Raguse (chef-lieu Raguse). Marmont, duc de Raguse établit sa résidence à Laybach. Le nom magique de l'Illyrie excita un vif enthousiasme chez les populations slaves, naguère opprimées par le germanisme, groupées pour la première fois dans une unité à laquelle, sous le gouvernement autrichien, elles n'auraient jamais osé aspirer. La langue nationale fut encouragée dans les écoles : la littérature slave fit des progrès. « La population, dit un historien slovène, avait un respect spécial pour la justice exacte, expéditive des tribunaux français. La sécurité fut plus grande que n'importe à quelle époque. Les Slovènes ont encore un bon souvenir des gendarmes français. Les impôts furent régularisés et recueillis avec plus d'ordre; les libertés communales augmentées. Il serait long de raconter tout le bien que le gouvernement français apporta au pays. Pendant les quatre ans qu'il dura, la langue française s'était répandue dans le pays avec une extrême

plus florissants; elle sut louvoyer habilement entre les princes serbes et les Vénitiens; elle dut subir, au moyen âge, le protectorat de Venise, puis celui de la Hongrie et payer tribut aux Turcs quand ils furent devenus ses voisins; au quinzième siècle elle avait établi des agents et des consuls dans tout le Levant et compta jusqu'à trois cents vaisseaux de long cours. Sa population était alors d'environ quarante-mille habitants. Le tremblement de terre de 1667 qui fit périr près de cinq mille personnes porta un coup cruel à la république. L'intolérance du sénat vis-à-vis des négociants orthodoxes acheva de la ruiner. Pour éviter le dangereux voisinage des Vénitiens, les Ragusains avaient cédé aux sultans les deux territoires de Klek et de la Sutorina qui isolaient complétement la république de la Dalmatie. Du quinzième au dix-septième siècle, Raguse fut le siége d'une école poétique slave dont les œuvres sont encore classiques aujourd'hui ; les principaux représentants de cette école furent Mincetic, Darzic, poètes lyriques, Jean Gundulic, auteur de l'épopée l'Osmanide, Palmotic auteur de la Christiade, Giorgic. On cite encore parmi les savants, Banduri l'auteur de l'*Imperium orientale* et le mathématicien Boskovich. Raguse, réduite aujourd'hui à quelques milliers d'habitants est encore l'un des centres littéraires des Slaves mér[illegible]

facilité; il n'y avait pas à Laybach de gens éclairés qui n'eussent appris le français. » Encore aujourd'hui les paysans slovènes appelent les impôts *franke* en souvenir de notre administration financière. Charles Nodier nommé bibliothécaire à Laybach y dirigea une feuille polyglotte, le Télégraphe illyrien. Le poète Vodnik traduisit en slovène la grammaire de Lhomond et célébra Napoléon dans une ode célèbre, *l'Illyrie ressuscitée*, où il résume sous une forme poétique les aspirations et les espérances de sa patrie.

« Napoléon a dit : Réveille-toi, Illyrie ! Elle s'éveille, elle soupire : Qui me rappelle à la lumière?

« O grand héros, est-ce toi qui me réveilles? Tu me donnes ta main puissante, tu me relèves.

« Notre race sera glorifiée, j'ose l'espérer. Un miracle se prépare, je le prédis.

« Chez les Slovènes pénètre Napoléon, une génération toute entière s'élance de la terre.

« Appuyé d'une main sur la Gaule, je donne l'autre à la Grèce pour la sauver. A la tête de la Grèce est Corinthe, au centre de l'Europe est l'Illyrie. On appelait Corinthe l'œil de la Grèce, l'Illyrie sera le joyau du monde. »

En Dalmatie le gouvernement français favorisa également la langue nationale opprimée par les Vénitiens; il publia en slave et en italien le journal officiel du pays. Marmont fit tracer une route importante, qui porta quelque temps le nom de route Napoléonienne, et fonda des écoles. C'est par suite de l'occupation française de ces régions que l'Autriche possède encore aujourd'hui le sol de Raguse et qu'elle a maintenu dans la langue officielle la dénomination, d'ailleurs purement illusoire, de royaume d'Illyrie. Ce nom classique conviendrait mieux à l'ensemble des Sud-slaves que celui de Yougoslavie.

Metternich; alliance avec Napoléon.

L'Autriche sortait de cette lutte amoindrie et ruinée. Une politique d'expectative et de sage modération pouvait seule lui permettre de relever ses finances, de refaire son armée. Au moment de la paix, François II avait choisi pour

premier ministre le comte Clément de Metternich; après la démission de Stadion, il lui confia les affaires étrangères. Metternich, comme tant d'autres, était d'une maison étrangère à la véritable Autriche : elle tirait son nom du village de Metternich dans les provinces rhénanes. Une branche de la famille s'était établie en Bohême en 1630, à l'époque où ce pays était devenu le rendez-vous et la proie de la noblesse germanique. Le père de Clément Metternich avait été ministre autrichien près des cours électorales du Rhin. Son fils, né en 1773, avait épousé une petite fille de Kaunitz et était de bonne heure entré dans la diplomatie. Depuis la paix de Presbourg, il avait représenté l'Autriche à Paris. Il avait préparé la campagne de 1809. Malgré son insuccès, l'empereur estima qu'il fallait donner la direction des affaires à l'homme qui connaissait le mieux Napoléon.

Ce fut Metternich qui négocia l'union de Napoléon avec l'archiduchesse Marie-Louise. Il voyait dans ce mariage le meilleur moyen d'assurer à l'Autriche l'alliance du puissant ennemi. François II dut consentir à donner sa fille au César parvenu, à celui qui l'appelait dans sa correspondance : « Ce squelette de François II que le mérite de ses ancêtres a placé sur le trône. » L'opinion publique accueillit avec douleur cette humiliation. Un empereur d'Autriche prenant pour gendre l'héritier couronné de cette révolution qui avait décapité Marie-Antoinette ! Le soir du mariage par procuration — où le plébéien Berthier avait représenté Napoléon, — on joua à la cour de Vienne le Sacrifice d'Iphigénie ; les courtisans ne purent s'empêcher de comparer leur souverain au barbare Agamemnon et l'archiduchesse à la touchante héroïne. La mesquinerie du caractère de Marie-Louise enlève à sa destinée une partie de l'intérêt qu'elle devrait inspirer. Metternich accompagna la jeune princesse à Paris. Il obtint des facilités pour le payement de l'indemnité de guerre et l'annulation de la clause humiliante qui réduisait les forces de l'Autriche à cent cinquante mille hommes.

La situation financière était des plus graves. De 1793 à 1810 la dette publique était montée de 377 à 658 millions

de florins. Il avait fallu recourir à des emprunts forcés, suspendre parfois le payement des fonctionnaires. Une patente du 19 septembre 1809 obligea les particuliers à livrer leurs métaux précieux en échange desquels ils reçurent des obligations et des billets de loterie. L'émission du papier-monnaie augmenta sans cesse : en 1792 il représentait une valeur de 200 millions : il dépassait un milliard en 1810. Il fallut émettre des billets de 30 et de 15 kreutzers. La valeur du papier-monnaie baissait en proportion inverse des quantités émises. Quatre florins en 1809 n'en valaient qu'un. Les banknotes qui revinrent des provinces cédées contribuèrent encore à cette dépréciation. Le prix des subsistances montait de plus en plus. Pour payer l'indemnité de 85 millions, il fallut fondre les vases précieux des églises. En 1810 un fonds d'amortissement fut créé; un impôt du dixième fut établi sur toute propriété mobilière et immobilière. Le blocus continental, en privant la population de café, de sucre et de coton, ajoutait encore à la misère publique. En 1811 le total des billets émis atteignait 1060 798 753 florins. Le gouvernement dut se résoudre à la banqueroute. Une patente du 20 février réduisit les billets de banque au cinquième de leur valeur nominale. Ce fut une immense catastrophe; beaucoup de familles furent ruinées. Une disposition spéciale de la patente fixait l'échelle des valeurs de l'argent de 1799 à 1810 en tenant compte du jour où les engagements avaient été pris : celui qui avait emprunté 100 florins en 1803 payait 129 florins en papier, en 1806, 148 florins, en 1809, 234 florins; en 1811, 500 florins. La diète de Hongrie accepta une réduction de cinquante pour cent, mais rejeta la *scala*, qui cependant fut imposée par le gouvernement. L'ordre ne fut rétabli dans les finances qu'en 1816 après la paix définitive.

L'œuvre législative du règne de François II fut plus heureuse que son œuvre financière Le 3 septembre 1803 fut publié le code pénal et le 1er juillet 1811 le code civil. Tous deux s'inspirent de l'esprit de justice et d'humanité que le dix-huitième siècle a fait pénétrer dans les mœurs

Le code pénal supprime la confiscation, les galères, le *halage* des bateaux aussi dur que les galères; il maintient la peine de mort par la corde, l'emprisonnement à trois degrés, les travaux forcés, le carcan, le jeûne qui subsiste encore aujourd'hui. Il n'y a ni ministère public ni avocat. Ce code pénal est considéré comme l'un des meilleurs qui aient existé à cette époque. Il a été en vigueur jusqu'en 1852.

Le code civil de 1811 résume le travail de plus de cinquante ans ; il avait été commencé sous Marie Thérèse. Le 1er janvier 1812, il entra en activité dans toutes les provinces, sauf la Hongrie et la Transylvanie. Ce code civil ne fit pas comme chez nous table rase de toute la législation antérieure; il maintenait une législation spéciale pour l'église, pour les juifs, pour la grande propriété dans ses rapports avec les États provinciaux; il laissa subsister la sujétion des paysans. Toutefois il ne reconnaît pas le servage, il admet l'aptitude de tous les citoyens à jouir des droits civils. L'unité de code pour les pays en dehors de la Hongrie devait contribuer à amener cette unité politique qui était le but de la dynastie. Les Magyars, jaloux de leur autonomie, repoussèrent, et en cela ils eurent raison, son adoption. Malgré sa supériorité sur le *jus tripartitum* il eût été un premier pas vers l'assimilation du royaume de Saint Etienne.

Campagne de Russie; réaction contre Napoléon; l'Autriche s'allie à ses ennemis (1813).

Tant que Napoléon était à la tête de l'empire français, la paix ne pouvait pas être assurée en Europe : il fallait être son ennemi ou son allié. François avait accepté ce dernier rôle. Il ne devait pas tarder à être entraîné dans de nouvelles guerres. Dans la lutte entre Napoléon et la Russie, il dut subir l'alliance de son gendre, comme il avait subi l'humiliation de lui donner sa fille. Il était complétement à la merci de la France. L'Autriche, réduite

au rôle de puissance continentale, était entourée de tous côtés d'états formés par le vainqueur, la Suisse, le Rheinbund, l'Italie et le grand duché de Varsovie, créations napoléoniennes. C'était une véritable vassalité : « Dieu et son ange exterminateur sont sur nous, écrivait Gentz. » Radetzky, chef de l'état-major général, avait eu l'idée de faire de l'armée permanente le cadre dans lequel, comme dans la landwehr prussienne, pourrait entrer toute la population virile ; Metternich avait donné son approbation à ce système. Le comte Wallis, président de la Hofkammer, s'y était opposé : « L'Autriche, disait-il, est si affaiblie que pendant dix ans, trente ans peut-être, elle ne peut songer à aucune guerre. »

Metternich et son agent en France, le prince de Schwarzenberg, étaient d'ailleurs bien décidés à maintenir les relations les plus intimes entre les deux empires. Malgré son désir de rester en paix, François fut obligé de marcher contre le tsar Alexandre, son ancien allié. Il promit à Napoléon trente mille hommes de troupes et trente mille de réserve ; en cas de succès, il devait recevoir, en échange de ce sacrifice, une compensation territoriale. Eu égard à la situation de l'Autriche, c'étaient là des conditions fort honorables et qui mettaient l'empire en état d'intervenir comme médiateur pour le cas où les circonstances l'exigeraient. Cependant l'opinion publique n'était pas satisfaite de l'alliance napoléonienne. Des complots s'organisaient pour enlever à la France les provinces illyriennes ; des agents anglais et prussiens parcouraient l'Autriche et y surexcitaient les populations.

En mai 1811, François II et son gendre se rencontrèrent à Dresde ; Metternich, qui accompagnait son maître, essaya de détourner Napoléon d'une aventure dont il prévoyait tous les dangers. Ses efforts furent inutiles. Le corps d'armée autrichien se concentra à Lemberg ; il avait pour commandant Karl Schwarzenberg ; le corps de réserve fut réuni en Transylvanie. L'armée autrichienne avait peu d'enthousiasme pour l'expédition qu'on lui faisait entreprendre. La proclamation du prince Schwarzenberg à ses

troupes est conçue en termes embarrassés : « Nous combattons pour un objet qui nous est commun avec d'autres puissances. Ces puissances sont nos alliées. Nous combattons avec elles, non pour elles. L'armée montrera la meilleure des vertus militaires, celle qui consiste à se sacrifier pour remplir le but que le souverain, eu égard aux circonstances, s'est proposé. » L'armée fit néanmoins son devoir et entra dans le duché de Varsovie. Napoléon avait mis le corps de Reynier sous le commandement de Schwarzenberg; il poussa jusqu'à Brest en Lithuanie; mais il ne prit part, ni à l'expédition de Moscou, ni à la désastreuse retraite qui la suivit. Il dut à cette circonstance de ramener ses troupes à peu près intactes.

Evidemment l'Autriche n'avait point à soutenir pour son propre compte la lutte dans laquelle la grande armée avait succombé. Cette guerre, impopulaire dès le début, l'était plus encore aujourd'hui. Metternich, accusé d'avoir engagé l'Autriche dans cette fatale expédition, était l'objet des plus vives récriminations. L'opinion publique demandait que le gouvernement s'alliât franchement aux ennemis de Napoléon. Sur l'ordre exprès de l'empereur Alexandre, les Russes affectaient de ne point considérer les Autrichiens comme ennemis. Nous ne faisons la guerre, disaient-ils, qu'aux Français et aux Polonais. Un agent diplomatique fut même envoyé à Schwarzenberg pour lui offrir de reconnaître sa neutralité. Schwarzenberg, tout en refusant ces conditions, consentit volontiers à repasser sur la rive gauche de la Vistule.

L'agitation fut extrême à Vienne quand on apprit que le roi de Prusse avait quitté Berlin et s'alliait décidément avec les ennemis de la France. Vienne était le rendez-vous de nombreux émigrés prussiens et allemands; parmi eux on distinguait l'ardent poëte Théodore Kœrner, le Tyrtée de l'Allemagne, qui était attaché comme poëte dramatique au théâtre de la capitale. L'hôtel de l'ambassadeur de Prusse, le baron Humboldt, accueillait tous ceux que réjouissait l'humiliation de la France. Kœrner avait, au temps même de l'alliance française, chanté tous

les sujets qui pouvaient enflammer dans les esprits la haine de la France, notamment la victoire d'Aspern, qui était selon lui, la victoire de l'Allemagne :

Diese Schlacht hat deutsches Volk geschlagen [1].

Il avait adressé à l'archiduc Charles des vers enthousiastes : « Mon orgueil germanique s'incline devant le héros germanique qui a réveillé l'étincelle et la flamme sur l'autel de la victoire. » Il lançait une invocation ardente aux mânes de Hofer, le héros tirolien :

« Ils t'ont pris, les esclaves du tyran,
Mais tu regardais le ciel comme au jour de la victoire,
Et tu es entré par la mort dans la liberté. »

Il célébrait l'incendie de Moscou :

« Le phénix de la Russie s'est jeté dans les flammes :
Il en sortira plus jeune et plus brillant : déjà
Saint Georges brandit sa lance victorieuse. »

L'empereur François II, sans oser partager ouvertement les passions qui fermentaient autour de lui, engageait Napoléon à la paix et offrait sa médiation qui fut acceptée. Metternich redoutait les agrandissements de la Russie qui, récemment encore, s'était annexé la Finlande et la Bessarabie; d'autre part, il ne pensait pas que le moment fût encore venu d'attaquer Napoléon. Mais, pour que l'Autriche pût intervenir avec quelques chances de succès, il fallait qu'elle fût suffisamment armée. Soixante-dix mille hommes occupèrent la Bohême. Schwarzenberg fut envoyé en mission à Paris. Il ne s'agissait pas d'offrir à Napoléon une simple médiation, mais, disait Metternich, *l'intervention* d'un allié fatigué de la guerre et qui en désirait la fin. Le discours hautain par lequel Napoléon ouvrit la séance du Corps législatif (février 1813) laissait bien peu

[1] Cette bataille est la bataille du peuple allemand.

de chances à cette intervention. Le sentiment public s'exaltait chaque jour à Vienne; il ne se contint plus quand le roi de Prusse eut déclaré la guerre à Napoléon. L'armée autrichienne de Pologne se replia sur la Galicie et resta neutre en vertu d'un accord secrètement conclu. Napoléon essaya d'intéresser l'Autriche à une guerre contre la Prusse, en lui promettant la Silésie, et fit entendre qu'il rendrait au besoin les provinces illyriennes. Mais ces vagues promesses ne suffisaient pas. Le mariage de Marie-Louise et de Napoléon était désormais le seul lien, lien fragile s'il en fut, qui rattachât la France à l'Autriche. Quand Napoléon quitta Paris, il voulut voir où en était l'alliance autrichienne. Il fit donner l'ordre au corps auxiliaire autrichien de marcher avec Poniatowski : cet ordre ne fut pas exécuté; les Autrichiens, qui avaient commencé à évacuer la rive gauche de la Vistule, continuèrent leur mouvement de retraite. Cependant, François II hésitait à se décider; il voulait jusqu'au bout sauver les apparences. Il obligeait les agents anglais à quitter le territoire de l'Autriche, il refusait avec ostentation de recevoir à Vienne le général prussien Scharnhorst, qui venait l'inviter à entrer dans l'alliance russo-prussienne. Mais, en secret, il envoyait Stadion au quartier général russe. Il félicitait Napoléon de la victoire de Lützen; mais il prélevait sur la propriété territoriale en Galicie, en Bohême et dans les provinces héréditaires, un fonds spécial, dit fonds d'anticipation et représentant douze années de l'impôt foncier (soit 45 000 000 florins). Jamais l'adage : *Si vis pacem para bellum*, n'avait reçu une plus rigoureuse application.

Le commandement de l'armée réunie en Bohême fut donné à Karl Schwarzenberg : il avait pour chef d'état-major un homme dont la carrière militaire devait se prolonger longtemps encore, Joseph Radetzky. L'empereur, accompagné de Metternich se rendit lui-même en Bohême pour être plus près du théâtre des opérations militaires. Le 3 juin, ils arrivèrent à Jičin. Metternich, après avoir rencontré l'empereur Alexandre et le roi de Prusse au château

d'Opoczno, alla trouver Napoléon à Dresde (28 juin). Il s'efforça de faire accepter par l'empereur des Français l'idée d'une paix européenne. Il demandait l'abandon des villes hanséatiques, des provinces illyriennes, du duché de Varsovie, de l'Espagne, de la Confédération du Rhin, le retour du pape à Rome. Le conquérant, enivré de ses victoires, ne voulut rien entendre. Tout au plus eût-il consenti, pour s'assurer la neutralité autrichienne, à céder les provinces illyriennes. Après le départ de Metternich, il autorisa pourtant son ministre des affaires étrangères, Maret, à négocier avec l'Autriche et accepta même (30 juin) l'idée d'un congrès qui se réunirait à Prague pour régler la paix européenne. Mais, pendant le séjour de Metternich à Dresde, l'Autriche, la Russie et la Prusse avaient signé à Reichenbach un traité secret (27 juin).

Les conférences qui s'ouvrirent à Prague n'eurent point un caractère sérieux. Napoléon, en accordant un armistice à ses adversaires, n'avait eu qu'un but, gagner du temps pour réorganiser ses troupes; tandis que le congrès se bornait à de stériles réunions, les représentants militaires de la Russie, de la Suède et de l'Autriche se réunissaient à Trachenberg en Silésie pour arrêter un plan d'opérations contre Napoléon. Pour flatter l'Autriche, on confia la direction générale des opérations à Karl Schwarzenberg. Il était alors dans toute la force de l'âge. Il avait commencé sa carrière militaire à l'âge de quinze ans; il avait pris part à la guerre de Turquie sous Joseph II, aux campagnes des Pays-Bas et du Rhin, à toutes les guerres contre la France et connaissait bien l'ennemi qu'il avait à combattre. Napoléon avait deviné en lui un digne adversaire. « Vous portez le bâton de maréchal, lui disait-il un jour: un bâton, c'est pour battre ceux qu'on a devant soi. — Sire, on doit le désirer, le tout est de le pouvoir, » avait modestement répondu le maréchal. Cet acte de déférence envers l'Autriche était aussi un hommage rendu aux qualités militaires de Schwarzenberg.

L'Autriche organisait en même temps deux armées, l'une sur la frontière des provinces illyriennes, l'autre,

pour tenir tête à la Bavière. Napoléon, après de longues hésitations, fit partir pour Prague un courrier dans lequel il indiquait les conditions auxquelles il acceptait la paix : abandon du duché de Varsovie à la Prusse, agrandissement de la Saxe aux dépens de la Prusse qui lui aurait cédé toute la rive droite de l'Oder, restitution des provinces illyriennes à l'Autriche, moins l'Istrie et Trieste. Le courrier qui portait ces conditions arriva à Prague le 11 août au matin. Le 10 au soir Metternich, avait remis à Caulaincourt une note qui annonçait que l'Autriche s'unissait à la Russie et à la Prusse contre Napoléon. Le 15 août, l'empereur Alexandre arrivait à Prague et Caulaincourt quittait la Bohême. L'armée autrichienne allait jouer un rôle décisif dans la campagne qui s'ouvrait.

Campagne de 1813.

La Bohême, protégée par les montagnes qui l'environnent, offrait aux armées alliées un centre de rassemblement et une base sûre d'opérations. Le 17 août, l'armée de Schwarzenberg se mit en marche pour passer les défilés de l'Erzgebirge et pénétrer en Silésie : « Russes, Prussiens, Autrichiens, disait Schwarzenberg dans sa proclamation, vous ne combattez que pour la liberté de l'Europe, pour l'indépendance de vos états. Tous pour un, un pour tous. Ouvrez la lutte avec ce cri, et la victoire est à vous. » Les troupes russes étaient commandées par Barclay de Tolly, dont l'indocilité causa plus d'un embarras au généralissime autrichien. Alors commença cette grande campagne de 1813. L'histoire militaire de l'Autriche se mêle désormais intimement à celle de l'Allemagne et de la France. Il suffit de rappeler les principales étapes de la guerre. Victoire de Leipzig (14, 16, 18 octobre 1813), dite bataille des nations. Retraite de Napoléon sur la frontière. Campagne de France ; prise de Paris (Mars 1814).

Nous insisterons spécialement sur la partie de la guerre qui eut pour théâtre le territoire autrichien. Au début de

la campagne, un corps d'armée français pénètre en Bohême jusqu'à Kulm, s'y fait battre par les alliés et est obligé de repasser la frontière. Le 9 septembre, l'empereur François renouvelle et confirme par le traité de Teplitz l'alliance conclue avec l'Autriche, la Russie et la Prusse. Les trois puissances s'engageaient à entretenir chacune cent cinquante mille hommes sous les armes. La Prusse devait être remise en l'état où elle se trouvait en 1805, l'Autriche en 1806. Les destinées du grand duché de Varsovie devaient être réglées ultérieurement. Napoléon après la défaite de Kulm fit encore une tentative pour pénétrer en Bohême (17 septembre), mais il fut repoussé par Schwarzenberg. Les deux adversaires se retrouvèrent à Leipzig.

Au sud-ouest de la monarchie, les opérations militaires eurent pour l'Autriche des conséquences immédiates; le vice-roi d'Italie avait au début de la campagne son quartier général à Gorica : ses troupes étaient disséminées entre Trieste, Ljublania (Laybach) et Villach. Le général autrichien Hiller établit son quartier général à Klagenfurth. Les hostilités commencèrent le 18 août; les Autrichiens occupèrent sans résistance Karlovac et Rieka (Fiume). Le littoral croate une fois réannexé, un corps d'armée fut envoyé en Dalmatie; en même temps, les Autrichiens pénétrèrent dans le Tirol par le Pusterthal; on vit reparaître dans ces provinces quelques-uns des combattants de 1809: l'Istrie fut envahie par un hardi partisan, le Slave Lazarich qui réussit à armer les paysans, s'empara de Pola et de Trieste.

Dans la Haute-Autriche, le général bavarois Wrede et l'autrichien Reuss étaient en présence : mais la lutte ne fut pas sérieuse. L'empereur d'Autriche et l'empereur de Russie avaient écrit au roi de Bavière pour l'inviter à entrer dans leur alliance; le prince de Reuss était autorisé à traiter avec son adversaire. Les Bavarois n'apportaient donc aucun appui réel à l'armée du prince Eugène. Le 8 octobre, le général Wrede signa avec Reuss la convention de Ried qui mettait l'armée bavaroise à la disposition des alliés. Obligé de reculer sur toute la ligne, Eugène aban-

donna (29 septembre) Laybach à l'ennemi. Bientôt il repassa l'Isonzo et évacua le camp fortifié de Tarvis (8 octobre). Fouché, gouverneur général des provinces illyriennes, s'enfuit sur le territoire vénitien.

La nouvelle de l'accord conclu entre l'Autriche et la Bavière fut reçue par les Tiroliens avec la joie la plus vive; quand les troupes autrichiennes, se dirigeant vers l'Italie, arrivèrent à Innsbrück, elles y trouvèrent un accueil enthousiaste. Elles poursuivirent leur marche vers le midi, enlevèrent Trente et pénétrèrent dans la péninsule. Le Tirol méridional était tout entier aux mains des Autrichiens; les Tiroliens d'Innsbrück, jaloux de la destinée de leurs compatriotes du midi, chassèrent les Bavarois par un mouvement populaire que le général autrichien Bellegarde dut calmer lui-même. Bellegarde, qui avait remplacé Hiller dans le commandement, poursuivit la campagne en Italie. En Dalmatie, le général Tomasich avait occupé la ville de Knin (30 octobre), mis le blocus devant Zara, Spliet (Spalato), Lesina. Il était soutenu dans ces expéditions par des troupes que fournissait une escadre anglaise qui croisait dans ces parages.

Les troupes indigènes, dans les places assiégées, déposaient les armes, moins par sympathie pour l'Autriche, que pour se joindre aux compatriotes slaves qui venaient les attaquer. Ainsi à Zara le général Roise, après avoir essayé de maintenir par la terreur la discipline parmi ses Dalmates, était obligé de leur permettre de sortir de la ville et de capituler lui-même le 6 décembre. Le Serbe Milutinovich fut envoyé contre Raguse. Les Français ne tenaient que la citadelle : la ville proprement dite était aux mains des habitants; peu soucieux de la domination autrichienne, ils ne demandaient qu'à rétablir dans son indépendance leur antique république. Ils étaient soutenus par le célèbre prince ou vladyka du Montenegro, Pierre Petrovitch Niegoch, qui méditait d'annexer à sa petite principauté les bouches de Cattaro. Milutinovich arriva devant Raguse, bombarda la citadelle avec les canons que les Anglais lui avaient fournis, s'en empara

et une fois qu'il tint la ville sous le feu de son artillerie, il y fit flotter le drapeau autrichien (29 janvier 1814). Ainsi, au début de l'année 1814, l'Autriche était maîtresse de tout le littoral de l'Adriatique. La réannexion de la Dalmatie, des provinces illyriennes, et la restitution du Tirol étaient les résultats les plus positifs de la lutte gigantesque qui ne devait trouver son dénouement définitif que sur le champ de bataille de Waterloo.

Bataille de Leipzig (1813); les Autrichiens à Paris.

Ces succès avaient été rendus plus faciles par les désastres qui depuis le début de la campagne d'Allemagne avaient accablé Napoléon. La bataille de Leipzig (14,16 18 octobre 1813), gagnée par les alliés sous le commandement de Schwarzenberg, avait forcé l'armée française à rétrogader jusqu'au Rhin. Schwarzenberg eut d'autant plus de mérite que, pour faire prévaloir ses plans, il avait eu à lutter contre l'empereur Alexandre, le roi de Prusse et l'empereur François lui-même. La veille de la bataille de Leipzig, il écrivait à sa femme : « Quand je me mets à la fenêtre et quand je pense que j'ai en face de moi le plus grand général de notre temps, un véritable empereur des batailles, il me semble que mes épaules sont trop faibles et doivent succomber sous le fardeau gigantesque qu'elles ont à supporter. Mais quand je regarde les étoiles, je me dis que celui qui les dirige a également tracé ma voie. Si sa volonté est que la juste cause triomphe, sa sagesse m'éclairera et augmentera ma force. Si la volonté de la Providence est que nous succombions, mon infortune personnelle sera le moindre de nos malheurs; en cas d'échec ou de réussite, j'ai d'avance vaincu mon amour-propre : le jugement du monde ne sera pour moi ni un échec ni une récompense. »

Dès le début de la journée de Leipzig, Napoléon devina la valeur de Schwarzenberg. « C'est moi, dit-il au général autrichien Merveldt qu'on lui amenait prisonnier, c'est

moi qui ai appelé l'attention de votre souverain sur Schwarzenberg. Aurait-il l'intention de me battre? Vraiment il ne s'y prend pas mal. » Et il envoya Merveldt proposer un armistice. Les Autrichiens se retireraient en Bohême; les Prussiens et les Russes se seraient repliés derrière l'Oder, les Français derrière la Sale. La Saxe serait restée neutre. Mais il était trop tard. François refusa de recevoir les propositions de Napoléon. La victoire justifia son audace. Après la bataille, l'empereur remit à Schwarzenberg la grand'croix de l'ordre de Marie-Thérèse; le feld-maréchal offrit sa croix de commandeur à Radetzky. « Loudon, lui dit-il, l'a portée; je ne puis la céder à un plus digne. » Le diplomate qui avait préparé la coalition ne fut pas oublié dans la distribution des faveurs impériales. Le 20 octobre 1813, Metternich reçut le titre de prince héréditaire. Parmi les officiers autrichiens qui se distinguèrent le plus dans ces mémorables journées, il faut signaler les généraux Nostitz et Bianchi et un jeune hongrois, Etienne Szechenyi, celui qu'on a appelé plus tard le grand Magyar. L'armée autrichienne perdit 435 officiers et 15 418 hommes tués, blessés ou prisonniers, soit un tiers des pertes totales des alliés, qui s'élevaient à quarante-sept mille hommes.

Les troupes autrichiennes prirent encore part à la bataille de Hanau, où elles essayèrent de concert avec les Bavarois, de couper la retraite à Napoléon. Les états de la ligne du Rhin, le Wurtemberg, la Hesse-Darmstadt, se rattachaient les uns après les autres, à la coalition. Le 5 décembre, François II entra dans cette ville de Francfort où vingt ans auparavant il avait reçu la couronne impériale. Schwarzenberg y établit son quartier-général.

Les armées coalisées touchaient aux frontières de la France. Metternich pensait qu'il ne fallait pas pousser trop loin l'humiliation de Napoléon. A Francfort il s'efforça d'entrer en négociations. Il fit venir dans cette ville le ministre de France à Weimar, Saint-Aignan, et lui dicta le programme sur les bases duquel on pouvait encore espérer une transaction. La France abandonnait la Hollande, l'Italie, la Suisse : elle gardait les frontières natu-

relles des Pyrénées, des Alpes et du Rhin. Le 14 novembre, Saint-Aignan portait ses propositions à Paris. Napoléon répondit en termes vagues et proposa de réunir à Mannheim une conférence (25 novembre); les alliés, encouragés par les succès qu'ils remportaient de tous côtés, en Espagne, en Hollande, refusèrent. La marche sur Paris fut décidée dans un conseil de guerre tenu sous la présidence de François II; cependant, même au milieu des premiers combats de la campagne de France, les négociations se poursuivirent entre Caulaincourt et Metternich. Un congrès s'ouvrit le 5 février 1814 à Châtillon-sur-Seine. Cette fois les alliés demandaient que la France en revînt à ses limites de 1790. Napoléon, enivré par les succès éphémères de Champaubert (10 février), Montmirail (11 février,) Vauxchamps (14 février), essaya d'agir directement sur François II; il lui offrit de partager avec lui l'empire de l'Europe.

Il croyait avoir ramené la victoire sous ses drapeaux, « Je suis plus près de Vienne qu'ils ne le sont de Paris, » s'écriait-il dans son infatuation. Le 1er mars, les représentants des alliés, Metternich, Nesselerode, Hardenberg, Castlereagh signèrent à Chaumont un traité en vertu duquel les puissances s'engageaient à ne pas déposer les armes avant d'avoir rétabli la paix et l'équilibre de l'Europe. La durée de ce traité était fixée à vingt ans. Les puissances continentales devaient entretenir chacune cent cinquante mille hommes sous les armes : l'Angleterre donnait cinq millions de livres sterling. Aucun des signataires du traité ne devait conclure la paix pour son compte. Le 19 mars, le congrès de Châtillon se séparait sans avoir abouti. Schwarzenberg décida de marcher directement sur Paris sans s'inquiéter de Napoléon. Le 30 mars les alliés pénétraient dans la capitale de la France. L'occupation de Paris était due surtout à la sage hardiesse de Schwarzenberg. « Un général ordinaire, disait Napoléon à l'Autrichien Koller qui l'accompagna à l'île d'Elbe, se serait inquiété de son retour et préoccupé d'assurer ses communications; un bon général n'avait pas d'autre parti à prendre que celui de Schwarzenberg ; je l'en savais capable; mais je

croyais qu'il solliciterait le consentement des souverains et qu'il laisserait ainsi échapper le moment favorable. » Blücher complétait le jugement de Napoléon lorsque plus tard, pendant un séjour à Carslbad, il buvait : « Au héros qui, malgré la présence de trois monarques, nous a conduits à la victoire. » Les cours de l'Europe accablèrent de distinctions l'heureux vainqueur de Paris. La cité de Londres lui vota un sabre d'honneur. L'université d'Oxford lui envoya un diplôme de docteur en droit. Les États de Bohême lui érigèrent un monument. L'empereur François II l'autorisa à mettre dans ses armes celles de la maison d'Autriche.

François II n'était pas entré dans Paris en même temps que ses deux alliés ; il leur laissa plein pouvoir pour régler la situation de son gendre et de sa fille ; le sentiment paternel ne l'emportait pas chez lui sur la raison d'état ; il n'entra à Paris que le 15 avril. Le 11 avril avait été signé le traité de Fontainebleau qui adjugeait l'île d'Elbe à Napoléon, Parme, Plaisance et Guastalla à Marie-Louise. La fille des Césars n'accompagna pas son époux dans l'exil. Après une entrevue avec son père et l'empereur Alexandre, elle reprit avec son fils, le roi de Rome, désormais duc de Reichstadt, le chemin de l'Autriche. Cette princesse peu intéressante, et qui ne sut même pas rester fidèle à Napoléon de son vivant, devait mourir à Vienne en 1847. Les Tiroliens, lors de son passage à Innsbrück accueillirent la fille de leur empereur avec un enthousiasme qu'elle méritait peu ; elle se retira à Schœnbrünn puis à Parme.

En Italie, deux rois de création napoléonienne, Eugène à Rome, Murat à Naples ne surent pas s'entendre pour défendre leur trône contre la coalition. Tandis qu'Eugène luttait sur l'Adige contre les troupes autrichiennes de Bellegarde, Murat essayait de s'établir dans toute l'Italie centrale, à Rome, à Bologne. Les Anglais et les Autrichiens mirent la main sur la Toscane, Bellegarde entra à Milan ; deux mois après, le 12 juin, le traité de Paris rendit l'Italie jusqu'au Pô et au Tessin à la monarchie autrichienne. Désormais l'Autriche allait faire en

faveur des anciens souverains la police de la péninsule; des troupes autrichiennes rétablirent François IV à Modène et à Reggio, Ferdinand en Toscane, Ferdinand IV dans le royaume des Deux-Siciles. L'histoire de la domination autrichienne en Italie est assez connue et n'entre pas dans le cadre de cet ouvrage.

Le congrès de Vienne (1814-1815).

Le 2 mai 1814, Louis XVIII était rentré à Paris; la guerre était finie; Schwarzenberg déposa son commandement et l'œuvre de la diplomatie commença. Il ne fut pas facile de s'entendre pour partager la dépouille du vaincu. Ainsi, dès le début, il avait été convenu que le grand duché de Varsovie serait partagé entre les trois monarques; mais l'empereur Alexandre, qui convoitait toute la Pologne, faisait quelques difficultés et avait su mettre la Prusse dans ses intérêts en lui promettant la Saxe, dont le roi avait été fait prisonnier après la bataille de Leipzig. Metternich montra beaucoup de finesse et de persévérance dans la défense des intérêts de son souverain. Il fit décider qu'on traiterait d'abord de la paix avec la France et que toutes les autres questions seraient réglées dans un congrès tenu à Vienne. C'était un hommage rendu au rôle prépondérant que l'Autriche avait joué dans la coalition et aux talents militaires que son généralissime avait déployés. Le 30 mai, la paix fut signée avec la France mutilée. Par un autre traité du 14 juin, signé entre l'Autriche, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie, les Pays-Bas, depuis longtemps perdus pour l'Autriche, furent annexés à la Hollande. L'empereur François II était déjà retourné dans ses états et avait fait dans sa capitale une entrée solennelle. Aucun souverain n'était descendu si bas pour se relever si haut. Deux fois il avait vu l'ennemi au cœur de son empire, deux fois il avait dû quitter en fugitif cette capitale où il rentrait en triomphateur, en arbitre de la paix européenne. Presque partout l'Au-

triche retrouvait son ancienne frontière ; ses alliés lui avaient promis la restitution de la Lombardie, de Venise, du Tirol méridional et de la Dalmatie que ses troupes avaient occupés de fait ; François II avait signé (7 juin) avec la Bavière un traité secret qui lui promettait, contre indemnité à chercher ailleurs, la restitution du Tirol septentrional, du Vorarlberg, de Salzbourg, des quartiers de l'Inn et de Hausruck. Les Tiroliens saluaient avec enthousiasme le retour de leur ancienne dynastie.

A Milan, à Raguse des mécontentements éclatèrent; l'ancienne capitale de la république cisalpine et du royaume d'Italie, la république maritime qui comptait des siècles de prospérité et d'indépendance, ne pouvaient se résigner à devenir des villes de province autrichiennes.

Ainsi l'Autriche, sauf pour les pays cédés secrètement par la Bavière, était déjà rentrée en possession de ses anciens domaines quand le congrès se réunit. Elle n'avait dû renoncer définitivement qu'aux Pays-Bas et aux *Vorlænde* du Brisgau et de la Souabe.

A dater du mois de septembre 1814, Vienne devint le rendez-vous des têtes couronnées. On y vit successivement apparaître les rois de Wurtemberg, de Danemark, de Bavière, de Prusse, l'empereur de Russie. Les fêtes succédèrent aux fêtes. On connaît le mot du prince de Ligne : « Le congrès ne marche pas, il danse. » Le premier anniversaire de la victoire de Leipzig fut célébré par une revue gigantesque où Alexandre rendit aux talents militaires de Schwarzenberg un solennel hommage « C'est à vous après Dieu, dit-il, que nous devons nos succès. »

Les travaux préparatoires du congrès ne furent pas sans difficultés. La question de la Pologne causait aux diplomates plus d'un embarras et froissait plus d'une convoitise. Metternich, appuyé par Castlereagh et par Talleyrand, eut de rudes assauts à soutenir dans les conférences préliminaires. Le congrès fut ouvert officiellement le 1er novembre. Il avait pour président Metternich, pour secrétaire Talleyrand. A vrai dire il n'y eut pas un congrès, mais une série de réunions composées tour à tour des repré-

sentants de diverses puissances où les questions étaient examinées par les États qui s'y trouvaient plus particulièrement intéressées. On ne s'occupait pas seulement des conséquences de la lutte qui venait d'ébranler l'Europe, mais de questions générales, comme par exemple la libre navigation des fleuves de l'Europe centrale, la suppression de la traite des nègres ou de la piraterie dans la Méditerrannée. Le congrès se divisait en une foule de comités. Il semblait que ce fût un tribunal européen où tous ceux qui avaient eu à se plaindre de la révolution vinssent demander le redressement de leurs griefs. Ainsi, l'ordre des Johannites réclamait l'île de Malte perdue depuis près de vingt ans, tous les principicules allemands faisaient valoir leurs droits souverains.

La question polonaise était la pierre d'achoppement du congrès et faillit à plusieurs reprises en amener la rupture; la Russie faisait acte de gouvernement sur le grand duché de Varsovie et le traitait en pays conquis; un instant Metternich parut prêt à rompre et à déclarer la guerre avec le concours de la Bavière. Enfin Nesselrode élabora un projet qui semblait concilier tous les intérêts, en partageant la Pologne à peu près comme elle l'a été depuis. Une autre difficulté était créée par l'ambition de la Prusse qui voulait absolument le royaume de Saxe; elle serait devenue pour l'Autriche le plus dangereux et le plus redoutable des voisins. Un traité secret d'alliance défensive fut signé entre l'Autriche, l'Angleterre et la France. La situation était fort grave; c'est alors que se forma, pour résoudre les questions pendantes, le comité des cinq, composé des représentants de l'Autriche, de la France, de l'Angleterre, de la Prusse et de la Russie. Ce comité devint le congrès lui-même; il est le premier symbole du système des cinq grandes puissances qui a dirigé les destinées de l'Europe moderne, jusqu'à l'époque où en présence de l'hégémonie allemande, « l'Europe a cessé d'exister ». Ce comité amena la Prusse à renoncer à ses prétentions sur la Saxe (sauf Torgau) et régla le dernier partage de la Pologne.

Au milieu des négociations et des fêtes, on reçut à Vienne (7 mars 1815) la nouvelle du débarquement de Napoléon sur les côtes de Provence. Metternich et son souverain n'hésitèrent pas à donner immédiatement aux troupes l'ordre de reprendre la direction de la France. On jouait précisément ce soir-là sur le théâtre de la cour une comédie intitulée: « *la Danse interrompue* ». Le congrès prit quelques jours après, une résolution qui portait que Napoléon Buonaparte, ayant violé tous les droits, était déclaré ennemi de la paix publique et mis au ban des nations.

Le 25 mars, les puissances renouvelèrent le traité de Chaumont et se déclarèrent résolues à poursuivre la guerre jusqu'au moment où Napoléon serait mis hors d'état de nuire. Le plan de campagne fut élaboré chez le maréchal Schwarzenberg; les souverains de Russie et de Prusse, et Wellington, alors de passage à Vienne, assistèrent à ces délibérations. Trois grands corps d'armée furent formés; un dans les Pays-Bas réunissait les Anglais, les Prussiens, et les Hollandais, sous la direction de Wellington et Blücher; sur le Rhin, les Autrichiens, les Russes et Allemands étaient commandés par Schwarzenberg. En Italie, une armée autrichienne devait tenir tête à Murat qui s'avançait avec quatre-vingt mille hommes. Marie-Louise resta à Schœnbrünn tandis que les coalisés marchaient contre son époux. Du reste les préparatifs de la guerre n'interrompaient pas les travaux du congrès. Ce fut le 3 avril que fut signé l'acte qui réglait définitivement la question polonaise. Au mois de mai la constitution définitive de l'Allemagne fut arrêtée; les séances du congrès furent terminées le 11 juin.

La guerre avait commencé dès le mois d'avril en Italie; le roi Joachim Murat qui s'était avancé jusque dans le bassin du Pô fut défait à Rimini, à Ancône et enfin à Tolentino par les troupes impériales et s'enfuit à Naples; les Autrichiens y pénétrèrent et Murat dût se réfugier en France (25 mai). Sur le Rhin, les troupes autrichiennes n'eurent point d'opérations bien sérieuses; elles pénétrèrent en Alsace, bloquèrent et prirent Huningue et

tinrent en échec, sous Strasbourg, la petite armée de Rapp. Le 30 juin, les monarques alliés avaient leur quartier général à Haguenau où ils reçurent la visite d'une députation des Chambres françaises, Lafayette en tête. Il lui fut répondu qu'on ne traiterait point de la paix avant que Napoléon ne fût livré aux alliés. Le gros de l'armée de Schwarzenberg marcha sur Paris où on entra cette fois sans résistance. Il n'y avait pas un soldat autrichien à Waterloo. Les trois alliés s'étaient retrouvés dans Paris; c'est là qu'Alexandre proposa cette *Sainte-Alliance* dont l'idée lui avait été inspiré par le génie mystique de Mme de Krudener (26 septembre). Le 20 novembre 1815 fut signé le second traité de Paris. Cette fois la France avait à payer une indemnité de sept cent millions et à subir pendant cinq ans dans les provinces de l'Est une occupation de cent cinquante mille hommes.

L'Autriche après le traité de Vienne.

Quels étaient en somme les résultats de tant d'efforts militaires et de tant de travaux diplomatiques? Aucun monarque de la dynastie autrichienne n'avait passé par une telle série de revers et de triomphes. Quatre fois François II avait dû accepter d'un vainqueur arrogant une paix humiliante. Deux fois il avait vu l'ennemi entrer dans sa capitale. Il avait perdu l'un après l'autre les Pays-Bas autrichiens, les pays souabes, le duché de Milan; il avait reçu en compensation Venise, la Dalmatie, Salzbourg, la Galicie occidentale; il les avait reperdus; il avait dû sacrifier les pays héréditaires, le fidèle Tirol, l'Istrie qui assurait la possession de l'Adriatique, Trieste, Gorica, la moitié de la Carinthie, la Carniole, une partie de la Croatie. Il avait dû déposer cette couronne impériale qui avait été pendant des siècles la gloire et l'ornement de sa maison. Après le traité de Vienne, il se trouvait en possession d'un empire rajeuni, compact, mieux arrondi que n'était l'Autriche avant la Révolution et dont la

force militaire et la diplomatie excitaient l'envie et l'admiration de l'Europe. Il avait l'hégémonie de l'Allemagne et celle de l'Italie. Les branches cadettes de la maison de Habsbourg-Lorraine, Toscane et Modène étaient rentrées en possession de leurs domaines. L'impératrice Marie-Louise avait, pour sa vie durant, l'investiture de Parme, Guastalla et Plaisance. En Allemagne, l'Autriche retrouvait tout ce qui lui avait été enlevé par la Bavière, sauf la prévôté de Berchtolsgaden qui restait unie à ce nouveau royaume. Elle avait renoncé à ses possessions gênantes des Pays-Bas, aux domaines de Souabe, de Brisgau et de Suisse, et à la Galicie occientale.

En somme, au lieu de 24 millions d'habitants qu'elle comptait en 1792, répartis de la mer du Nord au Danube sur un espace de 640 000 kilomètres carrés, l'Autriche possédait en 1815 une population de 28 millions d'âmes répartie sur un espace compact de 668 000 kilomètres carrés. Les domaines de l'empire étaient partout contigus, sauf sur un coin du littoral dalmate où l'enclave turque de Klek et de la Sutorina interrompt la côte de Dalmatie; L'empire d'Autriche comprenait maintenant cinq royaumes de diverse origine, ceux de Bohême et de Hongrie, celui de Galicie, celui d'Illyrie formé des provinces illyriennes de langue slovène, État idéal, simple fiction de chancellerie, et le royaume lombard-vénitien symbolisé par la couronne de fer des rois de Lombardie.

François II avait résisté aux propositions de tous ceux qui avaient voulu lui offrir de reprendre en Allemagne la couronne impériale ; mais il ne voulut pas renoncer à l'hégémonie du monde germanique. C'était l'Autriche qui avait fait l'Allemagne ; c'est à Vienne que s'était opérée la reconstitution définitive des états germaniques ; en échange de ces services, Metternich réclama et obtint pour son souverain la présidence de la diète de Francfort. Mais, pour maintenir cette domination de l'Autriche en Allemagne, il fallait qu'elle fît entrer dans la Confédération le plus grand nombre possible de sujets allemands; François déclara qu'elle faisait partie de la Confédération pour toutes

celles de ses provinces qui avaient appartenu à l'empire germanique; or, parmi ces provinces, il n'y avait de purement allemandes que l'Autriche, Salzbourg, le Tirol du Nord et le Vorarlberg; ces divers pays comptent en tout trois ou quatre millions d'Allemands. On y joignit, pour faire nombre, le royaume de Bohême avec deux tiers de populations slaves, la Moravie avec quatre cinquièmes de populations slaves, la Styrie qui est à moitié slovène, la Carinthie, la Carniole, Gorica et Gradisca, entièremeut slovènes, l'Istrie avec Trieste moitié slovène, moitié italienne, le Tirol italien, la Silésie autrichienne à moitié slave, et les duchés polonais d'Osviecim (Auschwitz) et de Zator en Galicie. A l'aide de cette fiction diplomatique, l'Autriche fit entrer dans la Confédération germanique six ou sept millions de pseudo-allemands et put, au point de vue numérique, faire bonne figure à Francfort.

Le moment ne tardera pas à venir où elle regrettera d'avoir cherché hors d'elle-même son centre de gravité. Désormais, pour justifier ses prétentions de puissance allemande, elle va travailler avec plus d'ardeur que jamais à germaniser ses peuples, à entraver le développement naturel des esprits et des libertés. Et, quand, après tant d'efforts, un rival plus heureux aura réussi à chasser l'Autriche de la Confédération germanique, l'ambition allemande ne cessera de réclamer comme siennes ces provinces qu'on lui a si longtemps attribuées et sur lesquelles elle s'est accoutumée à se croire un droit absolu.

Les longues guerres que l'Autriche a eues à soutenir pendant vingt ans n'ont pas seulement eu pour résultat d'arrondir son territoire, elles ont fortifié son organisme intérieur en lui façonnant une armée telle que Joseph II et Marie-Thérèse n'en ont jamais connue; elles ont développé dans cette armée un esprit de discipline, une confraternité d'armes qui domine, rapproche et confond dans un même sentiment les soldats des contrées les plus diverses, les Allemands, les Slaves, les Magyars. Cette armée sera plus d'une fois la sauvegarde de l'empire; elle contri-

buera à maintenir les provinces les plus diverses dans l'obéissance qu'impose la crainte, elle y répandra des idées de fidélité au drapeau et au principe monarchique qui seront pour l'Autriche un élément de force nouvelle. Cependant, si elle écrase les mouvements révolutionnaires, que les baïonnettes suffisent à comprimer, elle restera impuissante à étouffer les aspirations vers la liberté, vers le développement national, vers la réalisation du droit historique, souvent dédaigné par les souverains, toujours revendiqué par les peuples.

CHAPITRE XXV.

FRANÇOIS II ET METTERNICH (1815-1835).

François II et Metternich. — L'Autriche à la tête de la réaction européenne; les congrès. — La question d'Orient (1820-1829). — Affaires de Pologne, d'Italie, d'Allemagne.

François II et Metternich.

Les traités de 1815 semblaient avoir fermé définitivement l'ère des révolutions. Les années qui suivirent furent une période de réaction implacable. Trop heureux d'avoir sauvé leur couronne et leurs Etats des mains de la France les souverains de l'Europe s'unirent dans une pensée commune de résistance aux idées de 1789.

Parmi les princes qui entreprirent de ramener les peuples aux saines doctrines de l'ancien régime, aucun ne montra plus d'acharnement que François II. Il eut d'ailleurs un digne auxiliaire dans la personne de Metternich. François II avait une médiocre intelligence et un caractère mesquin. Il comprenait mal les grandes choses et attachait un extrême intérêt aux petites. Il avait la passion de la

paperasse et la manie des audiences; son ambition, ainsi qu'il aimait à le répéter, eût été de faire un bon conseiller aulique; il se plaisait aux petits jeux et aux concerts de musique de chambre et y faisait lui-même sa partie. « Il tenait, dit M. Springer, à trouver toujours parmi ses courtisans les éléments d'un quatuor, et tel, qui par ses infamies avait mérité d'être banni de la cour, y rentrait, grâce à son talent de musicien. » Il portait volontiers envie à ceux qui, comme l'archiduc Charles ou Radetzky, avaient mérité par leurs services la faveur populaire. Dans un accès de jalousie soupçonneuse, il s'avisa un jour de faire crocheter les serrures de l'archiduc. Son esprit soupçonneux le poussait jusqu'à la cruauté. En 1820 une émeute d'étudiants eut lieu à Prague; l'empereur, ne pouvant trouver les coupables, fit incorporer dans l'armée tous ceux qui avaient eu de mauvaises notes. Un égoïsme farouche était la conséquence de ses idées absolutistes; les provinces et les peuples étaient pour lui une propriété privée dont le prince disposait à son gré. Comme certains de ses prédécesseurs, il savait donner à son despotisme des formes patriarcales qui attendrissaient les naïfs et prêtaient matière aux flatteries. A défaut de régime représentatif et d'assemblées loyalement consultées, une police inquisitoriale servait de lien entre le souverain et ses sujets. Comme Louis XV il se plaisait aux rapports scandaleux; la police était pour lui à la fois un divertissement de haut goût et un instrument de règne. L'idée monarchique n'avait point à ses yeux de plus sûr appui que le catholicisme : le Joséphinisme en ébranlant la religion ne pouvait manquer de détruire la monarchie. On a souvent cité les paroles que l'empereur adressait en 1821 aux professeurs du gymnase de Laybach : « Tenez-vous-en à ce qui est ancien, car cela est bon; si nos aïeux s'en sont trouvés bien, pourquoi ne ferions-nous pas comme eux? Il s'élève maintenant des idées nouvelles que je n'approuve pas, que je n'approuverai jamais. Défiez-vous-en et attachez-vous au positif. Je n'ai pas besoin de savants, mais de fidèles sujets. En faire, voilà votre devoir. Celui qui me sert doit apprendre ce que j'ordonne. Celui qui n'en

est pas capable ou qui vient avec des idées nouvelles, celui-là peut s'en aller. Sinon je l'éloignerai. » Il disait un jour à l'ambassadeur de France : « Mes peuples sont étrangers les uns aux autres : tant mieux. Ils ne prennent pas les mêmes maladies en même temps. En France, quand la fièvre vient, elle vous prend tous le même jour. Je mets des Hongrois en Italie, et des Italiens en Hongrie. Chacun garde son voisin. Ils ne se comprennent pas, ils se détestent. De leurs antipathies naît l'ordre, et de leur haine réciproque la paix générale. »

Avec ces principes, l'empereur ne négligea rien pour fermer l'empire aux idées et à la science de l'étranger. La censure était impitoyable et la littérature traitée en ennemie. Quelques hommes remarquables, Gentz, personnage peu moral d'ailleurs, et, avant tout, soucieux de « vivre furieusement bien », Fréderich Schlegel, Adam Müller avaient, il est vrai, été appelés à prendre du service en Autriche; mais leurs travaux de publicistes étaient spécialement destinés à l'étranger : ils restaient inconnus aux sujets de l'empire. Les hommes de mérite, fort rares d'ailleurs, étaient tenus en suspicion. Un seul avait su complètement gagner la confiance du souverain; c'était Metternich. La période des guerres une fois finie, François n'avait plus besoin de ses généraux, mais l'état précaire où l'Europe restait assurait le premier rôle au diplomate qui avait négocié les traités de Vienne. Metternich n'intervenait pas à la vérité dans l'administration intérieure de l'Etat autrichien; mais sa politique étrangère réagissait sur la politique intérieure de l'empire.

Il était né à Coblentz en 1773; il ne vint vivre à Vienne qu'à partir de l'année 1809; il ne connaissait guère les annales de l'état bigarré sur lequel régnait son souverain ; il se souciait médiocrement de voir résoudre les difficultés intérieures, inhérentes à la constitution ethnographique et historique de l'empire. Homme du dix-huitième siècle, il avait le dédain de l'histoire et ne devinait pas quels germes de révolutions fermentaient dans les éléments confus qui s'agitaient autour de lui. Il dut sa haute situation et la per-

sistance de sa fortune, moins à ses talents qu'à la ténacité de son ambition et à un heureux concours de circonstances; il hérita des succès militaires de l'Autriche en 1813 et en 1815, et on lui fit honneur des résultats dus à l'épée de Schwarzenberg; les deux souverains, sous lesquels il dirigea la politique étrangère de l'empire, étaient trop faibles pour être en état de savoir se passer de lui. Il pratiquait vis-à-vis de son maître mieux que personne le grand art de flatter. « Ces deux hommes, dit l'historien allemand Springer, se complétaient mutuellement. Metternich n'entrait pas dans les détails de l'administration qu'il ignorait: l'empereur au contraire y attachait la plus grande importance. L'empereur avait pris devant les princes de l'Europe l'engagement de maintenir l'ordre et se fondait sur cet engagement pour maintenir dans l'intérieur de l'empire un calme absolu. Metternich réclamait l'obéissance passive des sujets autrichiens pour pouvoir déployer à l'extérieur toute la puissance de l'empire. Pour l'un, l'absolutisme était une affaire de sentiment, pour l'autre, de raisonnement. Grâce à cet accord, ils en vinrent peu à peu à substituer leur intérêt personnel au bien de l'Etat, à croire l'Etat satisfait quand leurs idées l'étaient, à égaler le conspirateur politique au parricide. Ils n'eurent ni l'un ni l'autre le sentiment de leur responsabilité comme administrateurs du trésor public. » On a prétendu, pour excuser l'absolutisme de Metternich, qu'il redoutait le parlementarisme plus encore par crainte du réveil des nationalités que par haine de la liberté.

Ajoutons que le dévouement de Metternich pour son souverain ne fut pas absolument désintéressé. Il ne dédaignait pas les subsides des princes étrangers et maniait les deniers de l'Etat sans s'imaginer qu'il pût avoir à en rendre compte. Ses galanteries défrayèrent plus d'une fois la chronique scandaleuse de la bonne ville de Vienne, cette cité molle et corrompue dont la vie, suivant le mot d'un contemporain, « ressemblait à celle des animaux hivernants ».

L'Autriche à la tête de la réaction européenne : les congrès.

Dès le lendemain du congrès de Vienne, il fut aisé de constater qu'il n'avait point, comme on l'espérait, ramené l'âge d'or sur l'Europe, troublée par vingt-cinq années de convulsions. En Autriche, la situation intérieure était loin d'être prospère ; les fêtes splendides qui avaient accompagné le congrès n'avaient pu faire oublier qu'un instant l'épuisement des provinces et la misère des populations. Pour les récompenser de tant de sacrifices, le gouvernement ne songeait qu'à étouffer leurs aspirations naissantes vers un régime de liberté et une constitution libérale. Pour garder vis-à-vis de l'étranger le prestige que lui avaient acquis ses succès militaires, le cabinet de Vienne n'avait d'autre préoccupation que de maintenir les divers États sous une compression absolue.

Metternich et son souverain se mirent à faire la police de l'Europe. Il semblait que toutes les révolutions qui éclataient à l'extérieur dussent menacer l'Autriche elle-même. Par ses possessions allemandes, italiennes, polonaises, l'Autriche était plus que tout autre État ouverte à la contagion libérale. Dès 1815, les Italiens commencèrent cette guerre sourde de conspirations, de sociétés secrètes qui, après tant de luttes sanglantes, devait aboutir à la régénération de leur patrie. En Allemagne, des esprits généreux, des étudiants, des illuminés réclamaient l'affranchissement des intelligences et le régime constitutionnel. Au congrès de Carlsbad (août 1819), l'Autriche et la Prusse s'entendirent pour mettre bon ordre au mouvement libéral des universités et aux libertés de la presse, pour comprimer l'Allemagne et réprimer ce que l'on considérait comme de dangereuses manifestations. En 1820, le roi de Naples, cédant devant une insurrection militaire, avait accordé une constitution à ses sujets. Un congrès s'ouvrit d'abord à Troppau (1820), puis à Laybach (26 janvier 1821) pour aviser aux moyens

d'étouffer en Italie l'esprit révolutionnaire. Cette fois la Russie se joignit à l'Autriche et à la Prusse. Malgré les protestations de l'Angleterre et de la France les trois cabinets de Vienne, Pétersbourg et Berlin prétendirent régler les destinées de l'Europe. On proclama cette doctrine que les rois seuls sont appelés à régler les destinées des peuples et qu'ils ne sont responsables que devant Dieu. Au cours de l'année 1813 Metternich avait été élevé à la dignité de prince héréditaire. Il devint en 1826 président de la Conférence ministérielle et chancelier d'Etat. Au fond, l'Autriche toute entière était dans sa main. Le roi de Naples dut comparaître devant le congrès de Laybach. Une armée autrichienne, commandée par le baron de Frimont, entra dans le royaume de Naples et mit les libéraux à la raison. Quelques jours après, un mouvement analogue était réprimé dans le Piémont par le général autrichien Bubna. Une armée d'occupation resta dans les deux royaumes. Vers la même époque, l'aimable et doux Silvio Pellico, coupable de patriotisme, était jeté dans les prisons du Spielberg. Son livre: *Mes Prisons*, lu et traduit cent fois dans toute l'Europe, reste encore aujourd'hui comme l'acte d'accusation de l'Italie opprimée contre le régime autrichien.

« L'Europe, dit un contemporain, louait, jalousait, maudissait la puissance de l'Autriche, mais on ne songeait pas au peuple autrichien. Il ne s'agissait que du prince et de son ministre. » — « Voilà ce que c'est qu'une révolution prise à temps », disait joyeusement Metternich à l'empereur de Russie. Il ne désespérait pas de régler désormais toutes les affaires de l'Europe dans des congrès, où, bien entendu, l'Autriche mènerait le chœur des souverains et fixerait les destinées des nations. Celui de Vérone (1822) fut spécialement dirigé contre la Révolution d'Espagne. Cette fois la France de la Restauration se mit aux ordres de la politique autrichienne et obtint l'honneur de se faire contre l'Espagne l'exécuteur des arrêts de la Sainte-Alliance. Ce congrès décida que le Piémont serait évacué par les Autrichiens et qu'ils ne laisseraient dans le royaume de Naples qu'une faible garnison. Dans les deux États la réaction fut

sanglante et l'Autriche devint pour les Italiens un objet d'horreur.

Le cri : *fuori i Tedeschi!* (dehors les Allemands) fut désormais le mot d'ordre des patriotes. Ces Allemands étaient pour la plupart des Magyars, des Slovènes, des Serbes, des Polonais, des Tchèques, instruments inconscients d'un despotisme qui les écrasait eux-mêmes. Le moment approchait où ils prendraient la résolution de s'en affranchir.

La question d'Orient (1820-1829)

Cependant l'intimité de l'Autriche et de la Russie, attestée par le résultat de tant de communes transactions, allait se heurter encore à cette question d'Orient qui semble destinée à faire le désespoir de la diplomatie. Les préludes de l'insurrection hellénique commençaient à attirer du côté de la Grèce l'attention générale. Les luttes que l'État autrichien avait naguère soutenues contre la Porte, sa situation sur les limites de cet empire, sa constitution ethnographique, tout semblait prédestiner l'Autriche au rôle de protectrice des chrétiens de Turquie et d'héritière des provinces chrétiennes qui viendraient à s'en détacher. Les successeurs des rois de Hongrie pouvaient invoquer sur la Bosnie, sur la Bulgarie des droits moins hypothétiques que ceux qu'ils avaient naguère fait valoir sur la Galicie. Malheureusement dans les siècles précédents, l'Autriche, trop préoccupée des affaires de l'Occident, s'était montrée peu soucieuse de justifier son nom d'empire de l'Est et le rôle que la géographie lui imposait. Joseph II avait annoncé « qu'il serait le vengeur de l'humanité et qu'il purgerait la terre des barbares qui en avaient été si longtemps le fléau. » Mais il était mort avant d'avoir réalisé ce grand rêve; tandis que l'État autrichien était absorbé par ses luttes contre la Révolution française, l'influence de la Russie n'avait fait que grandir dans la péninsule, parmi ses congénères de race slave ou ses coreligionnaires du rite orthodoxe.

Au début du dix-neuvième siècle, la nation serbe s'était soulevée, avait chassé les Turcs et constitué sur la frontière de la Hongrie une principauté indépendante (1804-1815). Les Grecs, concentrés dans l'ancienne Hellade ou dispersés des rives de la mer Égée à celle du Danube, commençaient à rêver l'affranchissement de leur race. Metternich et son maître ne se sentaient point de taille à reprendre les plans de Joseph II. Pour attaquer la Turquie, il eût fallu abandonner la tutelle qu'ils prétendaient exercer sur l'Europe. Ils étaient d'ailleurs habitués à traiter en ennemis tous les peuples qui osaient songer à leur indépendance. La grande difficulté était de soutenir le sultan sans blesser l'empereur Alexandre, imbu d'idées humanitaires et favorable à l'hellénisme. Au congrès de Laybach, Metternich avait fait tous ses efforts pour convaincre le tsar du danger qu'offrait la solidarité de tous les révolutionnaires européens.

La *Gazette officielle* de Vienne (29 mars 1821) annonçait avec ostentation que l'empereur Alexandre n'approuvait en aucune façon les entreprises du prince Ypsilanti, qu'il avait rayé ce révolutionnaire des contrôles de l'armée russe, et qu'il faisait désavouer par son ambassadeur à Constantinople tous les mouvements ayant pour objet de troubler la paix de l'empire ottoman. Le cabinet de Vienne eut d'ailleurs bientôt l'occasion de prouver les sentiments qui l'animaient vis-à-vis de la Turquie et des Grecs. Ypsilanti, ayant passé sur le territoire de la Transylvanie, fut arrêté et jeté en prison; la plupart des boyars ses complices furent internés peu de temps après (août 1821). Cependant les rapports diplomatiques venaient d'être rompus entre la Russie et la Porte, qui accusait le cabinet de Saint-Pétersbourg de favoriser des rebelles. Metternich et son maître ne voyaient chez les Grecs que des sujets revoltés contre un souverain légitime; mais, même chez les légitimistes les plus acharnés, la cause des Hellènes, grâce aux souvenirs de l'éducation classique, trouvait des champions enthousiastes. Beaucoup pensaient que l'Autriche pouvait, en prenant part à l'expulsion des Turcs, jouer le rôle glorieux

de libératrice des opprimés et créer une forte marine dans la Méditerranée.

Metternich résistait à ces tendances, sans pouvoir alléguer publiquement le véritable, l'essentiel motif de sa politique : la crainte de la Russie. Il avoue quelque part que « l'insurrection grecque a été l'incident le plus désagréable de tout son ministère. » L'empereur Alexandre, avec son sentimentalisme naïf, avait pleine confiance dans l'alliance autrichienne; il pensait que les services qu'il avaient rendus à l'Autriche dans les affaires italiennes méritaient d'être payé de retour. Il fut cruellement froissé de sa déconvenue et se plaignit amèrement de l'ingratitude de son allié : « L'Autriche, disait une dépêche russe, est la puissance de laquelle la Russie avait le moins raison d'attendre ce qu'elle en reçoit. Rétabli en quelque sorte sur son trône, par les succès de l'empereur Alexandre et les efforts de l'armée russe, l'empereur François a retiré des avantages immenses de la magnanimité de son plus grand allié. » La politique équivoque à laquelle l'Autriche se réduisit ne lui rapporta ni honneur ni profit.

Metternich s'efforça avant tout d'établir une entente entre l'Autriche et l'Angleterre. Dans un voyage à Hanovre (1821), il rencontra Castlereagh et s'assura sa coopération. L'Angleterre devait peser à Saint-Pétersbourg, l'Autriche à Constantinople pour amener les esprits à la modération et assurer la paix. Alexandre parut d'abord céder à l'influence de Metternich. Les délégués grecs qui se présentèrent au congrès de Vérone ne furent point reçus. Les deux souverains se rencontrèrent à Lemberg (1823) et Metternich eut, vers le même époque, une entrevue avec Nesselrode. Malheureusement les succès constants des Hellènes gênaient singulièrement sa politique turcophile. D'autre part, Alexandre, malgré le prestige qu'exerçait sur lui le ministre autrichien, ne pouvait abandonner ni les intérêts de la Russie, ni ses idées romantiques ou humanitaires. Une conférence se réunit à Saint-Pétersbourg (1824) dans le but d'amener la pacification de la Grèce. L'Autriche y prit part, mais sa diplomatie se réduisait à

traîner les choses en longueur, à retarder toute solution définitive. La mort d'Alexandre Ier (1er décembre 1825) ne changea rien à la situation. Nicolas se montra disposé à traiter à l'amiable avec la Turquie la question des principautés danubiennes et la rectification des frontières. Grâce à l'intervention autrichienne tout parut s'arranger. « Les espérances d'une faction ennemie du repos public sont déjouées, s'écriait la *Gazette d'Augsbourg*. Les princes doivent s'unir pour écraser la révolution sous quelque forme qu'elle se manifeste : ils doivent renoncer à des avantages momentanés et se tenir fermement au système de la Sainte-Alliance. Tout homme d'État qui abandonne cette voie est un ennemi du trône et des peuples. Le plus grand homme d'État du continent, celui dont les sages conseils ont depuis tant d'années assuré la paix de l'Europe, celui qui est toujours resté égal à lui-même, que toute les attaques des ses ennemis n'ont pu faire sortir du droit chemin, a cette fois encore déjoué les espérances des libéraux ! » Au moment même où Metternich recevait ou se faisait décerner ces louanges et se croyait le maître de l'Europe, il était complétement joué par la Russie et l'Angleterre. Par un protocole signé à Londres, le 4 avril 1826, ces deux puissances se réservaient de pacifier l'insurrection hellénique. L'Autriche était punie de son attitude ambiguë par les dommages qu'elle avait subis dans son commerce du Levant : les corsaires grecs s'attaquaient de préférence à ses vaisseaux marchands ; cent deux furent capturés dans la seule année 1826. Les Grecs avaient été reconnus par l'Angleterre comme belligérants. Le cabinet de Vienne, sans aller aussi loin, fut obligé d'admettre qu'ils avaient le droit de capturer les bâtiments autrichiens qui portaient de la contrebande de guerre ; bientôt la France se joignit (6 juillet) au protocole de Londres.

La bataille de Navarin porta le dernier coup aux espérances du chancelier (1827). L'Europe faisait décidément cause commune avec les révolutionnaires. Enfin la guerre éclata définitivement entre la Russie et la Turquie (avril 1828). Ce fut à Vienne une immense terreur ; on était

convaincu — Gentz l'écrivait à lord Stanhope — que le tsar pénétrerait jusqu'à Constantinople. L'Autriche n'avait point de ressources financières, son armée commandée par des généraux vieillis dans la paix était incapable de tenir la campagne. La France montrait une attitude hostile. Charles X disait : « Si l'empereur Nicolas attaque l'Autriche, je me tiendrai en mesure et je me réglerai selon les circonstances ; mais si l'Autriche attaque, je ferai marcher immédiatement contre elle.» Heureusement la Russie rencontra entre le Danube et le Balkan plus de difficultés qu'on n'en avait prévues. La guerre dura deux années entières et se termina (15 septembre 1829) par le traité d'Andrinople qui reconnaissait l'indépendance de la Grèce, livrait les principautés danubiennes à l'influence de la Russie et laissait en ses mains les bouches et le commerce du Danube.

Affaires de Pologne, d'Italie, d'Allemagne.

La défaite de la Porte était pour l'Autriche une véritable catastrophe. Le crédit du cabinet de Vienne était ébranlé ; il avait perdu une partie de son influence en Europe ; l'Angleterre et la Russie s'étaient décidément émancipées de sa tutelle. On commençait dans les cercles diplomatiques à blâmer ouvertement l'étroitesse de vue des hommes d'État viennois. Il suffisait qu'un souverain fût l'adversaire déclaré des idées modernes pour s'assurer la faveur de François et de son ministre Metternich : tels furent par exemple le duc Charles de Brunswick et don Miguel de Portugal. En 1821, quand la constitution avait été proclamée à Lisbonne, l'ambassadeur autrichien avait refusé d'illuminer. Une constitution, même sur ces rivages lointains de l'Océan, semblait un danger à François II. On devine avec quelle terreur la nouvelle de la révolution de 1830 fut reçue à Vienne. Depuis longtemps on voyait avec inquiétude le régime parlementaire établi à Paris, et plus d'une fois les esprits avaient été troublés par

les échos affaiblis de la tribune française. Si l'Autriche avait eu de l'argent et des soldats, la guerre eût peut-être éclaté; mais il fallut faire contre fortune bon cœur et reconnaître le gouvernement de Louis-Philippe. Puis survinrent la révolution de Bruxelles et celle de Varsovie. L'Autriche était devenue indifférente aux destinées des Pays-Bas; mais les événements de Pologne touchaient de fort près à ses intérêts; naguère, au congrès de Vienne, Metternich avait protesté contre la cession du grand-duché de Varsovie à la Russie. Les rancunes secrètes qu'on nourrissait contre les Russes depuis la campagne de Turquie étaient loin d'être apaisées; la Galicie était agitée; les Hongrois, épouvantés de l'agrandissement de la Russie, déclaraient l'avenir de leur nation compromis par le développement de l'État moscovite et réclamaient une intervention armée en faveur de la Pologne; les Slaves étaient émus par l'idée d'une lutte entre leurs congénères. Les Allemands mêmes, les uns par libéralisme, les autres par conviction religieuse, se montraient favorables à l'insurrection. La conduite du cabinet autrichien fut aussi équivoque dans l'affaire polonaise qu'elle avait été mesquine dans la question d'Orient. François concentra un corps d'armée sur la frontière galicienne pour empêcher les insurgés de passer sur le sol autrichien; il interdit l'exportation des armes en Pologne (25 décembre 1830), mais il laissa son ministre résider à Varsovie tandis que la Prusse, plus correcte au point de vue diplomatique, retirait le sien. Il n'annonça point l'intention d'intervenir contre les insurgés, comme il avait fait en Italie et en Espagne; mais Gentz exprima dans la *Gazette d'Augsbourg* des sentiments d'une sympathie généreuse pour les rebelles. Dans les cercles politiques de Vienne, il fut un instant question de mettre un archiduc autrichien sur le trône de Pologne. Quand la lutte atteignit son apogée, Metternich offrit une médiation qui fut refusée par la Russie. Les affaires d'Italie réclamaient d'ailleurs une nouvelle intervention qui ne se fit pas attendre.

Aux premiers jours de février 1831, les habitants de

Parme et de Modène s'étaient révoltés contre leurs souverains autrichiens : les Légations et les Marches avaient secoué la domination pontificale ; la situation financière de l'Autriche ne lui permettait pas de faire la guerre. Au commencement de l'année 1830 le rapport de l'argent monnayé au papier qui était de 1 à 5, était descendu de 1 à 10. Cependant François II ne pouvait abandonner l'Italie ; il craignait toujours que la Révolution ne s'étendît à la Lombardie et à la Vénétie ; ces riches provinces étaient la source la plus nette des revenus de la dynastie ; elles fournissaient chaque année 57 à 58 millions. Les troupes autrichiennes entrèrent à Modène, à Parme et occupèrent les Légations bientôt abandonnées, sur les protestations de la France. Mais, l'année suivante, une nouvelle insurrection éclata dans les Légations : le gouvernement pontifical réclama le retour des Autrichiens. Cette fois la France répliqua par l'occupation d'Ancône. Metternich eut beau protester, déclarer que la France avait violé le droit des gens.

Ainsi l'Autriche faisait constamment fausse route, se cramponnant à l'Italie, qui la rejetait avec horreur, abandonnant la Pologne qui l'eût peut-être acceptée avec enthousiasme, si l'héritier des Jagellons de Bohême et de Hongrie avait su réveiller habilement les souvenirs historiques, s'adresser aux sentiments catholiques des Polonais et rappeler l'antique alliance des trois royaumes.

Il était difficile à la France de contrecarrer l'influence que le chancelier exerçait sur l'Allemagne. Mais la multiplicité des États et des souverains paralysait cette influence souvent illusoire. Plus d'une fois Metternich avait gémi sur la faiblesse des gouvernements qui se laissaient imposer des lois par les peuples révoltés, sur les erreurs des peuples qui se laissaient entraîner par l'exemple de la révolution de Juillet, « par l'imitation d'événements accomplis dans des États étrangers dont l'histoire et le génie sont différents de ceux de la patrie allemande. » Les souverains obligés à des concessions humiliantes réclamaient volontiers l'appui du puissant chancelier.

Metternich exerçait sur eux, par l'intermédiaire des ministres autrichiens, une véritable tutelle. « Pour le cabinet de Vienne, dit ingénieusement Springer, tous les États voisins sont comme une esplanade sur laquelle l'intérêt de la forteresse interdit de bâtir. » Des conférences analogues aux anciens congrès de Laybach ou de Troppau resserrèrent l'alliance des trois cours du Nord. Le roi de Prusse et l'empereur Nicolas se rencontrèrent en Bohême avec François II. Un traité signé le 15 mars 1834 sanctionna l'alliance, peut-être vaut-il mieux dire la complicité, des trois souverains. Aucun refugié politique ne devait trouver d'asile dans les trois États qui s'engageaient à se livrer mutuellement les proscrits. Les trois puissances prenaient aussi leurs précautions contre l'esprit de liberté qui soufflait de la France. Au cas où le gouvernement français ne pourrait réussir à réprimer les complots révolutionnaires tramés sur son territoire contre des États étrangers, les trois empereurs se réservaient d'intervenir. Le duc de Broglie fit à cette déclaration une réplique sèche et digne à laquelle Metternich répondit assez piteusement. Si une guerre sérieuse avait dû éclater, l'Autriche aurait fait triste figure. La situation financière était déplorable et d'ailleurs, malgré tous les efforts de François et de son ministre pour étouffer les manifestations de la vie intérieure des peuples, de graves problèmes se débattaient dans le sein même de l'empire.

L'Autriche avait chèrement payé la gloire d'être l'arbitre de l'Europe et la restauratrice de la légitimité. La patente de 1811 avait été une véritable banqueroute; l'émission de 45 millions d'*Anticipationscheine* (bons d'anticipation) en 1813 n'avait point relevé le cours du papier autrichien. Stadion, appelé à réorganiser les finances, avait une tâche difficile. Les frais de l'expédition de 1815 furent couverts par un emprunt de 50 millions qui n'en rapporta guère que 40 à l'État. Les impôts devinrent écrasants. L'Autriche avait reçu près de 50 millions de florins d'indemnité de guerre. Mais l'Angleterre réclamait le payement des subsides arriérés qu'elle avait avancés depuis le début des

hostilités. De 1792 à 1814 la somme montait à 11 051 547 livres sterling. Il fallut un nouvel emprunt pour régler ce compte que les hommes d'État autrichiens auraient bien voulu oublier. Stadion élabora un plan de finances qui devait remédier à tous les maux. Il ne devait plus être émis de papier-monnaie à cours forcé. La Banque nationale autrichienne fut créée et chargée d'administrer un fonds d'amortissement constitué avec l'indemnité de guerre. Mais cet établissement ne réussit pas à imposer ses billets ; ils devinrent un objet d'agiotage. Il fallut recourir à d'autres expédients et contracter des nouvelles dettes pour payer les anciennes. C'est alors que se développèrent à Vienne les grandes maisons de banque qui faisaient la loi aux capitaux européens, les Baring, les Labouchère et Parish et avant tout les Rothschild. Vienne, ainsi qu'on l'a fait justement remarquer, devint le centre de cette aristocratie financière qui administre comme un domaine l'ensemble de la dette publique européenne. D'ailleurs la Hongrie se prêtait difficilement à l'établissement d'un système rationnel d'impôts ; jusqu'en 1827 des lignes de douane subsistèrent entre les diverses provinces de la monarchie ; le système prohibitif paralysait l'essor de l'industrie. L'œuvre la plus importante du règne de François II au point de vue économique fut la fondation à Trieste du Lloyd autrichien qui devint une grande compagnie de navigation maritime.

Nous avons déjà dit quel régime de compression pesait sur tous les esprits : la police, une police inquisitoriale surveillait la vie des citoyens, la censure surveillait les manifestations de la pensée. La liberté de conscience était soumise à d'intolérables vexations ; l'enseignement public était livré au clergé ; il était toujours interdit d'aller étudier dans les universités étrangères. Le gouvernement central persistait à ne point reconnaître aux diètes d'attributions politiques. Malgré tant d'obstacles, l'esprit public s'émancipait avec une irrésistible énergie.

CHAPITRE XXVI.

LA HONGRIE ET LES PAYS SLAVES (1790-1835).

La Hongrie de 1790 à 1815. — Développement de l'esprit public en Hongrie ; la Diète de 1825 ; Szechenyi, Deak, Kossuth. — Renaissance des peuples slaves ; la Bohême ; Kollar. — Les Slaves du sud ; Gaj ; le panslavisme.

La Hongrie de 1790 à 1815.

Joseph II avait laissé la Hongrie dans un état de violente fermentation. Le comitat de Pesth proclamait la déchéance de la dynastie et d'autres la faisaient prévoir pour le cas où le nouveau souverain ne rendrait pas au pays ses libertés. Tout le monde était d'accord pour réclamer la convocation d'une Diète qui ferait enfin entendre les vœux si longtemps étouffés du pays ; le souffle révolutionnaire qui agitait la France avait passé sur les Magyars ; mais, entre la France et la Hongrie, il y avait une différence notable et toute à l'avantage de notre pays : la révolution française se faisait au nom des idées d'égalité ; les Magyars, eux, chez qui la noblesse petite ou grande représentait seule l'élément politique, réclamaient sous le nom de libertés des privilèges qui, pour la plupart, étaient absolument contraires aux

idées de 1789 : « Certains comitats déclaraient que ce n'étaient pas les paysans qui avaient à se plaindre des seigneurs, mais bien les seigneurs des paysans et qu'au lieu de faire des règlements pour adoucir le servage il fallait revenir aux anciennes rigueurs. D'autres érigeaient cette opinion en doctrine disant que la Providence avait voulu qu'il y eût des rois, des nobles et des serfs. » (Sayous.) Parmi les réformes récentes, une seule trouvait grâce aux yeux des Magyars, la tolérance accordée aux protestants. Pourquoi ? Parce que la petite noblesse était en grande partie protestante.

Cependant il se fondait un parti démocratique qui s'efforçait d'exciter les masses. C'est dans ces circonstances que Léopold II se décida à convoquer la Diète. Elle tint sa réunion préparatoire dans le château de Bude. « Jour béni, jour de résurrection, s'écrie le poëte Baroti. J'entends la vieille langue, le vieux costume réjouit mes yeux. » — « Nous le jurons, tant que fermentera dans nos veines le sang d'Attila, tant que le nom magyar n'aura pas disparu, ce jour restera béni dans notre mémoire », disait un autre poëte, Peczely. Dans les deux chambres, la noblesse avait naturellement la majorité. Dès le début de la session, de graves récriminations se firent entendre. Certains orateurs accusèrent le roi de trahison. D'autres réclamaient pour la Hongrie une situation indépendante au point de vue des affaires extérieures, exigeaient l'envoi d'un ambassadeur magyar à Constantinople ; on demandait même que les régiments magyars fussent en temps de paix cantonnés sur le territoire national, et commandés uniquement par des officiers indigènes.

Léopold II s'appuyait sur la Pragmatique sanction, et refusait de reconnaître tout autre contrat entre lui et la Hongrie. Il finit par se faire couronner le 15 novembre 1790. Il fit plus, il rétablit le Palatin : la Diète désigna pour cette dignité son fils, le jeune archiduc Alexandre. Cette fonction évidemment n'était plus qu'un symbole ; il était peu probable que le jeune prince dé-

tendit bien énergiquement contre son père les droits du royaume. Néanmoins, ces diverses concessions survenant après le règne brutal de Joseph II, transportèrent les Magyars. « Ma belle patrie, chantait encore Peczely, tu possèdes un roi que t'envie l'univers entier. » Les lois que la Diète adopta résument bien les desiderata du pays : Le couronnement du souverain doit avoir lieu six mois au plus tard après son avénement. — La couronne de saint Étienne doit rester à Bude. — Le roi doit résider de temps en temps dans le pays. — Il ne peut s'occuper des affaires hongroises qu'avec des conseillers magyars. — Il ne peut appliquer en Hongrie les lois qui régissent ses autres États. — La Diète doit être convoquée au moins tous les trois ans; elle possède seule le pouvoir législatif et seule peut disposer de l'argent du pays ou lever des troupes. La Diète compléta ces importantes décisions par une loi sur la liberté de conscience plus libérale que celle de Joseph II.

Une question plus difficile à résoudre était celle de l'amélioration des classes inférieures (paysans, serfs, Serbes du Banat, citoyens des villes libres). Les nobles étaient peu disposés à se défaire de leurs priviléges, et c'était Léopold qui représentait contre eux l'esprit libéral. La Diète accorda aux paysans le droit de se déplacer, mais elle refusa l'abolition des punitions corporelles. Les bourgeois des villes étaient pour la plupart d'origine étrangère : tenus jusqu'alors en suspicion, ils s'inspiraient des principes français pour réclamer l'accès des emplois publics et une représentation sérieuse à la Diète. Le roi s'efforçait de concilier leurs intérêts avec ceux des nobles ; il protégeait également les Serbes et les autorisait à se réunir en congrès pour discuter les intérêts de leur race ; l'Église orthodoxe fut reconnue officiellement ; une chancellerie serbe fut créée, malgré la réclamation de certains Magyars qui craignaient un démembrement du royaume. La mort frappa Léopold II à l'apogée de sa popularité.

Quand la France déclara la guerre à François II, l'aristocratie magyare se montra prête à soutenir son sou-

verain ; elle ne demandait qu'à combattre les révolutionnaires et les démocrates des bords de la Seine. Couronné peu de jours après son avénement, François obtint de la Diète des hommes et de l'argent. Mais, peu à peu, l'obscurantisme du souverain et de son ministre Thugut, lui fit perdre la popularité qui avait salué son début. La censure, l'espionnage, la persécution des protestants, persécution où des nationaux catholiques jouaient d'ailleurs eux-mêmes un rôle actif, irritèrent les Magyars.

La cour représentant l'esprit de réaction, les jacobins devinrent les représentants de l'esprit national. Les adhérents de la Révolution française se multipliaient dans le royaume ; quelques-uns, notamment Martinovics, Hajnóczy, Laczkovics et Szentmariai, qui entreprenait de propager les doctrines françaises sous la forme d'un cathéchisme populaire, furent arrêtés ; on leur trouva de nombreux complices. Cinquante citoyens, prévenus du crime de haute trahison, furent enfermés dans la forteresse de Bude : le complot était difficile à prouver ; mais les ouvrages des accusés attestaient des tendances hostiles à la royauté et à la noblesse ; l'un d'entre eux, Bacsany, avait traduit la *Marseillaise*. Ils furent arrêtés et emmené à Vienne pour être jugés. La Hongrie protesta et on les renvoya à Bude, où le procès fut conduit de façon à assurer leur perte. Cinq d'entre eux montèrent sur l'échafaud (20 mai 1795), d'autres furent enfermés dans la forteresse de Küfstein, en Tirol. Beaucoup de publications furent brûlées par la main du bourreau, notamment la traduction de la *Marseillaise*. Parmi les captifs de Kufstein se trouvait Bacsany : le traducteur de l'hymne révolutionnaire expia par neuf ans de prison son imprudence.

Les nobles magyars occupèrent d'importants commandements dans l'armée autrichienne ; la Diète de 1796 vota tout ce qui était nécessaire 50 000 soldats, 20 000 bœufs, et 2 400 000 mesures de blé pour les nourrir. La Hongrie donnait d'ailleurs à l'Autriche quelques-uns de ses meilleurs généraux, Alvinzy, par exemple ; les poëtes encourageaient leurs compatriotes à le lutte, et comparaient

les combattants aux guerriers de Hunyady et d'Arpad. A la paix de Campo-Formio, la Hongrie avait dépensé plus de 100 000 hommes et 30 millions de florins.

Dans les campagnes suivantes, parmi les noms hongrois, l'histoire retient ceux de Kray, de Jäcb, d'Ott, de Palfy, de Splenyi, de Haddik, d'Esterhazy. Les généraux hongrois se couvrirent de gloire; mais leur pays appauvri d'hommes et d'argent, mal cultivé, était réduit à la plus affreuse misère. Les affaires extérieures avaient fait oublier les véritables intérêts du royaume; la Diète de 1796 ne s'était occupée que de subsides et de soldats.

La Diète de 1802 avait à remédier à une situation fort critique; il fallait avant tout réformer le régime douanier défavorable aux intérêts économiques du pays; mais une autre question préoccupait le gouvernement autrichien; il demandait qu'en temps de paix l'armée gardât ses effectifs complets et réclamait un supplément d'un million de florins. Les troupes fournies par la Hongrie se décomposaient en deux éléments, les régiments et l'*insurrection* formée au moment même de la guerre par la cavalerie des nobles. Le gouvernement désirait fortifier l'armée régulière aux dépens de l'insurrection; il voulait que l'assemblée se dessaisît pour l'avenir du droit de voter le contingent. Il échoua sur ce point, mais il finit par obtenir 6000 recrues par an pendant la paix, 12 000 en temps de guerre, avec l'obligation de service pendant dix ans; il obtint également 2 millions pour le budget de la guerre. La Diète essaya, sans succès, de réclamer l'annexion de la Dalmatie à la Hongrie; tous les débats qui portèrent sur les priviléges des nobles (droits de chasse, impôt), montrèrent une fois de plus combien une aristocratie égoïste restait opiniâtrement attachée à ses privileges, et peu accessible aux idées égalitaires que la France faisait alors rayonner sur l'Europe. Cet égoïsme des classes dirigeantes donnait beau jeu à la royauté pour le jour où elle voudrait faire échec à la noblesse en s'appuyant sur le peuple et la bourgeoisie. Le gouvernement, tout en louvoyant avec la Diète, continuait vis-à-vis du royaume sa politique ger-

manisatrice; il favorisait d'une subvention considérable le théâtre allemand de Pesth; de leur côté, les Hongrois élevaient un théâtre, ouvraient un musée national; des poëtes ardents, Csokonay, Verseghy, Berszenyi, et surtout l'immortel Kisfaludy, assuraient l'avenir de la langue nationale que leur génie avait su plier aux formes les plus nobles de la poésie occidentale.

Après la Diète de 1802 l'événement le plus important fut la création du titre officiel de l'empire d'Autriche. Malgré les assurances du souverain qui promettait de ne rien changer à la situation antérieure de ses divers États, les Hongrois se sentirent blessés de cette innovation : le prestige de leur royaume de saint Étienne était désormais subordonné à celui de l'empire. Toutefois la loyauté héréditaire l'emporta et quand Napoléon, après la capitulation d'Ulm, arriva aux portes de Vienne, la Diète ne marchanda point les sacrifices. Napoléon représentait en somme la révolution couronnée et l'aristocratie magyare affirmait devant son succès sa fidélité à la dynastie héréditaire. « C'est ton vrai moment, ô Magyar, chantait le poëte Berszenyi... Ton bras a une force de géant dans la bataille. Va, montre encore l'âme de Zrinyi : imite-le dans ce qui fut sa vraie gloire, dans la mort. » Cependant la Diète ne consentit pas à la levée en masse que réclamait le gouvernement; elle demanda de nouvelles concessions pour l'idiome national, notamment la faculté pour les comitats de correspondre en magyar avec le gouvernement central. Les frontières de la Hongrie furent bientôt ouvertes aux troupes françaises : Napoléon était à Vienne, l'armée d'Italie sur le Raab. Le Palatin Joseph ne crut pas devoir attirer sur le royaume le fléau d'une invasion. Il se retira à Buda-Pesth, envoya à Munkacs la sainte couronne et laissa à Pozony (Presbourg) le général Palffy avec ordre d'obtenir de l'ennemi la neutralité de la Hongrie. Davoust y consentit volontiers et se contenta d'occuper Presbourg, sans imposer aux habitants ni contributions ni réquisitions. En même temps Napoléon, ainsi que le prouve sa correspondance, faisait étudier les griefs que les Hongrois pou-

vaient nourrir contre le gouvernement autrichien et tâchait d'en tirer bon parti

La Diète de 1807 fut tout entière consacrée à l'étude de questions intérieures; le gouvernement s'efforça d'obtenir les ressources en vue des luttes futures. Il réclamait des levées régulières fixées une fois pour toutes et un impôt extraordinaire pour les besoins militaires. La chambre basse refusa des levées régulières et maintint pour la Hongrie le droit de ne donner des hommes que quand elle voulait, et autant qu'elle voulait. La chambre des magnats était plus conciliante dans la forme et plus disposée aux sacrifices pécuniaires. Elle accorda un sixième du revenu des nobles, des commerçants, des bourgeois, un pour cent de la valeur de tous les immeubles indistinctement. Sur la question des levées régulières, la lutte fut acharnée. La Diète ne voulait pas se défaire du droit de désigner le contingent; une fois voté par elle, il était ensuite réparti entre les villes et les comitats qui procédaient avec plus d'arbitraire que de régularité. Après de longues luttes, la Diète accorda douze mille conscrits et une somme de 20 000 florins destinée à encourager les engagements volontaires. A cette diète apparut pour la première fois le grand orateur Paul Nagy qui trouva de nobles accents pour réclamer en faveur de la langue et de l'indépendance nationale. Malgré les instances de la cour, elle maintint énergiquement la position autonome de la Hongrie dans l'intérieur de la monarchie.

Pour se concilier davantage les sympathies magyares, François II imagina de faire couronner reine la nouvelle impératrice Marie-Louise qu'il venait d'épouser en troisièmes noces Cette cérémonie ne manque jamais d'exciter en Hongrie un enthousiasme dont profite la dynastie. D'autre part la guerre d'Espagne dans laquelle Napoléon avait fait si bon marché des peuples et des couronnes, excitait dans la noblesse hongroise une vive indignation.

Pendant la campagne de 1809 la Diète ajouta 20,000 conscrits aux 12,000 qu'elle avait votés précédemment et décréta l'insurrection. Les poëtes Verseghy et Kisfaludy appelèrent

la nation aux armes. Les grandes familles s'imposèrent des sacrifices énormes : le prince Esterhazy fournit deux cents chevaux, l'archevêque de Kalocsa cent vingt. L'enthousiasme s'accrut encore quand le 1er mai 1809 l'impératrice reine et l'archiduc héritier, quittant Vienne menacée, vinrent chercher asile au château impérial de Bude. Napoléon, qui se rendait mal compte du sentiment public en Hongrie, crut le moment venu de frapper un grand coup en détachant de l'Autriche le royaume de saint Étienne. Du quartier général de Schœnbrünn il adressa aux Hongrois une proclamation qui fut immédiatement répandue dans tout le royaume. Ce document avait été traduit par le poëte Bacsanyi qui, naguère, jeté dans la prison de Küfstein, y avait rencontré Maret, ambassadeur de la République française, arrêté par les Autrichiens. Maret, devenu depuis duc de Bassano et ministre de Napoléon, retrouva à Vienne son ancien compagnon de captivité, qui l'aida sans doute à rédiger l'original et se chargea de la traduction.

« Hongrois, disait la proclamation, c'est l'empereur d'Autriche, et non le roi de Hongrie, qui m'a déclaré la guerre Votre système constamment défensif et les mesures prises par votre dernière diète ont assez fait connaître que votre vœu était pour le maintien de la paix. Le moment est venu de recouvrer votre indépendance. Je vous offre la paix, l'intégrité de votre territoire, de votre liberté et de vos constitutions, soit telles qu'elles ont existé, soit modifiées par vous-mêmes, si vous jugez que l'intérêt des temps et les intérêts de vos concitoyens l'exigent. Je ne veux rien de vous ; je ne désire que vous voir nation libre et indépendante. Votre union avec l'Autriche a fait votre malheur. Votre sang a coulé pour elle dans des régions éloignées et vos intérêts les plus chers ont été constamment sacrifiés à ceux des États héréditaires. Vous formiez la plus belle partie de son empire et vous n'étiez qu'une province toujours asservie à des passions qui vous étaient étrangères.

« Vous avez des mœurs nationales, une langue nationale ; vous vous vantez d'une illustre et ancienne origine : re-

prenez donc votre existence comme nation. Ayez un roi de votre choix, qui ne règne que pour vous, qui réside au milieu de vous, qui ne soit environné que de vos citoyens et de vos soldats. Hongrois, voilà ce que vous demande l'Europe entière qui vous regarde, voilà ce que je vous demande avec elle. Une paix éternelle, des relations de commerce, une indépendance assurée, tel est le prix qui vous attend si vous voulez être dignes de vos ancêtres et de vous-mêmes. Vous ne repousserez pas ces offres libérales et généreuses, et vous ne voudrez pas prodiguer votre sang pour des princes faibles, toujours asservis à des ministres corrompus et vendus à l'Angleterre.... Réunissez-vous en Diète nationale, dans les champs de Rakos, à la manière de vos aïeux, et faites-moi connaître vos résolutions. »

Ce document, malgré l'habileté incontestable avec laquelle il était rédigé, produisit peu d'impression en Hongrie. L'insurrection prit les armes et se concentra à Raab (Gyœr). Mal équipée, mal armée, elle se réunit dans un camp retranché sous le commandement de l'archiduc Jean. Mais la furie de la cavalerie hongroise se brisa contre les inégalités d'un sol marécageux et les décharges formidables de l'artillerie française; Gyœr succomba : les Autrichiens n'épargnèrent pas les railleries à ces beaux gentilshommes qui s'étaient laissé battre sur le sol même de la patrie. Après ce revers, la cour demanda encore à la Hongrie quarante mille hommes, bientôt fournis par des enrôlements volontaires; ils allèrent renforcer l'armée de l'archiduc Charles. Le royaume eut d'ailleurs à souffrir de réquisitions et d'excès militaires qui n'ont pas rendu populaire la mémoire des soldats français. Le traité de Vienne détachait de la Hongrie quelques portions de la Croatie. Les Magyars ressentirent vivement cette injure.

Ils n'avaient pas marchandé leur sang à l'Autriche, mais ils refusèrent de se plier aux mesures déplorables que le gouvernement de Vienne crut devoir prendre pour remédier au mauvais état de ses finances : l'empereur, soutenu par son lieutenant, le Palatin Joseph, eut recours aux moyens violents. Les députés récalcitrants furent

appelés *ad audiendum verbum regium*, l'un d'entre eux, Joseph Dessewffy, exclus de la Diète. Il fallut céder à la force. En somme, l'Autriche récompensait mal les Hongrois de leur fidélité.

Néanmoins la Hongrie fournit pour la campagne de 1813-1814 un nombreux et brave contingent. Il prit part à la lutte, mais sans enthousiasme : cette fois les poëtes et les publicistes ne célébrèrent ni le duel suprême contre le tyran de l'Europe ni les victoires de l'armée autrichienne. « Nous sommes heureux, disait une adresse à François, des victoires de Votre Majesté; elles lui permettront de songer au bien de ses sujets; jusqu'ici la crainte de l'ennemi rendait tous les vœux stériles. » La Hongrie avait combattu plutôt pour la dynastie que pour son indépendance : elle avait ajourné l'examen des questions touchant à ses intérêts essentiels : elle salua la paix avec joie, dans l'espérance que le souverain allait pouvoir enfin s'occuper de ses fidèles Hongrois. Cette illusion ne fut pas de longue durée.

Développement de l'esprit public en Hongrie ; la Diète de 1825 ; Szechenyi, Deak, Kossuth.

François II, depuis 1815, s'obstina à ne plus convoquer la Diète; tandis que des poëtes comme Kolczey, Alexandre et Charles Kisfaludy faisaient revivre les vieilles gloires nationales, le gouvernement viennois s'efforçait d'étouffer par la censure le développement de l'esprit public. Mais, en l'absence de la Diète, il se heurtait à l'institution des comitats. Celui de Bars, par exemple, faisait entendre une noble protestation. «Nous ne mettons pas en doute, disait-il, que cette censure rigoureuse qui pèse sur notre littérature ne puisse paraître utile au gouvernement de Sa Majesté. L'ignorance des événements contemporains que nous devons à la censure rend peut-être plus facile l'exercice du pouvoir. Nous nous demandons seulement si des esprits virils peuvent supporter une telle compression. Quels sont

donc nos péchés ? Pourquoi ferme-t-on devant nous les sources de la civilisation? Pourquoi brise-t-on les liens de la société humaine? »

En présence d'un adversaire aussi tenace que l'aristocratie hongroise, la cour ne pouvait indéfiniment ajourner la convocation de la Diète. La chancellerie royale de Pesth se trouvait elle-même impuissante à gouverner sans le concours du pays légal, et l'archiduc Joseph, Palatin depuis de longues années, s'était laissé gagner aux idées magyares de self-government. Il fallait des troupes à l'Autriche pour l'occupation de l'Italie.

Le roi avait essayé de désarmer les Hongrois en flattant leur amour-propre. Après des manœuvres militaires, en 1820 il avait prononcé un discours où se trouvaient ces paroles désormais célèbres : « Totus mundus stultizat et, relictis antiquis suis legibus, constitutiones imaginarias quærit. Vos constitutionem a majoribus acceptam illæsam habetis; amatis illam et ego illam amo et conservabo et ad hœredes transmittam. » Mais cette déclaration avait eu peu de succès auprès des Magyars. Les comitats refusaient de payer l'impôt et de fournir des soldats; en vain le souverain remplaçait les *fö ispan* (Obergespann) par des administrateurs royaux : les congrégations des comitats résistaient; tous les fonctionnaires donnaient leur démission.

La magistrature refusait d'instruire les procès de trahison qui lui étaient envoyés par le gouvernement de Vienne : il fallait, pour ainsi dire, retremper l'autorité royale dans le parlement national. La Diète de 1825-1829 marque une étape importante de l'histoire constitutionnelle de la Hongrie. Elle se réunit le 11 septembre 1825 à Pozony. Le discours du roi fut une sorte d'amende honorable; il s'engageait de nouveau à observer la constitution et à la transmettre intacte à ses héritiers. Pour se concilier les esprits, il ne négligea pas une cérémonie qui a toujours exercé un grand prestige sur la Hongrie; il fit couronner reine sa quatrième femme, Charlotte de Bavière. Parmi les députés de la Diète actuelle on remarquait, à la chambre haute. Szechenyi, auquel ses compatriotes

ont attaché depuis le surnom de *grand Magyar*, à la chambre basse, Paul Nagy, dont la fougueuse éloquence s'était signalée dans les diètes antérieures et un jeune avocat du comitat de Zala, François Deak. Les délibérations furent bruyantes et moins dociles peut-être que la cour n'avait espéré. Ce fut une série de récriminations contre les violences du gouvernement, les méfaits des administrateurs royaux, les atteintes portées à la liberté privée, le long ajournement de la représentation nationale. Ces *gravamina* furent soulevés avec l'éloquence verbeuse et dans le latin douteux qu'employaient alors les assemblées magyares. La dynastie eut à entendre de dures vérités; des orateurs violents proclamèrent que les Habsbourgs étaient les ennemis héréditaires de la Hongrie. Le roi fut obligé d'accorder satisfaction aux *gravamina* et de déclarer qu'il n'avait pas eu l'intention de violer la constitution. Les Hongrois réclamaient encore la réunion à leur royaume des territoires qui en faisaient partie en vertu du droit historique, la Dalmatie par exemple. Ces vœux ne furent pas écoutés. Les mesures financières de 1811 et de 1816 furent l'objet de débats orageux.

Un des résultats les plus importants de cette Diète fut le développement de la langue et de la littérature magyare. Szechenyi porta l'idiome national à la tribune; il souscrivit pour soixante mille florins à la fondation de l'Académie hongroise; bientôt un théâtre national s'éleva à Pesth. Non moins habile écrivain qu'éloquent orateur, Szechenyi entreprit de révéler à ses compatriotes les vérités économiques; son livre sur *le Crédit* fit époque. Ce vieux monde de magnats s'ébranla au souffle des idées modernes; les années qui suivirent 1830 sont marquées par des travaux importants ; la construction du pont de Pesth et du tunnel de Bude, la régularisation du cours de la Tisza.

François II, pour mieux se rattacher les Hongrois, fit de son vivant couronner son successeur l'archiduc Ferdinand. Après la révolution de Juillet, il avait besoin de disposer de toutes les forces de la Hongrie et il convoqua la Diète pour en obtenir de nouvelles levées. Vingt mille hommes furent

accordés ; mais ils ne devaient être levés que si la monarchie était directement attaquée. La Diète de 1833 eut à résoudre de graves questions ; cette fois il ne s'agissait plus seulement des rapports de l'aristocratie avec le souverain, des impôts ou de la constitution, mais bien de l'émancipation des classes agricoles et de la transformation économique du pays.

La noblesse hongroise, très-libérale pour la défense de ses intérêts, avait toujours montré un déplorable égoïsme dans ses rapports avec les paysans. Elle avait laissé beau jeu au gouvernement autrichien qui avait en maintes circonstances pris vis-à-vis des paysans un rôle tutélaire. Plus d'une fois de terribles jacqueries avaient ensanglanté les provinces. Ainsi, en 1831, lors du choléra, les paysans du comitat de Saros avaient massacré des seigneurs, accusés d'avoir empoisonné des fontaines. L'empereur invita la Diète à discuter un projet de réforme agraire, dont il avait lui-même présenté les bases ; la chambre des magnats était rebelle aux concessions libérales ; la chambre basse dépassait le programme du souverain. Les discussions se prolongèrent ; la noblesse hongroise n'était nullement disposée à faire sa nuit du 4 août. A la chambre basse, Deak, Balogh, Kolczey firent entendre d'éloquentes paroles sur la liberté et la dignité humaine. Deux années de discussions aboutirent aux réformes suivantes : désormais les paysans n'étaient plus à la merci de la juridiction du seigneur, à la fois juge et partie ; ils ne pouvaient plus être arrêtés par son ordre ; ils avaient le droit de quitter leurs terres en vendant leur usufruit, et d'acquérir la propriété complète par un arrangement avec le seigneur, sans rompre toutefois le lien féodal. Enfin ils n'avaient plus à supporter les frais de la Diète qu'ils avaient été seuls à payer jusqu'alors. C'était là un premier pas vers l'égalité de l'impôt, égalité à laquelle le vieil esprit magyar répugnait profondément. Ce fut, par exemple, un grand événement, quand Szechenyi obtint que sur le nouveau pont de Bude-Pesth, tous, nobles et roturiers payeraient également le péage. Le grand juge du royaume, Cziraki, jura en versant des larmes que jamais

il ne franchirait ce pont égalitaire qui symbolisait, pour lui, la ruine de l'antique constitution nationale.

La Diète de 1833 fit définitivement entrer la langue magyare dans la vie parlementaire : la chambre basse obligea la chambre haute à correspondre avec elle dans cet idiome. Un jeune avocat, Louis Kossuth, rédigea en langue hongroise une *Gazette de la Diète*. Cet organe, distribué clandestinement pour échapper à la censure royale, colporté en dépit de la poste par les fonctionnaires des comitats, intéressa le pays tout entier aux débats parlementaires et fit pénétrer jusqu'aux frontières les plus reculées les conflits politiques dont Presbourg était le centre et le foyer. Quelques-uns de ces débats avaient eu pour objet les affaires de Pologne ; la révolution de Varsovie avait échoué ; mais elle avait excité en Hongrie de nombreuses sympathies ; un certain nombre d'émigrés polonais retirés en France s'efforçaient de gagner à leur cause l'intervention de l'assemblée hongroise : des discours enflammés furent prononcés à la tribune ; un orateur alla jusqu'à reprocher au gouvernement d'avoir employé les soldats de la Hongrie à l'oppression des patriotes italiens. Il fallait tout le tact et toute la popularité du palatin Joseph pour prévenir un incident diplomatique. La révolution de Varsovie en 1830 prépara dans une certaine mesure celle de Pesth en 1848.

Renaissance des peuples slaves ; la Bohême ; Kollar.

Assurément, pendant les années qui s'écoulèrent de 1825 à 1835, les autres pays de l'empire ne présentent pas à l'historien un spectacle aussi intéressant que la Hongrie, avec ses institutions parlementaires et provinciales, sa tribune éloquente, ses conflits perpétuels d'idées rétrogrades et libérales. Mais la vie des peuples n'est pas tout entière dans ses manifestations officielles ; elle se concentre parfois dans le développement des sentiments intimes qui se traduisent par des explosions soudaines. Pour les Slaves d'Autriche, les trente premières années du dix-neuvième siècle n'ont pas été moins fécondes que pour les Magyars.

Les phénomènes d'ordre purement moral qui se sont produits chez eux méritent une sérieuse attention.

Léopold II avait convoqué dès son avènement la diète de Bohême : elle lui remit un long mémorandum où elle exposait ses griefs et réclamait le rappel de toutes les mesures prises sous les deux règnes précédents et portant atteinte aux droits du royaume et aux institutions ecclésiastiques.

Les Etats réclamèrent le droit de prendre part à la législation qui leur avait été enlevée en 1627 par la nouvelle constitution de Ferdinand II, Léopold fit quelques concessions de détail, mais aucune qui pût affaiblir l'autorité du pouvoir central : il refusa de modifier en quoi que ce soit l'état de choses antérieur à l'année 1765, — où Joseph II avait été associé au gouvernement. — La diète reconquit seulement le droit d'accorder l'impôt, de le faire percevoir, et de discuter toutes les lois proposées par le souverain ; le comité permanent fut aussi rétabli, mais avec des pouvoirs fort restreints : la couronne de saint Vacslav fut renvoyée à Prague, et l'empereur rendit hommage aux traditions historiques en se faisant couronner. Ses successeurs François Ier et Ferdinand II ont imité cet exemple. François-Joseph est, avec Joseph II, le seul roi qui ait rompu avec cette coutume séculaire. Son successeur Charles n'a pas eu le temps de faire connaitre ses intentions.

Les efforts de la diète pour reconquérir ses prérogatives n'étaient que de faibles symptômes du mouvement intellectuel qui, depuis la fin du dix-huitième siècle, préparait la renaissance de la Bohême.

Dès le dix-septième siècle, des voix isolées s'étaient élevées — même parmi les jésuites — pour protester contre la persécution dont la langue et la nationalité tchèques étaient l'objet. L'un d'entre eux Balbin, écrivit un curieux travail : *Dissertatio apologetica linguæ slovenicæ*. Il signalait les périls de son peuple, menacé de disparaître, comme naguère les Slaves de l'Elbe engloutis par l'océan germanique : « Saint Vacslav, patron de la Bohême, s'écriait-il, ne nous laisse pas périr, nous et nos descendants. Rends aux Tchèques leur antique gloire. Si nous périssons, tu

attendras en vain des étrangers les honneurs que la terre bohême t'a rendus depuis tant de siècles ! » La *Dissertatio apologetica* restée inédite fut publiée par l'érudit Pelcel en 1775, à la veille de l'avénement de Joseph II. Un an auparavant, l'un des rares représentants de l'aristocratie indigène, le comte Kinsky, avait réclamé, dans une brochure allemande, le maintien et le développement de la langue nationale. Des historiens consciencieux, Pelcel, Dobner, Prochazka, se mirent à étudier les origines de la Bohême. La Société royale des sciences fut fondée à Prague en 1784. L'étude des origines ramenait fatalement les érudits sur le terrain slave : l'archéologie conduisait à des recherches philologiques, et il n'était plus possible de dédaigner un idiome dont on découvrait à la fois le curieux génie, la riche littérature, la parenté avec cette famille de langues slaves qui s'étend de l'Adriatique à l'Océan Glacial. En 1793, une chaire de langue tchèque fut créée à cette même université de Prague où Joseph II avait introduit la langue allemande. Le grand linguiste Dobrovsky (1753-1829), par ses voyages, par ses travaux, jeta les bases de la philologie slave comparée. Ses précurseurs avaient pour ainsi dire traité le tchèque comme une langue morte : de jeunes poëtes lui donnèrent la vie qui semblait lui manquer et en firent l'organe de leurs aspirations patriotiques. En 1818, grâce aux comtes Sternberg, le musée tchèque fut fondé à Prague, et ses précieuses collections excitèrent une sympathique curiosité.

On fouilla les archives et les bibliothèques : la découverte de poésies du moyen âge, comme le Jugement de Liboucha et le Manuscrit de Kralove-Dvor, fut accueillie avec un véritable enthousiasme [1]. On a contesté l'authenticité de ces poëmes ; il n'y a pas lieu de la discuter ici ; ce qu'il y a de certain, c'est que, vrais ou faux, ils exercèrent une irrésistible influence et qu'ils répondaient admirablement aux sentiments publics de l'époque [1] : « Il

[1] Voir L. Leger. *Chants héroïques et chansons populaires des Slaves de Bohême.*

serait honteux à nous de chercher le droit chez les Allemands ! disait le Jugement de Liboucha : chez nous le droit est déterminé par les lois que nos pères apportèrent jadis en ces contrées. » — « L'étranger est entré par force dans notre héritage, et il nous commande dans une langue étrangère et ce qu'il fait du matin au soir dans la terre étrangère, il force nos femmes et nos enfants à le faire, disait le manuscrit de Kralove-Dvor. » Assurément, s'il y a eu falsification ou faux, le faussaire était un homme de génie, et si la science impartiale le condamne, le patriotisme tchèque lui doit des remerciements. Dès lors chaque année vit paraître une œuvre nouvelle, et le progrès de la nation ressuscitée dépassa les espérances de ceux-là même qui l'avaient provoqué.

La Bohême comprit qu'à elle seule elle était trop faible pour tenir tête à la fois à l'Autriche et à l'Allemagne ; mais à la solidarité allemande elle pouvait opposer la solidarité slave ; l'idiome tchèque n'était parlé que par cinq ou six millions d'hommes, mais il pouvait invoquer sa parenté avec les idiomes congénères, avec le russe, le polonais, le croato-serbe. La solidarité, la *mutualité* slave (Slovanska Vzajemnost) devint un mot d'ordre et décupla les forces des penseurs : elle fut célébrée par le poëte Kollar dans une brochure fameuse et dans le grand poëme qu'il a consacré à sa race sous ce titre : *Slavy dcera, la Fille de Slava* ou *la Fille de la Gloire* (1824). « Après être nés à une vie nouvelle, chantait Kollar, nous sommes entrés dans un grand désert que le ciel n'a pas encore fécondé ; les peuples romans et germaniques marchent dans une voie frayée, et nous les suivons d'un pas lent et tardif : mais nous sommes un peuple jeune, nous savons ce que les autres ont fait : les autres ignorent ce que nous devons être dans les annales de l'humanité. Nous ne voulons pas une victoire qui tombe du ciel sans sueur et sans travail. » Ailleurs, il évoquait le souvenir de la tragique destinée des Slaves de l'Elbe : — « Elle est là ; je la vois à travers mes larmes, cette vaste terre, jadis le berceau et maintenant le cercueil d'une grande nation.... Depuis les sources de

l'Elbe jusqu'à la Baltique, une langue généreuse et grande retentissait. Comment et pourquoi ne l'entend-on plus sur cette terre? Honte à toi, Allemand jaloux et cupide. Tu as fait verser des flots de notre sang, et tu continues à vomir des flots de calomnie, espérant y noyer tous nos souvenirs. Celui-là seul qui est digne de la liberté sait respecter toutes les libertés. Celui qui met des esclaves aux fers est lui-même un esclave. »

Ailleurs il faisait honte à la Bohême de s'être laissé envahir et coloniser par les Allemands. « Quelle est donc cette jeune et belle fille qui court dans les champs? Elle doit être bien pauvre pour porter une robe rapiécée de diverses étoffes. C'est notre Bohême bigarrée de colons étrangers. » Enfin il conviait tous les Slaves à une alliance définitive : « Plus de discordes entre vous! Russes, Serbes, Tchèques, Polonais, unissez-vous : libre à d'autres nations d'élever leur trône sur un sol friable et uni ; vous, frères, vous élèverez votre arche sur les ruines séculaires d'un passé douloureux. De l'Athos à la Poméranie, des champs de la Silésie à la plaine de Kosovo, de Constantinople au Volga, partout où l'on entend le langage slave, réjouissons-nous, embrassons-nous heureux dans notre immense patrie, la Slavie. Croyez-moi, frères, nous avons tout ce qui assure la durée d'un grand peuple. Des continents et des mers s'étendent sous nos pieds; l'or, l'argent, des bras habiles et vigoureux, une langue riche et puissante, nous possédons tout, excepté la concorde et la liberté. » Et poursuivant sans relâche ce rêve d'unité, il esquissait l'image grandiose de la Slavie : « Je l'ai dit cent fois, je vous le crie aujourd'hui, ô Slaves dispersés : « Soyons un ensemble, et non pas des groupes isolés, soyons tout ou rien. Ah! me suis-je dit plus d'une fois quand mon esprit chancelait, si nos peuples slaves étaient de l'or, de l'argent, du cuivre, je les fondrais en une seule statue. De la Russie je ferais les mains, des Polonais, le buste, des Tchèques les bras et la tête et des Serbes les pieds. Les tribus secondaires, les Wendes, la Lusace, les Silésiens, les Croates, les Slovaques, seraient les vêtements et les armes. L'Europe s'age-

nouillerait devant cette idole dont la tête dépasserait les nuages, dont les pas franchiraient le monde. »

A côté de Kollar se groupait toute une école de poètes patriotes, Celakovsky, auteur des *Echos russes* et de la *Rose à cent feuilles*, Hanka, Vocel; le Slovaque Safařik écrivait le grand ouvrage des *Antiquités slaves* (1837); le Morave Palacky, nommé historiographe du royaume de Bohême, commençait l'histoire de sa patrie d'adoption, l'une des œuvres les plus remarquables de notre temps, et dont le complet achèvement n'a pas demandé moins d'un demi-siècle. Grâce aux talents et au patriotisme de cette élite, la Bohême avait non seulement retrouvé la conscience de sa nationalité, mais encore elle s'était mise à la tête des peuples slaves de l'empire. Les Slaves du Midi ne tardèrent pas à suivre son exemple. Notons en passant que les chefs intellectuels de ces *resurrectionnistes* Kollar, Safařik, Palacky étaient des protestants. L'esprit de Hus et de ses compagnons revivait en eux.

Les Slaves du Sud; Louis Gaj; le Panslavisme.

On a vu plus haut en quels termes le Slovène Vodnik avait, lors de l'occupation française, salué le réveil de l'Illyrie. Son illusion ne fut pas de longue durée. Ce fut la Croatie qui donna le signal du véritable réveil. Ce pays avait été profondément remué par la révolution de Serbie; les travaux des premiers littérateurs de la nouvelle principauté, les Karadjitch et les Obradovitch y avaient trouvé un écho sympathique.

En 1826, une société de littérature serbe (matitsa) avait été fondée par les Serbes de la Hongrie. La capitale de la Croatie, Zagreb (Agram), s'émut à son tour. Jusqu'alors, la diversité des dialectes provinciaux avait été un obstacle à l'unité de la littérature. Un publiciste éminent, Louis Gaj, entreprit de réunir en un tout harmonieux les forces dispersées de l'Illyrie. Il commença par publier deux journaux intitulés, l'un la *Gazette croate*, l'autre l'*Aurore croate, slavonne et dalmate* (1835). Il avait pris cette fière épigraphe : « Un peuple sans nationalité est un corps

sans os. » Il proposa ensuite de substituer aux dénominations locales des Serbes, des Croates, des Slovènes, des Dalmates, la dénomination commune d'Illyriens que Napoléon avait remise en vigueur. L'année suivante, il donna à ses deux journaux le titre d'*Aurore* et de *Gazette Illyrienne*. « L'Europe, disait-il en un poétique langage, s'appuie sur une lyre triangulaire. Cette lyre, c'est l'Illyrie. Elle s'étend de Villach à Varna, à Scutari ; les cordes de cette lyre sont la Carinthie, Gorica, l'Istrie, la Carniole, la Styrie, la Croatie, la Slavonie, la Dalmatie, Raguse, la Bosnie, le Monténégro, l'Herzégovine, la Serbie, la Bulgarie, la Hongrie méridionale. Elles ne sont pas d'accord entre elles ; nous voulons les faire résonner harmonieusement. » L'illyrisme, accueilli à ses débuts avec enthousiasme, rencontra bientôt une violente opposition, d'abord chez les Hongrois, peu soucieux de voir les Slaves échapper à leur hégémonie, ensuite chez les Serbes, qui craignaient de voir leurs traditions et leurs espérances absorbées par les Croates. Il se transforma peu à peu. Son nom même a disparu aujourd'hui ; mais il est resté aux Slaves méridionaux un sentiment sérieux de leur solidarité littéraire. L'illyrisme n'en avait pas moins donné une impulsion féconde aux esprits : on se mit à étudier et les monuments de l'ancienne Raguse et les jeunes productions de la muse serbe ; on vit apparaître une école poétique, moins brillante peut-être que celle de Prague, mais non moins patriote. Stanko Vraz, Preradović en sont les représentants les plus remarquables. Chez les Slovènes, le mouvement littéraire suivit celui de leurs voisins les Croates : les poëtes Prešern, Koseski furent les dignes successeurs de Vodnik ; Bleiweis fonda à Ljubljanja le journalisme politique.

Ainsi, aux deux extrémités de l'empire, les peuples slaves se réveillaient et, prêts à lutter ici contre les Magyars, là contre les Allemands, réclamaient leur place au soleil. Séparés par les circonstances historiques et par leur situation géographique, ils acquéraient la conscience de leur solidarité, et ils y puisaient la force morale nécessaire pour les luttes qu'ils allaient avoir à soutenir.

On parle souvent en Occident du panslavisme; on se représente volontiers les Russes comme sans cesse occupés à travailler les Slaves par le moyen d'émissaires politiques ou littéraires. C'est là un point de vue absolument faux; les peuples slaves ont suivi avec un intérêt bien naturel les agrandissements et les progrès de la Russie. Réduits à une existence précaire, ils ont espéré quelquefois que le grand État du Nord ne resterait pas indifférent à leurs destinées; ils se sont réjouis de sa gloire, qui les consolait pour ainsi dire de leurs misères. Faibles et isolés, ils ont trouvé un motif d'espérance dans le souvenir de l'unité primitive, ou dans le rêve de la destinée future de leur race. Ces sentiments ne datent pas de notre siècle; ils ont été exprimés depuis longtemps par des Slaves de toutes les nations. Dès le dix-septième siècle, le prêtre croate Križanić s'était fait l'interprète des misères de sa race et était allé solliciter pour elle la protection du tsar Alexis Mikhaïlovitch : « Les Slaves de la Baltique, de la Pologne, de la Silésie, de la Bohême et de la Moravie, disait-il dans un curieux travail, sont tombés dans un honteux servage; ils se sont germanisés de telle sorte qu'ils ne sont aujourd'hui ni Slaves ni Allemands. Les peuples du Danube ont déjà perdu leur langue; il n'y a plus de souverain slave qu'en Russie. C'est donc toi, ô grand tsar, qui dois veiller sur les peuples slaves, et, comme un bon père, prendre soin de tes enfants dispersés.... Toi seul, ô tsar, tu as été donné de Dieu pour venir au secours des Slaves du Danube, des Polonais, des Tchèques, pour leur faire comprendre l'oppression et l'humiliation qui les accablent; toi seul peux leur apprendre à venger leur nation, à secouer le joug allemand qui pèse sur eux. Les Slaves du Danube ne peuvent rien par eux-mêmes; il leur faut une force extérieure pour qu'ils puissent se remettre sur pied et compter encore dans le nombre des nations. »

Bien d'autres Slaves, poëtes ou grammairiens, avaient exalté avant ou après Križanić la grandeur et l'unité de leur race. Les Illyriens de Zagreb, les Tchèques de

Prague reprirent leur tradition ; leurs adversaires allemands ou magyars affectèrent de croire que ce mouvement n'était pas spontané, qu'il était dû à des influences étrangères ; c'est pure calomnie. Le mouvement slave, dont nous venons de retracer les phases principales, a été absolument original, et les Russes, loin d'y avoir contribué, sont restés longtemps sans en ressentir le contre-coup. Ce que les peuples slaves souhaitaient avant tout, ce qu'ils rêvent encore aujourd'hui, c'est d'arriver au complet épanouissement de la vie nationale, à la reconnaissance de leurs droits historiques ; s'ils invoquent la grandeur de leur race, c'est uniquement pour opposer une force morale aux convoitises de leurs adversaires ; ils n'ont jamais songé à se jeter dans les bras de la Russie ; le désespoir seul aurait pu les réduire à cette extrémité. Ce qu'ils ont le droit de créer et le devoir d'organiser c'est un ensemble fédératif analogue à celui de l'Allemagne. Pour les détails de cette organisation je ne puis que renvoyer à mes travaux antérieurs, le *Monde slave*, les *Etudes slaves*, et à mon récent volume sur le *Panslavisme*.

CHAPITRE XXVII

FERDINAND V; L'AUTRICHE A LA VEILLE DE LA RÉVOLUTION (1835-1848).

La staatsconferenz. — Affaires de Pologne; occupation de Cracovie; les massacres de Galicie (1846). — Progrès de l'esprit public; la diète de Bohême; Havlicek. — L'esprit public en Hongrie; les Magyars et le slavisme. — Les peuples de la Hongrie. — L'esprit public à Vienne.

La staatsconferenz.

François mourut le 2 mars 1835. Il fut regretté des Viennois que le souvenir de tant de rudes épreuves et la bonhomie du souverain avaient attachés à sa personne. Dans les provinces, le bruit courait qu'il avait acquis une fortune gigantesque et qu'il la laissait à ses sujets. Le peuple attendit avec impatience l'ouverture de son testament. On y trouva les lignes suivantes qui méritent d'être reproduites ici : « Je lègue mon amour à mes sujets. J'espère que je pourrai prier le Seigneur pour eux; je leur demande de montrer à mon héritier légitime la fidélité et le dévouement dont ils ont fait preuve à mon égard. Je remercie tous les fonctionnaires qui m'ont bien servi. » Louis XIV n'eût point parlé un autre langage. Le successeur de François II, Ferdinand IV, était peu propre à recueillir le lourd héritage de la monarchie. D'une constitution délicate, sujet à des attaques d'épilepsie, il était à peu près incapable de gouverner par lui-même. Même dans ses intervalles de santé, il n'avait ni l'esprit lucide, ni la volonté ferme : la signature royale était pour lui une véritable

fatigue. Metternich garda toute son influence : au dire de ses partisans, François II l'avait recommandé à son fils comme le meilleur des ministres. « Ne touche en rien aux bases de l'édifice politique, ne change rien : aie pleine confiance au prince de Metternich, mon meilleur ami et mon plus fidèle serviteur. N'entreprends rien sans lui. » Cependant Metternich ne pouvait gouverner à la place du véritable souverain. Il fallut organiser une sorte de régence. Pendant un séjour à Teplitz (19 septembre 1835), le tsar Nicolas recommanda vivement cette mesure. Les personnages suivants firent partie du conseil de régence : Clam Martinitz, aide de camp général de l'empereur et chef de la section militaire du conseil d'État, Metternich, ministre des affaires étrangères, Kolovrat, les archiducs Louis et François-Charles ; leur réunion constitua la *staatsconferenz* qui fut le véritable organe du pouvoir exécutif. Son rôle ne fut jamais bien déterminé ; instituée pour gouverner, jusqu'au moment où le souverain serait rendu à la santé, elle eut toujours un caractère provisoire ; elle exerça de fait le pouvoir jusqu'à l'époque de son abdication. On a reproché à ce gouvernement un grand défaut d'unité et une rare inintelligence des aspirations réelles des peuples autrichiens. C'est à cette camarilla qu'il faut attribuer la responsabilité de la plupart des fautes commises à cette époque.

Quelques mesures libérales signalèrent pourtant le début du règne. Une amnistie pour les criminels politiques suivit l'avénement de Ferdinand IV. Un consulat fut établi en Serbie, bien que la jeune principauté dût son existence à une insurrection contre le pouvoir légitime. Un traité de navigation fut conclu avec la Grèce qui était dans la même situation : les relations diplomatiques furent reprises avec le Portugal. Toutefois en Espagne le cabinet de Vienne soutint les Carlistes contre les Christinos, et leur offrit avec son appui moral quelques maigres subsides. L'alliance des trois puissances du nord existait toujours ; la conduite de l'Autriche dans les affaires de Pologne suffirait à l'attester.

Affaires de Pologne; occupation de Cracovie; les massacres de Galicie (1846).

La ville de Cracovie avait été constituée par les traités de 1815 en république indépendante; elle était devenue pour les patriotes polonais un foyer de conspirations, également suspect aux trois puissances copartageantes. En 1831, les Russes avaient occupé le sol de la république pour enlever aux insurgés une de leurs principales bases d'opérations et de ravitaillement. Ils avaient dû l'évacuer sur les représentations de l'Autriche : mais la ville restait un centre d'agitation et accueillait les réfugiés de la révolution polonaise; les trois puissances réclamèrent l'expulsion de tous les individus qui avaient pris part à la révolution de 1830; en 1836, elles décidèrent d'occuper Cracovie. Cette fois ce fut l'Autriche qui se chargea de faire la police de la république, malgré les protestations vainement renouvelées à l'Angleterre et à la France. C'était un premier pas vers l'occupation définitive.

D'autre part, la Galicie était peu à peu envahie par les idées de résurrection patriotique, de revanche nationale que l'émigration propageait. Il était difficile de s'opposer de front à ce mouvement généreux qui excitait les sympathies de l'Europe libérale. Mais l'Autriche pouvait — par une tactique analogue à celle qui fut souvent suivie en Hongrie — trouver dans la constitution de la société polonaise le moyen de paralyser les éléments révolutionnaires. Plus dure peut-être que l'aristocratie magyare, la *szlachta* polonaise avait, par la façon dont elle traitait ses paysans, suscité des haines formidables dont il était facile de profiter, grâce surtout à l'ignorance dans laquelle avaient été maintenues les classes inférieures. Le gouvernement avait eu soin d'alimenter ces haines; il s'était opposé aux réformes agraires, il avait imposé aux nobles le rôle d'agents du recrutement et de collecteurs d'impôts; il donnait à ses fonctionnaires le rôle tutélaire de redresseurs d'abus.

D'autre part, il ne faut pas oublier que, dans la plus grande partie de la Galicie, le paysan n'est pas polonais. Les Ruthènes constituent dans la partie orientale de cette province la majorité de la population. Ils avaient plus encore que les paysans polonais eu à souffrir des magnats galiciens. Attachés à l'église grecque *unie*, ils avaient eu plus d'une fois à gémir du fanatisme de leurs maîtres qui leur faisaient payer un droit pour prier dans leurs églises, ou affermaient ces églises à des juifs. Le gouverneur de la Galicie Stadion, connaissait leurs griefs et en avait pris bonne note.

La noblesse polonaise elle-même ne pouvait ignorer les revendications qui se préparaient. Dans la diète, fort peu libre, qui se réunissait de temps en temps à Lemberg (Lwow), elle avait demandé à s'occuper du sort des paysans (1843). Mais le gouvernement autrichien se souciait peu de régler des conflits qui lui permettaient d'appliquer la maxime : *divide ut imperes.*

Cependant une insurrection polonaise se préparait en Galicie et dans le duché de Poznan. Le 28 février 1846, sur l'annonce d'un complot dont Cracovie était le centre, le général autrichien Collin occupa cette ville avec environ mille hommes et trois canons. Pendant deux jours la ville sembla tranquille; mais le 21, en présence d'un mouvement révolutionnaire, le sénat et les autorités de la république déposèrent leurs pouvoirs, les troupes autrichiennes furent attaquées par les Polonais et durent battre en retraite. Le colonel Benedek accourut de Lemberg et, avec le secours des paysans, battit le comité révolutionnaire de Cracovie qui fut réoccupée le 2 mars. Benedek, le « faucon de la Vistule », commençait ainsi une carrière qui devait aller échouer à Sadova. Le succès éphémère des Cracoviens avait jeté la terreur à Vienne ; la police multiplia les arrestations dans tout l'empire et spécialement en Galicie. Ces mesures firent échouer l'insurrection qui sans doute eût promptement gagné la Pologne russe. Les paysans étaient peu disposés à marcher avec leurs seigneurs, et les dénonçaient à l'autorité ou les livraient eux-mêmes. Une

véritable jacquerie éclata. Le meurtre, le pillage, l'incendie, sévirent dans le cercle de Tarnow. On a prétendu que le gouvernement autrichien avait encouragé les meurtres par des primes ; les employés de l'octroi et du fisc faisaient partie des bandes : les paysans déclaraient qu'ils pillaient et massacraient par ordre de l'empereur. Un haut personnage, Ferdinand d'Este, avait répondu à la femme d'un Polonais qu'on venait d'assassiner « que la mort de son mari était une méprise, que c'était son frère qui était désigné ». C'est alors que le poëte Ujejski lança l'hymne qui est encore classique en Pologne : *Z dymem pozárow*. « Avec la fumée des incendies, avec la vapeur du sang de nos frères, vers toi Seigneur monte ce chant : c'est une plainte terrible, c'est un gémissement suprême. De telles prières peuvent faire blanchir les cheveux : la couronne d'épines s'est enfoncée sur notre tête. O Seigneur ! Seigneur ! à la honte du monde, quelle histoire nous a apportée le temps ! Le fils a tué sa mère, le frère a tué son frère. Il y a parmi nous beaucoup de Caïns. Mais, ô Seigneur, ils sont innocents. D'autres démons agissaient en eux. Oh ! punis la main et non le glaive aveugle. »

Les paysans étaient convaincus que l'empereur, pour récompenser leur dévouement, les dispenserait désormais de toutes leurs obligations envers leurs seigneurs. La patente du 13 avril ne réalisa qu'à demi leurs espérances. Elle supprima les corvées de charroi, les corvées pendant la moisson, et autorisa les paysans à porter directement leurs griefs devant les capitaines des cercles. Les nobles protestèrent vainement contre ces décisions prises sans qu'ils eussent même été consultés.

Cependant la ville de Cracovie était restée aux mains des Autrichiens. On avait représenté l'occupation aux puissances étrangères, comme une mesure purement militaire et transitoire ; les troupes autrichiennes n'étaient là, disait-on, que pour favoriser l'établissement d'un gouvernement régulier dans la petite république. Bientôt, avec le consentement de la Prusse et de la Russie, l'occupation devint définitive. Les fonctionnaires des districts où la jac-

querie avait sévi avec le plus d'énergie reçurent de l'avancement. Dans leur désespoir, quelques Polonais songèrent à se jeter dans les bras du panslavisme, ainsi que le prouve une curieuse brochure : la *Lettre d'un gentilhomme polonais* à M. de Metternich. La France et l'Angleterre protestèrent vainement. Ainsi l'Autriche était la première à violer les traités de 1815 dont depuis trente ans elle s'était constituée la gardienne intolérante. Cette acquisition était la première que l'Autriche-Hongrie eût faite depuis le congrès de Vienne. Le nouveau territoire comprenait environ 22 milles carrés et 160 000 habitants.

L'annexion de Cracovie affirmait une fois de plus la solidarité des trois puissances copartageantes. Cette solidatiré était poussée à l'extrême Ainsi, en 1832, le roi des Belges ayant offert au général polonais Skrzyniecki le commandement de ses troupes, l'Autriche, la Prusse et la Russie avaient rappelé leur ambassadeur de Bruxelles. Cependant, dans la question d'Orient, sous Ferdinand comme sous son prédécesseur, l'Autriche et la Russie pouvaient difficilement marcher de concert. La Porte, affaiblie par les triomphes de son vassal Mehemet-Ali, était une proie plus facile pour la Russie que pour l'Autriche, toujours si maladroite en Orient. Metternich devait fatalement soutenir le sultan Mahmoud contre Mehemet-Ali. Vienne devint le centre de conférences animées où Metternich entraîna le représentant du tsar, M. de Bouteniev, à signer une note collective des puissances qui promettait l'appui de l'Europe à la Porte. Il s'était porté garant de l'approbation du tsar : Nicolas se montra fort irrité, désavoua son ambassadeur, et traita directement avec l'Angleterre, sans consulter l'Autriche (15 juillet 1840). Metternich dut se mettre à la remorque des deux puissances contractantes ; la Prusse se joignit à elles. La France pacifique de Louis-Philippe fut exclue du concert européen : Mehemet-Ali dut restituer la plus grande partie du fruit de ses victoires. La Syrie lui fut enlevée avec le concours de l'escadre autrichienne qui décidément prenait rang parmi les marines européennes. Au mois de juillet suivant, fut conclu le traité

qui interdisait l'entrée du détroit des Dardanelles à tous les vaisseaux de guerre non autorisés par le sultan.

Progrès de l'esprit public; la diète de Bohême; Havlicek.

Les affaires d'Orient et de Pologne constituent les seuls épisodes marquants de la politique extérieure de Ferdinand IV. Tout l'intérêt de son règne est dans l'expansion de plus en plus rapide des idées de liberté et de nationalité chez les différentes races de la monarchie autrichienne, dans cette fermentation latente ou manifeste des esprits qui doit mener fatalement la vieille Autriche à une révolution, le jour où quelque grand événement aura tout d'un coup donné le branle à l'Europe.

Dans la vie publique, les *diètes* ne peuvent être considérées que comme l'expression officielle des idées politiques. Dociles ou domptés en Galicie, silencieux dans quelques provinces comme la Haute-Autriche, la Moravie, la Silésie, la Carinthie, les États, même sous la forme gothique et féodale qu'ils gardent encore, commencent à manifester des tendances libérales dans la Basse-Autriche, dans la Bohême et surtout en Hongrie.

Dans la diète de la Basse-Autriche, les bourgeois n'étaient même pas représentés; ils n'avaient d'autre droit que celui d'assister debout au vote des impôts. Cependant les idées nouvelles qui pénétraient dans la capitale influaient sur les décisions de cette assemblée; elle montrait une certaine indépendance dans les questions économiques; elle réclamait énergiquement l'intervention des États dans le gouvernement et blâmait François II qui avait prétendu régner sans leur concours. Dans le Tirol, au contraire, les idées cléricales et ultramontaines dominaient. L'enseignement public était presque entièrement livré au clergé, les missions et les miracles défrayaient l'imagination populaire. En 1837, la diète avait rappelé les jésuites dans cette province où ils n'avaient pas osé repaaître depuis le siècle

précédent; elle s'obstinait à fermer le pays aux chemins de fer.

En Bohême, les débats de la diète n'avaient pas semblé annoncer un mouvement bien énergique des esprits. Le premier acte des États réunis le 13 avril 1835 avait été de voter un monument à François II. Cependant peu à peu ils s'efforçaient de rétablir les anciennes formes parlementaires qui depuis Joseph II étaient singulièrement tombées en désuétude. La diète s'occupa de rédiger ses priviléges en un corps de doctrine, afin de savoir ce qui lui appartenait en propre et ce qui appartenait au comité permanent (Landesauchuss, Zemsky Vybor), qui était devenu un simple organe du gouvernement. Ces tentatives d'indépendance furent réprimandées par le souverain qui en exprima son déplaisir (15 octobre 1842). Le Landesauschuss et le gouvernement prétendaient, sans le concours de la diète, imposer de nouveaux impôts au pays. Un conflit sérieux s'éleva entre Vienne et Prague. Le comte Chotek, grand burgrave du royaume, reçut son congé. Il ne fut pas remplacé dans ses fonctions, et le gouvernement, dans l'espoir de mieux contenir une noblesse turbulente, mit à la tête de la Bohême l'archiduc Étienne, fils du palatin Joseph; mais on lui avait adjoint des fonctionnaires étrangers, par leur naissance, au royaume. De vives protestations les accueillirent. Les États réclamaient le renouvellement des institutions diétales établies en 1627 et proclamaient ainsi la continuité du droit historique méconnu depuis la fin du siècle précédent. Malheureusement la noblesse tchèque ne s'inspirait dans ses revendications que d'un étroit esprit de caste; elle faisait preuve d'un égoïsme jaloux, défendait avec acharnement les priviléges féodaux et se montrait peu désireuse d'admettre la bourgeoisie à ses délibérations. Seules, quatre villes royales étaient représentées à la diète, qui comptait quatorze prélats, cent cinquante et un seigneurs, quarante-trois chevaliers et sept bourgeois. Les conflits avec le souverain attestaient néanmoins un progrès de l'esprit public. En 1847, les chefs de l'opposition en Bohême avaient résolu de s'entendre avec

les États des autres provinces allemandes et avec la diète de Hongrie pour une action commune. Quand l'année 1848 arriva, tous les *desiderata* de la diète se bornaient à réclamer l'introduction de la représentation des villes dans les États et de la langue tchèque dans les gymnases. Cette assemblée était à peu près impuissante parce qu'elle était formée des seuls privilégiés et ne s'appuyait pas sur la masse même de la nation. Mais au-dessous de cette institution décrépite, il y avait le peuple qui, depuis un demi-siècle, avait fait des progrès gigantesques et qui, avant d'arriver à son émancipation politique, avait commencé victorieusement son émancipation intellectuelle et morale.

La renaissance littéraire de la Bohême avait eu, pendant les quarante premières années du siècle, un caractère purement poétique et archéologique. Cependant, dans un pays de droit historique comme la monarchie autrichienne, il était impossible que l'étude de l'histoire n'eût pas sur les esprits une influence considérable. En relisant les traités conclus entre le royaume et les princes de la maison de Habsbourg, les patriotes étaient amenés à se demander ce que leurs stipulations étaient devenues; les épisodes de la guerre de Trente ans réveillaient le souvenir de rébellions généreuses étouffées dans le sang; les guerres des Hussites rappelaient une grande époque de développement moral et intellectuel, la liberté de conscience outragée, l'héroïsme religieux qui pendant un demi-siècle avait fait d'un petit peuple une grande nation. L'étude de la langue populaire et de l'ancienne littérature amenait à une réaction fatale contre le germanisme autrichien.

Les classes bourgeoises se faisaient maintenant gloire de cultiver l'idiome qu'elles avaient autrefois dédaigné; à défaut de la vie politique qui n'existait pas, la vie nationale offrait un vaste champ d'action aux intelligences généreuses. Quelques membres de la noblesse se rattachaient au mouvement. L'esprit d'association appliqué à des fondations purement littéraires se développait avec une rapidité singulière; la *Matice ceska* (société de littérature populaire) constituait un foyer de propagande

littéraire : fondée en 1831 avec 15 membres, elle en comptait 1667 en 1846. Le véritable organe de la vie politique, c'est la presse : jusqu'en 1840, la Bohême n'avait eu que des journaux littéraires. En 1846, un homme d'un grand talent, Charles Havlíček, rédigeait la *Gazette officielle* de Prague. Havlíček joignait à un patriotisme sincère un esprit mordant et ingénieux qui rappelle parfois celui de Voltaire et de Henri Heine ; il comprit fort bien que pour faire marcher son pays, il fallait savoir se passer des classes dirigeantes et du régime féodal dont les débris subsistaient encore ; il s'adressa directement à la bourgeoisie et au peuple. Quand il arriva à Prague, il n'existait qu'un organe politique, et il était aux mains du gouvernement. Havlíček trouva le moyen d'y plaider la cause de son pays : il choisit pour sujet habituel de ses articles une nation dont la destinée offrait plus d'une analogie avec celle de la Bohême ; il peignit sous de vives couleurs les misères de l'Irlande, ses luttes pour l'autonomie contre l'Angleterre. La Bohême entière le comprit, et le mot de *repeal* devint le mot d'ordre des patriotes. Havlíček prit à Prague le même rôle que Kossuth à Pesth et que Louis Gaj à Zagreb.

L'agitation dont Prague était le foyer s'étendit jusque sur la Moravie et même chez les Slovaques de Hongrie. Elle n'avait pas seulement un caractère politique, mais aussi économique et religieux ; les patriotes s'intéressaient moins aux privilèges de la noblesse qu'aux misères du paysan qui avait si fidèlement gardé le dépôt de la langue nationale et de la poésie populaire ; ils étaient les apôtres naturels de toutes les mesures destinées à améliorer sa condition. D'autre part, le seul souvenir de la guerre de Trente ans ou des Hussites suffisait à les rendre hostiles à l'esprit de dévotion intolérante qui régnait à Vienne dans les cercles officiels.

L'esprit public en Hongrie ; les Magyars et le slavisme

Il faut distinguer dans l'histoire de la Hongrie moderne deux tendances : d'un côté, l'esprit généreux et vraiment patriotique qui anime les Magyars et les porte aux plus grands sacrifices pour le maintien ou la reconnaissance du

droit historique ou national ; de l'autre, l'aveuglement égoïste qui les empêche de reconnaître chez autrui les droits qu'ils réclament pour eux-mêmes. Ce double aspect de leur caractère explique à la fois leurs succès et leurs revers.

A partir de 1825, l'esprit public avait fait de grands progrès en Hongrie ; depuis que la langue nationale avait acquis droit de cité à la tribune, les orateurs éloquents étaient nombreux à la diète. L'opposition tenait vis-à-vis du gouvernement un langage bien plus hardi qu'à Vienne ou qu'à Prague : les Wesselenyi, les Deak, les Szechenyi, les Bœthy, les Kossuth, les Eötvös, les Teléki, rivalisaient avec les orateurs politiques de Londres et de Paris. Ces hommes éminents joignaient à un sincère amour de la patrie une intelligence sérieuse de ses besoins réels. La session de 1836 fut des plus remarquables : les orateurs de l'opposition attaquèrent vigoureusement le gouvernement qui, passionné pour l'obscurantisme, mettait des entraves aux lois sur l'éducation populaire. « La nation n'a plus à compter que sur elle-même, s'écriaient à la fois Deak et Beszeredy. » « Nous avons le droit, nous avons la force, ajoutait ce dernier, de travailler nous-mêmes au salut de notre patrie. » Une fois la diète fermée, Kossuth entreprit d'entretenir l'esprit public par un recueil périodique où seraient réunies les délibérations des différents comitats ; il fut arrêté et jeté en prison avec quelques-uns de ses amis. La *table royale* ou cour suprême faisait cause avec le gouvernement conservateur ; mais chez la jeunesse hongroise, les idées libérales gagnaient chaque jour du terrain. Quelques jeunes gens n'hésitaient pas à se dire républicains. Quand la diète fut ouverte de nouveau en 1840, le gouvernement offrit à l'opposition la liberté des détenus en échange de quelques concessions. Deak, que dès ce moment on nommait le sage du pays, refusa dans un noble langage : « Le devoir envers la patrie est, disait-il, plus grand et plus saint que nos sympathies pour nos amis. Eux-mêmes trouveraient une liberté acquise à ce prix plus cruelle que leurs souffrances. » Une amnistie réconcilia pour un instant l'opposition et le pouvoir : le gouvernement obtint les soldats

qu'il réclamait ; la langue magyare fut introduite dans les finances, dans les communications avec la cour et les affaires ecclésiastiques ; la diète compléta les mesures prises par l'assemblée précédente concernant le rachat de la terre par les paysans. A partir de 1840, les idées démocratiques envahirent de plus en plus la Hongrie : Kossuth fonda la *Gazette de Pesth* (Pesti Hirlap) qui propageait dans un langage éloquent les doctrines égalitaires ; dans un certain nombre de comitats les congrégations prenaient le caractère de véritables clubs. Cependant les progrès sociaux étaient lents à se réaliser : l'égalité de tous les citoyens devant l'impôt proposée à la diète de 1843 ne fut point adoptée malgré les efforts de Szechenyi.

Vers le même temps, un jeune poëte issu des classes populaires, Alexandre Petœfi, publiait dans les revues des odes ardentes inspirées par un amour exalté de la patrie et une passion effrénée de la liberté : « Au temps jadis, la Hongrie était une mer où s'éteignaient tous les astres tombés du nord, de l'est et du midi. La gloire de la Hongrie est la comète qui disparaît, et, au bout de plusieurs siècles, revient éclatante et terrible. » Vœrœsmarty, plus conservateur que Petœfi, s'écriait dans son fameux *Szozat* (l'Appel) : « Ce peuple veut la vie ou la mort ; il a souffert mille ans, mais s'il faut que la mort vienne, ses funérailles auront lieu dans un pays noyé de sang. » D'autres poëtes, Arany, Kisfaludy, excitaient le patriotisme en chantant les souvenirs historiques de la Hongrie.

« Il est nécessaire de reconstituer la nation avec de nouveaux éléments », écrivait Kossuth dans son journal. Chose bizarre ! l'un des plus graves griefs des patriotes contre le gouvernement de Vienne était le progrès du slavisme chez les Croates et les Slovaques ; ainsi leur égoïsme condamnait chez leurs voisins les aspirations dont ils se faisaient honneur pour eux-mêmes. Ils inventaient, de concert avec les émigrés polonais et les Teutons de la Grande-Allemagne, le spectre rouge du panslavisme pour se donner un prétexte de le combattre et de persécuter leurs compatriotes serbes, slovaques ou croates. Le gouvernement autrichien

n'avait aucun intérêt à créer un état de choses dont la Russie eût pu profiter; mais, en vue d'une lutte possible avec les Magyars, il ne pouvait les aider à écraser les peuples qui réclamaient simplement le droit à l'existence. En revanche, rien n'était moins légitime que les efforts du gouvernement viennois pour paralyser en Hongrie la liberté, le commerce et l'industrie. Un instant, il crut venir à bout de l'obstination hongroise en s'attaquant à la source même des libertés nationales, à l'institution des comitats: le föispan, le comte suprême, était souvent un grand seigneur, qui, absent une partie de l'année, se faisait remplacer par un alispan ou administrateur. Le chancelier Apponyi remplaça les föispan en villégiature par des administrateurs royaux. Cette atteinte portée à l'autonomie séculaire excita dans tout le pays la plus vive irritation: les administrateurs furent comparés aux capitaines des cercles autrichiens (Kreïshauptmænner) et aux préfets français. C'était dans la langue parlementaire qui se parlait à Pozony le comble de l'injure. La comparaison était injuste pour nos préfets. Les administrateurs disposaient de pouvoirs illimités et ne dépendaient pas, comme les préfets, de ministres responsables. Quelques-uns d'entre eux commirent d'injustifiables violences Le patriotisme opiniâtre et l'esprit juridique des Hongrois rendaient d'ailleurs difficile la tâche des nouveaux fonctionnaires. Deak à Zala avait été un des premiers à organiser la résistance. Conformément aux traditions du pays, il entrait en correspondance avec tous les comitats du royaume, faisait voter par eux que l'institution des commissaires royaux était illégale, et que la diète aurait à prononcer sur leur existence avant tout examen des propositions royales. La diète de 1847 s'ouvrit d'une façon assez calme, bien que Kossuth eût été élu à Pesth malgré l'opposition du gouvernement. Le souverain et sa famille parurent à la première séance et affectèrent pour la langue magyare une sympathie qui alla au cœur des patriotes. L'archiduc Etienne, fils du Palatin Joseph qui était mort récemment, entouré d'une grande popularité, fut à son tour nommé Palatin. La discussion de

l'adresse au trône donna lieu à de vifs débats. L'opposition tenait avant tout à assurer l'autonomie des comitats en dépouillant la couronne de la faculté d'imposer des administrateurs royaux. La chambre des magnats gardait pour le roi plus de ménagements. On décida de laisser sans réponse le discours de la couronne; tandis que Kossuth enflammait les masses par son éloquence, Szechenyi s'efforçait de maintenir ses compatriotes dans les voies de la légalité et de la modération.

La question de la langue officielle passionnait également les esprits. Les publicistes prétendaient imiter l'exemple de la France, qui avait fait prévaloir le dialecte de la capitale sur les patois ou les idiomes des provinces. Mais ils oubliaient que le hongrois n'était pas encore une langue aussi cultivée que le français et que ceux qui le parlaient ne formaient dans le royaume qu'une minorité. Le français de Paris n'avait eu qu'à absorber, qu'à dominer des dialectes congénères; le même phénomène s'était produit pour le castillan en Espagne, pour le toscan en Italie. Les idiomes réfractaires, le basque, le bas-breton, l'allemand d'Alsace n'étaient parlés que par des minorités qui reconnaissaient toutes la supériorité du français : la France était d'ailleurs un pays de centralisation qui depuis longtemps ne connaissait plus l'autonomie provinciale. Enfin la Révolution française avait fondu tous les éléments historiques dans une grandiose unité. L'exemple de la France venait donc fort mal à propos.

C'est ici le moment de rappeler comment la Hongrie était constituée et quels éléments hostiles à la suprématie des Magyars se groupaient autour d'eux.

Les peuples de la Hongrie.

La Croatie formait depuis de longs siècles une partie annexe, mais non intégrante de la Hongrie. Elle prétendait constituer avec la Slavonie (improprement appelée Esclavonie) et la Dalmatie, un royaume trinitaire (Trojjedina kraljevina, dont la capitale était la ville d'Agram (en slave

Zagreb). De fait la Dalmatie, reprise par l'Autriche sur les Vénitiens, formait une province à part, que le pouvoir central refusait de restituer aux Hongrois et aux Croates. A la tête du gouvernement des deux provinces, il y avait un haut fonctionnaire, le Ban, véritable vice-roi, investi de pouvoirs civils et militaires, et du droit de convoquer la diète ou congrégation générale. Elle se composait des *ordres* des comitats de Croatie (Varaždin, Križevac, Zagreb) et des délégués des trois comitats slavons dont il a été question plus haut. Cette diète envoyait à son tour un député à la Table des magnats et deux à la Table des États; les quatre villes libres de Croatie figuraient d'ailleurs à la Table des États; et un certain nombre de magnats croates et slavons siégeaient directement à la Chambre haute. La diète d'Agram se réservait le droit de sanctionner les lois votées à Presbourg. Le lien qui unissait la Croatie à la Hongrie était mal défini; les Hongrois regardaient la Croatie comme un pays conquis; mais les Croates prétendaient ne reconnaître que l'union personnelle; ils rappelaient que la Pragmatique sanction de Charles VI avait été votée par les Croates avant de l'être par les Hongrois. Tant que la langue latine avait servi de lien commun entre les deux peuples, il n'y eut pas entre eux d'antagonisme. Mais la lutte éclata le jour où les Magyars prétendirent imposer leur idiome et où les Croates s'émancipant, eux aussi, du latin, arrivèrent à créer une langue politique. Nous avons vu plus haut quels furent le caractère et les tendances de cette littérature.

Le mouvement illyrien ou jougo-slave devait être désagréable aux Magyars. Leur grande erreur fut de le traiter en ennemi, d'affecter d'y voir la main de la Russie, de le dénoncer comme l'œuvre de la propagande panslaviste qui en réalité n'existait nullement. Leur aveuglement fut cruellement puni.

Les Serbes pouvaient invoquer des griefs encore plus sérieux que les Croates. En 1792, les Magyars avaient obtenu la suppression de la chancellerie illyrienne : tenus en suspicion, les Serbes étaient écartés de tous les emplois

politiques et ne pouvaient occuper de fonctions publiques que dans les camps ou dans les monastères; ajoutons que l'émancipation d'une partie de leurs congénères, arrachés par Miloch Obrenovitch au joug ottoman et constitués en principauté, avait excité leur patriotisme. En 1826, ils avaient créé à Pesth *la Matica*, société littéraire, qui servit de modèle à une foule d'institutions analogues dans les pays slaves.

La frontière militaire était composée en grande partie de Slaves et de Roumains, soumis, comme on l'a vu déjà, à un régime spécial et prêts à s'associer, par instinct d'obéissance militaire aux prétentions de la dynastie, ou par patriotisme national aux revendications de leurs compatriotes slaves ou roumains.

Dans les comitats du nord, les Slovaques avaient longtemps été traités comme de véritables ilotes. « *Toth ember nem ember* », l'homme slovaque n'est pas un homme, disait le proverbe magyar. Cependant ils ne pouvaient rester indifférents au mouvement qui agitait alors la Bohême; ils lui avaient fourni deux de ses plus grands écrivains, Safařik, l'auteur des antiquités slaves, Kollar, le poëte du panslavisme; ils rêvaient de créer à leur tour une littérature nationale, distincte de celle de la Bohême; des hommes de talent, Stur, Hodža, Urban, étaient à la tête du mouvement et réclamaient une place pour leur nation parmi les peuples civilisés. A dater de 1843, ils firent entendre à la cour de Vienne d'énergiques, mais inutiles réclamations. Leurs voisins les Ruthènes, ou petits Russiens, commençaient, eux aussi, à se réveiller sous l'influence du mouvement slave.

La principauté de Transylvanie, depuis sa réannexion en 1699, dépendait directement du gouvernement de Vienne Elle avait une diète particulière qui siégeait à Kolosva (Klausenbourg). Une chancellerie de Transylvanie était établie à Vienne, et un gubernium regium à Sibin (Hermannstadt). Dans cette province, comme dans tout l'ensemble du royaume de Saint-Étienne (sauf en Croatie et dans le pays purement magyar), la nationalité dominante était écrasée par la minorité qui constituait le pays

légal. Les Hongrois, au nombre de 500000, les Szeklers, au nombre de 170000, les Saxons, au nombre de 300000, figuraient seuls à la diète où 1 250000 Valaques n'étaient pas représentés. Le moment allait venir où ces Valaques, eux aussi, réclameraient des droits politiques. En 1834, les députés magyars à la diète de Transylvanie avaient fait entendre un langage plus hardi peut-être que celui de leurs collègues de Pozony. « Nous sommes ici les représentants d'un peuple libre! s'écriait Charles Huszar. Qui est au-dessus de nous? Personne? En face de nous, je vois le souverain, au-dessus, je le répète, personne. » Wesselenyi bravant la censure avait entrepris de lithographier lui-même ces orageuses discussions. L'empereur Ferdinand avait dissous la diète avec des paroles de menace. Les Hongrois, d'autre part, demandaient qu'on réunît à la mère patrie la principauté de Transylvanie qui en était depuis trop longtemps séparée.

L'esprit public à Vienne.

Comme on le voit, les prétextes de conflits ne manquaient pas; dans le Magyar Orszag, il suffisait du moindre souffle révolutionnaire pour déchaîner les passions les plus opposées. A Vienne, les idées libérales commençaient également à fermenter; la bureaucratie était devenue un objet de haine, et l'on se plaisait à lui attribuer toutes les misères intérieures de l'empire. Metternich avait vieilli et depuis les affaires d'Orient trahissait la fatigue qui l'accablait : l'éducation des peuples s'était faite en dépit des entraves que le gouvernement y apportait. Jusqu'à 1830, Vienne avait été une cité molle, indolente, une ville de musique et de plaisirs sensuels, la Capoue des esprits (die Capua der Geister), comme l'appelait le poëte viennois Grillparzer. Peu à peu les intelligences s'étaient éveillées, malgré la détestable éducation qu'on recevait dans les gymnases et dont tout le résultat était d'apprendre à lire médiocrement le latin. Le nombre d'hommes distingués que produit l'Autriche

allemande durant cette période est vraiment fort restreint : un Karajan, un Ferdinand Wolf, l'orientaliste Hammer-Purgstall, quelques médecins; on ne peut citer ici les auteurs qui, comme Palacky ou Safařik, écrivent en allemand, mais appartiennent à l'inspiration et à la nationalité slaves. Dans la littérature proprement dite, à côté de quelques chansonniers purement viennois, qui écrivent dans le dialecte de la capitale, on ne trouve guère que trois noms: Grillparzer, l'auteur de *l'Aïeule*, un romantique sans le savoir, le lyrique Antoine Auersperg, plus connu sous le nom d'Anastasius Grün, l'élégant Lenau. Pas un d'entre eux ne peut être considéré comme un homme de génie. Anastasius Grün, dans ses *Promenades d'un poëte viennois*, avait donné à l'empereur de généreux conseils qui ne furent pas écoutés : « Ouvre, lui disait-il, ton cœur à tes peuples. Donne-lui des armes brillantes et acérées, le droit de parler et d'écrire librement; donne-lui un or pur et sans mélange, la liberté sous la protection des lois. Ton peuple serait aussi riche que son sol, s'il avait la liberté. »

En 1847, l'empereur Ferdinand avait fondé l'Académie des sciences de Vienne, aujourd'hui l'une des plus florissantes de l'Europe. Pour assurer à l'Autriche quelque crédit littéraire à l'étranger, le gouvernement entretenait la *Revue viennoise de littérature* (Wiener Jahrbücher der Literatur), le seul recueil qui n'eût pas à se plaindre des censeurs, attendu qu'il était en grande partie rédigé par eux. La censure fut jusqu'en 1848 le véritable fléau de l'empire; aucune loi n'en déterminait les attributions. Mais elle avait pour antidote la contrebande des livres qui s'exerçait sur une grande échelle. Les prohibitions n'avaient d'autre résultat que d'exciter la curiosité du public et d'appeler son attention sur le fruit défendu. Les pamphlets introduits en fraude suppléaient au mutisme de la presse. Pour un observateur attentif, il était évident que les peuples si longtemps comprimés se soulèveraient à la première occasion, et que n'ayant pas été habitués à l'usage de la liberté, ils commettraient de grandes fautes le jour où ils seraient tout à coup appelés à en jouir.

CHAPITRE XXVIII

LA RÉVOLUTION DE 1848

Chute de Metternich; la première constitution autrichienne. — Concessions à la Bohême; Palacky et le parlement de Francfort. — Le congrès slave à Prague. — La Galicie et l'Italie.

Chute de Metternich; la première constitution autrichienne.

Aucun État n'offre peut-être dans son histoire une période aussi tourmentée que l'Autriche pendant les années 1848-49. Dans un pays unitaire, les révolutions partent d'un centre auquel se ramènent tous les mouvements des provinces: ici, il nous faut suivre à la fois le soulèvement populaire à Vienne, à Venise, à Pesth, à Prague, à Agram, à Lwow; trois grandes races s'ébranlent brusquement et s'élancent par des voies diverses et même opposées à la conquête de la liberté. La divergence de leurs intérêts, leur rivalité séculaire amènent entre elles des conflits qui font avorter leurs efforts généreux et anéantissent pour un long temps leurs espérances.

Si jamais souverain fut incapable de tenir tête aux passions populaires, c'était assurément Ferdinand IV, surnommé le Bienfaisant. La nouvelle du 24 février fut pour lui et pour ses conseillers un coup de foudre; mais cette fois l'Autriche n'était pas, comme en 1830, isolée de la

France par une Allemagne réactionnaire : de tous côtés, les princes allemands, gagnés ou débordés par le courant, octroyaient des constitutions à leurs sujets dociles ou révoltés. L'Allemagne elle-même transmettait à Vienne les idées nouvelles qui lui venaient de Paris.

Le 11 mars, une adresse était remise à la diète de la Basse-Autriche : elle réclamait la publication immédiate du budget, la convocation périodique d'une assemblée composée, non plus d'États privilégiés, mais de représentants de toutes les classes de la population, la liberté de la presse, la publicité des tribunaux, de nouvelles institutions municipales et communales. Deux jours après, les étudiants de l'Université allaient en cortége porter la pétition aux États ; les troupes essayèrent en vain de les disperser ; la foule, aux cris de : « A bas Metternich ! » brûla la villa de celui qui menait depuis tant d'années les destinées de l'empire ; la diète elle-même demanda au souverain le renvoi du chancelier. Il quitta la ville dans une voiture de blanchisseuse et se retira en Angleterre.

« Le dernier débris du vieux système est tombé, disait le *Times* ; le prince de Metternich a été vaincu dans la lutte qu'il ne pouvait pas soutenir contre l'opinion publique des pacifiques habitants de la Basse-Autriche. Le plus vieux ministre de la plus vieille cour a été chassé.... Après quarante ans d'un pouvoir illimité, Metternich abandonne l'Autriche restée en arrière de l'Europe, appauvrie dans ses finances, divisée dans ses provinces, menacée ouvertement dans ses plus importantes possessions. »

L'empereur autorisa l'armement des étudiants formés en légion académique, l'établissement de la garde nationale, et invita les États de la monarchie à envoyer des délégués à Vienne pour le 3 juillet suivant ; il annonçait en même temps la suppression de la censure et la publication d'une loi libérale sur la presse. D'autre part, il faisait proclamer l'état de siége par Windischgrætz. Vienne crut à ses promesses et illumina. Kolovrat fut nommé président du conseil ; l'intérieur fut confié au comte de Ficquelmont, qui

prit, le 1er avril, la direction du cabinet. Cet élève de Metternich inspirait peu de confiance; néanmoins, il parut jouer au sérieux son rôle de ministre réformateur et prépara la constitution qui fut publiée le 25 avril suivant; elle était copiée en grande partie sur la Charte belge, mais elle ne tenait pas compte de la nature toute particulière de l'état autrichien, du conflit des droits historiques et des nationalités. Elle laissait en dehors la Lombardie et la Hongrie, établissait deux chambres, un sénat composé de princes de la famille impériale, de membres nommés à vie par le souverain, de représentants de la grande propriété, et une chambre des députés qui devait être formée de 383 membres élus. La constitution garantissait d'ailleurs ce qu'on a appelé les libertés nécessaires, le droit de réunion, la liberté de conscience, la liberté de la presse. Elle ne s'inquiétait, ni des nationalités, ni des engagements que le souverain venait de prendre récemment (8 avril) avec la Bohême. Proclamée avec pompe, cette charte octroyée ne calma point les défiances qu'inspirait Ficquelmont; il dut donner sa démission devant un mouvement populaire (4 mai) et fut remplacé par Pillersdorf. Ce ministre élabora la loi électorale, qui, loin d'admettre comme en France le suffrage universel, excluait du scrutin la population ouvrière. L'effervescence redoubla à Vienne; le souverain parut d'abord céder au mouvement populaire: le 16 mai, il accorda l'établissement d'une seule chambre élue au suffrage universel; le lendemain, il quittait Vienne et s'enfuyait à Innsbrück. Le peuple de la capitale fut à la fois étonné et embarrassé de cette fuite du souverain; il était encore trop imbu des traditions monarchiques pour songer à s'emparer du pouvoir; le ministère Pillersdorf resta en fonctions. D'ailleurs, les nationalités diverses de l'empire ne reconnaissaient point, comme dans d'autres États, la domination de la capitale. Il y eut bien quelques barricades et quelque sang versé; mais en somme, le gouvernement de l'empereur resta incontesté.

L'archiduc Jean, délégué par l'empereur à Vienne, constitua un ministère d'une nuance plus libérale que le pré-

cédent, avec Doblhoff à l'intérieur et Alexandre Bach à la justice (16 juillet). Dès le début du mois de juillet, on vit arriver les mandataires des nations qui devaient être représentées au parlement ; mais après les événements qui s'étaient accomplis dans les provinces, on pouvait prévoir que cette assemblée n'était pas destinée à jouer un rôle bien sérieux et à rétablir l'Autriche ébranlée sur des bases définitives.

Concessions à la Bohême; Palacky et le Parlement de Francfort.

En Bohême, le mouvement révolutionnaire avait précédé de deux jours celui de Vienne. Le signal avait été donné par un cercle libéral, qui portait le nom significatif de cercle du *repeal*. Le 11 mars, une réunion tenue dans la salle des bains de Saint-Vacslav, avait élaboré une pétition qui réclamait l'union de la Moravie et de la Silésie à la Bohême sous une administration commune, l'amélioration du régime des paysans et de l'instruction publique. Ces demandes étaient fort modérées ; la nouvelle des événements de Vienne augmenta l'audace des patriotes bohêmes. Les étudiants tchèques se formèrent en légion académique ; le comité dit des pétitions se déclara en permanence ; la vie nationale éclata dans toutes les manifestations publiques avec une exubérance inattendue. Bientôt une seconde pétition réclama la reconstitution de la couronne de Bohême, avec une diète centrale et unique siégeant à Prague, l'établissement d'un ministère responsable pour le royaume de Saint-Vacslav et la reconnaissance du droit égal (gleichberechtigung) des deux nationalités bohême et allemande. Une députation alla porter à Vienne les vœux de la nation tchèque ; elle fut reçue sans défaveur. Le gouvernement ajournait l'annexion de la Moravie et de la Silésie jusqu'au moment de la réunion du parlement central, garantissait l'égalité des nations, promettait de convoquer une diète du royaume constituée sur la base du suffrage universel et offrait à la Bohême un certain nombre d'institutions

autonomes (8 avril). Un comité national était chargé de préparer les réformes annoncées; mais l'autonomie, si restreinte qu'elle fût, de la Bohême ne faisait l'affaire ni des Allemands de Vienne, qui prétendaient rester à la tête de l'empire, ni des Hongrois en lutte contre les Slaves et toujours effarés par l'ombre même du slavisme, bien moins encore des Allemands du royaume, qui prétendaient que la Bohême leur appartenait de par le traité de Vienne et la tradition historique, et qui voulaient en faire une des colonnes de leur grand empire germanique. Le comité des cinquante, réuni à Francfort pour préparer la convocation du parlement allemand, avait invité Palacky à prendre part à ses délibérations. L'historien national répondit par une lettre célèbre qui établissait nettement la situation de la Bohême et de l'Autriche vis-à-vis de la nouvelle Allemagne.

« Le but déclaré de votre réunion, disait Palacky, est de substituer la fédération des peuples à l'ancienne fédération des princes, d'amener la nation allemande à la véritable unité, de renforcer le sentiment national allemand, d'assurer au dedans et au dehors la grandeur de l'Allemagne. J'honore ces efforts et les sentiments qui les inspirent, mais par cela même, je ne puis pas m'y associer. Je ne suis pas Allemand, ou du moins je n'ai pas la conscience de l'être, et certainement vous ne m'avez pas appelé auprès de vous pour jouer le rôle d'un comparse sans opinion et sans volonté.... Je suis Tchèque, d'origine slave, et le peu que je vaux est tout entier au service de ma nation. Cette nation est sans doute petite, mais elle constitue depuis ses origines une individualité historique ; ses princes sont entrés dans le concert des princes allemands, mais le peuple lui-même ne s'est jamais considéré comme allemand.... D'ailleurs, vous voulez affaiblir à jamais, rendre même impossible l'existence de l'Autriche comme État indépendant ; or, le maintien de l'intégrité, le développement de l'Autriche sont d'une haute importance, non-seulement pour mon peuple, mais pour l'Europe entière, pour l'humanité et la civilisation elle-même. »

Les Allemands n'ont jamais pardonné à l'historien tchèque d'avoir déclaré qu'il n'appartenait pas à leur nationalité. Pillersdorf, moins Autrichien que Palacky, ou comprenant autrement l'intérêt de la monarchie, avait ordonné de procéder aux élections pour le parlement de Francfort. Les Allemands de Bohême prétendirent y procéder, tandis que les Tchèques s'y refusaient énergiquement. De là, un conflit qui donna lieu à de graves désordres et à une crise aiguë entre les deux nationalités qui se partagent d'une façon inégale le royaume de Bohême.

Le congrès slave de Prague.

L'irritation fut portée à son comble par la publication de la constitution autrichienne du 25 avril ; elle ne tenait aucun compte des engagements que le pouvoir avait pris avec la Bohême quelques jours auparavant. Quand l'empereur se fut réfugié à Innsbrück, les Tchèques, ne voulant pas obéir au ministère, établirent auprès du lieutenant impérial, le comte Léo Thun, un conseil de lieutenance, sorte de gouvernement provisoire. Tandis que Léo Thun convoquait la diète du royaume, les plus illustres d'entre les patriotes réunirent à Prague un congrès slave C'était la contre-partie du parlement germanique de Francfort. Pour la première fois, des Slaves de toutes les parties de la monarchie se rencontraient dans une action commune. « Frères, disait la proclamation du Comité signée, entre autres, par Safařik, Mathias Thun, Rieger, Miklosich, Lubomirski, qui n'envisage avec tristesse le passé de notre race ? Qui ne sait que nos souffrances ont été le fruit de l'ignorance où nous sommes restés les uns des autres, de notre morcellement, de nos divisions ? Après tant de siècles de misère, nous sommes revenus à la conscience de notre unité, de notre solidarité. » Le Congrès était divisé en trois sections : 1° tchèque (Bohême, Moravie, pays Slovaques) ; 2° polono-ruthène ; 3° croato-serbe. Quels sont les rapports des Slaves d'Autriche entre eux ? Quels sont leurs rapports avec les Allemands et les Magyars et avec les

Slaves de Turquie? Quelle doit être leur attitude vis-à-vis des autres nations et notamment du parlement de Francfort? A quelles conditions peut-on organiser l'Autriche en un État fédératif? Les décisions du congrès allemand de Francfort peuvent-elles faire loi pour les contrées slaves de l'Autriche? Telles étaient les questions que le Congrès devait agiter.

Il se proposait, en outre, d'adresser aux peuples de l'Europe un manifeste pour leur faire connaître les tendances d'une race trop dédaignée et connue surtout à l'étranger par les calomnies de ses ennemis. Le nombre des délégués tchèques, moraves et slovaques, était de 237, celui des Polonais et des Ruthènes de 41, celui des Croates et des Serbes de 42. Malheureusement, tandis que le congrès poursuivait ses pacifiques délibérations, une émeute, dont les causes sont restées encore aujourd'hui inconnues, éclata à Prague. On a prétendu qu'elle avait été excitée par des Hongrois chargés de faire à tout prix échouer le Congrès slave. Quoi qu'il en soit, le 12 juin des coups de feu furent échangés entre les étudiants et les soldats de la garnison. La femme du commandant militaire, le prince Windischgrætz, fut tuée dans son hôtel. Des barricades s'élevèrent : le *commando* fermement établi dans la partie haute de la capitale (Hradčany) bombarda pendant trois jours la ville basse, qui se rendit à discrétion. Le Congrès fut dissous, l'état de siége proclamé à Prague; les conseils de guerre siégèrent en permanence ; la diète constituante du royaume de Bohême ne fut pas convoquée. Les élections à l'Assemblée de Vienne eurent lieu peu de temps après; les Allemands du royaume y envoyèrent pour les représenter ceux de leurs compatriotes qu'ils savaient les plus hostiles à la nationalité slave. Plus préoccupés de la Grande-Allemagne que de l'Autriche, ils semblaient considérer comme dirigées contre eux toutes les tentatives des Tchèques pour arriver à leur émancipation politique. Les Tchèques, de leur côté, élurent ceux de leurs concitoyens qui s'étaient le plus compromis dans le mouvement national. Ils arrivaient à Vienne avec le programme

suivant : Revendiquer les libertés constitutionnelles, conserver l'intégrité de l'empire menacée par les Allemands et les Hongrois, obtenir l'autonomie la plus étendue pour le royaume de Bohême. Les Allemands de Bohême avaient, au contraire, les yeux tournés vers Francfort et eussent volontiers laissé aux Hongrois une moitié de la monarchie à la condition de dominer dans l'autre. C'est d'ailleurs ce qui s'est produit depuis 1867.

La Galicie et l'Italie

La Galicie n'était pas restée étrangère à la révolution de mars : dès les premiers jours, les Polonais de Lemberg avaient, eux aussi, posé leurs conditions au gouvernement : ils ne demandaient point à se détacher de l'Autriche, ils consentaient à rester unis à la monarchie ; ils réclamaient seulement l'éloignement des fonctionnaires suspects, la suppression de la police secrète, l'administration du pays par des indigènes, le maintien des régiments polonais dans les limites de la Galicie. D'ailleurs la noblesse galicienne n'osait bouger, contenue par la peur de la Russie et des paysans. Mais de nombreux émigrés revenus dans le pays excitaient les esprits : un comité, sorte de gouvernement provisoire, se constitua à Cracovie ; une insurrection éclata le 26 avril, mais elle fut bientôt réprimée par le bombardement. Quelques jours auparavant, le gouverneur Stadion, en proclamant la suppression définitive de la corvée, enleva à la noblesse le mérite d'une mesure qu'elle avait d'ailleurs eu le bon sens de réclamer ; d'autre part, en favorisant les aspirations des Ruthènes qui réclamaient l'égalité de leur nation avec la nation polonaise et du clergé grec uni avec le clergé catholique, Stadion fit habilement échec aux réclamations des Polonais, et prêta au gouvernement autrichien un rôle d'arbitre qui doublait sa force morale et matérielle dans l'ancienne province polonaise. Désormais la Galicie ne causera pas le moindre embarras à l'Autriche.

Avant d'arriver à la Hongrie, rappelons seulement en deux mots les événements qui s'étaient accomplis en Ita-

lie[1]. Dès le 19 mars, Milan s'était soulevée; Radetzky l'avait abandonnée le 22; Venise, Brescia, Bergame avaient également chassé les Autrichiens : le 6 avril Charles-Albert, roi de Piémont, avait déclaré la guerre à Ferdinand IV. Radetzky, après une savante campagne, réoccupa la Lombardie (3-10 août). « C'est dans ton camp qu'est l'Autriche, lui disait en des vers célèbres le Viennois Grillparzer, nous autres ne sommes que des débris isolés. »

In deinem Lager ist Œsterreich;
Wir ændere sind einzelne Trümmer.

Il fallait une longue série de luttes pour ramener tous ces débris isolés à l'unité factice où l'absolutisme seul, depuis un demi-siècle, avait pu les maintenir.

[1] Consulter pour les détails : Zeller, *Histoire d'Italie*.

CHAPITRE XXIX.

LA RÉVOLUTION HONGROISE

Le premier ministère hongrois; le 15 mars; les Croates et les Serbes. — Jelacic. — La guerre. — L'intervention russe.

Le premier ministère hongrois; le 15 mars; les Croates et les Serbes.

Dès le 3 mars, à la chambre des députés de Pozony, Kossuth avait fait voter une adresse pour réclamer l'établissement d'un ministère responsable. La chambre haute, plus timide, avait refusé de s'associer à ce vote; la nouvelle des événements de Vienne excita les esprits, et, le 15, l'adresse fut envoyée à Vienne. On vota toute une série de mesures radicales : la réforme de l'éducation populaire, l'égalité des religions, l'institution du jury, la liberté de la presse, la convocation annuelle de la Diète, l'union de la Transylvanie à la Hongrie, la participation des nobles à toutes les charges publiques, l'abolition des corvées et des rapports féodaux moyennant indemnité payée aux intéressés par l'Etat. Mais tandis que ces décisions s'élaboraient à Pozony (Presbourg), la ville de Pesth devenait le théâtre d'une manifestation qui peut être considérée comme le premier symptôme de la révolution hongroise. Un certain nombre de jeunes gens, parmi lesquels Potœfi, le grand poète, Jokai, le fécond romancier, Vasvary, le fougueux orateur populaire, s'emparaient d'une imprimerie, et, en dépit de la censure royale, faisaient imprimer le fameux programme du 15 mars. Ce programme, réparti en douze articles, réclamait la plupart des mesures libérales récemment votées à Pozony; il demandait, en outre, que la Diète fût annuellement réunie à Pesth, que le ministère résidât dans cette ville, une garde nationale, une banque hongroise, la mise en liberté des

détenus politiques L'empereur-roi céda aux vœux de la Diète. Le Palatin chargea le comte Batthyany de composer le premier ministère hongrois : il appela Kossuth aux finances, Eœtves à l'instruction publique, Szechenyi aux travaux publics, Deak à la justice. La Diète en même temps élaborait une nouvelle loi électorale sur la base du suffrage restreint: le nombre des électeurs était porté à 1 200 000.

Rien jusqu'alors n'annonçait chez les Hongrois l'intention de rompre avec la dynastie. Le 16 avril, quand le roi Ferdinand vint clore les travaux du Parlement, il fut accueilli avec enthousiasme. Malheureusement, si la majorité des Magyars était d'accord avec la dynastie, les nations non magyares étaient loin d'être satisfaites de leur situation. Les lois sur la langue hongroise avaient profondément irrité les Croates et les Serbes. Les Serbes, d'ailleurs, demandaient à sortir de la situation inférieure où ils avaient été maintenus jusqu'alors. Dès le 8 avril, ils avaient envoyé une députation à la Diète et avaient réclamé, inutilement d'ailleurs, leur reconnaissance comme *nation*, le droit d'être admis aux emplois publics et de tenir des synodes ou congrès nationaux.

A Zagreb les esprits fermentaient comme à Pesth; la Diète avait élaboré un programme autonomiste qui ne laissait au gouvernement central que l'armée, les finances et les affaires étrangères; elle demandait que les troupes croates fussent seules cantonnées dans le pays, que la Croatie fût dotée d'un archevêché et d'une cour suprême; on consentait bien à envoyer des députés aux deux chambres de la diète hongroise, mais les lois votées à Pesth ne seraient exécutoires qu'après avoir été ratifiées par la diète d'Agram

Le nouveau ban, Jelačić, était un patriote dévoué tout ensemble à la cause slave et à la dynastie. Dès son installation, il annonça l'intention de défendre énergiquement la nationalité croate. La Croatie avait d'ailleurs vis-à-vis de la Hongrie une organisation séculaire plus ou moins nettement définie. Les Serbes s'occupèrent de s'en donner une. Dans une assemblée, tenue le 13 mai à Karlovci (Karlowitcz), ils votèrent le rétablissement de la dignité de pa-

triarche et de celle de voïevode, la constitution des Serbes en nation indépendante et leur union à la Croatie. Le ministère hongrois rassembla des troupes contre ceux qu'il considérait comme des rebelles et destitua Jelačić, qui ne tint d'ailleurs aucun compte de cette mesure. Le 30 mai, la diète de Transylvanie, rassemblée à Kolosvar, vota l'union de cette principauté à la Hongrie; mais ici encore, une nationalité méconnue allait réclamer ses droits. Les Magyars, les Szeklers (Szekely), les Saxons, prétendaient régler seuls les destinées de la principauté. Les Roumains, trop longtemps opprimés, firent entendre leur voix. Dans une grande assemblée populaire tenue à Blasiu (Blasendorf, Balasfalva), ils établirent le programme de leurs revendications: ils demandaient leur reconnaissance comme nation, l'égalité des cultes, la suppression des termes outrageants pour les Roumains, contenus dans la législation hongroise, l'ajournement du vote d'union avec la Hongrie jusqu'au moment où ils seraient représentés à la Diète. Les Magyars étaient trop infatués d'eux-mêmes pour accueillir des vœux aussi justes: ils furent durement rejetés.

Jelacic.

Les Serbes donnèrent le signal de la lutte. Après s'être entendus avec Jelačić, ils s'emparèrent de l'arsenal de Titel et établirent un camp auprès de Karlovci. Ils étaient commandés par un général improvisé qui montra des talents remarquables, Stratimirović : « Nous combattons, disait Stratimirović dans son manifeste, contre ceux qui violent la constitution, qui ne veulent la liberté que pour eux-mêmes, qui prétendent n'employer qu'au profit de la minorité magyare un trésor gonflé par les sueurs des Slaves, des Allemands, des Roumains. » Les soldats de la frontière militaire prirent fait et cause pour leurs compatriotes, et la principauté de Serbie leur envoya de nombreux volontaires. La cour, réfugiée à Innsbrück, négociait sous main avec Jelačić et se gardait bien de réprimer un mouvement qui justifiait une fois de plus la vieille doctrine de la monarchie : Diviser pour régner.

La Diète hongroise, réunie à Pesth le 5 juin, s'ouvrait donc sous de sinistres auspices. Dans la séance du 11 juillet, Kossuth, dans un remarquable discours, dénonça le péril que les Slaves du Sud faisaient courir à la Hongrie, et réclama une levée d'hommes et un emprunt de 42 000 000 florins. Des conférences s'ouvrirent à Vienne entre les Hongrois et les Croates ; elles n'aboutirent point. « Nous nous reverrons bientôt sur les bords de la Drave », avait dit au ban le président du ministère hongrois. — Non, répliqua Jelačić, j'irai vous trouver sur le Danube. » En effet, il passa la Drave le 9 septembre. Stratimirović, de son côté, avait réuni trente mille hommes et cent canons. Les Magyars envoyèrent une députation au parlement de Vienne (19 septembre). Mais cette assemblée, où dominaient les Slaves, ulcérés des injustices hongroises, refusa de la recevoir ; le Palatin, placé entre les devoirs que lui imposaient son titre et sa situation de prince de la famille impériale, quitta Pesth sous prétexte d'aller se mettre à le tête des troupes du royaume. Il se dirigea vers le lac Balaton et fit demander une entrevue à Jelačić, qui refusa. Le Palatin abandonna la Hongrie à elle-même et se retira. Louis Batthyany se démit de ses pouvoirs, et un comité de défense, présidé par Kossuth, fut institué par la Diète (25 septembre). Les Roumains et les Slovaques prenaient les armes ; le 25 septembre un décret impérial nomma le général comte Lamberg commissaire royal et commandant des forces militaires de la Hongrie : le lendemain de son arrivée à Bude, il fut assassiné par une foule exaspérée. L'empereur répondit à cet acte de rébellion en nommant Jelačić commissaire plénipotentiaire en Hongrie et commandant de toutes les forces du royaume. La rupture entre la Hongrie et le souverain était accomplie.

La guerre.

Les Magyars commencèrent des préparatifs de défense : Kossuth, devenu chef du ministère par la démission de Batthyany, réunit des volontaires et rappela sous le dra-

peau national les troupes qui tenaient garnison en Bohême et en Galicie. Jelačić, qui marchait sur Pesth, fut repoussé ; mais il se replia sur Vienne, où l'empereur était revenu le 12 août. La Diète, alors réunie dans cette ville, faisait cause commune avec la dynastie contre les Hongrois ; au contraire, le peuple viennois, en haine des Slaves et par instinct révolutionnaire, professait une sympathie passionnée pour la révolution de Pesth. Les Viennois se soulevèrent (7 octobre) pour empêcher le gouvernement d'envoyer des renforts à Jelačić, et appelèrent les Hongrois à leur secours ; ils arrivèrent en effet, mais trop tard, et durent repasser la Leitha, tandis que la capitale ouvrait ses portes à Windischgrætz. Nous reviendrons plus loin sur ce sanglant épisode : par une singulière contradiction, les ministres hongrois qui attaquaient ainsi les troupes de l'empereur haï prétendaient rester fidèles « au roi aimé de Hongrie ». Mais tout à coup ce roi vint à manquer. Ferdinand abdiqua (2 décembre) en faveur de son neveu François-Joseph. Les Magyars affectèrent de ne point reconnaître cette abdication et, révoltés contre le roi qui gouvernait, gardèrent une fidélité platonique au roi qui ne gouvernait plus. Kossuth mit sa patrie en défense, organisa les fameux bataillons de *Honveds*, ou défenseurs du pays, et créa des légions étrangères où les Polonais affluèrent. Les principaux généraux furent d'abord Gœrgey, Meszaros, Perczel et Kis. La lutte fut sanglante ; les Autrichiens attaquaient par la Moravie, la Galicie, la Croatie et le Banat ; les Roumains, en Transylvanie, secondaient énergiquement les troupes impériales, moins par amour du souverain que par haine pour une oppression séculaire. Dans cette lutte inégale, la Hongrie était fatalement destinée à succomber.

Kis dut abandonner le *voievodina* serbe et se retirer sur la Maros ; Windischgrætz entra le 18 décembre à Pozony, le 27 à Gyœr (Raab) ; Meszaros fut battu à Kaschau (Kasso). Perczel recula devant Jelačić. Le 1er janvier 1849, le comité de défense organisé par Kossuth quitta Pesth et se retira à Debreczen, dans une contrée marécageuse et presque inattaquable. Quelques jours plus tard, les troupes

hongroises évacuèrent Pesth, qui fut aussitôt occupée par Windischgrætz; Batthyany fut arrêté; des cours martiales établies; la terreur plana sur la capitale désolée.

Malheureusement l'union était loin de régner entre Kossuth et le général Gœrgey: cet officier, Allemand d'origine, avait embrassé la cause magyare plus peut-être par ambition que par patriotisme; il affectait de ne reconnaître que les ordres du ministre de la guerre nommé par le roi. Il continuait de jouer cette comédie singulière qui consistait à supposer le roi trompé par une camarilla néfaste et à prétendre lui obéir, tout en combattant ses soldats. Un émigré polonais, Dembinski, reçut le commandement suprême; mal obéi par Gœrgey, il ne réussit point à reprendre Pesth. Gœrgey redevint généralissime et battit les Autrichiens à Godollo (6 avril 1849). Pendant ce temps-là, en Transylvanie, un autre Polonais, Bem, qui naguère avait commandé Vienne révoltée, menait une campagne merveilleuse, où périt tout jeune encore le grand poète Petœfi. Pendant longtemps ses compatriotes refusèrent de croire à sa mort; naguère encore la Hongrie s'est émue: on prétendait que Petœfi, retenu par les Russes en Sibérie, allait, après une captivité de trente ans, revenir dans sa patrie. Pour empêcher Bem d'occuper Hermannstadt (Nagy-Szeben) il fallut l'intervention d'une armée russe. Mais cette ville elle-même succomba, et les Russes durent battre en retraite. Perczel, de son côté, avait reconquis une partie des pays serbes.

L'intervention russe.

La fortune semblait de nouveau sourire aux Hongrois. Windischgrætz fut destitué. Kossuth se crut assez fort pour frapper un grand coup: le 14 avril, la diète de Debreczen vota la déchéance de la maison d'Autriche et l'indépendance de la Hongrie, la forme définitive du gouvernement restant réservée. La Hongrie était un pays trop aristocratique et trop imbu de traditions monarchiques

pour qu'on pût songer à proclamer la république. Kossuth fut nommé gouverneur président, et constitua un nouveau ministère. Cette fois, la Hongrie rompait définitivement avec la légalité à laquelle elle avait paru jusqu'alors si attachée. Gœrgey était ministre de la guerre ; le comte Batthyany fut chargé des affaires étrangères ; mais il n'y avait en Europe qu'un seul Etat qui voulût bien traiter avec la Hongrie, et c'était la république éphémère de Venise. Un grand succès suivit la déclaration d'indépendance ; la forteresse de Bude fut reprise aux Autrichiens (21 mai) ; mais trois semaines auparavant la *Gazette officielle* de Vienne avait annoncé que le tsar Nicolas, sollicité par l'empereur François-Joseph, mettait à sa disposition les armées russes pour écraser ses sujets révoltés. C'était avouer l'impuissance de l'Autriche : c'était en même temps, ainsi qu'on l'a fait remarquer, désigner la Russie comme le protecteur naturel des Slaves opprimés par les Hongrois. En vain Ladislas Teleki à Paris, Jules Andrassy, en Turquie, essayèrent-ils de provoquer une contre-intervention en faveur de la patrie menacée. Le 4 juin les Russes arrivèrent à Pozony : Haynau, qui s'était fait en Italie une honteuse célébrité, battit les généraux hongrois sur le Danube et marcha sur Pesth ; cent mille Russes, commandés par Paskievitch, entrèrent par la Galicie ; cinquante mille pénétrèrent en Transylvanie. Cependant Gœrgey tenait une conduite ambiguë, analogue à plus d'un point de vue à celle qu'a tenue naguère le commandant supérieur de notre armée de Metz ; il affectait de combattre l'ennemi et méditait au fond de négocier avec lui et de restaurer la royauté. Kossuth aux abois investit du commandement suprême le Polonais Bem ; la Diète de Debreczen proclama l'égalité des races ; mais il était trop tard (28 juillet). Le 11 août Kossuth abdiquait la dictature aux mains de Gœrgey ; le surlendemain celui-ci capitulait à Vilagos et livrait aux Russes vingt-trois mille hommes et cent trente canons. Ce fut le signal de la déroute ; Bem et Kossuth passèrent en Turquie ; Kis rendit Petervarad le 27 août, Klapka défendit Komarom jusqu'au 25 septembre. « La Hongrie, écrivait

Paskievitch au tsar, est aux pieds de Votre Majesté. » Avec Komarom tomba le dernier boulevard de la Hongrie.

Il eût été grand et habile d'honorer par la clémence une victoire qui n'avait en somme été achetée qu'au prix de l'intervention étrangère. On en décida autrement ; la vengeance du vainqueur fut impitoyable ; Louis Batthyany, le premier président du premier ministère hongrois, fut fusillé à Pesth ; les généraux qui avaient capitulé furent, les uns fusillés, les autres pendus comme des malfaiteurs. Les exécutions qui suivirent rappelèrent les sanglantes journées d'Eperies ; la *prison dure* et la forteresse reçurent des milliers de patriotes et, parmi eux, de nobles femmes ; les biens de tous les condamnés furent confisqués ; Gœrgey seul obtint sa grâce et fut interné à Klagenfurth. Ceux qui s'étaient réfugiés en Turquie n'y furent même pas à l'abri de la persécution : l'Autriche et la Russie réclamèrent leur extradition. Le sultan refusa ; c'est de cette époque que date l'affection des Magyars pour les Ottomans, affection renforcée encore par leur haine pour la Russie et pour tout ce qui est slave. On obtint du moins que certains des rebelles fussent internés ; beaucoup d'entre eux se firent mulsumans, notamment le Polonais Bem qui mourut peu de temps après à Alep. Qui eût pu prévoir à ce moment qu'un jour un de ces rebelles, le comte Jules Andrassy, alors pendu en effigie, serait appelé à diriger les destinées de la monarchie austro-hongroise ?

Quinze jours après la capitulation de Vilagos, Venise succombait ; le roi Charles-Albert, battu à Novare (23 mars), avait abdiqué et laissait à son fils Victor-Emmanuel un État compromis ; les Autrichiens étaient rentrés à Florence et y avaient ramené le pouvoir absolu. L'Italie et la Hongrie pacifiées par les armes, la réaction allait pouvoir s'exercer sans obstacle jusqu'au moment où elle s'userait elle-même et où les circonstances permettraient aux peuples vaincus de faire entendre de nouveau leur voix.

CHAPITRE XXX

LA RÉVOLUTION A VIENNE.

Le parlement de Vienne; les journées d'octobre; la répression. — La diète de Kromeriz; abdication de Ferdinand IV.

Le parlement de Vienne; les journées d'octobre; la répression

Nous avons maintenant à raconter les premières tentatives du constitutionnalisme autrichien en dehors des pays de la couronne de Hongrie. La Diète convoquée à Vienne se composait de trois cent quatre-vingt-trois députés, dont cinquante-trois pour la haute et la basse Autriche, quarante-huit pour la Moravie, quatre-vingt-onze pour la Bohême, dix-neuf pour la Styrie, etc. Parmi cette masse, les députés ruraux formaient un élément considérable: beaucoup d'entre eux ignoraient l'allemand, notamment les Ruthènes de la Galicie. L'aristocratie autrichienne n'avait obtenu aucune voix ou s'était désistée de toute candidature; les Allemands étaient en minorité; les journaux radicaux ou germanophiles dénonçaient avec terreur une invasion de barbares: quelques-uns d'entre eux parurent encadrés de noir. Le 10 juillet, les députés se réunirent au Manége impérial pour s'entendre sur le règlement de la

future assemblée. Il y avait là des représentants de huit nationalités différentes : des Allemands, des Tchèques, des Serbo-Croates (pour la Dalmatie), des Slovènes, des Polonais, des Ruthènes, des Italiens (d'Istrie) et des Valaques (de Bukovine). La première question qui se posa fut celle-ci : En quelle langue auraient lieu les délibérations ? Il fut décidé qu'on adjoindrait des interprètes à ceux qui ignoraient l'allemand ; cependant on n'osa pas la déclarer langue officielle. Les Viennois, dans leur colère, allèrent jusqu'à maltraiter les députés tchèques, que leur supériorité intellectuelle mettait à la tête de la majorité slave. Pour les ramener à la raison, il fallut les menacer de transférer le Parlement dans une autre cité. L'assemblée choisit pour président un avocat de Vienne, Schmidt ; les vice-présidents furent le Tchèque Strohbach et le Polonais Smolka. Au début, il ne pouvait guère être question d'une division de la chambre en fractions déterminées ; elle se partagea plutôt par nationalités. Les Tchèques occupaient la droite avec les Ruthènes ; les Tiroliens et les conservateurs autrichiens, les Schwarzgelb (noirs-jaunes) comme on les appelait, siégeaient au centre ; la gauche était surtout allemande et démocratique. La Diète fut ouverte le 22 juillet ; elle était convoquée, disait le discours du trône, « pour achever le grand ouvrage de la renaissance de la patrie et l'affermissement de la liberté. » En l'absence de l'empereur, c'était l'archiduc Jean qui remplissait ses fonctions ; mais il fut bientôt appelé à Francfort, où il avait été proclamé vicaire de l'empire. L'assemblée invita le souverain à revenir, et il rentra à Vienne (12 août).

Cependant la chambre avait nommé un comité chargé d'élaborer une constitution nouvelle ; la question des paysans fut la première dont on s'occupa. L'assemblée était harcelée de pétitions auxquelles se joignaient parfois des menaces. Les débats sur cette grave question furent d'autant plus longs et plus passionnés que les paysans étaient fort nombreux à la Diète. A la fin du mois d'août, l'assemblée vota le rachat à bon marché de toutes les prestations et corvées, et décida, par 224 voix contre 125, que dans

chaque province il serait créé un fonds particulier d'indemnité. C'était un premier pas vers le fédéralisme.

Tandis que le Parlement, véritable tour de Babel, délibérait avec une sage et parfois grotesque lenteur, la capitale était visitée par des apôtres du radicalisme et de la république universelle : le prolétariat s'agitait ; l'*aula* — on appelait ainsi la réunion des étudiants — et les ouvriers échangeaient des manifestations fraternelles. Le ministère, comme en France dans les ateliers nationaux, entretenait à raison de 15 kreutzers par jour des ouvriers qui travaillaient peu. Une réduction de salaire amena des émeutes qui durent être réprimées par la force. Le comité de sécurité, qui s'était constitué en mars, fut dissous. La misère était grande et les troubles fréquents. Le peuple, irrité de la dissolution du comité, demandait le renvoi des ministres Latour, Schwarzer et Alexandre Bach. En présence de désordres toujours croissants, l'assemblée se déclara en permanence, mais elle ne réussit pas à maintenir l'ordre dans son sein ; les radicaux réclamaient le rétablissement du comité. Un comité central des associations radicales se forma ; l'excitation des esprits fut portée à son comble quand les députés hongrois arrivèrent à Vienne pour plaider auprès de la Diète la cause de leur pays. Nous avons dit plus haut qu'ils ne furent pas reçus par l'assemblée, où les influences slaves dominaient. Les démocrates viennois firent une ovation aux Magyars et leur promirent un concours fraternel. Ils tinrent parole : aux premiers jours d'octobre, ils prétendirent arrêter le départ des troupes impériales employées contre la Hongrie. On en vint aux armes : la foule démolit le pont que les troupes devaient traverser ; le ministre de la guerre, Latour, assailli et fait prisonnier dans son hôtel, fut pendu à une lanterne après avoir été cruellement martyrisé. C'était le pendant de l'assassinat du général Lamberg à Pesth. La Diète ne put, malgré l'héroïsme de quelques-uns de ses membres, empêcher les violences qui déshonorèrent les journées d'octobre. Elle constitua un comité de sécurité, s'efforça d'intervenir comme arbitre et conciliateur entre le gouvernement et la déma-

gogie viennoise, et, dans une adresse à l'empereur, réclama la formation d'un ministère populaire et un changement de politique vis-à-vis de la Hongrie. L'empereur accueillit avec bienveillance la députation qui alla le trouver à Schœnbrünn; mais le lendemain il s'enfuyait à Olomouc, chez ces populations slaves, qui seules lui paraissaient à l'abri de l'esprit révolutionnaire. Il laissait un manifeste qui flétrissait les excès des journées précédentes : il annonçait qu'il allait préparer les moyens de délivrer la population de Vienne et de sauver la liberté.

La capitale, abandonnée à elle-même, ne pouvait résister aux trois armées que les généraux Auersperg, Windischgrætz et Jelačić menaient contre elle. Cependant elle entreprit de résister : le Polonais Bem fut nommé commandant de place; les républicains de Francfort avaient envoyé, pour encourager leurs coreligionnaires politiques, une députation à la tête de laquelle figurait Robert Blum, libraire de Leipzig et l'un des grands agitateurs de l'Allemagne. Après le départ de l'empereur, les membres conservateurs de la Diète, les Tchèques en tête, avaient quitté cette assemblée et s'étaient retirés à Prague, d'où ils lancèrent une protestation contre tous les agissements ultérieurs de leurs collègues restés à Vienne. La Diète n'était plus qu'un *rump-parliament* réduit à l'impuissance et annulé de fait par les événements. La capitale ne jouit pas longtemps de son triomphe ; attaquée le 28 par Windischgrætz et Jelačić, elle capitula le 30 octobre; les Hongrois, arrivés trop tard au secours de leurs alliés, furent écrasés par Jelačić à Schwechat et repassèrent la Leitha en désordre. Windischgrætz entra à Vienne et procéda à de terribles répressions : Messenhauser, le commandant de la garde nationale, fut fusillé, Robert Blum également (10 novembre). Son titre de député à la diète de Francfort ne l'avait point préservé ; le parlement allemand protesta énergiquement, et Schmerling, ministre de l'empire, dut désavouer Windischgrætz, au moment même où l'empereur Nicolas remerciait le terrible général des services qu'il avait rendus à l'ordre européen. Parmi ses victimes il

faut encore signaler Becker, le rédacteur en chef du *Radical*, et son collaborateur Jellinek. La mort de Latour était vengée.

La diète de Kromeriz ; abdication de Ferdinand IV.

Cependant l'empereur n'avait pas attendu la soumission de la capitale pour convoquer la Diète dans un endroit où ses délibérations seraient assurées du calme et de la sécurité nécessaires. Un rescrit du 22 octobre avait suspendu les séances de l'assemblée et l'avait invitée à les reprendre le 15 novembre dans la ville morave de Kroměřiz (Kremsier).

Dans cette petite ville, le parlement pourrait échapper aux influences démagogiques : Brünn (Brno), qu'on avait d'abord proposée, renfermait une population ouvrière très-docile aux excitations venues de Vienne : Prague eût été odieuse aux Allemands. Cette fois, ce fut le Polonais Smolka qui obtint la présidence. Le 21 novembre un nouveau cabinet entra en fonction : le ministère Dobhloff s'était usé dans ses luttes contre la démocratie viennoise. Le nouveau ministère eut pour chef le « diplomate de l'armée », le prince Félix Schwarzemberg qui, par une longue carrière en Italie, avait appris l'art de dompter les révolutions. Il avait servi d'abord à Pétersbourg, puis à Londres, à Turin et à Naples, où il s'était montré ami passionné de l'absolutisme; il avait joué un rôle important dans le camp de Radetzky; l'intérieur fut confié au comte Franz Stadion, qui avait prouvé un réel talent d'administrateur. Le nouveau ministère se prononçait sans arrière-pensée pour les libertés constitutionnelles; il déclarait que l'Autriche resterait intimement unie à l'Allemagne, mais sans toutefois lui subordonner ses intérêts. Ce programme fut publié le 27 novembre : le 2 décembre la Diète fut convoquée en séance extraordinaire. Le président prit la parole et annonça, à la grande surprise de l'assemblée, que l'empereur Ferdinand avait abdiqué,

que son frère, l'archiduc François-Charles, renonçait à tous ses droits de succession : en conséquence, le jeune fils de ce prince, l'archiduc François-Joseph, montait sur le trône impérial.

CHAPITRE XXXI.

FRANÇOIS-JOSEPH; LA PÉRIODE DE RÉACTION

La constitution octroyée (4 mars 1849). — La période de réaction (1850-1860); le concordat (1855). — L'Autriche et l'Allemagne; la guerre de Crimée (1854-1855). — La guerre d'Italie; perte de la Lombardie (1859).

La constitution octroyée (4 mars 1849).

François-Joseph s'annonça comme un souverain constitutionnel. Dans sa proclamation d'avènement, il s'exprimait ainsi : « Fermement résolu à conserver sans tache l'éclat de la couronne, mais prêt à partager nos droits avec les représentants de nos peuples, nous espérons, avec l'aide de Dieu et de concert avec nos peuples, arriver à réunir, en un grand corps d'État, tous les pays et toutes les races de la monarchie. » Ce programme semblait indiquer la ferme intention de faire de l'Autriche-Hongrie un État centraliste. Depuis que la constitution de la monarchie, ou pour parler plus exactement de cette *polyarchie* polyglotte, était à l'ordre du jour, trois systèmes s'étaient tour à tour imposés à l'attention des hommes d'État : le centralisme, qui groupait tous les royaumes, ou provinces, toutes les nationalités et toutes les langues sous un gouvernement unique, siégeant à Vienne, sous un régime parlementaire ou absolu; le dualisme, qui laissait à la Hongrie sa constitution historique et groupait tous les autres États, depuis les bouches de Cattaro jusqu'aux frontières de la Bukovine, dans une factice unité; le fédéralisme, qui s'efforçait de satisfaire à la fois les aspirations

nationales et les traditions historiques des différents groupes qui composaient l'État autrichien; jusqu'alors, aucune solution doctrinale n'avait été donnée à ce grave problème. Le dualisme existait de fait, puisque la Hongrie n'avait pas été convoquée aux délibérations de l'assemblée réunie d'abord à Vienne et depuis à Kroměřice. Le fédéralisme était réclamé par les Slaves ou par certains groupes allemands, le Tyrol, par exemple, jaloux de leurs traditions et de leur autonomie. Trois mois s'écoulèrent en discussions stériles sans que le gouvernement intervînt dans les débats ou fît connaître sa pensée. Il ne s'agissait pas, comme chez nous en 1789, de répartir des provinces en divisions administratives soumises à un gouvernement uniforme; mais, au contraire, de rétablir l'équilibre entre des pays de races et de traditions différentes, de créer sur les bords de l'Elbe et du Danube le nouvel *empire d'Orient* (Œsterreich), d'après les principes qui ont assuré la prospérité de la Suisse, ou des Etats-Unis d'Amérique. Œuvre délicate s'il en fut! On était arrivé cependant à s'entendre. Le 2 mars, l'œuvre constitutionnelle des fédéralistes paraissait achevée.

On espérait qu'après une entente avec le gouvernement, la constitution serait définitivement adoptée et que le 15 mars, jour anniversaire de la révolution de 1848, elle serait solennellement proclamée. Mais les députés de Kroměřice avaient négligé dans leurs délibérations l'élément funeste qui, depuis tant de siècles, a pesé si lourdement sur l'Autriche, l'influence de la politique allemande.

Pillersdorf avait laissé faire des élections au parlement allemand de Francfort : un archiduc autrichien avait été nommé vicaire de l'Empire; un Autrichien, Schmerling, était à Francfort ministre de l'empire. L'assemblée de Francfort regardait l'Autriche comme une annexe de l'Allemagne : sa mission était de germaniser les réfractaires et de mettre en pratique la formule du *Drang nach Osten* (Poussée vers l'Est). Le parlement de Francfort avait voté les articles suivants qui s'appliquaient à l'Autriche : aucune

partie de l'empire allemand ne pourra être réunie en un seul État avec des pays non allemands; si un pays allemand a le même souverain qu'un pays non allemand, les rapports entre les deux pays ne pourront être réglés que d'après les principes de l'union personnelle pure. L'Allemagne prétendait régler, par exemple, les rapports de la Bohême, pays allemand ou soi-disant tel, et de la Hongrie. « Quand l'Autriche et l'Allemagne rajeunies seront arrivées à une forme nouvelle et définitive, alors seulement, disait un manifeste du 27 novembre, on pourra déterminer la nature de leurs relations politiques. »

Les fédéralistes, les Slaves notamment, avaient accepté cette déclaration comme une promesse d'émancipation du joug allemand. Les chefs de la grande Allemagne avaient répondu (14 janvier 1849) en excluant l'Autriche de l'union germanique. Mais ceci ne faisait pas l'affaire du cabinet autrichien qui persistait à considérer l'Autriche comme la première des grandes puissances allemandes. Il se résolut à un coup d'État parlementaire : le 6 mars, Stadion fit appeler un certain nombre de députés et leur apprit qu'en l'absence des Hongrois, l'assemblée ne pouvait légalement voter une constitution applicable à tout l'empire. Les députés protestèrent en vain; la Diète fut dissoute, la constitution dite du 4 mars, octroyée aux populations par un manifeste impérial. Ce n'était guère qu'un nouveau pastiche de la constitution belge, de celle de Berlin et des statuts fondamentaux (Gründrechte) de l'Allemagne. Elle déclarait l'Autriche État indépendant, indivis, indissoluble, proclamait l'égalité de toutes les provinces dont les Diètes devenaient de simples conseils généraux; deux chambres devaient assister le souverain qui annonçait l'intention de se faire couronner empereur d'Autriche. La constitution hongroise était maintenue, en tant qu'elle ne dérogeait pas à celle de l'empire. Un statut spécial devait régler la situation du royaume lombard-vénitien. La censure préventive était supprimée; le libre exercice de la religion *domestique*, autorisé. Des droits historiques des diverses provinces, de l'égalité des nationalités, pas un mot.

« La constitution octroyée, disait à la fin de 1851 M. de Schwarzenberg dans une circulaire, ne fut que la base sur laquelle on voulut rétablir l'autorité du trône. On n'avait pas alors le temps d'étudier les principes fondamentaux d'une constitution, on la copia sur des modèles étrangers. Un tel acte ne pouvait avoir aucun résultat et n'en a eu aucun. » En effet, la constitution du 4 mars ne fut jamais mise sérieusement en pratique[1].

Impuissante ou inutile à l'intérieur, elle joua cependant un rôle dans les relations de la monarchie avec l'Allemagne. Le parlement de Francfort offrit la couronne impériale au roi de Prusse, qui la refusa. L'empereur d'Autriche déclara que, « souverain d'un État unitaire, il n'admettrait jamais l'intervention d'un souverain ou d'une assemblée étrangère sur aucune portion de cet État ». Il rompit ainsi avec le parlement de Francfort, rappela ses députés de cette assemblée qui ne tarda pas à se dissoudre.

[1] « Les institutions constitutionnelles, écrit Stuart Mill dans son *Essai sur le gouvernement représentatif*, sont à peu près impossibles dans un pays composé de nationalités différentes. L'unité de l'opinion publique, si nécessaire au fonctionnement du gouvernement représentatif, ne saurait y exister. Les influences qui forment les opinions et décident les actes politiques diffèrent dans les diverses parties de l'État. Ce ne sont pas les mêmes chefs qui ont la confiance de tout le pays. Ce ne sont pas les mêmes livres, les mêmes journaux, les mêmes brochures qui forment l'opinion. Une partie de l'Etat ne connaît pas les idées, les aspirations qui existent dans une autre. Les mêmes incidents, les mêmes actes, les mêmes systèmes de gouvernements, affectent les peuples de façon différente. Chacun d'eux craint plus de mal des autres nationalités que du maître commun, l'État. Leurs mutuelles antipathies sont généralement plus fortes que leurs antipathies pour le gouvernement. Que l'un se sente blessé par la politique du maître commun, cela suffit pour en déterminer un autre à soutenir cette politique. » Au plus fort du régime de réaction pratiqué par Metternich et François II, le pamphlétaire allemand Louis Bœrne avait écrit : « Ce serait un double malheur pour l'Europe et pour les nations opprimées, si un jour cette machine inerte était forcée de se mouvoir suivant les règles du constitutionnalisme moderne. Jusqu'à présent, l'Autriche a été regardée comme une souricière dangereuse seulement pour ceux qui ont le malheur de s'y laisser prendre. Qui est libre et en dehors de ce piège peut facilement l'éviter. Malheur à tous, le jour où elle sera forcée de jouer une comédie libérale. »

La période de réaction (1850-1860); le concordat (1855).

Les dix années qui suivirent la pacification de la Hongrie et de l'Italie septentrionale furent une période d'impitoyable réaction. A la fin de 1849, l'ordre était rétabli partout : rien ne paraissait s'opposer à ce que la Constitution fût mise en pratique : « Elle ne restera pas lettre morte, avait dit un manifeste impérial du 4 août, elle servira de rempart à la liberté, de garantie à la puissance, à la gloire et à l'unité de la monarchie. » Stadion, qui avait contribué à l'imposer, eût sans doute tenu à l'honneur de la mettre en pratique; mais il devint fou (mai 1849) et fut remplacé par un avocat de Vienne, M. Alexandre Bach qui, naguère, s'était fait remarquer par son fougueux radicalisme. Arrivé au pouvoir, il fut l'homme de l'absolutisme et de la réaction; des conquêtes de la révolution, il ne conserva que les lois sur la condition des paysans et celles qui avaient proclamé l'égalité civile des propriétés et des personnes. La constitution illusoire du 4 mars fut supprimée par lettres patentes de l'empereur (1er janvier 1852); les différentes provinces de la monarchie furent divisées en Cercles dont les chefs étaient nommés par le gouvernement central, les attributions des diètes furent réduites au minimum. La bureaucratie centraliste fut l'instrument docile d'un système de germanisation impitoyable. Il pesait également sur les Hongrois qui avaient voulu démembrer l'État, et sur les Slaves qui en avaient maintenu l'intégrité. « Le provisoire, tel fut le mot d'ordre qui domina pendant dix années entières, et si la chose avait été possible, on aurait, dit Springer, inventé un provisoire du provisoire. » — « La défiance envers les gouvernés, dit un autre publiciste, devint une maxime d'État; et l'on ne chercha que dans la force matérielle un remède contre cette défiance. »

La Hongrie fut la première atteinte par les coups de l'absolutisme : toutes les mesures furent prises pour lui

enlever jusqu'aux derniers restes de son autonomie. Une lieutenance royale fut établie à Pesth, et le royaume divisé en cinq cercles; les fonctions publiques furent confiées de préférence à des employés allemands, la langue allemande fut introduite dans l'administration, les tribunaux et les écoles : une police impitoyable surveilla les citoyens. L'état de siège dura jusqu'en 1854 : une amnistie générale ne fut proclamée qu'en 1857. La Transylvanie, qui avait été naguère réunie à la mère patrie, en fut de nouveau détachée : la Bačka fut constituée en voïevodina serbe, et le Banat en province particulière : les trois nations roumaine, allemande et serbe, qui habitent ces contrées, devaient recevoir des institutions autonomes; les Serbes et les Roumains furent germanisés comme les Magyars qu'ils avaient naguère combattus. La Croatie, la Slavonie et le littoral hongrois formèrent le royaume triunitaire, indépendant du royaume de Hongrie; mais ils tombèrent du joug magyar sous la férule allemande. La même politique fut suivie en Bohême et en Galicie, surtout, lorsqu'après la mort de Schwarzenberg (1852) Bach fut devenu plus puissant que jamais. « Le jury et la publicité des tribunaux furent supprimés, dit M. Tomek, les élections des corps municipaux suspendues : l'égalité de la langue bohême et de la langue allemande supprimée dans les écoles. D'autre part la police sévissait arbitrairement au détriment du pouvoir judiciaire; ainsi, en 1851, Karel Havliček, coupable d'avoir attaqué le gouvernement dans des écrits satiriques, fut, bien qu'acquitté par le jury, sur l'ordre du ministère, interné à Brixen dans le Tyrol : la liberté de la presse, en ce qui touche les affaires publiques, fut complètement étouffée; il ne fut pas permis de publier un seul journal en langue bohême.... Le gouvernement autrichien, uniquement préoccupé d'assurer l'influence de l'Autriche en Allemagne, espérait se concilier les sympathies des Allemands, en assurant à l'élément germanique la suprématie sur les autres nations.... Cette oppression parut étouffer en Bohême le mouvement national qui s'était manifesté dans les années antérieures à 1848; il se produisit une sorte d'arrêt, mais

bientôt l'esprit national reprit son essor, surtout chez les classes rurales, qui, affranchies de l'ancienne sujétion, firent de rapides progrès au point de vue économique et moral. » Si la Bohême, le plus patriote peut-être des États autrichiens avec le Tyrol, était ainsi traitée, on juge ce que devait être la situation des pays italiens et de la Galicie.

Le gouvernement, une fois entré dans la voie de l'absolutisme, crut qu'il ne pouvait que se fortifier lui-même en augmentant la puissance de l'Église; le saint-siège et les évêques lui semblaient des alliés naturels. Dans une réunion tenue à Vienne en 1849, les prélats autrichiens s'étaient énergiquement prononcés contre le mouvement des nationalités. Ils avaient déclaré « qu'elles étaient un reste du paganisme, que la différence des langues était une conséquence du péché et de la chute de l'homme. » On résolut de faire disparaître jusqu'aux dernières traces du joséphinisme. De longues négociations avec le saint-siège aboutirent à la conclusion du concordat de 1855. Il déclarait le catholicisme culte privilégié, autorisait la publication de tous les documents pontificaux sans contrôle du pouvoir civil. Il plaçait l'enseignement sous la haute direction de l'épiscopat dans les écoles publiques et privées. L'État s'engageait à ne pas laisser circuler les livres censurés par les évêques. Les évêques étaient investis du droit de prononcer des peines corporelles, l'emprisonnement, par exemple, contre les clercs réfractaires à leur autorité, et le gouvernement s'obligeait à leur prêter main forte. Ces dispositions suffisent à donner une idée de l'esprit qui anime le concordat; les étrangers qui ont visité l'Autriche pendant la période qui suivit la conclusion de ce pacte célèbre ont été frappés de la torpeur intellectuelle du pays. Dans l'ordre matériel la misère était grande. Les événements de 1848-1849 avaient épuisé le trésor. A la fin de 1850, le gouvernement devait à la banque de Vienne la somme de 231 millions de florins, 371 millions en 1851. Les emprunts se succédaient d'année en année.

Depuis l'année 1781, le budget autrichien n'a jamais été en équilibre. En 1810, le déficit avait été de 215 502 220 flo-

rins; en 1855, il était encore de 158 319 000; en 1860, il fut réduit à 65 662 810. Pour faire face à ces exigences, l'Autriche avait dû émettre un papier-monnaie sujet à l'agio et dont les coupures descendaient jusqu'à vingt-cinq centimes, qui en réalité ne valaient que quinze à douze centimes!

L'Autriche et l'Allemagne; la guerre de Crimée (1851-1855).

Au début de la période de réaction, ces misères intérieures n'avaient pas empêché l'Autriche de faire assez bonne figure à l'étranger. En Allemagne, Schwarzenberg, que l'opinion publique se plaisait à considérer comme un grand ministre, avait réussi à faire maintenir le pacte fédéral qui assurait à l'Autriche la prépondérance du monde germanique. La Prusse avait été tenue en échec par une coalition de princes habilement groupés autour de l'empereur François-Joseph. A propos d'une insurrection dans la Hesse, l'électeur avait imploré l'appui de la Diète, tandis que ses sujets réclamaient celui de la Prusse. L'empereur d'Autriche s'était rencontré à Bregenz avec les rois de Bavière et de Wurtemberg. Quelques jours plus tard, il avait eu à Varsovie une entrevue avec l'empereur Nicolas. Un conflit éclata entre l'Autriche, dont les troupes occupaient Hanau, et les Prussiens qui occupèrent Cassel. L'Autriche réunit sur les frontières de la Hesse une armée formidable. Le 26 novembre 1850, elle somma la Prusse d'avoir à évacuer immédiatement cette province dans les vingt-quatre heures. La Prusse céda. M. de Manteuffel vint à Olomouc (29 novembre 1850) et humilia son roi devant les exigences de Schwarzenberg. La Prusse s'engagea à coopérer au rétablissement de l'électeur, à n'agir dans le Holstein qu'avec le concours de l'Autriche, à prendre part à des conférences ouvertes à Dresde pour préparer l'organisation future de l'Allemagne. Les hommes d'État prussiens gardèrent longtemps le souvenir de l'humiliation d'Olomouc. Schwarzen-

berg put se considérer comme le successeur de Metternich et l'arbitre de l'Europe.

Les conférences de Dresde aboutirent au rétablissement de l'ancienne confédération ayant pour organe central la diète de Francfort. L'Autriche fit de vains efforts pour s'y faire admettre avec toutes ses provinces italiennes et slaves; elle aurait ainsi obtenu pour ces possessions la garantie de l'Allemagne et se serait assuré sur la Prusse la supériorité du nombre. La Prusse déjoua ces projets et renonça même à faire entrer le duché de Posen dans la Confédération, pour que l'Autriche n'y pût faire entrer Venise ou la Galicie.

Quand Schwarzenberg mourut, l'empereur supprima les fonctions de président du conseil des ministres et continua en Allemagne la même politique. Il conclut un traité entre l'Autriche et le Zollverein (union douanière allemande), sans toutefois réussir à faire incorporer son empire dans cette union. En 1854, il épousa la princesse bavaroise Élisabeth. La guerre de Crimée fut pour l'Autriche une pénible épreuve; elle devait à l'empereur Nicolas une reconnaissance absolue pour les services rendus pendant l'insurrection hongroise. On a souvent cité le mot de Schwarzenberg : « L'Autriche étonnera le monde par son ingratitude. » Le comte de Buol-Schauenstein, qui avait succédé au célèbre diplomate, se chargea de lui donner raison.

La politique de l'Autriche, vis-à-vis de la question d'Orient, avait pris depuis un demi-siècle un caractère absolument négatif : toutes ses forces vives avaient été concentrées sur l'Allemagne et sur l'Italie; dans les pays slaves ou roumains soumis à la Turquie, sa domination eût pu, à certains moments, être reçue avec reconnaissance; mais elle ne pouvait venir en aide aux Slaves de la Péninsule balkanique, alors qu'elle s'appliquait à étouffer le slavisme dans l'intérieur de ses États. De là une attitude flottante et incertaine. Incapable de faire prévaloir son influence en Turquie, l'Autriche se contentait d'annihiler celle de la Russie et de faire tous ses efforts pour maintenir les chrétiens dans le servage ottoman.

Le comte de Buol proposa d'abord une conférence pour

régler le conflit pendant entre Nicolas et la Porte; il ne promettait la neutralité autrichienne que si la Russie s'engageait à respecter l'intégrité de l'empire ottoman. Plus tard il demanda (8 août) que les principautés danubiennes fussent mises sous la protection des cinq grandes puissances, que la navigation du Danube fût complètement libre, que le traité de 1841 fût revisé par les puissances contractantes, que la Russie renonçât au protectorat des chrétiens de l'empire ottoman.

Quand la campagne de Crimée commença, le cabinet de Vienne s'engagea vis-à-vis de la France et de l'Angleterre à défendre les principautés danubiennes contre les Russes. Les conférences dont Vienne fut alors le théâtre n'aboutirent point; au fond, l'Autriche gagnait du temps et n'était point fâchée de voir la Russie s'affaiblir sans avoir elle-même à intervenir les armes à la main; elle se contentait d'occuper les principautés, avec le consentement de la Porte. Un événement inattendu inquiéta vivement ses hommes d'État : le Piémont, que l'on savait gouverné par un prince ambitieux et intelligent, était entré dans l'alliance anglo-française et avait envoyé un corps d'armée en Crimée. Malgré la terreur qui pesait sur l'Italie, ne pouvait-on pas s'attendre à quelque réveil national? Cette fois, l'Autriche agit énergiquement pour essayer d'arrêter la guerre; elle renouvela les propositions du 8 août, exigea l'abandon d'une partie de la Bessarabie et la neutralisation de la mer Noire. Elle rappela même son ambassadeur de Saint-Pétersbourg. Alexandre consentit à la paix; le traité, discuté au congrès de Paris, fut signé le 30 mars 1856 : la mer Noire restait neutre; la navigation du Danube était libre; la Russie renonçait au protectorat exclusif des sujets orthodoxes de la Turquie; tous les débats relatifs à l'Orient devaient être soumis à un arbitrage européen. Mais au congrès de Paris un incident se produisit qui devait avoir pour l'Autriche les plus redoutables conséquences : le Piémont y était représenté par Cavour; la question italienne fut incidemment amenée sur le tapis MM. Walewski et Cavour signalèrent l'état anormal de

la péninsule et la dangereuse prépondérance que l'Autriche y avait acquise. La question italienne s'était glissée dans le congrès à l'ombre de la question d'Orient; elle allait marcher rapidement vers une solution désormais inévitable.

La guerre d'Italie; perte de la Lombardie (1859).

En somme, les résultats de la guerre de Crimée étaient peu favorables à l'Autriche : elle avait bien obtenu la libre navigation du Danube; mais, en revanche, les deux principautés de Valachie et de Moldavie s'unissaient en un seul État, centre fatal d'attraction pour les Roumains de Transylvanie et de Bukovine. L'amitié de la Russie s'était refroidie; Saint-Pétersbourg accusait Vienne de trahison. Le Piémont, entré dans le concert européen, et sûr de l'amitié de Napoléon III, se préparait à la guerre. Elle fut décidée en juillet 1858, dans une entrevue entre Cavour et l'empereur des Français.

D'autre part, les relations de l'Autriche avec la France se tendaient de plus en plus. Napoléon III le constatait avec une certaine raideur à la réception du 1er janvier 1859. Le mariage du prince Jérôme avec la princesse Clotilde, fille de Victor-Emmanuel, cimentait quelques jours après l'alliance franco-piémontaise.

M. de Cavour fit demander par l'intermédiaire d'un diplomate anglais, lord Cowley, la création d'un gouvernement national pour la Lombardo-Vénétie, l'abandon des Romagnes, l'établissement d'un régime constitutionnel à Parme, à Modène et à Florence. La Russie proposait un congrès, comme l'Autriche avait fait naguère lors des affaires d'Orient. M. de Buol prit une attitude aggressive : le 19 avril, il réclamait le désarmement du Piémont; le 3 mai, la France déclarait officiellement la guerre à l'Autriche Les événements se précipitaient : Léopold II, grand-duc de Toscane, s'était enfui; François V de Modène s'enfui

également, emmenant avec lui ses trésors et ses prisonniers d'État. Radetzky, le vainqueur de Novare, était mort l'année précédente. Le général Giulay ne montra point les talents de son glorieux prédécesseur; il ne sut pas envahir le Piémont, couper la route de Turin à Gênes, et fut repoussé vers la Lombardie. Les victoires de Montebello, Palestro, Turbigo, Magenta, livrèrent la Lombardie aux alliés. L'armée autrichienne dut se retirer derrière le Mincio.

La bataille de Solferino (24 juin), porta un coup terrible à l'armée autrichienne. Napoléon III ne crut pas pouvoir profiter jusqu'au bout de ses succès. Il avait déclaré qu'il voulait l'Italie libre « des Alpes à l'Adriatique ». Il recula devant l'exécution totale de ce programme généreux; l'Allemagne armait, il eut peur d'elle; il n'osa point soulever la Hongrie impatiente et « se fortifier du concours de la révolution ». Il eut, le 11 juillet, à Villafranca, une entrevue avec l'empereur François-Joseph. Elle eut pour résultat la fin des hostilités et le traité de Zurich (10 novembre 1859), le plus chimérique peut-être de tous ceux qui ont jamais été signés. L'empereur d'Autriche abandonnait à Napoléon III, c'est-à-dire à son allié Victor-Emmanuel, la Lombardie, moins les forteresses de Mantoue et de Peschiera; les grands-ducs de Toscane et de Modène devaient rentrer dans leurs États; l'Italie formerait une confédération dont l'Autriche ferait partie pour la Vénétie. Rêves fantastiques que la politique patiente et rusée de Cavour fit bientôt évanouir! Par amour-propre, plus que par intérêt véritable, l'Autriche s'entêta à garder Venise, que le nouveau royaume d'Italie lui eût volontiers rachetée à prix d'argent. Elle devait payer chèrement cette obstination.

CHAPITRE XXXII.

LES ESSAIS CONSTITUTIONNELS; LA GUERRE DE PRUSSE (1860-1866).

Retour au régime constitutionnel; patentes d'octobre 1860 et de février 1861. — Opposition des nationalités aux réformes centralistes; l'insurrection de Pologne (1863). — Guerre avec la Prusse et l'Italie; l'Autriche exclue de l'Allemagne; perte de la Vénétie (1866).

Retour au régime constitutionnel; patentes d'octobre 1860 et de février 1861.

Ainsi le régime absolutiste et centralisateur n'avait abouti qu'au démembrement de la monarchie. Dans sa défaite elle pouvait à peine compter sur la fidélité de ses peuples : quelques-uns d'entre eux s'étaient réjouis franchement de ses désastres. On racontait que des régiments hongrois ou slaves s'étaient débandés pour ne pas combattre. En Bohême les paysans disaient : « Si nous sommes vaincus, nous aurons la constitution ; si nous sommes vainqueurs, nous aurons l'inquisition. » Le souverain comprit qu'il avait fait fausse route et congédia le ministre dont le nom est resté attaché à cette fatale période, Alexandre Bach; puis, après quelques hésitations, il entreprit une série de réformes tendant à introduire peu à peu dans ses États le régime constitutionnel. Il créa d'abord un conseil de l'empire renforcé (6 mars 1860), c'est-à-dire qu'il ajouta à son conseil habituel trente-huit mem-

bres, pris parmi les notables, et représentant les différents pays de l'empire : ils devaient s'occuper des finances et de la législation générale. Cette assemblée, purement consultative, n'avait aucun droit d'initiative. C'était peu, eu égard aux espérances et aux réclamations des peuples. On finit cependant par les écouter. Un gentilhomme galicien, étranger par conséquent aux rancunes des Allemands et des Hongrois, Goluchowski, fut appelé au ministère ; avec son concours fut élaborée la patente du 20 octobre qui fut la charte des nouvelles libertés. En voici le résumé. Désormais le souverain exerçait le pouvoir législatif de concert avec les diètes et avec un conseil de l'empire composé de délégués des diètes. Le conseil de l'empire (Reichsrath) avait dans sa compétence la législation concernant les intérêts communs à tous les pays de l'empire : les finances, le commerce, les voies de communication et, la guerre ; les autres matières étaient de la compétence des diètes ; tous les citoyens étaient égaux devant la loi au point de vue de la confession religieuse, des charges financières et du service militaire. Le nombre des membres du conseil de l'empire était porté à cent ; les ministères de l'intérieur, de la justice et des cultes étaient supprimés. Les diètes restaient encore organisées sur le principe des castes privilégiées.

Le ministre Schmerling fut chargé d'appliquer et de développer les principes compris dans la patente du 20 octobre; il la compléta par la patente du 26 février 1861. Comme Bach ou Metternich, il avait surtout pour objet de maintenir la prépondérance de l'élément germanique ; il prétendait faire à l'Autriche l'application de théories parlementaires qui ne conviennent qu'aux États homogènes. Il créa deux chambres : celle des seigneurs comprenait les princes, les grands propriétaires, les prélats, les hommes éminents, nommés par le souverain ; la chambre des députés comprenait 343 membres élus par les Diètes provinciales; ils étaient ainsi répartis : Hongrie, 85; Transylvanie, 20 ; Croatie-Slavonie, 9 ; Dalmatie, 5 : Bohême, 54 ; Moravie, 22 ; Silésie, 6 ; basse et haute Autri-

che, 28; Salzbourg, 3; Styrie, 13; Carinthie, 5; Carniole, 6; 6 pour l'Istrie et Trieste, 38 pour la Galicie, 5 pour la Bukovine, 12 pour le Tirol et le Vorarlberg. Les ministères supprimés étaient rétablis, et les attributions du parlement central, renforcées au détriment des diètes provinciales. Les espérances que le diplôme d'octobre avait fait naître chez les fédéralistes étaient réduites à néant. Cependant on ne pouvait imaginer que les Hongrois feraient si bon marché de leur autonomie et consentiraient à délibérer des intérêts de leur royaume avec les Vénitiens, les Slovènes et les Polonais. Leurs députés ne devaient siéger que lorsqu'il s'agirait d'intérêts communs à toute la monarchie; leur présence constituait le Reichsrath *plénier;* en leur absence il y avait un parlement restreint où les autres groupes s'occupaient des questions soustraites à la compétence de leurs diètes. Ainsi le ministre centraliste s'efforçait de faire au dualisme la part du feu. D'autre part, il organisait toutes les diètes provinciales sur un modèle uniforme, mais avec un régime électoral savamment combiné pour étouffer les majorités slaves sous les minorités allemandes. Ce régime substituait à la représentation des États celle des intérêts; il admettait trois curies d'électeurs: les grands propriétaires, les bourgeois des villes et les paysans des campagnes. La grande propriété qui appartient à des familles aristocratiques inféodées à la dynastie, les villes où, même en pays non allemand, il y a de nombreuses colonies germaniques, étaient particulièrement favorisées. Les circonscriptions étaient réparties de la façon la plus arbitraire : en Bohême, par exemple, les villes slaves avaient un député pour 12 020 électeurs, tandis que les villes allemandes en avaient un pour 10 315. Dans les circonscriptions rurales, les Slaves avaient un député par 53 200 habitants, tandis que les circonscriptions allemandes en avaient un pour 40 800 électeurs. La ville allemande de Reichenberg, avec 19 000 habitants, avait trois députés, tandis que la ville slave de Prague, avec 150 000 habitants, n'en avait que dix. Certaines villes allemandes étaient constituées à l'état de véritables bourgs

pourris. Le bourg allemand de Parchen, avec 500 habitants, avait un député ; la ville slave de Kladno, avec 8000 habitants, n'en avait pas un seul. Bref, ce système électoral était un véritable mensonge : depuis son établissement les peuples non allemands n'ont cessé d'en réclamer la revision. La haine de ce système a certainement contribué à développer l'esprit révolutionnaire devant lequel l'édifice austro-hongrois a fini par succomber.

Opposition des nationalités aux réformes centralistes; l'insurrection de Pologne (1863).

Après la constitution de février, les peuples de l'empire se divisèrent sur la question de savoir s'il fallait l'accepter en envoyant des députés au nouveau Reichsrath. La Vénétie, la Hongrie, la Transylvanie et la Croatie refusèrent de s'y faire représenter : 140 députés, soit plus du tiers, manquaient sur 343 « Nous pouvons attendre, disait fièrement M. de Schmerling. » Toute sa diplomatie se brisa contre l'opiniâtreté juridique des Hongrois. « Je ne connais que la constitution hongroise, je ne puis traiter que sur la base de la constitution hongroise », répondait invariablement Deak, — même quand Schmerling eut réussi à attirer à Vienne les députés de la Transylvanie, — à toutes les propositions des hommes d'État viennois. La diète hongroise convoquée à Pesth, au mois d'avril 1861, se refusa à tous les compromis ; les légistes rigoureux prétendaient même ne pas reconnaître pour roi François-Joseph, qui ne s'était pas fait couronner : le couronnement, dans les pays de droit historique, n'est pas seulement une cérémonie religieuse ; c'est un contrat bilatéral : le souverain y prête un serment qui reconnaît les droits historiques du royaume : de là l'importance qu'y attachaient les Tchèques et les Magyars. Les légistes, ne reconnaissant pas le roi *non couronné*, voulaient ne voter qu'une résolution : Deak obtint qu'on rédigeât une adresse. Il rap-

pela, dans ce document remarquable par la lucidité et la logique, le droit historique du royaume :

« La condition fondamentale de notre vie politique et de notre indépendance nationale, disait-il, c'est l'autonomie légale et l'indépendance de notre pays. Notre premier devoir est de consacrer toutes nos facultés à obtenir que la Hongrie reste la Hongrie et garde ses droits constitutionnels.... Nous déclarons solennellement que nous ne pouvons sacrifier à aucune considération, à aucun intérêt, les droits résultant des traités, des lois, des lettres royales, des serments du couronnement. »

Il réclama l'exécution des lois de 1848 et des engagements pris dans la Pragmatique sanction. Le gouvernement de Vienne crut pouvoir dompter les Hongrois par la force. La diète fut dissoute (22 août). Les assemblées des comitats furent interdites, des commissaires royaux furent substitués aux föispans réfractaires. Les Magyars persistèrent dans leur résistance, même quand Schmerling eut réussi à attirer à Vienne les députés de la Transylvanie.

La Bohême n'était guère plus satisfaite que la Hongrie : elle se plaignait avec raison de l'iniquité du régime électoral octroyé par M. Schmerling ; elle n'envoya ses députés au Reichsrath qu'en réservant tous les droits du royaume. Ils cessèrent dès 1863 de prendre part aux délibérations de cette assemblée. La seule liberté qu'on dût à M. Schmerling était celle de la presse ; mais les Slaves en profitèrent peu. Dans l'espace de trois ans, en Bohême et en Moravie, quatorze journaux tchèques se partagèrent soixante et un mois de prison simple ou dure (avec jeûne et fers) et 21 500 florins d'amende.

En Galicie, l'insurrection de la Pologne russe en 1863 provoqua une fermentation intense et jeta le cabinet de Vienne dans de sérieux embarras. Son attitude fut très-ambiguë. Tandis que la Prusse concluait avec la Russie une convention militaire contre les insurgés, M. de Rechberg, alors ministre des affaires étrangères, gardait vis-à-vis des deux partis des ménagements machiavéliques. Napoléon III, sympathique aux Polonais, avait compté sur l'Autriche pour

tenter une campagne contre la Russie et la Prusse. Il voulait aider le cabinet de Vienne à reprendre la Silésie et lui assurer les principautés danubiennes en échange de la Vénétie. Ces projets ne furent ni compris ni goûtés à Vienne. Le gouvernement de l'empereur François-Joseph se borna à adresser à Saint-Pétersbourg des notes diplomatiques et finalement mit la Galicie en état de siége. Cette conduite ambiguë irrita singulièrement non-seulement les Polonais, mais aussi les Tchèques de Bohême et de Moravie, plus enclins alors à sympathiser avec la révolution polonaise qu'avec l'autocratie moscovite. Qui peut dire ce qui serait advenu de l'Autriche si, renonçant franchement à la domination de l'Allemagne et à la possession de la Vénétie, elle avait cherché des compensations du côté de la Pologne?

L'œuvre de Schmerling n'était pas née viable. L'empereur alla faire en 1865 un voyage à Pesth pour s'entendre avec les Hongrois; il leur donna un nouveau chancelier et congédia Schmerling. Les doctrinaires du germanisme parlementaire gémirent, mais dans les provinces la joie fut immense. Prague, Pesth, Lemberg illuminèrent. François-Joseph déclara qu'il suspendait la constitution de février et ajournait le Reichsrath jusqu'au moment où les diètes de Hongrie et de Croatie se seraient prononcées sur la forme qu'il conviendrait de donner à leurs rapports avec le reste de l'empire. M. Schmerling fut remplacé par M. Belcredi, Morave d'origine et beaucoup moins passionné que son prédécesseur pour l'hégémonie de la nationalité allemande. Les diètes des grands pays slaves, la Bohême, la Galicie se montrèrent reconnaissantes du changement de ministère et s'empressèrent de réagir contre les mesures germanisatrices du cabinet précédent : en Galicie, par exemple, la langue polonaise fut introduite dans toutes les écoles. A la diète de Hongrie (ouverte le 14 décembre 1865) l'extrême gauche réclama l'exécution absolue des lois de 1848 ; le parti libéral sous la direction de Deak élabora un programme qui s'efforçait de concilier les nécessités du moment et la continuité du droit.

Il fallait d'abord remettre en vigueur les lois de 48, puis nommer un ministère responsable qui pouvait seul proposer les modifications nécessaires. Les débats traînèrent en longueur et furent interrompus par la guerre qui éclata avec la Prusse et l'Italie.

Guerre avec la Prusse et l'Italie : l'Autriche exclue de l'Allemagne ; perte de la Vénétie (1866).

La Prusse n'avait pas perdu la mémoire de l'humiliation d'Olomouc ; elle n'aspirait qu'à prendre sa revanche et à se mettre à la tête de l'Allemagne : ce rôle, il faut le reconnaître, lui seyait mieux qu'à sa rivale : sauf dans le duché de Posen et dans quelques parties de la Silésie, l'État prussien était purement allemand. Le roi Guillaume, couronné en 1861, avait trouvé dans M. de Bismarck le ministre de la politique qui devait amener la Prusse à l'apogée de sa puissance. La Prusse et l'Autriche s'efforçaient chacune de ranger l'Allemagne sous leur domination, tandis que M. de Beust, à Dresde, imaginait une triade où les petits royaumes auraient fait contre-poids aux deux grands empires.

Sans relever ici tous les efforts de l'Autriche pour s'assurer l'hégémonie, rappelons seulement qu'elle proposa de rédiger pour toute l'Allemagne un code uniforme de procédure civile : ce projet échoua. Au mois d'août 1863, l'empereur François-Joseph convoqua les princes allemands à Francfort pour élaborer un plan de réforme fédérale ; tous les souverains allemands se réunirent en effet dans la salle du Rœmer ; seul le roi de Prusse refusa d'y paraître. François-Joseph voulait assurer à sa dynastie la présidence perpétuelle du directoire de la Confédération germanique ; il voulait obtenir que l'Allemagne intervînt en cas de guerre pour lui garantir les possessions situées hors de la Confédération. Ce n'est pas ici le lieu de raconter comme se développa la question du Schleswig : l'Allemagne a toujours convoité cette province

moitié danoise, moitié allemande, et dont la possession assurait à sa marine de larges débouchés. En 1863, le roi de Danemark crut pouvoir incorporer définitivement au royaume le Schleswig qui, jusque-là, faisait partie du Holstein. La diète protesta et fit occuper le Holstein par les troupes fédérales. L'Autriche avait alors pour ministre des affaires M de Rechberg: il avait déclaré, en 1863, que son intention n'était pas de soulever la question des nationalités — question plus redoutable pour l'Autriche que pour toute autre puissance. Cependant il se laissa entraîner par M. de Bismarck à entreprendre, de concert avec la Prusse, l'exécution fédérale. Vingt mille Autrichiens attaquèrent les Danois de concert avec l'armée prussienne (27 janvier 1864). Les deux armées, malgré l'héroïsme des Danois, se couvrirent d'une gloire facile. Le contre-amiral Tegetthoff fit flotter avec honneur le pavillon autrichien dans la mer du Nord, et le 30 octobre 1864, par la paix de Vienne, le roi Christian IX céda aux vainqueurs tous ses droits sur le Schleswig, le Holstein et le Lauenbourg.

Mais, s'il avait été aisé d'acquérir ce butin, il fut moins facile de le partager. Évidemment les duchés étaient trop éloignés de l'Autriche pour qu'elle pût en posséder utilement tout ou partie. La Prusse offrit de lui acheter son droit de possession. Le 14 août 1865 fut signée la convention de Gastein. L'Autriche cédait à la Prusse le duché de Lauenbourg pour 12 500 000 francs. — On a calculé que c'était environ 149 francs par tête d'habitant. — Elle gardait le Holstein, tandis que la Prusse se réservait le Schleswig. Les petits États protestèrent vainement contre cette convention immorale qui méconnaissait complétement les droits de l'Allemagne. Un peu plus tard, la Prusse offrit jusqu'à 300 millions pour la cession des duchés: l'Autriche refusa; mais les sujets de chicane ne manquaient pas aux hommes d'État de Berlin; ils se plaignaient de l'administration trop libérale de l'Autriche dans le Holstein; ils prétendaient intervenir dans cette administration. L'Autriche arma; mais la Prusse lui était bien supérieure par son organisation militaire; elle avait d'ailleurs une alliance assurée, celle du

jeune royaume d'Italie, impatient d'acquérir la Vénétie, et à qui elle promettait un subside de 120 millions. En vain Napoléon III essaya de résoudre dans un congrès la question des duchés de l'Elbe et celle de la Vénétie. Il ne fut pas plus heureux qu'il ne l'avait été dans les affaires de Pologne.

L'Autriche s'obstinait dans son point d'honneur et dans son amour-propre militaire. Le général Gablenz fut chargé de convoquer la diète du Holstein pour recevoir les vœux du pays sur son sort à venir. M. de Bismarck déclara la convention de Gastein violée : il fit occuper le Holstein et mobilisa l'armée prussienne. Les petits États de l'Allemagne se prononcèrent contre la Prusse, mais elle occupa rapidement la Hesse, la Saxe et le Hanovre (juin 1866). Bade, la Bavière et le Wurtemberg tinrent bon, mais luttèrent faiblement ; l'Italie envoya sa flotte dans l'Adriatique et ses troupes sur le quadrilatère. Les Prussiens entrèrent en Bohême. Ce fut une foudroyante campagne ; le commandant des forces autrichiennes, Benedek, au lieu d'occuper la Saxe, avait attendu l'ennemi en deçà des défilés de la Bohême : ses lieutenants, Clam-Galatz et Gablenz, furent défaits successivement à Jičín et à Nachod (26-29 juin) : lui-même concentra ses troupes près de Kralove-Hradec (Kœniggrætz) et du village de Sadova. Une grande bataille s'engagea le 3 juillet ; elle coûta aux Autrichiens 20 000 prisonniers, 160 canons, 18 000 morts et blessés ; Prague et une grande partie de la Bohême furent occupés par les Prussiens dont les officiers d'état-major avaient, l'année précédente, déguisés en photographes ou en colporteurs, soigneusement étudié la topographie. La route de Vienne était ouverte, et l'ennemi marcha sur cette capitale par la route de la Moravie. En Italie, l'armée autrichienne avait été plus heureuse ; elle était commandée par l'archiduc Albert, le fils du vainqueur d'Aspern ; fortement appuyé sur le quadrilatère, il défit les Italiens à Custozza (24 juin). La flotte italienne fut également vaincue près de l'île Lissa (20 juillet) par l'amiral Tegetthoff, le grand homme de mer de la jeune marine autrichienne. Mais ces succès n'étaient qu'une consolation

pour l'amour-propre militaire de l'Autriche. La perte de Venise était inévitable. Le 26 juillet il fallut signer avec la Prusse les préliminaires de Nicolsbourg (Mikulov, en Moravie). La Vénétie fut cédée à l'empereur des Français qui la remit au roi d'Italie.

Le 23 août, la paix fut conclue à Prague. L'empereur d'Autriche reconnaissait la dissolution de l'empire germanique dont l'Autriche était désormais exclue; il abandonnait tous ses droits sur les duchés de l'Elbe, et laissait la Prusse maîtresse d'organiser l'Allemagne à son gré. Il payait en outre au vainqueur une indemnité de 20 millions de thalers. Ainsi la monarchie, après un demi-siècle d'efforts incessants pour maintenir sa suprématie en Allemagne et sa domination en Italie, était définitivement exclue de ces deux pays. Elle se retrouvait, avec une armée détruite, avec des finances ruinées, en face de ces populations slaves ou hongroises dont elle avait tenté de faire pendant tant d'années l'instrument passif de son ambition irréfléchie. Il ne lui restait qu'à se renouveler ou à périr complétement.

Peu de temps après ces désastres, un deuil cruel vint frapper la maison d'Autriche déjà si souvent éprouvée. Napoléon III, en guerre avec Juarez, président du Mexique, avait eu l'idée de faire offrir la couronne de cette contrée lointaine à l'archiduc Maximilien, frère cadet de l'empereur François-Joseph. C'était un prince libéral et éclairé : contre-amiral et placé à la tête de la marine autrichienne, il lui avait rendu des services remarquables; gouverneur général du royaume lombard-vénitien, il avait fait de louables efforts pour rendre moins lourde aux Italiens la domination de l'étranger. En 1864, il quitta son château de Miramar et partit pour son nouvel empire avec les plus généreuses illusions. Mais le parti républicain défendit énergiquement le sol de la patrie contre le monarque que la France prétendait lui imposer. Abandonné par nos troupes, Maximilien fut pris sous les murs de Queretaro, condamné à mort et fusillé. Les hautes qualités de son cœur et de son esprit ont rendu sa mémoire populaire en Autriche.

CHAPITRE XXXIII

LA CONSTITUTION DUALISTE (1867).

L'Autriche après Sadova. — L'accord avec la Hongrie ; le dualisme (1867). — Protestations des Slaves contre le dualisme. — Les réformes libérales. — Résistance de la Bohême; la déclaration. — La Résolution galicienne; insurrection des Bocchesi. — Griefs des Croates, des Serbes et des Roumains contre les Hongrois.

L'Autriche après Sadova.

La situation de l'Autriche au lendemain de Sadova était vraiment lamentable. La Hongrie et la Bohême étaient profondément irritées; beaucoup de Magyars n'avaient pas caché leurs sympathies pour la Prusse. En 1859, au début de la guerre d'Italie, Kossuth, le grand réfugié hongrois, avait été présenté à Napoléon III, qui avait hésité à accepter le concours de l'élément révolutionnaire. En 1866, le général Klapka, l'ancien défenseur de Komarom (Comorn), avait offert à la Prusse d'organiser une légion magyare, et la prompte conclusion de la guerre l'avait seule empêché d'entrer en campagne. En Bohême, le roi de Prusse, avec plus d'habileté diplomatique que de sincérité, avait profité de l'occupation pour lancer « au glorieux royaume » une proclamation qui exaltait son passé et célébrait ses priviléges. Les fonctionnaires impériaux avaient dû abandonner leurs postes, et les Tchèques avaient pu faire l'expérience de cette autonomie qu'ils avaient si souvent réclamée; des

pamphlets révolutionnaires avaient été répandus par milliers dans les pays occupés par l'ennemi. L'opinion publique était d'autant plus exaltée que les Tchèques avaient au début réclamé des armes pour défendre leur pays menacé, et que le gouvernement viennois, peu confiant dans leur dévouement, les leur avait refusées. Tant que l'Autriche avait cherché son centre de gravité hors d'elle-même, en Allemagne, en Italie, elle avait pu braver impunément les aspirations de ses peuples et tenir en échec, au nom de l'état moderne, les droits historiques. Aujourd'hui, le moment était venu de liquider une politique désormais impossible à conserver. L'empereur François-Joseph pensa que personne parmi ses sujets n'était capable de mener à bien cette difficile entreprise. Il craignait sans doute qu'un Autrichien ne trouvât pas en lui-même l'impartialité nécessaire pour concilier tant de prétentions opposées et d'intérêts divergents. Il appela de Dresde M. de Beust, jusqu'alors ministre des affaires étrangères du royaume de Saxe, l'inventeur de cette triade germanique que la Prusse venait de réduire en poussière, et lui confia le ministère des affaires étrangères. M. Belcredi restait à l'intérieur, mais on savait fort bien que le nouveau baron saxon n'avait été appelé que pour régler la situation définitive de l'État austro-hongrois. Ainsi, au moment même où l'Autriche sortait de l'Allemagne, elle lui empruntait un de ses hommes d'État. Se figure-t-on la France, vaincue dans une lutte où elle aurait eu la Belgique ou la Suisse pour alliée et empruntant un ministre à la Belgique ou à la Suisse?

L'accord avec la Hongrie; le dualisme (1867).

M. de Beust, étranger à l'Autriche, ne voyait dans l'histoire intérieure de la monarchie qu'un seul fait : c'est qu'en 1848 et 1849, les Hongrois avaient organisé une révolte formidable, qu'ils avaient prononcé la déchéance de la dynastie, que sans eux on ne pouvait arriver à fonder rien de durable; comme Allemand, il ne pouvait être suspect de sympathie pour les Slaves. Il conseilla donc avant tout

de s'entendre avec les Magyars. Les diverses diètes furent convoquées pour le 19 novembre 1866. Ce fut à Pesth que se décidèrent les destinées de l'empire: le nouveau ministre était décidé à ne traiter qu'avec les Hongrois. On lui a attribué un mot qui, vrai ou faux, peint toute sa politique: « Gardez vos hordes, aurait-il dit à un homme d'État hongrois, et nous garderons les nôtres. » Ces hordes, c'étaient en Hongrie : les Croates, les Serbes, les Roumains, les Slovaques; en dehors de la Hongrie: les Tchèques, les Slovènes, les Dalmates, les Polonais et les Ruthènes; des deux côtés, une majorité tenue en échec par la coalition de deux minorités. Les bases de l'*Ausgleich*, ou accord avec la Hongrie, furent posées par un comité de 67 membres de la diète hongroise, ayant à sa tête François Deak, le Franklin de la Hongrie, l'honnête patriote, l'inexorable légiste qui n'avait joué aucun rôle dans les révolutions, mais qui n'avait jamais rien abandonné des droits essentiels de son pays.

Le comité des soixante-sept demandait avant tout que le souverain reconnût la personnalité politique de la Hongrie en lui donnant un ministère spécial, et la continuité du droit historique en se faisant couronner comme l'avaient été ses prédécesseurs. Ces deux points furent accordés sans discussion.

Le 18 février 1867, la diète apprit la formation d'un ministère hongrois, dont le président fut un ancien émigré de 1849, le comte Jules Andrassy. Quelques jours avant, M. Belcredi, le ministre fédéraliste, avait donné sa démission. Le 8 juin, l'empereur François-Joseph fut couronné à Pesth avec pompe. Le 28 juin suivant, il sanctionna les décisions de la diète qui fixaient la situation de la Hongrie vis-à-vis des *autres pays de Sa Majesté* et modifiaient certains articles des lois de 1848. Voici l'analyse sommaire de ce document important qui annonça l'avénement officiel du dualisme et qui est encore aujourd'hui la charte de l'État autrichien.

Les premiers articles rappellent les droits généraux du royaume tels qu'ils sont exposés dans le diplôme d'inaugu-

ration et le serment du couronnement : le roi s'excuse de ne pas s'être fait couronner depuis 1849 « par suite des circonstances » et renouvelle les engagements de ses prédécesseurs pour ce qui concerne la constitution, l'indépendance, les libertés et l'intégrité territoriale de la Hongrie.— Il exerce lui-même le pouvoir exécutif ; les attributions du Palatin sont supprimées, et l'élection de ce fonctionnaire est indéfiniment ajournée. — Le Palatin devient en réalité un rouage inutile à côté du cabinet responsable qui est institué à Pesth. — Si la diète est dissoute avant le vote du budget, elle devra de nouveau être convoquée dans l'année. — La défense de l'intégrité de la monarchie est considérée comme une affaire commune à la Hongrie et aux autres pays de la monarchie ; les affaires étrangères sont par cela même communes aux deux parties; cependant la diète hongroise se réserve le droit de voter le contingent du royaume; les finances sont communes en ce qui concerne l'armée et les affaires étrangères ; la situation financière antérieure est liquidée d'un commun accord par la diète de Pesth et par le parlement de Vienne. — La Hongrie ne peut entrer en rapport qu'avec des peuples constitutionnels; il est donc nécessaire que les autres peuples soient légalement représentés dans une assemblée législative. — Un ministère spécial est créé pour les affaires communes. — La Hongrie ne reconnaît pas de parlement central, mais traite sur un pied d'absolue égalité avec les autres pays. — Elle nomme une délégation prise dans ses deux chambres pour traiter les affaires communes. avec la délégation du parlement « des autres pays ». — Ces deux délégations siégent alternativement à Vienne et à Pesth ; elles traitent les affaires publiques par écrit, et chacune dans la langue qui lui convient; elles doivent toujours avoir le même nombre de membres. — Le ministère commun est aux ordres des deux délégations, qui ont surtout pour objet de discuter le budget commun. — Les décisions des délégations doivent être promulguées en Hongrie par le ministère national.— Les délégations ont droit d'initiative : si l'un des deux parlements est dissous, sa délégation l'est également. — Les dettes contractées

sans le consentement de la diète de Hongrie ne peuvent être imputées au royaume. Cependant le royaume est prêt à accepter, après libre discussion, sa part de la dette commune. — La diète hongroise a le droit de conclure des conventions commerciales avec les autres pays de la monarchie ; ainsi elle accepte l'union douanière autrichienne, dont les revenus sont appliqués à la défense commune. — La monnaie sera uniforme, mais la Hongrie se réserve de la frapper en sa langue.

En vertu de l'un des articles que nous avons rappelé plus haut, la Hongrie prit à sa charge 30 °/o de la dette commune.

Tel fut, dans son ensemble, cet *Ausgleich*, imposé, pour ainsi dire, aux deux parties par la sagesse opiniâtre de François Deak. L'intègre citoyen, qui avait attaché son nom à l'un des actes les plus importants de l'histoire nationale, ne voulut accepter ni honneurs ni dignités : il refusa même un portefeuille dans le nouveau ministère hongrois et se contenta de rester à la diète le chef du parti modéré qui souhaitait à la fois le maintien des libertés hongroises, de la dynastie et de l'intégrité autrichienne. Une amnistie générale fut pour la Hongrie la conséquence de cette réconciliation. Kossuth, qui avait naguère proclamé la déchéance de la dynastie, refusa d'en profiter et resta en Italie dans un exil volontaire.

Assurément le triomphe de François Deak était le triomphe d'une bonne cause défendue avec courage, honnêteté et persévérance. L'Europe libérale y applaudit avec raison. Cependant il y avait plus d'une ombre à ce brillant tableau. Les Magyars, avec leur égoïsme habituel, n'avaient songé qu'à eux-mêmes ; pour réduire à l'obéissance les éléments réfractaires à leur hégémonie, les Croates, par exemple, ils avaient eu recours aux moyens les moins légitimes : ils profitèrent de leur victoire pour faire peser une lourde domination sur les Roumains, les Serbes, les Slovaques, dont les doléances ont plus d'une fois retenti dans la presse. Sauf les Croates, qui, grâce à la vigueur du droit historique, ont réussi à obtenir une autonomie respectable

et un ministère spécial à Pesth, les peuples non magyars sont restés dans une sorte de servage. Pour les y maintenir, les Hongrois doivent fatalement s'appuyer sur les Allemands d'Autriche; car ils savent que l'émancipation des Slaves de Bohême, de Carinthie ou de Carniole, donnerait aux Serbes et aux Slovaques une force morale qui se retournerait, à un moment donné, contre leurs dominateurs.

Depuis l'*Ausgleich*, il y eut dans l'empire deux éléments, le royaume de Hongrie, et, comme on dit encore en style officiel, « les royaumes et pays représentés au Reichsrath, ou les autres pays de Sa Majesté ». Pour plus de clarté, la langue politique a dû inventer les deux termes nouveaux de Cisleithanie et de Transleithanie. Ils désignent les deux groupes séparés un peu au-dessous de Vienne par un obscur affluent du Danube, la Leitha, qui ne s'attendait pas à devenir un jour si célèbre. La monarchie comptait trois ministères différents. Le ministère hongrois, siégeant à Pesth, comprenait : un président du conseil, un ministre de la cour, un ministre de l'instruction publique et des cultes, des voies de communication et travaux publics, des finances, de la justice, de l'agriculture, de l'intérieur et de la défense du pays. Plus tard, pour constater l'autonomie croate, un ministre spécial fut créé pour la Croatie et la Slavonie. Le ministère cisleithan, siégeant à Vienne, comprenait à peu près le même personnel, sauf le ministre de la cour. Enfin le ministère commun se composait des ministres de la guerre, des finances et des affaires étrangères.

Protestations des Slaves contre le dualisme.

Si l'œuvre de réconciliation s'est accomplie sans difficulté entre la Hongrie et le souverain, il ne faut pas croire que les choses se soient passées aussi aisément dans « les autres pays de Sa Majesté ». Les diètes de la Cisleithanie avaient été convoquées en même temps que celle de Pesth; mais elles ne furent point, comme elle, consultées sur la forme qu'elles entendaient donner à leurs rapports avec le souverain et les autres pays de la monarchie Elles furent

simplement invitées à envoyer des députés à un Reichsrath qui se réunirait prochainement à Vienne. C'était préjuger la question : si les Magyars avaient refusé de se laisser absorber dans la monarchie unifiée, les Slaves avaient le même droit de protester contre le centralisme restreint qui se présentait à eux sous la forme du dualisme. Les Allemands ne pouvaient qu'être favorables à un régime qui favorisait leurs prétentions et, grâce au système électoral de M. Schmerling, assurait leur domination sur une partie de la monarchie; les Polonais de Galicie, sans droit historique, voyant leurs compatriotes maltraités en Prusse et en Russie, pouvaient seuls espérer quelques améliorations en se rattachant au programme du comte de Beust; ils consentirent à envoyer des députés à Vienne. Mais les Tchèques de Bohême et de Moravie, les Slovènes de Carniole, tenaient à affirmer leur existence et refusèrent de se rendre au nouveau parlement.

A la diète de Bohême, M. Rieger signala avec talent et énergie les dangers du dualisme et de la politique germanisatrice : d'autre part, l'adhésion des Galiciens à la politique de M. de Beust refroidit singulièrement les sympathies que les événements de 1863 avaient fait naître en Bohême pour les Polonais; quelques-uns des hommes les plus éminents de la Bohême et des autres pays slaves, épouvantés par le triomphe de la politique allemande, se rapprochèrent de la Russie dans laquelle ils voyaient le seul protecteur possible contre les convoitises germaniques. Le voyage d'un certain nombre de Slaves à Moscou, à l'occasion d'une exposition ethnographique organisée dans cette ville, eut, dans la monarchie et le reste de l'Europe, un grand retentissement (1867). On voulut voir, dans le congrès slave de Moscou, le pendant et la contre-partie de celui qui avait échoué à Prague en 1848. Il est certain que les Tchèques en cas de dissolution de l'État autrichien, n'eussent pas hésité à préférer la Russie, qui ne leur a jamais fait de mal, à l'Allemagne qui est l'ennemi héréditaire. A dater de ce moment les députés slaves de la Bohême et de la Moravie observèrent, vis-à-vis du parle-

ment de Vienne, une politique d'opposition passive, en refusant obstinément de paraître au Reichsrath.

C'était la politique qui avait réussi aux Magyars; or les Tchèques réclamaient pour la couronne de Saint-Vacslav des droits analogues à ceux de la couronne de Saint-Etienne. Les questions de nationalité et de droit historique sont généralement mal comprises chez nous; et l'on a attribué à tort l'abstention des Tchèques à leur répugnance pour les institutions parlementaires. Le ministère cisleithan, présidé par le baron de Beust, fort dédaigneux des franchises nationales, proposait, d'ailleurs, une série de mesures libérales qui rendaient l'Autriche sympathique à l'opinion publique européenne et faisaient réclamer, par certains hommes d'État, « la liberté comme en Autriche ». On ne voyait à l'étranger que les formules libérales contre-signées par le nouveau cabinet; on s'inquiétait peu de savoir si elles étaient loyalement mises en pratique et si elles répondaient aux aspirations réelles des peuples divers dont se compose l'État autrichien. Il est vrai que l'existence de ces peuples étaient mal connue ou même totalement ignorée. Ainsi, à la chambre française, on entendit, en 1866, un illustre homme d'État plaider la cause de l'Autriche qui comptait, disait-il, quinze millions d'Allemands. Il prenait pour des Allemands les Tchèques de Bohême et de Moravie, les Slovènes de Styrie, de Carinthie, de Carniole et d'Istrie, incorporés bien malgré eux dans le Bund germanique et qui ne demandaient qu'à en sortir à la première occasion.

On a souvent cité comme un modèle de libéralisme la loi organique fondamentale du 21 décembre 1867 sur les droits généraux des citoyens des oyaumes et pays représentés au Reichsrath. Elle consacrait toutes les libertés nécessaires, l'égalité des citoyens devant la loi, l'inviolabilité du domicile, le droit d'association, la liberté de conscience. Elle renfermait un article 19 qui est ainsi conçu : « Tous les peuples de l'État sont sur le pied d'égalité, et chaque peuple, en particulier, a droit à ce que l'inviolabilité de sa nationalité et de son idiome soit ga-

rantie. L'égalité de tous les idiomes usités dans l'empire, pour les écoles, l'administration et la vie publique, est reconnue par l'État. Dans les pays où existent différentes nationalités, les établissements publics d'éducation doivent être organisés de manière que, sans être contraint d'apprendre une seconde langue, chaque citoyen puisse acquérir tous les moyens nécessaires d'instruction. » Cet article, qui serait sans objet dans un pays unitaire comme la France ou l'Italie, était l'expression d'une liberté nécessaire dans un État polyglotte comme la Cisleithanie. Il n'a jamais été loyalement appliqué. Les Tchèques, en Bohême, les Slovènes, en Carinthie, en Carniole, en Istrie, se sont plaints de voir leurs écoles primaires ou leurs gymnases livrés à des maîtres allemands ou italiens, les Slovènes de n'avoir point d'Université. Ce phénomène était d'autant plus singulier que le gouvernement, en favorisant ces empiétements d'une nationalité sur l'autre, favorisait au fond, sans paraître s'en douter, les convoitises bien connues de ses voisins allemands ou italiens.

Les réformes libérales.

Le 30 décembre 1867, le premier ministère parlementaire de la Cisleithanie fut constitué sous la présidence du prince Charles d'Auersperg. Il se composait de huit Allemands et d'un Polonais, M. Potocki. Il s'appliqua tout d'abord à dégager l'Autriche de la domination ultramontaine et cléricale qu'elle subissait depuis 1855. Le concordat fut dénoncé. Une loi sur le mariage décida que, sur le refus du prêtre compétent, il pourrait être contracté devant l'autorité civile, et que les affaires matrimoniales ressortiraient aux tribunaux ordinaires. Vint ensuite une loi sur les écoles qui émancipa l'enseignement de la tutelle de l'Église. Cependant, comme cette loi empiétait sur l'autonomie des diètes provinciales, elle ne fut pas votée sans difficulté : les fédéralistes, les Polonais, les Slovènes, les Tiroliens, se retirèrent du Reichsrath. Grâce au système électoral de Schmerling, les Allemands y étaient encore assez nombreux pour que l'assemblée fût en nombre suffisant pour délibérer !

Une autre loi destinée à régler les rapports confessionnels et les mariages mixtes fut également adoptée (25 mai 1868). La cour de Rome et plusieurs membres du haut clergé autrichien protestèrent contre ces mesures. Le gouvernement tint bon et poursuivit, devant les tribunaux, les évêques dont les mandements avaient exhorté les fidèles à la désobéissance aux lois. Ces mesures énergiques furent accompagnées de réformes dans l'ordre financier, judiciaire et militaire. Le jury fut rétabli, même en matière de presse. Nous verrons plus loin comment, chez les nationalités réfractaires au dualisme, cette institution libérale a été habilement annulée. Le ministre Brestl présenta une loi de finances qui unifiait la dette de l'État, et augmentait de 20 pour 100 l'impôt sur les coupons. Cette mesure porta à l'étranger un coup sensible au crédit autrichien. La loi militaire votée en novembre 1868, modifia l'armée sur le type de l'organisation prussienne; désormais, sur le pied de guerre, elle comprenait 800 000 hommes et 255 000 sur le pied de paix. Tous les citoyens, sauf dans la frontière militaire où l'ancien régime était maintenu, devaient trois ans de service effectif, cinq années dans la réserve, deux dans la landwehr. Le volontariat d'un an fut introduit, l'armement perfectionné par l'introduction du fusil se chargeant par la culasse. Un peu plus tard (en 1870-1871), l'état-major général fut complètement réorganisé.

Résistance de la Bohême ; la déclaration (1868).

Ces réformes utiles ne doivent pas faire perdre de vue les longues luttes des peuples ou des provinces pour défendre leurs traditions et leur autonomie contre les prétentions du nouveau centralisme viennois. La Bohême, qui n'avait pas été consultée lors de l'accord avec la Hongrie et qui prétendait avoir des droits égaux à ceux de ce royaume, n'a cessé de protester contre les faits accomplis : en 1867 les Tchèques avaient comme on l'a vu plus haut, refusé

d'envoyer des députés à Vienne. Dès que la liberté de réunion eut été proclamée, ils organisèrent de gigantesques *meetings*, où ils réclamèrent leurs droits méconnus. En 1868, l'empereur François-Joseph vint à Prague et eut avec les chefs du parti national, MM. Palacky, Rieger, Clam-Martinitz, des entretiens qui n'aboutirent point à une solution : le ministère, en attendant la loi sur le jury, fut impitoyable pour la presse bohême; quand cette loi eut désarmé ses magistrats, il se produisit un fait curieux. Les jurys des villes tchèques ne manquaient point d'acquitter leurs compatriotes : le gouvernement renvoya les journalistes devant des jurys de villes allemandes (Reichenberg, Leitmeritz), qui ne pouvaient pas même lire dans l'original les articles incriminés ! Quand les diètes provinciales furent convoquées, les Tchèques qui, d'après le régime électoral de Schmerling, étaient maintenus dans une minorité factice, refusèrent de s'y rendre et publièrent un manifeste connu sous le nom de « Déclaration », qui reste encore aujourd'hui le programme de leurs revendications.

La déclaration des députés tchèques, datée du 22 août 1868, se résume dans les articles suivants : 1° Il y a entre la Bohême et le souverain un rapport de droits et de devoirs mutuels qui oblige également les deux parties. 2° L'Autriche n'est pas un Etat unitaire : le royaume de Bohême n'est rattaché au reste de la monarchie que par le lien de l'union personnelle. 3° Aucune modification ne peut être apportée à cet état de choses que par un contrat nouveau entre le royaume et la dynastie. 4° Aucune assemblée étrangère à la Bohême, Reichsrath ou délégation, ne peut imposer au royaume les dettes de l'empire ou d'autres charges publiques. 6° La nation hongroise a le droit de traiter avec le souverain de ses intérêts, mais non pas de ceux la Bohême. 7° La Cisleithanie est sans fondement historique, et la Bohême n'a pas à se faire représenter dans une assemblée cisleithanienne. 8° Les questions constitutionnelles pendantes doivent être réglées d'un commun accord entre le souverain et la nation poli-

tique bohême « représentée sur la base d'une loi électorale juste et d'une élection correcte ». Peu de temps après les députés slaves de la diète de Moravie publiaient une déclaration analogue. Ils proclamaient le Reichsrath incompétent pour décider du droit des différents royaumes et pays et des rapports qui existent par suite de ce droit entre ces royaumes et pays. « Le dualisme, disaient-ils, n'est fondé ni en droit historique ni en droit politique. Aucun député du margraviat de Moravie n'a eu le droit de traiter au nom de ce pays dans le Reichsrath (il s'agit bien entendu des députés allemands) ni de céder le pouvoir législatif et les droits politiques de la diète de Moravie à la représentation d'un autre pays. Le pouvoir constituant du Reichsrath a eu pour base une violation manifeste d'anciens droits, et ses décisions sont nulles et non avenues. Un accommodement n'est possible que sur la base de notre droit historique et par une transaction du souverain avec notre diète légitimement élue et composée. » En se fondant sur ces principes, les députés tchèques-moraves refusèrent de siéger à la diète de Brno (Brünn) qu'ils ne considéraient pas « comme légitimement élue et composée ».

Le cinquième anniversaire séculaire de la naissance de Jean Hus donna lieu à de grandes manifestations nationales (juillet 1868).

La crise arriva à un tel point que le gouvernement proclama à Prague l'état de siége, qui ne fut levé que le 29 avril 1869 A la diète de cette année, les *déclarants* furent réélus aussi bien en Bohême qu'en Moravie. Il était donc impossible d'amener les Tchèques et les Moraves au parlement de Vienne ; le gouvernement imagina de faire élire directement les députés au Reichsrath par les électeurs et non plus par les diètes. Cette mesure n'a été mise en pratique que beaucoup plus tard ; mais elle n'a pas donné les résultats qu'on en avait espérés. A diverses reprises, les cabinets qui se sont succédé à Vienne firent offrir aux chefs du parti national une transaction sur le terrain de la constitution, mais c'était précisément cette constitution que les Tchèques refusaient d'accepter : ils restèrent sur le

terrain de la *Déclaration*. Cette situation tendue se prolongea jusqu'à l'époque de la guerre franco-allemande.

Exploités par les Allemands les Tchèques songeaient à se rapprocher de la France qui hélas! n'avait pas encore la complète conscience du danger dont la menaçaient les ambitions tudesques. Nous n'avons que des idées assez vagues sur les peuples slaves et leurs ennemis avaient réussi à nous persuader que le grand danger que menaçait l'Europe, c'était le Panslavisme. Pour lutter contre ce préjugé le chef politique de la nation tchèque — celui qui jouait chez elle avec moins de bonheur le rôle de François Deak en Hongrie — avait en 1867 fait publier dans notre langue un discours prononcé à la diète de Prague le 13 avril 1867 et l'avait distribué à un certain nombre de nos publicistes. Bien peu hélas! en comprirent l'intérêt prophétique. Je n'en citerai que deux fragments.

« L'empire d'Allemagne, disait Rieger, existe de fait depuis la bataille de Sadova. La couronne impériale brillera sur le front d'un Hohenzollern, c'est l'affaire de quelques semaines, peut-être de quelques mois.

« Je ne puis me défendre de la conviction que le dualisme amènera la ruine de l'empire. »

On sait comment ces deux prédictions se sont réalisées. On ne les prenait pas au sérieux chez nous en 1867. On ne comprenait pas la solidarité des intérêts slaves et des intérêts français. Rieger la sentait fort bien. Il désirait agir directement sur l'esprit de Napoléon III que l'on considérait encore comme l'arbitre de l'Europe.

Au cours de l'année 1869, à la suite de circonstances dont on trouvera le détail dans mon volume sur *la Renaissance tchèque*[1], Rieger réussit à obtenir une audience secrète de Napoléon III et lui remit un memorandum où il expliquait l'identité des intérêts tchèques et des intérêts français. Il y expliquait fort bien comment l'Autriche pouvait être amenée à la ruine par les Allemands qui rêvent une grande Allemagne, par les Magyars, qui ne veulent pas de l'unité autri-

[1] P. 188 et suivantes, Paris, Alcan, 1911.

chienne, comment elle ne pouvait exister que constituée sur une base fédéraliste et quel intérêt la France avait à voir une Autriche fédéraliste faire contrepoids à l'Allemagne.

Napoléon III prit connaissance du memorandum et l'envoya à son ambassadeur de Vienne qui eut en 1870 la maladresse d'en laisser prendre une copie. Une feuille de Vienne toute dévouée aux intérêts pangermanistes fit paraître un article sensationnel où l'on donnait à entendre qu'un patriote tchèque avait tout simplement commis le crime de haute trahison en négociant avec un souverain étranger. François-Joseph eut le bon goût de ne pas s'en formaliser et même — dans l'espoir d'être agréable aux Tchèques — il conféra quelques années plus tard à Rieger le titre de baron.

La résolution galicienne (1868); insurrection des Bocchesi (1869).

La Galicie, les Polonais et les Ruthènes, sans droits historiques dans la monarchie, n'ayant à invoquer aucun contrat avec la dynastie, se montrèrent plus conciliants que les Tchèques : sous l'influence de Goluchowski, la diète de Lwow (Lemberg) avait voté l'envoi de ses députés au Reichsrath, malgré les efforts du parti Smolka qui demandait une alliance intime avec les Tchèques : c'était reconnaître la nouvelle constitution. La plupart des Polonais ne se considéraient que comme des hôtes temporaires dans la monarchie autrichienne; sans s'inquiéter des intérêts de telle ou telle nation ou de telle ou telle race, ils s'efforçaient, en attendant mieux, d'obtenir pour eux-mêmes la plus grande somme de concessions possible. Ils visaient à faire de la Galicie la base sur laquelle ils rêvaient de reconstituer la Pologne. Il y avait cependant parmi eux un parti fédéraliste et démocratique. En septembre 1868, ce parti exprima ses vœux dans une *résolution* qui fait pendant à

la déclaration tchèque : elle formulait le programme suivant : « La diète du pays nomme seule des députés au Reichsrath. — Le gouvernement ne pourra jamais ordonner d'élections directes. — Les députés galiciens ne prendront part aux délibérations du Reichsrath que pour les affaires communes à la Galicie et aux autres pays cisleithans. — Les affaires commerciales du pays, les institutions de crédit, les droits de cité et la police des étrangers, l'enseignement, la justice et l'administration rentrent exclusivement dans la compétence de la diète. — La Galicie aura une cour de cassation. — Elle réclame un gouvernement séparé, responsable devant la diète, et un ministre responsable.

Il va de soi que ces prétentions furent rejetées par les Allemands qui, grâce au système que nous avons indiqué plus haut, formaient la majorité factice du Reichsrath. Soumise à cette assemblée en 1869, la résolution fut repoussée par la question préalable. Elle avait d'ailleurs contre elle les députés ruthènes, qui redoutaient l'omnipotence des Polonais et voulaient s'appuyer sur un pouvoir énergique. A l'extrémité occidentale de la monarchie, les Slovènes, dans de nombreux meetings, réclamèrent la formation d'un royaume de Slovénie ou d'Illyrie qui aurait compris Trieste, l'Istrie, Gorica, Gradisca, la Carniole, la Carinthie méridionale, la Styrie méridionale; en Dalmatie la lutte n'était pas moins vive, à la diète de Zara, entre la minorité italienne soutenue par le gouvernement, toujours et partout hostile aux Slaves, et les représentants des Serbo-Croates. Vers la fin de 1869 une insurrection éclata dans les Bouches de Cattaro : les Serbes de ce district, population guerrière et fort semblable à celle du Monténégro, refusèrent de laisser appliquer chez eux la nouvelle loi sur la landwehr; ils voulaient bien porter les armes et combattre pour la défense de leurs montagnes; mais ils refusaient de se laisser enrégimenter et transformer en Kaiserliks. Ils coururent aux armes; l'état de siège et la loi martiale ne purent les réduire; deux généraux autrichiens épuisèrent en vain contre ces tireurs habiles, retranchés dans des si-

tuations imprenables, toutes les ressources de la stratégie la plus savante. Leur compatriote le général Rodich fut plus heureux; il sut soumettre les Bocchesi, mieux par la persuasion que par la force; une amnistie termina ce sanglant épisode (décembre 1869).

Griefs des Croates, des Serbes et des Roumains contre les Hongrois.

En Hongrie, les Magyars déployèrent contre les nationalités sacrifiées par l'*Ausgleich* une farouche énergie. « Les Hongrois, a dit ingénieusement M. Laveleye, n'aperçoivent guère que ce qui est conforme à leurs désirs; pour ce qui les contrarie, ils sont aveugles. » Les Croates étaient loin d'être satisfaits des conditions qu'on prétendait leur imposer : en 1866 leur diète avait voté diverses résolutions, déclarant que la Croatie n'abandonnait rien de son autonomie, qu'elle n'entendait pas se faire représenter à la diète hongroise, mais traiter directement avec le souverain; ils avaient refusé d'envoyer leurs députés au parlement de Pesth; les Magyars vainqueurs firent dissoudre la diète de Zagreb (Agram) une première fois en janvier 1867, une seconde fois en mai 1867. Elle se refusait à voter les propositions élaborées à Pesth, et protestait contre l'annexion à la Hongrie du port de Fiume, également disputé par les deux royaumes. L'évêque Strossmayer, l'âme de l'opposition nationale, qui jeta plus tard un si grand éclat sur le concile du Vatican, avait été exilé[1]. Un personnage équivoque, compromis dans des spéculations scandaleuses, avait été imposé à la Croatie comme *locumtenens banalis*. Le gouvernement hongrois eut recours à un moyen, qui rappelle les procédés de Schmer-

[1] Voir sur la vie de cet éminent prélat notre volume : *le Monde slave* (première série) et les *Souvenirs d'un slavophile* (Hachette, 1906).

ling; il modifia le régime électoral de la diète et obtint ainsi une sorte de *rump-parliament*, avec une majorité favorable à ses desseins. Cette majorité de rencontre conclut avec les Magyars un traité qui ne pouvait avoir qu'un caractère provisoire, et qui a dû depuis être revisé; les Croates envoyaient trente et un députés au parlement de Pesth; ils n'avaient point à Pesth de ministre responsable; à Zagreb le ban exerçait le pouvoir exécutif, mais sans réunir les pouvoirs civils et militaires; les finances de la Croatie, sauf une somme de 2,200,000 florins réservée aux besoins du pays, devaient revenir au trésor hongrois. Sans doute la Croatie jouissait d'une certaine autonomie; mais elle se sentait profondément blessée par la façon dont sa diète avait été modifiée, par la personnalité du ban qu'on lui avait imposé, par les persécutions infligées à tous les organes du parti national. Il régnait à Zagreb un terrorisme tel que les journaux indépendants étaient obligés de paraître à Vienne. La Croatie a obtenu depuis (1873) un arrangement plus équitable et un ministre responsable à Budapest.

Les griefs des Croates contre les Magyars ne firent que s'aggraver; ils étaient entretenus par les procédés que les Hongrois appliquaient aux Serbes, aux Slovaques, aux Roumains. Tandis que les Magyars écrasaient ainsi les nationalités slaves ou roumaines, ils laissaient aux Allemands libre carrière. Au lendemain des victoires prussiennes, en 1871, on vit paraître à Presbourg une revue aux couleurs de l'empire germanique. Elle s'intitulait fièrement : *Die deutsche Wacht an der Donau :* la garde allemande du Danube; c'était la contre-partie de la *Wacht am Rhein*. Par suite de l'accord conclu en 1867, la voïevodie serbe avait été supprimée et les pays serbes réincorporés au royaume de Saint-Étienne; les Hongrois n'ont rien négligé pour magyariser le pays et ont affecté de ne reconnaître les Serbes que comme une secte religieuse; ils leur ont imposé des écoles magyares, et ont persécuté sans relâche la presse serbe.

L'*Omladina*, société littéraire d'étudiants serbes, la

Matica, autre société pour la publication de livres populaires, ont été l'objet de mesures de rigueur. Chez les Slovaques, on a vu tour à tour les gymnases fermés, la *Matica* supprimée; le panslavisme était généralement le prétexte invoqué pour justifier ces mesures qui laissaient après elles une profonde irritation. Les Roumains ne furent pas plus heureux que les Slaves : ils célébrèrent, le 15 mai 1868, auprès de Blasiu, l'anniversaire de la réunion qu'ils avaient tenue vingt années auparavant dans le même endroit. Ils demandèrent de nouveau à être reconnus comme nation à côté des Szeklers, des Saxons et des Magyars. La diète de Budapest, en annexant purement et simplement la Transylvanie à la Hongrie, réduisit à néant leurs espérances.

CHAPITRE XXXIV.

L'AUTRICHE-HONGRIE DE 1867 A 1878.

Retour vers le fédéralisme; le ministère Hohenwart (1871). — Négociations avec la Bohême; les articles fondamentaux. — Nouvel échec du fédéralisme. — Etat présent de l'Autriche-Hongrie; progrès économiques, réformes libérales. — Réveil de la question d'Orient; politique incertaine de l'Autriche; conclusions.

Retour vers le fédéralisme; le ministère Hohenwart (1871).

En somme, comme on devait le prévoir, l'*Ausgleich* de 1867 n'avait satisfait que les Magyars et les Allemands d'Autriche; les Polonais de Galicie le subissaient en s'efforçant d'en tirer le meilleur parti pour leur avenir; tous les autres peuples témoignaient un mécontentement peu dissimulé. Dans la Cisleithanie notamment, la situation du cabinet était fort difficile: des conflits éclataient sans cesse au Reichsrath; les députés tyroliens, galiciens, slovènes, abandonnaient tour à tour cette assemblée. Les ministres se succédaient sans relâche. Le cabinet Potocki tenta d'élaborer, tout en conservant la constitution de décembre 1867, un projet qui accordait quelque satisfaction au fédéralisme. La chambre des seigneurs aurait été composée de membres élus par les diètes; le Reichsrath, composé de membres nommés à l'élection directe; les nationalités auraient reçu quelque satisfaction. Ces bonnes intentions restèrent sans résultat. La guerre franco-allemande vint compliquer encore la situation. L'Autriche, au point

de vue militaire, n'était pas en état de secourir la France, de demander à la Prusse la revanche de Sadova; elle laissait dans son gouvernement la prépondérance à des Allemands qui applaudissaient au succès de leurs compatriotes prussiens et faisaient célébrer dans des journaux inspirés par Berlin la gloire de la nouvelle Allemagne. Les Magyars pour la plupart se réjouissaient des victoires de la Prusse : l'absorption de la Cisleithanie une fois accomplie dans la grande Allemagne, ils avaient les mains libres pour réaliser tous les rêves de l'ambition hongroise. C'est dans ces circonstances que l'empereur crut devoir appeler aux affaires un cabinet destiné à faire prévaloir la politique fédéraliste (février 1871).

Le comte Charles Hohenwart, gouverneur de la haute Autriche, fit entrer dans ce cabinet deux Tchèques, M. Jireček, à l'instruction publique, et M. Habětinek à la justice. Ce fait seul indiquait l'esprit qui allait inspirer le nouveau ministère; évidemment il s'agissait avant tout de satisfaire la Bohême. Mais la tâche du ministère Hohenwart était fort difficile; il fallait dépouiller les Allemands de la suprématie que l'organisation actuelle du régime électoral leur assurait sans conteste. Il fallait entrer en lutte avec les Teutons du dedans et du dehors. Un des chefs du parti allemand s'écriait en plein Reichsrath : « Concéder à la Bohême ce qu'on accorde à la Galicie, ce serait réduire deux millions d'Allemands au rôle des Ruthènes. *Mais il ne faut pas oublier que ces Allemands sont les congénères d'un grand peuple voisin.* » Un autre orateur disait : « Nous n'avons pas vaincu à Sedan pour devenir les ilotes des Tchèques. » Certains journaux comparaient la Bohême au Schleswig et faisaient des allusions fort claires au rôle libérateur de la Prusse.

Négociations avec la Bohême; les articles fondamentaux.

Néanmoins l'honnête ministre se mit bravement à l'œuvre; il entra en pourparlers avec les chefs politiques de la

Bohême, MM. Rieger et Palacky, et présenta au Reichsrath une nouvelle loi qui élargissait la compétence des diètes provinciales et leur accordait l'initiative en matière législative : ce projet fut naturellement repoussé. Un peu plus tard, il présenta un projet spécial à la Galicie qui sanctionnait les principaux points de la *résolution :* interpellé sur la question de savoir s'il avait l'intention de proposer des mesures analogues pour d'autres provinces, il exposa franchement son programme ; il déclara que si la Bohême pouvait être satisfaite des concessions qu'il préparait pour la Galicie, il n'hésiterait pas un instant à les lui offrir. Ce fut le signal d'un déchaînement général. Les Allemands du Reichsrath votèrent une adresse à l'empereur pour déclarer que le cabinet n'avait pas leur confiance (26 mai). Le souverain répondit en prorogeant les deux chambres viennoises. Le 12 août, le Reichsrath fut dissous, et les diètes provinciales furent convoquées pour le 14 septembre suivant. D'autre part, des négociations officieuses étaient engagées entre Vienne et Prague. M. Rieger, qui a joué en Bohême un rôle analogue à celui de Deak en Hongrie, élaborait, d'accord avec le comte Clam Martinitz, le programme sur lequel devait se conclure la réconciliation définitive de la Bohême avec le régime constitutionnel. Le souverain et le ministre se montrèrent prêts aux plus importantes concessions. Le 14 septembre, la diète de Bohême fut ouverte par un message ou rescrit royal : cette fois les Tchèques, absents depuis plusieurs années, y reparaissaient, et grâce à de nouvelles élections, dans lesquelles pour la première fois le gouvernement n'avait pas faussé les suffrages, même malgré le régime électoral de Schmerling, ils avaient la majorité. Le rescrit du 14 septembre promettait la reconnaissance des droits du royaume de Bohême, le *couronnement du souverain* et invitait la diète à faire savoir par quels moyens l'accord pourrait être rétabli entre le royaume et le reste de la monarchie : « Reconnaissant l'importance politique de la couronne de Bohême, disait l'empereur, nous souvenant de l'éclat et de la gloire que cette couronne à prêtés à nos prédéces-

seurs, plein de gratitude pour la fidélité avec laquelle la nation bohême a soutenu notre trône, nous sommes prêt à reconnaître les droits du royaume et à renouveler cette reconnaissance par le serment du couronnement. » Les diètes de Bohême, de Moravie, de Carniole, accueillirent avec enthousiasme cette déclaration, qui excita chez les Allemands de violentes colères. Un projet de loi établissant un nouveau régime électoral et une loi sur les nationalités furent présentés à la diète de Prague. Les députés allemands protestèrent immédiatement et quittèrent la salle des séances. Cependant une commission fut nommée pour élaborer le programme définitif sur lequel s'établiraient les rapports du royaume de Bohême avec le reste de l'État austro-hongrois. Ce programme fut résumé dans les *articles fondamentaux* que la diète vota à l'unanimité; elle les envoya à Vienne et s'ajourna pour attendre la réponse du souverain.

D'après les *articles fondamentaux*, la Bohême, comme la Hongrie, se faisait représenter, pour toutes les affaires communes de l'empire, par une délégation nommée par la diète de Prague et non plus par le Reichsrath. Elle ne traitait avec les autres États cisleithans que par l'intermédiaire de ses délégués. Elle obtenait une complète autonomie et ne reconnaissait comme affaires communes à toute la monarchie que la guerre, la diplomatie et le commerce. Un sénat composé de membres nommés par l'empereur aurait réglé les conflits qui pouvaient s'élever entre les différents royaumes ou provinces. Enfin, la représentation des villes et des communes rurales aurait été considérablement augmentée, ce qui aurait assuré à la nation tchèque la prépondérance qui lui appartient dans le royaume en vertu de l'histoire et de la statistique. La diète de Moravie donna son approbation aux articles fondamentaux et réclama l'institution ou plutôt le rétablissement d'un chancelier spécial pour les pays de la couronne de Saint-Vacslav. Les Slaves de la monarchie souhaitaient avec ardeur le succès d'une politique qui, en amenant l'Autriche au fédéralisme, mettrait fin à l'hégémonie allemande et magyare

En revanche, le programme de MM. Rieger et Clam Martinitz surexcitait au plus haut point l'égoïsme des Allemands et des Hongrois. Nous avons dit plus haut pourquoi les Magyars ont peur du slavisme; quant aux Allemands d'Autriche, le nombre était fort restreint de ceux qui tiennent à mettre en pratique le célèbre axiome de François II : *Justitia erga omnes nationes est fundamentum Austriæ.* Beaucoup tournaient leur regard vers la grande Allemagne et ne demandaient que l'anéantissement de cette nation tchèque qui se dresse opiniâtrement entre Vienne et Berlin, et qui est, comme on l'a dit souvent, *un pieu enfoncé dans la chair allemande* (ein Pfahl in deutschen Fleisch).

Nouvel échec du fédéralisme.

D'ailleurs, si l'Autriche, de par le traité de Prague, ne devait pas se mêler des affaires intérieures de l'Allemagne, la réciproque était loin d'être vraie. Les hommes d'État de Berlin observaient leurs compatriotes de l'Elbe supérieur et du Danube avec l'attention jalouse qu'ils prêtaient naguère à leurs frères du Schleswig ou d'Alsace. Ils entretenaient dans une partie de la presse viennoise une agitation dont il ne serait peut-être pas très difficile de pénétrer le secret. De nombreuses entrevues, dont les eaux de Gastein étaient le plus souvent le prétexte, donnaient lieu à des échanges d'idées où l'intérêt germanique était généralement moins sacrifié que l'intérêt autrichien. On remarqua que dans l'été de 1871 ces entrevues avaient été fort nombreuses à Ischl, à Salzbourg, à Gastein; l'empereur d'Autriche s'y était rencontré à diverses reprises avec l'empereur d'Allemagne, et M. de Bismarck avec M. Andrassy. Toutes les influences germaniques et magyares s'unirent donc pour faire échec aux espérances de la Bohême : l'empereur François-Joseph crut devoir céder devant cette coalition. Le ministère fit un premier pas en arrière en déclarant que les articles fondamentaux seraient soumis au prochain Reichsrath; pour qui sait comment cette assemblée était com-

posée, le résultat de cet expédient ne pouvait être douteux. M. Rieger, dans un voyage à Vienne, tenta un suprême effort pour assurer l'exécution des engagements pris par le souverain. Moins heureux que Deak, il échoua dans ses efforts. Il fut, à son retour à Prague, l'objet d'une chaleureuse ovation. On vit alors un singulier spectacle : le ministère Hohenwart donna sa démission (novembre 1871); M. de Beust — pour des raisons encore mal connues — fut relevé de ses fonctions de chancelier et chargé de l'ambassade de Londres; M. Andrassy, chef du cabinet hongrois, fut nommé à sa place et assura la prépondérance magyare dans les conseils de la monarchie.

Le nouveau ministère allemand, présidé par M. A. Auersperg, obligea le roi à se dégager des promesses qu'il avait faites à la Bohême et invita tout simplement la diète de Prague à envoyer des députés au Reichsrath. Les persécutions recommencèrent de plus belle contre la presse slave, et l'on vit — spectacle inouï dans les annales d'aucun pays — la police confisquer dans les lieux publics les exemplaires du manifeste impérial qui reconnaissait les droits du royaume de Bohême et promettait de les renouveler par le serment du couronnement. La diète de Bohême refusa de traiter avec toute autre personne qu'avec le roi légitime et fut dissoute. Les autres diètes furent également dissoutes (25 novembre); un nouveau Reichsrath fut convoqué; malgré l'absence des fédéralistes, il se trouva en nombre suffisant pour se réunir. Ainsi le dualisme fut remis en vigueur, et les espérances de la Bohême indéfiniment ajournées. Les Tchèques continuèrent à refuser de se rendre au Reichsrath.

Progrès économiques et artistiques; réformes libérales

Détournons un instant nos regards de ces conflits pénibles et irritants entre la raison d'État et les droits historiques ou nationaux. Si la plupart des peuples de l'État Austro-Hongrois n'ont pas réussi à réaliser l'idéal politique

auquel ils aspirent, le règne de François-Joseph a vu en revanche s'accomplir de nombreux progrès sociaux et économiques. De nombreuses lignes de chemins de fer ont été construites; elles ont mis Vienne, Pesth et Prague en communication avec les points les plus éloignés de la monarchie et les grandes capitales de l'étranger, sans excepter Constantinople. Des traités de commerce et de navigation ont été conclus avec la France, l'Angleterre et la Russie. L'industrie a pris, dans les diverses provinces, un rapide essor; elle s'est signalée dans les grandes expositions internationales. Celle qui eut lieu à Vienne, en 1873, fut l'une des plus intéressantes de notre époque. Malheureusement, les résultats financiers en furent peu brillants, et elle coïncida avec un désastre économique qui ébranla pour de longues années le crédit public. Vienne, depuis 1815, était devenue, nous l'avons déjà fait remarquer, une ville de banque et de spéculation. L'institution immorale de la loterie entretenait chez la population le goût des jeux de bourse et de l'agiotage. L'agiotage effréné aboutit nécessairement à des catastrophes; c'est ce qui se produisit à Vienne lors du *krach*, ou grand effondrement de 1874. Sur cent quarante-sept banques par actions, quatre-vingt-seize s'écroulèrent en moins de trois ans. Ce désastre entraîna la ruine d'une foule de familles.

Malgré les sinistres conséquences du krach, le règne de l'empereur François-Joseph fut pour les grandes villes de l'État autrichien une époque de restauration, d'embellissements, d'épanouissement artistique. La peinture et l'architecture ont eu à Vienne, à Prague, à Budapest, à Cracovie de remarquables représentants; elles ont produit des œuvres dont quelques-unes méritent de passer à la postérité. Le chef de l'école viennoise a été, en peinture, Hans Makart, dont les œuvres, essentiellement décoratives, ont été plus d'une fois admirées à Paris; la Galicie a produit Matéjko, qui consacra son talent grandiose à la reproduction des plus glorieux épisodes de l'histoire de Pologne; la Bohême, Czermak, le peintre des Slaves méridionaux, et Brozik, qui se plaisait à retracer les scènes du Moyen âge et de la

Renaissance; la Hongrie, Munkaczy, Benczur, Zichy. La plupart des peintres autrichiens vivaient en dehors de leur pays, les uns à Paris, les autres à Munich.

La sculpture a été représentée dans les pays allemands par Hans Gasser, Fernkorn, Kundmann, Zumbusch, Schwarzeck, Filgner, etc., en Bohême par Max, Vacslav Levy, Myslbek; en Hongrie, Huszar, le baron Vay, Engel. en Croatie, Rendich, se sont plu surtout à représenter les saints ou les héros de l'histoire nationale. De nombreuses sociétés se sont formées pour encourager les beaux-arts, organiser des expositions annuelles.

L'architecture a surtout pris un rapide essor, grâce aux vastes travaux qui ont été entrepris dans les diverses capitales. Vienne a cessé d'être une place forte et peut désormais se développer librement; elle s'est complètement transformée et présente, à côté de ses vieux quartiers, tout un ensemble de places splendides et de grandioses édifices. Parmi les monuments les plus remarquables qu'elle a vus s'élever, il faut citer en première ligne le nouvel Opéra, bâti par MM. Auguste de Riccardsbourg et Édouard van der Nult, le palais de l'Académie des Beaux-Arts, le nouveau palais du Reichsrath, la Bourse, le Conservatoire de Musique, dû à M. Étienne Schmidt, l'habile restaurateur de la cathédrale de Saint-Étienne, le Musée des Arts Industriels, l'Université, l'Église du Sauveur, dite église votive, construite par le chevalier de Fœrstel, le nouvel Hôtel de ville, les Musées de Peinture et d'Histoire naturelle, le Palais de Justice, etc. Vienne, transformée par les mains de ces habiles artistes, est aujourd'hui une des plus belles capitales de l'Europe. Le quartier du Ring est d'une rare magnificence. En vertu d'une loi votée en 1873, les deux capitales du royaume de Hongrie, Bude et Pest, se sont réunies en une seule commune qui a pris le nom officiel de Budapest. Avec ses faubourgs, la nouvelle cité forme aujourd'hui une agglomération de plus de 800 000 âmes. Elle a construit de splendides édifices, un palais pour le roi, pour le Parlement, un nouvel Opéra. Elle s'efforce de rivaliser avec Vienne. Prague, Lemberg, Agram ont suivi son exemple.

Le dix-neuvième siècle n'a pas produit en musique des génies aussi puissants que les Haydn et les Mozart. Mais il a vu fleurir à Prague, à Buda-Pest et à Vienne des écoles fort intéressantes et dont certaines œuvres resteront. Toute l'Europe connaît les fantaisies du Hongrois Liszt ou du Viennois Strauss. Les productions de l'école bohême sont encore moins connues; mais elles méritent de l'être et les noms d'un Dvorák ou d'un Smetana sont de ceux qui ont chance de passer à la postérité.

Les cours du Danube et de la Tisza ont été régularisés. La marine de guerre autrichienne, sous l'inspiration de l'archiduc Maximilien et de l'amiral Tegetthoff, a acquis un développement considérable. Elle a entrepris des explorations scientifiques (voyage de la frégate *Novara* accompli sous les auspices de l'archiduc Maximilien et sous le commandement du capitaine Wullersdorff).

L'expédition au pôle nord du vapeur *Tegetthoff*, commandé par MM. Payer et Weyprecht, a duré de juin 1872 au mois d'octobre 1874.

Elle a poussé jusqu'au 82°,5 de latitude et découvert, au nord de la Nouvelle-Zemble et du Spitzberg, des terres qu'aucun navigateur n'avait encore soupçonnées. Après deux hivers passés dans les glaces, les hardis marins, dont on déplorait déjà la perte, sont revenus heureusement dans leur patrie et ont été l'objet d'ovations chaleureuses auxquelles l'Europe tout entière s'est associée.

L'instruction publique s'est développée. Les écoles ont été soustraites à l'église et les idées libérales introduites dans l'enseignement. Deux universités ont été créées, celle de Zagreb (Agram), destinée à servir de foyer intellectuel aux Slaves méridionaux (1874) et celle de Czernowitz dont la fondation a coïncidé avec le jubilé séculaire de l'annexion de la Bukovine (1875). La Croatie enseigne désormais les hautes sciences dans sa langue nationale. La Bukovine, moins heureuse, a été dotée d'une université allemande qui constituait sur la frontière russe le dernier jalon de la civilisation germanique. Trois académies ont été également créées,

l'une en 1867, à Zagreb, qui tend de plus en plus à devenir l'Athènes de la Jougo-Slavie, l'autre à Cracovie, en 1871, sur l'initiative libérale du ministre Jireček; elle est aujourd'hui le principal centre littéraire et scientifique des pays polonais; la troisième à Prague pour les pays de langue tchèque. La faculté de théologie protestante, l'académie des beaux-arts, l'institut polytechnique de Vienne ont été réorganisés; des traités pour la protection de la propriété littéraire ont été signés, notamment avec la France (1866). En 1883 Prague a été dotée d'une Université tchèque qui avant la dernière guerre comptait environ quatre mille étudiants.

Si l'Autriche ne renfermait qu'un seul peuple et ne parlait qu'une seule langue, ce serait ici le moment de dire quelques mots de l'état actuel de sa littérature; mais, comme on a pu le constater par l'ensemble de cette histoire, il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de littérature autrichienne; les divers idiomes de l'empire ont atteint des développements très inégaux et manifestent leur génie sous des influences absolument divergentes. La littérature allemande qui fleurit à Vienne, à Prague ou à Pesth, n'est qu'une annexe et un reflet de la culture germanique; la littérature hongroise, dont Pesth est le foyer, est le produit original du sol et de l'esprit magyar; les littératures slaves, malgré leur commune origine, sont loin d'obéir à une tendance, à un esprit unique; elles n'ont que quelques rares points de contact et suivent en somme des voies différentes. Les Polonais et les Ruthènes de Galicie s'inspirent de traditions divergentes, parfois même opposées; les Tchèques, dont la supériorité intellectuelle est incontestable, n'ont pas réussi à imposer leur idiome aux Slovaques qui, d'autre part, luttaient péniblement contre l'hégémonie magyare; les Croates essayent de se concilier à la fois les Slovènes catholiques et les Serbes orthodoxes. Parmi les villes slaves, Lemberg et Cracovie chez les Polonais et les Ruthènes, Prague et Brno chez les Tchèques et les Moraves, Ljublanja chez les Slovènes, Zagreb et Raguse chez les Croates, Novi Sad chez les Serbes de Hongrie, ont été celles qui déployaient le plus d'activité intellectuelle. Nous avons signalé

plus haut l'influence que le développement de la littérature a exercée sur la destinée de quelques nations. La nomenclature, même restreinte, des œuvres et des écrivains nous entraînerait trop loin.

Pendant la seconde moitié du règne de François-Joseph, l'Autriche a définitivement rompu avec les traditions absolutistes de Ferdinand IV et de François II, et a pris place parmi les États libéraux. Toutefois, il ne faut pas oublier que le système électoral, dont nous avons plus haut expliqué le mécanisme, a été combiné de façon à enlever à un grand nombre de sujets autrichiens l'usage des droits que les lois constitutionnelles semblent leur accorder. La Cisleithanie a proclamé les libertés nécessaires pour l'individu considéré comme citoyen, mais non pas comme membre de tel groupe historique ou de telle nationalité. La noblesse a perdu le privilège qui la dispensait du service militaire ; le paysan a été définitivement détaché de tout lien de sujétion envers le seigneur ; la procédure orale et publique a été introduite dans les tribunaux, le code pénal a été modifié, le jury institué, les peines corporelles ont été supprimées dans l'armée et dans les prisons, les juifs ont été mis sur un pied d'égalité absolue avec les citoyens des autres confessions, l'usure a été restreinte. La frontière militaire a été rendue à la vie civile et restituée à l'administration croate et hongroise.

La constitution de décembre 1867, d'ailleurs si défectueuse, a apporté avec elle toute une série de lois libérales sur les droits généraux des citoyens, sur la garantie de la liberté individuelle, sur l'inviolabilité du domicile, sur le droit d'association et de réunion, sur le mariage civil, sur les rapports de l'Église et de l'École, sur les rapports interconfessionnels des citoyens. Assurément l'ancienne Autriche de François II et de Metternich n'existait plus.

Réveil de la question d'Orient; politique incertaine de l'Autriche (1874-1878).

L'impuissance de la monarchie austro-hongroise fut démontrée une fois de plus par les événements qui s'accomplirent de 1876 à 1878 dans la Péninsule Balkanique. En 1874 une insurrection éclata chez les peuples slaves (serbes et croates) de la Bosnie et de l'Herzégovine. Les causes de cette révolte ne doivent pas être cherchées ailleurs que dans les désordres et les excès de l'administration ottomane. L'Autriche, au lieu de prendre hardiment le parti des chrétiens et de jouer vis-à-vis d'eux le rôle de libératrice, fut paralysée par ses divisions intérieures et par la pression qu'exerçaient sur elle ses deux puissants voisins, la Russie et la Prusse. La triple alliance qui a son point de départ dans le partage de la Pologne fut renouvelée et resserrée à l'occasion du démembrement probable de la Turquie. En septembre 1872, les trois empereurs avaient eu une entrevue à Berlin, et depuis cette époque la politique orientale des trois chanceliers, MM. de Bismark, Andrassy et Gortchakov, était restée plus ou moins solidaire. Chacun sait que dans cette triple alliance le premier rôle a toujours appartenu à la Russie et le troisième à l'Autriche.

Quand, en 1874, le cabinet de Vienne conclut directement avec la Roumanie un traité de commerce et une convention relative aux chemins de fer des deux États, la Porte crut devoir protester contre cette violation de ses droits souverains. Les trois chanceliers s'entendirent pour décliner ses réclamations. « Il viendra un jour, s'écriait douloureusement Aarifi pacha, où il sera impossible à toute volonté humaine de retenir le torrent que la longue série des traités violés aura déchaîné. » — Dès ses débuts, l'insurrection de la Bosnie et de l'Herzégovine créait à l'Autriche de sérieux embarras; elle avait à ménager à la fois la mauvaise volonté des Magyars et la jalousie inquiète de ses alliés. Les Hongrois trouvaient que la race slave était déjà trop nombreuse dans l'empire et se souciaient peu de voir une

annexion nouvelle accroître l'élément qui devait les submerger un jour. La Russie et la Prusse n'avaient aucun intérêt à laisser leur alliée élargir ses frontières et augmenter son armée de populations belliqueuses. Depuis 1874 on vit l'Autriche prendre tour à tour les mesures les plus contradictoires ; tantôt elle laissait impunément les Turcs violer son territoire et ravager les frontières de la Croatie, tantôt elle leur interdisait de débarquer dans l'enclave de Klek des armes et des troupes. A Constantinople, son ambassadeur, d'accord avec le général Ignatiev, engageait la Porte à accomplir ces fameuses réformes qu'elle promet toujours et qu'elle n'exécute jamais. Les diplomates qui les recommandaient savaient parfaitement qu'elles étaient irréalisables. En janvier 1876, une note de M. Andrassy résuma les vœux de l'Europe civilisée. La conférence réunie à Constantinople (23 décembre 1876) n'aboutit qu'à démontrer une fois de plus l'impuissance de la diplomatie et l'incorrigible opiniâtreté de la Porte. Évidemment les difficultés pendantes ne pouvaient être tranchées qu'avec l'épée. La déclaration de guerre faite à la Turquie par les principautés de Serbie et de Monténégro accrut encore les embarras de l'Autriche-Hongrie. Les Slaves demandaient que la monarchie entrât en campagne et suivaient avec une attention fébrile les phases d'une lutte héroïque, mais fatalement inégale. Les Hongrois ne négligeaient aucune occasion de faire éclater leur haine pour les Serbes et leurs sympathies pour les Ottomans. Une souscription fut ouverte à Pesth pour offrir un sabre d'honneur à Abdul-Kérim pacha qui venait de remporter sur les Serbes la victoire de Djunis. Une députation magyare se rendit à Constantinople pour échanger avec les fonctionnaires et les *softas* (étudiants musulmans) des manifestations d'amitié enthousiaste. Le général Klapka, l'ancien défenseur de Komarom, le même qui naguère avait offert son épée à la Prusse contre l'Autriche, mit son expérience militaire au service de la Porte. Un peu plus tard les softas vinrent à Pesth rendre à leurs frères magyars la visite qu'ils en avaient reçue. Le sultan, pour témoigner sa gratitude aux Hongrois, renvoya à l'empereur-roi quelques

épaves de la Corvina naguère pillée par les Ottomans. Ces manifestations, en somme assez puériles, étaient surtout dirigées contre la Russie, à laquelle les Hongrois ne peuvent pardonner le rôle que Nicolas a joué en 1849. Mais elles indignaient profondément les Slaves, qui identifient leur cause avec celle des Serbes et des Bulgares. Des contre-manifestations eurent lieu à Prague en l'honneur du général russe Tcherniaiev; mais elles furent rigoureusement réprimées par la police cisleithane.

A Pesth, M. Andrassy s'efforçait en vain de contenir ses fougueux compatriotes et de leur faire comprendre que des démonstrations dans la rue ne réussiraient pas à modifier la politique extérieure de la monarchie ; le ministère hongrois, loin de calmer les passions populaires, s'y associait; il faisait arrêter le Serbe Stratimirović, un des héros de l'insurrection de 1848, qui était allé offrir son épée au prince Milan Obrenović. Il faisait jeter en prison le député journaliste Miletić, accusé d'avoir souhaité la victoire de ses compatriotes, et négocié un emprunt pour leur cause. On invoquait, pour justifier ces mesures étranges, d'anciennes lois qui déclarent coupables de haute trahison ceux qui fournissent des armes aux Ottomans et aux autres infidèles!

Ainsi, la monarchie, divisée à l'intérieur, se traînait péniblement à la remorque de ses deux puissants alliés ; malgré l'enthousiasme des Slaves et l'indignation des Magyars, elle dut assister impassible aux succès des Russes qui, après la chute de Plevna, amenèrent leurs troupes victorieuses jusqu'aux portes de Constantinople. Le traité de San Stefano, modifié depuis dans quelques-unes de ses clauses par le congrès de Berlin, proclama l'indépendance de la Roumanie, de la Serbie, du Monténégro, et augmenta le territoire de ces deux principautés. La Bulgarie fut érigée en principauté autonome, soumise à la suzeraineté idéale du sultan et à la tutelle effective de la Russie.



CHAPITRE XXXV.

L'AUTRICHE-HONGRIE DE 1878 A 1894.

L'occupation de la Bosnie (1878). — Conséquences politiques de cette occupation. — Le ministère Taaffe et la politique de conciliation. — La Bohême. — La Triple Alliance. — La Hongrie.

L'occupation de la Bosnie.

Par suite d'arrangements secrets pris avant la guerre l'Autriche devait recevoir une compensation en échange de sa neutralité bienveillante. Cette compensation, ce fut le mandat qui lui fut donné au traité de Berlin (13 juillet 1878) d'occuper les provinces de Bosnie et d'Herzégovine « pour y rétablir l'ordre ». C'était de ces provinces qu'était parti le signal de l'insurrection qui avait mis le feu à toute la Péninsule balkanique et qui avait provoqué l'intervention victorieuse de la Russie ; elles pouvaient croire que, la Porte une fois vaincue, elles seraient comme la Bulgarie, érigées en principautés autonomes ou bien annexées aux principautés congénères de Serbie ou de Montenegro. Elles ne se doutaient pas du sort qui leur était réservé. Le traité préliminaire de San Stefano, signé le 3 mars 1878 entre la Russie et la Serbie, décidait simplement qu'on leur appliquerait « les améliorations proposées par la conférence de Constantinople avec les modifications qui seraient arrêtées d'un commun accord entre la Porte, la Russie et l'Autriche-Hongrie. » Le traité de Berlin, qui fut signé le 13 juillet suivant par les représentants de toutes les grandes puissances réunies en Congrès, promulgua une autre décision.

« Les provinces de Bosnie et d'Herzégovine, disait

l'article 29, seront occupées et administrées par l'Autriche-Hongrie. Le gouvernement d'Autriche-Hongrie, ne désirant pas se charger de l'administration du sandjak de Novibazar qui s'étend entre la Serbie et le Montenegro dans la direction sud-est et jusqu'au delà de Mitrovitsa, l'administration ottomane continuera d'y fonctionner. Néanmoins, afin d'assurer le maintien du nouvel état politique ainsi que la liberté et la sécurité des voies de communication, l'Autriche-Hongrie se réserve le droit de tenir garnison et d'avoir des routes militaires et commerciales sur toute cette partie de l'ancien vilayet de Bosnie. »

Cette dernière clause de l'article était fort importante. Le Sandjak de Novibazar est cette partie de la Bosnie qui séparait la Serbie de la principauté de Montenegro. Or le gouvernement de Vienne avait le plus grand intérêt à isoler les deux principautés serbes, agrandies toutes deux par le traité de Berlin et qui, à un moment donné, pouvaient avoir l'intention de se donner la main pour agir toutes deux contre l'Osmanli. Désormais une action commune soit contre les Turcs, soit contre un voisin aussi puissant que l'Autriche-Hongrie leur devenait évidemment impossible. L'Autriche tenait le Montenegro par les bouches du Cattaro, la Serbie par le Danube. D'autre part, l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine mettait absolument à néant les espérances des patriotes Serbes ou Monténégrins qui avaient rêvé de reconstituer au profit d'un souverain slave l'ancien empire du tsar Douchan. Cet empire aurait pu devenir un centre d'attraction pour les provinces slaves de Dalmatie, de Croatie, et pour les Serbes de Novi-Sad et de Temesvar. L'Autriche conjurait donc un danger sérieux en étouffant dans leur germe ces espérances du parti grand serbe. Le désenchantement fut profond à Belgrade et à Tsettinie. Bien des patriotes eussent volontiers sacrifié les agrandissements accordés par le traité de Berlin aux deux principautés, à la seule condition de voir rétablir purement et simplement dans la Bosnie et dans l'Herzégovine le *statu quo ante bellum*. Tant que les deux provinces restaient à la Turquie on pouvait leur appliquer le principe : *adversus hostem*

æterna auctoritas. Les prétextes n'avaient pas manqué aux Serbes et aux Monténégrins pour intervenir et délivrer les frères slaves. En revanche ils faisaient défaut du moment où l'Autriche se chargeait d'introduire les principes de la tolérance religieuse, de l'égalité des races, et l'administration européenne. En laissant de côté les intérêts de la Serbie, du Montenegro, peut-être ceux des Bosniaques et des Herzégoviniens eux-mêmes, cette clause du traité de Berlin pouvait avoir pour l'avenir de la Péninsule Balkanique et de la paix européenne les plus graves conséquences. Jusque-là aucune puissance étrangère n'avait hérité — sur le continent du moins — des dépouilles de la Turquie. Les révolutions de la Serbie, de la Grèce, de la Roumanie, de la Bulgarie, n'avaient profité qu'aux Serbes, aux Hellènes, aux Roumains, aux Bulgares. La Russie, après être arrivée jusqu'aux portes de Constantinople, s'était retirée avec un désintéressement des plus louables et n'avait, en échange de ses sacrifices, obtenu que de médiocres et lointaines compensations.

Maintenant l'Europe proclamait un nouveau principe : c'est que les provinces de l'empire ottoman pouvaient être revendiquées à un moment donné par les puissances européennes. Si l'Autriche s'établissait en Serbie et en Herzégovine, pourquoi l'Italie ne chercherait-elle pas à s'installer en Albanie, la Russie au pied des Balkans, l'Angleterre à Constantinople? La seule solution équitable de la question d'Orient, c'était celle qui assure à chacun des peuples naguère soumis par les Osmanlis, la paisible et loyale possession du sol qui lui appartient de par l'histoire et l'ethnographie. D'ailleurs l'article 29 du traité de Berlin soulevait encore d'autres inquiétudes. En établissant l'Autriche-Hongrie dans le sandjak de Novibazar sur la tête de ligne du chemin de fer et de la route stratégique qui, par la vallée du Vardar, vont de Mitrovitsa à Salonique, il donnait lieu de craindre que les hommes d'Etat viennois ne songeassent à s'emparer un jour de cette ligne commerciale et militaire qui assurerait à leur empire de magnifiques débouchés sur la mer Egée et sur tout

l'Orient[1]. Mais la prise de possession de Salonique ne s'effectuerait certainement pas sans faire courir de graves dangers à l'équilibre de la Péninsule balkanique et par suite à la paix européenne.

A peine investi du mandat qu'il s'était fait confier par le congrès de Berlin, le gouvernement autrichien se mit en mesure de l'exécuter. Le 31 juillet et le 1er septembre 1878 les troupes commandées par le feld-maréchal Joseph Filipovič passèrent la Save et pénétrèrent dans le nouveau domaine de l'empire. On croyait pouvoir l'occuper sans coup férir, mais on rencontra des difficultés inattendues.

Les Bosniaques musulmans qui formaient la féodalité du pays ne voyaient pas rompre sans regret les liens qui les rattachaient à leurs coreligionnaires de Constantinople; ils ne pouvaient renoncer de gaieté de cœur à l'état de choses dont ils profitaient depuis des siècles et réformer les abus auxquels ils avaient dû leur prospérité. Les orthodoxes regrettaient leurs espérances ajournées ou perdues d'union avec les pays serbes : les catholiques seuls pouvaient saluer avec une réelle sympathie l'occupation autrichienne.

Pour occuper les deux provinces on mit sur pied un corps d'armée complet et une division d'infanterie. Le gouvernement turc ne pouvait officiellement refuser d'obéir aux ordres de l'Europe, mais il envoya sous mains des armes, des munitions et des vivres aux musulmans des deux provinces. Des bandes s'organisèrent sous le commandement d'un chef intrépide et fanatique, Hadji Loja. On enrégimenta tous les hommes valides de quinze à soixante-dix ans. Une révolution éclata à Sarajevo; un gouvernement provisoire fut organisé pour résister à l'occupation étrangère. Il avait pour chef Hadji Loja, qui prenait le titre de premier patriote du pays. Les Autrichiens avaient passé la

1. On suppose non sans raison que la Prusse a tout intérêt à pousser sa voisine vers l'Orient, d'une part pour faire échec à la Russie, d'autre part pour détacher et recueillir plus facilement les éléments germaniques de la Cisleithanie. (Je maintiens cette note qui figurait dans l'édition de 1896.) Les récents événements en ont confirmé l'exactitude.

Save sans rencontrer de résistance, mais dès qu'ils arrivèrent aux premiers défilés, ils se heurtèrent à des troupes bien armées et fort habiles à profiter des obstacles naturels dont le pays est hérissé. Ils se virent repoussés à Maglaj, à Gradac. Ils constatèrent qu'ils avaient devant eux non seulement des milices improvisées, mais encore vingt-six bataillons de l'armée turque, et qu'il ne s'agissait pas d'une simple promenade militaire. Les Bosniaques avaient même de l'artillerie. A certains moments les Autrichiens se trouvèrent dans une situation fort critique. Les indigènes abandonnaient, en général, les villes qui n'auraient pas tenu devant les canons ennemis, et s'abritaient derrière des défenses naturelles, d'où ils infligeaient des pertes considérables à l'armée d'occupation. Elle laissa plus de cinq mille hommes sur le terrain et il lui fallut faire venir des renforts pour marcher en avant. On n'atteignit Sarajevo que le 19 août. Mais la chute de la capitale de la Bosnie n'entraîna pas la cessation des hostilités. La guerre continua dans les montagnes. L'Herzégovine ne fut définitivement occupée qu'à la fin de septembre et la Bosnie qu'à la fin d'octobre. Pour en assurer la possession, on avait fait marcher trois corps d'armée et dépensé 62 millions de florins.

L'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine, bien qu'elle semblait n'avoir qu'un caractère provisoire, était évidemment considérée par l'Autriche-Hongrie comme une conquête définitive. Si le sultan restait virtuellement le souverain de ces deux provinces, c'était l'Autriche-Hongrie qui les administrait et certainement elle n'avait aucune envie de les restituer à ses anciens maîtres. Elles lui ouvraient, ainsi que nous le faisions remarquer plus haut, la route de Salonique, elles offraient à son commerce de vastes débouchés, elles permettaient d'établir des communications faciles entre la Hongrie et la Dalmatie. Elles constituent en somme une fort honorable compensation pour la perte de la Vénétie. Les deux provinces formaient un ensemble de 51,112 kilomètres carrés (61,065 avec le sandjak de Novipazar occupé, mais non pas administré par l'Autriche-Hongrie). Elles renfermaient une population d'environ 1,400,000 hab. tous

de langue serbe ou croate, mais divisés par la religion en trois groupes différents (500,000 musulmans, 571,250 orthodoxes, 265,710 catholiques). Ces éléments divers se faisaient en quelque sorte équilibre et permettent à l'administration autrichienne d'appliquer sa maxime favorite : diviser pour régner. Elle trouvait d'ailleurs dans les sujets slaves, tchèques, serbes et surtout croates de ses anciennes possessions, un personnel tout préparé pour organiser sa nouvelle conquête. La nouvelle province ne pouvait évidemment être adjugée ni à la Hongrie, ni à la Cisleithanie ; elle n'avait aucun droit de se faire représenter aux parlements de Vienne ou de Pesth. Elle était donc gouvernée au nom de l'empereur-roi, par le ministre commun des finances, qui a dans ses attributions une chancellerie spéciale. Les musulmans conservaient leur statut spécial et leur législation religieuse.

A dater de 1881, le gouvernement austro-hongrois a introduit dans les deux provinces le service militaire obligatoire; cette innovation, non prévue par le traité de Berlin, a provoqué une protestation officielle de la Turquie et soulevé quelques mouvements insurrectionnels promptement réprimés. Au point de vue matériel le pays, d'ailleurs, fit de grands progrès ; des chemins de fer ont été construits de Brod à Sarajevo et de Metkovich à Mostar-Sarajevo. Cette ville tend de plus en plus à devenir une ville européenne ; les conditions économiques des deux provinces ont été sérieusement améliorées. En 1894, M. de Kállay a pu inviter un certain nombre de publicistes étrangers à venir admirer les progrès accomplis. Un certain nombre de mes compatriotes ont accepté cette invitation et chanté les louanges de M. de Kallay. Je m'honore de l'avoir refusée. Il me répugnait d'avoir à sanctionner une occupation que je considérais comme un acte de brigandage international. Ce sont surtout les catholiques et les musulmans qui ont bénéficié de l'occupation autrichienne. Les Serbes orthodoxes ont été particulièrement tenus en suspicion. Leurs sympathies devaient naturellement aller à leurs coreligionnaires du jeune royaume qui, de leur côté, ne se consolaient pas d'avoir

laissé échapper une occasion de s'agrandir vers l'Ouest. Une censure impitoyable ferma les deux provinces à tout ce qui pourrait leur venir de Belgrade. Les catholiques se tournaient naturellement vers les Croates, et les échanges intellectuels, nuls entre Saraïevo et Belgrade, étaient au contraire fort animés entre Zagreb et Saraïevo.

Conséquences politiques de cette occupation.

Avant le traité de Berlin, la Serbie avait rêvé de s'annexer la Bosnie, tandis que le Montenegro avait des vues sur l'Herzégovine. Ces espérances déçues ont profondément irrité les habitants des deux petits États serbes, mais ils ont suivi une politique toute différente. Le Montenegro est resté fidèlement attaché à la Russie, sa protectrice naturelle. Toutefois le prince Nicolas a voulu faire entendre à ses voisins qu'il entendait observer vis-à-vis de ses congénères de toute religion une tolérance absolue et, par un concordat conclu récemment avec le saint-siège, il a établi à Bari (Antivari) un évêque catholique. Il a fait plus, il a obtenu du pape Léon XIII, pour les catholiques de l'État monténégrin, l'autorisation de célébrer désormais la liturgie en langue slave. D'autre part, sa fille aînée avait épousé un prince Karageorgevitch appartenant à l'une des deux dynasties qui se disputent depuis soixante ans la Serbie et qui pourrait, à certain moment, afficher des prétentions au trône du royaume. Le petit Montenegro, soutenu par la Russie (il ne comptait pas plus de 300,000 habitants), n'a pas été sans inspirer quelques soucis à la politique autrichienne.

Il semblait que la Serbie, exaspérée par la perte de l'Herzégovine, dût, elle aussi, se jeter dans les bras de la Russie, et chercher dans une alliance intime avec cette puissance, le Montenegro, la Bulgarie et la Grèce, le moyen de compléter quelque jour les maigres avantages que lui avait assurés le traité de Berlin. Dans de pareilles conditions, la Serbie aurait pu devenir assez dangereuse pour les ambi-

tions autrichiennes dans la Péninsule Balkanique. L'Autriche s'empressa de reconnaître le titre de roi pris par le prince Milan, vers la fin de 1882. En revanche, toute sa politique tendit à détacher le jeune royaume des petits États voisins et de l'alliance russe. La chose était d'autant plus facile que la nation serbe s'était trouvée grièvement blessée par certaines déclarations publiques de feu l'empereur Alexandre II. Pour remplir les obligations qui lui étaient imposées par le traité de Berlin, pour construire un chemin de fer de Belgrade à la frontière bulgare et ottomane, la Serbie fut obligée de recourir aux capitaux étrangers. Elle trouva à Vienne un large crédit qui la mit complètement sous la tutelle économique de l'Autriche-Hongrie. Cette tutelle s'étendit également à sa politique : pendant les années qui se sont écoulées de 1878 à 1889, le royaume serbe est réellement devenu vassal de son puissant voisin. Lorsqu'à la fin de l'année 1885 la Bulgarie s'unit à la Roumélie, malgré le traité de Berlin, la Serbie, victime elle aussi de ce traité, crut devoir prendre parti non pas en faveur de ses congénères, qui lui donnaient en somme un bel exemple à suivre, mais contre eux. Sous prétexte de maintenir l'équilibre du Balkan, le roi Milan déclara la guerre aux Bulgares et annonça l'intention de s'annexer une partie de leur territoire. Malheureusement la fortune des armes le trahit : le cabinet austro-hongrois, qui l'avait certainement jeté dans la lutte, ne pouvait prendre les armes pour venir à son secours sans compromettre la paix de toute l'Europe ; il démasqua du moins sa politique en intervenant d'une façon impérative entre les deux adversaires. Au moment où le prince Alexandre de Bulgarie, déjà maître de Pirot, se préparait à marcher sur Nich et peut-être sur Belgrade (novembre 1885), la diplomatie autrichienne s'interposa et lui intima l'injonction de déposer les armes. Le prince Alexandre obéit et la Serbie fut sauvée. Le roi Milan eût peut-être été renversé alors s'il n'avait eu l'assurance d'être protégé par cet allié dangereux qui l'avait si gravement compromis. En 1890, il a cru devoir abdiquer. Sous son fils, la Serbie s'est rapprochée de la Russie, mais elle

n'en resta pas moins dans la dépendance économique et politique de l'Autriche-Hongrie.

Si l'Autriche n'avait pu empêcher la formation d'une grande Bulgarie, elle n'avait pas vu sans déplaisir la chute du prince Alexandre de Battenberg, qui avait créé cet État nouveau par son audace et sa bravoure. Elle était évidemment plus sympathique à son successeur Ferdinand de Cobourg, qui avait risqué l'aventure d'aller à Sofia, et qui, mal vu par la Russie, devait évidemment chercher à Vienne les sympathies qui lui faisaient défaut à Pétersbourg. Elle a déclaré à diverses reprises qu'elle ne permettrait pas que la Péninsule Balkanique fût une seconde fois occupée par la Russie. Sa politique extérieure, depuis l'occupation de la Bosnie, a d'ailleurs été résolument pacifique. La seule manifestation belliqueuse qu'elle se soit permise a été la part prise par la flotte autrichienne à la démonstration navale des grandes-puissances devant Dulcigno, que la Turquie refusait de céder au Montenegro.

La triple alliance.

La divergence des intérêts de l'Autriche et de la Russie dans la Péninsule Balkanique amena le gouvernement austro-hongrois à se rapprocher de l'Allemagne.

Par un traité secret conclu en 1879 et publié au commencement de l'année 1888, à une époque où la Russie semblait prendre une attitude agressive, l'Autriche et la Prusse s'engageaient mutuellement à maintenir l'état de choses créé par le traité de Berlin, et à se porter réciproquement secours au cas où elles seraient l'une ou l'autre attaquées par la Russie. Le royaume d'Italie se joignit depuis aux deux puissances de l'Europe centrale. Cette triple alliance semblait avoir pour objet d'imposer la paix au continent; elle avait surtout pour résultat d'affirmer l'hégémonie de l'Allemagne. D'abord tenue secrète, elle fut ouvertement renou-

velée pour six années en 1891. Au fond elle était aussi bien dirigée contre la France que contre la Russie. Pour faire honneur à ses nouveaux engagements, l'Autriche-Hongrie dut augmenter l'effectif de ses armées. En 1886 fut votée dans les deux parties de la monarchie la loi sur l'organisation du *landsturm* (armée territoriale) qui augmentait de 450 000 le nombre des combattants. L'Autriche avait complètement oublié les souvenirs de Custozza et de Sadowa et montrait vis-à-vis du nouvel empire germanique une docilité qui n'a pas laissé quelquefois d'étonner le monde. En revanche, malgré l'alliance officielle, les relations de Vienne et de Rome restèrent assez froides. L'empereur François-Joseph n'a pu se décider à rendre au roi Humbert, dans sa capitale, la visite qu'il avait reçue de son auguste allié. Les prétentions des Italiens sur le Trentin et sur l'Istrie, les manœuvres de l'irrédentisme donnaient lieu parfois à de pénibles incidents. Les Italiens de l'Istrie se livraient à des manifestations tumultueuses toutes les fois que le gouvernement essayait d'être juste pour les Slaves de la province et les patriotes du jeune royaume faisaient chorus avec eux

En somme, l'empereur François-Joseph a dû s'appuyer à l'intérieur sur les Magyars qui se sont révoltés contre lui en 1848, à l'extérieur sur la Prusse et l'Italie qui l'ont combattu en 1866. Ceci indique plus de souplesse que de noblesse de caractère.

Le ministère Taaffe et la politique de conciliation. La Bohême.

A l'intérieur, l'annexion de la Bosnie eut pour contrecoup le renversement du ministère Auersberg. Le parti allemand qu'il représentait désapprouvait l'occupation, qui était au contraire bien vue des fédéralistes et des ultramontains. Le comte Taaffe, en prenant la succession de M. d'Auersberg,

annonça l'intention de pratiquer une politique équitable pour toutes les nationalités. Son avènement fut au fond la défaite de cette fraction dirigée jusqu'alors par MM. Herbst et Giskra qui se disait constitutionnelle, mais qui en réalité ne songeait qu'à maintenir dans la Cisleithanie la domination des Allemands. M. Taaffe réussit — ce que n'avait pu obtenir aucun de ses prédécesseurs — à ramener les Tchèques dans le Reichsrath autrichien. Ils déclaraient faire toutes leurs réserves sur les questions de principe, mais ils prêtèrent sans arrière-pensée leur concours au nouveau cabinet. M. Taaffe fit confier un ministère sans portefeuille à M. Pražak, député de Moravie et ami des chefs politiques de la nation bohême; M. Pražak devint plus tard ministre de la justice; deux Polonais de Galicie, M. Ziemialkowski et plus tard M. Dunajewski, figurèrent dans le cabinet cisleithan. Le concours des Tchèques et des Polonais assurait au ministère une majorité compacte, malgré toutes les résistances du parti allemand, dit libéral ou constitutionnel, et les manifestations hostiles des Viennois qui troublèrent parfois les séances du Reichsrath.

Si la Bohême n'obtint pas le couronnement du souverain, indéfiniment ajourné depuis 1877, elle reçut en compensation l'Université nationale qu'elle réclamait depuis longtemps. Cette institution répondait à un besoin réel et obtint un grand succès. Son ouverture a coïncidé avec l'inauguration du grand théâtre national de Prague, élevé grâce à des souscriptions populaires et qui atteste le triomphe définitif du slavisme en Bohême. A côté de ces deux fondations, il faut signaler l'institution d'une caisse nationale des écoles (*matice skolska*) qui a pour objet de donner aux écoles tchèques le moyen de se défendre contre la concurrence allemande et de se développer dans les pays où elles sont encore en nombre insuffisant. Cette *matice skolska* faisait pendant au Schulverein (union scolaire) créé par les patriotes allemands de l'empire d'Autriche, soutenu d'ailleurs par les souscriptions de l'Allemagne et qui a pour but de créer ou de subventionner des écoles en pays slaves et hongrois.

Malgré les protestations des Allemands, M. Taaffe réussit

à faire proclamer pour la Bohême et la Moravie l'égalité complète (*Gleichberechtigung*) dans l'administration et dans la justice des langues tchèque et allemande. L'abaissement du cens électoral à 5 florins et une nouvelle répartition des circonscriptions électorales assuraient aux Tchèques la majorité qui leur était due au parlement de Prague (176 voix contre 75). Cette majorité eût été plus considérable si les circonscriptions électorales n'avaient été organisées de façon à restreindre autant que possible le nombre des députés tchèques. Aux élections de 1885 le parti allemand perdit 15 voix. En 1884 le député Wurmbrand avait essayé de faire proclamer par le Reichsrath l'allemand comme langue officielle de la Cisleithanie. Il échoua : sa proposition fut repoussée par 186 voix contre 155. Les Allemands cessèrent de prendre part aux délibérations de la diète depuis 1886. Ils avaient demandé que le royaume de Bohême fût partagé en deux circonscriptions administratives, l'une allemande, l'autre tchèque, projet dangereux s'il en fut, car il eût tracé d'avance à l'Allemagne les cadres d'une future annexion ! Nous avons vu reparaître cette idée au lendemain de la dernière guerre.

Autant qu'il a pu, dans des circonstances souvent difficiles, M. Taaffe s'est appliqué à mettre en pratique la maxime : *Justitia erga omnes nationes est fundamentum Austriæ*. Les Tchèques ont semblé résignés à concentrer toute leur action sur le terrain pratique et à se contenter des concessions immédiates qu'ils peuvent obtenir en faveur de leur langue et de leur nationalité. Ils se divisaient en deux fractions bien tranchées, celle des jeunes Tchèques, plus radicale, plus exigeante dans ses réclamations, celle des vieux Tchèques, plus modérée, plus opportuniste, s'appuyant au besoin sur la noblesse et le clergé, appliquée avant tout à ne pas brusquer les hommes ni les événements. Au fond les deux partis poursuivaient par des moyens divers un but identique : faire reconnaître le droit historique et l'autonomie du royaume de Bohême. Ni l'un ni l'autre ne songeaient alors à rompre le lien politique qui unit ce royaume au reste de l'État austro-hongrois.

En 1890, le gouvernement de Vienne invita les principaux députés de la Bohême, Tchèques et Allemands, à des conférences de conciliation. Les Allemands demandèrent la répartition des cercles et des curies par nationalités, les Tchèques un changement de régime électoral[1]. Les Allemands consentirent à rentrer à la diète, mais les Tchèques ne se tinrent pas pour satisfaits et à la suite d'un certain nombre de manifestations, patriotiques ou même révolutionnaires, le petit état de siège fut proclamé à Prague. La réconciliation était donc loin d'être encore définitive entre la Bohême et le gouvernement central. La Bohême a d'ailleurs pendant cette période enregistré quelques succès d'ordre purement moral. En 1891 l'exposition nationale de Prague a brillamment réussi malgré l'abstention des Allemands. La même année l'Académie royale des sciences de Prague a été inaugurée grâce aux libéralités d'un généreux Mécène, M. Hlavka.

La Hongrie.

La Hongrie, malgré les attaques dont le dualisme a été l'objet chez les peuples roumains et slaves, continuait à jouir de la situation privilégiée qui lui avait été faite par l'Ausgleich de 1867. Cet accord a été renouvelé à deux reprises, en 1877 et 1887. Une seule modification importante y a été apportée. Les confins militaires qui, vu l'affaiblissement de la Turquie, n'avaient plus de raison d'être, ont été rendus à l'adminis-

[1] Les élections se faisaient par 4 collèges électoraux ou curies, la grande propriété, les Chambres de Commerce, les villes et les campagnes, 452 électeurs de la classe des grandes propriétés élisent 23 représentants; 186 membres des Chambres de Commerce, 7; 95,841 électeurs des villes, 32 et 236,000 électeurs des campagnes, 30 députés au Reichsrath. Plus de 1,200,000 citoyens majeurs étaient privés du droit de vote. En vertu de la loi électorale de 1873, les circonscriptions étaient fixées arbitrairement, mais toujours de façon à avantager l'élément germanique. Parcben et Schœnfeld, villes allemandes dont la population est d'environ 1000 habitants, formaient chacune une circonscription aux portes de Prague. Les villes tchèques de Vinohrady (35,000 hab.) et Zizkov (41,000) n'élisaient chacune qu'un député.

tration civile. A cette occasion les Magyars ont consenti à augmenter de 2 pour 100 leur part contributive dans les budgets de l'Empire. Ils payaient désormais 32 pour 100 au lieu de 30 pour 100, proportion adoptée en 1867. C'est un Hongrois, M. Kalnoky, qui a dirigé depuis 1881 les affaires extérieures de l'Etat autrichien. De 1875 à 1891 c'est le même ministre, M. Tisza, qui a mené les affaires intérieures du royaume. Il a réussi à constituer après la mort de Deak (1876) un parti gouvernemental qui lui assurait la majorité.

Une loi sur les écoles moyennes, la réforme de la chambre des magnats, ont été les événements les plus importants de son ministère. Cette assemblée vénérable qui, dans certaines circonstances, a compté jusqu'à 800 membres, a vu singulièrement réduire son effectif. Vis-à-vis de la Croatie et des nationalités non hongroises l'œuvre de magyarisation a été poursuivie sans relâche. Le ban Kuhn Hedervary qui fut ban à Zagreb se donnait lui-même le titre de *huzsar* (hussard) de M. Tisza. Toutes les manifestations de la vie nationale furent réprimées chez les Serbes, les Slovaques, les Roumains, les Ruthènes, les Saxons. Pour diminuer le nombre des Slovaques et augmenter celui des Magyars, on a même imaginé d'enlever des orphelins slovaques et de les transférer dans des comitats purement hongrois. A diverses reprises, la Hongrie essaya, sans succès d'ailleurs, d'obtenir une armée nationale distincte de l'armée autrichienne.

Tout en se montrant très hostiles au germanisme dans l'intérieur du royaume, les Hongrois soutinrent à l'extérieur la politique en vertu de laquelle l'Autriche est restée inféodée à l'Allemagne. En 1888, dans une séance du parlement, M. Tisza crut même devoir prononcer à la tribune des paroles qu'il savait blessantes pour la France et qu'on n'eût certainement pas prononcées au Reichsrath de Vienne. Cet incident eut tout au moins les résultats d'ouvrir les yeux à ceux de nos compatriotes qui avaient conservé quelques illusions sur la politique hongroise, et qui confondaient ses représentants actuels avec les révolutionnaires de 1848.

La Hongrie réconciliée officiellement avec la dynastie

n'en a pas moins gardé un souvenir reconnaissant aux hommes de 1848, à Kossuth notamment. Un incident relatif à ce grand patriote amena en 1890 la chute du cabinet Tisza. Il s'agissait des moyens de conserver à l'exilé la qualité de citoyen hongrois. M. Tisza fut remplacé par M. Szapary qui se retira lui-même devant M. Wekerlé en 1892. Les funérailles de Kossuth (mars 1894) donnèrent lieu à des manifestations grandioses assez embarrassantes pour le gouvernement de François-Joseph. La question du mariage civil, introduite par le ministère Wekerlé et votée par les chambres après des débats passionnés souleva dans le pays une agitation considérable.

Les griefs des nationalités non magyares étaient loin d'avoir reçu satisfaction; le régime électoral était organisé, pratiqué de telle sorte qu'elles n'avaient pas au parlement, sauf les Croates qui ont un statut spécial, une représentation. Les Roumains de Transylvanie réclamèrent avec une énergie particulière contre la situation qui leur était faite : un procès politique jugé à Kolosvar, en 1894, aboutit à des condamnations très dures et eut dans toute l'Europe latine et particulièrement en Roumanie un douloureux retentissement. On commença à parler d'une Roumanie irredenta comme les Italiens d'une Istrie irredenta.

Le 2 décembre 1888, l'empereur François-Joseph vit célébrer le quarantième anniversaire de son avènement. La joie que les divers peuples de l'Empire ont fait paraître à cette occasion fut assombrie peu de temps après par la mort tragique du prince héritier Rodolphe, dont les hautes qualités autorisaient les plus belles espérances (30 janvier 1889). Mais le principe monarchique resta intact, et personne ni en Autriche, ni en Hongrie, ne songeait à le contester. L'héritier de la couronne devint l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche Este, neveu de l'empereur.

En 1893, le cabinet de conciliation du comte Taaffe dut démissionner et fut remplacé par le ministère Wendischgratz qui s'appuyait sur la coalition des Allemands et des Polonais. La Bohême n'eut pas à se louer de ce nouveau cabinet et persista dans son opposition.

CHAPITRE XXXVI

L'AUTRICHE-HONGRIE DANS LES PAYS BALKANIQUES

La politique austro-hongroise dans la péninsule balkanique. — L'annexion de la Bosnie-Herzégovine (1908). — Les procès scandaleux. — L'attentat de Sarajevo (1914).

La politique austro-hongroise dans les affaires balkaniques.

Nous avons exposé plus haut (chap. XXXV) les circonstances dans lesquelles l'occupation de la Bosnie-Herzégovine avait été décidée. L'intérêt des chrétiens entrait pour bien peu de chose dans les motifs qui avaient provoqué cette occupation. La réalité est que François-Joseph ne s'était pas consolé de la perte de la Lombardo Vénétie, qu'il voulait — tout en paralysant l'extension de la Serbie — compenser cette perte par l'annexion de deux provinces. Il était d'ailleurs évidemment poussé par les suggestions de Berlin dont l'Autriche devait être l'avant-garde dans la marche en avant vers l'Adriatique et la Méditerranée.

Bismarck avait encouragé la France à occuper la Tunisie, à l'effet de détourner son attention de la frontière du Rhin et de créer un sujet de discorde entre l'Italie et nous. En lançant l'Autriche sur les pays serbes, Berlin l'exposait nécessairement à des conflits avec la Russie protectrice naturelle des Slaves balkaniques.

En 1897, François-Joseph rendit à Saint-Pétersbourg la

visite que l'empereur Nicolas II lui avait faite l'année précédente et un accord fut conclu entre les deux puissances au sujet des questions qui pouvaient les diviser. Le 29 avril les ministres des Affaires étrangères des deux États adressèrent à leurs agents à Belgrade, à Sofia, à Bucarest, à Cettigne, des notes identiques où ils déclaraient reconnaître l'attitude correcte de ces pays durant la récente guerre entre la Grèce et la Turquie. « L'empereur et le tsar, disait la note, étaient fermement décidés à maintenir la paix et le *statu quo*. » Dès ce moment le ministre austro-hongrois des Affaires étrangères, le comte Goluchowski avait essayé d'amorcer l'annexion immédiate des deux provinces, mais il avait dû battre en retraite devant la mauvaise volonté du gouvernement russe. La question litigieuse sommeilla pendant quelques années.

Elle se réveilla vers la fin de 1902. A ce moment des symptômes de mécontentement se manifestèrent en Macédoine. Des rixes sanglantes éclatèrent entre les Albanais et les Bulgares. Goluchowski et Lamsdorf qui étant alors ministres des Affaires étrangères à Pétersbourg se mirent d'accord sur un plan de réformes à opérer en Macédoine. Ce plan fut présenté à la Porte le 21 février 1903. Il proposait l'introduction de réformes sérieuses dans les vilayets de Salonique, Kosovo, Monastir. Il stipulait la nomination pour trois ans d'un inspecteur général ottoman, ayant rang de vizir et investi de l'autorité sur les gouverneurs provinciaux, la réorganisation de la police et de la gendarmerie sous le contrôle d'officiers étrangers.

La Porte accepta ce programme, mais ne réussit point à empêcher une terrible insurrection d'éclater au cours de l'été 1903.

Au mois de septembre de cette année, l'empereur de Russie, accompagné du comte Lamsdorf, alla rendre visite à François-Joseph. Les deux souverains se rencontrèrent, d'abord à Schœnbrünn, puis au château de Mürzteg en Styrie. C'est là que fut définitivement arrêté le 2 octobre le programme de réformes connu sous le nom de programme de Mürzteg.

D'après ce document, des agents civils, austro-hongrois et russes, devaient être attachés à la personne de Hilmi-Pacha, directeur général des réformes. Ils devaient en surveiller l'exécution et rendre compte à leurs gouvernements. Leur mandat devait expirer au bout de deux ans. Un général étranger devait être détaché auprès du gouvernement ottoman pour réorganiser la gendarmerie avec le concours d'officiers désignés par les grandes puissances. Après la pacification générale du pays, la Porte devait être invitée à modifier les districts de façon à grouper autant que possible les diverses races de la Macédoine (Turcs, Grecs, Bulgares, Serbes) qui se disputent les territoires, les églises et la prépondérance politique.

Le programme réclamait encore la réorganisation du système administratif, l'accès des chrétiens aux fonctions publiques, le développement des autonomies locales. Des commissions mixtes de musulmans et de chrétiens devaient, sous la surveillance des consuls austro-hongrois et russes, rechercher les crimes politiques et réparer les dommages causés par les insurrections.

Un général italien fut choisi comme instructeur en chef de la gendarmerie internationale. La Macédoine fut partagée en cinq secteurs : celui de Kosovo fut assigné à l'Autriche-Hongrie ; celui de Salonique à la Russie ; celui de Monastir à l'Italie ; celui de Sérès à la France ; celui de Drama à la Grande-Bretagne. L'Allemagne ne figurait pas officiellement au programme de Mürzteg, mais elle avait évidemment joué son rôle dans la coulisse.

Elle s'assura le concours de l'Autriche-Hongrie dans l'affaire du Maroc et au lendemain du Congrès d'Algésiras (1906) qui avait placé cet État sous le contrôle plus ou moins effectif des puissances européennes, l'empereur Guillaume adressa au comte Goluchowski un télégramme de félicitation où il lui déclarait que son concours avait été celui d'un brillant second sur le terrain. Il n'est pas sûr que Goluchowski ait été très fier de ce compliment. Ce qu'il y a de certain, c'est que l'année suivante, à propos de difficultés avec la Hongrie, il quitta le ministère. Quoi qu'il en

soit, cette épithète est restée attachée à François-Joseph dans ses rapports avec Guillaume, à l'Autriche-Hongrie dans ses rapports avec l'Allemagne.

Le comte Goluchowski eut pour successeur au ministère des affaires étrangères le baron d'Ærental. C'était un Allemand de Bohême, d'origine juive, très dévoué à l'Allemagne et qui songeait à reconstituer au profit de l'Autriche-Hongrie la ligue des trois empereurs. « Il rêvait, dit M. Steed, un système de compensations, consistant probablement dans l'annexion de la Bosnie-Herzégovine pour l'Autriche-Hongrie, l'ouverture des Dardanelles pour la Russie, l'aide diplomatique et financière de la France pour l'Allemagne dans la question du chemin de fer de Bagdad, l'attitude bienveillante de l'Allemagne à l'égard de la politique française au Maroc[1]. » Ce que rêvait au fond Ærental, c'était de brouiller la France avec la Grande-Bretagne pour empêcher la formation de la Triple Entente. Ses projets n'aboutirent pas. En revanche il obtint de la Porte l'autorisation de construire un chemin de fer à travers le sandjak de Novi Bazar, chemin de fer qui, disait-il aux délégations, constituerait une route nouvelle et importante vers l'Égypte, vers les Indes.

En échange de cette concession, il abandonnait le projet des réformes judiciaires en pays musulman. Or, la ligne qu'il méditait existait déjà; c'est celle qui va de Belgrade à Constantinople. Le ministre dut abandonner son projet. Mais il ne perdait pas de vue la Bosnie et l'Herzégovine. Il était certain que l'occupation — soi-disant temporaire — de ces deux provinces devait aboutir à une annexion. Il y avait un obstacle à écarter. C'était le royaume de Serbie. Sous le règne de Milan, prince vénal et débauché, ce royaume était devenu au fond un État vassal de l'Autriche-Hongrie. Pressé par une impopularité sans exemple, Milan avait dû abdiquer (6 janvier 1889) et se retirer à l'étranger. Il mourut à Vienne (11 février 1901).

1. Steed, *La monarchie des Habsbourg*, édition française, pp. 349 et suivante.

Son successeur, monté sur le trône à l'âge de douze ans, n'eut ni l'énergie, ni le temps de réagir. Il fut assassiné dans la nuit du 10 juin 1905 et Vienne ne fut ni surprise, ni affligée de ce meurtre que son ministre M. de Kallay avait prédit trois mois d'avance.

Ce que l'Autriche redoutait surtout dans la Péninsule balkanique, c'était une action commune de la Serbie et de la Bulgarie. Au cours de l'année 1905, l'intimité des deux pays avait paru se resserrer. Une union douanière avait été conclue. Ce zollverein balkanique pouvait être le point de départ d'une alliance plus sérieuse, qu'il fallait empêcher à tout prix. Goluchowski eut recours, pour prévenir ce péril, à un procédé familier de la diplomatie autrichienne. Il se résolut à prendre la Serbie par la famine et interdit le marché austro-hongrois à l'importation du bétail et des produits agricoles du petit Royaume. Cette « guerre aux cochons, » n'eut pas tout à fait le résultat qu'on en attendait. La Serbie chercha vers le sud les débouchés commerciaux qu'on lui fermait au nord. Elle se mit à exporter ses produits par la Méditerranée jusqu'en Égypte et en Angleterre. Elle commanda désormais son matériel de guerre en France au lieu de le demander en Autriche, si bien que dans cette affaire l'Autriche-Hongrie où les prix du bétail s'étaient singulièrement élevés fut en somme le mauvais marchand. Les rancunes serbes furent encore aggravées par les procédés immondes du gouvernement hongrois vis-à-vis des Croates, procédés sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir.

L'Annexion de la Bosnie-Herzégovine (1908).

Les relations austro-serbes ne pouvaient pas être améliorées par l'annexion définitive de la Bosnie-Herzégovine, annexion qui fut proclamée à Vienne, le 6 Octobre 1908. L'indignation fut grande dans le royaume de Serbie et le Monténégro. Si les deux petits États s'étaient sentis plus forts, c'était évidemment un *casus belli*. D'autre part le prince

Ferdinand de Bulgarie avait proclamé l'indépendance absolue de ce pays désormais érigé en royaume, affranchi de la suzeraineté ottomane. Cette fâcheuse coïncidence devait contribuer à faire naître entre les Serbes et les Bulgares des inimitiés que l'on comptait bien exploiter. Au dehors comme au dedans de l'empire, la politique des Habsbourg avait encore mis en pratique sa maxime favorite : *Divide ut imperes*. Le succès de cette opération valut au baron d'Ærental le surnom de Bismarck autrichien.

La Turquie ne s'émut pas moins que la Serbie d'un acte qu'elle considérait comme attentat contre ses droits souverains. En représaille elle boycotta les marchandises autrichiennes. Le cabinet de Vienne lui offrit une compensation. Il retira ses garnisons du sandjak de Novi-Bazar. Des négociations furent entamées qui aboutirent à une convention signée le 29 février 1909. La Turquie reconnaissait l'annexion à diverses conditions.

Les natifs des deux provinces résidant ou émigrant en Turquie devaient garder la nationalité ottomane. Le libre exercice de la religion musulmane était garanti. Le nom du sultan continuerait d'être mentionné dans les prières publiques des musulmans. L'Autriche-Hongrie payait une indemnité de 500 000 livres turques ; elle accordait certains avantages commerciaux et se déclarait disposée à supprimer ses bureaux de poste en Turquie et à soutenir les prétentions visant à remplacer le régime des capitulations par l'application pure et simple du droit international.

D'autre part, sur la demande de la Russie et de l'Italie, l'Autriche-Hongrie recon .ut au Monténégro la libre possession du port d'Antivari dont elle s'était jusqu'alors réservé la police.

Les Procès scandaleux.

Par l'annexion de la Bosnie-Herzégovine le gouvernement austro-hongrois avait profondément irrité les Serbes des

deux provinces, naturellement obligés de dissimuler leur rancune, et les Serbes du royaume. Il n'avait pas moins froissé les Serbes et les Croates de la couronne de Hongrie et de la Dalmatie. Serbes et Croates renonçant à leurs dissentiments s'étaient unis pour une lutte commune. En 1908, à à la suite de la dissolution de la Diète de Zagreb, la Coalition avait publié un manifeste où elle déclarait que la lutte actuelle était celle de deux principes, le principe constitutionnel et l'absolutisme. La lutte entre la Croatie et la Hongrie était celle de deux royaumes et de deux nations. Il s'agisssait pour Vienne et Budapest de briser cette résistance et l'on sait que la politique austro-hongroise a toujours été assez peu scrupuleuse sur le choix des moyens.

On s'avisa d'inventer un complot. On trouva les dénonciateurs nécessaires dans la personne d'un mouchard serbe, Nastitch et d'un publiciste juif de Vienne, Henri Friedjung.

En juillet 1908 parut à Budapest, en croate et en allemand, une brochure intitulée *Finale*. Elle publiait de nombreux détails sur un mouvement panserbe qui se serait produit parmi les sujets austro-hongrois et qui aurait eu pour âme une société politique de Belgrade le *Slovenski Jug* (Le Sud Slave). A la suite de cefte publication, cinquante-trois Serbes et Croates furent jetés en prison. Les avocats qui avaient entrepris leur défense se virent voler leurs dossiers. Le procureur chargé de requérir en vint jusqu'à dénoncer comme un crime de haute trahison le fait d'écrire en caractères cyrilliques ou d'avoir déclaré que la loi électorale était plus libérale en Serbie qu'en Croatie!

Les débats de ce procès ou le bouffon le disputait à l'odieux aboutirent à trente-sept condamnations aux travaux forcés pour des périodes variant de cinq à douze ans. Le scandale fut tel que le roi dut proclamer *l'abolition* du procès, autrement dit l'annuler purement et simplement.

Un autre procès non moins scandaleux est celui auquel se rattache le nom du publiciste Friedjung. Peu de temps après l'annexion, il avait publié dans la *Neue freie Presse* de Vienne un article où il accusait le gouvernement serbe d'avoir soudoyé les chefs de la coalition croato-serbe pour

provoquer un mouvement insurrectionnel chez leurs congénères de l'Empire. Il citait des noms, donnait des chiffres et déclarait posséder les photographies de documents compromettants qui auraient été dérobés à Belgrade. Un procès en diffamation lui fut intenté par les députés qui faisaient soi-disant partie de cette prétendue conspiration. Il fut démontré que les documents allégués étaient des faux misérablement fabriqués à la légation autrichienne de Belgrade.

Dans son ignorance de la langue serbe le personnel de la légation ne s'était pas aperçu que l'un des documents fatidiques comprenait cette glose ironique : Bienheureux celui qui croit à toutes ces choses! Friedjung et ses complices en furent pour leur courte honte.

Les Bosniaques et les Herzégoviniens étaient hors d'état de manifester leur indignation. Cependant, au lendemain de l'ouverture de la diète dont l'Empereur avait gratifié ses nouvelles provinces, un étudiant tirait sur le gouverneur, le général Veresanin.

Ærental resta au pouvoir jusqu'à sa mort qui arriva en février 1912. Par l'annexion il croyait avoir servi l'Empire; il avait en réalité préparé la catastrophe finale. Ce que l'Alsace-Lorraine a été pour l'empire allemand, les deux provinces serbes l'ont été pour l'état austro-hongrois. Bien mal acquis ne profite jamais.

L'attentat de Sarajevo.

Le premier soin du gouvernement austro-hongrois après avoir occupé les deux provinces avait été d'y supprimer toutes les communications avec le royaume de Serbie. On comprenait fort bien à Vienne et à Budapest que cet Etat indépendant exercerait sur les pays sud-slaves de même langue une attraction analogue à celle que le Piémont avait naguère exercée sur les Italiens. De leur côté les Serbes du royaume ne pouvaient pas rester indifférents à la destinée de leur frères annexés. Une association s'était fondée en

Serbie sous la dénomination de *Narodna Obrana* (la défense nationale, quelque chose comme chez nous la ligue des patriotes). Des manifestations avaient eu lieu, notamment dans les sociétés de gymnastique. Évidemment l'esprit public du royaume était hostile à la politique autrichienne.

Au courant du mois de juin 1914 l'archiduc héritier François-Ferdinand eut l'idée d'aller faire dans les deux provinces une tournée d'inspection militaire. Il était accompagné de sa femme, née comtesse Chotek, promue par l'empereur au rang de duchesse de Hohenberg.

L'auguste couple passait en voiture dans une rue de Sarajévo lorsqu'il fut assassiné. Une première bombe avait été lancée contre l'équipage par un jeune conjuré nommé Nedeljko Gabrinovitch. Elle n'atteignit point l'archiduc, blessa seulement les personnes occupant la voiture qui suivait son automobile. Un complice, Gavrilo Princip, tira ensuite deux coups de revolver qui blessèrent mortellement l'archiduc et sa femme.

Le lendemain même de l'attentat, les autorités austro-hongroises déclaraient officiellement que les bombes venaient de Belgrade et que les assassins étaient les agents du gouvernement serbe. C'était la thèse qu'il fallait soutenir pour répondre aux suggestions de Berlin. Je ne puis que renvoyer au très curieux volume de M. Jules Chopin, *le Complot de Sarajevo*[1]. M. Steed, dans l'ouvrage que nous avons cité plus haut (p. 603), voit dans le complot, non pas l'œuvre d'ailleurs très explicable de patriotes serbes exaltés, mais le résultat de louches intrigues de cour, de basses et cupides jalousies. M. Chopin, lui, est arrivé à cette conclusion que le complot aurait été organisé par l'archiduc François-Ferdinand en personne. L'empereur vieillissant lui avait laissé la direction de l'armée. Le grand-duc, en présence du progrès des Slaves acharnés en Bohême contre les Allemands, en Croatie contre les Magyars, souhaitait une guerre qui lui permît de régler définitivement le sort

1. Bossard, éditeur.

de ces gênants adversaires, d'assurer son prestige, celui de ses enfants et de sa femme. Il avait épousé, comme nous l'avons dit plus haut, une comtesse Chotek. D'après le statut de la Maison d'Autriche elle ne pouvait pas devenir impératrice et ses fils ne pouvaient pas hériter de la couronne. Une guerre où son mari aurait gagné le prestige de la victoire arrangeait tout. Ces combinaisons n'étaient pas pour déplaire à Berlin.

Au lendemain de la mort de François-Ferdinand, l'empereur écrivait à son allié, ou plutôt au chef dont il n'était que l'humble valet — l'empereur Guillaume — ce qui suit :

« On se trouve en présence d'un complot dont les fils arrivent jusqu'à Belgrade; même s'il était impossible d'apporter la preuve palpable de la complicité du gouvernement serbe, il n'en demeurerait pas moins que la politique de celui-ci, visant à grouper sous le drapeau serbe tous les Yougo-Slaves, constitue un danger permanent.

« L'effort de mon gouvernement doit à l'avenir tendre à l'isolement de la Serbie. La politique de paix de toutes les monarchies de l'Europe sera menacée tant que ce foyer d'agitation criminelle demeurera impuni. »

Il y avait longtemps que le gouvernement de Vienne songeait à supprimer la Serbie. Un attentat *serbe* contre l'héritier du trône! Quelle magnifique occasion!

L'occasion avait été manquée le lendemain de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. On en avait cherché une autre. En 1912, durant la lutte des Serbes, des Bulgares et des Grecs alliés contre la Turquie, le gouvernement austro-hongrois avait inventé un grief imaginaire. Il avait accusé les Serbes d'avoir ignoblement mutilé un de ses agents, le consul Prochaska. Il avait été convaincu d'imposture!

Durant la campagne de 1912-1913 l'Autriche-Hongrie avait vu avec une extrême malveillance les succès des Serbes, notamment ceux du Monténégro, qui, en s'emparant d'Antivari, leur avait ouvert l'accès de l'Adriatique. Elle avait exigé l'abandon de cette conquête.

Pour faire pièce aux Serbes elle avait inventé une nationalité albanaise. Elle s'était tout à coup découvert une

tendresse insoupçonnée pour le principe des nationalités! Après avoir assisté avec une rage concentrée aux succès des Slaves balkaniques, elle imagina d'exciter les Serbes contre les Bulgares à propos des frontières de la Macédoine. Naguère elle avait déjà, en 1885, jeté les Serbes contre les Bulgares.

Par un hasard qui semble singulièrement prémédité la visite du grand-duc avait eu lieu precisément le 28 juin, c'est-à-dire le jour de la saint Vit, le *Vidov dan*, où les Serbes célèbrent pieusement l'anniversaire de la tragique défaite de Kosovo. Cette circonstance arma peut-être la main de Princip, qui était un patriote exalté. Quant à Cabrinovitch, c'était le fils d'un mouchard de Sarajevo, et il y a lieu de croire que son attentat, qui devait n'être qu'un simulacre, réussit malgré lui.

Les débats du procès eurent lieu à huis clos. Aucun des deux coupables ne fut condamné à mort. Ils en furent quittes pour vingt ans de travaux forcés. Ils sont tous deux morts en prison. Saura-t-on jamais l'exacte vérité sur les motifs qui ont armé leurs bras?

En apprenant la mort de l'archiduc, l'empereur Guillaume se serait écrié : « Tout est à recommencer! » Si vraiment il a proféré ces paroles, il se faisait illusion. La mort de l'archiduc allait déchaîner la guerre qu'il méditait depuis longtemps et pour laquelle il ne devait trouver que des instruments trop dociles dans la personne de François-Joseph et de son indolent successeur.

CHAPITRE XXXVII

L'AUTRICHE DANS LA GUERRE EUROPÉENNE (1914-1918)

L'Autriche déclare la guerre à la Serbie (28 juillet 1914). — Intervention des Allemands et des Bulgares (octobre 1915). — Déclaration de guerre de l'Italie (23 mai). — Victoire autrichienne de Caporetto (24 octobre 1917). — Échec définitif. — Lutte contre la Russie et la Roumanie. — Premiers triomphes. — Défaite finale (1918).

L'Autriche déclare la guerre à la Serbie.

Depuis longtemps la politique prussienne ne cherchait qu'un prétexte pour envahir la péninsule balkanique. Le prétexte était trouvé. D'accord avec Berlin le Cabinet de Vienne transmit le 23 juillet à celui de Belgrade un ultimatum impérieux qui réclamait du gouvernement serbe une proclamation royale affirmant que le gouvernement n'avait rien de commun avec le mouvement panserbe et le désapprouvait, une indemnité de cent millions et l'admission de délégués autrichiens parmi les magistrats serbes chargés d'enquêter sur l'assassinat de l'archiduc. La Serbie naturellement ne pouvait céder sur ce dernier point. En cas de conflit elle comptait naturellement sur la protection de la Russie. Le 28 juillet l'Autriche déclarait la guerre et bombardait Belgrade. La Russie répondit par la mobilisation immédiate de quatorze corps d'armée.

Le Serbie transporta sa capitale à Nich, repoussa l'offensive ennemie sur les hauteurs du Tser, réussit même à s'emparer de Semlin qu'elle dut bientôt évacuer, et occupa une partie du Sandjak de Novi Bazar.

Au cours du mois de novembre les Autrichiens, renforcés par les Bavarois, réussirent à s'emparer de Belgrade. Ils marchaient sur Kragouiévats lorsqu'ils furent culbutés à Roudnik par les Serbes et rejetés sur la Drina et sur la Save, laissant aux mains de l'ennemi plus de quarante mille prisonniers et cent vingt canons. Le 15 décembre les Serbes rentraient triomphalement à Belgrade. Le nom du général autrichien Potiorek reste associé au souvenir de ces désastres. Il fut relevé de son commandement et remplacé par un archiduc.

Intervention des Bulgares et des Allemands.

Malheureusement la Serbie allait avoir à combattre un nouvel ennemi. La Bulgarie ne pardonnait pas aux Serbes les échecs qu'elle avait éprouvés au lendemain de la guerre balkanique. Elle persistait à lui réclamer la Macédoine vers laquelle l'Autriche, pour faire oublier la Bosnie-Herzégovine avait orienté naguère les ambitions serbes. Malgré les efforts de la Triple Entente, malgré les origines françaises du roi Ferdinand, petit-fils de Louis-Philippe, au mois d'octobre 1915 les Bulgares démasquaient leurs batteries, proclamaient leur alliance avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et, ce qu'il y a de plus monstrueux, avec la Turquie. Ainsi se réalisait une fois de plus le mot de l'empereur byzantin qui déclarait, il y a douze siècles, que les Slaves balkaniques étaient des peuples anarchiques et qui se détestent les uns les autres.

Les Austro-Allemands, commandés par le général prussien Mackensen, allaient bientôt prendre la revanche des premiers échecs austro-hongrois. En dépit d'une résistance héroïque les Serbes ne purent empêcher l'ennemi de franchir à nou-

veau le Danube, de pousser jusqu'à Nich (6 novembre), jusqu'à Uskub. La route de Berlin à Constantinople était ouverte et le grand rêve Hambourg-Bagdad semblait à la veille de se réaliser. Les Serbes durent, en défendant le terrain pied à pied, se retirer sur l'Adriatique, d'où ils gagnèrent Brindisi, puis Corfou et Salonique (octobre-décembre 1915). Les Anglais et les Français envoyés à leur secours étaient arrivés trop tard. Les trois armées constituèrent à Salonique une base militaire qui devait bientôt faire sentir son action.

Vers la fin de l'année suivante (19 novembre 1916) l'armée serbe était reconstituée et encadrée. Mais il fallut de longs mois avant que les alliés fussent en état de s'avancer vers le Nord. Le 15 septembre 1918 leur offensive générale fut enfin en état de se développer, sous la direction du général Franchet d'Espérey. Le 26 septembre, les Serbes rentrent à Uskub, les Français à Prilep. Les Bulgares, mis en déroute dans une région montagneuse, perdent leur matériel de train et d'artillerie. Ferdinand, abandonné par ses grands alliés qui ont bien d'autres chiens à fouetter, sollicite un armistice qui ouvre son royaume tout entier aux alliés dont les troupes atteignent le Danube. Ferdinand abdique, quitte son royaume et abandonne le gouvernement à son fils Boris.

De leur côté les Serbes poussent en avant. Le 12 octobre ils rentrent à Nich. C'était la fin du rêve Hambourg-Bagdad. Mais dans quel état retrouvaient-ils leur patrie dévastée tour à tour par les Austro-Hongrois, les Allemands et les Bulgares !

Déclaration de guerre de l'Italie (23 mai).

Malheureusement pour François-Joseph ce n'était pas seulement contre la petite Serbie qu'il avait à lutter. C'était en réalité contre les deux tiers de l'Europe. Aux combattants de la Triple Entente allait se joindre l'Italie. Cette puissance avait naguère, on le sait, adhéré à la Triple Alliance

(Allemagne, Autriche-Hongrie, Italie), qui avait pour objet déclaré de maintenir la paix européenne, mais qui était en réalité destinée à maintenir l'Alsace-Lorraine dans la servitude germanique. Cet acte contre nature d'un pays dont le cri de guerre était jadis *fuori i Tedeschi!* (dehors les Allemands!) avait — cela se comprend — causé chez nous une pénible impression. Mais les circonstances nous avaient obligé à garder le silence.

Heureusement le pacte de la *Triplice* n'engageait les Italiens à marcher que dans le cas où leurs alliés seraient *attaqués*, et c'était l'Autriche qui la première avait déclaré la guerre à la Serbie. D'autre part l'Italie ne perdait pas de vue les provinces dites *irredente* (irrédimées), c'est-à-dire le Trentin, Gorizia, Trieste et même, pour certains exaltés, tout ou partie de la Dalmatie. Malgré tous les efforts de Vienne et de Berlin, elle déclara qu'elle garderait la neutralité.

Néanmoins elle ne dissimulait point ses convoitises. La Prusse s'efforça de lui donner satisfaction. Elle envoya en décembre 1914, à Rome, le prince de Bulow, marié à une Italienne, pour offrir une partie du Trentin, une rectification de frontière sur l'Isonzo, des modifications avantageuses relativement à Trieste, des arrangements pour la situation respective des deux parties dans l'Adriatique. L'Italie était plus exigeante. Elle réclamait le Trentin, une grande partie du Frioul, Gradisca, Monfalcone, l'indépendance de Trieste et de Pirano, la cession de plusieurs îles dalmates — qui, notons ce détail, sont de nationalité slave.

L'Autriche refusa. L'Italie répondit en dénonçant son traité d'alliance. Le 23 mai elle déclara la guerre. Elle apportait un million de soldats bien entraînés au service de la Triple Entente.

Le 26 avril précédent elle avait conclu à Londres avec l'Angleterre, la France et la Russie, un traité par lequel elle s'attribuait des territoires que la Yougo-Slavie, dont on ne prévoyait pas l'émancipation complète, aurait plus tard l'occasion de lui disputer.

L'armée autrichienne ne fut pas surprise par l'attaque des Italiens. Elle s'y attendait depuis longtemps et avait solidement organisé la défensive d'une frontière montueuse et difficilement accessible. Sur tel pic les canons lourds et leurs munitions devaient être montés à des hauteurs de deux mille mètres. Trente constituait un formidable camp retranché. Le roi d'Italie combattait au milieu de ses armées, mais il laissait la direction des opérations au général Cadorna qui les conduisit avec une extrême prudence. L'Autriche ramena sur sa frontière alpine 200 000 hommes des fronts des Carpathes et des Balkans.

Sous leur pression les Italiens durent reculer; leur frontière fut violée; ils perdirent Asiago et Arsiero. La plaine lombarde fut sérieusement menacée. Grâce à l'énergie de Cadorna les affaires furent rétablies; l'ennemi repoussé, les terrains perdus reconquis. Le 9 août 1916 les Italiens entrèrent à Gorizia[1]. En dépit des efforts du général croate Boerovié, ils arrivèrent à dix-huit kilomètres de Trieste, couverte d'ailleurs par des positions infranchissables. Mais au cours de l'année suivante la défection de la Russie permit aux Allemands de renforcer l'armée austro-hongroise. Ne se fiant pas à la seule force des armes, ils trouvèrent le moyen de semer l'indiscipline et la trahison parmi les troupes italiennes.

Le 24 octobre 1917, une armée tout entière lâcha pied sur l'Isonzo, auprès de Caporetto; le front italien fut rompu, la ligne de l'Isonzo enlevée, Udine perdue, la Vénétie envahie, les avant-gardes ennemies portées de l'Isonzo aux rives de la Piave. La situation était grave; la France et l'Angleterre envoyèrent en hâte des secours qui réussirent à rejeter l'ennemi sur la rive droite de la Piave. Mais il parvint à se maintenir dans la partie orientale de la Vénétie, à Udine, Feltre et Bellune, où il commit les excès familiers à ses alliés tudesques. Grâce au concours de nos deux généraux Foch et Fayolle, les pesées allemandes

1. La forme primitive du nom est Gorica (prononcez Goritsa). C'est un mot slave qui veut dire le monticule.

furent paralysées. Dans l'été de l'année 1918 les Autrichiens se virent abandonnés par leurs alliés allemands qui avaient fort à faire ailleurs. Le 16 juin ils essayèrent en vain de forcer le passage de la Piave; mais le fleuve déborda; une partie des Slaves de l'armée austro-hongroise passa du côté de l'ennemi. Il fallut battre en retraite dans des conditions difficiles. Le 24 octobre, les troupes alliées prirent l'offensive. L'armée austro-hongroise était complètement démoralisée. Elle se débanda, perdit en une semaine quatre cent-cinquante mille prisonniers, et cinq mille pièces d'artillerie. Les Italiens reprirent Feltre, Bellune, Udine, occupèrent sans résistence Trente et Trieste. En somme le programme de l'irrédentisme était accompli. L'Autriche était d'ailleurs en dissolution. L'Empereur Charles en abdiquant déclara qu'il abandonnait sa flotte aux Yougo-Slaves. La création de l'État yougo-slave allait susciter à propos de quelques localités, Fiume, Zara, Sibenico, des difficultés que le traité de Londres n'avait pu prévoir.

La Lutte contre la Russie et la Roumanie. Premiers Triomphes des Ennemis.

Tandis qu'elle envahissait la Serbie, l'Autriche-Hongrie avait à défendre contre les Russes son front oriental. Les débuts de la lutte ne furent pas heureux. Les Russes, commandés par les deux généraux Roussky et Brousilov, pénétrèrent jusqu'à Lvow (Lemberg) et Halicz, s'emparèrent de ces deux villes. Ils amenaient avec eux tout une suite de popes chargés de faire rentrer dans l'orthodoxie leurs congénères uniates de la province galicienne.

Les Austro-Hongrois se replièrent derrière le San. Les Russes investirent la forte place de Premysl (28 septembre) qui, au mois de mai suivant, fut obligée de capituler livrant à l'ennemi 120000 hommes et 1050 pièces d'artillerie.

Les Russes franchissant les cols des Carpathes esquissèrent une descente en Hongrie. Quel succès s'ils avaient

pu gagner Budapest et donner la main aux Serbes sur le Danube! L'Autriche fit appel aux Allemands et mit ses troupes sous leur commandement. Désormais, elle était plus que jamais le « *peu brillant second* ». Grâce au concours de ses alliés elle reprit Premysl (3 juin), Lvow (22 juin)..

C'est presque à la fin de l'exercice de 1916 que les Russes réorganisés, et pourvus d'artillerie, purent songer à reprendre l'offensive en Volynie et en Bukovine. Sous le commandement de Brousilov, ils mirent hors de combat plus d'un million d'Austro-Hongrois. Ils firent plus de quatre cent mille prisonniers parmi lesquels un grand nombre de Slaves, notamment de Tchéco-Slovaques qui plus tard libérés ont constitué ces vaillantes légions tchécoslovaques au service de la Vraie Russie et de la Triple Entente.

Malheureusement Brousilov fut mal soutenu par un gouvernement où régnait le désordre et même la trahison. Le tsar Nicolas II, faible de caractère et médiocre d'intelligence, dut abdiquer (mars 1917) et son empire tomba dans l'anarchie. La Galicie et la Bukovine étaient définitivement perdues pour la Russie. Les efforts pour y propager le moscovitisme et l'orthodoxie avaient échoué.

L'Autriche-Hongrie ne fut pas moins heureuse dans sa lutte contre la Roumanie. Dès le début, à Bucarest le sentiment national s'était prononcé pour la Triple Entente. La classe intellectuelle est nourrie de sympathies françaises; mais ces sympathies étaient gênées pour éclater sous le règne du roi Carol qui ne pouvait oublier qu'il appartenait à la famille des Hohenzollern Elles purent se donner libre carrière à l'avènement de son neveu Ferdinand (octobre 1914). La Roumanie elle aussi avait en Hongrie, en Transylvanie, en Bukovine des *irredenti* dont elle souhaitait le retour à la mère-patrie. Le 17 août 1916 un traité signé avec les représentants de l'Entente lui garantissait la possession des pays irrédimés.

Le 27 août, en même temps que l'Italie, la Roumanie déclare la guerre à l'Autriche-Hongrie et à l'Allemagne.

Elle avait compté sur le concours de 200 000 hommes que devait lui envoyer la Russie Le ministre Sturmer, acheté par l'Allemagne, ne lui en envoya que 20 000 et encore presque sans munitions.

D'autre part, les Roumains étaient insuffisamment préparés et dans leurs hypothèses ils avaient négliger l'intervention de la Bulgarie, désireuse de s'assurer Silistrie, la Dobroudja et de venger les injures que l'armée roumaine lui avait naguère infligées.

La campagne parut bien débuter pour les Roumains. Ils pénétrèrent en Hongrie et en Transylvanie. La ville de Brasso (en allemand Kronstadt) fut occupée et le nouveau roi Ferdinand y fit une entrée solennelle (sept. 1916). Les Roumains s'emparent encore de Sibiu (Hermannstadt) et de Fogaras; mais là devaient s'arrêter leurs succès.

Cette fois encore ce sont les Allemands qui sauvent l'Autriche-Hongrie. Le maréchal Mackensen, à la tête d'une puissante armée composée de divisions allemandes, turques et bulgares, envahit la Dobroudja, s'établit sur la ligne Czerna Voda-Costanza que les Russes essayent en vain de protéger.

Défaite finale des envahisseurs.

Le général allemand Falkenheym vient à la rescousse, repousse les Roumains sur la Moldavie; la plaine valaque est tout entière envahie. Le 6 décembre Mackensen fait son entrée à Bucarest; au mois de janvier suivant, Braïla et Foesani succombent à leur tour : le gouvernement roumain est obligé de se transporter à Iassy. Les Roumains avaient montré beaucoup de vaillance; mais ils manquaient d'expérience et de matériel, notamment d'aéroplanes. Le 17 mai 1918, ils durent signer le traité de Bucarest qui abandonnait aux alliés austro-allemands toutes les richesses naturelles du pays, la Dobroudja, les défilés de la Transylvanie et réduisait la Roumanie à la condition d'un misérable État vassal de l'Autriche-Hongrie.

Mais bientôt après la capitulation des Bulgares (30 septembre 1918), le triomphe des Serbes rendirent courage aux Roumains qui reprirent les armes, réoccupèrent la Dobroudja. Les victoires de l'Occident, l'écroulement soudain de l'Autriche-Hongrie amenèrent l'évacuation de la Valachie et la rentrée des Roumains à leur tour triomphants, dans Bucarest et en Transylvanie.

Le général français Berthelot qui leur avait amené des troupes et des munitions avait largement contribué à la reconstitution de leur armée.

CHAPITRE XXXVIII

FIN DE L'ÉTAT AUSTRO-HONGROIS

Mort de François-Joseph. — Son portrait. — Le règne éphémère de son successeur Charles le dernier Habsbourg.

Mort de François-Joseph. Son portrait.

Le sénile François-Joseph n'eut pas le temps d'exécuter les projets qu'il méditait *ad majorem Germaniæ gloriam*, ni celui de recevoir le châtiment d'une vie malfaisante et criminelle. Son règne est l'un des plus longs et des plus néfastes de l'histoire.

Il était monté sur le trône le 2 décembre 1848. La mort le surprit dans sa quatre-vingt-septième année le 21 novembre 1916.

J'ai tracé de lui au lendemain de sa mort dans la *Revue hebdomadaire*, un portrait auquel je demande la permission de renvoyer. J'en résume seulement ici les traits essentiels.

D'un cœur très égoïste, d'un esprit très borné, incapable d'une volonté éclairée, il ne comprit jamais rien à l'histoire ni aux tendances divergentes des nations sur lesquelles les circonstances l'avaient appelé à régner. Il se laissa dominer par les événements au lieu de savoir les diriger. Il n'eut d'égards que pour ceux qoi l'avaient battu, les Magyars, les Italiens et surtout les Prussiens, d'ingratitude que pour

ceux qui l'avaient servi, par exemple les Croates et les Russes qui avaient conjuré le péril de la révolution hongroise. Il persécuta tour à tour les Italiens, les Magyars, les Polonais, les Ruthènes, les Tchèques, les Slovaques.

Il fut puni dans sa famille par la mort tragique de son frère Maximilien, de son fils Rodolphe, de sa femme Élisabeth, de son neveu et de sa nièce.

Il traîna ses dernières années dans la société d'une vieille actrice et ne sut même pas respecter la mémoire de la fantasque épouse qu'il avait perdue de façon si tragique.

Nos pères qui ne ménageaient pas les épithètes significatives n'auraient pas hésité à lui décerner le surnom de *couard* qui certes ne fut jamais plus justifié.

Il ne mérite pas d'autre oraison funèbre.

Charles Ier, le dernier Habsbourg.

Il eut pour successeur son neveu, l'archiduc Charles, fils cadet de son frère Othon et d'une princesse saxonne. Charles avait épousé la princesse Zita de Bourbon de Parme, petite-fille de Charles X. Il se trouvait ainsi apparenté aux Bourbons, comme son allié Ferdinand de Bulgarie l'était aux d'Orléans. Mais ces liens de famille n'ont joué aucun rôle dans la guerre déchaînée par les ambitions sanguinaires de Guillaume.

Charles eut le bon esprit d'inaugurer son règne par un acte de clémence qui fut en même temps un acte de justice, une amnistie aux Tchèques condamnés sous le régime précédent. Mais il ne sut pas se dérober à la vassalité prussienne et continua vis-à-vis du « seigneur de la guerre » le rôle du brillant second. Sa femme souhaitait la paix, ses deux beaux-frères servaient dans les ambulances de l'armée belge. Dès le 30 décembre il se fit couronner roi de Hongrie et prêta serment d'allégeance à la politique magyare. Il mérita par là les éloges du ministre Tisza, le plus intransigeant de tous les Magyars. D'autre part, pour récompenser

sa docilité, Guillaume lui conféra le titre de maréchal qu'il eut peu d'occasions de justifier.

Tandis qu'il se prononçait publiquement pour la prolongation de la guerre, il travaillait en secret, soit par lui-même, soit par l'organe de l'impératrice Zita, à préparer une paix de conciliation. Les succès remportés sur les Italiens à la fin de l'année 1917 ne détournaient pas son attention des idées pacifiques.

Le 6 novembre il passait le Tagliamento pour sanctionner par sa présence le succès éphémère de ses troupes. Au cours du même mois son ministre Czernin élaborait à Berlin, d'accord avec Hartling, des plans magnifiques : l'Alsace-Lorraine devait rester allemande, les colonies allemandes devaient être rendues en échange des pays occupés en France et en Belgique. L'intégrité de l'Autriche-Hongrie était garantie ; l'Albanie, le Montenegro, la Serbie seraient annexés avec un semblant d'autonomie ; la Pologne deviendrait la vassale militaire de l'Allemagne. La Prusse s'agrandirait aux dépens de la Courlande et de la Lithuanie. Czernin, dans un discours prononcé le 7 décembre aux délégations, déclarait que l'Autriche ne faisait pas de distinction entre Trieste et Strasbourg.

A ce propos le gouvernement français faisait une réponse attendue depuis longtemps par tous ceux qui connaissaient les véritables tendances de la nation tchèque. Le 19 décembre, le Président de la République signait un décret proclamant l'existence d'une armée tchèque au service de la France.

Quelques jours plus tard la *furia francese* se faisait rudement sentir sur le front italien.

Le 6 janvier suivant les députés tchèques réunis à Prague avaient demandé la constitution d'un État tchéco-slovaque autonome. Des grèves, des manifestations en faveur de la paix éclataient dans tout l'Empire. A Vienne les parlementaires iougo-slaves réclamaient eux aussi un État indépendant. Des émeutes éclataient à Zagreb, des scènes de pugilat au parlement.

L'Autriche-Hongrie était à bout de souffle. Dans une

lettre adressée à son beau-frère Sixte de Bourbon, en service dans l'armée belge — lettre évidemment destinée à ne pas garder un caractère privé, — Charles déclarait adhérer aux justes revendications de l'Alsace-Lorraine. Pressé par l'Allemagne de démentir ce texte malencontreux, il s'empressa de renier le document et s'attira de la part de M. Clemenceau cette réplique cinglante : « Vous mentez ». Il y a, disait Montalembert à propos de l'attitude équivoque de l'Autriche vis-à-vis des Russes et des Polonais, il y a quelque chose de plus vil que le bourreau, c'est son valet. Ce mensonge est la dernière félonie des Habsbourg. Le démenti brutal de Clemenceau en est le premier châtiment.

A ce moment-là Charles pouvait encore se flatter de quelques succès. Le traité de Bucarest (7 mai) avait annexé à ses États 5600 kilomètres carrés de territoires roumains. La Roumanie livrait tout son matériel de guerre, remettait aux puissances centrales la Dobroudja dont il devait être disposé ultérieurement et se déclarait l'alliée, ou plutôt l'humble servante du monde germanique.

Le 12 mai, Charles faisait encore acte de vassalité vis-à-vis de son impérial et impérieux allié. Il allait le visiter à son quartier général et recevoir ses instructions pour la réalisation — de plus en plus improbable — de la Mittel Europa.

Cependant la famine faisait rage dans l'empire. La ration de pain était réduite à 90 grammes à Vienne et à 50 à Cracovie.

Tandis que l'Autriche-Hongrie croyait s'agrandir du côté de l'Orient, les Tchèques ne dissimulaient pas leur désir de constituer un État tchéco-slovaque indépendant. Des manifestations tumultueuses s'organisaient à Prague. Des mutineries se produisaient dans divers corps d'armées. Des détachements tchéco-slovaques passaient dans l'armée italienne. Il en était de même chez les Croates sur le front italien. Des bataillons entiers jetaient leurs armes au moment du combat. Dans le courant d'octobre les désertions s'étaient tellement multipliées que sur la frontière italienne la lutte devait nécessairement finir faute de combattants.

Les Autrichiens étaient refoulés même dans cette Albanie

à laquelle ils avaient voulu créer une nationalité et imposer un prince éphémère.

Au début du mois d'octobre, l'Allemagne, l'Autriche et la Turquie avaient fait transmettre au président Wilson une note pour demander l'ouverture de négociations. Des tentatives officieuses étaient faites auprès de la Belgique pour la détacher de la lutte.

Elle devenait de plus en plus funeste aux champions de la Mittel Europa. Tandis que dans le nord-ouest, sous le commandement unique du maréchal Foch, les armées françaises, américaines et belges refoulaient les Allemands jusqu'au Rhin, l'armée franco-hellénique, associée aux troupes serbes et britanniques, enlevait les massifs entre la Cerna et le Vardar, pénétrait à Uskub et à Prilep, refoulait les Bulgares qui abandonnaient la plus grande partie de leur matériel et aboutissaient (30 septembre) à l'armistice qui livrait la Bulgarie aux alliés et qui avait pour conséquence la libération de l'Albanie, et l'invasion de l'Autriche-Hongrie pas le sud.

D'autre part, sur la frontière italienne, les armées austro-hongroises complètement démoralisées et disloquées laissaient aux mains des Italiens trois cent mille prisonniers plus ou moins volontaires et des milliers de canons.

Le 9 novembre, Guillaume, en présence des effroyables désastres de ses armées, renonce à son commandement et s'enfuit en Hollande. Le 12, Charles imite son exemple et abdique. Mais moins criminel que Guillaume, moins torturé par le remords, il reste incognito dans ses États jusqu'au mois d'avril 1919. A cette époque il se retire en Suisse. Il n'y a plus d'État austro-hongrois. Sur les ruines de cet édifice hétérogène s'élèvent de nouveaux États dont nous avons déjà fait prévoir les cadres au cours de cette histoire.

C'est d'abord la république tchéco-slovaque. C'est ensuite une république hongroise diminuée des provinces slovaques et ruthènes annexées à l'Etat précédent. C'est un royaume intégral de Roumanie comprenant la Transylvanie et la Bukovine. C'est un État iougo-slave groupé autour de la Serbie. C'est une Pologne indépendante accrue de la Galicie.

Nos vœux accompagnent ces nouveaux États dans leur future évolution. Puissent-ils arriver à s'organiser et à s'unir contre les insatiables convoitises de leurs voisins italiens, allemands, magyars et grecs. Quant à la dynastie qui s'est écroulée, victime d'un aveuglement incurable, sous le poids de ses fautes séculaires tout en plaignant le dernier souverain, victime irresponsable d'une tradition criminelle, nous ne pouvons que lui appliquer le vers classique :

Discite justitiam moniti et non temnere Divos.

Avant de prendre du lecteur un congé définitif, nous devons encore expliquer dans quelles circonstances, au moment de la liquidation définitive, se sont constitués les nouveaux États qui ont hérité des territoires de l'Empire disparu.

CHAPITRE XXXIX

LES TCHÈQUES ET LES SLOVAQUES

Les Tchèques et la France. — Riéger chez Napoléon III (1869). — Les Sokols. — Le néoslavisme. — Les Tchèques au service de la triple entente (1914-1919). — Proclamation de la république tchécoslovaque. — Les Slovaques.

Les Tchèques et la France.

L'histoire de la nation tchèque, envisagée dans l'intérieur de l'Empire, n'offre jusqu'à ces dernières années qu'un petit nombre d'épisodes intéressants. C'est toujours depuis 1848 la même lutte, tantôt sourde, tantôt déclarée, pour le maintien de la langue, de la nationalité et des droits historiques en Bohême, en Moravie et même en Silésie. De temps en temps la nationalité slave est représentée dans les conseils de la Couronne par un, même par deux ministres; mais elle ne réussit pas même à obtenir pour la Moravie une université de langue slave.

Ce qu'il y a d'intéressant pour nous dans les dernières années du siècle dernier et le début du nôtre, ce sont les efforts constants des Tchèques pour se rapprocher de leurs alliés naturels, les Français et les Slaves. Pendant longtemps ces efforts n'ont pas été notés par l'histoire officielle. Raison de plus pour les exposer ici avec quelques détails.

Rieger chez Napoléon III (1869).

Le premier épisode de ce qu'on pourrait appeler la diplomatie tchèque est constitué par l'audience de son chef politique chez Napoléon III au cours de l'année 1869.

Je renvoie pour les détails à la notice très détaillée que j'ai consacrée à Rieger dans la *Renaissance tchèque* (1). Je rappelle seulement ici que, à la suite de certaines circonstances auxquelles je n'ai pas été étranger, Rieger fut au cours de l'été 1869 reçu en audience secrète par Napoléon III. Il lui remit un mémorandum où il exposait la solidarité des intérêts français et tchèques dans la lutte contre l'Allemagne. Il y déclarait (en 1869, notez la prophétie) que *l'Autriche pouvait être amenée à sa ruine par les Allemands qui rêvent une grande Allemagne et par les Magyars*. L'État autrichien, disait-il, ne courrait pas ce risque si les Slaves y jouaient un rôle en rapport avec leur nombre. Il rappelait que la puissance de l'Allemagne s'était établie au détriment de la race slave. Or la frontière occidentale de la Bohême n'était pas plus éloignée de la frontière française — c'est-à-dire du Rhin — que Sarrebrück ne l'était de Paris. L'Allemagne maîtresse de la Bohême dominerait toute l'Europe centrale de la Baltique à l'Adriatique. Elle réduirait tous ses voisins au rang de vassaux. Nos intérêts, concluait Rieger, nous obligent à empêcher la formation de cet Etat et j'imagine qu'ils sont identiques à ceux de la France.

Napoléon III n'eut pas le temps de mettre à profit ces sages insinuations. D'ailleurs on avait en ce temps-là des idées singulières sur le panslavisme ! Notre défaite donna lieu aux Tchèques d'affirmer solennellement leurs sympathies pour la France, de protester contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine. Ils n'ont cessé d'affirmer leurs sympa-

1. Alcan, 1911, p. 188 et suivantes.

thies par la publication d'un journal français à Prague, par la fondation d'une section de notre Alliance pour la propagation de la langue française qui tend de plus en plus à remplacer l'allemand, par la part qu'ils ont prise à l'inauguration du monument de Jean de Luxembourg à Crécy, par les relations qui se sont établies entre leurs sociétés de gymnastique et les nôtres, entre les deux capitales.

Les Sokols, Paris et Prague.

Sous cette dénomination pittoresque les Sokols (les Faucons), on avait créé en 1862 à Prague une société de gymnastique qui a bientôt essaimé et rayonné sur tout l'ensemble des peuples slaves. En 1914 les pays tchèques comptaient à eux seuls 90.000 Sokols. C'était le noyau d'une armée nationale dont nous avons pu récemment constater les exploits. Les Sokols vinrent à différentes reprises prendre part à nos concours de gymnastique, et nos sociétés sportives leur rendirent des visites qui furent accueillies en Bohême avec un enthousiasme significatif. Ces relations cordiales s'étendirent bientôt aux deux capitales.

En 1900 la municipalité de Paris invitait celle de Prague à visiter l'Exposition universelle. En 1901 Paris envoyait à Prague une délégation pour assister aux fêtes des Sokols. Dès qu'elle eut franchi la frontière tchèque, elle fut accueillie avec un enthousiasme qui touchait au délire. Le 20 février 1902 fut célébré à Paris le centenaire de Victor Hugo. La ville de Prague y fut représentée. Dans un banquet offert à cette occasion fut évoquée la mémoire de Jean de Luxembourg mort pour la France à Crécy (voir plus haut, chap. X) et lancée l'idée d'honorer son héroïsme par l'érection d'un monument sur le champ de bataille où il avait succombé. Cette idée déjà exposée le 25 octobre précédent dans la séance solennelle de l'Institut prit définitivement corps. La France, la Bohême, le Luxembourg s'y

associèrent par de généreuses souscriptions[1]. Leurs représentants se rencontrèrent le 1er octobre 1905 à l'inauguration du monument. Les relations des deux villes se resserrèrent aux fêtes des Sokols en 1907, à l'exposition régionale de Prague en 1908, enfin en 1912 à une fête où assistaient des délégués de presque tous les pays slaves. Au retour d'une de ces solennités internationales je notais dans une assez longue étude mes impressions et je les résumais ainsi :

« Ah! si les Tchèques étaient les seuls maîtres dans leur royaume, et si, grâce à l'application absolue et loyale du suffrage universel, les Slaves jouaient dans une Autriche réellement fédérative le rôle qu'ils devraient y jouer, ils seraient pour nous alors, non pas seulement des amis, mais des alliés !... »

L'un des délégués de la ville de Paris disait dans un banquet :

« N'est-ce pas une diplomatie nouvelle, sans protocole, sans chancellerie, que nous pratiquons aujourd'hui, une diplomatie nouvelle des peuples, qui tend à grouper toutes les nations libérales dans un sentiment de confiance affectueuse et de puissante solidarité ? »

Ces paroles étaient prophétiques. Dès le début de la guerre le gouvernement français comprit qu'il y avait dans l'État autrichien autre chose que des Allemands et des Magyars. Des mesures d'internement prises contre les Autrichiens allemands et magyars, il excepta les Tchèques et les Polonais. De leur côté les Tchèques qui avaient pu échapper à l'emprise autrichienne ne restèrent pas inactifs. Des comités se créèrent en Amérique où la nation possède une opulente colonie, à Paris, à Moscou, à Pétrograd, à Londres, pour prendre en main les intérêts nationaux. Ils s'appliquèrent à les faire connaître par des brochures et des journaux. Ils vulgarisèrent la solidarité de la cause

1. Voir dans la deuxième série du *Monde slave* (Paris, Hachette 1902) l'étude sur les Bohémiens à Crécy et la *Renaissance Tchèque* (Paris, Alcan, 1911), p. 265-271.

tchèque et de la cause slovaque, sur laquelle on n'avait que des idées assez vagues.

D'autre part les Tchèques n'avaient rien négligé pour fortifier et défendre leur vie nationale. En dehors de la Diète souvent paralysée par les Allemands ou par les circonstances politiques, ils avaient créé en 1900 un organe officieux qui prit le nom de Conseil national. Ce conseil avait pour devise ces deux mots : *Narod sobie*, c'est-à-dire la nation pour elle-même et par elle-même. Il unissait en un seul faisceau toutes les fonctions de l'État, étudiait et résolvait au besoin toutes les questions concernant le peuple tchèque en Bohême, en Moravie, en Silésie, chez les Tchèques vivant dans les autres pays de l'Autriche-Hongrie et même en dehors de l'Empire, notamment en Amérique. Il s'occupait des questions concernant la nation tout entière, le maintien de la langue tchèque, la défense des droits historiques, le développement économique. Pour couvrir les frais de sa propagande, le Conseil avait imaginé un impôt volontaire qui se percevait de la façon la plus simple. Il émettait des timbres de valeurs diverses portant la devise *Narod sobie* et les armes de la Bohême, de la Moravie et de la Silésie. Ces timbres dépourvus d'ailleurs d'une valeur légale étaient achetés par les patriotes et appliqués sur les factures, les lettres, les cartes postales, les affiches, les brochures, etc.... L'argent ainsi recueilli servait à venir en aide aux institutions tchèques (cercles de lecture, écoles) établies dans les régions plus ou moins exposées à être germanisées. La Bohême, toujours traitée en Cendrillon, n'avait point d'ordre de chevalerie comme l'Autriche ou la Hongrie. La ville de Prague avait imaginé de distribuer des médailles de vermeil ou d'argent pour attester la reconnaissance nationale.

Le Néoslavisme

Dans la lutte incessante contre le germanisme, les yeux

des Tchèques étaient nécessairement tournés vers la France. Mais ils ne pouvaient négliger leurs liens de parenté avec les peuples slaves et la possibilité d'une action commune avec leur société, dont les premiers linéaments avaient été dessinés en 1848.

Au courant de mai 1908 un de leurs principaux hommes politiques M. Kramar — naguère ministre à Paris, — alors président du club tchèque au parlement de Vienne, eut l'idée de se rendre à Pétersbourg pour échanger quelques idées avec les hommes d'Etat russes. Il était accompagné de deux de ses collègues au Reichsrat, un député ruthène — ou comme on dit aujourd'hui ukrainien et un député slovène. Ils firent comprendre aux Russes et aux Polonais l'intérêt qu'ils avaient à se réconcilier contre l'ennemi commun, l'Allemand. Il fut décidé qu'une conférence slave serait tenue à Prague au mois de juillet.

On y prit un certain nombre de résolutions étrangères en apparence à la politique mais ayant, au fond, pour objet commun de rapppocher les divers peuples sur le terrain économique, commercial, bancaire et touristique. J'ai donné de longs détails sur cette réunion, dans mon volume la *Renaissance tchèque* (Paris, Alcan, p. 225 et suivantes). L'épisode le plus important de la conférence ce fut la réconciliation officielle des Russes et des Polonais séparés jusqu'alors par certains dissentiments politiques et désormais résolus à travailler ensemble dans l'intérêt commun de la race slave et de leurs propres destinées.

Les Tchèques alliés de la Triple Entente.

La guerre déclarée en 1914 à la Serbie et par suite à la Russie devait être très impopulaire chez les Slaves de Bohême. On demandait aux Tchèques de contribuer à supprimer ou à subjuguer un peuple pour lequel ils avaient les plus fraternelles sympathies, de combattre un autre dans lequel ils voyaient le proctecteur naturel de leur race.

On leur demandait de contribuer à consolider la puissance de l'ennemi héréditaire, de la grande Allemagne. Tous leurs sentiments se révoltaient contre le rôle qu'on prétendait leur imposer.

Dès le début de la guerre, la terreur régna dans les pays tchèques. Les trois quarts des journaux furent supprimés chez eux et chez leurs congénères les Slovaques. Les confiscations, les condamnations à la peine de mort ou à d'abominables servitudes se multiplièrent. L'une des premières victimes fut le Dr Kramař, dont nous parlions tout à l'heure. Ajoutez à ces mesures des confiscations de livres, même d'ouvrages, qui avant la guerre circulaient librement. La police et l'administration passèrent aux mains des Prussiens ou d'agents entièrement soumis à leur influence. Toutes ces circonstances ne pouvaient que porter aux dernières extrémités l'exaspération des patriotes.

Parmi ceux qui avaient réussi à s'échapper du pays figuraient, par bonheur, un certain nombre d'intellectuels qui entreprirent à l'étranger une action des plus énergiques : à leur tête étaient le professeur Masaryk et le professeur Benèš (ou Benech).

Proclamation de la République tchéco-slovaque.

Le professeur Masaryk est né en 1850 à Hodonin, en Moravie, sur les frontières du pays slovaque. Comme son compatriote, l'historien Palacky, comme l'archéologue Šafarik, comme le poète Kollar, les grands *éveilleurs* de la nation tchèque, il appartient à la religion réformée, par suite à la tradition hussite toujours vivante au cœur de la nation. Depuis 1901 il avait été député au Reichsrat et membre des délégations. Son collègue Edouard Benèš était professeur de sociologie à l'Université de Prague. Tous deux entreprirent, en Russie, en Angleterre, en Amérique, en France, une propagande intensive en faveur de

l'émancipation des pays tchéco-slovaques, établirent à Paris un conseil national. Grâce à l'activité de ce conseil alimenté par des ressources financières venues d'Amérique, les Tchéco-Slovaques organisèrent dans les pays en lutte contre l'Autriche-Hongrie des légions nationales qui furent reconnues comme troupes belligérantes.

Le 9 octobre 1918, les Tchèques quittèrent définitivement le parlement de Vienne, rompant tout lien avec la dynastie. Dès le 26 septembre, un gouvernement provisoire s'était constitué à Paris. Il se composait de MM. Masaryk, président; Beneš, ministre des Affaires étrangères et de l'Intérieur, et du Slovaque Stefanik, ministre de la Guerre.

Le 14 novembre, l'Assemblée nationale se réunit pour la première fois à Prague, dans la salle de l'ancienne diète du Royaume, sous la présidence du Dr Kramař, et proclama Masaryk président de la République. A cette date s'ouvre une nouvelle ère dans l'histoire de la nation. Le Dr Kramař fut le chef du premier cabinet de la République. Nous devons nous arrêter ici en ce qui concerne l'histoire de la Bohême, mais nous devons rappeler en quelques mots le rôle des Tchèques pendant la guerre.

Dès le début leurs régiments avaient montré la plus vive répugnance à combattre sous les drapeaux autrichiens. Les uns s'étaient mutinés, les autres avaient passé à l'ennemi. Le 31 avril 1915, dans les Carpathes, le 28e régiment d'infanterie s'était rendu aux Russes avec son matériel et avait immédiatement combattu dans leurs rangs. Pour flétrir cette trahison l'empereur François-Joseph ordonna la dissolution du régiment et fit déposer son drapeau au Musée de l'armée.

Pour effacer le souvenir de ce pénible incident le ministre de la Guerre imagina de former sous le même numéro un bataillon de conscrits qui fut envoyé au feu dans la région de Gorizia; sur ce bataillon, dix-huit soldats seulement échappèrent et l'Empereur déclara le régiment rhéabilité par cette boucherie. Le 30 juin 1918, le président de la République remettait dans les Vosges un drapeau à la légion tchèque. Les Tchèques se sont montrés dignes de cet

honneur dans les rangs des Français, des Russes et des Italiens.

Les Slovaques.

Nous ne pouvons terminer ce chapitre sans dire quelques mots des Slovaques, qui apparaissent pour la première fois au grand jour de la vie politique. Au point de vue ethnographique et linguistique ils ne sont qu'un rameau légèrement différentiel de la nationalité tchèque. Nous avons plusieurs fois signalé leur existence au cours de ce volume (notamment aux chapitres XXXIII et XXXIV), sans avoir l'occasion de les faire apparaître au premier plan. Absorbés dans la Hongrie magyare, ils ne jouent dans son histoire qu'un rôle très effacé. Ils ne constituent qu'une population de paysans et de petits bourgeois.

Ne pouvant s'appuyer, comme les Tchèques, sur un droit historique, ils ne demandaient guère à leur dominateur que le libre usage de leur langue dans l'administration, dans la justice et dans l'école. Pour le détail des dénis de justice et des persécutions dont ils ont été l'objet depuis un demi-siècle, je ne puis que renvoyer à l'éloquent plaidoyer de M. Denis [1]. Pour augmenter le nombre des Magyars, qui ne constituent pas la moitié des habitants du royaume, le gouvernement de Budapesth n'a cessé depuis un demi-siècle de recourir aux procédés les plus vexatoires : « L'école magyare, disait en 1879 un homme d'État hongrois, est une machine puissante. Aux extrémités, on jette par centaines des enfants slovaques, à l'autre extrémité elle nous rend des Magyars. » « Les intérêts de la Hongrie exigent que l'État national soit fondé sur les bases du chauvinisme le plus intransigeant, » disait en 1906 le ministre Banffy. Et, l'année suivante, il déclarait aux fédéralistes : « Vous désirez un Etat polyglotte, où toutes les nationalités jouiront des mêmes droits ; nous désirons

1. *Les Slovaques* (Paris Delagrave, 1917).

l'unité de l'Etat magyar. Toute entente entre nous est impossible. » Écoutez encore ceci : « L'unité de l'Etat magyar, voilà le rocher contre lequel se brisera la tête de tous ceux qui tentent de le renverser. Si nous nous étions montrés moins scrupuleux en face de vos nationaux, nous aurions été des sots. »

Nous avons eu l'occasion de parler des fantaisies et de l'arbitraire de la loi électorale dans les pays tchèques. C'était bien autre chose dans les pays slovaques. L'administration établissait les listes. Ne pouvaient être élus que les citoyens connaissant complètement la langue magyare, qui n'a aucun rapport avec celle des indigènes ou avec aucun idiome indo-européen. L'accès des locaux électoraux était, sous les prétextes les plus misérables, interdits aux électeurs suspects. Le vote était public, se faisait à haute voix et l'on juge par ce détail de la liberté des électeurs. Les listes étaient combinées de telle façon qu'elles écartaient du scrutin environ 90 pour 100 de la population. Dans les circonstances les plus favorables les non-magyars, qui forment plus de la moitié de la population, n'ont jamais pu conquérir plus d'une vingtaine de sièges sur un total de 413 députés.

Les journaux devaient déposer un cautionnement de 20 000 couronnes. Pour la moindre infraction ou soi-disant telle, ils comparaissaient devant un jury purement magyar. De 1897 à 1907, dit M. Denis, on a compté 76 procès de presse, qui ont valu aux accusés 39 années de prison, 30 000 couronnes d'amende et 100.000 couronnes de frais.

Les catholiques slovaques, qui sont environ deux millions, n'avaient pas un seul évêque national. Dans les séminaires il était interdit aux futurs directeurs de conscience de s'entretenir dans leur langue maternelle.

L'Europe s'est émue des traitements barbares appliqués par la Prusse aux écoliers polonais. Les écoliers slovaques n'ont pas été moins martyrisés que ceux de la Posnanie. Mais ils n'ont pas eu un Sienkiewicz pour nous intéresser à leur misère. Il n'y a jamais eu d'émigration dans notre pays.

Toutes ces persécutions ont obligé les Slovaques d'émigrer en grand nombre aux États-Unis. Le total de ces émigrés ne serait pas inférieur à un million. Il faut espérer que l'affranchissement définitif de leur patrie en rendra un grand nombre au foyer national. Nous comptons sur eux pour peupler en partie les territoires qui s'allongent entre les Tchèques et les Slaves du Sud, de façon à établir un jour la continuité du monde slave des monts de Bohême aux rives de l'Adriatique.

Outre les Slovaques, la Conférence de Versailles a adjugé à l'État tchéco-slovaque, le groupe ukrainien de la Hongrie orientale, groupe qui n'a point d'histoire et qui jusqu'ici n'a guère constitué qu'un matériel ethnographique. Ce groupe renferme environ 500 000 âmes au maximum.

CHAPITRE XL

LA HONGRIE ET LES MAGYARS

Le millénaire de l'invasion magyare (1896). — Koloman Tisza. — La liquidation de l'État magyar.

Le 8 juin de l'année 1896 la Hongrie célébra en grande pompe le millénaire hypothétique de l'invasion magyare dans la plaine du Danube. Cette date est, bien entendu, approximative, mais on avait voulu la faire coïncider avec le dix-neuvième anniversaire du couronnement de François-Joseph. L'année du millénaire donna lieu à de nombreuses solennités où les nationalités subjuguées furent seules oubliées. Les félicitations des nations étrangères, notamment celles de l'empereur d'Allemagne, furent empreintes d'une cordialité plus ou moins sincère. L'empereur de Russie envoya au Musée national de Budapest le sabre authentique d'Étienne Batory.

En revanche, il y eut des démonstrations anti-magyares chez les peuples voisins qui avaient en Hongrie des congénères *irredenti*, chez les Roumains à Bucarest, chez les Serbes à Belgrade. Les Slovaques domestiqués et terrorisés étaient trop peu organisés pour manifester.

A Bucarest les Roumains attestèrent leur patriotisme devant la statue du prince de Transylvanie, Michel le Brave. A Belgrade on brûla le drapeau hongrois sur la place publique. Le ministre des Affaires étrangères de la

monarchie socialiste dut exiger et obtint des satisfactions.

Budapest fut, à l'occasion du millénaire, le théâtre d'un certain nombre de congrès. Parmi eux notons — ironie amère — celui des amis de la paix.

Nous avons quelque part cité déjà l'adage :

Extra Hungariam non est vita;
Aut, si est, non est ita.

On a pu voir plus haut (p. 635) ce qu'étaient les mœurs électorales dans les pays de langue slovaque. L'adage que nous venons de rappeler trouva sa justification à la diète de 1899, où fut gravement agitée la question de savoir si les candidats pouvaient rembourser les frais de voyage à leurs électeurs. Cette question, qui nous paraîtrait monstrueuse, semblait toute nationale dans un pays de servitude électorale et de corruption patentée.

Au cours de l'année 1900, la Hongrie obtint un grand succès de pittoresque à l'exposition universelle de Paris, où pour la première fois elle figurait dans un pavillon indépendant, tandis que la Bohême, cendrillon de l'Empire, devait se dissimuler dans la section autrichienne. Les Magyars avaient tenu à être brillamment représentés et leur savoir-faire obtint un vrai succès auprès de la population parisienne et des visiteurs étrangers.

Koloman Tisza.

Pendant les premières années de notre siècle la Hongrie eut pour *leader* politique Koloman Tisza, un calviniste convaincu qui avait fait ses études en Allemagne et qui, pour assurer la domination définitive de ses compatriotes sur les Slaves et les Roumains, imagina de les inféoder complètement aux ambitions germaniques. Il était en cela le digne second de son maître François-Joseph. Dès 1897, dans un ouvrage publié en allemand à Leipzig sur la *Politique agraire de la Hongrie,* il avait esquissé le plan de cette

Mittel Europa, que Guillaume entreprit une vingtaine d'années plus tard de réaliser.

Chef du cabinet hongrois, il poursuivit énergiquement la politique d'asservissement des nationalités. Il nourrissait de vastes ambitions. Au cours de l'année 1911 il entreprit un voyage en Dalmatie, Bosnie, Herzégovine, dans l'idée de préparer l'annexion de ces provinces à la Hongrie. En 1917, l'empereur Charles, qui voyait en ce personnage un obstacle à l'accomplissement de ses rêves pacifiques, se débarrassa de lui. Après l'abdication du souverain il essaya de maintenir l'unité et l'ordre dans la République magyare. Le 31 décembre une insurrection éclata à Budapest. Le domicile de Tisza fut envahi. Il fut assassiné dans sa maison et dut laisser le pouvoir aux mains d'anarchistes inféodés au bolchevisme russe.

La liquidation de l'État magyar.

Ainsi par la victoire de la France, l'État magyar, qui avait si longtemps vécu sur les peuples dont il exploitait la sujétion, se trouva réduit à vivre sur l'élément ethnique qu'il représentait et à rendre le libre exercice de leur nationalité aux Slovaques, aux Roumains et aux Yougoslaves désormais soustraits à sa domination.

En réalité ce ne furent pas les Magyars qui prirent en main l'héritage des fils d'Arpad. Ce furent des Juifs, dont nous n'avons pas ici à raconter les lugubres exploits.

CHAPITRE LXI

LES SURVIVANCES DE L'ÉTAT AUSTRO-HONGROIS

L'État iougoslave[1]. — Les Slovènes. — Les Croates. — Les Serbes. — La Roumanie. — La Galicie. — Les Magyars. — L'Autriche proprement dite.

L'État iougoslave.

Cet État, constitué par le traité de Versailles, doit réaliser les aspirations unitaires de trois groupes ethniques qui, auparavant, étaient partagés entre des États différents, l'Autriche-Hongrie, le royaume de Serbie et le Monténégro, l'empire ottoman.

La population totale est approximativement de 12 à 13 millions d'habitants qui, s'ils ont aujourd'hui des aspirations unitaires autour d'un centre commun, lequel est nécessairement Belgrade, capitale du roi des Serbes, ont néanmoins des origines historiques et des formes de civilisation très différentes.

Cette population peut se répartir entre trois groupes principaux : 1° les Slovènes; 2° les Croates; 3° les Serbes.

Commençons par ceux qui sont les plus proches de notre occident, les Slovènes.

1. On écrit officiellement Yougoslavie, mais l'emploi de l'y ne représente aucune particularité phonétique et ne correspond à aucune nécessité.

Les Slovènes.

Ils constituaient dans l'Autriche-Hongrie la moins importante des nationalités slaves. Leur chiffre ne dépassait pas 1500000 âmes. C'était celle qui était la plus divisée au point de vue administratif. Ils se répartissaient entre le duché de Carniole, le nord de l'Istrie, le comté de Gorica (la Gorizia des Italiens, naguère appelée chez nous Goritz, où ceux-ci sont d'ailleurs en majorité), la partie sud-est de la Carinthie, la Stirie méridionale. Ils débordaient en outre sur la région d'Udine dans le Frioul italien, et en Hongrie sur les deux comitats de Vas et de Zalad.

Cette fragmentation administrative ne les avait pas empêchés d'arriver à l'unité morale. La ville de Lublania, que nous appelons à tort Laybach, était le centre de leur vie intellectuelle. Leur langue est très voisine du croate serbe; cependant elle en diffère assez pour que les illettrés des deux groupes puissent difficilement se comprendre; la différence est à peu près la même que celle du portugais et de l'espagnol. La société cultivée comprend le dialecte voisin des Croates qui, sauf quelques nuances, est identique à celui des Serbes de Belgrade.

Comme les Croates, les Slovènes ont adopté l'alphabet latin. Ils appartiennent pour la plupart à la religion catholique; ils ont fortement subi l'influence viennoise à laquelle a succédé depuis quelques années celle d'Agram et même de Belgrade; depuis de longues années ils ont lutté contre le germanisme qui s'imposait à eux dans la personne de fonctionnaires nommés par Vienne, de sociétés scolaires, de banques aux mains des juifs inféodés aux Allemands et aux Magyars. En les soutenant dans la lutte qui continuera contre le germanisme pédagogique et économique, le gouvernement serbe devra se souvenir de leurs susceptibilités et porter à l'extrême le respect de leur dialecte et de leurs tendances autonomistes.

Les Croates.

Entre les Croates et les Serbes les différences sont moins tranchées qu'entre le groupe croato-serbe et le groupe slovène. Sauf quelques nuances dialectales et lexicographiques, on parle la même langue à Rieka (Fiume), à Zadar (Zara), à Zagreb (Agram), à Belgrade et à Sarajevo. Au fond les deux groupes constituent un seul et même peuple. L'histoire et la géographie les ont séparés, mais depuis longtemps les esprits les plus éclairés aspiraient à l'unité de la race.

Les populations qui, dans les premiers siècles de l'ère chrétienne, se sont établies au nord-ouest de la Iougoslavie, qui ont profité du voisinage de la mer et des influences de la civilisation latine, ont pris le nom de Croates et adopté le catholicisme et l'alphabet latin. Leur principal centre intellectuel est aujourd'hui Zagreb — siège d'une académie et d'une université — que nous appelons Agram. Les tribus qui pénétrèrent au sud et à l'est plus avant dans la péninsule balkanique ont pris le nom de Serbes, embrassé le christianisme sous la forme byzantine, avec la liturgie en langue slavonne et ont gardé dans la vie civile l'alphabet slavon identique, sauf trois ou quatres signes, à l'alphabet russe.

Les deux indices principaux qui différencient les Croates des Serbes sont donc la religion et l'alphabet. Les Croates sont essentiellement catholiques, sauf quelques milliers de protestants ou d'*uniates*[1]. Les Serbes sont orthodoxes ou musulmans. Mais la règle n'est pas absolue. Il y a des orthodoxes en Dalmatie, notamment à Raguse, aux bouches de Kotor et dans certains districts de l'ancienne Hongrie. Presque tout l'ancien royaume de Serbie appartenait à

1. Catholiques du rite oriental dont le clergé n'est pas astreint au célibat.

l'orthodoxie. En Bosnie-Herzégovine, on a relevé en 1905 598 632 Serbes musulmans. Suivant les évaluations du professeur russe Florinsky, le nombre des musulmans pour l'ensemble des pays serbes était d'environ 800 000.

Le gouvernement serbe, pour attester sa tolérance religieuse, a conclu il y a quelques années un concordat avec le Saint-Siège.

Cette tolérance vis-à-vis des trois et même des cinq cultes[1] qui se partagent le monde iougoslave devra être la loi absolue du nouvel État iougoslave. Je dis cinq cultes, car il y a en réalité, dans le catholicisme, trois rites différents : le rite latin, le rite slave dans quelques paroisses *uniates* assez peu nombreuses en Croatie et le rite slave d'alphabet glagolitique dans quelques îles ou paroisses du littoral. A ces trois rites ajoutez le rite slavon de l'église orthodoxe et le rite musulman des Serbes mahométans.

Cette tolérance cultuelle devra s'appliquer à la littérature. Evidemment ce n'est pas trop exiger de tout sujet lettré qu'il sache lire l'alphabet latin et l'alphabet cyrillique, mais, en dehors des régions où chacun de ces deux alphabets a un caractère traditionnel et national, il faudra bien se garder d'en imposer l'usage qui devra rester essentiellement facultatif.

Les différences dialectiques et les formes de culture et de vie sociale semblent avoir prédisposé ces différents peuples à une vie fédérale analogue à celle de la Suisse. Le gouvernement devra montrer vis-à-vis de ces divers éléments une réserve absolue, un tact très délicat; l'assimilation ne se fera pas du jour au lendemain.

Les Serbes.

Les Serbes qui, par suite des circonstances, se trouvent avoir pris la tête du monde sud-slave sont encore un

1. Catholiques latins, catholiques slaves (du rite glagolitique), orthodoxes, musulmans, protestants.

peuple d'éducation rustique; il y aura lieu pour eux de s'adapter aux mœurs de leurs nouveaux compatriotes politiques. Ils sont essentiellement démocrates; les titres sont inconnus chez eux. Ces titres sont au contraire assez fréquents chez les indigènes des pays croates et de la Dalmatie. Des froissements pourront se produire et il faudra aux deux parties beaucoup de bonne volonté et de souplesse pour les empêcher d'éclater. Les traditions byzantines, les influences musulmanes entreront parfois en conflit avec celles de la vie viennoise ou italienne. Souhaitons que l'harmonie s'établisse le plus vite possible entre ces divers éléments.

Il faut qu'ils sachent s'organiser vigoureusement pour résister aux périls qui peuvent encore les menacer. Celui qui les menace particulièrement, c'est celui des revendications italiennes sur tel ou tel point du littoral adriatique. Certains conflits avec l'impérialisme italien ou roumain ne sont pas encore réglés. La sécurité complète des pays iougoslaves ne sera definitivement assurée que le jour où ils feront partie d'une vaste confédération balkanique où ils devront voisiner pacifiquement avec les Bulgares. Au nord et à l'est ils ont également à tenir compte des revendications roumaines ou magyares. Leur développement pacifique est donc encore loin d'être complètement assuré.

La Roumanie.

La Roumanie nouvelle se compose, outre la Moldavie et la Valachie dont le royaume était autrefois constitué, des groupes ci-dessous :

1° La Bessarabie détachée de la Russie par un vote du Conseil national du 27 mars-9 avril 1918 et une résolution du même Conseil datée du 27 novembre-10 décembre de la même année:

2° La Bukovine détachée de la Cisleithanie par une motion de son Congrès national du 15-28 novembre 1918

et annexée officiellement au royaume par un décret du 18 novembre de la même année;

3° La Transylvanie, le Banat et les territoires roumains de la Hongrie, annexés officieusement par une résolution de l'Assemblée nationale d'Alba Julia et officiellement par décret royal du 11 décembre 1918;

4° L'Assemblée nationale des Saxons de Transylvanie, réunie à Mediasch le 8 janvier 1919, a proclamé son union avec le royaume de Roumanie, sous réserve du maintien de son unité politique et nationale, de son autonomie ecclésiastique et scolaire. D'autre part, un décret royal a décidé que les nouveaux territoires unis au royaume seraient représentés par des ministres sans portefeuille.

J'ai nommé plus haut, d'après les documents roumains, la ville d'Alba Julia. Ce nom est certainement peu familier au lecteur qui le cherchera en vain sur les cartes qu'il peut avoir à sa disposition. Les évolutions de la toponomostique dans la cartographie austro-hongroise constituent un véritable casse-tête où les polyglottes les plus exercés ont grand'peine à se reconnaître. Sur l'Atlas Schrader qui reproduit la toponomostique officielle magyare, elle figure sous le nom de Gyula Fehervar, ce qui est la traduction exacte de Urbs Alba Julia; en allemand on l'a appelée Weissenburg et aussi Karlsburg. A l'époque où leur langue était imprégnée de slavisme, les Roumains l'ont appelée Belgrade, ce qui veut dire la ville blanche. Ils ont pour le moment repris la dénomination latine.

Cette petite digression peut donner une idée des difficultés auxquelles se heurtera l'inventaire des dépouilles de l'Autriche-Hongrie.

Il y en aura de plus sérieuses. Le cadre que je viens de tracer des pays roumains est, au moment où j'écris, purement idéal. Il est très possible qu'il soit modifié à l'avantage des peuples voisins, Russes, Ukrainiens, Bulgares ou Serbes, qui tous les quatre peuvent émettre des prétentions sur telle ou telle région des frontières.

La Galicie.

Il est encore difficile de se prononcer sur les destinées définitives de cette province. Elle se divise comme on sait en deux parties au point de vue ethnographique. La partie occidentale appartient sans conteste aux Polonais; la partie orientale la plus considérable est habitée par des Petits-Russes, Ruthènes ou Ukrainiens comme on les appelle aujourd'hui, qui sont revendiqués par leurs congénères Ukrainiens ou même par un parti qui prétend les rattacher à la grande Russie reconstituée. Les Ukrainiens ont même essayé de mettre la main sur la capitale, Lwów, qu'ils prétendent appeler Lviv, tandis que chez nous on lui garde volontiers l'ancien nom autrichien de Lemberg. Il nous paraît bien difficile d'*ukrainiser* Lwów qui est une des métropoles du monde polonais. La Galicie orientale sera-t-elle définitivement arrachée à la Pologne reconstituée? En fera-t-elle partie avec une certaine autonomie? *Adhuc sub judice lis est.*

Quelle que doive être l'issue des événements, il semble bien que les Ukrainiens arriveront à se constituer une situation internationale ou tout au moins une autonomie dans une Russie renouvelée.

Les Magyars.

L'Etat magyar désormais dépourvu des Slovaques, des Ruthènes, des Serbo-Croates et des Roumains auxquels il imposait sa domination, est réduit à un chiffre net de 7 ou 8 millions d'habitants; ils doivent vivre sur leurs propres fonds, isolés de l'Allemagne désormais incapable de lui prêter un concours militaire. L'expansion de la langue magyare est maintenant arrêtée chez les allogènes qui avaient dû l'adopter par intérêt et qui retournent librement à leur idiome national. Vu les nécessités économiques, l'Etat magyar devra fatalement vivre en accord avec les voisins qu'il avait l'habitude de dominer, peut-être même faire partie d'un nouveau zollverein, un zollverein danubien dont il n'est pas impossible de prévoir l'organisation.

L'Autriche proprement dite.

Lorsqu'il fut question de la capitulation de l'Allemagne et de l'Etat austro-hongrois, beaucoup d'esprits timorés ou mal informés exprimèrent cette idée que l'Allemagne, même vaincue, sortirait de la guerre avec de sérieux avantages, attendu qu'elle s'annexerait tous les Allemands d'Autriche. Les chiffres variaient seulement suivant les diverses évaluations.

Pour les uns, il s'agissait de 12 millions[1], pour les autres de 10 à 12 millions. Ainsi on pouvait lire dans *la Liberté* du 24 octobre 1918 : « le *Vorwärts* (nom d'un journal allemand) prépare l'opinion à l'abandon de l'Alsace-Lorraine, de la Posnanie et du Slesvig, compensée et au delà par l'accession à l'empire des Autrichiens de langue allemande; 5 à 6 millions de sujets douteux seraient remplacés par 10 à 12 millions de sujets sûrs ».

Quelques pages plus loin je lis dans le même ouvrage : « Deschanel rapporte le mot d'un haut personnage allemand à Rome en septembre 1914 : nous gagnerons la guerre; mais même si nous ne la gagnions pas, nous la gagnerions quand même, parce que nous annexerions les 9 millions d'Allemands d'Autriche. »

On voit par ces deux citations quelle incertitude plane sur la statistique de ces Allemands.

Je prie le lecteur de vouloir bien se reporter au premier chapitre de ce livre, au paragraphe relatif à la prépondérance faussement attribuée aux Allemands, à leur répartition dans les diverses provinces. Les seules provinces entièrement allemandes de l'Etat austro-hongrois sont les deux Autriches et le duché de Salzbourg. A cette masse compacte se rattachent les Allemands de Stirie, de Carinthie et du Tirol qui, dans ces provinces, sont mêlés aux Italiens et aux Slovènes.

1. Voir S. R. Chronologie de la guerre, neuvième vol., pp. 213-224.

Parmi les prétendus Allemands de Vienne, il y a déjà lieu de défalquer 300 000 Tchèques qui sont très probablement tentés de retourner dans leur patrie et qui en tout cas réclament des franchises municipales ou scolaires qu'il sera désormais impossible de leur refuser. La capitale verra en outre s'éloigner d'elle tous ceux qu'attiraient le prestige de la Cour ou du commandement suprême, ou les grands Corps dont elle était le siège. Il y a beaucoup de chances pour que sa population subisse, d'ici à quelques années, une diminution considérable au profit de villes concurrentes, telles que Prague, Brno, Lublania, Cracovie. Son Université cessera d'attirer les voisins de Moravie ou des pays slovaques qui désormais trouveront chez eux toutes les ressources intellectuelles dont ils auront besoin. Son prestige séculaire est à jamais aboli. Si je n'avais déjà abusé de mes souvenirs virgiliens, je serais tenté de lui appliquer le mot classique : *Fuit Ilium*....

Vienne était naguère une des stations internationales de la grande ligne Paris-Berlin-Constantinople. Elle gardera ce rôle. Mais elle sera concurrencée par son humble rivale d'hier, Belgrade, qui deviendra une des grandes étapes de la transversale Bordeaux, Bucarest, Odessa.

Nous avons rappelé plus haut le fameux monogramme A E I O U qui a, pendant tant de siècles, reçu une grandiloquente interprétation : *Austriæ Est Imperare Orbi Universo* : *Alles Erdreich Ist Oesterreich Unterthan* (toute la terre est soumise à l'Autriche (chapitre IX). Nous ajoutions que les beaux esprits hostiles à l'Autriche en avaient proposé un autre : *Austria Erit In Orbe Ultima*.

C'est cette dernière interprétation que le traité de Versailles a réalisée pour l'Empire austro-hongrois et pour la République actuelle d'Autriche.

Ce traité a d'ailleurs interdit à l'Empire allemand toute tentative d'annexion des pays autrichiens. Nos hommes d'État auront le devoir de veiller à l'exécution de cette clause prohibitive. La situation internationale de la nouvelle Autriche a été réglée définitivement par le traité signé à Saint-Germain le 10 septembre 1919.

C'était la première fois que la nouvelle Autriche apparaissait dans la vie internationale. Elle a signé avec les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, la France, l'Italie, le Japon et les puissances alliées ou associées la Belgique, la Chine, Cuba, la Grèce, le Nicaragua, le Panama, la Pologne, le Portugal, l'État serbe-croate-slovène et la Tchécoslovaquie.

Définitivement séparée du monde germanique, la République autrichienne n'est plus désormais qu'un petit État inoffensif qui sera soumis à la tutelle de la future Société des Nations.

TABLEAUX DES SOUVERAINS

QUI ONT RÉGNÉ SUR LES PRINCIPAUX ÉTATS QUI ONT COMPOSÉ LA MONARCHIE AUSTRO-HONGROISE OU LUI ONT APPARTENU.

AUTRICHE PROPREMENT DITE.

Maison de Babenberg (983-1246).

Léopold I (margrave).	973	994
Henri I..	994	1018
Adalbert le Victorieux...........	1018	1056
Ernest le Vaillant .	1056	1075
Léopold II.	1075	1096
Léopold III le Saint.	1096	1136
Léopold IV.........	1136	1141
Henri Iasomirgott (duc).............	1141	1177
Léopold V le Pieux..	1177	1194
Frédéric I....	1194	1198
Léopold VI le Glorieux	1198	1230
Frédéric II le Batailleur..............	1230	1246

STYRIE.

Otokar I (margrave).		991
Otokar II......	991	1038
Otokar III.........	1038	1092
Otokar IV	1092	1122
Léopold le Fort	1122	1129
Otokar V...........	1129	1164
Otokar VI (duc).....	1164	1192

La Styrie est réunie à l'Autriche.

TIROL.

La dynastie des comtes d'Andechs, ducs de Meran, s'éteint en 1248; leurs domaines passent aux comtes de Tirol sous :

Albert III...........	1253	
Menhardt III........	1254	1258
Menhardt IV........	1258	1295
Henri de Carinthie..	1295	1335
Marguerite Maultasche............	1335	1363
Menhardt V.........	1363	

Le Tirol est réuni à l'Autriche.

CARINTHIE.

Princes slaves.

Borut	748	750
Karat	750	753
Chotimir	753	769
Vladuch	772	788

Domination franque	788	976

Ducs indépendants (976-1335).

Henri i de Scheyer	976	978
Othon de Wormsfeld	978	982
Henri i (2me fois)	982	989
Henri ii	989	995
Othon de Worvsfeld (2me fois)	995	1004
Konrad i de Wormsfeld	1004	1012
Adalbero d'Eppenstein	1012	1035
Konrad ii de Wormsfeld	1035	1039
Interrègne	1039	1047
Welf d'Altorf	1047	1055
Konrad iii	1057	1059
Berthold de Zæhringen	1059	1073
Markhardt d'Eppenstein, duc héréditaire	1073	1076
Liutold	1076	1090
Henri, margrave d'Istrie	1090	1122

Maison d'Ortenbourg (1122-1269).

Henri iv	1122	1124
Engelbert, margrave d'Istrie	1124	1134
Ulrich i	1134	1143
Henri v	1143	1161
Hermann	1161	1181
Ulrich ii	1181	1201
Bernard	1201	1256
Ulrich iii	1256	1269
Přemysl Otokar ii, roi de Bohême	1269	1276
Rodolphe de Habsbourg	1276	1286
Menhardt, comte de Tirol	1286	1295
Henri, comte de Tirol	1295	1335

La Carinthie est annexée à l'Autriche.

BOHÊME

Ducs.

Maison des Premyslides.

Přemysl (Libuše)		750
Princes païens	750	870
Bořivoj	870	894
Spitihněv i	894	912
Vratislav	912	925
Vacslav le saint	925	935
Boleslav i	936	967
Boleslav ii	967	999
Boleslav iii	999	1003
Jaromir	1004	1012
Oldřich	1012	1037
Břetislav i	1037	1055

Spitihněv II	1055	1061
Vratislav II (roi)	1061	1092
Břetislav II	1092	1110
Bořivoj II	1110	1120
Vladislav I	1120	1125
Soběslav I	1125	1140
Vladislav II (roi)	1140	1173
Soběslav II	1173	1189
Konrad Otto	1189	1191
Vacslav II	1191	1192
Přemysl Otokar I	1192	1230

Rois.

Vacslav I	1230	1253
Přemysl Otokar II	1253	1278
Vacslav II	1278	1305
Vacslav III	1305	1306
Rodolphe de Habsbourg	1306	1307
Henri de Carinthie	1307	1310

Maison de Luxembourg.

Jean	1310	1346
Charles I (IV)	1346	1378
Vacslav IV	1378	1419
Sigismond	1436	1437
—		
Albert de Habsbourg	1437	1439
Ladislav le Posthume	1439	1457
Georges de Podébrad	1458	1471

Les Jagellons.

Vladislav II	1471	1516
Louis I	1516	1526

Dynastie de Habsbourg a dater de Ferdinand I.

ROYAUME DE HONGRIE.

Dynastie arpadienne.

Arpad		?
Geiza I	972	997
Étienne le saint	997	1038
Pierre I	1038	1046
André I	1046	1060
Bela I	1060	1063
Ladislas le saint	1063	1095
Koloman	1095	1114
Étienne II	1114	1131
Bela II l'aveugle	1131	1141
Geiza II	1141	1160
Étienne III et IV	1161	1173
Bela III	1173	1196
Emeric II	1196	1204
André II	1204	1235
Bela IV	1235	1270
Étienne V	1270	1272
Ladislas le Cuman	1272	1290
André III	1290	1301
—		
Vacslav III de Bohême	1301	1305
Otto de Bavière	1305	1307

Maison d'Anjou.

Charles Robert	1308	1342
Louis le Grand	1342	1382

Rois électifs.

Sigismond de Luxembourg	1382	1437	Ladislas le Posthume	1439	1457
Albert d'Autriche	1438	1439	Vladislav de Pologne	1440	1444
			Mathias Corvin	1457	1490

Les Jagellons.

Vladlislav II	1490	1516	Louis II	1516	1526

Maison de Habsbourg a dater de Ferdinand I. Szapolyai anti-roi (1540).

Grands princes (voiévodes) de Transylvanie.

Jean Szapolyai	1526	1540	Sigismond Rakoczy	1606	1608
Jean Sigismond Szapolyai	1540	1571	Gabriel Batory	1608	1613
Étienne Batory	1571	1575	Gabriel Bethlen (Bethlen Gabor)	1613	1629
Christophe Batory	1575	1581	Georges Rakoczy	1629	1648
Sigismond Batory	1581	1599	Georges Rakoczy II	1648	1660
André Batory	1599	1604	Jean Kemeny	1660	1662
Sigismond Batory (2me fois)	1601		Michel Apafy	1662	1689
Étienne Bocskai	1604	1606	Emile Tœkœly	1689	1691

Occupation autrichienne de 1699 à 1706.

François Rakoczy	1706	1711

CROATIE.

Princes

Ljudevit	823		Kresimir I	900	912
Borna	823	830	Miroslav	912	917
Porin	830	836	Tomislav	917	940
Zdeslav	868	879	Godimir	940	958
Branimir	879	892	Krešimir II	958	970
Mutimir	892	900			

Rois

Držislav	970	1000	Slaviša	1074	1076
Krešimir I	1000	1035	Demetr Zvonimir	1076	1087
Etienne I	1035	1056	Étienne II	1087	1090
Pierre Krešimir II	1056	1074			

Union personnelle avec la Hongrie.

MAISON DE HABSBOURG.

RODOLPHE Ier, empereur d'Allemagne...	1273	1291
ALBERT Ier, duc d'Autriche, empereur en 1298.	1283	1308
LÉOPOLD † (1326) et FRÉDÉRIC LE BEAU († 1330), ducs d'Autriche; FRÉDÉRIC, roi des Romains depuis 1314 avec LOUIS DE BAVIÈRE.		
ALBERT LE SAGE, duc.	1330	135
RODOLPHE, le Fondateur	1358	1365

LIGNE ALBERTINE

Autriche proprement dite.

ALBERT III, à la Tresse	1365	1395
ALBERT IV.....	1395	1404
ALBERT V.......	1404	1439
(en 1438 roi de Bohême et de Hongrie et empereur d'Allemagne.)		
LADISLAS LE POSTHUME, roi de Hongrie et de Bohême.	1439	1457

LIGNE LÉOPOLDINE.

Styrie, Carinthie, Carniole, Tyrol, Autriche antérieure.

LÉOPOLD III 1365-1386

Styrie, Carinthie, Carniole, Trieste. Capitale : *Graz*.			Tirol, Autriche antérieure. Capitale : *Innsbruck*.		
ERNEST DE FER.	1411	1424	FRÉDÉRIC IV, à la Bourse vide.	1411	1438
ALBERT VI.	1424	1463	SIGISMOND.	1438	148
FRÉDÉRIC V.	1463	1493			

FRÉDÉRIC V, de Styrie, empereur d'Allemagne sous le nom de Frédéric IV réunit tous les domaines de sa maison...		
MAXIMILIEN, empereur d'Allemagne	1493	1519

LIGNE ESPAGNOLE.

CHARLES-QUINT.	1517	1556
PHILIPPE II....	1556	1598
PHILIPPE III....	1598	1621
PHILIPPE IV...	1621	1665
CHARLES II....	1665	1700

---

econdo-géniture de la maison de Habsbourg-Lorraine en Toscane.

FRANÇOIS DE LORRAINE, empereur en 1745.	1737	1765
LÉOPOLD Ier (II), empereur en 1790......	1765	1790
FERDINAND III;	1790	
et	1814	1824
LÉOPOLD II	1824	1859
FERDINAND IV..	1859	

Maison de Habsbourg-Este à Modène.

FERDINAND....	1803	1806
FRANÇOIS IV....	1814	1846
FRANÇOIS V....	1846	1859

LIGNE AUTRICHIENNE.

FERDINAND Ier. roi de Bohême et de Hongrie en 1526, empereur en 1556. 1519-1564

Bohême, Hongrie, Autriche.	Styrie, Carniole Carinthie, Gorica.	Tirol et Autriche antérieure.
MAXIMILIEN II, emp. (1564 1576). RODOLPHE II, (1576 1612). MATHIAS (1612 1619).	CHARLES II 1564 1590. FERDINAND empereur en 1519.	FERDINAND 1564 1595.

FERDINAND de Styrie, empereur en 1619, réunit tous les pays du groupe autrichien, sauf le Tirol.

Bohême, Autriche, Hongrie.	Tirol.
FERDINAND III. 1637-1657	LÉOPOLD V... 1623 1632
LÉOPOLD Ier. 1657-1705	FERDINAND-CHARLES, 1632 1662

JOSEPH Ier....................	1705	1711
CHARLES VI................	1711	1740

HABSBOURG-LORRAINE.

MARIE-THÉRÈSE et FRANÇOIS Ier.	1740	1780
JOSEPH II (empereur en 1765).	1780	1790
LÉOPOLD II.................	1790	1792
FRANÇOIS II (empereur d'Autriche en 1806)............	1792	1835
FERDINAND (IV)............	1835	1848
FRANÇOIS-JOSEPH............	1848	1917
CHARLES................	1917	1918

Maison d'Autriche à Parme.

CHARLES IV (empereur)	1735 1740	MARIE-LOUISE........	1814 1847
MARIE-THÉRÈSE	1740 1748		

Maison d'Autriche à Milan.

De CHARLES VI à FRANÇOIS II............	1713 1796	Et de.............	1815 à 1859

Maison d'Autriche à Venise.

FRANÇOIS II.........	1797 1805		
FRANÇOIS II, FERDINAND IV et FRANÇOIS JOSEPH..............			1815 1866

TABLEAU DE LA FORMATION TERRITORIALE

DE L'AUTRICHE-HONGRIE DEPUIS RODOLPHE DE HABSBOURG JUSQU'À NOS JOURS.

ACQUISITIONS.	PERTES.
1282. Rodolphe I investit ses fils, Albert et Rodolphe, de l'Autriche, de la Styrie et de la Carniole (956 milles carrés).	
1291. Albert I réunit à ces provinces les domaines héréditaires de l'Autriche antérieure (Vorlænde), (191.32 m. c.).	
1301. Il acquiert le margraviat de Burgau en Souabe (19.13 m. c.).	
	1315. Les villes forestières s'émancipent de la domination autrichienne (62.06 m. c.).
1324. Acquisition du comté de Pfirt ou Ferrette (160 m. c.).	
1326. Acquisition des domaines de Kybourg (17.21 m. c.).	
1330. Léopold II acquiert Breisach, Schaffhouse, Rheinfelden, Neubourg et Rapperschwyl (13.85 m. c.).	
	1332-51. Lucerne, Glaris et Zug s'affranchissent (98.04 m. c.).
1335. Acquisition de la Carinthie (172.10 m. c.).	
1363. Acquisition du Tirol (292.00 m. c.).	
1365. Acquisition du comté de eldkirch (6.50 m. c.).	

1367. Acquisition du Brisgau (36 m. c.).

1374. Acquisition des biens des comtes de Gorica en Carniole.

1376. Acquisition du comté de Bludenz (7 m. c.).

1379. Acquisition du bailliage de Souabe (9 m. c.).

1381. Acquisition de Hohenberg.

1382. Trieste se met sous la protection des Habsbourgs (2.25 m. c.)

1401. FRÉDÉRIC IV, duc de Tirol, hérite du comté de Seckingen (4.27 m. c.).

1415-1416. Perte de l'Argovie, de Bremgarten, Sursee et Baden (34.90 m. c.).

1423. Kybourg engagé à Zurich (10.10m. c.).

1451. Acquisition d'une partie de Bregenz.

1452. Perte du comté de Kybourg (18 m. c.).

1456. Acquisition du comté de Cilly (60.85 m. c.).

1461. Acquisition de la Thurgovie (20.85 m. c.).

1465. Acquisition du landgraviat de Nellembourg (15.29 m. c.).

1482. MAXIMILIEN I occupe au nom de son fils Philippe le Beau les États bourguignons (1440 m. c.).

1500. Acquisition des comtés de Gorica, de Mitterburg et du Pusterthal (81.90 m. c.).

1503. Agrandissement du Tirol par suite d'une convention avec la Bavière (57.39 m. c.).

1516. Agrandissement par suite d'un traité avec Venise (32.11 m. c.).

1519. FERDINAND I achète le comté de Wurtemberg (173.00 m. c.). Ferdinand I possède à cette époque un total de 2 115.77 milles carrés.

1523. Acquisition de la second moitié de Bregenz (6.05 m. c.).

1526. Acquisition du royaume de Bohême, du margraviat de Moravie, de la plus grande partie de la Silésie et des deux Lusaces (2 121.24 m. c.). Acquisition de la Hongrie et de ses annexes (5 531.12 m. c.)

1687. Annexion des principautés de Liegnitz, de Brieg et de Wohlan (Silésie, 119.54 m. c.).

1699. Le traité de Carlowitz remet l'Autriche en possession de la Hongrie orientale et de la Transylvanie.

1708. JOSEPH I prend possession du duché de Mantoue, fief de l'empire en déshérence. (33.76 m. c.).

1714. Le traité de Rastadt assure à Charles VI la possession des Pays-Bas, de Milan, de Naples, de la Sardaigne et de Brisach (2 689.53 m. c.).

1718. Le traité de Passarowitz (Pozarevac) restitue à l'Autriche les banats de la Temes et de Krajova et lui assure une partie de la Serbie et de la Bosnie (1370 m. c.).

1720. La Sardaigne échangée contre la Sicile.

1526. La Hongrie démembrée; Szapolyai, grand prince de Transylvanie (1 490.01 m. c.).

1526-1566. La Hongrie centrale et la Slavonie aux mains des Turcs.

1534. FERDINAND I cède le comté de Wurtemberg.

1635. Les deux Lusaces cédées à l'électeur de Saxe (197.000 m. c.).

1648. Cession de l'Alsace, du Brisgau et du Sundgau.

1690. Cession de l'Ortenau à la maison de Bade.

1735. Le traité de Vienne cède Tortone et Novare à la Sardaigne (204 m. c.), et les deux Siciles à

l'infant d'Espagne don Carlos (1890.m. c.).

1735. Acquisition de Parme et de Plaisance par le traité de Vienne (99.25 m. c.).

1739. Par le traité de Belgrade, l'Autriche restitue à la Turquie la Serbie et la Bosnie et le Banat de Krajova (810 m. c.).

1740. A la mort de Charles VI, l'ensemble des possessions autrichiennes est de 10 075.71 milles carrés.

1742. Par le traité de Breslau, Marie-Thérèse cède à la Prusse la plus grande partie de la Silésie et le comté de Kladsko (Glatz).

1743. Vigevano et Siccomaria cédés à la Sardaigne (31.56 m. c.).

1748. Le traité d'Aix-la-Chapelle cède Parme, Plaisance et Guastalla à don Philippe (102.33 m. c.).

1759-80. Acquisition en Allemagne de Hohenems, Falkenstein, de l'Ortenau, etc. (17.92 m. c.).

1765. La Toscane acquise en 1736 par François I en échange de la Lorraine devient une secondo-géniture de la maison de Habsbourg-Lorraine.

1772. Acquisition du comté de Szepes (Zips) et de la Galicie (1 402.19 m. c.).

1775. Acquisition de la Bukovine (181.69 m. c.).

1779. Acquisition du quartier de l'Inn (38.35 m. c.).

1782. Nouvelles acquisitions dans le quartier de l'Inn (4 m c.).

1784. Acquisition des principautés de Castiglione et de Solférino, et de la seigneurie d'Asch en Bohême (6.69 m. c.).

1791. Traité de Sistova; Léopold II acquiert Vieil Orsova et le dis-

trict de l'Unna (1.60 m. c.).

1796. Troisième partage de la Pologne. Acquisition de la Galicie occidentale (883.40 m. c.).

1797. Traité de Campo-Formio; acquisition du territoire vénitien, de l'Istrie, de la Dalmatie et du golfe de Cattaro (643.00 m. c.).

1803. Acquisition de Trente et de Brixen (89 m. c.).

1804. Acquisition de Lindau, Rothenfels, Blumeneck, etc.

1805. Traité de Presbourg. Acquisition de Salzbourg, de Berchtolsgaden, du Matreithal, du Zillerthal et du Brixenthal (186.52 m. c.).

1814. Réannexion du Tir septentrional et du Vorarlberg (213.19 m. c.).

1815. Le traité de Vienne rend à l'Autriche le royaume lombard-vé-

1797. Perte de la Belgique, du Brisgau, des duchés de Milan et de Mantoue (645 m. c.).

1801. Traité de Lunéville, cession du cercle de l'Adige, de Falkenstein et du Frickthal (33 m. c.).

1803. Cession de l'Ortenau (8 m. c.).

1805. Traité de Presbourg. L'Autriche cède Venise, l'Istrie, la Dalmatie et Cattaro au royaume d'Italie; le Tirol et le Vorarlberg à la Bavière; les possessions antérieures au Wurtemberg et à la Baviere (1 196 m. c.).

1807. Cession de Monfalcone (6.94 m. c.).

1809. Traité de Vienne : la Carniole, le cercle de Villach, Gorica, Trieste, le littoral hongrois, la Croatie, jusqu'à la Save sont cédés à la France; Salzbourg, Berchtolsgaden, le quartier de l'Inn, une partie du quartier de Hausruck, à la Bavière; la Galicie occidentale, Cracovie et le cercle de Zamosc au grand-duché de Varsovie; les enclaves bohémiennes en Lusace passent définitivement à la Saxe (1851 m. c.).

1810. Rectification de la frontière galicienne; la Russie obtient le cercle de Tarnopol (130.17 m. c.).

nitien, Gorica, Gradisca, Trieste, l'Istrie entière, la Dalmatie, Raguse, l'Albanie vénitienne, la Carniole, Rièka (Fiume), la Croatie, le Tirol méridional, le Matreithal, le cercle de Villach, Tarnopol et Czortkow (2 116.72 m. c.).

1816. Traité de Munich. Rétrocession de Salzbourg, du cercle de l'Inn, d'une partie du cercle de Hausruck, du Zillerthal et du Brixenthal (212.02 m. c.).

1846. Annexion de la république de Cracovie (21.38 m. c.).

1859. Cession de la plus grande partie de la Lombardie au royaume d'Italie (653. 13 m. c.).

1866. Cession du reste de la Lombardie et du territoire vénitien au royaume d'Italie (456 m. c.).

1878. Occupation *provisoire* de la Bosnie et de l'Herzegovine.

1908. Occupation définitive.

1918. Liquidation générale de l'État austro-hongrois.

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE I. — LES ORIGINES.

LIVRE II. — FORMATION DES TROIS GROUPES, HONGROIS, BOHÊME ET AUTRICHIEN.

LIVRE III. — LA BOHÊME ET LA HONGRIE SOUS LES ROIS ÉLECTIFS.

LIVRE IV. — LES EMPEREURS AUTRICHIENS PRÉPARENT ET ASSURENT L'UNITÉ DE LA MONARCHIE.

LIVRE VIII. — LA PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE.

LIVRE IX. — L'AUTRICHE CONTEMPORAINE.



FIN DE LA TABLE

